



FONDO PIZZOFALCONE



NAZIONALE

B. Prov.

VIII

482

NAPOLI

BIBLIOTECA

VITT. EM. III

BIBLIOTECA PROVINCIALE

Ateneo



Nam. d'ord. up

173



01



INSTITUTIONS POLITIQUES,

TOME PREMIER.









J. B. Drouin pinx.

P. Goussier delin.

J. B. Drouin fecit.

INSTITUTIONS POLITIQUES.

PAR MONSIEUR

LE BARON DE BIELFELD.

TOME PREMIER.

— Ni Fallor. —

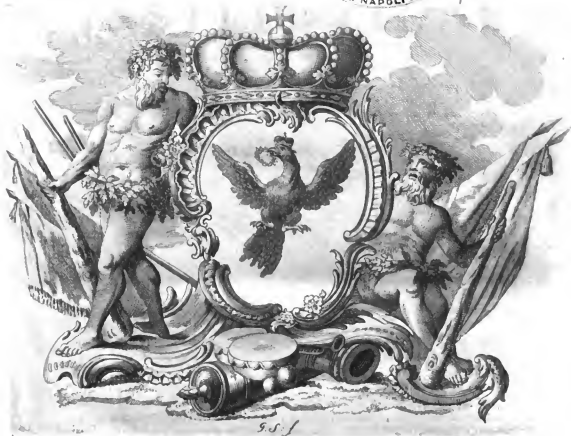


A LA HATE,

Chez **PIERRE GOSSE Junior**, Libraire de
S. A. S. Monseigneur le Prince **STADHOUDER**,

M. DCC. LX.

Avec Privilège de nos Seigneurs les Etats de Hollande & de Westfrise.



A

SON ALTESSE ROYALE
MONSEIGNEUR LE PRINCE
AUGUSTE FERDINAND,

№ 2

PRIN-

PRINCE DE PRUSSE, MARCKGRAVE DE BRANDE-
BOURG, FRERE DE SA MAJESTE LE ROI
DE PRUSSE, &c. &c. &c.

MONSEIGNEUR,



EST un Phénomène de voir paroître un Livre sans Epître Dédicatoire ; mais il est presque aussi rare de trouver des rapports entre les Mécènes auxquels les Auteurs consacrent leurs Ouvrages & les matières qu'ils y traitent, à moins qu'on ne veuille envisager l'intérêt & la vanité comme des pivots sur lesquels roulent la plupart des actions humaines, ou des liens secrets capables d'unir les objets qui n'ont entre eux aucune liaison directe.

EN prenant la liberté d'offrir à VOTRE ALTESSE ROYALE ces Institutions Politiques je crois être à l'abri d'un semblable reproche. Rien n'est plus naturel que de placer son Auguste nom à la tête d'un Ouvrage qui a été composé pour Elle. Pourrois-je le présenter aujourd'hui au Public sous d'autres auspices ? Cependant, MONSEIGNEUR, si la sincérité dont j'ai toujours fait profession ne Vous a pas déplu autrefois, daignez encore, en sa faveur, approuver l'aveu que je fais ici d'agir par un grand motif d'amour-propre en faisant connoître au Public que j'ai eu quelque part à l'éducation d'un grand Prince qu'il admire à si juste titre : Ne point tirer vanité d'une semblable prérogative seroit une modestie affectée. Je n'en suis pas cependant ébloui au point de méconnoître la foiblesse de mes talens, ni les dispositions heureuses que j'ai rencontrées chez VOTRE ALTESSE ROYALE pour l'étude. C'est uniquement à ces dernières que sont dûs les beaux progrès qu'Elle a faits dans les principales Sciences ; & ce seroit ici le lieu, MONSEIGNEUR, où je devrois peindre les talens de l'esprit, & le caractère du cœur dont la Providence Vous a doué pour le bonheur des hommes. Mais le génie & la grandeur d'Ame sont des qualités trop reconnues dans la Maison de BRANDEBOURG ; & lorsqu'un Prince a trouvé, comme Vous, l'occasion de
déplo-

déployer aux yeux de l'Europe entière ses Vertus Civiles & son habileté Militaire, lorsqu'il ajoute chaque jour, par des actions également soides & brillantes, un nouveau lustre à sa haute Naissance, quand la Renommée fait voler son nom d'un bout de la Terre à l'autre, les éloges les mieux mérités paroissent toujours superflus, & que, quelquefois la malice du cœur humain soupçonne l'Auteur de vouloir faire réfléchir sur lui-même quelques raisons de cette Gloire qu'il prétend donner.

C'EST au reste la connoissance intime & la persuasion la plus forte que j'ai des bontés de VOTRE ALTESSE ROYALE qui m'inspirent la témérité de lui dédier ce Traité qu'Elle n'a pas désapprouvé autrefois. Permettez moi, MONSEIGNEUR, de Vous rappeler encore ici le tems où le Roi daigna me confier le soin de vous guider dans vos études, & de vous enseigner la Poinique. Dépouillé d'un Livre Systématique en cette Science, il me parut facile de puiser les règles d'un excellent Gouvernement dans le regne de ce grand Prince qui porte avec tant d'éclat la Couronne de PRUSSE. Je vois naître chaque jour sous mes yeux des Exemples, en tout genre, qui méritoient d'être réduits en Préceptes; & c'est assurément un préjugé bien favorable pour moi d'avoir étudié la Poinique sous le Sceptre d'un aussi grand Maître. Mais, foible Prométhée, je n'ai pu prendre, à la dérobée, que quelques étincelles de ce feu dont il est seul en possession; & je rougis d'avoir rendu si imparfaitement à VOTRE ALTESSE ROYALE les instructions que les Actions du Roi son Frère, & quelquefois la bouche me fournissoient. Mais, MONSEIGNEUR, il est du caractère essentiel des Dieux d'avoir de l'indulgence pour la faiblesse des humains, & d'attribuer aux efforts le mérite de la réalité. Je ne me fais pas l'illusion de croire qu'en livrant cet Ouvrage à l'Impression je puisse justifier le choix que le Roi avoit fait tomber sur moi; je voudrois simplement rendre compte à SA MAJESTÉ, & aux Peuples Prussiens, des Maximes que j'ai eu l'honneur d'enseigner à VOTRE ALTESSE ROYALE. Si elles ne sont pas frappées au coin de la perfection, je ne les crois pas du moins pernicieuses. Voudroit on un Chef-d'œuvre sur cette matière, si intéressante pour tout le genre humain? Il faudroit l'attendre de la plume de cet autre César, qui surpasse de si loin son modèle; il faudroit souhaiter que FREDERIC, dont l'Ame est également grande & modeste, veuille sentir qu'il est entre les Héros ce que les Chefs des Armées sont

sont parmi les Officiers ; & que comme ceux-ci ne sçauroient avancer plus loin dans le chemin de la Fortune , quelques belles actions qu'ils fassent, il ne sçauroit , non plus, aller plus avant dans la carrière de la Gloire après avoir triomphé des Nations qui se sont déclarées ses ennemies ; il faudroit désirer enfin que ce Monarque reçoive des mains de la Victoire l'Olive avec le Laurier , & que le retour de la Paix lui fournisse le moyen de consacrer désormais aux travaux des Muses les momens de son précieux loisir.

EN attendant cet heureux tems, Daignez, MONSEIGNEUR, jeter un regard favorable sur mes foibles essais, & n'envoyer, dans l'hommage que j'ose Vous en faire, d'autre motif que celui de pouvoir témoigner publiquement à quel point mon cœur Vous estime & vous honnore ; Car, tout éloigné que je suis, je ne cesserai cependant d'être toute ma vie, avec le plus profond respect & l'attachement le plus inviolable,

MONSEIGNEUR,

DE VOTRE ALTESSE ROYALE

à Treben, dans le Duché
d'Altenbourg, le 1. Jan-
vier 1759.

Le très humble, très obéissant, &
très soumis serviteur.

LE BARON DE BIELFELD.

TABLE



T A B L E
D E S
C H A P I T R E S.

Du Tome Premier.

CHAP. I.	<i>Introduction.</i>	Pag. 1
CHAP. II.	<i>Des Connoissances Préliminaires à la Politique.</i>	10
CHAP. III.	<i>De la Politique en général.</i>	19
CHAP. IV.	<i>De la maniere de polir une Nation.</i>	35
CHAP. V.	<i>De l'Entretien de la Société, & du bon Ordre.</i>	52
CHAP. VI.	<i>Des Loix, & de la Législation.</i>	80
CHAP. VII.	<i>De la Police.</i>	99
CHAP. VIII.	<i>Continuation de la Police.</i>	116
CHAP. IX.	<i>De la Police de la Campagne.</i>	142
	CHAP.	

TABLE DES CHAPITRES.

CHAP. X.	<i>De l'Opulence de l'Etat en général.</i>	154
CHAP. XI.	<i>Des Finances.</i>	169
CHAP. XII.	<i>Continuation des Finances.</i>	210
CHAP. XIII.	<i>Des Manufactures.</i>	235
CHAP. XIV.	<i>Du Commerce.</i>	269
CHAP. XV.	<i>De la Navigation.</i>	309
CHAP. XVI.	<i>Des Forces de l'Etat.</i>	327
CONCLUSION <i>de la Première Partie.</i>		

Pag. dernière.



INSTI.



INSTITUTIONS POLITIQUES.

PREMIERE PARTIE.

Contenant tout ce qui regarde l'intérieur d'un Etat en particulier.

CHAPITRE PREMIER.

INTRODUCTION.

§. I.



OUT est Art, tout est Système aujourd'hui; l'Art de Regner, le plus important de tous, est presque le seul qui n'a point été, que je sache, ramené à des Principes & à des Règles sûres & invariables. Chaque Science, chaque Métier à sa Théorie; ceux qui veulent s'y appliquer en font un Apprentissage Systématique; la Science de gouverner les États est abandonnée aux lumières incertaines & variables de ce qu'on appelle Bon-sens, & à une Expérience souvent très équivoque. Les Souverains qui regnent aujourd'hui, les Ministres qu'ils consultent, les Sénats qui président au Gouvernement des Républiques, ont-ils précisément la même dose d'esprit, de raison, & d'expérience que leurs prédécesseurs, & que leurs successeurs? Peut-on prétendre que, sans Préceptes, les Peuples puissent être constamment heureux dans le cours de plusieurs Siècles?

Défaute de
Principes
Politiques
sans un
Système.

Tome I.

A

§. 2. Ces

§. 2.

Auteurs
qui ont
traité de la
Politique.

CES Préceptes, dira-t-on, sont connus, & sont écrits. Toutes les bonnes Histoires Anciennes & Modernes en sont comme semées. Plusieurs célèbres Auteurs ont traité formellement cette matière. Nous avons les Ouvrages Politiques d'Aristote, de Cardan, de Bacon, de Juste-Lipse, de Machiavel, d'Amelot de la Houffaye, de Harrington, & de quantité d'Anglois, de Wolff, & de divers Philosophes Allemands après lui. On convient que tous ces Ouvrages sont remplis d'excellentes réflexions, qu'on y découvre partout les traces de cet esprit juste & lumineux qui a fait la réputation de leurs Auteurs; mais on est fort éloigné de les trouver assez complets, assez méthodiques, assez adaptés à l'état actuel de l'Europe, pour satisfaire au grand but qu'on ose se proposer. M. l'Abbé Duguet, dans son *Institution d'un Prince*, semble avoir embrassé un Plan plus grand, plus vaste, plus suivi & plus Systématique, que ses prédécesseurs; mais c'est dominer que la Politique ne parle dans son Livre que par l'organe d'un Prêtre. Ce mélange perpétuel d'Argumens Sacrés & Profanes produit souvent des Règles bien fausses; & dans les deux derniers Volumes surtout on croit voir un Abbé de la Trappe, qui s'efforce plutôt de faire un Prince duppe du Clergé, qu'à former un grand Prince, qui doit être le seul Maître de ses Sujets.

§. 3.

Insuffisance

LES réflexions Politiques répandues dans l'Histoire sont trop vagues, trop détachées, pour suffire à former l'Homme d'Etat. Il n'y a pas de Science dont on n'ait trouvé quelques Principes épars dans des Livres avant qu'elle ait été réduite en Système. Aristote, dont il ne nous est resté que quelques fragments Politiques, & tous les Anciens, ont écrit dans des tems où la face de l'Univers étoit si différente de ce qu'elle est aujourd'hui, que la plupart de leurs raisonnemens cessent d'être applicables. Les autres Ouvrages sur cette matière, qui ont paru dans des tems plus proches des nôtres, ne nous offrent rien de Systématique. Ce sont plutôt des Recueils de Préceptes détachés pour la conduite des Affaires publiques, qu'une Théorie foncière qui enseigne l'essence de la Politique même. Aucun de ces Auteurs n'a embrassé toutes les parties du Gouvernement. Le Lecteur pâtit lorsqu'à tous momens son étude se trouve interrompue par des lacunes & des omisions sur les objets les plus intéressans. Tel ne parle point des Finances, tel oublie la Navigation, tel se tait sur la Police; & ainsi du reste.

§. 4.

LA plus grande stérilité qu'on remarque dans ces Ecrivains célèbres, c'est à l'égard des Affaires étrangères. Soit qu'ils n'ayent point eu d'accès à la Cour, ou d'entrée dans les Cabinets des Princes, soit qu'ils ayent craint de déplaire aux Souverains, on voit qu'à cet égard ils n'ont pas été initiés dans les affaires, ou qu'ils ont eu des entraves qui les ont empêchés de dire ce qu'ils en sçavoient. Peut-être ont-ils mieux aimé sacrifier quelques réflexions à leur fortune, que leur fortune à quelques réflexions. D'ailleurs, avant que l'Europe fut partagée comme elle l'est, avant qu'elle eut sa forme actuelle, avant l'introduction des Postes, des Gazettes, des Négociations permanentes entre les Cours, il étoit presque impossible de développer les vrais intérêts des Nations & leurs vûes. Quant aux Philosophes modernes, ils traitent la Politique à leur manière. Ils démontrent trop souvent sans prouver. Ils comprennent d'ailleurs sous ce nom simplement les *Loix de la Société Humaine*, qu'ils expliquent par des raisonnemens métaphisiques, sans assez les appuyer de l'Expérience, ou de l'Autorité de l'Histoire. Cette étude peut être utile; mais on ne la croit pas suffisante pour former l'Homme d'Etat, qui veut être guidé dans sa carrière, non par un Philosophe retiré dans son Cabinet, mais par un homme du Monde qui a vu le Cahos des Affaires se débrouiller sous ses yeux. Enfin on doute que, depuis Aristote jusqu'à nous, tous les Livres de Politique, & toutes les Leçons Publiques qu'on donne sur cette matière dans les Universités, ayant formé un Ministre, ou un Négociateur.

§. 5.

ON ose se proposer de réduire la Politique en Système, de rassembler les excellents matériaux qu'on trouve épars, d'y joindre ses propres lumières & son expérience, de consulter l'Histoire, & les hommes d'Etat, & d'en faire, s'il est possible, une Science qui puisse être enseignée de bonne heure aux Princes par leurs Précepteurs, & à la Jeunesse, en général, dans les Chaires des Professeurs. C'est ainsi que les Grotius, les Puffendorff, les Wolff, en ont agi à l'égard du Droit des Gens & du Droit de Nature. On est fort éloigné de croire qu'on travaillera avec un succès égal, ou même approchant, à celui de ces grands hommes. Ce n'est point une fausse Modestie qui dicte ici une méfiance affectée; mais on est intimement persuadé de l'habileté distinguée de ces illustres Auteurs, & de la faiblesse de ses propres talents. Le seul mérite auquel on aspire c'est celui d'avoir été le premier qui ait entrepris de traiter cette matière sur un plan Systématique. On invite les Maîtres de l'Art à le perfectionner. *In magnis voluisse sat est.*

§. 6.

Utilité
d'un Sif-
tème.

ON ne craint pas le reproche des Petits-Maitres Littéraires, qui traitent de Pédanterie tout ce qui est Siftématique. Un Siftème n'est fait que pour faciliter l'étude d'une chose, pour venir au secours de celui qui s'y applique, pour mettre de l'ordre dans son esprit, pour faire que tous les objets, dont l'Expérience l'enrichit chaque jour, trouvent leur place naturelle, & convenable, dans sa Mémoire, & pour abrégier ainsi les fatigues pénibles qu'un homme est obligé de se donner lorsqu'il veut se procurer des connoissances confusément & sans méthode. Le Pédantisme raisonnable, comme je l'ai dit ailleurs, mène au savoir solide, tandis que la simple lecture, ou l'étude superficielle, ne conduit qu'au clinquant; & le jargon éblouissant de quelques génies heureux, qui faussent promptement la superficie des Sciences, disparoit souvent avec honte vis à vis d'un homme profond.

§. 7.

Nécessité
de l'étude
de la Poli-
tique
pour les
Princes.

LES ROIS qui, dès leur tendre enfance, apprennent toutes les Pédanteries du métier Militaire ne doivent pas craindre de se faire instruire méthodiquement dans l'Art de Régner. Ce ne sont pas les Victoires seules qui font briller les Héros. La postérité trouve Cyrus plus grand dans son repos que dans ses travaux guerriers, tandis que plusieurs Conquérens ont flétri leurs Lauriers par le mauvais usage qu'ils ont fait de la Paix. C'est un abus de croire que les succès de la Guerre conduisent seuls à l'Immortalité; Le métier des Armes n'est pas l'unique par lequel le grand homme sçait porter son nom aux Siècles à venir. D'ailleurs, les Guerres ne durent que peu de tems; les Monarques sages, les bons Rois, les abrègent; mais ils ont toute leur vie des Peuples à gouverner. Les Princes, qui même ne sont pas destinés à monter sur le Trône, occupent toujours une place qui les en approche de si près, que leurs avis, ou leurs conseils, même indirects, trouvent presque naturellement entrée dans l'esprit de ceux qui regnent. Que de mal ne peuvent-ils pas détourner, que de bien ne peuvent-ils pas faire, lorsqu'ils ont appris à fond l'Art de rendre un État heureux! Souvent, par un mot hazardé, ils sont à portée de détruire les plus beaux établissemens, faute d'en connoître la véritable utilité: Un autre mor, lâché à propos en faveur d'un établissement utile, peut procurer le bonheur d'un pais à perpétuité. Cependant on néglige de leur enseigner la Politique, tandis que les précieux instans de la Jeunesse s'écoulent à leur faire apprendre des exercices inutiles & des Sciences frivoles.

§. 8. Cc

§. 8.

Ce ne sont pas les Princes seuls pour lesquels la Science de la Politique est réservée. Les Ministres, destinés particulièrement à la conduite des Affaires publiques, se couvrieroient de honte s'ils ignoroient les Principes de leur Métier. Le Général d'Armée doit connoître si les démarches qu'il fait sont nuisibles, ou avantageuses, au bien de l'Etat qu'il sert, si elles sont conformes aux intérêts & aux engagements de son Maître, ou si elles les heurtent; il doit être exactement informé du fort & du foible des Puissances voisines, de leurs vûes, de leurs Systèmes. L'habile Financier ne sauroit faire un pas sans que la Politique le guide. C'est elle qui doit être la base de tous les nouveaux établissemens qu'il propose & des anciens qu'il maintient. Le Magistrat, l'Homme de Loi, ne peut se passer de sçavoir une Science qui est proprement l'Ame de tous les Codes, & qui doit l'éclairer, surtout lorsqu'il est appelé à dicter de nouvelles Loix dont la solide utilité doit se répandre ou sur la Société en général, ou sur de certains Corps de l'Etat, ou sur quelques simples particuliers. Enfin il y a peu d'Etats dans la vie qui n'ayent plus ou moins besoin de la Politique.

Pour tous
les Hom-
mes d'Es-
tat &c.

§. 9.

On ne sçait que trop (& ce n'est pas une objection à faire) que le Monde est plein de gens qui se mêlent de raisonner sur ce Métier, comme s'ils en étoient foncièrement instruits, de porter un jugement hardi sur les affaires d'Etat, de blâmer le Gouvernement, de fronder la conduite des Ministres, & de décider avec beaucoup de témérité sur les intérêts des grands Princes. La Politique a plus de Charlatans que la Médecine, surtout dans les Républiques, & dans les pais libres. L'Artisan, le dernier Citoyen de Londres, s'érige en Ministre, lit les Papiers publics dans son Atelier, & passe la moitié de sa vie à faire inutilement le Docteur en Politique, sans que le Gouvernement prête la moindre attention à ces sortes de raisonnemens. On imitera son exemple; & l'on ne perdra point de tems à faire connoître la frivolité de pareils personages.

Manie du
peuple a
Politique, r.

§. 10.

Il régné encore quelques préjugés communs sur la Politique, dont on ne sauroit s'empêcher de dire un mot. Beaucoup de nos génies subtils soutiennent que ceux qui sçavent la Politique ne l'enseignent pas; que les Gouverneurs des Princes destinés à régner ne travaillent qu'à se rendre un jour eux mêmes inutiles s'ils s'avisent d'instruire leurs élèves dans les Mystères de cette Science; qu'en agir ainsi, c'est commettre la première faute contre la Politique même.

Préjugés
communs.

6 INSTITUTIONS

même, & ainsi du reste. Les bornes que l'on prescrit à cet Ouvrage ne permettent pas de détruire par beaucoup d'arguments des opinions si erronées. L'honnête homme ne cherche point à faire un Mîstère criminel de ses lumières, ou de ses talens, lorsqu'ils peuvent être de la moindre utilité à son Maître, à sa Patrie, ou au Public. On seroit fâché de connoître cette Politique là.

§. II.

Réponse à
un repro-
che frivole.

IL est facile de voir par ce qui a été dit (§. 5.) qu'on ne doit pas s'attendre à trouver dans tout le cours de cet Ouvrage des idées nouvelles que personne n'a eues, des découvertes singulières qui sont le fruit d'une Imagination brillante. Le sujet n'en est pas susceptible; & si j'eusse affecté de ne point rapporter les vérités que d'habiles Auteurs ont découvertes, & qu'ils ont dites avant moi, sur cette matière, je n'aurois fait qu'un Roman. Il y auroit eu autant de présomption que de mauvaise foi à en agir ainsi. Je me dispenserai néanmoins de charger cet Ouvrage de citations: mais je dois avertir mes Lecteurs que la nature même de ce Traité & la raison m'ont engagé souvent à imiter l'Abeille, à cueillir le Miel sur toutes sortes de Fleurs, pour le porter dans ma Ruche, & en enrichir mon Ouvrage. Il ne faut pas s'imaginer cependant que tout est pris d'ailleurs. Je n'ai trouvé que trop de stérilité dans les Champs que j'ai parcourus. On en pourra juger par les remarques que je vais faire, & qui ne feront pas inutiles pour ceux qui veulent s'appliquer à cette étude.

§. 12.

Sources
où l'on
comptoit
puiser.

Aussitôt que je conçus le Plan de cet Ouvrage, ma première application fut de consulter ces anciens Législateurs, ces Peres de la Politique, qui ont fait l'honneur de la Grèce & l'admiration de tous les Siècles. J'osai examiner leurs Systèmes; j'osai lever, d'une main hardie, cette espee de gaze qui couvre l'Antiquité, & qui la rend souvent plus belle, plus respectable à nos yeux, qu'elle n'est en effet. Ma surprise ne fut pas petite lorsque je voulus appliquer à nos Etats modernes les Maximes de ces Anciens que l'on a très mal à propos envisagées comme des Axiomes.

§. 13.

Lycurgue.

„ JE vois Lycurgue (*) qui bannit d'une République florissante, tel-
„ le qu'étoit Sparte, le Luxe dont il ignore l'utilité; qui défend à
„ ses Citoyens de s'occuper à aucun Art Mécanique, qui fait envisa-
„ ger

(*) Voyez Plutarque, dans la Vie de Lycurgue.

„ ger aux Lacédémoniens comme une chose vile de faire quelque
 „ Métier, & de travailler de ses mains, pour devenir riche, par consé-
 „ quent qui encourage la fainéantise, qui défend les Voïages la source
 „ de mille découvertes avantageuses, qui croit que le bonheur d'un
 „ Peuple ne consiste qu'à faire la Guerre, & à égorger d'autres hom-
 „ mes; qui ordonne à tous les habitans de manger ensemble tous les
 „ jours de la vie à une même table & des mêmes viandes réglées &
 „ ordonnées par la Loi." Que d'extravagances! Que de fautes contre la
 „ bonne Politique! Quelle différence entre un Lycurgue & un Colbert!
 „ Vouloir ôter aux hommes la Liberté naturelle pour les rendre heureux,
 „ les condamner à une gêne perpétuelle, éteindre chez eux l'industrie
 „ pour augmenter l'opulence de l'Etat, diminuer leurs besoins & leurs
 „ plaisirs, pour faire accroître leur félicité, que d'absurdités entassées!
 „ Détournons les yeux de ses autres Loix qui joignent au ridicule l'indé-
 „ cence la plus choquante. „ On ne sçauroit sans répugnance rappeler cel-
 „ le qui permettoit aux jeunes Garçons d'avoir des Amans, celle qui
 „ ordonnoit aux Filles de lutter toutes nues contre des Garçons dans
 „ les Places publiques, celle de faire l'embuscade sur les grands che-
 „ mins, & d'assassiner les Voïageurs Illotes, pour les dépouiller, celle qui
 „ dressoit les Enfans au larcin, & leur commandoit de couper adroite-
 „ ment la poche de leurs Compagnons, ou des autres Citoyens de la
 „ Ville, ni une infinité de pareilles réveries criminelles qu'on ne passe-
 „ roit pas aujourd'hui à un Législateur d'Alger ou de Tunis.

§. 14.

SOLON paroît plus judicieux, plus éclairé, & moins extravagant que Solon.
 Lycurgue. Il a donné plusieurs Loix qui sont diamétralement opposées
 à celles de ce dernier. Il encourage les Sciences & les Arts. L'Aboli-
 tion générale qu'il fit à Athenes des dettes du Peuple, & la manière
 adroite dont il s'y prit pour mettre ce projet en œuvre, en augmentant
 les Mesures & la Monnoie, étoit une invention si ingénieuse & si uti-
 le, que les plus grands Financiers modernes n'ont rien imaginé de mieux
 pour rétablir un Etat épuisé. Plutarque dit à ce sujet, *que les Pauvres,*
ravis du soulagement qu'ils en tiroient, donnèrent eux mêmes le nom de Déchar-
ge à cette Ordonnance pleine d'humanité qui comprenoit l'augmentation des Me-
sures & celle de la Monnoie; Car la Mine, qui ne valoit que soixante treize
Drachmes, fut portée à cent; de sorte qu'en payant la même chose en valeur,
& donnant beaucoup moins en poids, les Débiteurs de grosses sommes gagnaient
beaucoup, sans que les Créanciers perdissent. Qui sçait si le fameux Laws n'a-
 voit pas là cette réflexion de Plutarque lorsqu'il conçut la première idée
 de son fameux Système? Cependant, quoiqu'on ne puisse refuser une juste
 approbation à quelques Loix de Solon, il s'en faut de beaucoup qu'on puisse
 les trouver toutes raisonnables & utiles. La crainte d'être diffus, & de
 m'écarter de mon sujet, m'empêche de rapporter ici toutes celles dont
 je

je trouverois l'établissement tout à fait nuisible & dangereux. Il y en a d'autres qui tiennent du Comique, pour ne pas dire du Bouffon. Pour en donner un échantillon, citons les propres paroles de Plutarque. (*) *Il y en a une autre*, dit cet Historien, *qui me paroît ridicule & impertinente. C'est celle qui permet à une riche Héritière, dont le Mari est impuissant, de chercher à se consoler avec tel Parent de son Mari qu'elle voudra choisir &c.* Et plus bas il ajoute: *C'est pour cela aussi qu'il veut que la nouvelle Mariée soit enfermée avec son Mari & mange avec lui d'un même coin, & que le Mari soit tenu de la voir au-moins trois fois le mois; Car, quoiqu'il n'en vienne point d'Enfans, c'est toujours un bonheur qu'il rend à la Chasteté de sa Femme; & cette marque d'amour, qu'il lui donne, éteint beaucoup de sujets de querelles & de mécontentemens qui arrivent tous les jours &c.* Sera-t-il nécessaire de prouver qu'une Ordonnance aussi singulière est destituée de cette dignité, de cette gravité dont les Loix doivent toujours être accompagnées, & que l'impossibilité d'en sçavoir les contraventions la rend inutile, & par conséquent absurde?

§. 15.

Dracon.

DRACON, ancien Législateur d'Athènes, étoit un homme atrabilaire & cruel, dont les Loix révoltent le Bon-sens autant que l'humanité. Herodicus disoit qu'elles n'étoient pas d'un Homme, mais d'un Dragon. Démades a dit plus ingénieusement qu'elles avoient été écrites avec du sang, & non avec de l'encre. Il punit tout ce que Lycurgue ordonne. La vérité, la raison peuvent-elles se contredire si grossièrement? Dans tous ses réglemens il n'y a pas la moindre proportion entre les fautes & les punitions. Dracon ne respire que le sang. Il n'y a point de Princes, point de Législateurs, plus insensés, que ceux qui veulent rendre les Peuples heureux en exerçant une barbare sévérité contre eux, ou en les réduisant à l'état d'Esclaves. Voilà pourtant le célèbre Dracon, le grand Lycurgue, le divin Solon! (†) Voilà surquoi est fondée une admiration de tant de Siècles! C'est dans les Préceptes de ces fortes de personnages qu'on veut nous faire puiser les principes de la saine Politique. Envain les admirateurs de l'Antiquité s'efforcent-ils de pallier l'extravagance de pareilles Loix, en se récriant sur la différence des mœurs anciennes & modernes. Ce subterfuge est usé. Les hommes, eu égard à l'esprit, comme au corps, ont été les mêmes dans tous les tems. S'imaginer que les Anciens valoient plus ou moins que nous, c'est croire que les Chevaux, les Animaux, les Chênes, les Arbres étoient différens alors de ce qu'ils sont aujourd'hui. Les mœurs ont varié; mais c'est au sage Législateur à former les mœurs par des Loix; & il est absurde

(*) Plutarque, Vie de Solon, traduit par Dacier.

(†) L'Oracle de Delphes nomma Lycurgue, l'Ami des Dieux, & Dieu plutôt qu'homme. C'étoit l'être à peu de frais.

surde d'en donner où le Bon-sens bronche à chaque instant. Un habile Homme d'Etat peut faire régner dans la Nation, qui lui est soumise, les Vertus Civiles & Militaires, le bon ordre, & la félicité, par des voies douces, naturelles, & raisonnables.

§. 16.

C'EST ainsi que, peu content de la Politique des Grecs, on croit ^{Les Ro-} trouver des ressources dans celle des Romains. Nouvelle erreur, nouveau sujet d'étonnement. Cette Gigantesque République se forme presque par hazard; Elle n'a que peu ou point de Loix dans son origine. Son but n'est que de s'étendre au dehors; elle ne cherche point à être heureuse au dedans. On va chercher dans la Grece des Loix qui ne quadrer pas à l'état de Rome. Parvenue à son plus haut période de grandeur c'est un Empire dont, à la vérité, la Majesté extérieure m'éblouit, mais qui est trop vaste pour pouvoir être solide & durable. L'excessive étendue de ses limites devient la cause naturelle de ses Guerres Civiles & de sa décadence. Il arrive ce qui ne pouvoit manquer d'arriver; la Monarchie Romaine s'affaïsse sous son propre poids. Dans sa décadence, & dans sa chute, les vices de son Gouvernement se découvrent; la foiblesse de sa constitution éclate; C'est une maladie cachée, sourde, qui se manifeste dans la vieillesse, qui gagne rapidement toutes les parties du Corps Politique, & qui l'anéantit enfin. Tel est le tableau de la République Romaine à le considérer dans son universalité. Quant aux parties de détail, on ne sauroit disconvenir que l'Histoire de cet Empire ne fournisse quantité d'excellentes leçons pour le Gouvernement d'un Etat, mais qu'il faut cependant appliquer avec beaucoup de précaution & de sobriété à la situation présente de l'Europe.

§. 17.

L'HISTOIRE du moyen âge est la moins féconde en Maximes Politiques. Elle nous offre plus d'exemples à fuir qu'à imiter. Celle de l'Europe moderne est plus abondante en Préceptes sages & en excellents modèles: aussi puisera-t-on dans cette source les principales Règles qu'on va donner dans cet Ouvrage. Il se partage, comme de soi-même, en trois Parties. La première traitera de tout ce qui regarde l'Intérieur d'un Etat. La seconde aura pour objet ce qu'on appelle les Affaires étrangères. Dans la troisième on tâchera de présenter un Tableau de l'Etat actuel de l'Europe, en suivant l'ordre Géographique, commençant par le Portugal, & finissant par la Porte Ottomane.

§. 18.

IL est aisé de voir que le sujet de ces deux dernières Parties est, fort
Tome I. B scabreux, l'Auteur, Déclaration de

faux, & demande d'être traité avec toutes sortes de précautions. Si l'on approuve toutes les mesures qui se prennent dans les Cabinets de l'Europe, si l'on applaudit à toutes les formes de Gouvernement, si l'on admire tous les établissemens, tous les arrangemens de chaque pays en particulier, on mérite le reproche d'être un fade Adulateur qui, bien loin d'instruire, ne fera que présenter des idées illusoires à ses Lecteurs. Or il n'est pas possible que le bon se trouve partout. Il n'y a point de pays, quelque policé qu'il puisse être, qui n'ait quelque chose de défectueux, de vicieux, & peut-être d'absurde dans son Système de Gouvernement. Si la bonne foi exige que l'Auteur Politique le découvre, & le fasse remarquer, c'est le moyen de se faire des ennemis dans tous les Cabinets de l'Europe, & de se voir bientôt acablé par des ennemis si puissans. Cette considération & beaucoup d'autres m'obligent de déclarer que mon intention n'est ni de flater, ni d'offenser personne, que je connois trop le profond respect qui est dû aux Souverains, pour vouloir y manquer, que la Vérité sera mon guide dans tout le cours de cet Ouvrage, que si la force de cette Vérité m'arrache quelques fois une Critique raisonnable, je tâcherai toujours de la modérer par la Prudence & la Politesse, & que j'ai une trop haute opinion de l'esprit & du cœur de grands Princes qui regnent aujourd'hui, pour craindre leur ressentiment, quand même le désir de donner une utile instruction me forceroit de désapprouver modestement ce qui paroît répréhensible dans leur Gouvernement. Je puis dire avec un illustre Auteur moderne : (*) „ Si quel-
„ que Prince ou quelque Ministre trouvoit dans cet Ouvrage des véri-
„ tés désagréables, qu'ils se souviennent qu'étant Hommes publics, ils
„ doivent compte au Public de leurs actions, que c'est à ce prix qu'ils
„ achètent leur grandeur, & que le seul moyen d'obliger les hommes à
„ dire du bien de nous, c'est d'en faire.



CHAPITRE II.

Des Connoissances préliminaires à la Politique.

§. I.

**La Poli-
que de-
mande du
général,**

La Poëti-
que de-
mande du
gout.

TOUT homme qui se vouë aux Affaires devrait commencer, s'il est possible, par se dépouiller de l'Amour propre, & consulter son génie, l'activité de son esprit, son assiduité, son tempérament, & ses forces, avant que d'embrasser un emploi si difficile & si impor-

(*) M. de Voltaire, *Préface de l'Histoire de Charles XII.*

important. Il y a tant d'autres occupations dans le monde où la médiocrité des talents suffit ; pourquoi en choisir qui exigent une sagacité dont à peine la Nature Humaine est susceptible ? On met ordinairement dans la première classe des hommes les Philosophes : Or, quel grand risque y a-t-il pour la Société si le Philosophe s'égare & professe une opinion erronée ? Il séduit, tout au plus, un petit nombre de gens, par rapport à des objets qui, dans le fonds, ne contribuent pas beaucoup à leur félicité. Dans tous les autres états de la vie, le manque de lumières & d'habileté est encore moins dangereux. Mais si l'Homme d'Etat se trompe, s'il raisonne mal, s'il prend de fausses mesures, tout un Peuple en ressent les funestes effets.

§. 2.

LA naissance, l'enchaînement bizarre des événements, le caprice des Princes, le hazard, conduisent souvent au Ministère un homme qui réussiroit très bien dans toute autre place, mais qui est trop foible pour porter le fardeau du Gouvernement. On voit tous les jours des pairs tomber en décadence par cet inconvénient. Mais s'il est dangereux de choisir soi-même la profession d'Homme d'Etat par une trop grande présumption de ses talents, il est bien plus ridicule encore quand les pères destinent un enfant, presque dès le berceau, à un emploi si considérable, & qu'ils dirigent toutes ses études vers ce but, sans donner une attention continuelle aux progrès qu'il y fait, & sans réfléchir si le succès répond à leurs vûes. Encore un coup, il n'est pas nécessaire d'être Homme d'Etat, non plus que Poète, il faut y apporter trop de talents ; & tel auroit brillé dans toute autre carrière qui s'éclipse dans le manieient des Affaires publiques.

Abus ordinaire.

§. 3.

SUPPOSONS que les dispositions soient trouvées dans un génie heureux, il faut que l'éducation & l'usage du Monde achevent en lui ce que la Nature a commencé. La politesse, l'aménité de l'esprit, la douceur, l'art de gagner les cœurs, si essentiel pour réussir, ce sont là tout autant de qualités qui ne s'acquiescent que dans la jeunesse ; & dans tous les âges le Monde est la meilleure Ecole de Politique. Une grande application à l'étude peut faire acquérir les connoissances nécessaires à l'Homme d'Etat ; mais les Livres n'enseignent pas à connoître le cœur & les différents caractères des hommes ; & cette connoissance est une des plus utiles pour lui. Les exemples vivans, qui naissent, pour ainsi dire, sous nos yeux, sont dans notre esprit des traces plus profondes, que tous ceux que nous trouvons dans notre Cabinet chez les morts. En un mot, pour parvenir à son but, il faut gagner des hommes, & pour gagner les hommes, il faut sçavoir vivre.

Usage du Monde requis.

B 2

§. 4. MAIS

§. 4.

La belle
Littérature.

MAIS outre le sçavoir-vivre & l'usage du Monde, l'Homme d'Etat a besoin de connoissances. On l'a dit, & on ne sçauroit trop le répéter, il est dangereux d'employer aux grandes choses des gens superficiels. Le vrai sçavoir ne s'acquiert que par degrés. Quel est l'Art, quelle est la profession qui ne demande la réunion de plusieurs Sciences & de plusieurs talens ? Aussi la Politique exige-t-elle plusieurs études préliminaires. C'est un Sanctuaire dont il n'est point permis d'approcher sans préparation, & sans avoir l'esprit orné des plus belles fleurs de la Littérature dépouillée du Pédantisme.

§. 5.

Le Stile,
& la façon
des énon-
cer.

ON ne veut pas s'abaisser à dire qu'il faut sçavoir parler, lire & écrire ; mais on ne peut s'empêcher non plus de remarquer qu'il faut avoir appris à bien parler, à bien lire, & à bien écrire, talents d'autant plus faciles, que chacun croit les avoir. Tout le monde danse le Menuet. C'est une chose si simple, si triviale, qu'on n'oseroit pas même se servir de cette comparaison, si elle n'étoit ennoblie par la force de l'ap-
propos. Le but de la danse est de plaire. Entre tant de millions d'hommes combien peu y en a-t-il qui dansent avec grace, qui plaisent ? La première application d'un jeune homme destiné aux Affaires doit donc être de se former un beau Stile & une belle diction. Le ton sur lequel le Monde est monté aujourd'hui sait que sçavoir une seule Langue ne suffit pas. On n'a garde cependant de conseiller ici l'étude du Grec, de l'Hébreu, ou d'autres langages pareils. Pour un sujet tel qu'on voudroit le former ce seroient la précisément de sçavantes *sadaïses*, qui lui déroberaient fort inutilement le tems qu'il doit destiner à des choses plus essentielles. La vie est si courte, qu'en fait d'étude tout ce qui est inutile devient pernicieux. Mais on ne sçauroit se passer du Latin. Nous avons dans cette Langue non seulement d'excellens Ouvrages qui servent à former le goût, mais aussi la plupart des Traités, au-moins jusqu'à la fin du Siècle passé, sont écrits en Latin, & encore aujourd'hui il y a des Nations avec lesquelles on ne sçauroit négocier qu'en cet idiome. Enfin on ne peut faire de bonnes & solides études sans sçavoir la Langue Latine ; & quand il n'y auroit que cette seule raison, elle suffit pour prouver qu'il est indispensable de la sçavoir à fonds. Le François est devenu la Langue universelle des Cours & des Affaires, & c'est une grande commodité pour toute l'Europe. On apprend plus facilement une Langue vivante qu'une morte. La Françoisé est aisée, agréable ; avec elle on voyage, on négocie depuis le Portugal jusqu'en Moscovie. On ne doit donc pas négliger d'en faire une véritable & sérieuse étude. Il n'est plus permis
aujourd-

La con-
noissance
& l'usage
des Lan-
gues.

aujourd'hui qu'un homme employé dans les Affaires estropie le François, & le prononce mal. On a vu des Ministres publics se donner un grand ridicule par l'ignorance de cette Langue, ce qui n'a eu que trop d'influence sur le mauvais succès de leurs Négotiations, outre qu'étant obligés de faire à leurs Cours des relations en François sur des matières importantes, il faut qu'ils sachent s'exprimer clairement, succinctement, avec force & justesse. Il ne suffit donc pas d'avoir appris la Langue Française simplement par un Maître, de l'écrire, & de la parler le Dictionnaire & la Grammaire à la main; il faut la posséder. L'Allemand, l'Anglois, l'Italien sont des Langues utiles & agréables par elles mêmes; quantité d'excellens Livres ont été écrits dans ces différents idiomes. Plus un jeune homme en sçait, plus il pourra s'orner l'esprit, & se faciliter ses Voyages ou ses Négotiations; mais elles ne sont pas, si j'ose m'exprimer ainsi, de première nécessité, à moins qu'on n'ait des vues particulières.

§. 6.

J'AI dit qu'on doit se former un beau Stile. Il ne faut pas entendre par là un Stile fleuri, encore moins un Stile chargé d'expressions empoulées, de pointes Epigrammatiques, d'Antichèses, de Phrases entortillées, & de mots Néologiques. Le Stile des Affaires ne souffre rien de tout cela. Ses qualités essentielles sont la simplicité, la clarté, la justesse, & l'énergie. Ce qu'il faut éviter le plus, c'est l'Equivoque: Rien n'est si dangereux. La source du bon Stile gît dans le bon esprit; on l'épure par l'exercice, & par une lecture réfléchie des meilleurs Ouvrages qui sont écrits dans ce genre. Je n'en connois pas de plus parfait en François, & que j'aimerois mieux proposer pour modèle, que les *Lettres, Mémoires, & Négotiations de M. le Comte d'Esstrades*. Ce Livre mérite une sérieuse étude.

Le Stile.
d'Affaires

§. 7.

IL ne suffit pas de sçavoir bien écrire, il faut aussi sçavoir bien parler. Après le Prédicateur, je ne connois pas de personnage qui ait plus besoin de posséder le don de la parole, que l'Homme d'Etat. On doit donc s'accoutumer de bonne heure à parler en public. Il faut faire une solide étude de la Rhétorique; mais, après qu'on en aura appris les règles, il faut tâcher de les oublier. Rien n'est plus affecté, plus pédantesque, plus dégoutant, que quand les préceptes de l'Art paroissent à travers un discours. Un homme qui parle comme un Livre, qui se donne la torture pour mouler, pour arrondir chaque période, qui fait sentir chaque parenthèse, chaque point, chaque virgule, est un homme insupportable. Dans les propos ordinaires de la vie, comme dans les discours publics, dans les harangues, il faut introduire un air naturel, &

L'Elo-
quence.

& même de certaines belles négligences, qui distinguent l'Homme de Cour & l'Homme du Monde du Pédant. Cependant ces négligences veulent être employées avec sobriété; les multiplier est un abus.

§. 8.

La Logi-
que.

Pour bien écrire & bien parler, il faut sçavoir raisonner. C'est ce que nous enseigne la Logique. On voit donc que c'est une des Sciences qui doivent naturellement précéder la Politique. Aussi est-ce presque la seule partie de la Philosophie que l'Homme d'Etat, entant que tel, ait besoin d'apprendre. La Métaphisique, la Physique, la Morale, les Mathématiques sont de belles Sciences en elles-mêmes, qui multiplient les lumières, & augmentent les connoissances de l'homme; mais leur étude coute beaucoup de tems, dont celui qui a tant d'autres choses à apprendre doit toujours être ménager.

§. 9.

La con-
noissance
du Droit
de la Na-
ture & des
Gens.

Grotius,
Puffen-
dorff,
Montes-
quieu.

Wolff.

Si l'on considère le Droit de la Nature & le Droit des Gens comme une partie de la Philosophie, c'est la seconde & la plus essentielle qu'il convient d'étudier. Cette Science exige une profonde & sérieuse application, qu'on ne sçauroit trop recommander. On en reconnoitra la nécessité encore plus dans le Chapitre suivant. Nous avons trois Livres que l'on peut regarder comme Classiques dans cette Science. Le premier est le *Droit de la Guerre & de la Paix*, par Hugues Grotius, le second le *Droit de la Nature & des Gens*, par le Baron de Puffendorff, & le troisième l'*Esprit des Loix*, par le Président de Montesquieu. Les deux premiers, écrits originairement en Latin ont été très bien traduits par Jean Barbeyrac Professeur à Groningue; le dernier est en François. Ces trois Ouvrages sont si excellents, que ce seroit presque une honte de ne les avoir pas lus. Ils le sont surtout pour la partie qui regarde le Droit des Gens. Grotius est sçavant, plein de la plus belle & la plus utile érudition, Puffendorff est clair & systématique, Montesquieu subtil, profond, & original. Mais pour ce qui regarde le Droit de la Nature en soi-même, on ne connoit rien qui soit comparable au grand Ouvrage du célèbre Baron de Wolff. Ce Livre est écrit en Latin, en huit Tomes in Quarto. Il est trop volumineux pour la lecture; mais il est admirable pour servir de Dictionnaire. Moyenant le secours d'une bonne Table des Matières, on y trouve généralement tout ce qui peut entrer dans cette Science, la raison de tout, l'origine, les fondemens de toutes les Loix du Monde, c'est-à-dire, de celles qui sont sages. Enfin c'est un Système complet, mais qui est trop étendu. Aussi l'immortel Auteur a-t-il réduit ce Livre Colossal en un médiocre in Octavo, qu'il appelle *Institutions du Droit de la Nature*, & qui est d'un usage merveilleux. Si un homme doué d'un bon esprit veut faire une bonne lecture de ces Livres, que je viens d'indiquer,

quer, je crois qu'il pourroit presque se passer des Leçons publiques que nos Professeurs donnent sur cette matière dans les Universités.

§. 10.

OUTRE le Droit des Gens, qui est universel & réciproque entre les Peuples, chaque Nation a encore son Droit Public particulier. Il seroit à souhaiter qu'on put apprendre à fonds celui de tous les Etats. On connoitroit le Système de chaque Gouvernement, les Loix fondamentales de sa constitution, les Droits de celui ou de ceux en qui réside la Souveraine Puissance, les Privilèges du Peuple, les Conventions faites avec les voisins, & avec d'autres Puissances, les bornes du Commerce, les Concessions, les Prérogatives de la Navigation &c. Mais cette étude est fort vaste. Autant que la nature & les limites de ce Traité le permettent, on en trouvera les Principes dans notre troisième Partie; mais pour s'en instruire plus particulièrement, il faut avoir recours à ces Ouvrages volumineux dont nous sommes redevables à l'invention d'imprimer avec facilité. Tels sont ces Recueils immenses de Traités, le grand Corps Diplomatique de Dumont, avec ses Suppléments, le Théâtre de l'Europe écrit en Allemand, les Mémoires de Lamberti, les Actes de Rymer, le Recueil Historique d'Actes &c. par Roussel, l'Etat Politique de l'Europe, & quelques autres. Il seroit superflu d'avertir que ce ne sont pas là des Livres à lire, que quand même une assiduité sans exemple & une vie aussi longue que tranquille suffiroient pour achever une pareille lecture, le fruit n'en seroit cependant pas proportionné à la peine, que la Mémoire humaine n'est pas assez bonne pour retenir tant de détails, & que ce seroit faire un mauvais usage du tems. Mais je conseillerois à un jeune homme de parcourir les principaux de ces Ouvrages la plume à la main, de faire avec discernement un tres court extrait des principaux Articles qui entrent nécessairement dans le Système de l'Europe, & de les considérer au reste comme d'excellens Dictionnaires que l'on consulte au besoin.

Droit Public universel.

§. 11.

Le Droit Public de l'Allemagne fait seul une étude particulière. Rien n'est si composé que le Système du Corps Germanique. Cette forme de Gouvernement Mixte, cet assemblage de tant de Princes, de Républiques, & de moindres Souverains, qui ont chacun leurs Droits, leurs Privilèges, & leurs Obligations, qui se réunissent sous un Chef, auquel ils prescrivent des Loix, & qui veut leur en prescrire à son tour, tout cela a rendu cette étude fort compliquée. On enseigne dans chaque Université de l'Allemagne le Droit Public de l'Empire Germanique; & nous avons de très bons Ouvrages sur cette matière, comme *Masovii Principia Juris Publici*, *Schmausii Compendium Juris Publici S. R. I.*, le Droit

Droit Public de l'Allemagne.

Pu.

INSTRUCTION

Public de Gunderode, l'Etat de l'Empire d'Allemagne par Bilderbeck; un fameux Livre de Puffendorff, De Statu Imperii Germanici où l'Auteur s'est caché sous le nom de Severinus Monzambanus, parce qu'il avoit des vérités désagréables à dire, le Corpus Juris Publici de Schmaus, & quantité d'autres Traités qu'on ne citera point, non pas par le manque de cas qu'on en fait, mais pour éviter d'être prolixé. Un jeune Politique ne sçauroit se passer de faire une sérieuse étude de cette Science.

§. 12.

Jurisp-
dence Ci-
vile.

La connoissance du Droit Public, soit universel, soit particulier, est fondée sur deux autres Sciences, sçavoir sur la Théorie du Droit Civil, & sur l'Histoire. Personne n'ignore cet Axiome Politique, que les Souverains, l'un envers l'autre, se reglent sur le Droit des particuliers. *Principes inter se jure privatorum utuntur*; Donc il faut sçavoir la Jurisprudence Civile. L'Expérience a fait connoître qu'un bon Juriconsulte, qu'un habile Homme de Loi, se tire toujours mieux d'affaire dans les emplois Civils, qu'un autre. Il n'y a point de pais policé où l'on ne trouve aujourd'hui plus d'une occasion de s'instruire de bonne heure dans cette Science.

§. 13.

l'Histoire.

A force de définitions, de distinctions, & de syllogismes, certains Jurisconsultes, trop Philosophes, ont embrouillé le Droit Public, & ont jeté de faussés idées dans l'esprit de leurs Ecoliers sur cette matière. Tantôt ils représentent l'Empereur comme un Monarque Absolu, tantôt l'Empire comme une République, & ses Membres comme étant hors de toute dépendance. L'un & l'autre est également faux; mais le Système Germanique, tel qu'il est, ne veut point entrer dans les définitions Philosophiques, il faut l'y plier, il faut le forcer; & c'est ce qui présente tout à faux. C'est le fort des faiseurs de Systèmes. Le Droit Public est fondé sur des faits. Pour les connoître il faut sçavoir l'Histoire. C'est l'Âme de cette Science; comme de la Politique en général. Aussi l'Histoire Ancienne & Moderne, Sacrée & Profane, Militaire & Civile font-elles toutes du ressort de la Politique, & entrent dans l'étude de l'Homme d'Etat. Mais ce qui doit l'occuper le plus, c'est l'Histoire de sa Patrie, ou du pays qu'il sert.

l'Histoire
de la Pa-
trie.

§. 14.

Méthode
pour étu-
dier l'His-
toire.

L'HISTOIRE peut s'apprendre de deux manières, ou en faisant un cours régulier dans quelque Collège, ou à l'Université, ou bien par une lecture assidue & bien dirigée. La première Méthode est la plus usitée, & la plus facile; aussi n'ai-je garde de la blâmer; mais il s'en faut de

de beaucoup qu'elle soit aussi solide que la seconde. Le Régent, où le Professeur, qui occupe la Chaire d'Histoire, parle pendant une heure sans interruption; mais son Auditeur n'a pas l'esprit constamment tendu à la matière durant toute cette heure. La manière dont nos pensées se forment, en naissant l'une de l'autre, & l'Expérience journalière peuvent assez nous convaincre que l'esprit le plus raffiné n'est pas susceptible d'une pareille attention. Que résulte-t-il de ces lacunes d'inattention dans l'enchaînement des faits? Un savoir imparfait. Il y a plus. Les Professeurs font des raisonnemens sur tous ces faits. C'est-là précisément ce que devroit faire celui qui veut apprendre l'Histoire. Le jeune homme adopte trop facilement tous les préjugés & toutes les erreurs de celui qu'il regarde comme son Maître. De-là toutes les partialités, tous les faux jugemens que l'on rapporte du Collège. On s'est accoutumé à *jurare in verba Magistrum*. Enfin, une lecture tranquille, où l'on peut repasser chaque période à laquelle on n'a pas donné assez d'attention, laisse des traces bien plus profondes dans notre ame, que le simple discours. La difficulté de cette dernière méthode consiste à se former un bon Système de lecture. Lire à tort & à travers, c'est le moyen de faire une Bibliothèque renversée de sa tête. L'immense quantité d'Historiens que nous avons pour quelques Royaumes, comme pour la France, l'Allemagne &c. & la disette d'Auteurs pour l'Histoire de certains autres pays, comme la Pologne, la Russie & autres, forme un second inconvénient. Tout dépend du choix judicieux qu'on fait à ce égard. Le meilleur moyen que je connoisse pour se guider dans sa lecture, c'est d'avoir devant les yeux les Tablettes Chronologiques de l'Abbé Langlet du Fresnoy, ou quelque autre bon Livre dans ce genre, de se former un Plan exact qui remplisse successivement toutes les Parties de l'Histoire, & de consulter des personnes de goût sur les meilleurs Historiens qui ont écrit sur chaque Histoire en particulier. Enfin cette lecture veut être continuée toute la vie. On ne peut la cesser sans oublier.

§. 15.

SANS la Géographie on entend mal l'Histoire; & il est impossible de juger faiblement des intérêts de chaque Puissance, si on ne connoît à fonds la situation locale des pays qui lui sont soumis, de leurs frontières, de leurs voisins, de leur Commerce actuel & possible, de leur Navigation, des Mers qui les environnent, des Fleuves qui les traversent, &c. C'est une étude agréable par elle même, & qui ne demande que de bons yeux & de la Mémoire. Ce Siècle a fourni quelques Ouvrages Géographiques très bons, & nous avons des Cartes admirables de tous les pays. Il est d'une nécessité presque indispensable de se former un Atlas, ou du-moins une collection de Cartes, plus pour l'usage, que pour l'ostentation. La meilleure manière à cet égard est de ne pas se borner à un Atlas fait par un même Auteur, vu que les plus habiles Géographes

Tome I.

C

n'ont

n'ont pas connu également bien tous les païs & toutes les Régions du Globe. On fait beaucoup mieux de s'appliquer à la connoissance des Cartes mêmes, & de choisir, pour chaque Roïaume, ou Etat, celles qui sont les plus exactes, les plus renommées, & faites avec le plus de soin.

§. 16.

Le Blason.

LE Blason n'est presque une Science que par sa terminologie bizarre. Il y a cependant des cas où la connoissance des Armoiries des Maisons illustres, & même des Maisons Nobles, peut devenir utile à un Homme d'Etat. L'étude n'en est donc pas tout à fait frivole; mais on auroit tort d'y donner trop de tems. On peut la combiner fort utilement avec l'étude de la Géographie.

§. 17.

La Généalogie.

Il n'est pas si aisé de se passer de la Généalogie. Sçavoir l'Origine & la Succession des Grandes Maisons & leurs Alliances par les Mariages, c'est sçavoir une partie de l'Histoire; aussi peut-on allier très facilement l'étude de la Généalogie, qui n'occupe que la pure Memoire, avec celle de l'Histoire, pour en banir la sécheresse. Les Tablettes Généalogiques de Hubner, quoi qu'imparfaites, sont ce qu'on connoit jusqu'à présent de mieux en ce genre. On peut en faire un usage avantageux en entrelassant tout le Livre de papier blanc sur lequel on remarque les erreurs où l'Auteur est quelquefois tombé, & les changements qui arrivent tous les jours par la naissance, les mariages & la mort des Princes.

§. 18.

Connoissances nécessaires.

TELLS sont à peu près les Sciences qui préparent à l'étude de la Politique. On ne parle point ici des connoissances qu'on doit acquérir du Commerce, de la Navigation, des Finances, de la Police, &c. Ces parties sont de l'essence même de l'Art qu'on veut traiter ici. On tâchera d'en donner les élémens dans la suite de cet Ouvrage, & aux endroits convenables. Plus un jeune homme tâchera de se procurer des lumières sur ces différens objets, & plus il deviendra habile dans l'état qu'il veut embrasser, surtout s'il y ajoute l'étude de l'Histoire des Arts & des Métiers, de leur origine, de leurs progrès, des difficultés qui s'opposent à leur perfection, de l'encouragement que des Monarques habiles leur ont donné &c. C'est par la réunion de toutes ces différentes connoissances, c'est à force d'étude & de réflexion que se forment enfin les grands Hommes d'Etat.

CHA-

CHAPITRE III.

De la Politique en général.

§ 1.

LE mot de *Politique* est dans la bouche de tout le monde; mais tout le monde n'y attache pas la même idée. Le peuple, toujours porté à confondre l'abus des choses avec leur usage, entend par la *Politique* le *pernicieux talent de jouer & de tromper les hommes*. Cette définition nous présente la Science des fourbes, qui révoque l'honnête homme, qui devient tôt ou tard funeste à celui qui l'emploie, & de laquelle on ne sauroit faire un portrait assez hideux aux jeunes gens qui se destinent aux Affaires publiques. L'Obliquité à toujours confondu son auteur. La félicité permanente d'un Etat peut-elle être fondée sur la fraude & sur l'imposture? Qu'on parcoure l'Histoire, qu'on réfléchisse sur chaque époque où l'on trouve un Prince ou un Ministre trompeur, on verra qu'eux & leurs Etats sont devenus les victimes de leurs propres fourberies.

Fausse
idée attri-
bue au
mot de
Politique

§. 2.

LES gens du Monde, plus polis & plus modérés que le Vulgaire, envisagent la *Politique* sous un point de vue différent, & comprennent sous ce mot *l'Art de coudre la peau du Renard à celle du Lion, quand la dernière est trop courte*. Cette définition figurée nous donne l'idée du Sçavoir-faire de quelques petits Souverains, ou de certains Ministres foibles, qui, au défaut de la force de leurs païs, ou de leur esprit, mettent beaucoup de ruses, de subtilités & de finesse en usage, & qui, sans employer de grossières tromperies, croient parvenir à leurs fins par des Négotiations adroites, & par des tours de souplesse. On n'en trouve pas d'exemples plus fréquents que dans l'Histoire d'Italie; & l'on ne sauroit assez déplorer que des Ministres de cette Nation, parvenus quelquefois au timon du Gouvernement d'un grand Roiaume, aient porté jusque dans leur Ministère ce tour d'esprit presque national, qu'ils aient perdu de vue la saine & la mâle *Politique*, qui seule est faite pour les grands Etats; & qu'en faisant usage de leurs finesse, ils aient corrompu les premiers Cabinets de l'Europe, qui se sont vus comme forcés à combattre avec des armes si peu convenables à leur grandeur. On sent bien qu'une pareille Science, si on peut l'appeller de ce nom, n'est ni susceptible, ni digne d'être traitée systématiquement. Aussi a-t-on remar-

Autre
fausse
idée.

qué que ces prétendus Politiques ont envelopé leur Art des mêmes nuages dont ils couvroient leurs menées, qu'ils en ont voulu faire une espèce de Science occulte, ou de grimoire, dont l'approche étoit défendue au profane Vulgaire.

§. 3.

Définition
générale
de la Poli-
tique.

Si l'on prend le mot de Politique dans le sens le plus étendu, on entend par-là la *Connoissance des moyens les plus propres pour parvenir à son but*. Cette définition est générale. Dans ce sens tous les hommes en ont besoin dans tous les cas de la Vie, & la possèdent en un degré plus ou moins parfait à proportion de leur bon ou mauvais discernement. Mais ce n'est pas de cette Politique vague & universelle qu'on prétend développer les Maximes dans cet Ouvrage. On l'applique au grand objet du Gouvernement d'un Etat. D'où il s'ensuit que la Politique qui fait ici l'objet de nos recherches n'est autre chose que la *Connoissance des moyens les plus propres pour rendre un Etat formidable, & ses Citoyens heureux*, ou, pour dire la chose en d'autres termes, c'est *l'Art de Gouverner un Etat & de diriger les Affaires publiques*.

Définition
particulière

§. 4.

Origine
des Socié-
tés & leur
Principe.

Q'EST-CE qu'un Etat? Comment s'est-il formé? On n'entrera point dans de grandes discussions pour rechercher l'origine des Sociétés. Tous les Philosophes qui ont traité du Droit de la Nature & des Gens ont formé différents Systèmes sur cette matière. Ajoutons seulement quelques mots à leurs sçavantes opinions. *L'Homme naît avec un désir insurmontable de rendre sa condition meilleure*. Ce Principe incontestable & fécond est la source de toutes les actions humaines. C'est lui qui a porté les premiers hommes à former tacitement des Sociétés pour se procurer plus d'agrément, plus d'aisance, & plus de sûreté qu'ils n'en auroient eu en vivant isolés & dans l'indépendance de l'état de Nature. Aujourd'hui cette recherche devient un simple objet de spéculation. Le fils naît à côté de son père, & devient, bon gré, malgré qu'il en ait, un Membre de la Société. Les Principes de Sociabilité & les Loix positives lui défendent de s'en séparer. Les secours qu'il en a reçus dans son enfance, & ceux qu'il a droit d'en attendre dans sa caducité, secours sans lesquels il périroit indubitablement, lui imposent l'obligation d'en donner aux autres dans son âge viril.

§. 5.

But des
Sociétés
en gé-
néral

LA raison dit, & l'Histoire confirme, que les Sociétés ont été petites & imparfaites dans leur origine. Ce n'est que peu à peu, & comme par degrés, que se sont formés ce que nous apellons des *Sociétés Civiles, des Corps Politiques*,

tiques, des Etats. Mais quelque simples qu'ayent été ces premiers commencemens, il en est résulté un composé si merveilleux qu'on peut comparer la structure d'un Etat à celle du Corps Humain, tant à l'égard de sa régularité, que par raport à la quantité & à la diversité des ressorts qui le font mouvoir. Ce sont ces différens ressorts qu'il s'agit d'examiner un peu plus en détail. Le but de se procurer de l'aisance & de la sûreté par des secours mutuels exige nécessairement la réunion d'un nombre de personnes proportionné à ce but de confédération. Donc un Etat doit être composé par une *Multitude* de Sujets; & la réunion de quelque peu d'hommes ne forme pas encore un Corps Politique. Il faut que cette réunion se fasse en un même lieu, pour que les Membres puissent agir promptement, & de concert, contre les perturbateurs de leur repos. Il résulte encore de là qu'une pareille Société Civile demande non seulement l'union des forces de tous ses Membres, mais aussi l'union de leurs volontés, de manière que la volonté du Chef de cette Société, dans les affaires qui concernent l'utilité commune, soit regardée comme la volonté positive de tous en général & de chacun en particulier. (*) De tout ceci il s'ensuit qu'un Etat régulier n'est autre chose que l'assemblage d'une multitude de Citoyens, qui habitent la même contrée, & qui réunissent leurs forces & leurs volontés, pour se procurer tous les agrémens, toute l'aisance, & toutes les sûretés possibles.

Définition d'un Etat Politique.

§. 6.

DANS toute la Nature le Mauvais est placé immédiatement à côté du Bon, mais dans une proportion si inégale, que le premier l'emporte toujours sur le dernier. Il y a beaucoup plus d'esprits faux, que d'esprits justes dans le monde, & par conséquent plus de méchans hommes, que de gens bien. Cet Axiome, joint à la considération de la légèreté & de l'inconstance naturelle des humains, nous fait connoître qu'il seroit impossible qu'une Société put subsister, si chacun de ses Membres pouvoit suivre son jugement particulier dans la manière de travailler à la conservation & à la prospérité générale. Il a donc salu nécessairement convenir d'un frein commun qui put tenir les méchans, les esprits faux, & les hommes inconstans, en respect. Ce frein est ce qu'on appelle Gouvernement; & les règles que ce Gouvernement prescrit pour l'utilité publique & particulière des divers Membres de la Société, règles qui sont censées renfermer la volonté de tous (§. précédent) sont nommées Loix.

Gouvernement & Loix.

§. 7.

ARISTOTE, & quelques autres Anciens, qui ne sont que trop en

Formes de Gouvernement.

(*) Voyez Puffendorf, *Droit de la Nature & des Gens.*

possession de nous donner des mots pour des choses, ont distingué quatre sortes ou formes de Gouvernement, & même quelquefois plus. Mais ces sortes de divisions & de subdivisions arbitraires ne sont pas fondées dans la nature de la chose. Aussi les meilleurs Politiques Modernes se sont-ils attachés à simplifier leurs idées sur ces formes de Gouvernement, même en conservant les dénominations Grecques. Un Auteur respectable (*), que par malheur le Monde vient de perdre, dit dans un excellent Livre : *Il y a trois sortes de Gouvernements : Le Républicain, le Monarchique & le Despotique. Le Gouvernement Républicain est celui où le Peuple en Corps, ou seulement une partie du Peuple, a la Souveraine Puissance; Le Monarchique, celui où un seul gouverne, mais par des Loix fixes & établies; au lieu que, dans le Despotique, un seul, sans Loi & sans règle, entraîne tout par sa volonté & par ses caprices.* Je ne suis guère plus content de cette distinction que de celles des Anciens, par la même raison que je viens d'insinuer. Aussi les conséquences tirées dans les Chapitres suivants de cette division préposée me paroissent-elles plus ingénieuses que vraies. La nature de cet Ouvrage ne permet pas d'entrer dans aucune discussion à cet égard. On ne sçauroit s'engager dans des controverses, mais on se flatte que le Lecteur trouvera lui-même la raison de cette remarque dans les Paragraphes qui suivront immédiatement.

§. 8.

Trois formes régulières de Gouvernement.

REGULIEREMENT un Etat ne sçauroit être gouverné que par un Seul, par Plusieurs, ou par Tous. Il semble que la Nature même nous enseigne cette division. Si le Souverain pouvoir est dans les mains d'une seule personne, on appelle ce Gouvernement *Monarchie*; si une Assemblée de quelques Citoyens choisis en est revêtu, on le nomme *Aristocratie*; s'il réside dans tout le Peuple, c'est une *Démocratie*. Nous avons des exemples d'une Monarchie parfaite dans la France, la Prusse, le Danemarck &c. Les Républiques de Hollande, de Venise, de Gènes, nous en fournissent de l'Aristocratie; les Comices ou Assemblées du Peuple de l'ancienne Rome, quelques Cantons Suisses, les Diètes d'Election en Pologne, peuvent nous donner une idée de la Démocratie.

§. 9.

Despotisme & l'Etat Monarchique.

TOUTES ces formes de Gouvernement supposent une constitution régulière de l'Etat, & par conséquent des Loix fondamentales qui obligent le Souverain & les Sujets. Les Gouvernements où il règne des abus à cet égard ont d'autres dénominations. Quand le pouvoir absolu de la personne qui gouverne n'est borné par aucune Loi ni aucune règle, qu'elle peut

suivre

(*) M. le Président de Montesquieu, dans son *Esprit des Loix*, Liv. II. Chap. I.

suivre en tout ses caprices, & dire en chaque rencontre *Sic volo, sic ju-
beo*, on appelle ce Gouvernement *Despotisme*. Heureusement pour le
genre humain, on ne peut guère donner d'exemple d'un pareil Gouverne-
ment, si ce n'est celui de la Porte Ottomane, où tous les Sujets, de-
puis le Grand-Vizir jusqu'au dernier des Forçats, sont Esclaves nés du
Grand Seigneur, qui sans forme de procès peut leur ôter jusqu'à la vie.
Il ne sera pas nécessaire de remarquer ici qu'un Empire Despotique est
également dangereux pour le Prince & pour les Peuples; pour les Peup-
les, parce que le premier Monarque, qui aura l'esprit & le cœur mal
faits, ne manquera pas de mettre ses Sujets au désespoir; pour le Prin-
ce, parce que le pouvoir poussé jusqu'à l'extrême le met toujours sur
un Trône chancelant, que nous voyons à tout moment des Sultans, ou
des Czars, détronés, étranglés, enfermés, & que plus la puissance est
absolue, plus les révoltes sont à craindre.

§. 10.

ON sait bien cependant, mais on n'ose presque le dire, que, dans
beaucoup de Monarchies modernes, le pouvoir des Rois est nuancé de
fortes teintes de Despotisme; car celui qui a la force, celui qui est le
Maître de l'Armée, est proprement le Maître de tout. Or dites à
un Prince aussi Despote: *Sire, faites vous Monarque*, c'est lui dire don-
nez, cédez une portion de votre pouvoir, de votre autorité qui à tant
d'appas pour de certaines âmes. Il faudroit cependant qu'il le fit, s'il
pensoit bien. Être heureux, acquérir de la gloire ce sont les vœux du
Sage. Eh bien! Les Rois d'Angleterre, les Rois de France sont-ils
moins respectés que les Czars, que les Sultans? Jouissent-ils moins de
tous les biens de la terre? Font-ils une figure moins belle dans l'Histoire
Civile ou Militaire? Non, tout au contraire. Ils ont tous les avan-
tages des Despotes, & de plus la consolation des cœurs généreux, de
regner sur des hommes, mais non pas sur des Esclaves, de voir tous
les jours sous leurs yeux des Sujets heureux, d'être assis sur un Trône
tranquille, affermi par la fidélité, tandis que le moindre soupçon de
révolte fait trembler le Despote.

Parallele
entre le
Despote &
le Monar-
que.

§. 11.

Si celui qui gouverne seul, se fondant uniquement sur sa puis-
sance, ne fait que suivre la fougue de ses passions dérégées, préfère ses in-
térêts particuliers aux intérêts publics, s'il agit de dessein prémédité
contre le salut de la Société, foule aux pieds les Loix de l'Etat, ou s'é-
lève au-dessus d'elles, si son penchant le porte à la cruauté, on appelle
un pareil Gouvernement *Tyrannie*. Lorsque la Régence est commise à
plusieurs personnes de l'Etat, & que celles-ci agissent d'une manière con-
traire au bonheur de la République, lui préfèrent leurs intérêts parti-
culiers,

Gouver-
nemens
vicieux
dans les
trous for-
mes.

culiers, ne cherchent qu'à agrandir leurs familles, ou à assouvir leurs passions, alors l'Aristocratie dégénère en *Oligarchie*. Quand tous les Membres de l'Etat tiennent d'une commune main les rênes du Gouvernement, & que le Peuple alors suit aveuglément ses passions effrénées, sans consulter la saine raison sur les véritables intérêts de la République, un pareil Gouvernement est nommé *Politie*. Serait-il nécessaire de remarquer que ces sortes de Gouvernements vicieux n'ont jamais été, ni ne sçauroient être d'aucune durée, & qu'on n'en parle ici que pour en faire connoître les noms ?

§. 12.

Gouver-
nements
Composés
ou Mixtes.

De ces différentes formes de Gouvernement, que les Politiques nomment *Simple*, il en est sorti d'autres qu'ils appellent *Composés* ou *Mixtes*, & qui tiennent plus ou moins soit du Monarchique, soit de l'Aristocratique, soit du Démocratique. L'Angleterre, par exemple, est soumise à un Gouvernement *Monarchico-Aristocratique-Démocratique*. On cite cet exemple, parce qu'il réunit tous les trois Systèmes réguliers. Le Roi n'y est pas moins Monarque, quoi qu'au jour de son Sacre il s'engage envers Dieu & son Peuple à régner de telle manière, non plus qu'un Chef de Famille ne perd rien de sa qualité essentielle & de ses prérogatives quand même il auroit promis à sa Famille de la régir sous de certaines conditions, & quoi qu'il doive lui tenir parole (*). Les deux Chambres du Parlement nous présentent, d'un autre côté, le tableau parfait de l'Aristocratie; & les Assemblées du Peuple dans lesquelles chaque Citoyen, qui a son propre foyer, donne sa voix pour l'élection d'un Député au Parlement pour sa Province, ces Assemblées, dis-je, sont purement Démocratiques, ainsi qu'on le verra expliqué plus distinctement dans la troisième Partie de cet Ouvrage au Chapitre de l'Angleterre. Le Gouvernement de la Pologne peut aussi être comparé en quelque manière à celui de l'Angleterre. Enfin il faut encore compter au nombre des Gouvernements Composés, ou Mixtes, ces Associations de plusieurs Etats Souverains par eux-mêmes, mais trop foibles pour subsister chacun séparément, qui s'unissent, pour multiplier leurs forces, & qui établissent une Régence commune qui régle les Affaires publiques, & qui décide même des intérêts des particuliers en dernier ressort. Tels sont l'Empire Germanique, les sept Provinces-Unies, les treize Cantons Suisses. Nous développerons encore tous ces Systèmes en traitant de chacun de ces Etats dans le troisième Volume.

§. 13.

Anarchie. ON appelle *Anarchie* lorsque l'Etat n'a point de Chef, quand chacun

(*) Voyez Grotius *De jure Belli & Pacis*, Lib. I. Cap. III.

y vit à sa fantaisie, au mépris des Loix, quand le désordre & la confusion y regnent. On sent bien que c'est-là le plus grand vice dont un Gouvernement soit susceptible, & qu'une pareille situation précède immédiatement la ruine de l'Etat.

§. 14.

Les Politiques & les Philosophes ont souvent agité la question : *Quelle forme de Gouvernement est à préférer pour le bien des Peuples?* Question d'autant plus difficile à décider, que toutes les choses du Monde ont deux faces, celle des avantages, & celle des inconvéniens. Lorsque, dans la Monarchie, toutes les volontés sont réunies en une seule personne, il est certain, & prouvé par l'Expérience, que toutes les résolutions se prennent avec plus de promptitude, & sont exécutées avec plus de vigueur. Soit dans les entreprises qui peuvent se former pendant le calme de la Paix, soit dans les tems orageux de la Guerre, un Etat Monarchique est plutôt fait pour aller au grand, & pour imprimer du respect, qu'une République. Les Troupes sont mieux disciplinées, & agissent avec plus d'ambition & de valeur sous un Roi Guerrier, que sous un Général qui est Sujet comme le moindre Soldat. Aussi a-t-on vu que, dans des tems difficiles & dangereux, tous les Peuples, soit anciens soit modernes, ont été obligés d'élire ou un Roi, ou du moins un Chef qui en eut l'autorité. La nécessité obligea les Juifs à se donner un Roi; toutes les fois que la formidable République Romaine se vit menacée de quelque danger éminent, elle créa un Dictateur dont le pouvoir étoit sans bornes; & de nos jours nous avons vu la République d'Hollande rétablir le Stadhouderat, pour se soutenir contre les armes victorieuses de la France. C'est-là le bon côté de l'Etat Monarchique. Mais, si l'on considère qu'il entraîne une grande partie de la Liberté naturelle des hommes, si l'on réfléchit que jamais Empire n'a été ni ne sauroit être gouverné par une suite de Princes tous également sages & également bons, il faut avouer que voilà de terribles inconvéniens. Dans les Gouvernemens Aristocratiques, la Souveraineté étant divisée, le pouvoir d'un Collège, ou d'un Magistrat, se trouve toujours contrebalancé par celui d'un autre. Chaque Tribunal, chaque Sénateur, est comptable de sa conduite à d'autres, & à la République en général; la Liberté y est plus grande; Avantages immenses & d'un prix inestimable! Mais n'a-t-on pas vu que les Peuples Républicains se sont donnés quelquefois autant de Tirans qu'ils avoient de Magistrats? Les troubles domestiques, les Guerres Civiles, qui ne sauroient manquer d'arriver dans les grandes Républiques, ne sont-ce pas des maux cruels? Les Républiques médiocrement formidables ne courent-elles pas un risque continuel de se voir subjuguées par le premier Conquérant? Dans les Démocraties, c'est assurément une grande satisfaction pour chaque Citoyen de concourir en quelque manière au Gouvernement de l'Etat,

Tome I.

D

&

& de jouir de tous les avantages d'une Liberté fort étendue. Mais cette Liberté ne dégénère-t-elle pas trop facilement en libertinage? Les décisions de la Multitude sont-elles toujours sages? La fougue de la Cohue ne devient-elle pas trop souvent la source de mille désordres? Est-il possible que, dans un si grand nombre d'hommes, il n'y en ait pas qui se laissent corrompre par l'intérêt? Tout bien considéré, tout bien pesé, une Nation qui a un Roi à sa tête, dont l'Autorité Absolue est tempérée par la force des Loix, n'est pas la moins heureuse.

§. 15.

La perfection du Gouvernement est cause de sa durée.

MAIS enfin, de quelque nature que puisse être un Gouvernement, dès qu'il est sage, la plus grande perfection consiste dans sa durée. *Il faut que sa constitution soit telle, qu'il ne puisse pas facilement changer de forme.* Au contraire, c'est un des plus grands vices du Gouvernement s'il expose l'Etat à une révolution. Car il ne sauroit devenir, par exemple, de Monarchique, Aristocratique, sans que le Souverain soit détrôné; il ne peut non plus devenir Monarchique, d'Aristocratique qu'il étoit, sans quelque révolte, ou sans être subjugué par un Conquérant; L'Aristocratie ne sauroit se changer en Démocratie, à moins que le Peuple ne renverse l'ordre établi, jusques à se débarrasser de ses Magistrats. Or comme toutes ces révolutions ne sauroient se faire sans exposer l'Etat aux plus grands dangers, & sans causer le malheur de beaucoup de Citoyens, il est de l'essence d'un bon Gouvernement qu'il soit durable.

§. 16.

En qui proprement réside la Souveraineté.

Nous avons dit plus haut (§. 8.) qu'un Etat est régulièrement gouverné par un, par plusieurs, ou par tous. Or il est clair que, dans les Monarchies, la personne qui règne seule, dans les Aristocraties, les Sénats, & dans les Démocraties, le Peuple assemblé en Corps, possèdent la Souveraineté dans toute son étendue, sans néanmoins que, dans les deux derniers Gouvernemens, un Membre du Sénat, ou un Citoyen, pour lui seul, puisse former la moindre prétention à quelque partie que ce soit de la Souveraineté, ou à aucune de ses prérogatives. Il est à propos de faire connoître maintenant ce que c'est que la Souveraineté, tant à l'égard de son essence, que par rapport à ses caractères, comme aussi les moyens d'y parvenir.

§. 17.

Manière de parvenir à la Souveraineté.

OR on parvient à la Souveraineté, ou (1°.) par Droit de Succession, ou (2°.) par Droit d'Élection, ou (3°.) par Droit de Conquête. Le Droit de Succession comprend non seulement l'héritage qui s'en fait de Père en

en Fils en ligne directe, mais aussi, au défaut de cette ligne directe, en ligne Collatérale, selon l'ordre établi par les Loix Civiles en faveur de ceux qui tirent leur naissance de la même souche en divers degrés de proximité. Ce Droit de Succession, établi dans tous les Roïaumes, Principautés, & autres Etats Héréditaires, ne s'étend régulièrement que sur les Enfants Mâles d'une famille; Mais il est des païs où les Femmes peuvent, en vertu des Loix fondamentales, au défaut de ces Mâles, succéder aussi à la Souveraineté. Nous en voyons un exemple célèbre dans la Maison d'Autriche dont les vastes Etats se trouvent réunis sous la Domination de l'Auguste Héritière du dernier Empereur Charles VI. par la disposition de la Sanction Pragmatique. Les Trônes d'Angleterre, de Russie, de Suède, & de plusieurs autres Etats, ont été occupés par des Princesses, en vertu des mêmes Loix. On peut encore acquérir la Souveraineté d'un païs par le Mariage avec une Princesse qui en est Héritière légitime. C'est ainsi que les Etats possédés par Charles le Hardi, dernier Duc de Bourgogne, passèrent dans la Maison d'Autriche, par le Mariage de Maximilien I. avec la Princesse Marie, fille unique de ce Duc, & la plus riche Héritière de l'Europe. Il y a beaucoup d'exemples pareils dans l'Histoire.

§. 18.

ON comprend aussi sous le Droit de Succession lorsqu'un Prince acquiert la Souveraineté sur un Etat par la *Donation* qui lui en est faite de la part d'un Monarque qui est en droit de la faire. Les Empereurs, par exemple, ont fait plusieurs de ces sortes de Donations à des Princes de l'Empire. Frederic I. ci-devant Burggrave de Nurenberg, obtint de cette manière la Marche & l'Electorat de Brandebourg, par une Donation de l'Empereur Sigismond, issu de la Maison de Luxembourg, & en reçut l'investiture en 1417. à la Diète de Constance. Les Empereurs ont aussi accordé souvent des *Excellences* sur des Fiefs de l'Empire à des Princes qui leur avoient rendu des services, & ils en ont été investis lorsque ces Fiefs sont venus à vaquer. Enfin le Droit de Succession comprend toutes les acquisitions que l'on fait par des *Conventions de famille, Paixes de Confraternité, Cessions* faites en vertu de *Traités publics, Echanges, Trocs, & autres Contrats* usités parmi les Souverains. Les hommages que les Peuples rendent à leur nouveau Souverain servent de preuve de leur consentement, & achevent de rendre le titre légitime.

Donation
& Contrats.

§. 19.

Il ne faut pas oublier ici les *Dispositions Testamentaires*, en vertu desquelles un Souverain fait passer ses Etats, soit en entier, soit en partie, à un Prince qu'il nomme son Héritier. Ce fut par un semblable Testament que Charles II. dernier Roi d'Espagne, de la famille d'Autriche,

Disposi-
tions Tes-
tamentar-
ies.

che, appella au Trône d'Espagne son Arriere Neveu Philippe Duc d'Anjou, au préjudice de ses Neveux Joseph & Charles, Fils de l'Empereur Léopold & de Marguerite Thérèse, Sœur de Charles; disposition qui occasionna la fameuse Guerre de Succession. Si l'on considère l'origine de la Souveraineté (§. 5. & 6.) on droit qu'aucun Monarque n'est en droit de faire un pareil Testament, mais qu'à l'extinction d'une famille régnante le Peuple, ou les Chefs de la Nation, devraient s'assembler pour élire un Nouveau Souverain (*). Mais, si l'on réfléchit au caractère distinctif de la Souveraineté, en vertu duquel la volonté du Chef d'une Société doit être regardée comme la volonté positive de tous ses Membres, le Prince paroît être fondé à faire une semblable disposition; d'autant plus que la Succession Héritaire étant une fois établie dans un Etat, il se trouve toujours dans le monde des Sujets qui sont, ou qui se disent, parens du dernier Prince régnant, qui forment des cabales & des partis, qui allument des Guerres, & qui causent à un pays des maux que la Disposition Testamentaire prévient, surtout si elle est faite de longue main, communiquée à la Nation, approuvée & garantie convenablement,

§. 20.

Election. La seconde manière d'obtenir la Souveraineté est l'*Election*, soit que cette Election se fasse par les Suffrages des Chefs d'une Nation, soit par ceux des Députés du Peuple. C'est ainsi que les Electeurs de l'Empire, que l'on doit envisager comme les Chefs de la Nation Germanique, ont le droit d'élire un Empereur des Romains, & que les Nonces, ou Députés, de la Noblesse Polonoise des différentes Provinces & Districts, procèdent à l'Election d'un Roi de Pologne lorsque ce Trône est vacant, cette Noblesse Polonoise ne pouvant être envisagée que comme Peuple par son grand nombre & par les Métiers qu'elle exerce sans déroger.

§. 21.

Conquête LA *Conquête* est le troisième moyen d'acquérir la Souveraineté sur un Etat.

(*) Lorsque, dans un Royaume, ou autre Etat Héritaire, la Maison Régnante vient à s'éteindre, les Peuples rentrent dans leur première Liberté, & ont le Droit ou d'élire un autre Souverain, ou de changer la forme de leur Gouvernement, en vertu d'un Droit fondé sur le Droit Universel des Gens, & que l'on nomme *Droit de Postliminie*, ou de *Réversion au même état d'avant d'avoir été enlevé par force*. C'est ainsi qu'après l'extinction de la famille Carlevingienne les Peuples de la Germanie rentrèrent *Jure Postliminii* dans tous leurs anciens Droits, & les exercèrent en effet par l'Election qu'ils firent de Conrad, Duc de Francoie, de Henri Duc de Saxe, surnommé l'*Oiseleur* &c. Grotius, dans son *Droit de la Guerre & de la Paix*, Part. II. Liv. III. Chap. IX, traite fort au long de ce Droit, mais l'explique assez obscurément. Cette matière appartenant plutôt au Droit des Gens qu'à la Politique, nous nous dispensons d'en parler; mais tout Homme d'Etat fera bien de l'étudier, par ce que le Droit de *Postliminie* sert souvent de fondement aux Droits des Princes, à la Liberté recouvrée des Prisonniers de Guerre &c.

Etat. C'est une manière violente & forcée, il faut en convenir; mais la nature des choses humaines l'a rendue légitime, comme nous le ferons voir plus bas (2. Part. Chap. VII.). Il faut cependant distinguer entre un juste Conquérant & entre un Usurpateur heureux; & pour que la Souveraineté du Conquérant même soit légitime, il est nécessaire que le consentement & les hommages solennels des Peuples la confirment.

§. 22.

LA Souveraineté est le Pouvoir Absolu de diriger les volontés & les actions de tous les Membres d'un Corps Politique, pour le bien de l'Etat. Il s'ensuit de cette définition que (1^o.) la personne (ou le Corps de l'Etat) en qui réside la Souveraineté, doit être indépendante, sans être tenue de rendre compte de sa conduite à qui que ce soit ici bas. On objectera peut-être qu'en Angleterre le Roi, que la Nation même appelle son Souverain, est obligé de rendre compte au Parlement de ses actions; mais on répond que, dans la Grande-Bretagne, la Souveraineté réside dans la personne du Roi uni avec son Parlement, ce qui ne fait qu'un Corps d'Etat ensemble, qui est hors d'activité des qu'il est divisé; (2^o.) Que la Puissance Souveraine est au-dessus de toute Loi Humaine ou Civile; Car tout Souverain a le pouvoir Législatif. Donc l'origine & la durée des Loix dépendent de la volonté du Souverain; ainsi le Souverain n'y sauroit être soumis; autrement il seroit Supérieur de lui-même, ce qui est absurde; (3^o.) Que la Puissance Souveraine est Sacrée & inviolable, c'est à-dire, que personne n'ose lui désobéir, ou lui résister, & encore moins se révolter ouvertement contre elle, la fuite étant le dernier parti qui reste à prendre au Sujet menacé par son Souverain d'une injure manifeste; (*) (4^o.) Que la Puissance Souveraine est générale & indivisible, en sorte qu'elle s'étend sur tous les Membres & sur toutes les parties de l'Etat, & (5^o.) que la Souveraineté ne souffre aucune diminution, ou altération, dans l'exercice de son pouvoir; à quoi l'on peut ajouter (6^o.) qu'elle possède le Domaine éminent, ou le Droit de se servir, dans un besoin pressant, de tout ce que possèdent les Sujets, pour le bien public, comme, par exemple, d'abattre les Maisons, ou de détruire les Jardins des particuliers dans un tems où la Ville est assiégée, d'ouvrir les Greniers de ceux qui ont des grains en tems de famine &c. (†).

Définition, & Caractères de la Souveraineté.

§. 23.

Ces caractères nous font connoître combien il est déraisonnable & dan-

(*) Puffendorf, *Devoirs de l'Homme & du Citoyen*, Liv. II. Chap. IX.

(†) Voyez Puffendorf, *Droit de la Nature & des Gens*, Liv. VIII. Chap. V. §. 7.

L'Inquisition.

dangereux de permettre, dans un Gouvernement, l'Introduction de ces que les Politiques nomment *Status in Statu*. Ils entendent par-là cet abus insigne qui a lieu quand le Souverain tolère qu'une autre Puissance, soit Ecclésiastique, soit Civile, ou même quelque Société particulière, quelque Corps de Métier, exerce sur une partie des Sujets de l'Etat un pouvoir Législatif & Coactif, qui ne doit être réservé qu'au Souverain seul. Une pareille indulgence ne sauroit manquer d'avoir les suites les plus funestes. On n'en voit point d'exemple plus frappant, ni plus odieux, que dans l'établissement de l'Inquisition Romaine. Ce Tribunal abominable dont les Principes Sanguinaires sont si opposés aux Principes Sacrés de la Religion Chrétienne & à l'idée que nous devons nous former de la volonté d'un Dieu de Paix & de Miséricorde, a étendu sa cruelle Domination sur l'Espagne, sur le Portugal, & sur quelques autres contrées de l'Europe. Voyons quelles en sont les conséquences. L'ignorance & la Superstition, qui sont les fondements de cet affreux édifice, y tiennent comme enchaînées la raison & la Religion éclairée. Le danger que l'on y court, lorsqu'on raisonne, abrutit l'esprit des Peuples. Ce rétrécissement de l'esprit général d'une Nation étouffe l'industrie. Le défaut d'industrie appauvrit l'Etat, même au milieu des richesses de l'Europe & de l'Amérique. Les Inquisiteurs, Sangsues cruelles, achèvent de tirer l'Or & l'Argent des Peuples pour l'envoyer à Rome, ou l'ensevelir dans des Monastères; le Citoyen même le plus honnête homme, le plus digne, est dans un danger continuel de se voir traîné à tout moment devant ce cruel Sénat, de passer sa vie dans les fers, d'avoir ses biens confisqués, ou de périr sur le Bûcher. Et pour quel but toutes ces horreurs? Parce qu'à prendre les choses au pis, cet homme cherche une autre route que celle qu'enseigne l'Eglise Romaine, pour s'approcher de son Dieu & obtenir le Paradis. Les Rois, dans ces pays, n'y sont plus les seuls Maîtres de leurs Sujets; ils sont eux-mêmes sur un Trône chancelant. S'ils étendoient leurs bras pour frapper, pour détruire, cette Idole, la Superstition armeroit soudainement mille bras Fanatiques contre eux. Le Fer & le Poison ne seroient point épargnés. De telles inventions Monstrueuses subsistent, un pareil *Status in Statu* est toléré dans le XVIII. Siècle; Quelle honte aux yeux de la Postérité!

§. 24.

Droits Régaux.

APRES avoir parlé de la Souveraineté & de ses caractères, voyons quels sont ses Droits. Les Politiques en comptent huit, qu'ils nomment Droits Régaux, *Regalia*, ou *Jura Majestatica*. 1°. Le Droit de la Législation, 2°. le Pouvoir Judiciaire, 3°. Le Droit d'établir des Magistrats subalternes & de disposer de toutes les Charges de l'Etat, 4°. le Droit d'exiger de Impôts & des Subsidés, 5°. le Droit de déclarer la Guerre, 6°. le Droit de faire la Paix, 7°. Le Droit de conclure des Alliances, 8°. le Droit

Droit d'envoyer des *Ambassadeurs* (*). Cette distinction une fois reçue, & usitée chez tous les Auteurs Politiques, ne nous permet pas de la changer. Les principes d'ailleurs en sont fondés dans la Nature.

§. 25.

Tous les Citoyens ayant déposé entre les mains d'une seule personne, ou d'une Assemblée, l'Autorité Souveraine, il faut nécessairement que celle-ci ait le droit de prescrire des règles générales & perpétuelles selon lesquelles chaque Membre de la Société doit se conduire; & c'est ce qu'on appelle *Loix*. Il seroit inutile, & même risible, si quelqu'un avoit le pouvoir de faire des Loix sans posséder celui de se faire obéir & d'infliger des peines aux contrevenants. C'est ce qu'on nomme le *Pouvoir Coactif*, qui est une suite naturelle & inséparable du Droit de Législation.

Législation & Pouvoir Coactif.

§. 26.

Avec quelque précision & quelque clarté que les Loix aient été dressées, il n'est pas possible de prévoir tout, & l'interprétation est toujours équivoque. La Jurisprudence d'ailleurs n'est, dans le fonds, que l'art d'appliquer chaque cas qui se présente à la lettre de la Loi qui lui convient, ou de juger ce que les Loix régient en telle rencontre. Tout cela est trop arbitraire, & trop incertain pour l'abandonner aux lumières de tous les Citoyens. Delà naît le pouvoir Judiciaire du Souverain, lequel cependant est sujet à une restriction que nous développerons au Chap. VI. §. 25.

Pouvoir Judiciaire.

§. 27.

Le Souverain, ou le Corps de la Nation qui tient la Souveraineté, ne sauroit lui seul examiner tous les démêlés des Citoyens, administrer les Finances, lever les revenus de l'Etat, découvrir les desseins des voisins, commander aux Troupes, & pourvoir en tout au bien public. Ce n'est pas là l'affaire d'un homme, ni d'une seule Assemblée. Il faut des Magistrats subalternes, des Ministres, des Généraux, des Officiers. Le Droit de les nommer est ce qu'on appelle *Jus Magistratum*, qui seul est réservé au Souverain.

Droit de disposer des Emplois.

§. 28.

L'ENTRETIEN de l'Etat exige des dépenses, & de très grandes dépenses.

Droit de lever des Subsidés.

(*) *Jus Legum, Judicium, Magistratum, Tributum, Belli, Pacis, Fœderum, Legationum.*

penfés. Qui eft-ce qui les fournira, fi ce n'eft l'Etat même? Le Souverain n'a point de Mines, ni de Tréfors inépuifables; au contraire, il a befoin d'être entretenu lui-même, & payé à proportion de la Charge infiniment pénible qu'il occupe, & de la magnificence à laquelle il eft obligé par fon rang. Il s'enfuit donc que le Souverain eft feul en droit de lever des Impôts & d'exiger des Subfides de fes Sujets.

§. 29.

Droit de
la Guerre.

A confidérer un Corps Politique ou une Société dans fon état naturel & primitif, il eft évident que le Souverain feul eft en droit d'affembler & d'armer tous les Citoyens pour la défenfe commune; & c'eft ce qu'on appelle le Droit de faire la Guerre. Depuis l'introduction des Armées & des Soldats conftamment foudoyés (*perpetuus Miles*), il eft également clair qu'une des premières fonctions du Souverain confifte à veiller à l'entretien & à la difcipline des Troupes, & à s'en fervir au befoin contre les Ennemis de l'Etat.

§. 30.

Droit de
la Paix.

Du Droit de faire la Guerre s'enfuit naturellement celui de conclure la Paix. Une Puiffance qui auroit perpétuellement les armes à la main fuccomberoit tôt ou tard. Le Souverain feul eft capable de juger du moment de l'apropos, & des conditions auxquelles il eft avantageux pour l'Etat de faire la Paix avec fes Ennemis.

§. 31.

Droit
d'Allian-
ces & de
Traités.

Les Traités & les Alliances fe font en têmes de Paix & de Guerre avec les autres Puiffances, pour s'affurer d'un fecours mutuel, au befoin, & pour faciliter le commerce réciproque de fervices. Les avantages qui en réfultent tournent au profit de l'Etat, mais il n'appartient naturellement qu'au Souverain feul de les contracter.

§. 32.

Droit des
Ambaffa-
deurs.

ENFIN le Droit des Gens nous explique clairement les raifons pour lesquelles le Souverain, ou l'Affemblée revêtue de la Souveraineté, eft feul en Droit d'envoyer des Ambaffadeurs, ou des Miniftres publics, à une autre Puiffance, fi l'on veut qu'ils jouiffent de tous les Privilèges que leur accordent les Conventions, foit tacites, foit expreffes, que les Peuples ont faites entre eux pour les Ambaffades réciproques.

§. 33. QUAND

§. 33.

QUAND on réfléchit sur tout ce qui vient d'être dit, quand on considère tous les Droits de la Souveraineté, il est certain qu'on ne peut que s'étonner du Pouvoir immense que les hommes ont donné à d'autres hommes sur leurs vies & sur leurs actions. Renoncer à la Liberté naturelle! N'agir désormais que selon la volonté d'autrui! Soumettre son existence, ses biens, ses Enfants à un Maître! Quel mots! Quelle matière à réflexion! Heureusement pour le genre humain que les dangers de cette autorité sont contre-balancés par d'autres considérations qui peuvent consoler & rassurer les hommes; Par exemple, que la Providence n'a permis que rarement qu'il s'élevât de ces fleaux des Peuples, de ces Monstres qui ont abusé à l'excès de leur Pouvoir; Que les intérêts des Princes sont immédiatement liés avec ceux de leurs Sujets; que par conséquent un Tiran achevé, qui, de gaieté de cœur, extermineroit les hommes, ou les dépouilleroit de tous leurs biens, n'est presque qu'un Etre de raison. En agir ainsi, ou bruler ses Palais, détruire les Arbres de son jardin, jeter ses Trésors dans la Mer, seroit faire précisément la même chose, & ne pourroit être considéré que comme l'ouvrage d'un Insensé, que les Peuples seroient en droit d'enfermer, pour son bien & pour le leur. Un Prince sage, au contraire, est toujours humain. Il sent que ses devoirs envers l'Etre Suprême, envers ses Sujets, envers Soi-même, & par rapport à sa propre gloire, l'obligent à rechercher tout ce qui peut tendre à l'avantage de la Société qu'il gouverne, & qu'il n'y a que ce moyen pour rendre sa Puissance formidable & constante, tandis que les Tirans vivent dans une inquiétude perpétuelle, & finissent tous comme les Nérons.

Freia
contre
l'abus du
Pouvoir
Souverain.

§. 34.

LES Vertus les plus essentielles des Souverains sont la Justice & la Sagesse. En effet, dès qu'il se présente, dans le Gouvernement des Etats, quelque affaire qui demande une délibération, il faut naturellement faire cette question: *La démarche est-elle juste, est-elle utile?* On ne sauroit séparer ces deux conditions, vu qu'il est démontré que toute utilité qui n'est pas fondée sur la Justice ne fait qu'en imposer par une apparence spécieuse. L'Equité & le Droit décident la première proposition, la Prudence règle la seconde. Il s'ensuit donc que l'Homme d'Etat doit s'appliquer à connoître ce qui est *juste* & ce qui est *utile* dans les Affaires publiques. La connoissance de ce qui est juste se puise dans les Sciences que nous avons indiquées comme préliminaires (Chapitre II.), & le bon esprit sçait en faire une sage application. La connoissance de ce qui est utile à l'Etat nous est enseignée principalement par la Politique.

Démarches Politiques déterminées par la justice & l'utilité.

§. 35.

La Doctrine d'une Science n'épuise pas tous les détails.

QUELQUE étendu, quelque précis qu'on soit en traitant une Science, il n'est pas possible d'y faire entrer tous les détails du Système général. Aussi la Politique ne prétend-elle point nous apprendre ce qu'il est avantageux de faire dans chaque cas particulier qui peut survenir. Elle se contente de prescrire des règles générales dont on peut faire une juste & sage application en chaque rencontre. Elle se partage en cinq branches sous lesquelles on peut comprendre naturellement tout ce qui peut tendre à l'utilité de l'Etat sans exception. Celui qui veut s'instruire dans cette Science doit bien remarquer, & bien retenir, cette division, puisqu'elle servira de baze à la Méthode que nous allons suivre pour ranger chaque objet de cette vaste étude dans le lieu qui lui convient, & en faire un Système aussi complet que la matière en elle-même, la nouveauté du sujet, & nos foibles talens le permettront.

§. 36.

Les cinq objets de la Politique.

Premier Objet, *Il faut polir la Nation que l'on doit gouverner.*

Second Objet, *Il faut introduire un bon ordre dans l'Etat, y entretenir la Société, & y faire observer les Loix.*

Troisième Objet, *Il faut établir dans l'Etat une bonne & exacte Police..*

Quatrième Objet, *Il faut faire fleurir l'Etat & le rendre opulent.*

Cinquième Objet, *Il faut rendre l'Etat formidable en lui-même, & respectable à ses voisins.*

Ce cinq Objets sont d'une telle importance, qu'ils exigent un examen détaillé, puisqu'ils constituent tout le Système de la Science que nous avons entrepris de traiter. C'est à quoi sont consacrées les recherches que nous allons faire dans les Chapitres suivans qui formeront la première Partie de cet Ouvrage.



C H A P I T R E IV.

De la Manière de polir une Nation.

§. 1.

IL est des Esprits bizarres qui soutiennent qu'une Nation, vivant dans la simplicité de l'état de Nature, ayant peu de besoins, sans mœurs & sans politesse, tels à peu près qu'étoient les Russes avant Pierre I. est préférable à une Nation policée & maniérée comme la Française, l'Angloise &c. C'est soutenir, dans le fonds, que la Fièvre quartre vaut mieux que la santé. Mais comme on ne manque pas de défendre cette opinion paradoxe par des argumens spécieux, qui paroissent Philosophiques, & qui ne sont que séduisans, nous nous servirons de cette occasion pour toucher légèrement les principaux avantages qui en reviennent à l'Etat quand le Peuple est civilisé. Le Lecteur pourra les comparer avec ceux qui résultent de la Barbarie, & employer les lumières de la saine raison pour juger ensuite.

§. 2.

UNE Nation policée est infiniment plus facile à gouverner qu'un Peuple farouche. Les conspirations & les révoltes y sont moins à craindre ; les châtimens n'ont pas besoin d'y être si rigoureux, & le Czar Pierre n'auroit pas été contraint, pour exterminer les Strelits, d'employer des moyens qui font frémir l'humanité, s'il avoit trouvé des Sujets plus policés ; Car dès que les Principes manquent aux hommes, il faut des Suplices cruels pour les tenir en bride. Dans un Etat policé, il y a une liaison entre les différentes branches du Gouvernement qui entretient le tout dans une harmonie perpétuelle, & qui prévient toutes les révolutions soudaines & funestes. Quiconque dit une Nation polie, dit une Nation chez laquelle les besoins sont fort multipliés, & ces besoins sont la source de l'industrie qui, à son tour, devient la Mère des beaux Arts, des Sciences, des Arts Mécaniques, & du Commerce. La réunion de tous ces objets fait la félicité de l'Etat ; & un pais si heureux ne manque pas d'être fréquenté par un grand nombre d'étrangers voyageurs dont la dépense concourt à l'enrichir. Le bon goût s'y introduit en toutes choses, l'esprit s'y cultive, les grands hommes en tout genre se forment, la vie y devient plus douce & plus heureuse. Le Commerce fait naître des liaisons avec les autres Peuples, & enfin un Etat

*Préjugé
sur le bon-
heur de
l'état de
Nature.*

*Polir une
Nation,
c'est jeter
les fonde-
mens de
son bon-
heur & de
sa gloire.*

où

où la Nation est polie joue un autre rôle dans le Monde, & chez la Postérité, qu'un Etat plus ou moins barbare. L'expérience de tous les Siècles confirme ce que nous venons d'avancer ; Mais il s'en faut de beaucoup que nous ayons rapporté toutes les prérogatives d'un Peuple Poli sur un Peuple Sauvage. Cet examen demanderoit un Volume ; nous renvoyons le Lecteur à ce que les Montesquioux, les Voltaire, les Melons, & tant d'autres illustres Auteurs de l'Europe moderne, ont dit si ingénieusement & avec tant de vérité sur cette matière.

§ 3.

Il est
avantageux
que le bas
Peuple
même soit
instruit.

LA première règle de la Politique est donc, qu'il faut polir sa Nation, c'est-à-dire, étendre les lumières de l'esprit & former le cœur du Peuple à des mœurs douces, opération que les Latins expriment si bien par la phrase *ad Urbanitatem informare*. Les Législateurs anciens & les Politiques modernes ont souvent agité la question, s'il est avantageux pour l'Etat d'instruire la plus basse & la plus nombreuse classe des Citoyens, comme les Païsans, les Ouvriers, les simples Soldats, ou s'il vaudroit mieux les laisser dans une parfaite ignorance ? Ceux qui sont du dernier avis alleguent, pour raisons que ces espèces d'hommes ne sont dans le Monde que pour faire nombre, qu'on ne doit les regarder que comme des Machines, que la Société a besoin de leurs bras & non de leurs têtes, que les connoissances qui leur sont données ne servent qu'à leur mettre mille vaines spéculations dans l'esprit, dont il ne leur sauroit revenir aucune utilité, que ces spéculations les mènent à raisonner sur les Affaires publiques, & enfin à troubler l'Etat, ou du-moins à les distraire de leurs travaux nécessaires &c. Mais on peut dire ici avec un grand Poëte, *Est modus in rebus, sunt certi denique fines ; &c.* Car d'abord il y auroit une espèce de cruauté à laisser tant d'hommes dans un abrutissement stupide, dès qu'on est à même de les en tirer ; & en second lieu, par tout ce qui vient d'être dit dans le Paragraphe précédent, on voit que la prospérité de l'Etat même dépend de la Politesse générale qui regne dans une Nation. Or cette Politesse ne sauroit exister si tout le Peuple n'est civilisé, c'est-à-dire, s'il n'est instruit à un certain point, s'il n'a pas l'esprit & le cœur formés. Il seroit absurde de vouloir enseigner aux Païsans, ou dans les petites Ecoles, des manières Philosophiques, des Langues étrangères, des Sciences abstraites. Mais tout Citoyen a droit de prétendre qu'on l'instruise de ses devoirs envers l'Etre Suprême, envers lui-même, envers la Société, & qu'on lui apprenne, quoi qu'imparfaitement, de certains Arts dont il ne sauroit presque se passer dans la vie commune.

§. 4.

IL ne s'agit pas seulement de civiliser une Nation barbare, si la Providence nous appelle à la gouverner, mais il est aussi du devoir des Souverains d'entretenir dans la Politesse une Nation qui est déjà civilisée. Dans le premier cas, les moyens qu'on employe peuvent, avec raison, être plus vigoureux, plus puissants, & plus soutenus par la force coactive, que dans le second. En cette matière il faut toujours revenir à l'exemple de Pierre I. Ce Prince habile fit des efforts prodigieux pour mettre ses Russes au niveau des autres Peuples. Il fut les contraindre, presque la bayonnette au bout du fusil, à se faire raser la Barbe, & à apprendre les Arts Mécaniques. Ce parti étoit sagement pris. Chez un Peuple encore barbare, il étoit nécessaire de heurter de front les préjugés; chez une Nation polie il faut empêcher, par des opérations plus douces, qu'il n'en naisse.

Différence entre introduire & entretenir l'Urbanité.

§. 5.

L'EDUCATION est donc le Principe de la Politesse nationale. On entend par là *les soins qu'on prend pour cultiver l'esprit de la jeunesse, soit pour la Science, soit pour les mœurs.* Comme il y a différens états dans la Société, il faut que l'éducation d'un enfant soit conforme à l'état où il est né, & au métier pour lequel ses parens peuvent naturellement le destiner. Il seroit ridicule & même dangereux pour l'Etat de permettre que tous les enfans de Paisans fussent élevés comme des Gentils-hommes. Les uns doivent avoir pour objet d'acquérir des forces corporelles, beaucoup d'aptitude pour les travaux Mécaniques, de la simplicité dans les mœurs, de la docilité dans la conduite, une résignation à pouvoir se passer des choses superflues, & ainsi du reste. L'objet de l'éducation du Gentil-homme, au contraire, est le courage de l'esprit & du cœur, les talens, les Sciences, la Politesse, l'aménité dans les manières, la connoissance & l'usage du Monde, &c. C'est aux parens, ou à ceux qui tiennent leur place, à prendre sérieusement à cœur l'éducation de leurs enfans. On peut s'en occuper dans tous les instans de la vie. Un reproche, une leçon, un mot dit à propos, laisse toujours quelque impression dans un jeune esprit; & elle peut se donner, soit dans la maison paternelle, soit dans les Ecoles ou Classes publiques. Il appartient au Souverain d'être attentif à ce qu'il n'y ait point de relâchement général dans ce devoir essentiel des Pères de famille, vû que la bonne éducation fait les bons Sujets.

Education de la jeunesse.

§. 6.

LES plus petits Villages, comme les plus grandes Cités, doivent Ecoles.
E 3 avoir

avoir leurs Ecoles. C'est au Département des Affaires Ecclésiastiques à veiller qu'elles soient toutes pourvues de bons Maîtres, bien réglées, & bien entretenues. Dans les Villes, les principaux du Clergé de chaque Paroisse, & à la Campagne les Curés des Villages doivent être chargés de l'inspection particulière de leurs Ecoles. Il faut que la visite s'en fasse de tems en tems. Il est nécessaire d'examiner les talens & la conduite des Maîtres, les Livres dont il font usage dans leurs leçons, les progrès de la jeunesse, & réprimer sévèrement les abus qui ne manquent pas de s'introduire dans ces pieux établissemens. A la Campagne, il ne faudroit enseigner dans les Ecoles que ce qui appartient à la connoissance de Dieu & de la Religion selon la Doctrine recue dans le pays, & sur un Cathéchisme approuvé par le Souverain, le chant des Cantiques, la Lecture, l'écriture, à chiffrer, & s'il étoit possible les élémens de la Mécanique. Tout le reste est superflü pour le Passant. Dans les Villes, je voudrois qu'on allât un peu plus loin, & qu'on y joignît une instruction des principes du Dessin & des Arts Mécaniques les plus nécessaires, afin que les enfans pussent de bonne heure se former le goût, se rompre la main à ce travail, & prendre au-moins quelque teinture d'une chose qui leur est si utile dans tous les Métiers qu'ils peuvent entreprendre dans la suite. Tous les Pères de famille, qui ne sont pas en état de faire instruire leurs enfans dans la maison, doivent les envoyer à ces Ecoles publiques; & il seroit juste de punir des parents qui, par avarice, ou par négligence, se soustrairoient à un devoir si essentiel.

§. 7.

Classes de
l'étude de
la Langue
Maternelle.

OUTRE les petites Ecoles, il est nécessaire d'établir encore dans chaque Ville des Colléges distribués par Classes, dans lesquelles on enseigne à la jeunesse les Langues & les Humanités, & où on la fait monter comme par degrés aux Sciences. La plus basse de ces Classes doit être destinée à l'étude de la langue Maternelle. Rien ne donne une plus favorable idée de la Politesse d'un pays que quand les Citoyens en général s'expriment bien & noblement; & il y a mille occasions, surtout dans les Républiques, où un particulier est obligé de parler en public, & où la Science de sa Langue devient par conséquent indispensable. On ne sauroit entendre sans admiration avec combien de netteté & d'élégance le gros de la Nation s'enonce en Angleterre. Il est honteux, au contraire, que tout un Peuple parle un jargon barbare & grossier. En général la politesse du langage forme un grand préjugé en faveur de celle de la Nation. Un jeune homme, d'ailleurs, en apprenant les règles de sa propre Langue, se met en même tems au fait de tout le Système de la Grammaire, & se prépare par là à saisir bien plus facilement les autres Langues Savantes qui lui sont enseignées dans les Classes suivantes. Le Souverain doit donner beaucoup d'attention à ce que

que ces Classes soient pourvues d'habiles gens qui y instruisent la jeunesse, & qui sachent lui inculquer, avec les Sciences, les principes de la Vertu & d'une bonne Morale.

§. 8.

EN Allemagne on nomme *Gymnasium* ce qui n'est proprement que la Collège, première Classe ou la Classe supérieure d'un Collège. C'est ici qu'on prépare plus particulièrement les jeunes gens pour pousser avec succès leurs études dans les Universités. Cet établissement est admirable. On y place un Rêgent & quelques Professeurs qui sont, pour l'ordinaire, des personnes de savoir & de mérite. Ils sont obligés d'expliquer à leurs Ecoliers les meilleurs Auteurs Classiques, tant Poètes que Profateurs, non pour la simple intelligence Grammaticale, qui leur a déjà été donnée dans les Classes précédentes, mais pour les beautés foncières tant de la matière que de l'expression. Cette espèce de Commentaire, animé par le discours, fait une impression, sur les jeunes gens, qu'aucun âge n'efface, & qui sert merveilleusement à leur former le goût pour les Sciences même le plus relevées. On leur enseigne aussi les élémens des principales parties de la Philosophie, de l'Histoire, de la Géographie, de la Rhétorique, de la Poésie, &c. De cette préparation dépend presque toujours le succès des études d'un jeune homme. S'il porte à l'Université un fonds d'ignorance, il est rare qu'il en rapporte un fonds d'érudition. Il est trop tard de s'appliquer aux Sciences préliminaires, quand on doit avoir l'esprit occupé des Sciences plus sublimes. Ceux qui sont chargés de la direction des Collèges doivent avoir soin que non seulement les Humanités y soient enseignées, mais aussi enseignées sans pédanterie & avec goût. Il est très nécessaire encore d'introduire l'usage de ce qu'on nomme des *Actes Oratoires* dans lesquels on fait soutenir aux Ecoliers quelque Thèse, ou prononcer un discours éloquent, rien n'étant plus capable de guérir les jeunes gens de leur timidité que lorsqu'on les accoutume de bonne heure à parler en public; & le Rêgent en prend occasion de corriger ce qu'il trouve de defectueux dans leur prononciation, dans leur contenance & dans leurs gestes, ce qui sert infiniment à les polir.

§. 9.

EN France, en Italie, dans les Pais-Bas, & dans quelques autres Collèges
païs, les Jésuites s'appliquent avec succès à l'instruction de la jeu-
nesse, & ils ont établi partout des Collèges qui sont divisés en diffé-
rentes Classes. C'est une obligation insigne que leur doit la Société, &
qui répare beaucoup ce qui pourroit être répréhensible dans le Système
de leur fondation ou de ce que le Public leur impute. C'est do-
mage que ces Pères s'obstinent à suivre la Philosophie Scholastique, &
à

Représen-
tation des
Pièces
Drama-
tiques.

à professer ce Verbiage dans leurs Ecoles; plus grand dommage encore qu'en Allemagne, en Pologne, en Espagne, en Portugal & dans d'autres contrées on ne découvre pas dans leur Ordre ce génie, cet esprit fin & délicat qui en fait le caractère général en France, où certainement on a vu sortir de leurs Collèges d'habiles sujets. Ces Réguliers ont établi, entre autres, l'usage de faire représenter par leurs Ecoliers des Pièces Dramatiques; usage qu'on devrait imiter dans tous les pays Policés, en retranchant ce qu'il y a de pédantesque & de défectueux dans ces sortes de Pièces. Enfin comme les Etats diffèrent par leur Système, par leur Religion, par de certains établissemens fondamentaux, par des usages invétérés, il est impossible de prescrire, en détail, les arrangemens qu'on doit faire pour l'Instruction publique de la jeunesse. Il suffit qu'on lui fournisse les moyens d'acquiesce d'une manière, ou d'une autre, les Sciences que nous venons d'indiquer.

§. 10.

Académie
des
Nobles.

OUTRE ces Collèges, il est bon d'établir encore des *Académies des Nobles*, où les jeunes gens de qualité peuvent se mettre en pension, & y faire, non seulement leurs Humanités, mais aussi tous les exercices convenables à leur naissance & à l'état qu'ils veulent embrasser. Il faut les pourvoir d'excellents Maîtres, tant pour les Sciences que pour les Arts & les exercices. Les heures doivent être réglées pour l'étude, pour la Musique, le Dessin, les Mathématiques, & surtout l'Architecture Civile & Militaire, la Danse, les Armes &c. On fait très bien de combiner ces Académies avec celle où l'on apprend à monter à Cheval, ou avec le Manège public. Rien n'est plus utile à la Noblesse que de sçavoir se présenter avec grace, dompter un Cheval indocile, ou se défendre contre un adversaire qui en veut à l'honneur ou à la vie. La Politesse & les bonnes manières devraient être surtout l'apanage des personnes de condition; & pour les y former, il faudroit, à de certains jours réglés, permettre aux Pensionnaires de l'Académie des Nobles de se présenter à la Cour, ou dans les premières Assemblées de la Ville, avec toute la décence convenable à leur âge. L'Ecole Militaire qui vient d'être fondée à Vincennes, près de Paris, l'Ecole de Marine qui est établie en Danemarck, & l'Académie Royale à Turin, sont des Instituts qui font honneur à ces Nations, à l'Humanité & à la Politesse du XVIII. Siècle. Tous les Souverains devraient imiter de si sages établissemens Selon leurs facultés, la situation de leurs pays, & l'objet de la constitution de leurs Etats.

§. 11. MAIS

§. II.

Mais indépendamment de ces arangemens publics, le Souverain doit encore porter son attention à ce que chaque Ville, à proportion de sa grandeur & de son opulence, soit pourvue de bons Maîtres pour les Langues vivantes de l'Europe, surtout pour celles qui sont devenues presque indispensables, pour la Musique, pour la Peinture & le Dessin, pour les exercices du Corps &c. afin que les Citoyens qui peuvent avoir des raisons particulières pour ne pas envoyer leurs Enfans au Collège, ou dans des Ecoles publiques, puissent, au-moins, les faire instruire dans la Maison paternelle. Ce soin est plus important qu'on ne croit, parce que la prospérité de l'Etat dépend principalement de la bonne éducation des Sujets.

§. 12.

LES *Universités* sont destinées à l'étude des Sciences qu'on nomme Supérieures, & sous lesquelles on comprend la Philosophie, la Théologie, la Jurisprudence, & la Médecine. Ceux qui sont chargés de la Curation des Universités doivent avoir soin que les Professeurs enseignent,

I. Dans la Faculté de Philosophie,

L'HISTOIRE de la Philosophie, la Logique, la Métaphysique, la Morale, le Droit de la Nature & des Gens, les Mathématiques, tant pures, ou Speculatives, que Pratiques, la Physique, l'Histoire Naturelle, la connoissance des Mines & des Minéraux, la Théorie de l'Oeconomie tant des Villes que de la Campagne (*). On ajoute encore à ces Sciences celles qu'on nomme Philologiques, comme l'Histoire Sacrée & Prophane, les Antiquités, la Connoissance des Médailles, & des Monnoies Anciennes & Modernes, la Diplomatie, &c.

II. Dans la Faculté de Théologie,

L'INTRODUCTION à la Théologie révélée. la Dogmatique, ou la Théologie de la Théologie, la Polemique, ou la Controverse, l'Histoire Ecclesiastique, tant de l'Ancien que de Nouveau Testament, l'Exégèse, ou l'Explication des Langues Sacrées & Originales de l'Ancien & du Nouveau Testament, l'Homélie, ou l'Eloquence de la Chaire, l'Hermeneutique, ou l'Art d'interpréter les Ecritures, le Droit Canon pour les Cas Confistoriaux, les Privilèges Nationaux de l'Eglise, la Morale Théologique, la Théologie Casuistique &c.

III. Dans la Faculté de Droit,

L'HISTOIRE du Droit en général, les Institutions, les Pandectes, & les autres parties du Droit Romain, le Droit particulier de chaque pais selon sa théorie & selon la coutume, le Droit Féodal, le Droit Criminel, le Droit Cambial, ou du Change, le Droit Canon, le Droit de la

Na-

(*) *Collegium Oeconomicon, Urbanum & Rusticum.*

Nature & des Gens appliqué, la Jurisprudence Législative, ou l'Art de faire des Loix, le Droit Pratique des Chambres de Finances &c. à quoi l'on ajoute encore, en Allemagne, le Droit Germanique, & le Procès devant les Tribunaux Supérieurs de l'Empire.

La Médecine.

IV. Dans la Faculté de Médecine, La Physiologie, ou la connoissance de la Nature & du Corps Humain quand chaque partie est dans un état régulier & nécessaire à ses fonctions, la Pathologie, qui apprend à connoître la situation de chaque partie du Corps Humain lorsqu'il y a du dérangement, les Maladies, leurs causes & leurs symptômes, la Matière Médicale, ou la connoissance des remèdes pour chaque Maladie, l'Anatomie, la Botanique, la Chimie, les Opérations Chirurgiques, le cours de Médecine Pratique, (*) &c.

Les Curateurs doivent aussi prendre soin que l'Université fasse imprimer, tous les six mois, un Catalogue de toutes les Leçons que chaque Professeur veut donner pendant le prochain Sémeſtre, afin que les Etudiants sachent à qui s'adresser pour chaque Science. Il est aussi fort avantageux de régler les choses de manière que les Professeurs finissent avec les six mois leurs cours pour chaque Science, vu que la prolité est nuisible, que l'Etudiant ne doit apprendre à l'Université que le Système général d'une Science, & que les parties de détail en doivent être réservées à sa propre méditation. Il y a cependant quelques exceptions à faire à cet égard, mais elles sont rares.

§. 13.

Police, droits & usages des Universités.

INDEPENDAMMENT des Leçons publiques & privées que les Professeurs donnent, ils sont aussi chargés du soin de maintenir le bon ordre parmi les Membres de l'Université. Ils forment un Sénat qui a le Droit séparé de Jurisdiction, & où toutes les Affaires importantes, soit de Police, soit d'Oeconomie, se décident. C'est un très grand abus de faire porter l'épée aux Etudiants, & qui n'est presque introduit qu'en Allemagne. Tant de jeunes gens rassemblés causent mille défordres, & mille malheurs, lorsqu'ils sont armés. Ils deviennent fanfarons & bretteurs, au lieu de devenir sages & sçavans, ce qui est le seul but de leurs études. Cette mode funeste est abolie dans toutes les Universités Prussiennes, & doit encourager les bons Pères, ou Tuteurs, à y envoyer leurs enfans ou leurs pupilles. Dans les Universités Allemandes, chaque Faculté s'assemble séparément une fois par semaine, pour délibérer sur des matières de Science & sur les cas douteux qui sont envoyés à sa décision. La Faculté Juridique a surtout le droit de prononcer, même en dernier ressort, sur les affaires Civiles & Criminelles, & ses Sentences sont exécutées dans la plupart des Tribunaux sans Appel, & sans altération.

(*) *Collegium Clinicum.*

ération. Les Universités créent aussi des Bacheliers, des Maîtres *és* Arts, des Licenciés, & des Docteurs. Les Candidats pour ces degrés sont obligés de soutenir préalablement des Thèses publiques, qu'ils font imprimer.

§. 14.

Les personnes qui composent une Université sont les suivantes: Les Curateurs, qui sont ordinairement des Ministres d'Etat, ou autres personnes qui occupent les premiers emplois, qui sont leur résidence à la Cour, & qui régissent tout en dernier ressort au nom du Souverain. Ils doivent à l'Université toute la protection dont ils sont capables. Les autres Officiers sont tous résidans à l'Université même. Le Prorecteur est chargé tous les ans à tour de rôle. Le Chancelier, le Vice-Chancelier & le Directeur possèdent leurs dignités à vie, & le dernier doit-être nécessairement un bon Jurisconsulte. Ensuite viennent les Professeurs ordinaires, dont trois ou quatre suffisent pour chaque Faculté. Ils sont pourvus de bons appointements. Les Professeurs extraordinaires, les Maîtres *és* Arts, & les Docteurs qui enseignent en particulier ne sont point pensionnés, ils ne jouissent que des privilèges & immunités de l'Université. Le Syndic, ou Secrétaire, le Questeur, ou le Trésorier, & les Bedaux ont des appointements. Il y a outre cela des Ephores qui ont la direction des Tables-franches & autres fondations pieuses en faveur des pauvres Etudiants.

Personnes
qui com-
posent une
Univer-
sité.

§. 15.

TELS sont les arangemens de la plupart des Universités d'Allemagne. Chaque païs peut & doit faire à cet égard les changemens & les établissemens qui conviennent à sa Religion dominante, à sa constitution, à l'esprit de la Nation, à sa situation locale &c. Il est impossible de prescrire là dessus des règles universelles. Si l'on avoit cependant un Modèle à suivre, on pourroit proposer celui des Universités d'Angleterre, où les Etudiants sont domiciliés, & mis en pension, dans un Collège, & vêtus d'un habillement distingué & convenable aux gens de Lettres. C'est là que, se trouvant sous les yeux & sous la tutelle de leurs Professeurs, non seulement ils ne sçauroient faire de si fréquens écarts de jeunesse, mais, outre les heures de récréation, tout leur temps est destiné aux études ou aux exercices du Corps. Ils ont d'ailleurs tous les secours possibles pour devenir sçavans. Professeurs habiles, Bibliothèques publiques, Observatoire Astronomique, Théâtre Anatomique, Jardin Botanique, Auditoire public, Manège, Sale d'armes, Imprimerie, en un mot tout ce qui peut tendre à l'éducation & à faciliter les études est prévu, est établi. Il est de la prudence politique de chaque Etat d'imiter un si sage exemple, & de fonder dans ses Uni-

Modèle à
trouver
dans les
Universi-
tés d'An-
gleterre.

verités ces sortes des bénéfices réels pour le progrès des Lettres, pour l'avantage de la jeunesse, & pour le grand but de policer l'Etat.

§. 16.

Acadé-
mies des
Sciences.

Les Académies des Sciences & des Arts sont, pour les Sçavans & les Artistes, ce que les Collèges & les Universités sont pour la jeunesse & les Etudiants. Celles-ci servent à instruire les Ecoliers, tandis que les premières sont destinées à augmenter les lumières des personnes instruites, à donner de l'émulation aux talens, & à récompenser les plus grands Maîtres de l'Art. La qualité d'Académicien devient le Cordon Bleu des Lettres & des Arts; aussi le Souverain doit-il attacher à cette dignité toute la considération qu'elle mérite. Rien n'est plus capable d'étendre la Sphère des connoissances humaines, que ces sages établissemens. Une Académie, quoi qu'en puissent dire de certains Esprits factitiques, qui tâchent de se vanger du mépris qu'on y fait de leur faux savoir, est une *Condensation*, pour ainsi dire, de tous les talens, & un vrai Aréopage pour les Sciences. On a coutume de donner à cet illustre Corps un ou plusieurs Protecteurs sous différents titres, qui sont proprement ses *Avouez*, ou *Défenseurs*, auprès du Souverain. Le Président doit-être un homme d'un grand nom dans la République des Lettres. Il faut le revêtir du pouvoir de faire beaucoup de bien, mais lui lier les mains pour faire du mal aux Académiciens, qui, au bout du compte, sont de grands hommes tels que lui, & qui ne veulent pas se laisser régenter comme des Ecoliers. Les Membres ordinaires qui travaillent sont pensionnés soit par des appointemens fixes, soit par des jettons, comme en France. Les Membres honoraires ne retirent aucun émolument pécuniaire, ils ne participent qu'à la gloire universelle qu'acquiert leur Académie, & ne travaillent qu'autant qu'ils le veulent eux-mêmes. Il est bon aussi qu'une Académie fasse des Elèves, qui doivent faire résidence, & assister régulièrement aux assemblées. Enfin, elle doit avoir des Associés étrangers, des Sçavans distingués par toute l'Europe, qui par leur nom & leurs travaux augmentent son lustre & sa réputation. L'Académie doit s'assembler au-moins une fois par semaine, & à chaque Session les Membres lisent, à tour de rôle, une Dissertation sur quelque matière curieuse de Science. ou proposent quelque doute, ou rendent compte de leurs découvertes, ou produisent quelque Lettre intéressante relative aux objets naturels de l'Académie. Les Plans de ces Académies varient dans tous les pays; & il est impossible d'entrer dans tous ces différents détails. Dans les endroits où l'on n'est pas à même d'avoir pour chaque partie de la Littérature une Académie particulière, j'approuverois fort le Plan de celle de Berlin dont la première idée a été donnée par le célèbre Leibnitz. Elle est partagée en quatre Classes, dont la première embrasse toute la Philosophie-Expérimentale, la Chymie, l'Anatomie, la Botanique, & toutes les Sciences qui sont

sont fondées sur l'Expérience ; La seconde a pour objet les *Mathématiques* ; la troisième s'occupe de la *Philosophie Sp. culative* , & la quatrième comprend les *Belles-Lettres*, ou toutes les Sciences Philologiques. Il y a un Secrétaire perpétuel, un Secrétaire pour chaque Classe, un Trésorier, & quelques Domestiques. On y distribue tous les ans un *Prix* pour celui qui aura le mieux traité un sujet que les quatre Classes proposent l'une après l'autre, & auquel ses Membres ne peuvent concourir ; & tous les ans l'Académie publie un Volume de ses Mémoires dans lesquels elle rend un compte public au Roi, & à l'Europe Sçavante, des efforts qu'elle fait pour l'avancement des Lettres, & pour les bienfaits qu'elle reçoit.

§. 17.

S'il y a un établissement qui serve à polir une Nation en lui donnant du goût pour toutes sortes d'Ouvrages, c'est celui des Académies de Peinture, de Sculpture, de Gravure, &c. Tout le Peuple, tous les Métiers, toutes les Manufactures se ressentent de ces sortes de fondations. On ne sçauroit faire une Table, une Chaise, un Couteau sans que le dessin y entre pour quelque chose. L'Académie de Peinture fait tous les ans un grand nombre d'Eleves qui y dessinent, ou y peignent, soit d'après le Modèle, soit d'après Nature. Quand même tous ces Eleves n'acquéreroient pas le degré d'habileté qu'il faut pour devenir de grands Peintres, ils apprennent toujours assez pour tracer avec goût le dessin d'une belle étoffe, pour peindre une jolie fleur, pour fournir des idées au Sculpteur, au Menuisier, au Serrurier, & à tous les Artisans sans exception. Nous aurons encore occasion d'en faire connoître plus particulièrement l'utilité à l'article des Manufactures. La France en a si bien senti les avantages, qu'elle a non seulement une célèbre Académie de Peinture à Paris, mais qu'elle en entretient même une à Rome. L'établissement d'une pareille Académie n'est pas difficile, ni si dispendieux, qu'on se l'imagine. Il faut commencer d'abord par la former des plus habiles sujets qu'on a dans la Capitale. On nomme un Chancelier, & quelques Professeurs, qui reçoivent des pensions modiques. Le reste de la dépense ne consiste que dans les apartemens, quelques Lampes, les Modèles &c. ; & tout cela peut encore se payer par une légère redevance qu'on exige des Eleves.

§. 18.

L'ETABLISSEMENT de quelques belles Imprimeries sert encore à imprimer polir une Nation & à lui donner du relief chez les autres. Il semble rick. qu'il régnât toujours une certaine rudesse chez les Peuples où il ne paroît pas de bons Livres. Ces sortes d'établissements se sont presque d'eux mêmes, il ne faut qu'un peu d'encouragement de la part du Souverain.

C'est proprement une Manufacture de plus qu'il a dans ses Etats, & une Manufacture qui devient également honorable & lucrative. Dans tous les pays de l'Europe il y a de certains Livres, comme des Breviaires, des Heures &c. qui sont entre les mains de tout le monde, & dont aucun Citoyen ne sauroit se passer. Il est de la bonne Politique d'avoir attention que ces Livres puissent s'acquérir à vil prix. C'est ainsi que le Directeur de la célèbre Maison des Orphelins de Halle a trouvé moyen de vendre pour quelques Sols toute la Bible, le Livre des Cantiques, & quelques autres, que tout le monde achete, chez les Protestans, en laissant les caractères immobiles, ce qui contribue en même tems à la Correction du Livre. On verra en son lieu jusqu'à quel point la Police doit veiller sur les Imprimeries en général.

§. 19.

Les Voï-
ages.

Les hommes sont comme les Fleurs & les Plantes, qui ne viennent pas toujours dans le même terroir, mais qui veulent être transplantées pour se bonifier. Rien ne les polit plus que les Voïages. Il n'est donc pas prudent de défendre aux Sujets de parcourir les pays étrangers sous prétexte que ces Voïages emportent trop d'argent hors du pays. Oeconomie très mal entendue, raisonnement très borné ! Quelque policede soit un pays, il est impossible d'y réunir toutes les Sciences, tous les Arts, tous les Métiers, tous les bons établissemens, & de les porter à toute la perfection dont ils sont susceptibles. Ce seroit une étrange prévention dans un Souverain de s'imaginer pareille chimère. A quelque Métier que l'homme se destine, il doit aller recueillir dans divers climats ce qu'il y a de meilleur & de plus parfait, s'il veut exceller dans son Art. Pour chaque centaine d'écus qu'il dépensera dans les contrées étrangères (surtout s'il sçait borner le tems de ses Voïages) il rapportera dans sa Patrie des connoissances, du goût, & des talens qui en feront rentrer des milliers d'autres dans le cours d'une vie toujours industrieuse; outre que de pareilles défenses sont révoltantes pour la Liberté naturelle de chaque Citoyen qui n'est pas Esclave pour être Sujet. La seule attention que le Souverain doit avoir c'est de défendre que la jeunesse ne Voïage de trop bonne heure. Pour profiter des pays étrangers, il faut connoître ce qui se passe dans le nôtre; & les Observations qu'un jeune homme fait, avant que l'esprit soit mur, roulent d'ordinaire sur des objets frivoles, ou ne sont pas exactes. Il est bon que des Sujets de tout état voïagent; mais aux Artistes, & à de certains Manufacturiers, il faudroit même l'ordonner. Je ne crois pas qu'il soit possible de devenir excellent, Musicien, Peintre, Sculpteur, Fabriquant d'étoffes &c. sans avoir vû la France & l'Italie. Outre ces avantages, que nous développerons encore plus en traitant des Finances, une Nation acquiert beaucoup plus de lumières & de Politesse générale quand elle connoit les mœurs & les usages des autres. Mais autant que les Voïages

Voïages des particuliers sont avantageux pour l'Etat, autant doit-on regarder comme nuisibles ces espèces d'émigrations quand toute une partie du Peuple va porter ses travaux & son industrie chez les voisins, comme font les Faucheurs Westphaliens qui vont faire la moisson en Hollande, les Fileurs, Tisserands, & autres Manufacturiers, ou Artisans, qui vont par troupes travailler dans d'autres pays. On en expliquera plus bas les raisons.

§. 20.

Nous voilà, dit M. Melon, dans son Essai sur le Commerce, conduits à l'examen du Luxe & de ses Ouvriers; l'objet de tant de vagues déclamations &c. & un peu plus loin il le définit ainsi, *Le Luxe est une somptuosité extraordinaire, que donnent les richesses & la sécurité d'un Gouvernement; c'est une suite nécessaire de toute Société bien policée.* On ne parle point ici en Théologien, mais en homme d'Etat. La sévérité de la Morale Théologique peut quelque-fois défendre ou ordonner de certaines choses où la saine Politique dit tout le contraire. L'Eglise nous recommande, comme une première vertu, la distribution de nos aumônes à toutes sortes de Pauvres, la Politique nous enseigne que le plus petit excès de Charité est nuisible à l'Etat, vu que rien n'est plus propre à encourager la Mendicité vagabonde, la fainéantise, & détruire l'industrie. Car il n'y a proprement de Pauvres dans le monde que les Malades, les infirmes & les estropiés; & l'Etat pourvoit à l'entretien de ceux-ci. Il en est de même du Luxe. Quoi qu'on puisse prêcher, il n'est pas moins vrai que ce Luxe, si décrié, est la première source de l'opulence de l'Etat, comme nous le démontrerons à l'article du Commerce. Il suffit de l'indiquer simplement ici comme un des moyens les plus propres à civiliser le Peuple, à lui donner du goût, & à le rendre laborieux pour pouvoir satisfaire son penchant à la somptuosité.

Du Luxe.

§. 21.

En introduisant le Luxe, il faut tâcher d'abolir les habillemens bizarres, indécens, incommodes, mal propres, ou ridicules, qui subsistent quelquefois dans une Nation. Cette maxime a été suivie par tous les habiles Législateurs, & Pierre I. ne fit raser les Moscovites & changer leurs habits que par cette raison. Il semble que les préjugés barbares des Peuples s'attachent à leurs vêtemens, & disparaissent avec eux. On commence par humaniser les Sauvages en les habillant. Les changemens des Modes ne sont pas une invention aussi frivole que le croient bien des gens. Tout cela est d'une adroite Politique, & sert aussi bien à polir le Peuple qu'à occuper la main de l'Ouvrier industrieux.

Habille-
mens.

§. 22.

On ne sçauroit croire combien l'exemple du Prince, ou des Grands

La Cour
& les
Grands
servent
d'un exemple.

d'une République, influe sur le Peuple. Si le Souverain veut polir sa Nation, il est nécessaire qu'il soit poli lui-même, & qu'il introduise un air honnête, décent, & même magnifique dans sa propre maison. Voilà la raison pourquoi tout Souverain doit entretenir une Cour brillante, qui en impose même par son éclat. Tout Prince, tout homme d'une illustre Naissance, tout Patricien dans une République, doit donc s'appliquer à cultiver son esprit, & à mettre de l'aménité dans ses manières. Il doit montrer du goût pour les Sciences & les Arts, & de l'inclination pour les plaisirs & les amusemens d'un homme d'esprit. Il faut que sa générosité éclate dans les occasions convenables, enfin il doit un exemple de Politesse à la Nation qu'il gouverne, ou à ceux qui sont au-dessous de lui. C'est par ces moyens que se communiquent les dispositions pour un Gouvernement poli. La dignité & le bon ordre doivent régner dans la Maison du Souverain. On ne croiroit jamais combien une Cour brillante contribue à polir la Nation entière, si l'expérience ne le prouvoit tous les jours. Un Porte-faix à la Haie est moins impoli qu'un Porte-faix d'Amsterdam. C'est cependant le même Métier; mais l'une est une Ville de Cour, & l'autre Marchande.

§. 23.

État d'une
Cour.

Ce seroit entrer dans un trop grand détail que de faire ici l'énumération de toutes les Charges de la Cour, & d'indiquer les fonctions de chaque Courtisan. Ces Emplois d'ailleurs & leur dénominations varient dans tous les pays de l'Europe. Contentons nous de remarquer qu'il y a de grandes Charges, comme de Grand-Maitre, Grand-Maréchal, Grand-Chambellan, Grand-Echanfon, Grand-Sommelier, Grand-Ecuier, Grand-Veneur, Grand-Maitre de la Cuisine, ou premier Maitre d'Hotel, Capitaine du Château. Les personnes revêtues de ces Charges sont nommées Grands-Officiers, ou Officiers de l'Etat-Major de la Cour. Les Chambellans, les Gentilshommes de la Chambre, les Gentilshommes de la Cour, qu'on appelle dans d'autres pays Gentilshommes Ordinaires, ou Extraordinaires, servent par semestre, & contribuent à augmenter la splendeur d'une Cour. Ces Charges ne devoient se donner, sans de fortes raisons, qu'à la Noblesse, & la Noblesse aisée, qui puisse, par l'éclat de la Naissance & par ses richesses, soutenir le rang qu'on lui accorde. Presque partout les appointemens attachés aux Charges de la Cour sont modiques; ceux qui les ambitionnent doivent se croire en quelque manière récompensés de leurs peines par l'honneur qu'ils ont d'approcher des grands Princes & de participer à leurs plaisirs. Enfin ces Charges ne s'auroient être envisagées que comme un Théâtre où doit briller nécessairement le mérite le plus éminent, la vertu la plus sublime, l'esprit le plus rare. Quand même un simple Courtisan ne seroit pas doué des talens les plus distingués, le salut de l'Etat en souffrirait-il? Les Reines & les grandes Princeesses ont des Gouvernantes,

tes, des Dames d'atour & des Filles d'honneur, dont les premières sont pour la dignité, & les secondes pour les agrémens de la Cour. La naissance, la figure, l'esprit, les graces, la conduite, doivent entrer pour beaucoup dans le choix qu'on en fait. On ne fera point ici un dénombrement des Officiers de Bouche, d'Ecurie, ni des *Domestiques* dont la Cour a besoin. Chaque Prince en doit regler le nombre & les fonctions sur ses revenus, & sur son état : mais il faut qu'il arrange les choses de manière qu'il régné de l'ordre & de la subordination dans sa Cour, pour empêcher le pillage & la confusion. Ce n'est pas sans raison qu'on a donné la direction des Cours à des personnes de condition ; & en charger des hommes de néant est un insigne abus, dont les caisses du Maître se ressentent tôt ou tard ; outre que, soit par ignorance, soit par des vûes intéressées, ils sont toujours jouer un personnage singulier au Prince dont ils dirigent la Maison.

§. 24.

L'ETIQUETTE d'une Cour est raisonnable lorsqu'elle est observée à un certain point, & ridicule dès qu'elle est poussée au delà. Qu'un Roi se fasse servir avec décence, avec dignité ; que ceux qui l'approchent aient un maintien qui marque le respect dû à la Majesté, qu'ils soient même vêtus de façon à pouvoir se présenter devant des personnes Augustes, il n'y a là rien à dire. Le rang qu'occupe un Monarque dans l'Etat doit en imposer au Peuple. Mais faire toutes les actions de la vie pas compas, & par mesures, regarder comme un crime qu'un honnête homme porte telle ou telle perruque, tel habit, tels souliers, qu'il oublie une génuflexion, qu'il fasse une révérence de travers, établir en un mot une Etiquette de Bourgogne, c'est donner de singulières entraves au Souverain, & mettre les Courtisans à une gêne fort plaisante. Ce n'est pas une chose moins risible quand les petits Souverains veulent contre faire dans les Etiquettes de leur Cour les puissans Monarques. C'est substituer une imitation à la grandeur même. Ils contrefont le Tonnerre, dit un Auteur Auguste (*), & se croient Jupiter.

*Etiquette
des Cours.*

§. 25.

DANS les Républiques, les Patriciens, & ceux qui occupent les premiers emplois, doivent vivre avec éclat, & suppléer, par une belle dépense au défaut de la Cour qui manque dans leur Etat. C'est une grande erreur de croire que la simplicité dans les mœurs des premiers Citoyens, la mesquinerie dans leur façon de vivre, rende un Etat plus formidable. Etouffez le Luxe, & vous détruirez bientôt la Politesse de la Nation, vous boucherez même toutes les sources de l'Industrie, & par

*Magnificence des
Grands.*

(*) *Phys. l'Anti-Machiavel.*

par conséquent de l'Opulence. Il faut bien cependant nous comprendre. Par le Luxe nous n'entendons pas une prodigalité sans bornes, un faste Oriental, qui est également blâmable chez les Rois, chez les Ministres, & chez les Grands dans les Républiques. Il ne faut que le simple Bon-sens pour trouver les limites entre ces deux choses.

§. 26.

Appointe-
mens pour
les Grands.

Le Souverain doit mettre à leur aise ceux qui occupent les principaux emplois de l'Etat. Rien ne dénote plus la barbarie & la misère d'un pays, que quand les Ministres & les premiers Officiers de l'Etat sont obligés d'y vivre en égrésins; Spectacle également triste & déconcertant pour les Naturels & pour les Etrangers! Le salaire de ces personnes est une dépense tout aussi nécessaire pour l'Etat que l'entretien des Troupes, de la Marine &c. Ainsi le Souverain est en droit de l'exiger de ses Sujets avec la même justice que les autres impôts, pourvu que les gens en place fassent retomber par leurs dépenses la plus grande partie de ce salaire dans la masse totale de l'Etat. On a vu un Roi Indien qui n'aimoit à donner qu'à ceux de ses Satrapes qui étoient avares, qui thésaurisoient, & qu'il nommoit de bons économes: Maxime absolument fautive & pernicieuse! Ces gens-là ont besoin de peu. Ce sont les Grands qui répandent leurs revenus dans le Peuple qu'il faut combler de bienfaits, & non pas ceux qui les ensevelissent, on les mettent à usure. Un autre Prince d'Asie fit une autre faute. Il se mit sur le pié de donner de petits appointemens à tous ses Serviteurs, & les faisoit vivre d'espérance. Il crut faire un Chef-d'Oeuvre merveilleux en fascinant ainsi les yeux de ses premiers Sujets: il ne voyoit pas que, par cette fautive Politique, il n'étoit servi que par des dupes, ou par des fripons. Les premiers, avec beaucoup de bonne foi & d'imbécillité, le servoient mal, & restoit pauvres; les seconds le trompoient, & il n'y avoit que ceux-là qui s'enrichissoient sous son règne. Heureusement on ne voit pas de ces exemples là en Europe.

§. 27.

Spectacles.

LES Spectacles servent encore merveilleusement à polir une Nation. Quand le Théâtre est épuré, comme en France, c'est la meilleure Ecole pour les Mœurs, pour le langage, pour la Politesse générale. C'est une inscription bien vraie, bien juste, que celle que le Poëte Santeuil mit sous le portrait d'un fameux Comique, *Ridendo castigat mores*. Mais autant que les bons Spectacles doivent être encouragés dans un Etat, autant faut-il prendre de soin pour en bannir ces Baladins, ces Farceurs, qui par l'indécence de leurs discours, de leurs gestes, & de leur conduite, ne font que corrompre la jeunesse, & que scandaliser tout le Peuple.

§. 28. C2

§. 28.

Ce n'est pas sans raison que les Grecs, les Romains, & quelques Gouvernemens modernes ont introduit l'usage de donner de tems en tems des Fêtes publiques au Peuple. Il n'y a rien qui soit plus propre à réveiller les esprits, à donner de l'émulation, à encourager toutes sortes de Fabriques. La dépense en est toujours payée par les Etrangers qu'ils attirent, par la consommation extraordinaire qui se fait, & par la circulation de l'argent. L'exemple annuel à Venise quand le Doge épouse la Mer, celui du fameux Campement qu'Auguste, Roi de Pologne, fit à Muhlberg, peuvent nous convaincre de cette vérité. Il y a cependant deux précautions à prendre dans ces sortes de Fêtes publiques; la première de ne pas les répéter trop souvent, pour ne point distraire le Peuple de ses travaux ordinaires, & la seconde d'y faire observer tout l'ordre & toute la décence possible.*

Fêtes publiques.

§. 29.

Les Promenades publiques, les jardins, les Guinguettes, les Caffés, les Cabarets, les Tavernes, à l'imitation de celles d'Angleterre, sont tous des établissemens qui servent, plus ou moins, à civiliser une Nation. C'est à la sagesse, à la sévère Police, à veiller que ces choses soient bien arrangées, bien entretenues, & à prévenir tous les désordres qui pourroient y arriver.

Promenades, Jardins publics &c.

§. 30.

Il n'y a rien au monde qui soit plus capable d'abrutir l'esprit du Peuple que l'excès des Eaux de vie, & d'autres Liqueurs fortes. On a vu la Nation Angloise sur le point de sa décadence par l'abus énorme qui s'en faisoit; & le Parlement se vit obligé en 1736. d'en défendre presque absolument l'usage. L'Officier n'étoit plus le Maître de ses Soldats, ni le Chef de famille de ses Domestiques, ni l'Artisan de ses Ouvriers. Le Peuple perdoit la fanté du Corps & de l'esprit, il s'avançoit à grands pas vers la barbarie; Tout alloit tomber en ruine. Cette Nation, d'ailleurs si portée à la débauche, & si jalouse de sa Liberté, souffrit patiemment la défense des Liqueurs fortes, parce qu'elle en reconnut la sagesse. Nous aurons occasion, au Chapitre de la Police & de la décadence des Etats, de faire encore quelques observations sur cette matière.

Abus des Liqueurs fortes condamnée.

§. 31.

Pour mettre la dernière main, à civiliser un Peuple, il faut tâcher par tous les moyens possibles d'y introduire une Police générale, & punir

Police générale & Urbaine.

punir sévèrement toutes sortes de brutalités, ou de férociétés. Le Souverain doit obliger le Peuple, même malgré soi, à prévenir les Etrangers par un bon accueil, à exercer l'Hospitalité envers les Voïageurs, à être affable, honnête, poli envers tout le monde. Enfin il faut accoutumer sa Nation à cette aimable vertu de commerce qui étoit si fort estimée chez les Anciens Romains, & qu'ils désignoient par le mot si expressif, & si beau, d'*Urbanité*.



CHAPITRE V.

De l'Entretien de la Société, & du bon Ordre.

§. 1.

Principes
d'où dé-
courent
l'entretien
de la So-
ciété, le
maintien
du bon
Ordre &c
des Loix.

Tous les hommes ont entre eux une Société générale, qui leur impose de certains devoirs, sçavoir ceux de l'*Humanité*; mais les hommes qui font partie d'une même Nation, les habitans d'un même païs, vivent dans une liaison beaucoup plus étroite. Cette union plus intime fait naître des rapports qu'on comprend dans leur totalité sous le nom de *Société*; & il en résulte des obligations particulières qu'on appelle *les Devoirs de la Société*, devoirs Sacrés pour tous les Peuples.

Toutes les parties d'un Corps Politique, ou d'un Etat, toutes les branches du Gouvernement doivent être dans une harmonie perpétuelle, sans se heurter mutuellement, se choquer, ou se confondre, & c'est ce qu'on nomme le *bon Ordre*.

Les Ordonnances qui sont faites pour le maintien de la Société & du bon Ordre se comprennent sous le mot de *Loix*.

Ainsi le second objet de la Politique (Chap. III. §. 30.) est d'entretenir la Société, d'introduire le bon Ordre, & de faire observer les Loix dans l'Etat. C'est cet objet que nous allons brièvement développer dans ce Chapitre, & dans le suivant.

§. 2.

C'est au
Droit de la
Nature à
expliquer
les devoirs
de la So-
ciabilité.

Nous avons dit plus haut (Chap. III. §. 5.) que par le mot de *Société* on entend l'assemblage d'un nombre considérable de personnes liées par un but commun, qui est celui de se procurer une assistance mutuelle. C'est à ceux qui traitent du Droit de la Nature à expliquer tous les devoirs qui résultent du principe de Sociabilité. Nous empièterions sur leurs droits, nous confondrions les Sciences, si nous vou-

lions

lions développer ici toutes les obligations particulières du Citoyen. La Politique ne les considère qu'en général & relativement à l'utilité qu'elles portent à l'Etat.

§. 3.

Tout homme considéré comme Membre de la Société a des devoirs à remplir envers Dieu, envers le Souverain, envers Soi-même, & envers ses Concitoyens. La Religion, la Morale, le Droit de Nature, & les Loix Positives nous enseignent ce que l'homme & le Citoyen doivent faire en chaque occasion. Il s'agit ici d'examiner ce que le Souverain est obligé de faire lui-même envers l'Etat, & les mesures qu'il doit prendre pour faire observer par ses Sujets leurs devoirs l'un envers l'autre. La plupart de ces devoirs, de ces obligations de Société, naissent de la condition, de l'Etat, du rang & de l'emploi des hommes; & par conséquent il faudra commencer par détailler ces différens objets.

Devoirs
du Souve-
rain en-
vers l'E-
tat.

§. 4.

IL n'appartient pas non plus à la Politique d'examiner si la différence des conditions ou de l'état des hommes est fondée dans le Droit rigide de la Nature. Il suffit que cette différence des conditions soit établie, & qu'elle est utile, pour ne pas dire nécessaire, au Système de la Société. L'égalité parfaite des hommes seroit aussi nuisible, qu'elle est impossible dans la pratique. Un Enfant naît avec tant d'imperfections dans le raisonnement, dans la volonté, & dans les facultés corporelles, qu'il faut bien que le Père prenne soin de diriger ses actions, & de pourvoir à sa subsistance. De là résulte l'autorité des Parens, & la subordination des Enfans, & voilà un état absolument fondé sur la Nature. L'établissement des Sociétés, comme on l'a vu dans le III. Chapitre, suppose la Souveraineté & les Sujets; Voilà un second état nécessaire. Un homme a besoin d'être servi, un autre homme qui peut servir, & qui a besoin de nourriture, s'offre à le servir à condition qu'il lui fournisse l'entretien; Voilà un troisième état; Voilà l'origine des conditions qui se développent d'elle-même sans beaucoup de spéculations. Les passions, compagnes inséparables de l'Humanité, l'Avarice, l'Ambition, la Vanité ont fait le reste, & ont introduit successivement la distinction que nous voyons établie aujourd'hui parmi les hommes, & qui peut aisément changer, quelque jour, d'une manière ou d'autre.

Différen-
ces des
conditions

§. 5.

On peut distinguer dans la Société quatre sortes de conditions, ou d'états, qui méritent d'être considérés de plus près. La première est l'état

Division
des condi-
tions en
Nobles,

Bourgeois
& Païsans

tat que donne la *naissance*. Sous cet aspect l'Europe est divisée en trois *Classes* d'Habitans, en *Gentils-hommes*, en *Bourgeois*, & en *Païsans*. Tous ces états sont également nécessaires au Système de la Société; & comme le Législateur, le Souverain, ne regarde qu'à l'utilité générale, il doit leur accorder, dans le fonds, le même degré d'estime, & leur administrer une justice égale, quoique les marques extérieures de considération puissent varier. S'il n'y avoit point de Païsans, point de cultivateurs, il n'y auroit ni Bourgeois, ni Gentil-homme; tout comme l'n'y auroit ni Officier, ni Général, s'il n'y avoit point de Soldats, qui ne sçau-roient se prendre que dans la plus basse & la plus nombreuse classe des hommes. Le bonheur de la Société demande que le Souverain exerce une justice exactement *distributive*, tant dans les bienfaits qu'il répand sur chaque condition, que sur les prérogatives qu'il lui accorde. Il est rare, de nos jours, de voir observer cette *égalité proportionnelle*. Dans les Monarchies, on pousse jusqu'à la Chimère les distinctions accordées à la Noblesse; dans les Républiques (surtout celles qui sont Commerçantes) tout est donné au Négociant, au Bourgeois; dans les Etats Démocratiques, les privilèges du Peuple & des Païsans semblent n'avoir point de bornes. Tous ces excès sont d'une dangereuse conséquence. Le Souverain pourroit, ce semble, se prescrire la dessus des règles fondées sur la raison & sur l'équité. Dans la distribution de la justice, tous les Citoyens doivent être égaux pour lui; le bon droit du plus vil des hommes doit l'emporter sur le crédit du premier Seigneur qui aura tort. Dans les honneurs, chaque état doit être raisonnablement distingué, afin que l'émulation & le desir de parvenir, à force de travaux & de mérite, ne s'étouffent point. Dans la concurrence des emplois, voici la règle. A mérite égal, le Noble doit l'emporter sur le roturier; à mérite inégal le simple Bon sens décide la question. Préférer, pour une Charge quelconque, un Gentil-homme qui n'aura ni les talens de l'esprit ni les vertus du cœur, à un concurrent de condition Bourgeoise, mais habile & vertueux, c'est la plus grande foiblesse que puisse marquer un Souverain, parce qu'il découvre combien il connoit peu le prix des talens, qu'il dégrade pour ainsi dire le mérite, qu'il émousse l'éguillon qui pousse les belles âmes aux grandes choses. Ce sentiment est celui d'un Monarque qui règne aujourd'hui avec la plus glorieuse approbation de toute l'Europe, & dont on citeroit, à chaque page de ce Traité, ou les paroles ou l'exemple, si l'on ne craignoit de passer pour un Adulateur intéressé. Voici ce qu'il dit sur cette matière dans un Livre (*) que l'on peut regarder comme la Théorie des excellentes Maximes qu'il a mises depuis en pratique. „ Que de Généraux d'Armée, que de Ministres & de Chan-
„ celiers roturiers! L'Europe en est pleine, & n'en est que plus heu-
„ reuse; car ces places sont données au mérite. Je ne dis pas cela
„ pour mépriser le sang des Witikins, des Charlemagnes, & des Ot-
„ tomans;

(*) *Anti-Machiavel.*

„ tomans; je dois, au contraire, par plus d'une raison, aimer le sang
„ des Héros; mais j'aime encor plus le mérite.

§. 6.

IL règne en Europe une façon de penser assez bizarre au sujet de la Noblesse. On veut qu'elle vive avec un éclat digne de son rang; & il ne lui est pas permis de s'appliquer au Commerce, ou à des travaux capables de lui fournir les moyens de s'enrichir. Elle déroge par tous les genres de travail qui donnent l'opulence. Des Principes si contradictoires ne pouvoient que la conduire à la décadence & à la misère. Les Gentils-hommes se feroient vus finalement dans la nécessité de servir les roturiers, ou de mourir de faim. Cette considération a fait inventer plusieurs moyens pour préserver la Noblesse de l'Indigence. Les plus belles Charges, Civiles & Militaires, ont été réservées pour elle; on a fondé des Ordres, des Commanderies, des Chapitres, des Couvens, des Retraites, & toutes sortes d'établissmens semblables en sa faveur. En France on a eu recours encore à un autre expédient très sage & très efficace. On permet à la Noblesse de se marier à des filles roturières qui, par ces alliances, jouissent du rang & des prérogatives de leurs Epoux, font entrer dans des Maisons illustres, mais pauvres, les grands biens acquis par le Commerce, par la Finance, ou d'une autre manière honorable, & soutiennent ainsi la Noblesse. Ce bien réel semble être préférable à la prétendue pureté du sang des seize quartiers d'Allemagne.

Abus au
Sujet des
Nobles,
corrige en
France.

§. 7.

LA seconde espèce de condition que l'on peut distinguer dans la Société est celle que la force a établie originairement, je veux dire l'Esclavage, état dans lequel la Nature ne fit jamais naître l'homme, qu'il n'a point choisi, & qui n'est pas une conséquence du bien de la Société. Sous ce point de vue le Monde est partagé en *Hommes Libres*, en *Esclaves*, & en *Serfs*. Les Grecs & les anciens Romains, qui brillent par les plus beaux sentimens dans leurs Livres, & sur nos Théâtres, mais qu'on ne trouve pas si vertueux ni si humains dans leur Politique, & dans leurs actions, avoient établi dans leurs Républiques le plus rigoureux Esclavage; & cette vraie Barbarie ne fut abolie que successivement après la décadence de l'Empire Romain. Rien ne fait plus d'honneur à l'humanité & au bon esprit des Législateurs modernes que cette abolition. Ces sages Romains ne voioient pas que chaque Maître qui avoit un certain nombre d'Esclaves formoit *Statum in Statu*, abus dont nous avons fait connoître le danger (*), qu'il lui étoit même permis de priver

Seconde
division
des Con-
ditions.
Hommes-
Libres,
Esclaves,
& Serfs.

(*) Chap. III. §. 17.

priver l'Etat d'un de ses Membres (*), & qu'il avoit toujours des bras prêts pour troubler la Société. Aujourd'hui l'Esclavage absolu est banni de la Chrétienté, & cette violence faite au genre humain ne seroit connue que de nom, si les Républiques d'Alger, de Tunis, & de Salé, ne nous en donnoient encore le triste spectacle. Il est malheureux que la nature de nos Colonies, de nos Etablissements, de nos Mines, de notre Commerce Européen dans les trois autres parties du Monde, mettent les Puissances Chrétiennes dans la nécessité d'y laisser subsister l'Esclavage, & de trafiquer de nos semblables. Peut-être les Souverains de l'Europe se repentiront-ils un jour d'avoir permis que, dans leurs Colonies Américaines, des particuliers osent entretenir une Armée d'Esclaves pour leurs plantations. Il ne seroit pas difficile, je pense, de trouver un moyen pour y avoir le même nombre de cultivateurs à vil prix sur un pié plus conforme à l'Humanité & à la Politique.

§. 8.

Esclavage
général.

Il ne faut pas confondre avec cet Esclavage particulier l'Esclavage général qui est introduit dans l'Empire Ottoman, & qui porte sur tous les Sujets depuis le Grand-Vizir jusqu'au dernier Forçat. Cette Maxime d'Etat est plus effrayante par son nom, que par son effet; elle n'est, dans le fonds, qu'une suite naturelle du Gouvernement Despotique, & nous verrons bientôt que les nuances qui distinguent plusieurs de nos Etats Monarchiques d'avec ce Despotisme ne sont pas si tranchantes qu'on pourroit le croire. Heureux est le Prince qui commande à des Sujets nés Libres; heureuse est la Nation chez laquelle toutes choses ne sont pas absolument entraînées par le caprice d'un seul homme; heureux est le país où la Loi fondamentale établit, comme en France, que tout homme est Libre dès qu'il met le pié dans son enceinte!

§. 9.

Servitude.

La *Servitude* dont nous voyons encore l'usage en Pologne, en Bohême, dans quelques contrées de l'Allemagne, du Danemark &c., est très différente de cet Esclavage rigoureux & absolu. C'est un Etat mitoyen entre l'Esclavage & la Liberté, qui ne subsiste qu'à la Campagne, & jamais dans les Villes. Un homme, né Serf, appartient plutôt à la terre de son Maître qu'au Maître même. Il naît avec l'obligation de rendre à son Seigneur toutes sortes de services permis, moyennant que celui-ci lui fournisse tout ce qui lui est nécessaire pour sa subsistance honnête & conforme à son état. Tant que le Maître s'acquie de cet engagement tacite; le Serf n'est pas en droit de le quitter, & sa désertion malicieuse est punie sévèrement. Les conditions de cette Servitude

(*) Par le Droit de Vie & de Mort.

tude varient presque dans tous les païs. Mais premièrement le Serf fait partie de la Société comme un autre homme, le Souverain peut l'employer au service de l'Etat, le Seigneur n'a point sur lui le droit de Vie & Mort, il est même obligé de suivre la règle des Loix du païs quand il le juge dans des cas Civils, & au fonds il n'exerce sur lui une juridiction guère plus rigoureuse qu'un autre Seigneur sur ses Païsans & ses Sujets. Il est obligé non seulement de lui fournir sa Maison, ses Bestiaux, Meubles, Ustensilles, Nouriture, Boisson, Terrein, &c. mais de lui laisser encore un certain pécule stipulé par les Loix. Il y a de l'avantage du Maître de bien entretenir ses Sujets Serfs, parce que ses terres en sont mieux cultivées, & que leur nombre & leur aisance fait sa propre richesse. La condition de ces gens n'est pas si malheureuse qu'on le croiroit d'abord; & pour le Souverain, il lui importe peu que la Servitude, qui n'est pour lui qu'une affaire de nom, subsiste ou non, parce que le Serf appartient à l'Etat avant que d'appartenir à son Maître, qu'il le juge en dernier ressort, & qu'il l'emploie, si le besoin le requiert. Cependant, à tout bien considérer, il vaudroit mieux que la Servitude fut abolie, parce qu'elle répugne à la Liberté naturelle; & si vous demandez le sentiment d'un Seigneur raisonnable sur cette matière, il vous dira qu'il préféreroit de voir son Village peuplé par des Païsans Libres & aisés, qui sont sous sa juridiction, & qui sont obligés de le servir par corvées, que d'y avoir des Serfs qu'il entretient de tout. Sa condition seroit sûrement meilleure. Il y a peut-être quelques vieux Seigneurs, & quelques bonnes Dames, à qui les anciens préjugés & la vanité feront dire que ce sentiment est erroné; mais leur décision ne m'en fera point changer.

§. 10.

LA troisième condition que l'on distingue dans la Société est celle qu'on embrasse par Choix; c'est l'état auquel on se vouë. Sous ce point de vue le Monde est partagé en trois Classes, qui sont, *l'Etat des hommes Lettrés, l'Etat Militaire, & l'Etat de l'Industrie*. Les subdivisions de ces Classes générales vont à l'infini. L'Etat des Lettrés, par exemple, se divise en Ecclésiastiques, en Professeurs, & autres personnes qui instruisent, en hommes de Loix, en Médecins, &c. L'Etat Militaire, en Infanterie, Cavalerie, Artillerie, Ingénieurs, Troupes légères, &c. l'Etat de l'Industrie en Negocians, Marchands, Artistes, Artisans, Navigateurs, Ouvriers de toute espèce, en un mot en tout ce qui gagne sa vie par le trafic, ou par l'ouvrage de ses mains. Tous ces états étant de première nécessité dans la République, ils sont tous très estimables. Combien est sage la Maxime des Anglois, qui soutiennent que rien n'est si noble que l'Industrie active, & qui ne connoissent pas de plus grande roture que la saintantise! Combien est pernicieuse la Maxime de certains païs Méridionaux où il semble que l'homme dé-

Troisième
division,
en hom-
mes Let-
trés, Mil-
itaires, &
gens in-
dustrieux.

roge par le travail, où, comme dit l'Auteur des Lettres Persannes, la Noblesse ne s'acquiert que sur des Chaînes!

§. II.

Quatrième
Division en
Souverains, Ma-
gistrats, Sujets, &
Regnicoles.

LA quatrième espèce de condition humaine est celle où se trouve le Citoyen relativement aux liaisons de la Société; & sous cet aspect chaque Etat est partagé en *Souverains*, en *Magistrats*, en *Sujets*, & en *Regnicoles*. Lorsqu'il n'y a qu'un Souverain dans l'Etat, il attire sur sa personne tous les respects réunis, qui sont dus à la Souveraineté. Quand cette Souveraineté est entre les mains de plusieurs hommes, chacun d'eux ne peut exiger que des égards proportionnés à son rang; la soumission n'est due qu'à tout le Corps, en qui réside la Souveraine Puissance; & chaque Membre n'est qu'un particulier. Les Magistrats sont les Ministres des Loix & de la volonté du Souverain; on leur doit, par cette raison, de grandes considérations, & le bonheur de la Société veut qu'on les regarde comme Sacrés dans l'exercice de leurs Charges. Les Sujets, pour être Sujets, ne sont pas des Esclaves, & ont droit d'exiger des égards. Tout Prince doit se persuader que ni la Providence, ni la Nature, ni les Loix ne firent les Sujets pour le Souverain, mais que lui, Souverain, est fait pour les Sujets, payé & entretenu par eux. Il n'a qu'une Charge dans l'Etat; il n'est que le premier Magistrat, auquel cependant chaque Membre de la Société doit une entière obéissance pour le bien général. On entend par les Regnicoles ceux qui se sont établis & domiciliés dans un pays, & qui ordinairement jouissent de certains privilèges stipulés par des Conventions faites avec le Souverain, & qu'il faut leur tenir, mais qui au reste deviennent d'abord Sujets aux Loix de l'Etat comme les autres Citoyens.

§. 12.

Rang.

ON entretient sagement la Société, quand on observe, à l'égard de toutes ces différentes conditions & états des Citoyens, la grande règle de la Jurisprudence, de rendre à chacun ce qui lui est dû, *Jus sum cuique tribuere*. Le Lecteur judicieux doit cependant avoir remarqué, par tout ce qui vient d'être dit, que chaque Citoyen a droit de prétendre une égalité de Justice, mais non pas une égalité de considération dans la Société. Ces différens degrés de considération forment ce qu'on appelle le *rang*. Quand on voit dans le monde un Ministre, un Courtisan, un Noble, une Madame gonflée d'orgueil, un fier Militaire, un Magistrat, un Prêtre, un Sénateur, un Financier, un petit Conseiller, à mesure qu'ils ont moins de mérite, faire plus de cas de leur rang, marcher comme des Paons, fendre la presse pour arriver les premiers à l'Autel, se jeter à travers d'une porte, heurter la compagnie pour précéder une personne de mérite, & ne rien perdre de leurs chimériques préro-

prérogatives, l'homme sage ne fçauoit que rire de la frivolité du rang, & admirer la prudence de ces Princes qui n'en donnent point à leurs Cours. Mais l'abus d'une chose ne fçauoit en proscrire l'usage. Jusque-là le rang est une invention risible; passé cette borne, il est sage, il est même nécessaire. Quand le rang devient la récompense des personnes aisées qui servent dans des emplois auxquels le Souverain n'a pu attacher de gros appointemens, quand il sert à mettre de l'ordre dans une Cour, dans une République, quand il est donné comme un tribut à la prudence, à l'esprit; quand il n'est pas poussé jusqu'à la bagatelle, c'est un établissement fort raisonnable; Car ôtez la considération extérieure qui est attachée aux Charges, l'homme ne sert donc plus que par intérêt. En un mot, le rang est une chose fort sensée entre les mains du Sage, & une Chimère bien frivole entre les mains du Fat.

§. 13.

Pour bien entretenir la Société, le premier soin doit être celui d'aug- ^{Popula-}
menter & de conserver le nombre de ceux qui la composent. La vraie ^{tion.}
force de l'Etat consiste dans la multitude des habitans, & la Poli-
tique nous enseigne les mesures qu'il faut prendre pour parvenir à ce but.
Le premier moyen, & le plus naturel, est l'encouragement des Mariages.
Mahomet, à l'imitation de quelques Législateurs anciens, donna dans une
grande absurdité, en introduisant la Polygamie, dans le dessein de peup-
ler davantage sa nouvelle Monarchie. Mille raisons devoient le con-
vaincre de l'erreur de cette opinion. Il ne réfléchissoit pas que l'Expé-
rience de tous les Siècles confirme qu'il nait, par année commune, dans
tous les païs du monde, un nombre presque égal d'Enfans Mâles &
Femelles. Ce Principe indubitable posé, que prétendoit-il avec sa Poly-
gamie? En donnant 3. 4. 10. Femmes à un Homme (Femmes encore
auxquelles, par des raisons physiques, il devoit supposer un grand don
de Continence), il ne prévoyoit pas qu'il laissoit 3, 4, 10 Hommes
sans Femmes? Le beau moyen pour augmenter la Peuplade! L'Expé-
rience a fait connoître que les habitans ne se multiplient nulle-
part davantage que dans les païs où la Religion Chrétienne a introduit le
Mariage d'un Homme & d'une seule Femme. En France, où la Poli-
tique est si bien entendue, on a introduit récemment l'usage de dotter
tous les ans un certain nombre de pauvres Filles pour leur faire trou-
ver des Epoux. Cette institution est admirable, & ce n'est pas sans
fondement que le Gouvernement suppose dans ces jeunes personnes toute
la bonne foi, & toute la bonne volonté, pour mériter le bienfait que
l'Etat leur accorde.

§. 14.

Que le Mariage soit réputé Sacrement, comme dans la Religion Ca- ^{Divorces.}
tholique, ou Contrat Civil, autorisé de Dieu, & confirmé par l'Eglise, ^{com-}

comme chez les *Protestans*, peu importe à la Politique ; mais elle demande que ce lien soit indissoluble pour des causes frivoles. Chaque *Divorce* devient un mal pour le Corps Politique de l'Etat, parce qu'il nuit à la Population régulière, & qu'il importe à la Société de voir naître beaucoup d'Enfans des Mariages Légitimes. Les Consistoires, ou les Tribunaux de Justice, ne doivent donc point conniver à la séparation de deux Epoux qui n'ont qu'un caprice passager, quelque alteration, ou leur légèreté, à alléguer pour motif d'une démarche aussi sérieuse & aussi importante. Mais lors qu'il se trouve dans ces Epoux une incompatibilité parfaite & constante d'humeurs, d'inclinations, & de mœurs, une antipathie, une aversion décidée, une infidélité prouvée, une impuissance visible dans un des conjoints à concourir au premier but de l'Hymen, le lien du Mariage ne doit pas être plus fort que la Nature ; Tout doit céder à celle-ci, & il ne faut pas occasionner mille malheurs, mille troubles, mille désordres dans la Société, en s'opiniâtrant à vouloir que deux personnes, qui font leur malheur mutuel, qui ont sans cesse la rage & le désespoir dans le cœur, demeurent unies.

§. 15.

Débauche
générale.

On ne parlera pas de la licence effrénée pour la débauche & la luxure, que quelques Législateurs ont regardée comme un moyen propre à la Population. Un pareil désordre universel seroit également scandaleux & funeste à la Société ; il mettroit la plus grande confusion dans les successions & dans la propriété des biens & des noms, il abîméroit le Peuple par des maladies honteuses, il peupleroit l'Etat de mauvais Sujets, sans éducation, sans mœurs, & sans santé. On ne sauroit que détourner ses yeux d'une licence qui deviendroit dégoûtante. Mais comme le Souverain ne commande pas à une République Platonicienne, qu'un pays n'est pas tout habité par des Catons, que le penchant naturel de l'homme à l'incontinence est presque invincible, le Souverain doit témoigner de l'indulgence pour la faiblesse humaine, ne pas punir une faute, si pardonnable, avec trop de sévérité, se bien garder d'y attacher la moindre stérilisation, & surtout ne pas priver la Société d'un bon Sujet pour un crime aussi naturel & aussi léger. On a remarqué, d'ailleurs, que le Pêché Charnel est le véritable Fruit défendu, qui n'a fait nulle-part de si grands progrès que dans les pays où il a été le plus sévèrement puni. Il y a en Allemagne une petite République, qui suit, sur cet objet, des Loix ridiculement rigoureuses, & qui cependant fourmille de mauvais-lieux. Les Juges y font un moyen d'acquiescer, un espèce de trafic, du libertinage de la jeunesse. Un Prince sage, un Sénat éclairé, en agit différemment ; il réprime les excès, il pèse les circonstances qui accompagnent la faute ; il en tire même un avantage pour le Public, en établissant une *Maison d'Enfants-Trouvés*, où des Mères, qui ont fait un faux pas, peuvent, sans être reconnues, placer

placer le fruit de leur amour, où l'on épargne bien souvent la mort à un Enfant, & le crime le plus horrible à celle qui lui a donné le jour, où ces Enfans illégitimes sont élevés de manière à pouvoir devenir des Membres utiles à la Société. Il n'y a guère d'établissement plus nécessaire & plus humain. On peut prendre pour modèle le Plan de la Maison des Enfant-*Trouvés* de Paris, en variant les arrangemens sur la situation de chaque Ville.

§. 16.

La Maxime d'attirer des Colonies, & de leur procurer un établissement fert encore à peupler l'Etat. On trouve toujours dans le monde quelque Souverain insensé, qui, pour cause de Religion, ou par des vices de Gouvernement, chasse les Sujets de ses Etats. L'habile Politique profite de cette faute énorme, & tâche d'enrichir son pays de ces Colonistes. Quand même ces gens-là ne seroient pas riches, peu importe, pourvu que ce ne soient pas des Vagabonds sans aveu, & sans industrie. Mais il faut bien prendre garde, en attirant ces familles émigrantes, de leur fournir d'abord les moyens d'exercer leur industrie, & de ne pas les exposer à devenir saineans, misérables, criminels par nécessité. Ils doivent trouver leurs établissemens tout prêts, & ne pas attendre. S'ils sont destinés à cultiver des terres, leurs habitations doivent être bâties, & fournies des ustensiles nécessaires pour la culture. Veut-on les employer aux Manufactures, il faut que leur logement & les matériaux pour leurs Fabriques soient toutes préparées. Bien des sages Politiques ont péché par cet endroit. Il faut encore beaucoup de discernement à bien employer la main de ces Colonistes. Il est ridicule, par exemple, de prétendre qu'un Perruquier, qu'un Tailleur, ou qu'un autre Artisan fasse bien valoir des terres, & qui plus est qu'il défriche un terroir encore inculte. Fournissez dans un Etat les moyens d'acquérir, vous trouverez toujours des hommes prêts à s'en saisir.

§. 17.

Le même Principe Politique, qui engage à attirer des Colonies étrangères dans l'Etat, défend d'en envoyer au dehors, même dans des pays lointains, mais appartenans à la Métropole. Il est évident que la masse totale des habitans est affoiblie par cette exportation. L'Espagne a commis à cet égard des fautes insignes, impardonnables, & dont elle se ressentira jusqu'à la fin des Siècles. Elle commença par expulser les Maures dont les descendans, au bout de trois générations, auroient été Espagnols pour peu qu'on s'y fut bien pris. Cette perte de plusieurs millions de Sujets fut le premier échec donné à la Population. La découverte de l'Amérique lui donna le second. L'avidité de l'or & de l'argent fit sortir des Ports d'Espagne des Colonies innombrables de

Citoyens qui formoient pour la Métropole de bien plus grands trésors que les Métaux qu'ils alloient chercher si loin. Ajoutez à cette double imprudence le faux zèle pour la Religion, la tolérance du Gouvernement d'Espagne pour un nombre excessif de Monastères & de Couvens de l'un & l'autre Sexe, sa complaisance pour toutes les horreurs de l'*Inquisition*, & vous ne serez plus étonné de voir ce beau país, dénué d'habitans, être foible au sein des Richesses, & posséder les Indes pour d'autres Nations. Il est vrai que l'*Affiento*, ou la traite des Nègres d'Afrique, que d'autres Nations transportent aujourd'hui en Amérique, pour y travailler dans les Mines, a été depuis un correctif à cette première faute; mais le mal étoit fait, & ces sortes de maux ne se réparent point. Je conviens que la France, l'Angleterre & d'autres Puissances envoient également une partie de leurs Sujets dans leurs possessions aux Indes; mais c'est avec plus de sobriété, avec de bien meilleures précautions. Elles y transportent des Matelots, des Soldats, des Colonistes de toutes les Nations du monde; & il n'y a dans leurs Colonies que le nombre de bons Sujets naturels de la Métropole qu'il faut précisément pour soutenir l'établissement; & si ceux-ci peuplent aux Indes, elles en sont toujours revenir un certain nombre en Europe. Ce sont-là des Maximes que toutes les Puissances, qui ont des possessions dans les autres parties du Monde, doivent imiter.

§. 18.

Conservation des Citoyens.

Suicide.

Duels.

MAIS ce n'est pas le tout d'augmenter le nombre des habitans, il faut penser très sérieusement à la conservation de ceux qu'on a. C'est pour cet effet que tous les Législateurs ont décrété des peines de Mort si rigoureuses, accompagnées de tout l'appareil qui peut les rendre effroyables, contre les Meurtriers & les Assassins. C'est pour la même raison qu'on punit encore, après sa mort, un homme qui s'est tué lui-même, en flétrissant sa mémoire, en le faisant traîner sur la claie, qui est le seul moyen de punir un mort & d'effrayer les vivans. Tous ces usages ont leur raison fondée en bonne Politique, & l'on peut voir par là que les Gouvernemens modernes agissent sur des Principes bien plus sages que les anciens qui atachioient fort mal à propos je ne sçai quelle gloire au *Suicide*, tandis que nous y attachons l'infamie. Mais comme rien n'est parfait dans le monde, il faut avouer, à la honte du Siècle, qu'il règne encore en Europe une fureur qui tient de la barbarie, & que les Souverains regardent avec trop de complaisance. C'est la manie ridicule des *Duels*. Cette fureur est bien grande en France; & je ne crois pas exagérer si je suppose que, dans toute l'étendue de ce Royaume, il y a chaque jour cinquante Citoyens qui ont les armes à la main contre cinquante autres Citoyens. Après la destruction de Jérusalem, *Titus*, pour exterminer totalement la Nation Juive, ne trouva pas d'expédient plus propre que de faire combattre un certain nombre d'Heureux

breux Captifs contre d'autres (*). Nous frémissons encore aujourd'hui de cette cruauté; mais nous tolérons de sang froid que cinquante François s'égorgent par jour. Nous avons, à la vérité, des Loix très rigoureuses contre les Duels; mais nous ne les exécutons presque jamais, nous les éludons par des Lettres de grace, des Pardons, & par l'estime tacite & publique que nous accordons aux transgresseurs de ces Loix. Un Officier qui aura voulu suivre les ordres de son Souverain, qui aura refusé de se battre, ne peut plus servir; on lui donne son congé; & s'il se bat, la Loi le condamne à la Mort: Etrange contradiction, qui est très dangereuse en Politique! Quoi? Le Législateur donne une Loi, & vous dit tacitement qu'il ne veut pas être obéi! On objecte, mais que deviendra le point d'honneur? Quel moyen trouver pour empêcher ces Combats singuliers, puisque la double crainte de la Mort ne les empêche point? Quel expédient imaginer pour prévenir les affronts? Je réponds, c'est un faux point d'honneur que de tuer son Concitoyen pour un mot, ou un geste; C'est une fausse bravoure, une ressource de bretteur, souvent même d'un adroit poltron, que l'escrime. En Russie, l'usage des Duels est aboli. Nos Officiers qui ont servi dans l'Armée Moscovite y ont vu des Officiers Russes souffrir un affront, s'en plaindre à leur Général, & le lendemain monter à l'Assaut, attaquer, terrasser l'Ennemi avec la plus grande & la plus belle valeur. Vous voulez savoir un moyen pour prévenir les Duels? Si c'est bien votre sérieuse intention, ne les punissez pas de Mort, mais par l'Infamie. Cassez un Officier, qui se sera battu, à la tête du Régiment, avec un appareil flétrissant & ignominieux; faites lui traîner sa honte, & vous verrez que quelques exemples de sévérité retiendront mille autres dans leur devoir. Etablissez un Conseil Militaire de Maréchaux, Généraux, & autres Officiers, pour juger des injures, des affronts, des affaires d'honneur; & faites punir, avec la dernière rigueur, un querelleur, un homme qui en aura insulté une autre; la vie de vos premiers Sujets sera bientôt en sûreté.

§. 19.

LA Misère est fort destructive pour l'espèce Humaine. C'est la source Indigence. de la trop grande continence des Sujets mariés, des émigrations, des Maladies épidémiques, de la Crapule, des Vols, & de quantité d'autres maux qui désolent, qui dépeuplent l'Etat. Il faut donc tâcher de procurer de quoi vivre à tous les Sujets avant même de penser à rendre sa Nation opulente, ce que nous verrons plus bas à l'Article des Finances. Mais comme, malgré toutes les précautions imaginables, on ne sauroit prévenir qu'il n'y ait des pauvres dans l'Etat, que les peuples les plus opulents, comme l'Angleterre & la Hollande, n'en sont pas

ex.

(*) Voyez *Josèphe, Histoire des Juifs.*

exemts, voici les soulagemens que le Souverain peut, & doit, apporter à l'Indigence.

§. 20.

*Maisons
d'Orpheli-
ns.*

COMMENÇONS par l'enfance, cet âge foible de l'homme, ou il a si essentiellement besoin de secours. Si des parents morts ont laissé leur enfant dans la pauvreté, ou si ces parents sont réduits à la mendicité, ou s'ils sont de si grands vauriens, que l'enfant risque sa vie & ses mœurs, l'Etat doit prendre la place des parens, & l'élever. Les Loix de la Société & l'intérêt Politique lui imposent cette obligation. Il faut donc penser avant tout à la fondation d'une *Maison d'Orphelins*. Presque tous les pays de l'Europe suivent, dans l'établissement de ces Maisons, des Plans différens. Ceux d'Hollande me paroissent approcher le plus de la perfection. Il faut commencer par bien doter une pareille Maison; & elle doit devenir l'objet de la Charité publique, qui ne sçauroit être mieux employée. On doit y faire regner beaucoup de simplicité, mais aussi beaucoup d'ordre, & la plus grande propreté qu'il est possible d'imaginer. Les Orphelins n'ont pas besoin d'être nourris délicatement, mais abondamment, & avec des alimens sains qui leur donnent un corps robuste, & préviennent les maladies. On leur fait apprendre à connoître l'Etre Suprême & son culte, à lire, à écrire, à chiffrer. Le Souverain, qui tourne tout au profit de l'Etat, va plus loin encore. Il cherche à rendre ces Enfans même utiles à la Société. Un pauvre Orphelin, dans la règle ordinaire, n'est destiné, tout au plus, qu'à devenir un bon Ouvrier. S'il se trouvoit, par hazard, quelque génie extraordinaire parmi eux, ce seroit aux Directeurs de la Maison, à lui ouvrir une carrière plus brillante. A l'âge de douze ans, on le place comme Apprentif chez quelque Artisan, où il reste 4. ou 6. ans, pour apprendre sa profession. Il seroit très utile d'en mettre quelques uns en apprentissage chez des Fermiers, afin qu'ils se missent de bonne-heure au fait de la Théorie & de la Pratique de l'Oeconomie Rurale, qui est encore, je pense, susceptible d'une plus grande perfection. Jusque-là l'Orphelin est entretenu aux dépens de la Maison. A 18. ans, au plus tard, il est déclaré Compagnon, & tout ce qu'il gagne alors est acquis pour la Maison par manière de rétribution: mais à l'âge de 24. ans il est émancipé, il sort de la Maison, devient un Membre Libre de la Société, & ne travaille plus que pour lui-même. Les Filles apprennent à coudre, à filer, à travailler à l'éguille &c. On peut même entreprendre des Manufactures de Dentelles, de Broderies, des Fileries de Soie, d'Or & d'Argent dans ces Maisons; & l'on a des exemples que ces établissemens ont été suivis d'un grand succès. A l'âge de 13. ans on met, pour l'ordinaire, ces Filles en condition, & ce qu'elles gagnent jusqu'à 21. est au profit de la Maison, après quoi elles sont aussi émancipées.

§. 21. LES

§. 21.

Les Pauvres dans la République sont ceux que la foiblesse de l'Enfance, la caducité de la Vieillesse, les Maladies, les Infirmités, un Corps, ou des Membres estropiés, empêchent de gagner leur vie par le travail. C'est à l'entretien de toutes ces personnes infortunées que l'Etat doit pourvoir par le moyen des Hôpitaux & autres établissemens pieux. Les hommes robustes sont obligés de se charger de la portion de travail des Infirmes. C'est la règle, c'est-là la vraie Charité. La nature de cet Ouvrage ne comporte point de détails; ainsi l'on ne sçauroit faire ici la description de toutes les fondations charitables qui ont été faites dans les divers païs de l'Europe, ni de celles qu'on pourroit faire encore. Ce que j'exige absolument, c'est qu'on sépare les Pauvres qui ne sont qu'infirmes d'avec ceux qui sont véritablement malades, les hommes d'avec les femmes, les vieilles gens d'avec les enfans. Il faut des Hôpitaux séparés pour les Malades, & encore d'autres plus séparés pour les Maladies épidémiques & contagieuses. Ces derniers doivent nécessairement être transportés hors de l'enceinte des Villes. Le bon ordre demande aussi qu'il y ait dans chaque païs des demeures où l'on enferme les Fous & les Insensés, afin qu'ils ne troublent point la Société, & ne puissent causer de malheurs. S'il est vrai que nous devons au Commerce des Indes la connoissance d'une funeste maladie qui punit trop cruellement la débauche, ou le péché Charnel, c'est une mauvaise emplette que l'Europe a été chercher si loin: mais quoi qu'il en soit, le Souverain ne pouvant empêcher l'entrée de ce mal dans ses Etats, il doit au-moins en prévenir les funestes progrès, en établissant des Infirmeries où les Maladies Vénériennes, soient traitées par d'habiles Chirurgiens, & où l'homme indigent puisse, à peu de frais, recouvrer sa santé. Ceux qui ont de pareilles fondations pieuses & charitables à faire, ou à diriger, peuvent se procurer fort aisément les Plans des arrangemens de l'Hôpital Général, de l'Hôtel-Dieu, des Quinze-Vingt, de l'Hôtel des Invalides de Paris, des Hôpitaux de Chelsea, de Greenwich, de Bethlem de Londres, de la Charité de Berlin, & de plusieurs autres fameux Hôpitaux, qui sont tant d'honneur à l'humanité. Ce que je voudrois, dans ces sortes d'établissemens, c'est qu'ils fussent plutôt faits pour l'utilité réelle de la Société, que pour l'ostentation. Le grand Hôtel des Invalides de Paris, les Hôpitaux d'Angleterre, dont je viens de parler, sont des Palais de Rois, & non pas des demeures de Pauvres. Je voudrois que ces bâtimens portassent la physionomie de ce qu'ils sont, & que la dépense énorme, employée à l'édifice, eût été destinée à augmenter la dot pour l'entretien des Pauvres qui l'habitent. J'admire, plus que tous les ornemens de marbre & de bronze, la simplicité coslue de la Maison des Invalides que le Roi de Prusse vient de faire bâtir aux portes de Berlin, & qui n'est décorée que par l'inscription *Leso & Invicto Militi*.

§. 22.

Abus des
Couvens,
& com-
ment ils
pourroient
être utiles.

Si l'on pouvoit envisager les *Couvens des Ordres Religieux* comme des espèces d'Hôpitaux, qui servissent d'azile contre la Pauvreté, & de retraite à des Vieillards, à des personnes malades & infirmes, ce seroit, en vérité, une institution bien louable. Mais que ces Couvens soient l'assemblage d'un nombre considérable de Moines robustes, qui, sous prétexte de Religion ne font que se soustraire aux travaux de la Société, qui font travailler pour eux les Laïques, qui mendent impunément, & même méritoirement, qui par les Loix de leur fondation ne se remplacent point dans la Société par leur postérité, c'est un grand abus Politique. De pareils établissemens sont incompatibles avec notre Système, avec les vérités que nous venons d'établir, & la Vérité ne varie jamais. Cependant il seroit avantageux qu'on put établir des Communautés où des personnes âgées & indigentes pussent trouver une retraite honorable, une fortune modique, un intervalle tranquille entre la vie & la mort; mais la retraite ne doit jamais être permise à des gens jeunes & vigoureux.

§. 23.

Mendicité
vagabonde.

DISTINGUONS bien de la véritable Pauvreté, qui fait l'objet de notre charité, la *Mendicité vagabonde*, qui doit faire l'objet de notre indignation. Rien n'est si nuisible à l'Etat, que les Mendians. Cette engeance cause une infinité de maux. Elle fuit le travail, elle distrait ceux qui s'occupent, elle séduit par l'exemple, elle excite à la paresse ceux qui y ont quelque penchant, elle emporte lentement beaucoup d'argent hors du país, elle devient la cause, soit prochaine, soit éloignée, des Vols, des Assassinats, des Incendies &c. Le Souverain doit défendre sévèrement l'abus de réduire la Mendicité en profession; & il est très aisé de l'abolir. Il faut faire d'abord une Ordonnance générale, que chaque Village & chaque Ville doit nourrir ses pauvres. C'est un devoir naturel de Citoyen, dont l'exécution ne souffre aucune difficulté. Aux frontières, on dresse des poteaux pour y afficher des Edits sévères qui interdisent l'entrée aux Mendians étrangers; & on les punit fort rigoureusement si, malgré cette défense, on en attrape. Dans chaque Ville, on établit une *Maison de travail* proportionnée à sa grandeur, où des Valets de Ville, payés exprès pour ramasser tous les gueux, les traînent & les y enferment. C'est-là où la main de ces Mendians est utilement employée à filer la Laine & le Cotton, à tailler des bouchons de bouteilles, à raper du bois, à préparer des drogues de teinture, & à d'autres travaux faciles à apprendre. L'Expérience m'a fait connoître qu'au bout de dix ans après la fondation d'une pareille Maison, elle n'a eu besoin de nourrir que *quatre cens* Pauvres, dans une Ville Ca-

Maisons
de travail.

pi-

pitale d'ailleurs bien policée, & qui contenoit au-moins cent mille habitans. L'Entretien de ces 400 personnes coutoit par année commune environ 8. à 9. mille Ecus d'Allemagne, ce qui revenoit à 20. ou 22. Ecus par tête. Ces mêmes 400 personnes peuvent encore gagner par le filage quatre mille Ecus par an sans les accabler le moins du monde. Ainsi chaque Pauvre de cette espèce coute à l'Etat 10. Ecus, pour lesquels il peut-être fort honnêtement nourri, vêtu, logé, chauffé &c. & cent mille Citoyens ne contribuent que quatre mille Ecus, ou quelques liards par tête, à ce sage établissement, qui les affranchit de toutes les vexations des Mendians. Mais il faut qu'une pareille Maison soit sagement réglée, & que la direction en soit remise à un des premiers Citoyens qui se fasse une gloire de servir si utilement l'Etat sans aucune vue d'intérêt.

§. 24.

Pour entretenir la Société, & conserver la vie des Citoyens, il faut encore établir un ou plusieurs *Sénats de Médecine* (*Collegia Medica*). On place ordinairement à la tête de ce Corps un Ministre d'Etat, ou un des premiers Sénateurs dans les Républiques, qui lui serve de Protecteur, & dont l'autorité imprime l'obéissance & le respect. Il est composé, pour le reste, des plus habiles Médecins, Chirurgiens, & Apothicaires de la Ville, & même de tout l'Etat. Ce Sénat a l'Inspection sur toutes les affaires qui regardent la santé des hommes, sur les Médecins des Villes de Province & du plat pays, sur les Communautés particulières des Chirurgiens, sur les Pharmacies publiques & particulières des Apothicaires, sur les Anatomies, sur les Jardins Botaniques &c. Il juge en dernier ressort de tous les cas qui regardent l'art de guérir le Corps humain. Il dresse ce qu'on appelle l'*Ordonnance Médicinale*, qui est le Répertoire de toutes les Drogues dont il est permis aux Médecins de se servir dans leurs Ordonnances; car c'est un grand abus de permettre que chaque Charlatan ose employer dans la composition de ses recettes des Drogues inconnues, & dont l'usage n'est point avéré. C'est le moyen de faire empoisonner bien des Sujets. Le Sénat des Médecins a soin encore de faire instruire à fonds les *Accoucheurs* & les *Sages-femmes* dans leur métier. Cette précaution est d'une nécessité absolue. On ne croiroit pas combien de femmes & d'enfans deviennent la Victime de l'ignorance des prétendues Sages-femmes, surtout à la Campagne. C'est une contagion lente qui diminue l'espèce humaine d'un vingtième. La Nature n'a déjà mis que trop de danger dans les Accouchemens les plus heureux; & il est cruel quand la mal-adresse d'un Accoucheur fait périr un homme au moment de sa naissance.

§. 25.

Plus l'Etat
est peuplé,
plus les
Citoyens
y trouvent
leur sub-
sistance.

VOILA à peu près les moyens qu'on peut mettre en usage pour augmen-
ter le nombre des Citoyens & les conserver. Mais comme les plus clai-
res vérités trouvent des contradicteurs, il y a des Politiques qui sou-
tiennent qu'un Etat peut être trop peuplé, que la Terre manqueroit de grains si
tous les pais fourmillioient d'habitans, que les hommes ne trouveroient plus de
quoi gagner leur vie dans aucun metier, ni à s'élever par leur industrie, si les
Guerres, les Pestes & les autres fléaux n'enlevoient au Genre-Humain ce sur-
plus qui lui devient à charge; qu'on ne voit que trop en Suisse qu'un pais peut
avoir trop d'habitans. Raisonnement bas & absurde, parce qu'il est in-
humain & destitué de solidité! L'Homme est en ceci bien différent de
la Bête. Remplissez une contrée inculte de beaucoup d'Animaux, ils
épuiseront bientôt les paturages & les provisions. Remplissez un pais
presque désert d'un grand nombre d'hommes, vous y verrez en peu
abonder toutes les nécessités de la vie. Il est incroyable combien de
secours l'homme tire de l'homme, & à quel point ils se soulagent mu-
tuellement dans leurs travaux. Les pais déserts manquent de tout,
les pais qui regorgent d'habitans abondent de tout. Comparez la pe-
tite Ile d'Angleterre avec le vaste Empire de Russie. Voyez les An-
glois, pressés l'un sur l'autre, jouir de tout le nécessaire & de tout le su-
perflu; voyez si les habitans des bords du Boristène, avec un terroir fer-
tile, un climat heureux, un fleuve riche en tout, ne manquent pas du
nécessaire, par la seule raison qu'ils ne sont pas nombreux. Plus de la
moitié du Monde connu est encore en friche. Vous craignez qu'avec
des bras vous ne manquiez de grains? Vous ne réfléchissez pas que, s'il
y avoit plus d'hommes inutiles dans le monde, au lieu de labourer la
terre & de semer les bleds, vous pourriez rigoler les Terres & planter
les bleds, ce qui multiplieroit les grains à l'infini. Vous ne savez pas
qu'un Membre de la Société gagne sa vie d'un autre, que tout Lon-
dres, tout Paris est rempli de Boutiques & d'Artisans qui prospèrent
tous parce que Londres & Paris sont excellivement peuplés. Vous
ignorez donc que la Suisse n'a trop d'habitans que parce qu'elle n'a pas
encore assez d'industrie, & qu'il y a des vices dans sa constitution com-
me dans son affiette locale. Vous n'envisagez pas que les calamités pu-
bliques seront toujours de grands malheurs pour l'Etat, puis que leur
torrent entraîne également celui qui est utile à la Société comme celui
qui lui est à charge. Fondons toujours notre Politique sur l'humanité;
multiplions les Citoyens; conservons les; fournissons leur les moyens de
vivre en honnêtes gens.

§. 26.

Loix con-
tre les
Destruc-
teurs de la
Société.

LES plus sages Législateurs ont fait les Loix les plus sévères contre
ceux qui commettent quoi que ce soit qui puisse tendre à la destruction
de

de la Société. Tels sont, par exemple, les Empoisonneurs d'hommes & de rivières, les Incendiaires, les Voleurs de grands chemins &c. En effet, on ne sçauroit infliger de châtimens trop rigoureux à de pareils Monstres. Nous aurons occasion d'en parler encore au Chapitre des Loix & à celui de la Police. Dans un Ouvrage Systématique, tel que celui-ci, on ne doit pas être surpris de voir reparoitre quelques fois les mêmes matières sous d'autres Articles. La cause de cette répétition se trouve dans la liaison naturelle que les diverses branches de la Politique ont entre elles. Le même coup frappe souvent à plus d'un but, & il est consolant pour l'Homme d'Etat de voir que sa Science est fondée sur des Principes qui sont d'une vérité uniforme dans tous les cas.

§. 27.

Mais s'il faut punir sévèrement les destructeurs de la Société, on doit, en revanche, combler de bienfaits ceux qui inventent quelque chose d'utile pour la conservation des hommes & de l'Etat. Le Monde n'est gouverné que par les peines par & les récompenses. Heureux le Souverain qui sçait les employer à propos! Il n'y a pas long-tems que le Parlement d'Angleterre accorda une gratification considérable à Mademoiselle Steffens, pour avoir inventé un remède spécifique contre la Pierre & la Gravelle. Dès qu'il fut rendu public, tous les Médecins crièrent d'une commune voix, & soutinrent qu'il, leur avoit déjà été connu; c'étoit l'œuf de Christoph. Colomb: mais Mademoiselle Steffens obtint la récompense, & en étoit seule digne. C'est un exemple qu'il faut imiter absolument.

Récompense pour les inventions utiles qui tendent à la conservation des hommes.

§. 28.

Nous voici parvenus à l'examen du bon ordre qui fait l'Ame de la Religion, Société. C'est un Axiome Politique qu'un Etat ne sçauroit subsister sans Religion, & sans une Religion positive; ainsi nous commencerons par mettre à la tête de nos Principes pour le bon ordre l'article de la Religion. M. Bayle & quelques autres Scavans se sont épuisés en recherches pour prouver qu'il y a eu des Peuples qui n'avoient aucune notion d'un Dieu & d'un Culte Religieux. Quand ils auroient prouvé ce fait douteux, quelles conséquences prétendoient-ils en tirer? Vouloient-ils que des Peuples policés imitassent des Peuples barbares? Et quand il y auroit quelques Troupes de Sauvages, dans un recoin de l'Afrique, ou de l'Amérique, sans aucune Religion, trouvent-ils leur République si bien constituée, si parfaite, qu'ils veuillent les faire servir de modèle? On ne demande pas ce que font les Hurons & les Hottentots; on veut sçavoir si jamais une Nation respectable, policée, heureuse par son Gouvernement, par la Sagesse de ses Principes, a été sans Culte Religieux; & l'en peut dire hardiment Non. Nous ne parlons ici ni en Théologiens, ni en Philosophes spéculatifs, ni en Littérateurs; nous parlons

simplement en Politiques, & nous prions le Lecteur de s'en souvenir dans tout cet Article. La Religion est le plus ferme appui du Trône d'un Souverain, & le frein le plus puissant contre tous les Crimes & tous les désordres qui peuvent troubler l'Etat. On prétend que non; que ce sont les peines corporelles, la crainte des chatimens, les Potences, les Bourreaux, qui tiennent les hommes en bride; mais on a tort. Qu'est-ce donc qui réprimera l'audace d'un Désespéré, d'un Scélérat qui ne craint point la Mort? Car quiconque ne veut vivre qu'un quart d'heure n'a plus rien à respecter. Mais c'est ici que finit la puissance humaine, & que commence la puissance de la Religion. Le Souverain doit-il être fâché d'avoir de plus ce frein, & ce frein formidable, qui agit sur la Conscience, pour contenir ses Sujets? Les Sujets doivent-ils être fâchés d'avoir ce frein de plus pour retenir le Souverain dans son devoir, & prévenir les écarts où le pouvoir excessif qu'il a en main ne peut le faire tomber que trop facilement? Quel lien admirable pour la Société que la Religion! Disons plus. Quand nous serions persuadés de la fausseté d'une Religion qui nous promet une bienheureuse Eternité après cette vie, n'y auroit-il pas de l'inhumanité à divulguer cette fatale découverte, à prêcher l'irreligion? Il y dans chaque pays des millions d'ames qui mènent dans ce monde une vie peu gracieuse, qui luttent contre la misère, qui gagnent leur pain à force de travaux pénibles, & qui s'en consolent par l'idée qu'en remplissant leurs devoirs ici bas ils obtiendront le Paradis. Philosophe cruel, Dèiste inhumain, vous voulez ôter à ces pauvres mortels une espérance qui devient pour eux un bien réel dans ce monde! Et qu'est-ce que vous leur donnez à la place? L'Anéantissement futur. Belle perspective! Découverte fort consolante! Ne vous récriez pas sur la consolation que donne la Vérité. C'est une chimère. Il est presque prouvé que ni vous ni moi ne la connoissons pas, & cependant vous dites qu'elle vous console. De tout ceci il s'ensuit que, quand même un Souverain n'auroit pas la moindre Religion lui-même, il doit cependant punir rigoureusement tout homme qui prêche l'irreligion.

§. 29.

Continuation.
Différence
des Religions
Politiques.

MAIS, depuis l'origine du Monde, jusqu'au jour d'aujourd'hui, la Religion n'a pas été la même; elle a souffert plus de révolutions que les Empires; elle est maintenant si variée, si modifiée, si nuancée, si différente dans les différens pays, qu'on ne sait quelle Religion choisir, quel Dogme établir dans une matière si importante, où il y a tant de raisons pour & contre. Le Pape crie, Luther crie, Calvin crie, Socin crie, Moïse crie, Mahomet crie, Confutius crie; *Venez Peuples, embrasser mon Système. C'est moi qui ai trouvé le vrai chemin du Ciel, c'est moi qui vous enseigne le moyen d'être heureux dans ce monde & dans l'autre. Des millions d'ames ont suivi depuis tant de siècles ma Doctrine, c'est par mes*

Pré-

Préceptes que se sont soutenus, depuis un tems immémorial, les plus formidables Empires ! Voici ce que répond à tous ces cris la sage Politique, & voici quelle est sa règle : Si vous trouvez une Religion qui vous donne des Préceptes contraires à la saine Morale, aux Loix immuables de la Nature, à la Justice & à l'Équité, rejetez-la, exterminiez-la, punissez en les Auteurs. Mais pour les Dogmes, pour les Controverses, abandonnez la chose aux discussions des Théologiens, & gardez-vous bien de les soutenir par le bras Seculier; encore un coup pourvu qu'une Religion enseigne une saine Morale, laissez les choses dans l'état où vous les trouvez. Les changemens de Religion donnent de trop grandes secousses à l'État; il s'en ébranle toujours plus ou moins. Tout bien considéré, tout bien pesé, il est certain que la Religion Chrétienne l'emporte sur toutes les autres pour la sagesse & la pureté de sa Morale. Je demande cette fois-ci à en être cru sur ma parole, car je n'ai pas le tems de prouver ici la chose.

§. 30.

AUTANT préjudiciable est l'Irreligion, autant & plus funeste est à ^{Superstition.} l'État la *Superstition* qui s'empare de l'esprit du Souverain & du Peuple. C'est le *Scylla* & le *Charybde* de la Religion considérée par la Politique. On ne sauroit trop éviter ces extrêmes dangereux. Dès que la Superstition a du pouvoir, elle prend soudain les armes en main, & devient Fanatisme, Fureur. De là les *St. Barthélemis*, qui sont les maux les plus cruels qui peuvent arriver à un État, & les fautes les plus énormes contre la Politique. Le premier effet de la Superstition c'est l'*Intolérance*. Le caractère de la Religion est la Tolérance, le caractère presque général des Ministres de la Religion c'est l'esprit de persécution. Cette remarque est fondée sur l'Histoire universelle de tous les Peuples; c'est l'esprit des *Inquisitions* & des *Confissoires*; mais ce n'est pas l'esprit de la Politique; cette dernière est parfaitement d'accord avec la Religion pour la Tolérance. Si la France n'eut point chassé les *Réformés*, si l'Angleterre, la Prusse, la Hollande ne les eussent point accueillis, ces États se trouveroient actuellement dans tout une autre proportion de puissance qu'ils ne sont. Louis XIV. fit en cela la plus grande faute du monde. On doit donc régler les choses de manière qu'il y ait dans l'État une Religion dominante & y tolérer les autres. Il faut une grande attention pour entretenir ce Système dans une harmonie constante. Je ne connois pas de pays où les affaires de Religion soient mieux entendues que dans les États du Roi de Prusse. Les deux Religions *Protestantes*, fraternellement, Chrétiennement combinées sans confondre leur doctrine, y dominent; toutes les autres Religions y sont tolérées, protégées; tout vit en paix, en concorde; & la pureté des mœurs y est plus grande que dans beaucoup d'autres pays où, à l'ombre de la bigoterie, les Vices triomphent souvent. Peut-être bien des Théologiens

Intolérance & Tolérance.

giens se récrieront contre cette opinion, mais ils ne m'en feront point changer.

§. 31.

Exception
unique à la
Tolérance

Si je pouvois être intolérant, si je pouvois être animé, ce seroit peut-être contre une Religion qui formeroit *Statum in Statu*, qui érigeroit une Hiérarchie, qui auroit un Chef qui ne fut point le Souverain du païs, qui se mêleroit, directement & indirectement, des affaires Temporelles & Politiques, dont les Ministres seroient tantôt des Ministres d'Etat, tantôt même des Généraux d'Armée, qui, par le moyen de la Confession trop spéciale, se rendroit Maitresse de tous les secrets, dont les Prêtres nombreux se voueroient au Célibat, & les Derviches à la fainéantise. Au-moins tâcherois-je de corriger ces abus qui, certainement, ne sont pas fondés sur l'Evangile, & qui sont diamétralement opposés à la saine Politique. L'Histoire nous apprend qu'il n'y a qu'une pareille Religion qui soit dangereuse.

§. 32.

Confidération
accordée au
Clergé.

Subordi-
nation au
Gouver-
nement
Seculier.

Il est nécessaire, il est important, pour le bien de la Société, que le Clergé, que l'Etat Ecclésiastique soit considéré, respecté; mais il ne faut pas qu'il impose. Le Souverain ne lui doit point d'aveugle complaisance. Les gens d'Eglise sont des Sujets tout comme les autres, & ils doivent rendre compte de toutes leurs actions Civiles au Souverain, ou au Sénat qui exerce la Justice Souveraine en son nom. On peut suivre, à l'égard du Clergé, la maxime qu'un Auteur célèbre recommande au sujet du Pape, qu'il faut lui *baïser les pieds, & lui lier les mains*. En effet, les Ecclésiastiques étant les Maitres des Consciences, ils le sont de tous les préjugés des hommes, auxquels ils savent donner tels plis qu'ils veulent. Ils ne doivent jamais s'ingérer dans les affaires Temporelles, qui ne sont que les distraire de la cure des Ames. Il règne, à cet égard, encore bien des abus dans l'Europe. Les affaires Matrimoniales, qui sont des Actes purement Civils, le bâtiment ou l'entretien d'une Eglise, la distribution des aumônes, & la plupart des choses qu'on comprend sous les noms d'*Epboralia & Consistorialia*, ne sont pas du ressort Ecclésiastique. Mais autant que j'aimerois à diminuer l'influence du Clergé dans les affaires Politiques, autant voudrois-je augmenter leurs honneurs, & leurs revenus. Luther, & plus encore Calvin, ont trop retranché à cet égard. Il faut laisser de l'émulation, de l'encouragement dans un emploi qui a besoin de si habiles gens; & j'approuve tout à fait les usages de l'Eglise Anglicane, où tout Ecclésiastique peut parvenir par un mérite & des talents distingués à l'Episcopat, à un riche Archevêché, & jouer un beau rôle dans la Société; mais je n'approuve pas que ces Evêques aient entrée au Parlement.

Revenus.

§. 33. POUR

§. 33.

Pour ce qui regarde la *Discipline Ecclesiastique* du Clergé, ou la manière de vivre des Ministres de l'Evangile réglée sur les Loix de leur profession, il est naturel de s'en tenir aux réglemens que celui de chaque Communion Chrétienne a faits à cet égard. C'est une espèce de Police Ecclesiastique dont la direction doit être remise à un Département séparé, composé de plusieurs Membres de l'Etat Civil & des principaux du Clergé, ayant à sa tête un Ministre d'Etat, & portant le titre de *Département des Affaires Ecclesiastiques*. Il doit être chargé de l'Intendance particulière de tous les objets qui regardent la Religion, le Culte, les Cérémonies, la Vocation & l'Ordination des Ministres & autres personnes du Clergé &c. Ce Tribunal Mixte, ou Consistoire supérieur, où comme on voudra le nommer, doit, sous l'autorité du Souverain, maintenir l'Eglise & ses Droits dans les bornes que les Principes du Christianisme & les Loix fondamentales de chaque pays leur ont assignées.

Discipline
Ecclesiastique.

§. 34.

APRES la Religion, rien ne contribue plus à maintenir l'ordre dans la Société, que d'accoutumer le Peuple aux bonnes Mœurs, qui diffèrent de la Politesse dont nous avons traité dans le Chapitre précédent; Car les Mœurs sont les habitudes naturelles, ou acquises, pour le bien ou pour le mal, suivant lesquelles des Peuples en Corps, ou des particuliers en individus, conduisent les actions de leur vie. Il y a certains devoirs généraux qu'il faut faire observer aux Citoyens presque sans Loix, comme la Bonne-foi, la Modestie, la Reconnoissance, l'Humanité, & toutes les Vertus Morales. Il y en a d'autres plus particuliers sur lesquels les Loix peuvent porter, ou qui dépendent d'une bonne Police. Le Souverain doit être sévère sur cet article, & ne point permettre de relâchement sensible dans les Mœurs. L'Expérience de tous les Siècles a prouvé que la décadence des plus formidables Empires n'a été due qu'à la corruption des Mœurs de leurs Citoyens. L'Eglise doit donc prêcher, les Loix doivent se roidir, la Police doit veiller, le Souverain doit employer son pouvoir contre l'introduction des Vices qui peuvent corrompre les Mœurs générales de la Nation.

§. 35.

IL est surprenant que la Nation Angloise se soutienne si longtems avec tant d'éclat, en tolérant quelques usages vicieux qui ne paroissent être tout à fait contraires aux bonnes Mœurs, au bon ordre, & par conséquent à la Société. Je condamne d'abord tous ces Combats barbares de Luteurs, de Gladiateurs, & d'autres saquins, qui se voient à de
 Tome I. K pareils

Usages qui
corrompent les
Mœurs en
Angleterre.

pareils exercices, qui se battent publiquement, sur un Théâtre, sous l'autorité des Loix & de la Police, aux yeux de tout le Peuple. D'abord de pareils Combats sont contraires à l'Évangile & à la Morale; ils inspirent au Peuple une certaine férocité, qui est fort éloignée du vrai courage; ils ne font que distraire de leurs travaux les gens occupés, leur corrompent le cœur, & leur remplissent l'esprit de chimères. Dans un Etat bien policé, tout Spectacle sanguinaire & cruel, tout spectacle luxurieux doit-être sévèrement défendu. Je désapprouve encore l'abus des trop fréquentes courses de Chevaux, les Combats de Taureaux, de Coqs, & autres amusemens frivoles, qui détournent la jeunesse de l'application aux Sciences & aux Beaux Arts, lui gâtent le goût, & lui donnent un penchant pour les paris & le jeu. Je blâme aussi l'excès toléré des juremens, des imprécations, des injures, & des paroles ordurières, qui sont toujours dans la bouche du Peuple Anglois, au grand scandale des étrangers & des personnes bien apprises. Je condamne encore cette licence nationale par laquelle le dernier Citoyen croit être en droit de se rendre justice sur une injure qu'il s'imagine avoir reçue, en se battant avec son adversaire à coups de poings dans les rues. Rien n'est plus propre à troubler la Société, rien n'est plus contraire aux premières règles de la Police, rien n'est plus capable de corrompre les Mœurs. Je condamne enfin la connivence de ce sage Gouvernement sur la débauche crapuleuse & outrée où se jette le Peuple Anglois. Je sçai qu'une nation n'est jamais parfaite; je sçai qu'il y a un choix à faire entre les inconvéniens; je sçai enfin que l'Etat tolère quelquefois des Maisons où la rigide Vertù fait naufrage, pour éviter de plus grands maux; Mais semer, pour ainsi dire, toutes les rues de Maisons de débauche, & de vagabondes *Lais*, c'est entendre mal la Police, c'est ruiner la fortune, la santé, l'esprit des Sujets, & conduire la Nation à une décadence lente, mais infaillible.

§. 36.

Établisse-
mens utili-
taires.

IL est encore divers établissemens qui servent ou à la commodité des Sujets, ou à l'entretien de la Société, ou au bon ordre. Les Places publiques, par exemple, les Greniers, les Magasins, & beaucoup d'autres choses concourent à mettre plus d'aisance dans la Société, & à conserver la vie de mille Citoyens dans des tems de malheurs & de disette: Mais comme ces objets sont du ressort de la Police, & des Finances, nous nous réservons d'en parler en traitant ces matières.

§. 37.

Liaison
des Pro-
vinces &
de la Ca-
pitale.

LES Royaumes, les grands Etats, ne consistent point dans une seule Ville environnée d'un petit territoire. La constitution de l'Europe est telle, que chaque Nation occupe une grande contrée, qu'elle a une Capitale,

tales, des Villes de Provinces, des Ports de Mer, des Villages, des Bourgs, des Hameaux. Il ne suffit pas que les choses soient bien réglées, bien entretenues dans le lieu où le Prince, ou bien le Senat, fait sa résidence; il faut que les soins paternels du Souverain s'étendent sur tous ses Sujets, qu'il doit envisager comme des Enfans qui ont un droit égal à sa tendresse, soit qu'ils demeurent sous ses yeux, soit qu'ils habitent les Provinces les plus éloignées de la Capitale. C'est ce que demande le bien de la Société; c'est ce qu'exige l'intérêt de l'Etat.

§. 38.

RIEN ne contribue davantage à entretenir cette liaison de la Capitale avec les Villes de Province, & avec toute l'Europe, rien ne fait prospérer davantage le Commerce général, que l'établissement des Postes. La première idée des Postes doit être fort ancienne, puisque le Code Théodosien, au titre de *Cursu Publico*, fait déjà mention de Chevaux de Poste; mais il ne faut pas croire que cet objet ait été réglé alors comme il l'est aujourd'hui chez les Nations policées de l'Europe. L'arrangement moderne des Postes est un des plus grands bienfaits que pouvoir recevoir le genre humain. La Charge de Messager de Poméranie &c. subsiste encore dans l'Université de Paris; & anciennement un pareil Messager alloit tous les ans en Poméranie, ou dans d'autres pays lointains, prendre les Lettres & les Paquets que les parens envoioient à leurs enfans qui étudioient dans cette Université, la seule de l'Europe pendant longtems. Quelle incommodité! On place l'établissement des Postes en France sous Louis XI. environ vers l'an 1475. tandis qu'elles n'ont été introduites en Allemagne qu'au commencement du XVII. Siècle par le Baron de Taxis qui, pour récompense, reçut en Fief de l'Empereur Matthias en 1616. la Charge de Général des Postes.

§. 39.

Aujourd'hui les Postes & les revenus qu'elles rapportent appartiennent aux Droits Régaux des Souverains: Ainsi l'on doit les régler de manière qu'il en résulte un produit au Trésor général, mais non pas les faire servir d'imposition & de fardeau au Public. Le but de leur institution étant l'utilité publique, & la commodité des particuliers, il ne faut pas qu'elles tournent à leur gêne. Qu'on n'attende pas de nous une Instruction détaillée pour tout le Bureau général des Postes. Cela seul formeroit un Livre. Nous nous contenterons d'en indiquer les principaux réglemens. La Poste a deux objets; la circulation prompte & sûre des Lettres, Paquets, & de tout ce que l'on comprend sous le nom de Correspondance; & le transport aisé, soudain, & peu dispendieux des Voyageurs. Pour remplir ce double objet, voici les principaux arrangements qu'on fait. On forme un Département séparé pour les Pos-
K 2

Poste,
Droit,
Regal.

Ses deux
objets.

tes,

Arrangemens des Postes.

tes, à la tête duquel on place un Ministre, ou autre personnage considérable, sous le titre de *Grand-Maitre, ou Général, des Postes*. On lui adjoint quelques Conseillers, & autres Officiers, quelques Secretaires Trésoriers, Receveurs &c. On établit un Bureau général des Postes qui doit être dans la Capitale, sous les yeux du Chef. C'est-à ce centre commun que se réunissent toutes les Postes du pays. Chaque Ville de l'Etat a sa Poste; & chaque Poste est pourvue d'un Maitre, d'un Secrétaire, d'un ou de plusieurs Ecrivains, de Porteurs de Lettres, d'un *Vagued-Maitre*, & d'autres Domestiques chargés du soin de servir les Voyageurs, d'expédier les Lettres, & de vaquer à tous les objets de ce Département. Rien n'est si ennuyeux pour le Voyageur, & rien n'empêche plus la diligence des Postes, que les longues traites. Aussi dans un pays bien policé, comme la France, les Postes sont peu distantes l'une de l'autre, & selon la Liste générale on n'en trouve guère de plus éloignées que de deux Postes, ou deux & demie. Mais ce qui, en revanche, est un grand abus en France, c'est que les Lettres des Villes de Provinces ne vont pas en droiture au lieu de leur destination, mais qu'elles passent premièrement par le Bureau général, d'où elles sont distribuées, & envoyées dans les pays étrangers. Il n'y a point d'inconvénient possible qui puisse balancer le tort que ce retardement cause à la Correspondance, & au Commerce du Royaume. Dans les Postes, surtout pour les Lettres, il faut toujours rechercher le chemin le plus court.

§. 40.

Police des Postes.

Les bons Chevaux sont les bonnes Postes. Le Département doit être d'une attention, & d'une sévérité infinie, que les Postes en soient partout pourvues. Les taxes par toute l'Europe sont telles, que les Maitres de Poste peuvent subsister honêtement, & entretenir de bons Chevaux. Il est fort essentiel aussi qu'il y ait partout de bons Postillons, sobres, adroits, & qui connoissent parfaitement les chemins. Chaque Maitre de Poste doit entretenir un Logement propre & honête, avec quelques bons Lits pour les Voyageurs fatigués, & se mettre en état de leur donner un repas bien apprêté. On ne doit donner la Charge de Maitre de Poste à personne qu'il ne soit en état de bien meubler sa Maison, sa Cuisine & son Ecurie; & ces meubles doivent lui servir de caution ordinaire. Cette précaution est plus nécessaire qu'on ne croit. Il faut afficher dans chaque Maison de Poste la taxe des Chevaux & les réglemens que le Département a jugé à propos de faire, tant pour prévenir les querelles & les chicanes des Voyageurs, que pour empêcher que ceux-ci ne soient écorchés & rançonnés par les gens de la Poste. Ce reglement doit fixer surtout le tems qu'un Maitre de Poste est en droit d'arrêter un Courier, ou Voyageur, pour le changement de Chevaux; & il faut le punir sévèrement sur la première

plainte d'un passager qu'il aura fait languir au delà du tems prescrit. Les Lettres doivent être délivrées avec toute l'exactitude & toute la fidélité possible immédiatement après l'arrivée du Courier. Les Postes sont sacrées par toute l'Europe; & elles ne doivent jamais faire de crédit, soit pour le port des Lettres, soit pour la Voiture.

§. 41.

Sur toutes les grandes routes il faut établir des Coches, ou des Diligences. Les Chariots de Poste d'Allemagne sont des Voitures abominables, qui sentent encore la barbarie, qui ne donnent aucun abri contre l'intempérie de l'air, & qu'il faudroit proscrire tout à fait. Les Coches & les Diligences peuvent être réglées de manière qu'elles aillent tout aussi vite, aussi régulièrement, & qu'elles ne soient pas plus coûteuses que les Chariots. A-t-on la commodité d'un fleuve, ou d'une rivière douce, il est avantageux d'y établir des Coches, ou des Diligences d'eau, espèces de Barques qui transportent à petits fraix, & fort commodément, les Voyageurs. Dans les pays de Montagnes, où les grands chemins cessent d'être praticables, on fait aller des Messagers avec des Chevaux, des Mulets, ou des Anes, selon la nature du pays, & la possibilité des passages. L'Invention du *Penny-Post*, ou de la *Poste au Liard*, qui, moyennant un Liard, se charge de faire circuler les Lettres dans tous les quartiers de la grande Ville de Londres, & à une lieue à l'entour, est d'une commodité infinie, & mérite d'être imitée dans toutes les Villes Capitales qui sont d'une vaste étendue, & assez peuplées pour pouvoir entretenir une semblable *Penny-Post*. Les Barques d'Hollande, qui sont charmantes en elles mêmes, ne sçauroient être imitées que dans des pays plats entrecoupés de petites rivières & de Canaux.

Coches & Diligences.

Voitures d'eau.

Poste au Liard de Londres.

Barques d'Hollande.

§. 42.

Il n'y a pas de preuve plus évidente de la barbarie d'une Nation & des vices du Gouvernement, que lors qu'on trouve des chemins rompus, presque impraticables, ou dangereux, dans le pays qu'elle habite. Les *Sociétés*, dit M. Melon, *ne s'éloignent des Mœurs sauvages, qu'à proportion des plus grandes commodités qu'elles se procurent dans la plus grande généralité*. Mais que peut-on imaginer de plus incommode que de mauvais chemins? Les meilleures mesures prises d'ailleurs ne sçauroient faire aller les Postes plus vite, le Voiturier s'épuise en fatigues, & perd ses Chevaux, les fraix de transport pour toutes sortes de Marchandises augmentent; & cette augmentation nuit au Commerce général; la Communication entre les naturels du pays cesse, & les Étrangers évitent tant qu'ils peuvent d'y passer; tout commence à languir; & avec des chemins abominables je défie qu'un Etat puisse bien aller au grand.

Grands Chemins.

Un Ministre avare, un Intendant paresseux, vous diront, *mais la dépense est énorme, la nature du pays ne souffre pas de bons chemins*. Excuse basse, erreur presque criminelle! A travers des Marais les plus profonds, sur la crête des Montagnes les plus hautes & les plus escarpées vous pouvez pratiquer des routes passables. J'ai vu faire, dans un terroir extraordinairement difficile, des Chaussées admirables avec un lit de terre grasse, une couche de pierres de carrière, grossièrement pilées, & une autre couche de gravier qui couvroit la superficie. On étoit obligé de chercher les matériaux fort loin, & cependant la Toise carrée ne coutoit que sept écus d'Allemagne, ou 28 livres argent de France. S'il y a des Cailloux dans le voisinage, les frais sont encore moindres. Ne voudra-t-on donc jamais employer à la construction & à l'entretien des grands chemins la main des prisonniers condamnés fort inutilement aux Galères, ou aux travaux des Fortifications, ou que l'on destine à être transportés en Amérique? Les inconvéniens de cette Maxime ne sont rien en comparaison de l'avantage qui en résulte.

§. 43.

Nécessité
d'établir
des Départemens
pour chaque
branche du
Gouvernement.

ENFIN rien ne contribue si efficacement à maintenir le bon ordre dans la Société, que quand on établit des Départemens séparés pour chaque branche du Gouvernement, quand chaque Etat, chaque Régie a ses limites marquées de manière que tous les Départemens soient dans une harmonie perpétuelle, sans qu'aucun d'eux ôse empiéter sur les droits & privilèges des autres, ou s'ingérer dans ses fonctions. L'attention constante du Souverain à entretenir cette harmonie, & à ne pas permettre que ces bornes se confondent, caractérise véritablement un excellent Gouvernement. Voyons quels doivent être ces différens Départemens.

§. 44.

Affaires
Ecclesiastiques.

I. *Les Affaires Ecclesiastiques* en occupent un. Chez les *Protestans*, on met à la tête de ce Département un Ministre d'Etat, & après lui on nomme un Président, un Vice-Président, quelques Conseillers qui pour l'ordinaire sont pris, moitié dans l'Etat Ecclesiastique, & moitié dans le Séculier, un Réferendaire, un Secrétaire. La place du Vice-Président peut être fort bien occupée par le Surintendant général, qui est le premier Ecclesiastique de la Religion dominante. Ce Sénat dispose, sous le bon plaisir & sous l'autorité du Souverain; des Charges vacantes, des Bénéfices. Il prononce, en dernier ressort, sur les différens survenus, sur les cas douteux, & sur tous les objets qui sont de la compétence de l'Eglise. Les Consistoires, établis dans chaque Ville de Province pour la direction particulière des affaires Ecclesiastiques, les Curés de Villages, les Ministres de l'Evangile, en un mot
tous

tous les Membres du Clergé sont subordonnés au Département général. La Religion Catholique-Romaine est en ce point très différente de la Protestante, & son Système se concilie difficilement avec celui de la bonne Politique. Chez elle l'Eglise forme une Hiérarchie qui n'est pas assez soumise au Gouvernement Séculier. Elle a un Chef visible qui a une influence directe & trop grande dans tous les Etats de la Chrétienté, & même par-delà. Les Cardinaux, Archevêques, Evêques, Patriarches, Abbés-Princes, Abbés Mitrés, les Prélats, Abbés ordinaires, Chanoines, Diacres, Archi-Diacres, Sous-Diacres, Curés, & tout ce peuple de Moines des différens Ordres Religieux, sont des personnages qui ont un intérêt direct à remplir les vœux de la Cour de Rome, parce qu'ils peuvent en recevoir des peines ou des récompenses. Vouloir connoître tout le Système de la Hiérarchie de l'Eglise Romaine, vouloir sçavoir les Privilèges de chaque Eglise Nationale, vouloir apprendre les Concordats que chaque Peuple a fait avec le Saint Siège, c'est s'engager dans une étude fort vaste, mais qui devient très nécessaire dans des Pays Catholiques.

§. 45.

II. *LES Affaires Militaires* forment un Département qui doit avoir le Souverain à sa tête, & sous lui un Ministre d'Etat, des Maréchaux, des Généraux &c. Tous les Officiers, les Subalternes, les Bas-Officiers, les Soldats, en un mot tout ce qui a du rapport à la Guerre, lui doit être soumis. Militaire.

III. *LES Affaires Etrangères*, dont le Département comprend les intérêts externes d'un Etat & ses Négociations avec les autres Puissances. On y place des Ministres du Cabinet, des Secrétaires d'Etat, des Conseillers de Légation &c. Les Envoyés dans les Cours Etrangères y sont subordonnés; & ce Département a sa propre Chancellerie. Affaires
Etrangères.

IV. *Le Département de la Justice* a pour Chef le Chancelier de l'Etat, & sous lui des Ministres d'Etat, des Conseillers, des Affecteurs, des Juges, des Magistrats, des Avocats, des Procureurs, des Notaires, & tous les autres gens de Loi. Département de la
Justice.

V. *LES Finances* comprennent tout ce qui regarde l'administration des revenus de l'Etat & les sources qui les produisent. Ce vaste Département a pour l'ordinaire un Chef, qui est nommé en France le Contrôleur-Général des Finances. Plusieurs Ministres, les Présidens des Chambres, les Directeurs, les Conseillers des Finances & des Domaines, & un nombre infini d'Officiers subalternes concourent à ce Département. Finances.

VI. *LES Affaires de Commerce*, quoi qu'infiniment liées avec les Finances, doivent avoir un Conseil à part, qui doit être composé d'un Ministre, de quelques Conseillers, partie gens d'Etat, & partie Négocians, ou Banquiers accredités; & ce Conseil dirige tout ce qui peut avoir du rapport au Commerce & à la Navigation. Commer-
ce.

VII. LA

Police.

VII. La *Police*, qui a pour Chef quelque personne considérable sous le titre de Lieutenant-Général de Police, & outre cela des Commissaires de Quartier, & divers autres Officiers & gens de Police, chargés de veiller au bon ordre dans l'Etat.

Marine.

VIII. La *Marine*, qui embrasse toutes les forces Navales d'un Etat. Il y a un Ministre qui dirige ce Département, & sous lui différens Officiers. On appelle presque communément *Amirauté* le Collège qui est chargé des affaires de la Marine. Le Grand Amiral y préside à côté du Ministre. Les Vice-Amiraux, les Chefs d'Escadre, les Capitaines de Vaisseaux, les Lieutenants, les Maîtres des Navires, les premiers Pilotes, les Officiers des Vaisseaux, en un mot tout ce qui a du rapport à la Flotte, aux affaires de Mer, est soumis à l'Amirauté.

Conclu-
sion.

On n'a fait qu'indiquer simplement tous ces différens Départemens, parce qu'on détaillera chacun-en particulier, à mesure que l'ordre des matières nous y conduira. Il suffit de les avoir simplement fait connoître en cet endroit, & d'en avoir marqué les limites générales, qui ne veulent point être confondues. Et voilà ce qu'on appelle en Politique *entretenir la Société, & maintenir le bon ordre dans l'Etat.*

C H A P I T R E VI.

Des Loix, & de la Législation.

§ 1.

De la Li-
berté.

LE Vulgaire, en entendant parler de la Liberté qui régne en Angleterre, en Hollande, en Suisse, s'imagine que, dans ces pays, tout Habitant peut vivre au gré de ses caprices, & faire ce que bon lui semble. Cette erreur est plaisante. Il n'y auroit ni sûreté, ni agrément dans une République où régneroit un pareil désordre. Au contraire, le Citoyen Anglois est à bien des égards plus gêné qu'un autre. Il n'ose exporter hors du Royaume une once de Laine du crû de ses Troupeaux; il ne lui est point permis de porter sur son corps une aune d'Indienne peinte, ou imprimée, en Angleterre même; il lui est défendu de trafiquer le Dimanche, d'avoir de la Musique, de jouer aux Cartes ce jour-là, & ainsi du reste. Toute cette gêne n'est cependant pas incompatible avec l'idée d'un Peuple Libre: Car la Liberté ne consiste pas dans une licence illimitée à chacun de faire ce qu'il juge à propos, mais seulement de faire tout ce qui n'est pas contraire au bien général de la Société. La Liberté d'une Nation consiste encore en ce que chaque Citoyen peut savoir précisément ce qu'il ose faire, ou ce qu'il doit laisser, que telle ou telle Loi le condamne, & non pas le caprice d'un Souverain qui fait une Loi contre lui après coup.

§ 2. IL

§. 2.

Il s'ensuit de là que tout Etat, soit grand, soit petit, doit avoir ses Loix, non seulement pour fixer les limites de la Liberté naturelle, & pour déterminer combien chaque Citoyen doit garder de cette Liberté, mais aussi pour régler la forme du Gouvernement, & pour instruire les Sujets de leur devoir. Les Loix ne sont donc pas nécessaires parce qu'un Législateur suppose que tous les hommes naissent coquins, & qu'il leur fait un frein pour les rendre au-moins extérieurement gens de bien: Non, il sçait que la Nature produit, en toutes choses, du bon mêlé avec du mauvais; & de là il conclut qu'il faut une règle pour encourager les bons Citoyens dans leur devoir, & pour réprimer les écarts des méchans.

Nécessité des Loix.

§. 3.

Ces réflexions nous conduisent d'elles mêmes à la définition des Loix. Une Loi, en général, est l'Expression de la volonté d'un Supérieur par laquelle il impose, à ceux qui dépendent de lui, l'obligation d'agir d'une certaine manière. L'illustre Auteur de l'Esprit des Loix commence ainsi son Livre: „ Les Loix, dans la signification la plus étendue, sont les rap-
ports nécessaires qui dérivent de la nature des choses”. Nous convenons de la justesse de cette définition, mais elle est trop vague, trop spéculative pour notre but. L'esprit de cet Ouvrage n'est pas les recherches subtiles, mais les recherches qui portent sur une utilité directe. La Politique ne partage les Loix qu'en Naturelles & Positives. Les Loix Naturelles sont celles que l'Etre Suprême a gravées dans le cœur des hommes, comme des suites nécessaires du Plan sur lequel sa Sagesse a arrangé tout le Système du Monde. Elles sont la-baze de toutes les Loix Positives & du bonheur des hommes; & leur scrupuleuse observation est de la plus grande nécessité. Les Loix Positives sont celles que dicte chaque Souverain, & qui forment la règle des actions morales de ses Sujets.

Définition des Loix.

Loix Naturelles.

Loix Positives.

§. 4.

Il s'ensuit, tant de ceci, que de ce qui a déjà été dit sur cette matière au Chapitre troisième, que le Pouvoir Législatif, ou le Droit de donner des Loix, appartient seul & uniquement au Souverain, ou à ce Corps de l'Etat en qui réside la Souveraine Puissance. Cet Axiome est pris dans le sens le plus étendu; & l'on n'y sçauroit faire aucune exception, pas même pour les choses Sacrées & Spirituelles. Quand l'Eglise Universelle, un Concile Oecuménique, le Pape & le Sacré Collège, un Synode-Général, feroient quelque nouvelle règle pour le rite, ou le Culte Divin, il faut de toute nécessité que la Bulle, ou l'Ordonnance, en soit approuvée par chaque Souverain, & publiée sous son au-
Tome I. L torité,

Pouvoir Législatif appartient seul aux Souverains.

torité, fans quoi elle n'a point force de Loi dans leurs païs respectifs, & ne ſçauroit y obliger perſonne. Le pouvoir Coactif eſt une ſuite naturelle du Pouvoir Législatif, comme nous l'avons déjà vu plus haut.

§. 5.

Sources
de la Ju-
riſpruden-
ce Législa-
toire.

1. Morale
de l'Evan-
gile.

MAIS voyons quelles ſont les ſources où le Souverain doit puiser les Loix & les règles de la Jurisprudence Législatoire. Il y en a trois; La Morale, & la Morale fondée ſur l'Evangile, le Droit de la Nature, & la Politique. Une Loi qui ſeroit directement contraire à la Doctrinne & à la Morale de l'Evangile n'obligeroit perſonne. Un Souverain, par exemple, ne ſçauroit défendre de rendre un Culte à Dieu, ni ordonner d'aſſaſſiner ſon prochain. Le devoir d'obeir à ſon Maître eſt toujours précédé par le devoir d'obeir à l'Etre Suprême. Ainſi en donnant une Loi, il faut bien conſulter ſi elle eſt conforme aux Préceptes de l'Evangile, & ſi elle ne bleſſe en rien les Loix Divines, les règles de l'honneur, de la probité, & la pureté des Mœurs.

§. 6.

2. Droit
Naturel.

LE Droit Naturel contient les Principes immuables de ce qui eſt juſte & équitable dans tous les cas. On voit combien cette ſource eſt féconde pour la Législation. Il y a d'ailleurs bien des choſes qui ont été déclarées juſtes, ou injuſtes, du conſentement unanime de toutes les Nations diſciplinées, comme l'Hospitalité, les égards dus aux Ambaſſadeurs, &c. Dans ces cas, le Droit des Gens eſt combiné avec le Droit de la Nature, & eſt même cenſé faire partie du Droit Naturel. Mais cette droite Raiſon, dont on veut ſçavoir le ſentiment, n'eſt pas la même dans tous les hommes, ni dans tous les Auteurs qui ont traité cette matière. Ainſi, quand il s'agit de dicter des Loix, il faut bien prendre garde d'établir des Principes vrais & certains de Droit Naturel, de choiſir pour guide un Auteur dont les opinions raisonnables ſont généralement reconnues & avérées, & ne point ſe laiſſer ſéduire par les faux raisonnemens des Sophiſtes, ou par le verbiage de l'Ecole.

§. 7.

3. Politi-
que.

Si le Droit Naturel nous dit ce qui eſt *juſte*, la Politique nous enſeigne ce qui eſt *utile*. Un Turc, homme de bon ſens, voïageoit de France en Allemagne, & cherchoit à ſ'inſtruire des Mœurs de ces deux Nations. Il fut ſurpris de trouver qu'une choſe, qui paſſoit pour juſte d'un côté du Rhin, devenoit injuſte dès qu'il eut gagné l'autre bord de ce Fleuve. D'où-vient, demanda-t-il, cette contradiction, tandis que la

Vé.

Verité & la Justice sont uniformes, invariables dans tous les tems & pour tous les cas? Un sage Jurisconsulte lui répondit: „ En dressant „ nos Loix, nous ne consultons pas uniquement le Droit Naturel, mais „ aussi la Politique. Nous voulons rendre nos Peuples heureux; pour cet „ effet nous portons la vuë sur la situation locale, sur les intérêts de „ Commerce, & du voisinage, sur le Climat, sur les productions natu- „ relles du pais, sur le génie du Peuple, & sur mille autres circonstan- „ ces. Nos Loix tendent à l'utilité; & notre grand Art consiste à com- „ biner cette utilité avec la Justice. De-là vient que les Loix ne sça- „ roient être égales pour toutes les Nations, & pour tous les tems. „ Cette variété est fondée sur la Nature. Les Souverains abolissent, „ changent, augmentent, corrigent, diminuent continuellement les „ Loix, & doivent agir ainsi. Rien n'est plus convenable aux grands „ intérêts des Nations. *Altri tempi, altre cure* ". Voila ce que le Jurisconsulte répondit au Turc; & il a répondu pour moi.

§. 8.

En effet, des qu'on perd de vuë la Politique en dictant des Loix, on est sujet à faire d'énormes bévues. Les Romains, qui envoyèrent prendre des Loix en Grèce, tombèrent dans cet abus; car ces Loix, qui pouvoient être bonnes pour les petites Républiques Grecques, ne valloient rien pour la vaste Monarchie Romaine dont la Capitale étoit en Italie. Constantin le Grand, en transportant le Siège de l'Empire à Constantinople, y porta les Loix Romaines, qui n'y convnoient nullement. Cette translation du Siège, & cette ridicule application des Loix à différens pais étoient de vrais pas de Clerc; & si cet Empereur n'eut pas témoigné un zèle si extraordinaire pour la Religion Chretienne, il n'auroit certainement pas mérité le titre de Grand; car en fait de Politique tout son règne n'est qu'un tissu de fautes. Les Législateurs modernes ont fait, & font souvent encore, les mêmes bévues. Ils empruntent, ou des Anciens, ou des Nations modernes, des Loix qui ne quadrent nullement avec la Politique naturelle de leur Etat. On dit qu'un grand Homme de Loi, en Portugal, fut appelé par son Roi pour dresser un nouveau Code. Dans le tems qu'il travailloit à cet Ouvrage, il fut sommé par un Marchand de lui payer un compte qu'il avoit effectivement déjà acquité, & que le Marchand n'avoit point effacé de son Livre. Le Nouveau Tribonien, outré de cette déloiauté, fit une Loi par laquelle les Livres des Negocians n'auroient désormais foi & autorité en Justice que pendant l'espace d'un an. Rien n'étoit plus absurde qu'un pareil réglemant pour un Etat qui veut augmenter son Commerce, qui doit tout faire pour encourager le Crédit, pour augmenter la confiance Mercantile, & pour ne point distraire le Négociant de ses utiles travaux par des formalités & des précautions Juridiques qu'on l'oblige de prendre sans nécessité &c.

Exemples
de fautes
Politiques
à cet é-
gard.

§. 9.

Conseil
pour for-
mer un
Code nou-
veau.

Si le Souverain veut faire un nouveau Code, il n'est pas prudent d'en abandonner la confection, ni à un seul Jurisconsulte, ni même à une Assemblée de plusieurs personnes qui ne sont qu'hommes de Loi. Il faut le concours d'un Ministre, ou autre Conseiller habile de chaque Département, afin que toutes les Loix soient rédigées de manière qu'aucune ne blesse, ou ne détruise, quelque établissement utile à la Société, ni ne heurte les vûes que l'on peut avoir pour le bien général de l'Etat. Sans cette précaution il est inutile de s'attendre à des Loix raisonnables, & encore moins parfaites. On voit aussi par là que, pour être Législateur, il ne suffit pas d'être bon Jurisconsulte, mais qu'il faut être consommé dans la Politique, & en connoître toutes les parties.

§. 10.

Droit Ro-
main n'est
guère ap-
plicable.

Il est des Législateurs qui croient ne pouvoir faire une bonne Loi, s'ils ne la puisent dans le Droit Romain. Les réflexions que nous venons de faire prouvent bien l'inconséquence de cette manie. Il est assez rare qu'une Loi Romaine soit applicable à notre situation présente. Les changemens qui se sont faits en Europe dans la Religion, dans les Mœurs, dans les Usages, dans le Commerce &c. nous imposent aussi la nécessité de changer de Loix. Que nous font aujourd'hui toutes ces Loix qui regardent l'Esclavage, les Bains publics, les Offices, des Ediles, & cinquante choses de cette nature? Le Système du Droit Romain, pour l'ordre des matières, n'est pas même des plus naturels, ni des plus raisonnables.

§. 11.

Trois ob-
jets des
Loix.

LES Hommes ne peuvent être attaqués qu'en trois manières, ou pour la vie, ou pour l'honneur, ou pour les biens de la fortune. Les Loix sont faites pour leur procurer une entière sûreté sur ces trois objets.

§. 12.

Division
des Loix.

CE Principe partage naturellement les Loix en Criminelles, en Loix contre les injures, & en Loix Civiles pour les propriétés & les acquisitions. La Jurisprudence a établi plusieurs Subdivisions, & distingue les Loix en Militaires, en Loix de Commerce, de Change, d'Oeconomie, de Successions; & toutes ces Loix, qui varient dans chaque país, ont formé de la Jurisprudence un vrai Labyrinthe où nous serions bien fâchés de conduire nos Lecteurs.

§. 13. PAR-

§. 13.

PARMI toutes ces différentes espèces de Loix Civiles, il y en a une dont l'usage actuel ne paroît être fondé ni sur la Politique, ni sur la Raison. Ce sont les *Loix Féodales*. Je crois qu'il seroit avantageux que les Fiefs fussent abolis dans toute l'Europe. Car d'abord il est singulier que, la cause des Fiefs n'existant plus, on'en laisse subsister les effets. Selon l'opinion des meilleurs Historiens, il faut placer l'origine de ces Fiefs dans ces tems de troubles & de confusion, où presque tous les Etats de l'Europe étoient partagés entre de petits Seigneurs, ou Tirans, qui avoient usurpé le droit de s'attaquer mutuellement, & de se faire la guerre. Dans ces désordres, les plus foibles s'attachèrent aux plus forts, se mirent sous leur protection, & obtinrent d'eux des secours contre les attaques de leurs voisins plus formidables. En reconnaissance de ces secours, & de cette protection, ils s'engagèrent, envers ce Seigneur Suzerain, de monter à Cheval eux & leurs Domestiques, Paisans &c., & de l'assister à leur tour au besoin. C'est là l'esprit des premiers Fiefs, dont les conditions ont été depuis diversément changées selon les changemens des circonstances. A mesure qu'un Seigneur étoit plus grand, il avoit plus de Vassaux qui lui prêtoient homa-ge-lige. Le Prince, ou Souverain, d'un pais considérable en avoit naturellement un fort grand nombre. Mais depuis que toutes les voies de fait ont été défendues aux particuliers par toute l'Europe, depuis l'établissement du Militaire perpétuel, en un mot depuis que la constitution des Etats est réglée telle que nous la voions, il paroît extraordinaire en effet que l'usage des Fiefs puisse subsister, d'autant plus qu'ils entraînent de grands inconvéniens. Ils donnent entrée à la chicane, ils gênent les Nobles dans la possession, dans l'administration, & dans la disposition de leurs terres; le Droit Féodal est hérissé de mille formalités ridicules aujourd'hui, & les Seigneurs Suzerains ont tendu toutes sortes de pièges aux Vassaux pour les dépouiller de leurs biens à l'ombre des Loix. En général, c'est une façon bien indigne d'un grand Prince d'acquiescer des Biens-fonds sur ses Sujets de cette manière; & c'est le vrai moyen de ruiner, au bout de quelques siècles, le Corps des Nobles dont chaque Etat a si grand besoin pour la Guerre, & pour divers emplois Civils. On conçoit aisément que nous portons ici principalement nos vûes sur ces Loix Féodales des particuliers & des Sujets qui tiennent des terres qui sont Fiefs dont leur Souverain est le Seigneur Suzerain, & non de ces grands Fiefs que des Souverains possèdent, & qui relevent de quelque autre Puissance, comme de certaines Principautés d'Italie qui relevent de l'Empire, le Royaume de Naples du Saint Siège &c., dont il sera parlé en son lieu.

Fiefs &
Loix Féo-
dales,

§. 14.

Loix fondamentales de chaque Etat.

INDEPENDAMMENT de ces Loix dont nous venons de parler, il y en a qui regardent la totalité de la Nation, comme les Loix de Police, les Loix qu'on fait pour l'encouragement du Commerce général, les Loix Somptuaires, les Loix de la Navigation, & beaucoup d'autres. Elles forment, dans leur totalité, une espèce de Droit Public qui se rapporte au Système de l'Etat & à l'arrangement que les Souverains ont fait dans leur pais respectifs. Ce Droit Public comprend aussi les Loix par lesquelles le Souverain est lié envers ses Sujets, comme la Capitulation Impériale, qui oblige l'Empereur envers l'Empire, les *Paña Conventa*, que le Roi de Pologne est contraint de signer, la Constitution fondamentale de l'Angleterre, au maintien de laquelle le Roi de la Grande Bretagne s'engage par serment le jour de son Sacre &c.

§. 15.

Jurisprudence Législative.

LA Jurisprudence Législative (objet trop négligé dans les Universités) nous apprend toutes les précautions de détail qu'il faut prendre pour faire de bonnes Loix. Sans empiéter sur les droits de cette Science, nous osons ajouter quelques remarques générales que la Politique nous demande. Chaque Etat, grand ou petit, doit avoir son Code de Loix complet. C'est une fort mauvaise Maxime de laisser les Loix éparées. Il faut mettre chaque Citoyen en état d'avoir, à un prix modique, le Livre de toutes les Loix qu'il doit suivre; ce qui est d'autant plus facile, que la proximité, ou le trop grand nombre, des Loix, est un défaut essentiel de la Législation. Les Loix doivent être générales, & porter sur tous les cas semblables à la fois. Les règles pour tous les cas de détail ne valent rien, & ne font que donner lieu à des interprétations, à des disputes, & à des chicanes. On peut le voir aux Codes Militaires, qui décident presque tous les cas possibles avec une brièveté admirable. Pourquoi ne pourroit-on pas faire la même chose à l'égard des Codes de Droit Civil?

§. 16.

Les Loix ne doivent point porter sur des minuties.

IL ne faut pas non plus avilir la Dignité & la Majesté des Loix en les employant à régler de petits objets, que la Police, les Magistrats subalternes, ou d'autres moindres Officiers, peuvent décider par des Ordonnances particulières, ou par la Coutume. Un certain Prince d'Allemagne s'avisa de faire mutiler tous les Chiens de ses Etats. La Régence du pais fut obligée de faire publier une Loi qui décidait: combien chaque Maître devoit conserver à l'avenir de sa queue ou de ses oreilles. On sent bien qu'une pareille Ordonnance devenoit le comble du ridicule;

cule; mais quoiqu'il ne soit pas toujours question de mutiler des Chiens, bien des Souverains tombent dans la même puérilité en faisant de graves Loix sur des bagatelles.

§. 17.

C'EST pour la même raison que le Stile de Loix doit être court & Laconique, mais noble, clair, simple, naturel, & surtout sans équivoques. Il faut bien se garder de chercher à faire parade d'esprit, de se servir d'une expression entortillée, ou de ces phrases alambiquées qui corrompent le langage moderne, & qui le rendent énigmatique: Par la même raison il est ridicule de faire écrire les Loix en Latin, ou dans une autre Langue que celle du país.

Stile des
Loix.

§. 18.

IL faut aussi défendre très sévèrement à tous les Sujets de faire le moindre commentaire sur le Code des Loix. Il n'appartient point à un petit Jurisconsulte d'interpréter les intentions du Législateur. C'est de cet abus qu'a pris naissance l'autorité du sentiment des Docteurs du Droit, qui forme un grand préjugé dans bien des Tribunaux, comme la diversité de leurs opinions cause bien des disputes. Si les Loix n'avoient pas été si fort multipliées, si obscurément écrites, si diversement interprétées par des Pédans, comment auroit-il été possible que, d'une chose aussi simple que l'est la Justice, l'on eut pu faire une Science aussi composée, aussi embrouillée, aussi équivoque, que l'est la Jurisprudence moderne?

Commentaires sur
les Loix
defendus.

§. 19.

PAR le même Principe un Législateur ne doit jamais donner de raison pourquoi il a fait telle Loi, pourquoi il a réglé les choses de telle ou telle manière dans son Code. Il suffit qu'il ait le Droit de la Législation; & c'est peut-être la seule occasion où le Souverain peut & doit dire sans scandaliser, *Car tel est notre plaisir*, sic volo, sic jubeo. Le Droit Romain tombe à tous momens dans cette faute; & je ne veux pas nommer des Législateurs modernes qui, ayant trop suivi les préjugés des Loix Romaines, n'ont pas évité non plus le même inconvénient dont nous parlons. Si vous dites, *Ma volonté est qu'en telle ou telle rencontre les choses se décident ainsi*, il n'y a là ni Interprétation ni Commentaire à faire; si vous alléguiez une seule raison pourquoi vous le voulez ainsi, le premier brouillon d'Avocat, ou renversera la validité de votre raison, ou l'expliquera d'une manière à changer la lettre de votre Loi, & à surprendre vos Juges. Il est même de la Majesté du Souverain de faire parler ses Loix d'un ton impératif.

Le Législateur ne
doit point
donner de
raison de
ses Loix.

§. 20. Lx

§. 20

Ordon-
nances
pour la
forme des
procès.

Le Mien & le Tien ayant trop d'empire sur le cœur des humains, il sera toujours la source des litiges & des procès. Ainsi, outre les Loix, le Souverain doit encore publier une *Ordonnance qui règle comment les procès doivent être conduits*. On a hérissé les procédures de tant de formalités pénibles, dispendieuses, & véritablement captieuses, que les hommes devroient bien être dégoutés de comparoître en Justice l'un contre l'autre. Il est vrai qu'il faut de la règle & de l'ordre dans la conduite des procès, mais cette règle peut être *simple & d'une observation facile*. Il faut aussi qu'un procès coute, cela est naturel, & empêche bien des chicanes inutiles. On vit au Palais des sottises du Peuple; mais on ne doit pas pour cela écorcher les Plaideurs. Les gens de Loi ne sèment ni ne recueillent, & cependant le Démon de la Chicane les nourrit tous; mais il n'est pas nécessaire qu'ils s'engraissent aux dépens des Sujets, & deviennent des vraies Sangsues de l'Etat. Ainsi il convient de faire une Taxe pour tous les fraix de Justice. C'est une Ordonnance admirable du Roi de Prusse qu'un Avocat n'ose demander ni avancer ni salaire à son Client avant que le Procès soit entièrement terminé. La même règle devroit subsister partout, aussi bien pour les épices des Juges, que pour le travail des Avocats, Procureurs &c. Enfin les formalités doivent être réglées de façon qu'elles ne soient pas des pièges où l'on peut faire tomber à tous moments une des parties litigantes. *C'est une Maxime au Palais que la forme emporte le fond: La Maxime directement contraire devroit être véritable*, dit M. de la Bruïère; & il a bien raison.

§. 21.

Utilité gé-
nérale d'ab-
réger les
procès.

La longueur des procès en forme le vrai malheur: C'est souvent la ruine des familles. Il faut donc absolument les abréger; & depuis le nouvel arrangement que le Roi de Prusse a fait pour la Justice, on voit bien qu'il est possible de les abréger dès qu'on le veut sérieusement. Dans ce pays un procès, en passant par les trois instances, ne sçauroit durer au delà de deux ans. Le Public a crié comme un Malade auquel on fait une opération douloureuse dont il se trouve bien pour le reste de sa vie, & qui en remercie ensuite son Médecin. Et quand il seroit vrai que la nécessité de répondre trop vite à une intimation, à une réplique, ou duplique &c. auroit fait perdre quelque bonne Cause (ce qui reste à sçavoir) cet inconvénient peut-il contrebalancer l'utilité générale que le Public en retire? Il est juste qu'un seul souffre quand tout un Peuple gagne. Le raccourcissement des procès est un vrai bienfait que le sage Monarque Prussien a fait à ses Sujets; ils doivent souhaiter que ce règlement continue à subsister dans toute sa vigueur.

§. 22. IL

§. 22.

IL est dangereux de changer les Loix, & il ne faut jamais le faire sans une nécessité bien urgente. Cependant comme la face des Empires & des affaires change sans cesse dans le monde, il faut bien que les Loix suivent cette révolution. Il est cependant des Loix fondamentales auxquelles on ne sçauroit toucher sans renverser tout le Système de l'Etat; & celles-là doivent toujours être Sacrées. Le Parlement d'Angleterre exerce la Législation perpétuelle, & chaque Aête, ou *Bill*, qui paroît aux Séances annuelles est une nouvelle Loi, que le changement des intérêts, ou de la situation de la Nation, ou les abus qu'on découvre, ont fait dicter. Chaque nouvelle Loi doit-être publiée, affichée, & imprimée, afin que les Sujets n'en puissent point prétendre cause d'ignorance. Je ne parle point du *Droit Coutumier*, dont l'usage devoit être aboli partout, parce qu'il ouvre la porte à mille chicanes, à mille interprétations, à mille fausses preuves pour & contre dans chaque cas. Il est ridicule de vouloir gouverner les Peuples par d'autres Loix que par celles qui sont écrites, & dont ils peuvent sçavoir précisément la teneur.

Quand, & comment, on peut changer les Loix.

§. 23.

LA *Jurisprudence* est l'habitude de sçavoir appliquer les cas aux Loix (*a*). On voit bien que cette Science exige une étude longue & sérieuse des Loix mêmes, de leur origine, de leur esprit, de leur but, une étude des hommes & de leurs actions, une application singulière à se former un jugement droit & profond. Les hommes qui possèdent ces talens sont nommés *Jurisconsultes*, *Gens de Loi*. On les employe comme Juges dans les différens Tribunaux de Justice, & comme Avocats pour plaider les Causes des particuliers. Plusieurs relations disent que le célèbre Fanatique Guillaume Penn, en établissant sa République Américaine de *Pensilvanie*, n'y voulut admettre ni Médecin, ni homme de Loi. Quand le fait seroit vrai, c'est un exemple qu'aucun sage Souverain ne doit imiter. Cela est bon, tout au plus, pour la plaisanterie, & pour fournir matière à un Bel-esprit de dire quelque bon mot. Un homme qui n'aura pas acquis les talens que nous venons d'exiger d'un Jurisconsulte ne jugera jamais bien que par hazard, surtout si l'affaire, qui fait l'objet de son jugement, est compliquée.

Jurisprudence, & sa nécessité.

§. 24.

MAIS, dit-on, les *Conseils de Guerre*, qui ne sont composés que de

L'Exemple des *Conseils de Guerre* ne prouve rien con-

(*) *Jurisprudentia est habitus practicus recte judicandi de actionibus hominum secundum Leges.*
Tome I. M

tre la né-
cessité de
la juris-
prudence.

gens d'Epée, & qui n'ont de règle que le Code Militaire, portent des Jugemens fort équitables sur les objets qui parviennent à leur décision. Ils décident des cas Civils & Criminels avec justice & avec brièveté; tandis que, dans les Tribunaux composés de Gens de Loi, les procès ne finissent point, & qu'on en voit émaner souvent des Sentences qui semblent n'être point dictées par l'Equité. On répond d'abord: Dans les Conseils de Guerre, les affaires, les procédures y sont portées toutes préparées par les Auditeurs, ou autres Gens de Loi, qui expliquent & le cas & la Loi aux Juges Militaires; & quand, après cela, ceux-ci se seroient trompés dans leurs Jugemens la chose est envoyée, en dernier ressort, au Souverain, qui peut corriger les fautes de ces Juges. Cette double précaution est une espèce de correctif qu'on a mis à la Judicature Militaire, que d'autres considérations ont rendu nécessaire. Et avec toutes ces précautions même, qui nous assurera que bien des pauvres infortunés ne soient pas conduits au supplice, auxquels d'autres Juges, prononçant sur les mêmes Loix, auroient conservé la vie? Il y a des inconvéniens à tout. Le choix des moindres est la plus grande perfection où les hommes peuvent atteindre.

§. 25.

Jurisdic-
tion Con-
sulaire.

LA *Jurisdiction Consulaire* est tout autre chose. Ces Tribunaux, qui décident des affaires de Commerce, sont composés & de Gens de Loi & d'habiles Négocians qui connoissent mieux que tout autre les principes & les usages du Commerce & de la Navigation. De pareils établissemens sont sages, sont indispensables chez les Nations Commerçantes. Ils terminent les affaires avec une promptitude admirable, & ont aboli toutes les formalités inutiles de leurs procédures.

§. 26.

Doute
qu'on pro-
pose sur le
Principe,
que le
Prince est
le Juge
Souverain
de son
Peuple.

TANT de grands hommes ont posé pour Principe, tout le monde dit depuis si long tems, que *le Prince est le premier Juge, le Juge Souverain, le Juge né de ses Peuples*, qu'on n'oseroit être d'un avis différent. Mais quand cela seroit vrai selon le Droit rigide de la Nature & des Gens, c'est un Droit que le Prince ne sauroit exercer, & qui par conséquent devient égal à zero. Tous mes Lecteurs ont le droit de semer & de recueillir dans les Terres Australes, qui sont dévolues au premier occupant, mais personne ne peut exercer ce droit, qui est nul par-là. D'abord, un Prince ne sauroit aquérir la Science d'un Jurisconsulte consommé sans négliger d'autres connoissances politiques beaucoup plus nécessaires à l'emploi de Souverain. S'il possède de vastes Etats, comment seroit-il possible que toutes les affaires litigieuses fussent rapportées à son Trône? C'est vouloir compter les Etoiles que prétendre juger tous les différens de détail d'une Nation; & quand la chose seroit possible, tous les Sujets

Sujets seroient ruinés par la lenteur inévitable de l'expédition. En troisième lieu, dans tous les cas où les Amendes pécuniaires, la confiscation aux travaux publics, auroient lieu, le Souverain seroit Juge & partie, puisque ces peines tournent à son profit. Voilà donc un Principe de Droit Naturel & des Gens qui est dangereux, d'une exécution impossible, & contraire à l'Équité. Mais autre chose est d'avoir le *Droit de la Législation*, & celui d'établir des Magistrats, ou de juger soi-même. Le Souverain possède incontestablement les deux premiers (Chap. III. §. 19.); mais le dernier paroît sujet à bien des contradictions. Il est vrai que, dans les cas importants, tout Sujet a le Droit d'Appel au Souverain; mais celui-ci fait très sagement s'il ne décide pas, même en dernier ressort, de son propre chef, ce qui le mettroit à tout moment en risque de faire une injustice, & réduiroit à rien l'autorité de tous les autres Tribunaux. Il doit au contraire établir une Cour de Justice composée des plus respectables personages de la Magistrature pour juger les affaires qui sont portées devant son Trône; & c'est dans ce Sénat qu'il peut, tout au plus, présider. Rien n'est si affreux que quand un Prince renverse de sa propre autorité les Jugements uniformes de toutes les Instances par lesquelles un procès aura passé, & qu'il en décide d'une manière opposée. Une pareille décision est toujours une injustice manifeste, & la marque certaine d'un Despotisme outrageant pour les Loix & les Juges. À toutes ces raisons l'Auteur de l'Esprit des Loix en ajoute encore une autre, lorsqu'il dit (Liv. VI. Chap. 5.) „ De „ plus, le Prince perdrait le plus bel attribut de sa Souveraineté, qui est „ celui de faire grâce; car il seroit insensé qu'il fit & défit ses Jugements: il ne voudroit pas être en contradiction avec lui-même. „ Outre que cela confondroit toutes les idées, on ne sauroit si un homme seroit absous, ou s'il recevrait sa grâce.

§. 27.

Il s'en suit de ceci, que le Souverain doit établir des Magistrats & des Tribunaux de Justice dans tous ses Etats. Chaque Ville doit avoir ses Juges & ses Magistrats subalternes, dont les dénominations varient dans tous les pays, mais dont l'autorité a des limites marquées. On les détermine ordinairement par l'importance des litiges, en fixant la somme sur laquelle chaque Juge, ou chaque Magistrat, peut prononcer, & au delà de laquelle les parties peuvent revenir de leurs Sentences par voie d'Appel à des Tribunaux supérieurs. Il y a d'autres Magistrats dans les Villes pour les affaires de Police dont nous aurons occasion de parler au Chapitre suivant.

Tribunaux de Justice & Magistrats.

§. 28.

Manière
d'exercer
la Justice
dans le
plat-pais.

Jurisdic-
tion des
Seigneurs
& de ceux
qui possè-
dent les
Terres
Seigneur-
iales.

LA Campagne, ou le plat-pais, est partagé en *Domaines*, ou Terres appartenantes au Souverain, en *Terres Seigneuriales*, soit Ecclésiastiques soit Civiles, & en *Terres Communes* possédées par de simples Paisans ou autres particuliers. Les Bourgs, Villages & Hameaux, qui font partie des Domaines, sont sous la Jurisdiction immédiate du Souverain, de même que ceux des Terres Seigneuriales, la haute & basse Justice, & les habitans de ces Terres sont Vassaux & Sujets du Seigneur. Cependant cette haute & basse Justice est une prérogative qui sonne plus à l'oreille qu'elle n'a de réalité; Car elle ne rend pas un Gentilhomme qui la possède Maître absolu de la vie & des biens de ses Sujets; ceci seroit contraire aux Principes mêmes de la Souveraineté, que nous avons établis; mais elle range simplement les Vassaux & Paisans sous une dépendance Intermédiaire de leur Seigneur. Car, quoique la Justice Civile & Criminelle, dans ces Terres, soit renduë au nom du Seigneur Local, chaque Sentence, qui regarde un objet important, ou qui inflige une peine Corporelle, ou qui va à la vie du Paisan, est confirmée & autorisée par les Tribunaux supérieurs de l'Etat. Le dernier des manans a toujours, dans les cas graves, le Droit d'Appel au Souverain; & celui-ci conserve, sur chaque Citoyen du pais, le Droit de Vie & de Mort, d'enrôlement pour l'Armée, pour la Flotte, ou pour d'autres besoins urgens de l'Etat &c. Au reste, les limites de ce privilège de haute & basse Justice sont plus ou moins étendus, ou resserrés, dans les différens pais de l'Europe, & souvent dans les différentes Provinces d'un pais. On a soin de placer dans chaque Village un Maire, ou Juge, avec un ou plusieurs Echevins, ou Assistans, pour veiller au bon ordre, & régler les petits débats. Ils sont comptables au Justiciaire du Seigneur Suzerain, qui doit être un homme de Loi habile. Celui-ci a ordinairement la direction de la Justice dans la Terre; il doit observer toutes les formalités du Droit, rendre compte au Seigneur des affaires litigieuses, lui expliquer ce qui est de Droit dans chaque cas, & le guider lorsqu'il dicte des Sentences. Mais le Seigneur conserve la prérogative de prononcer; il est seul responsable au Souverain de la Justice qu'il rend, & le Justiciaire n'est tout au plus que le Conseiller du Suzerain. C'est un grand abus quand les choses sont réglées autrement. Si la Jurisdiction est vaste, on adjoint au Justiciaire un Aëtuair, ou un autre Avocat, pour l'assister. Il n'est pas nécessaire de dire que chaque Jurisdiction doit avoir sa Prison, & tout ce qui est requis pour exercer le Pouvoir Coactif.

§. 29.

Tribu-
naux per-
manens
établis
dans les
Provinces.

CHACQUE Province doit avoir sa Régence particulière établie dans sa Ville Capitale, & qui devient le *Forum* naturel & compétent de tous les .

les habitans de cette même Province, de quelque rang & condition qu'ils puissent être. Cette Régence juge au nom du Souverain de tous les cas Civils & Criminels. On peut cependant Appeller de ses Sentences, dans les affaires Civiles, aux Tribunaux supérieurs de la Capitale de l'Etat, ou en Cour; & les affaires Criminelles sont toutes envoyées à la confirmation du Souverain. On a coutume de placer un Chancelier, ou un Président, à la tête de cette Régence, avec un Directeur, ou Vice-Président, sous lui, quelques Conseillers, Assesseurs, Rapporteurs, Secretaires, Archivaires, & autres Officiers subalternes de la Magistrature. Les dénominations de ces Tribunaux de Justice varient dans tous les païs; mais qu'on les nomme Régences, Sénats, Parlemens; qu'on appelle les Magistrats, Grands-Juges, Premiers Présidens, Présidens à mortier, Conseillers, Chérifs, Alguasils, &c. peu importe, pourvu que la chose existe, & que chaque Province ait sa Cour de Justice permanente; car c'est une mauvaise Maxime, comme dans quelques païs, d'envoyer de tems en tems de grands Juges, ou Députés, tenir des Assises dans les Provinces, vu que les procès sont cruellement retardés par-là, & que les Juges n'ont pas la suite des affaires dans la tête, ou les expédient en courant, pour avoir plus tôt fait.

§. 30.

DANS la Capitale, il faut établir *trois Chambres de Justice, ou Sénats*, ^{à Trois Sé-} qui jugent, en dernier ressort, toutes les affaires importantes qui sont ^{nats dans} en litige dans tout l'Etat. Chacun de ces Sénats doit avoir un Minis- ^{la Capita-} tre d'Etat, ou un autre personnage de même rang, à sa tête, qui a sous lui un Président, un Vice-Président, des Conseillers, des Référéndaires & tous les autres Officiers de la Justice. Par ce moyen, les procès les plus importans passent par les trois Sénats, comme par trois instances, & c'est tout ce qu'on peut imaginer de mieux pour faire rendre une exacte justice aux Sujets sans les ruiner par des longueurs. Les vœux humaines ne s'étendent pas plus loin, & les lumières de trois Sénats doivent suffire pour la perfection de la Justice. La grandeur d'un Etat détermine toujours les arrangemens qu'il faut faire pour ces Tribunaux & la quantité de Juges qu'il convient de placer dans chaque Sénat. Il ne faut point accabler un Juge par trop d'affaires, ni accabler les Sujets par trop de Juges. En France, les Parlemens répondent à ces Maximes par les différentes Chambres qui y sont établies. Cependant on croit être fondé à dire que le plan général pour l'administration de la Justice pourroit y souffrir encore quelque réforme avantageuse, & qu'il devroit être totalement changé en Angleterre.

§. 31.

Renvoi
des procès
aux Uni-
versités.

DANS presque toute l'Allemagne on a la coutume, après que les procès ont été plaidés & jugés par devant les Tribunaux ordinaires du pais, d'envoyer toutes les pièces à une, ou successivement à trois Universités, pour les faire décider en dernier ressort. La dernière de ces Sentences est ordinairement sans Appel, à moins que, dans des cas extraordinaires, la partie qui se croit lésée n'obtienne, ou un *rétablissement en entier* (*restitutio in integrum*), ou le bénéfice de la révision, auquel cas le procès recommence de nouveau à ses fraix & dépens. Pour cet effet, tous les Professeurs en Droit de chaque Université forment un Sénat, qu'on nomme Faculté Juridique, (*Facultas Juridica*), & ce Senat à un Chancelier, ou un Directeur, qui distribue les pièces, les fait examiner, peser, & dresser la Sentence avec les raisons du Jugement (*). Cette méthode n'est pas mauvaise, car ordinairement ces Professeurs sont des gens fort habiles, & consommés dans le Droit. Les parties ne savent jamais à quelle Université les pièces du procès sont envoyées, ce qui prévient toutes les manœuvres & les corruptions. La Sentence est rendue au nom du Souverain du lieu où le procès a été entamé.

§. 32.

Magif-
trats des
Pupilles
&c.

C'EST un Institut bien sage que celui des Chambres de Justice pour les Orphelins, Pupilles & Mineurs. Pour former ce Collège, on choisit des Magistrats intègres qui sont proprement les Tuteurs supérieurs de tous les Pupilles de l'Etat. Ce sont eux qui veillent à la conservation des biens des enfans qui ont eu le malheur de perdre leurs parens en bas âge: ils confirment les Tuteurs qu'une disposition paternelle peut leur avoir destinés, ou bien ils leur en donnent d'autres. Les Tuteurs sont obligés de leur rendre compte de l'administration qu'ils ont faite des biens de leurs Pupilles jusqu'à l'âge de la Majorité. On plaide devant eux les Causes des Mineurs &c. Chaque Etat peut ajouter à ces Tribunaux de Justice plusieurs autres, selon que sa constitution & ses besoins l'exigent. C'est ainsi que nous voyons en France les Cours Souveraines, en Allemagne les Cours des affaires Féodales &c. Il faut seulement prendre garde de ne pas multiplier les êtres sans nécessité, vu que le trop grand nombre de Magistrats devient pernicieux.

§. 33.

Justice
Criminel-
le & son
objet.

LA *Justice Criminelle* doit surtout avoir ses Tribunaux séparés. Comme il y va de l'honneur, de la liberté & de la vie des Sujets, le Sou-

(*) *Cum rationibus dubitandi & decidendi.*

Souverain ne sçauroit donner trop d'attention à y placer d'excellens Juges. L'esprit de ces Tribunaux & des Loix Originelles doit être un sage & exact milieu entre la trop grande sévérité & la trop grande douceur. Trop de rigueur contre un coupable révolte l'humanité, d'autant plus qu'il n'est pas trop bien décidé par les principes du Droit Naturel à quel point la vie d'un homme est au pouvoir des autres hommes. Trop de clémence, au contraire, pour un Criminel devient une vraie dureté pour le Public, par le danger de la conséquence. Le triste & lugubre appareil dont la Justice Criminelle accompagne l'exécution de ses Sentences n'est que pour frapper le Peuple, & en imposer par l'exemple. Ce seroit une vengeance basse & abominable que de faire expirer un Malfaiteur dans les supplices s'il n'y avoit d'autre objet; au contraire si le Juge pouvoit sauver les douleurs à un Criminel, il le feroit, il lui apporte même tous les soulagemens qu'il peut; mais les Rouës, les Bûchers n'ont été inventés que pour inspirer de l'horreur à ceux qui pourroient être tentés de commettre des Crimes.

§. 34.

Dans qu'on voit, en Angleterre, & en Prusse, que tous les Crimes se découvrent, qu'ils sont punis, que la Justice est rendue, que la Société n'en souffre point, il est presque barbare de ne pas abolir *l'usage de la Question*. Quiconque des entrailles, & a vu une fois faire cette violence à la Nature humaine, ne sçauroit s'empêcher, je pense, d'être de mon sentiment; & je ne conçois pas comment on peut laisser subsister en France la coutume de donner à un Criminel, après qu'il a été condamné à la mort, la Question ordinaire & extraordinaire. Cette rigueur se concilie difficilement avec l'aménité du caractère & la douceur des mœurs de la Nation Françoisë. Tous les Malfaiteurs n'ont pas des complices; & il y a des moïens moins inhumains pour les découvrir. Cependant je conviens qu'il est des cas (mais ils sont si rares) où l'on ne sçauroit presque s'empêcher d'user de la Torture, comme dans les Conspirations, ou lorsqu'un pays est infecté par des troupes de Brigands & de Cartouchiens.

Abus & usage de la Question.

§. 35.

Il est de la nature de la Justice Civile & Criminelle que toutes ses procédures soient faites publiquement. Le Barreau doit être ouvert à tout le monde; & il n'y a rien de secret dans les Plaidoyers. Si l'on arrête un Criminel d'Etat, & que son Crime soit tel qu'il s'y trouve impliqué des Puissances voisines, ou Etrangères, que l'on veut menager, ou que le bien de l'Etat demande que les circonstances de l'affaire restent cachées, l'on doit nommer une Commission de Magistrats éclairés & fideles, auxquels on fait promettre le secret par serment, qui

La Justice doit être rendue publiquement.

qui examinent & jugent le Crime. Mais c'est une injustice affreuse quand le Souverain fait enlever, sous prétexte, & quelquefois sur le simple soupçon de Crime d'Etat, un Sujet, qu'il l'enferme entre quatre murailles, qu'il lui fait secrettement, seul & de sa propre autorité, le procès, & le fait périr en cachette, ou sur un Echafaut, sans rendre son Crime public. Un pareil procédé est une vraie Tyrannie, qui met la vie du plus honnête homme dans un danger perpétuel. Les procédures du Senat de Venise sont si abominables à cet égard; elles choquent si fort le droit Naturel des hommes, qu'on ne peut qu'en détourner les yeux.

§. 36.

Office du
Grand
Chancel-
lier.

L'Officier du *Grand Chancelier* n'est pas proprement de juger, ce qui lui donneroit une autorité dangereuse; mais il doit avoir un œil attentif à tous les Tribunaux de l'Etat, pour que ceux-ci jugent bien, & que chaque Magistrat fasse son devoir. Comme il est impossible que le Souverain puisse connoître tous les Sujets employés dans les affaires de Justice, leurs talens, leur habileté, leur droiture, c'est au Grand Chancelier de s'en procurer une exacte connoissance, & de proposer à son Maître les Candidats qu'il croit convenables pour remplir les places vacantes. Il doit veiller, de plus, au maintien des Loix, & en proposer de nouvelles, si le besoin l'exige. On voit bien que cette Charge est une des plus importantes de l'Etat, que le bonheur de la Société en dépend, que le Souverain ne sçauroit être trop circonspect à choisir, pour l'occuper, un personnage habile, intégrè, incorruptible, sans préventions, sans passions, & sans opiniâtreté; personnage, hélas, qui est très rare!

§. 37.

Caractère
des Ma-
gistrats.

En général tous les Magistrats doivent être des hommes respectables par leur caractère, leurs talens, leur âge, & leur intégrité. Il est ridicule de rendre ces Charges vénales, & qu'un Sujet ignorant, ou mal intentionné, puisse acheter à prix d'argent le privilège de décider de la fortune & de la vie des autres Sujets. La Justice veut être décorée d'un appareil imposant. Telle est la foiblesse du vulgaire que de vastes perruques, ou de longues robes, lui inspirent une certaine confiance, & le persuadent que ses Causes sont bien jugées. On a vu des Princes qui ont forcé les Avocats, & d'autres gens de Loi, de se parer d'un habillement ridicule; plaisanterie bien mauvaise, bien contraire à la gravité qui doit accompagner les Ordonnances d'un Souverain, & à l'idée qu'il convient de donner au Peuple sur l'estime que méritent ceux auxquels il confie ses intérêts & son bien-être! Quittons de pareilles puérités pour parler d'objets plus essentiels. De
deux

deux choses l'une, ou il faut accorder aux Magistrats de grandes distinctions, ou de grands émolumens. C'est une illusion bien forte de croire qu'un véritablement habile homme veuille servir l'Etat, si sa Charge ne lui donne un rang distingué, ou ne lui fournit les moyens de faire sa fortune. Il n'y a que des insensés, ou des mauvais sujets, qui servent pour une bagatelle & sans honneurs; & c'est le plus grand malheur quand un pais est pourvu de pareils Magistrats.

§. 38.

LES LOIX ne scauroient être assez sévères contre les *Corruptions* des Juges. C'est un Crime qui met en défaut la Sagesse des Loix, la prévoyance du Législateur, & l'autorité du Souverain. Il faut punir & celui qui donne pour corrompre & celui qui reçoit; car c'est vouloir faire un vol que de vouloir à prix d'argent gagner une Cause injuste; & un homme capable de vendre la Justice est un lâche qui ne mérite pas d'occuper l'important emploi de Juge. Mais ce qui est très différent des Corruptions, ce sont les *Epices*, ou certains petits revenans-bon que les Juges tirent des procès. Celles-ci sont permises, & même nécessaires. Ce sont de petits encouragemens accordés aux Juges, qui les réveillent quand ils pourroient s'endormir sur les Causes; & d'ailleurs, si les procès ne coutoient rien, la Chicane n'auroit point de fin, tout le monde deviendroit Plaideur. Le Souverain doit faire une *Taxe* qui règle non seulement ces *Epices*, mais aussi le salaire des Avocats, & en général tous les frais des procès. En Prusse, à la fin d'un procès, l'Avocat dresse un Mémoire détaillé de son salaire, & de tous les autres fraix qu'il a déboursés; le Tribunal qui a Jugé en dernier ressort modère ce compte selon la taxe & l'équité, & les parties sont obligées de le payer incessamment.

§. 39.

CHACQUE Tribunal doit avoir sa Chancellerie où s'expédient toutes les Sentences rendues, & autres pièces des procès. Il faut tâcher, autant qu'on le peut, d'y placer des gens habiles & incorruptibles. Chaque expédition leur étant payée selon la taxe, ils gagnent à mesure de leur activité & des peines qu'ils se donnent. Il est important que tous les Officiers subalternes de la Justice soient d'honnêtes gens, qu'ils ne soient point après à l'argent, & qu'on les punisse sévèrement toutes les fois qu'ils veulent écorcher de pauvres plaideurs qui tombent entre leurs mains.

§. 40.

Avocats,
Procureurs &
Notaires.

Les *Avocats* plaident les Causes Civiles & Criminelles, les *Procureurs* défrichent les procès & observent les formalités, les *Notaires* légalisent les Contrâts & les autres Actes Juridiques des Citoyens. Ces trois emplois sont très nécessaires dans la Société, & très différens les uns des autres. Il est des pays où l'on a crû bien faire en abolissant les *Procureurs*; mais l'expérience a fait voir qu'on s'est trompé, & qu'il falloit les conserver en leur prescrivant une règle qui put les empêcher de devenir les Sang-Sues du Peuple. Ce n'est jamais l'affaire d'un habile Avocat de perdre son tems à vaquer aux menus détails d'un procès; Ce métier là n'est pas fait pour un *Patru*; & l'on ne sçauroit assez se donner de peine pour avoir de grands hommes dans un emploi dont dépend si souvent la vie ou la fortune d'un Citoyen. Les *Procureurs* doivent être des gens actifs, laborieux, & désintéressés; & les *Notaires* des hommes surs, véridiques, & dignes de foi. Le Souverain doit bien se garder d'avilir ces emplois; il fera bien au contraire de leur donner un rang honorable dans la Société.

§. 41.

Bourreau.

IL n'en est pas de même des Exécuteurs des Sentences de la Justice Criminelle. Il y a des pays où ils sont réputés infâmes, ce qui est un grand abus; car s'il n'y avoit pas de Bourreau, le premier Magistrat seroit obligé d'en faire l'office. Cependant ce seroit là un état violent pour ce Magistrat, dont la nécessité absolue lui seroit un cruel devoir; au lieu qu'un Bourreau fait ce triste métier par choix, & l'embrasse par intérêt comme une profession, ce qui marque un cœur dur, des sentimens bas, une âme de boüe. Une pareille façon de penser mérite bien l'aversion & le peu d'estime que le reste du Peuple a pour ces sortes de gens, dont les Valets, encore plus misérables, sont employés aux travaux les plus vils & les plus dégoutans. Cependant, comme il faut qu'il y ait de ces espèces d'hommes, le Souverain doit empêcher qu'on ne leur fasse d'affront, ni que personne ose les insulter, ou les troubler dans les différens exercices de leurs Charges; il faut même tâcher d'adoucir autant qu'il est possible l'amertume du sort du dernier des hommes.

§. 42.

Attention
constante
à tenir les
Loix en
vigueur.

C'EST ainsi qu'on a tâché de rendre le plus brièvement qu'il a été possible les Préceptes que peut donner la Politique pour les Loix, la Législation, & l'administration de la Justice. Je ne sçauois quitter cette matiere sans faire la réflexion générale qui suit: Ce sont moins des Loix

Loix nouvelles que les Peuples demandent à leur Souverain, que l'exécution des Loix anciennes. Il ne suffit pas de montrer une grande chaleur à faire un Code, ou quelques Ordonnances, il ne faut jamais se relâcher dans l'observation de ces Loix. Anacharis, Philosophe Scythe, attiré du fond de son pays en Grèce par la réputation de ses prétendus Sages, disoit un jour à Solon: *Tes Loix ressemblent à des toiles d'Araignées. Les foibles & les petits s'y prendront, & s'y arrêteront; mais les puissans & les riches les rompent sans peine, & s'en débarrasseront.* C'est un reproche vrai & judicieux que doit éviter tout sage Législateur, tout Souverain, qui met sa gloire à faire le bonheur de ses Peuples.



C H A P I T R E VII.

De la Police.

§. 1.

LE premier Président du Harlay, en recevant M. d'Argenson à la Charge de Lieutenant Général de Police de la Ville de Paris, lui adressa ces paroles, qui méritent d'être remarquées: *Le Roi, Monsieur, vous demande sûreté, netteté, bon-marché.* En effet ces trois articles comprennent toute la Police, qui forme le troisième grand objet de la Politique pour l'intérieur de l'Etat (Chap. III. §. 30.) Nous suivrons, dans le développement des règles de la Police, cette division, qui est simple & naturelle. Nous abandonnerons aux Sçavans, qui aiment le Grec, la division ordinaire de la Police en *Agoronomie* qui est l'Intendance des Marchés & en *Astronomie* qui est le soin des Edifices & de la menue Police. C'est aussi confondre les matières, & mettre de la confusion dans les différentes branches du Gouvernement, que d'étendre les Offices des Magistrats de Police à d'autres objets que les trois dont on vient de parler, erreur cependant où bien des Auteurs sont tombés. Mais nous ne disputons avec personne sur les choses, encore moins sur les mots.

Division de l'objet de la Police.

§. 2.

AUTRE chose est néanmoins la *Police des Villes*, autre chose la *Police des Villes & de la Campagne*, ou du plat-pays. L'une n'a ni les mêmes Magistrats, ni les mêmes objets, ni la même étendue que l'autre, comme on le verra tout à l'heure. Nous commencerons par la Police des Villes.

Police des Villes & de la Campagne. Critique prévenue.

Mais avant tout prévenons le Lecteur sur un article. En parcourant avec lui le Labyrinthe de la Police, nous serons obligés de descendre souvent dans des détails qui lui paroîtront ou ignobles, ou puérils. Cependant on ne sçauroit faire autrement. Ces minuties sont de l'essence de la matière que nous traitons, & ennoblies par la grande utilité qu'elles portent à l'Etat. Notre Système resteroit incomplet, si, par une délicatesse déplacée, nous voulions retrancher de cet Ouvrage tous les objets qui ne paroissent pas assez relevés, mais qui sont nécessaires.

§. 3.

Magistrats
de Police
pour cha-
que Ville

Lieute-
nant-Gé-
néral de
Police.

CHACQUE Ville, soit grande soit petite, doit avoir sa Police, mais avec cette différence, que, dans les petites Villes, on en peut commettre le soin aux Magistrats ordinaires, tandis que, dans les Capitales, les grands Ports de Mer &c. il faut créer des Magistrats particuliers. Le Chef de cette Magistrature est appelé communément *Directeur*, ou *Lieutenant-Général, de la Police*. Cette Charge est d'une si grande conséquence pour l'Etat, & demande tant d'autorité, qu'il seroit convenable de ne la confier qu'à un Ministre, ou à quelque autre personne fort considérable; & comme il n'y a guère d'emploi où celui qui l'exerce puisse faire plus d'usage de ce qu'on appelle le *tour du bâton*, que dans celui-ci, la prudence Politique veut qu'on y attache des appointemens considérables, qui condamnent le Chef de la Police, & qui justifient le Souverain au cas que celui-ci se voye obligé de le punir sévèrement pour sa rapacité exercée contre les Citoyens. Il faut aussi que ce soit un homme de Loi, qui possède toutes les qualités que nous avons requises dans un bon Juge, parce qu'il n'y a pas d'heure dans la journée où il ne soit dans le cas de juger.

§. 4.

Division
des Quar-
tiers, &
Commis-
saires.

Le bon ordre veut que toutes les Villes soient partagées en quartiers. Paris est divisé en vingt quartiers. Comme il y a peu de Villes de cette étendue, ni aussi peuplées, on peut diviser une Ville en 4, 8, ou 12 quartiers. Chaque quartier doit avoir son *Commissaire* auquel est commise la Sous-Intendance de la Police, qui juge des menus-détails, & qui fait son rapport des cas importans au Lieutenant-Général, & au Conseil de la Police. Si la chose est possible, il ne faut prendre pour cet emploi que des gens domiciliés dans le quartier, qui aient quelque teinture des Loix, & qui sachent, au-moins, manier la plume. Plus ces Commissaires seront habiles, intègres, prudents, désintéressés; & mieux la Police sera administrée. Ils doivent être revêtus d'une autorité du second ordre, c'est-à-dire, qu'ils jugent; mais dans les affaires de conséquence on peut revenir de leur Jugement par voie d'Appel. Au reste, ils sont tenus de veiller à tous les objets, soit en général soit

soit en détail, de la Police, que nous développerons ci-après ; & tous les Citoyens doivent leur porter la considération & l'obéissance qui est due à leur caractère & à leur Charge.

§. 5.

LE Lieutenant-Général de Police, & les Commissaires de quartier Sénat de Police. doivent s'assembler deux fois par semaine, & , avec le concours de deux Conseillers Jurisconsultes, former un Sénat de Police où toutes les affaires importantes, du ressort de la Police, sont jugées définitivement. On excepte toujours la voie d'Appel au Souverain dans les cas extrêmement sérieux, & on suppose la Confirmation pour les châtimens corporels. De ce Sénat dépendent les Commissaires des Marchés, le Guet, les Valets de Ville, & toutes les personnes, sans exception, qui ont quelque Charge, soit grande soit petite, dans la Police.

§. 6.

COMME cette Police a pour but le bon ordre de la Société en général, il est clair que tous les Membres de la Société, de quelque rang & condition qu'ils puissent être, lui sont subordonnés. Cette Maxime générale est néanmoins sujette à plusieurs exceptions & modifications. Les personnes qualifiées, ou employées dans des Charges considérables de l'Etat, sont sensées concourir elles mêmes au maintien de la Police ; & les Magistrats n'ont ni le droit ni le pouvoir de les juger avec les mêmes formalités, ni avec la même rigueur que les personnes du commun peuple. On peut réprimer leurs attentats, on peut les punir, lorsqu'elles contreviennent à la Police, mais c'est par la voie des Tribunaux supérieurs qui sont leurs seuls Juges, leurs Juges naturels. *Il doit y avoir une juste proportion entre les délits & les châtimens ;* c'est une règle sans exception ; mais dans l'évaluation de cette proportion, la naissance, le rang des Citoyens, & plusieurs autres circonstances doivent être comptés & mis en balance. Il y a des genres de châtimens qui ne sont pas faits pour toutes les classes des Citoyens. Un manant, qui aura cassé les Lanternes des rues, peut être mis au Carcan ; mais une pareille punition ne sauroit être infligée à un homme considérable ; il y a d'autres moyens de le corriger sans le flétrir. Si une Cour de Justice s'avisait de blâmer un Fiacre, un polisson, la correction seroit bouffonne & le toucheroit peu ; si la Cour blâme un bon Bourgeois, un Artisan bien établi, il est au désespoir. Un Gentilhomme est plus puni par la disgrâce de son Prince, par quelques jours d'arrêt, qu'un homme du bas-peuple par des châtimens corporels ; d'autres sujets sentent plus la peine des Amendes pécuniaires, & ainsi du reste. Les Loix doivent avoir pourvu à tout cela, & le Code de ces Loix doit Jurisdiction de la Police.
Proportion entre les délits & les peines, & entre les Coupables.

mettre les Officiers de la Police en état de juger les cas & les personnes respectivement à leur qualité.

§. 7.

Limites
de l'autorité
de la
Police.

L'AUTORITÉ des Magistrats de la Police n'est pas sans bornes. Où finissent ses limites c'est-là que commence l'autorité de la Justice Civile ou Criminelle. La Police arrête un Voleur, ou un autre Criminel, le jette en prison, forme son interrogatoire; mais elle remet à des Tribunaux supérieurs, ou au Souverain même, le soin de faire le procès & de prononcer la Sentence. Un Citoyen meurt; la Police, qui en est avertie, met le scellé sur ses effets, & abandonne à la Justice Civile tout ce qui reste à faire &c. La Police ne sauroit disposer de la main du Bourreau, c'est la Justice Criminelle qui seule peut l'employer; le pouvoir de la Police finit avec les Prisons, les maisons de Correction, les Amendes pécuniaires, les Carcans, & autres châtimens qui constituent les Malfaiteurs du bas-peuple. Dans les Cours de Justice la règle est que *là où il n'y a point d'Accusateur, il n'y a point de Juge*, c'est-à-dire, qu'on n'y prononce que sur les choses qui sont portées devant elles. Or cette Maxime laisseroit bien des mauvaises actions impunies, si la Police n'y portoit remède; car après avoir découvert un Crime, c'est elle qui s'enrge en Accusateur, & remet au *Fiscal* le soin de former la plainte & d'instruire le procès.

§. 8.

Trois ob-
jets de la
Police; vic,
honneur,
bien.

Le premier devoir de la Police c'est de procurer aux Citoyens la *sûreté pour la vie & leurs personnes, pour l'honneur, & pour leurs biens*. C'est pourquoi elle veille nuit & jour pour empêcher les Assassinats, les attaques, les guets-à-pens, les surprises violentes, les Libelles diffamatoires, les Pasquinades, les voies de fait entre les Citoyens qui les procurent ou les deshonnorent, les débauches publiques, le libertinage caché, les Vols avec ou sans fracture, les Vols domestiques, les Filouteries, les tromperies & faux sermens, les Crimes des Incendiaires, les querelles domestiques du commun Peuple, & tout ce qui peut troubler le repos public, ou faire le malheur d'un particulier. Les Loix doivent avoir prévu & spécifié tous ces cas, & la Police est attentive aux contraventions.

§. 9.

Secours
que prête
l'Etat Mi-
litaire à la
Police.

De jour, quand tous les Citoyens sont en action, les Crimes sont moins fréquens, & moins à craindre. Tout est vu, tout est paré par une prompte assistance. La force Militaire prête ses secours à la Police

Police par les Sentinelles & les Corps-de-garde qui sont répandus dans tous les quartiers, & aux enceintes des Villes. Les Commandans des Troupes doivent être sévères à empêcher que les Soldats en faction ne soient eux mêmes Voleurs, ou ne favorisent les Vols, les Crimes, & les irrégularités. Dans tous les cas où la Police a besoin du bras Militaire, chaque Officier, ou Soldat, doit obéir aux Magistrats de la Police qui, au bout du compte, commandent au nom du Souverain, & lui sont responsables. La nécessité de cette règle se manifeste bien clairement dans les émeutes populaires & autres accidens violens qui arrivent dans l'Etat. Il est très imprudent que, par une distinction ou prééminence chimérique qu'on accorde à l'Etat Militaire, on veuille le soustraire de la subordination que chaque Citoyen doit à la Police. En revanche, la Police ne doit employer le secours des Gens de guerre qu'en cas de nécessité, & avoir une attention particulière que les Officiers subalternes, les Bas-Officiers, & les Soldats soient honnêtement, sainement, & commodément logés, sans cependant surcharger les Bourgeois, ou les mettre au désespoir par les vexations du Soldat. Le Souverain doit cette attention à ses Sujets, qui enfin le nourrissent lui & tout son Etat Militaire, qui entretiennent toute sa grandeur, de ne pas accabler une Ville par une trop forte garnison; & c'est une invention admirable que celle des *Casernes* où l'on place surtout les Soldats mariés qui incommode le plus le Bourgeois. Celui-ci, au contraire, doit fournir au Soldat, dont le prêt n'est partout que fort modique, la lumière, le feu, l'eau, le sel & le vinaigre. C'est une espèce de contribution que chaque Citoyen paye, ou *in natura*, ou en argent. Il faut aussi contraindre le Bourgeois à vivre en bonne intelligence avec le Soldat qu'il loge & à ne le point chicaner mal à propos.

Logement
des Gens
de Guer-
re.

§. 10.

TANDIS que l'obscurité de la nuit favorise les Crimes, & que le sommeil des Citoyens empêche d'appercevoir les accidens funestes, la Police redouble son active vigilance. Dans les grandes Cités, comme Paris, elle entretient un Guet à Cheval, & un Guet à pié, qui sont sans cesse la patrouille. A Londres, il y a des Gardes de nuit dispersés dans toutes les rues, & armés d'un gros bâton avec lequel ils frappent contre les portes pour voir si on a oublié de les fermer. A chaque heure ils crient l'heure qu'il est, le tems qu'il fait, & le vent qui souffle, avertissement qui n'est essentiel que dans un Port de Mer aussi considérable, où tous les habitans sont intéressés plus ou moins dans la Navigation, où le Négociant, l'Assureur, l'Officier de Marine, auxquels les Vents contraires, les gros tems, les Tempêtes causent des insomnies, sont charmés de savoir dans leur lit à chaque heure de la nuit les variations de l'Air & des Vents, pour les guider dans leurs spéculations.

Le Gue.

tions de Commerce & de Navigation. Je ne connois pas de Ville où le Guët soit sur un meilleur pié qu'à Hambourg. Il y est enrégimenté, habillé d'uniforme, & armé comme le Soldat. Au déclin du jour, un Détachement de ce Guët monte la garde au son du Tambour, va occuper les différens Corps-de-garde dispersés dans la Ville, & se répand ensuite dans toutes les rues. Outre les armes ordinaires, chaque homme est muni d'une Crécelle qu'il tourne à toutes les heures, & avec laquelle il sçait faire un bruit capable de reveiller tous les habitans en cas de feu ou d'autre danger.

§. 11.

Précau-
tions con-
tre les Bri-
gands.

UN des principaux objets de la Police c'est d'empêcher que la Ville ne soit infectée par des Troupes de Bandits & de Brigands. Rien ne met la sureté publique plus en danger. Pour cet effet le Lieutenant de Police doit être exactement instruit de tout ce qui entre dans la Ville; & un Etranger ne doit pas être choqué si, aux portes de la Ville, il est interrogé succinctement sur son nom, son emploi, les motifs qui l'amènent, & le logement qu'il compte d'occuper. Cette déposition est ensuite confrontée avec la Liste que les Aubergistes, & les autres personnes qui logent des Etrangers, sont obligés d'envoyer tous les soirs au Commissaire de leur quartier; & cette précaution, qui ne blesse en rien l'honnête homme, sert beaucoup à découvrir les traces & les menées des Filoux & des Vagabonds. Tous les trois mois, la Police fait la visite des quartiers chez les petites gens, Aubergistes, Cabaretiers &c. pour découvrir les personnes suspectes, les récepteurs des larcins, & les femmes de mauvaise vie. A la fin de l'année, on fait une visite générale dans toutes les maisons sans exception; & le Commissaire de chaque quartier, accompagné des Officiers de la Police, écrit combien d'hommes, de femmes, d'enfans, de Domestiques & de Locataires se trouvent dans chaque maison. Ce dénombrement (la seule façon de compter les hommes avec quelque certitude) est envoyé au Souverain, qui peut juger par là des progrès de la population, de l'industrie &c. & il sert aussi à la Police pour connoître la qualité des Citoyens, & de quels métiers ils se nourrissent.

Visite des
quartiers.

Dénom-
brement.

§. 12.

Contag-
ion &
maladies
épidémi-
ques.

NOUS avons déjà dit deux mots (Chap. V. §. 18.) de la Contagion & des Maladies épidémiques qui mettent la vie des Citoyens dans un danger continuel dès qu'elles règnent dans le pais. Nous avons conseillé (Chap. V. §. 21.) l'établissement d'un Sénat de Médecine, ou Conseil de Santé. C'est dans ces tristes circonstances, dans ces tems de désolation, qu'un pareil Sénat doit se montrer surtout actif & vigilant; mais la Police lui prête ses principaux secours, soit en faisant régner la propreté

propre parmi le commun Peuple, soit en pourvoyant aux besoins des malades & des infirmeries, soit en faisant enterrer promptement les Corps morts, & en prévenant toutes sortes d'infections. L'Expérience a fait connoître que, dans les tems de Peste, plus de malades périssent par le défaut de bons alimens, de secours, & de soins, que par la violence du Venin épidémique. Les Magistrats de Police, animés par leur devoir, par les sentimens de l'humanité, & par la Charité Chrétienne, portent à ces infortunés tous les soulagemens & toutes les consolations qu'ils peuvent recevoir. Ils établissent, de concert avec le Conseil de Santé, des Ministres, ou Prêtres, des Médecins, des Chirurgiens, des Apothicaires, des Garde-Malades, des Fossoyeurs, des Conducteurs de Chars mortuaires pour les Pestiférés. Tous ces gens doivent être vêtus de cuir lisse, ou de toile cirée, pour prévenir, autant qu'il est possible, la communication du Venin. Ils font distribuer aux Pauvres du Tabac à fumer, du Vinaigre, des bûches de Genevre, & autres préservatifs contre la Contagion, même des remèdes qu'on a inventés à cet effet. Ils font parfumer les Eglises & tous les lieux publics où il y a un concours de monde; ils font fermer les Friperies; en un mot ils prennent toutes les mesures que la prudence humaine, appuyée de l'expérience, peut imaginer pour arrêter les progrès de ce mal destructeur.

§. 13.

La sureté générale de l'Etat, & la sureté particulière de chacun de ses Membres, exigent qu'on ne permette point la publication des Livres impies, des Libelles contre le Gouvernement, des Ouvrages scandaleux & capables de corrompre la jeunesse, ou d'entraîner l'innocence au Crime. Ces considérations ont donné à la Police l'inspection sur les Imprimeries, Librairies, Colporteurs, & autres personnes qui débitent les Livres, & sur les Auteurs. Tel Ouvrage mérite d'être brûlé par la main du Bourreau, & son Auteur, comme celui qui le vend, d'être mis au Pilon, tel autre d'être supprimé, tel autre d'être confisqué. La liberté de la Presse ne veut être ni trop reserrée, ni trop étendue. On en fait quelquefois un grand abus en Hollande, & en Angleterre; on est un peu trop sévère en France; on est ridicule en Espagne; L'Inquisition y abrute tous les esprits. Il faut convenir cependant qu'à Paris le nombre excessif d'habitans & la vivacité de la Nation Française mettent les Magistrats de la Police dans la nécessité d'être un peu scrupuleux & sévères sur l'article des Livres qu'on nomme prohibés. L'Auteur d'un de ces Libelles contre la Cour ayant été découvert, & mené devant le célèbre M. d'Argenson, ce sage Magistrat l'interrogea sur les motifs qui avoient pu le séduire & le porter à une action si noire. *Eh Monseigneur, lui répondit l'accusé, ne faut-il pas que je vive? Je n'en vois pas la nécessité, lui repliqua froidement M. d'Argenson; & il n'avoit pas tort. Ces*

Libelles &
Livres dé-
fendus.

Liberté de
la Presse &
ses abus.

fortes d'Auteurs, indignes d'en porter le nom, sont des Infectes de la Société.

§. 14.

*Voyez de
fait.*

COMME, dans tous les païs policés, la voye de la Justice est ouverte à tout Sujet qui croit avoir raison de se plaindre d'un de ses concitoyens, toutes les voyes de fait doivent, au contraire, être très sévèrement défendues. Par cette raison, la Police est attentive qu'un Citoyen, de quelque rang qu'il puisse être, ne se vange d'un autre par des attaques personnelles, par des affronts, ou des insultes faites à la personne même, où à sa livrée. En France, on est si sévère sur cet article, qu'un homme qui en attendroit un autre au coin d'une rue, ou sur le grand chemin, pour lui donner une volée de coups de bâton, seroit puni de mort, parce que la sureté publique est blâcée par un pareil attentat, & qu'un homme qui frappe, ne pouvant mesurer ses coups, court risque d'assommer son adversaire. Le Domestique d'un riche Juif Portugais fut roué en Grève, pour avoir voulu casser une bouteille d'eau forte sur le visage d'une Actrice de l'Opera, & son Maître fut pendu en effigie. C'est une histoire connue de tout le monde, & qu'on ne rapporte que pour appuyer par un exemple le conseil qu'on donne d'imiter cette juste sévérité en pareil cas.

§. 15.

*Précau-
tions con-
tre les In-
cendies.*

VENONS à la sureté des biens. Souvent les flammes dévorent dans l'espace de quelques heures tout ce qu'un Citoyen a hérité de ses parens, ou acquis par ses travaux, ou accumulé par son économie. Il est ruiné, il est au désespoir. La Police doit donc prendre toutes les précautions possibles pour prévenir les Incendies, & pour arrêter les progrès de ceux qui arrivent malgré ces précautions. Dans les Villes où les arrangemens contre les Incendies sont mauvais, la moindre étincelle peut causer un embrasement. On a vu des rues, des quartiers, des Villes entières consumées par le feu; Mais partout où l'on prend de sages mesures contre le feu, il n'est presque pas possible que plus d'une Maison puisse être réduite en cendres. Je suppose, comme on le verra bientôt, que la Police a eu soin de tracer les rues de la Ville assez larges & assez spacieuses pour qu'on puisse approcher & porter des secours à l'édifice qui brule. On commence par obliger tous les habitans des Villes à bâtir solidement; & le Souverain en donne l'exemple par son Château, & par tous les bâtimens publics, surtout par les Maisons de Spectacles qui ne sçauroient être assez massives. Sous le toit, ou sur la plate-forme de ces grands édifices, on place un vaste réservoir d'où partent des tuyaux pratiqués dans les murailles, qui conduisent l'eau par toute la Maison, de manière qu'en tournant un robinet on puisse l'inonder.

Cette

Cette règle a plus d'une utilité. Celui qui n'a pas les facultés de construire sa Maison de pierres, ou de briques, & de la couvrir de tuiles, d'ardoise, de plomb, ou de cuivre, ne doit point bâtir, mais demeurer à loyer. La Police doit être inexorable sur cet article. Elle ne permet pas non plus à qui que ce soit d'avoir dans sa Maison au delà d'une certaine quantité déterminée de Poudre à canon, ou d'autres matières combustibles. Dans les visites des quartiers, on fait des recherches exactes si cette Ordonnance est suivie, & l'on punit rigoureusement ceux qui y contreviennent. En revanche, on a soin de faire construire, ou dans les Ouvrages avancés des Fortereses, ou à l'extrémité des Fauxbourgs, de grands Magazins à l'épreuve de la Bombe, où les Marchands de Poudre à canon, & d'autres matières combustibles, peuvent garder leurs provisions moyennant un petit loyer qu'ils payent. On oblige tous les Chefs de famille d'avoir constamment dans leurs maisons au-moins six Seaux de cuir, une hache, une échelle, une petite Seringue portative, & quelques autres outils servants à l'extinction du feu. Dans chaque grande Place, à côté des Eglises, près des Gréniers publics, ou d'autres bâtimens considérables, on fait construire une remise où l'on garde une ou plusieurs grandes Seringues à quatre roues. La Mécanique perfectionnée à fournir dans toute l'Europe, mais principalement en Allemagne, des modèles admirables pour ces sortes de Machines, surtout depuis qu'on y a ajouté l'invention des Buses, ou tuyaux de cuir, dont un bout jetté dans une Rivière, dans un Fossé, dans un Etang, ou dans un Puits, & l'autre attaché à la Seringue, suce l'eau, la conduit à une grande distance, & fournit continuellement d'eau les Pompes à feu. Les Caves, les Seaux & tous les autres instrumens pour éteindre le feu, sont gardés dans la même remise; & la Police entretient un Conducateur avec 6. 8. ou 10. manœuvres pour faire agir les Pompes. Ces hommes sont engagés par serment de se trouver auprès de leur Seringue à la première alarme, de se transporter incessamment au lieu du danger, & de faire tout ce qui est en eux pour éteindre l'Incendie. Ils n'osent pas, sans permission expresse, s'absenter de la Ville, & sont vêtus de farreaux de toile qu'on peut humecter, avec des Casques aux armes de la Ville en tête, pour se faire connoître & respecter par la foule qui accourt.

§. 16.

COMME la plupart des Incendies arrivent par le mauvais état des Cheminées, Fours & Fourneaux, la Police a non seulement soin de préférer un règlement aux Maçons sur la manière de construire ces Cheminées &c. mais elle établit aussi des Ramoneurs jurés, qui lui sont responsables de tous les malheurs occasionnés par leur faute, ou négligence, & qui avertissent le Commissaire du quartier toutes les fois qu'un propriétaire de Maison n'a pas suivi le règlement dans la construction de ses Cheminées. Ces Ramoneurs dépendent absolument de la Po-

Con-
tinuation
des pré-
cautions
contre le
feu.

lice. Sur tous les principaux Clochers de la Ville, il faut entretenir un homme, pour faire la garde nuit & jour, & pour sonner le Tocin, ou les Cloches, aux moindres vestiges de feu qu'il aperçoit. Tout dépend de la vigilance de ces gardes. Si l'Incendie éclate de nuit, il doit attacher au bout d'une longue perche une Lanterne, & la pendre du côté où est le feu, pour guider les Citoyens qui courent au secours; si c'est de jour, on se sert ordinairement d'un Drapeau rouge destiné au même usage. Le Guet, les Crieurs de nuit, & tout ce qui fait garde, avertissent aussi du danger de diverses manières. La garnison fait battre la caisse; & chaque Régiment, ou Compagnie, s'assemble d'abord au rendez-vous qui lui est assigné, pour se trouver prêts à pouvoir être employés par leurs Officiers commandans là où le besoin l'exige. Dans les Fortereses, on tire le canon des remparts. Le Gouverneur de la Ville envoie aussi d'abord un détachement de Troupes, ou quelques Compagnies de la Bourgeoisie, investir le quartier où le feu est, pour prévenir les désordres & empêcher le pillage affreux qui se fait toujours en pareille occasion. Le Commandant, le Lieutenant de Police, & tous ses Officiers doivent d'abord se rendre au lieu de l'Incendie, & employer toute leur autorité & toute leur intelligence pour le faire éteindre promptement. A la première alarme nocturne, chaque Père de famille doit poser une Chandelle allumée devant sa fenêtre. Par ce moyen toute la Ville est illuminée en un instant, & l'on voit clair pour marcher dans toutes les rues. Celui qui a négligé de le faire est mis à l'amende le lendemain. Tous les Ramoneurs de Cheminées, Maçons, Charpentiers, Couvresseurs, & autres Artisans employés à la construction des Maisons, ou qui savent grimper, sont tenus de se rendre également au feu, eux & leurs compagnons; ils s'y engagent par serment lorsqu'ils prennent la Maîtrise.

§. 17.

Caisse de
feu.

Si malgré tant de bras, tant de secours, & tant de précautions, un malheur arrive, on tâche de le réparer par le moyen des *Caisse de feu*, qui sont établies dans presque toutes les Villes policées, & qui devroient l'être aussi à la Campagne. Ces Caisse sont des espèces d'Associations de la plupart des Citoyens, qui se garantissent mutuellement leurs Maisons contre les Incendies. On se quotise d'abord pour rassembler un petit fonds dont on paye les menus fraix de cet admirable établissement. Chaque propriétaire de Maison taxe la sienne à un prix juste & équitable, & cette taxe est inscrite dans un Livre déposé à l'Hôtel de Ville sous l'autorité de la Police qui rend au propriétaire un billet d'Assurance que sa Maison a été en effet évaluée à tel ou tel prix. Dès qu'un Incendie est arrivé, les Magistrats de la Police examinent le dégât, en déterminent la valeur, & font une répartition générale sur toutes les Maisons inscrites, qui payent chacune tant ou tant par cent à proportion que leurs Maisons ont été taxées. Cette méthode est préférable

féralable à celle qui se pratique en beaucoup d'autres païs où chaque Maison inscrite paye annuellement une certaine somme fixe dont on forme un capital. C'est une contribution sordide qui mine les Citoyens, & qui devient tôt ou tard un moyen d'acquies pour le Souverain qui peut, dans des besoins pressans, se rendre Maître de la Caisse & en détourner les fonds. D'ailleurs cette dernière méthode rend les Citoyens indolens sur les Incendies. Qu'un malheur survienne, chacun est dédomagé, chacun n'en paye ni plus ni moins; mais les secours sont bien plus efficaces quand chaque habitant sçait qu'il est obligé d'ouvrir sa bourse pour concourir au dédomagement de celui qui perd. En Angleterre il y a des Compagnies d'Assurances autorisées, qui assurent aussi les cas d'Incendie pour les Maisons, meubles & effets. Ces Compagnies suivent à peu près le même plan que les Caissees publiques; & comme elles sont directement intéressées à la conservation des Maisons, les mesures qu'elles ont prises contre les Incendies sont admirables, & les secours qu'elles y apportent aussi prompts qu'efficaces. On leur paye quelques pour cent par an des effets assurés.

§. 18.

Les précautions que la Police peut employer contre les *Inondations*, ^{Inondations.} qui défont souvent les Villes & la Campagne, ne sont ni si assurées, ni si efficaces, ni aussi universellement applicables que celles contre les Incendies. La situation des Villes, la grandeur, la rapidité des Fleuves & Rivières qui les baignent, la nature & les propriétés du flux & reflux, la proximité des Montagnes où les fontes de Neige causent des crues d'eau & des torrens, toutes ces circonstances, & mille autres, déterminent les mesures que la Police peut prendre contre ces Inondations. Tantôt il faut détourner quelque Rivière, tantôt élargir son lit, tantôt arrêter ses fureurs par des Ecluses, des Diguees, ou des Canaux, tantôt pourvoir à ses écoulemens, tantôt il faut se munir de Barques, de Canots, de Bacs, & autres Navires, pour transporter sur des hauteurs les Citoyens qui habitent les quartiers bas & submergés, avec leurs effets. Il est impossible de prescrire la dessus des règles générales; tout ce qu'on peut faire est d'avertir la Police d'y penser, & de ne point négliger cet objet, vu que les Inondations forment un des plus cruels fléaux de la Nature.

§. 19.

Les Submersions & les Incendies sont des fléaux qui dévoient tout d'un coup les biens des Citoyens; mais il est d'autres maux, d'autres vices dans l'Etat, qui, pour être plus lents, plus sourds, plus imperceptibles, n'en ruinent pas moins les fortunes des particuliers, & qu'une sage Police doit par conséquent prévenir. L'Introduction des *Jeux de bazar*, peut-être mise à la tête de ces vices. On ne veut pas s'étendre en déclamations rebatuës contre le Jeu; mais il est certain que cette

manie, qui dégénère presque toujours en fureur, est une Peste pour la Société. Si les Jeux d'esprit, les Jeux d'amusement, doivent être considérés comme des récréations agréables, & même utiles, on ne sauroit envisager les gros Jeux, les Jeux de hazard, que comme des moyens d'acquiescer indignes d'un honnête homme, comme les ressources des lâcheurs, des escrocs, & souvent des Filoux, comme la ruine de mille honnêtes Citoyens qui sont la dupe des premiers, & comme des distractions pernicieuses pour les progrès de l'industrie. Il s'ensuit de là que les Jeux de hazard doivent être généralement défendus, & qu'il ne convient pas d'avoir la complaisance de les tolérer ni à la Cour, ni aux Rédoutes, ni dans les assemblées des particuliers, & encore moins dans des Hôtels privilégiés. La Police doit faire main-basse sur toutes les Académies de Jeu, sur tous les Brelans & les coupe-gorges de cette espèce. Elle doit interdire, sous des peines graves, à tous les Cafetiers, Aubergistes, Cabaretiers, teneurs de Guinguette &c. de donner à jouer aux Jeux de hazard. Les Joueurs de profession doivent être expulsés de la Ville. Il faut punir, sans acception de personne, tous ceux qui contreviennent à ce règlement. Peut-être nous trouvera-t-on trop sévères sur ce chapitre; mais qu'on nous indique une seule utilité, un seul avantage réel, raisonnable, qui résulte des Jeux de hazard, contre mille inconvéniens, mille désordres que nous pouvons y opposer, nous serons charmés de changer de langage.

§. 20.

Lotteries. Les Lotteries sont des espèces de Jeux de hazard, mais qui se font sous les yeux, sous l'autorité, sous la direction même de la Police & du Souverain. Ainsi bien-loin d'être nuisibles, elles ne font que mettre l'argent en circulation, qu'en attirer du dehors, & que donner lieu à quelques Sujets de faire une fortune soudaine aux dépens de plusieurs milliers qui ont risqué chacun une bagatelle dans l'espérance de se procurer le même avantage. Il y a néanmoins quelques précautions à prendre encore à cet égard. D'abord, il n'est pas prudent d'en trop multiplier le nombre, pour ne pas donner lieu au Peuple, avide de gain, d'y perdre trop d'argent, & de faire de mauvaises manœuvres pour le ravoir. Il est avantageux pour l'Etat qu'il y ait presque toujours une Lotterie générale & considérable sur pied; mais il ne faut pas, sans de fortes raisons, octroyer les petites Lotteries particulières, qui sont des espèces de pièges qu'on tend au Public. Il faut observer la plus sévère probité dans toute la direction de la Lotterie, & la plus scrupuleuse exactitude dans les termes du tirage ainsi que dans le payement; sans quoi le Crédit chez l'étranger est perdu pour toujours. Les recettes, les payemens doivent se faire également en bon argent, sans usure d'Agiot; & l'on ne doit point faire de mauvaises chicanes à ceux qui ont gagné les gros Lots, leur demander des rétributions, ou les assujettir à laisser l'argent dans le pays. Toutes ces vexations sont in-

dignes du Souverain , & le perdent de réputation dans toute l'Europe. L'Etat, ou l'Etablissement, en faveur duquel se fait la Lotterie, n'en doit tirer que 10. ou tout au plus 12. par cent de bénéfice. Les Plans, les Balances & les Listes des tirages doivent être rendus publics ; & dans toutes ces choses on ne sauroit trop recommander la bonne foi.

§. 21.

Les Foires, les Marchés, & les autres établissemens de cette nature attirent ordinairement une foule d'Avanturiers, de Joueurs de Gobelets, & de gens de pareille trempe, qui exposent au Public des petits Jeux de fortune, des Chances, des petites Lotteries, & beaucoup d'inventions pareilles qui amusent le petit peuple en le dépouillant. Comme on ne peut, pour d'autres raisons plus importantes, gêner la liberté des Foires, on ne sauroit s'empêcher de tolérer tous ces Jeux ; mais la Police doit cependant avoir un œil toujours attentif à ce que la Fourberie ouverte ne s'en mêle point, & que le Public n'en soit pas trop la dupe. Hors des Foires, ces sortes de Boutiques ne doivent jamais être permises ; car tout bien considéré ceux qui les tiennent ne font aucun bien à l'Etat, & ne vivent que de la crédulité stupide du Public. *Les Charlatans & les Saltinbanques* sont des gens de même acabit, & peut-être encore plus pernicioeux pour l'Etat. Leur art consiste à fasciner les yeux du Peuple par une ostentation bizarre, par un jargon fastueux, & par de petites farces à la faveur desquelles ils débitent leurs Drogues aux badauds. Nous avons donné pour règle qu'il doit y avoir dans l'Etat une Ordonnance Médicinale pour les Drogues employées dans les Pharmacies : comment une pareille Ordonnance est-elle compatible avec la permission qu'on accorde aux Charlatans de débiter mille remèdes dont on ne connoit pas les ingrédiens, & qui sont quelquefois des Poisons lents ? *Les arracheurs de Dents* sont les seuls Charlatans que la Police peut & doit tolérer, parce que tout leur art ne consiste que dans l'adresse & dans un grand usage de la main.

Jeux de
fortune,
Chances,
Joueurs
de Gobe-
lets &c.

Charla-
tans.

§. 22.

Mais ce qui est honteux pour la Police, & pour l'esprit humain, c'est de permettre qu'il se trouve dans l'Etat des gens qui, abusant de la crédulité du Peuple, font profession de l'Astrologie Judiciaire, de Magie, de Sorcellerie, de Divinations, de Pronostics, & de pareilles fariboles. L'Italie, & surtout l'Etat de Venise, est encore infectée de ces sortes d'Imposteurs. Si l'on envoyoit aux Galères tout ce ramas de Coquins qui ne vivent qu'aux dépens d'un Public imbécile, il n'y auroit, dans les pais Catholiques, pas plus d'Astrologie, de Magie, de Prophéties, de Sorculeges, de Spectres, de Revenans, de Miracles, qu'il

Astrolo-
gues, Ma-
giciens,
Sorcier-
res &c.

Souffleurs.

qu'il n'y en a dans les païs où domine la Religion *Réformée*. La fourberie est ici manifeste; & il n'y a, dans quelques païs, des Sorciers, que parce que les Magistrats de la Police n'y sont pas eux-mêmes de grands Sorciers. Je serois presque tenté de mettre au rang de ces Impositeurs ceux qui se vantent d'avoir trouvé la Pierre Philosophale, de posséder le secret de faire de l'Or, & qui tâchent de le persuader aux hommes crédules, pour leur vider la bourse. Le Monde est plein de ces sortes de Filoux qui, à les entendre parler, savent faire des millions, & qui ont toujours besoin d'un Louis. L'Avarice, passion dominante chez les humains, fait qu'ils trouvent constamment des dupes: mais la Police doit, en cette occasion, prendre en main la tutelle du Public, punir de pareils escrocs, & les chasser de la Ville. Il n'est pas si facile d'empêcher que des gens avides, mais de bonne foi, ne se livrent au travail frivole de l'Or; car ces sortes de tentatives se font toujours en cachette, & sous prétexte d'expériences Chimiques. On peut les avertir, & leur donner parole, que tous leurs efforts seront inutiles; que depuis cinq mille ans ce secret n'a pas été trouvé, & ne le sera jamais; que pour faire de l'Or il faut tout aussi bien une génération, que pour faire des Chevaux de Carosse; qu'il est impossible de produire dans un Creuset ce que le Soleil produit dans les entrailles de la Terre avec le concours de mille autres choses que nous ignorons; que la transmutation des Métaux est presque aussi absurde à croire, qu'on ne change point l'essence, les premiers principes des choses; que les Elémens ne se confondront qu'au jour du Jugement, & que, si un homme trouvoit même le funeste secret de dorer tellement les plus petites particules d'un autre Métal qu'il put le faire passer pour de l'Or, ce seroit une imposture très punissable si la Justice venoit à la découvrir; enfin que prétendre extraire d'un autre Métal, ou matière quelconque, les particules imperceptibles d'Or dont elle est empreinte, c'est une entreprise aussi chimérique que ruineuse, puisque les fraix de cette opération doivent, de toute nécessité, surpasser la valeur de cette petite portion d'Or qu'on en retireroit, supposé même que le succès en fut possible.

§. 23.

Intendant
ce sur les
Auberges, Caf-
fés, &c.

Nous avons déjà insinué que la Police a une intendance générale sur les Auberges, Tavernes, Cabarets, Caffés &c. Elle doit y empêcher toutes les disputes, les querelles, & les voies de fait: mais son principal devoir est de mettre des bornes à l'insolence & à l'avarice des Aubergistes, & de prévenir que les étrangers & les Voyageurs ne soient point écorchés, ou même dépouillés. C'est un grand objet de la sûreté publique, & tous les Magistrats de la Police doivent non seulement écouter les plaintes de ceux qui se croient vexés par leurs hôtes, mais aussi y porter remède en modérant leurs mémoires, s'ils les trouvent trop chargés.

§. 34. Cas

§. 24.

Ces mêmes Magistrats sont les Juges naturels de toutes les disputes, & querelles domestiques, qui arrivent chez les Bourgeois & chez le petit peuple. Il faut qu'ils tâchent de les appaiser; mais si les parties sont opiniâtres, ils décident selon l'équité, & châtent en vertu de leur pouvoir. Le Lieutenant-Général de Police doit aussi avoir une entière autorité sur la Livrée, & sur tout ce qui se comprend sous le nom de Domestiques de l'un & de l'autre sexe, de manière qu'un Maître peut lui porter ses plaintes de toutes les irrégularités qu'ils commettent. La bonne Police ne souffre point qu'un Maître, de quelque rang qu'il soit, châtie de sa propre autorité, & avec une sévérité brutale, les moindres fautes de ses gens, qu'il assomme de coups ses Valets, qu'il les nourrisse mal, en les accablant, outre mesure, de travaux. Mais d'un autre côté, elle oblige le Domestique à respecter l'autorité de son Maître, à lui porter une juste obéissance, à montrer de la docilité, de la diligence, de l'activité, & surtout de la fidélité. Les friponneries, les trahisons, & les vols domestiques doivent être punis avec la dernière sévérité. C'est une Loi bien sage que celle de Paris qui défend à tous les gens de Livrée de porter des Canes, Epées, Couteaux de Chasse, ou autres armes qu'elles soient. Ceux des Princes & des Ministres étrangers ont seuls la permission de porter la Canne. Le nombre excessif de Domestiques en Livrée, qui se trouve à Paris, a mis la Police dans la nécessité de prendre cette précaution, pour prévenir mille désordres, & combats sanglants, qui arrivoient autrefois lorsqu'un homme, poursuivi par la Justice, ou un perturbateur du repos public, crioit, *A moi, Livrée*, & que celle-ci étoit armée.

§. 25.

Le bon ordre & la sûreté de Conscience veulent que, dans toute la Chrétienté, les Dimanches, & les jours de Fêtes, soient consacrés au Culte Divin. La Police est attentive que les réglemens de l'Eglise & du Souverain, à cet égard, soient religieusement observés; elle prête son bras à l'Eglise qui parle, qui prêche contre le scandale, mais qui, ne devant jamais avoir de Jurisdiction avec-main forte, ne sçauroit le réprimer sans le secours de la Police.

§. 26.

La Direction des Maisons pour les Enfans-Trouvés, pour celles des Orphelins, des Mendians, & des Hopitaux, n'est pas, à la vérité commise à la Police, comme nous l'avons fait voir plus haut; mais celle-ci a, naturellement & nécessairement, le pouvoir d'y envoyer tous les sujets

jets qu'elle juge dignes d'y entrer, & qui, sans cela, seroient à charge à l'Etat. Les Directeurs de tous ces établissemens doivent accepter sans répugnance les Enfans, les Infirmes & les Mendians, que la Police leur adresse, & les prendre sous leur protection.

§. 27.

Maisons
de Cor-
rection.

AUCUN pays n'est exempt d'une malheureuse espèce de mauvais sujets qui, sans commettre de grands crimes, se livrent au libertinage, à la débauche, au scandale, à toutes sortes d'irrégularités, & sont compris sous le nom de *Garnemens*. C'est pour eux, ou plutôt pour la tranquillité de l'Etat qu'ils troublent, que sont bâties les *Maisons de Correction*. La Police en doit avoir l'intendance, y faire enfermer ces Garnemens incorrigibles par des moyens plus doux, les nourrir honnêtement, mais les assujettir au travail. On peut établir toutes sortes de Fabriques utiles dans ces Maisons, où que les prisonniers qui y sont détenus sont ordinairement plus robustes & plus vigoureux que ceux qu'on retient dans les asiles des Pauvres & des Mendians.

§. 28.

Précau-
tions con-
tre les ex-
cès du li-
bertinage
crapuleux,
& degré
de con-
science.

ON enferme aussi dans ces Maisons de Correction les femmes de mauvaise vie, soit qu'on les ait surprises dans les rues, soit qu'elles aient été trouvées dans des lieux de débauche & de prostitution. On fait pour cet effet, de tems en tems, des visites nocturnes, & imprévues, de tous les endroits suspects; & on ramasse tout ce qu'on trouve de cette vilaine engeance, pour les mettre à la Maison de Correction où leurs mains sont employées à filer, à broder, à coudre, à faire des dentelles, ou à d'autres ouvrages de femmes, tandis qu'on les guérit des maladies qu'elles peuvent avoir gagnées dans un genre de vie aussi dissolu. Que dirons-nous de ces Maisons plus huppées, comme il s'en trouve en Hollande, en Angleterre, en France, en Italie, & dans les pays les plus policés, où le penchant au libertinage s'exerce d'une manière moins crapuleuse, & avec moins de danger? Nous en avons déjà touché quelques mots. Il faut conniver aux abus qu'on ne sçauroit empêcher tout à fait sans tomber dans de plus grands inconvéniens. Cependant la Police ne ferme pas entièrement les yeux sur ces Maisons, elle n'en permet pas la multiplication, elle en prévient le scandale public, elle tâche de procurer au libertinage même le plus de sûreté qu'il est possible. N'en parlons plus... Entrer dans de plus grands détails sur cette matière seroit contre la dignité de cet Ouvrage.

§. 29.

Concours
de la Poli-

QUOIQUE la Police n'ait rien à faire avec la direction du Théâtre &

& des Spectacles publics, mais que ce soin doit être commis à quelque Seigneur de la Cour, ou à une autre personne considérable de l'Etat, les Magistrats de Police doivent cependant prêter à ce Directeur tous les secours qui dépendent d'eux, pour assurer l'ordre & la tranquillité dans les représentations. Non seulement les Spectacles doivent être garnis de Sentinelles qui empêchent, au nom du Souverain, tous les défordres & tapages ; mais la Police fait aussi éclairer toutes les avenues extérieures des Théâtres, & prévient la confusion & l'embarras des Carosses.

ce au bon
ordre des
Specta-
cles.

§. 30.

ENFIN, tout pays a des mécontents, des brouillons, qui ne se croyant pas bien gouvernés, parce qu'ils ne sont pas gouvernés à leur fantaisie, occasionnent des *Emeutes Populaires*. Rien ne met plus la vie, l'honneur, & les biens de tous les Citoyens en danger, que ces funestes accidens. Toutes les fois que la Garnison n'est pas assez forte pour appaiser le tumulte, ni proportionnée au nombre des habitans, comme à Amsterdam, à Londres, ou à Paris, la Police doit prendre la place du Militaire, & faire les plus grands efforts pour remettre le calme & la tranquillité dans l'Etat. Une Police attentive découvre bientôt s'il y a de l'agitation dans les esprits & une fermentation dans le Peuple. Rien ne peut échapper à sa pénétration : elle doit éteindre les premières étincelles de révolte, pour prévenir l'embrasement. Sentinelles redoublées, tout le Guet mis en activité, Patrouilles continuelles, Visites de tous les quartiers suspects, Affiches séditieuses arrachées, Libelles répandus parmi le Peuple supprimés ; voilà, à peu près, les moyens dont elle se sert aussitôt qu'elle s'aperçoit de la moindre fermentation. Comme elle redouble sa vigilance, elle augmente aussi sa sévérité. Tout lui devient suspect ; elle arrête, elle emprisonne tout ce qui mérite d'être soupçonné. Les Prisons se remplissent ; & si les auteurs de ces attentats se découvrent, ils subissent promptement les peines prescrites par les Loix, ils sont trainés au supplice, ou envoyés aux Galères.

Séditions
& émeu-
tes popu-
laires.

§. 31.

LA Police ne doit pas non plus permettre les assemblées de certaines Compagnies, ou Associations, dont elle ignore le but, les principes, les statuts & les Conventions, parce qu'il peut se tramer, dans de pareilles Congrégations ténébreuses, mille complots, mille projets dangereux ou funestes à l'Etat. Il ne faut pas cependant comprendre sous cette règle les Loges des Francs-Maçons. Cet Ordre est répandu par toute la Terre, il subsiste depuis bien des Siècles dans les pays les plus policés ; il ne s'est jamais ingéré dans les affaires d'Etat ; il n'a jamais fait que du bien à la République & à ses Citoyens ; il y a tant de Sou-

Assem-
blées se-
crètes.

verains, tant de Grands, tant de Magistrats, tant d'Ecclésiastiques qui sont Membres de cette Société, que l'Etat ne peut rien craindre de ces Assemblées, mais qu'au contraire beaucoup de Sujets, & surtout beaucoup de Pauvres, n'ont que du bien à en attendre.



C H A P I T R E VIII.

Continuation de la Police.

§. 1.

La Propreté.

LA Propreté, qui forme la seconde branche de la Police, est un objet très essentiel, vu qu'elle contribue également à l'ornement d'une Ville, à la commodité de ses habitans, & à la salubrité de l'Air. On indiquera les principaux moyens qui conduisent à ce but, & qui sont la source des règles de détail que les Magistrats de Police doivent suivre dans l'exercice de leurs fonctions.

§. 2.

Ruës & Places.

IL est avantageux que les ruës soient larges, droites & bien percées. Si elles sont trop longues, il faut les couper de distance en distance par des ruës de traverse, pour faciliter la communication, & ne pas mettre le Citoyen dans la nécessité de faire de grands détours pour passer d'un quartier à l'autre. Il n'est pas nécessaire que ces ruës soient uniformes, & tirées au cordeau; bien au contraire cette uniformité a toujours quelque chose de mesquin qui déplaît à la vue, & qui ennuie au bout de quelque tems. La noble irrégularité, différente de la confusion, forme le plus beau coup-d'œil, & annonce je ne sçai quoi de grand & d'opulent. Les Places & les Marchés doivent être distribués par toute la Ville avec réflexion, avec goût, mais avec sobriété.

§. 3.

Pavé.

IL faut un beau & bon Pavé, non seulement au centre, mais jusqu'aux extrémités de la Ville. On se sert à cet effet de Cailloux que les Pavéurs sçavent ajuster de manière que le côté plat & large forme la superficie tandis que le côté pointu est enfoncé en terre, & affermit le pavé. A Paris, à Londres, & dans les principales Villes d'Hollande, on a pratiqué, pour la commodité des piétons, des Trottoirs qui sont couverts de pierres

pierres de taille, ou maçonnes de belles briques jaunes. Ces Trottoirs sont garantis par une rangée de bornes ou poteaux de l'approche des Carrosses, Charrettes &c. & l'on y marche en toute sûreté. Quand la pierre de taille est assez abondante pour pouvoir l'employer à cette construction, il faut la préférer, parce qu'alors, en exhaussant le Trottoir d'un pié ou de deux, on trouve moyen de pratiquer dessous des Canaux voutés qui servent d'Egouts pour les eaux & les ordures. La Police doit entretenir ce Pavé par des Pavés gagés qui y travaillent constamment, qui, pendant la belle saison, font le tour de toutes les rues, & qui réparent tous les dégats. L'Oeconomie, nécessaire dans ces sortes de travaux, demande qu'on tâche de se procurer des Cailloux des endroits les plus voisins; & il faut choisir les plus gros. On enjoint aussi à chaque Citoyen, par un règlement général, de faire balayer & nettoyer, tous les Samedis, la rue devant sa Maison.

§. 4.

Le même règlement doit aussi défendre, sous de fortes amendes, à tous les habitans, de jeter dans les rues, soit de nuit soit de jour, les ordures, les ballemeures, ou d'autres immondices. Rien n'est plus sale, & plus dégoûtant, que l'abus qui règne à cet égard en Espagne, où à certaines heures toutes les rues de Madrid sont infectées par des puanteurs insupportables. C'est un grand vice de la Police de ce pays là. Mais, dira-t-on, comment faire pour débarrasser chaque Maison de ces immondices? Voici ce qu'on y employe. Ou bien on fait passer les Tomberaux, dont nous parlerons tout à l'heure, à un certain jour, & à une certaine heure marquée, par les rues, en avertissant les habitans par un cri, ou un coup de sifflet, qu'il est tems d'y venir porter les ordures amassées, ou bien on établit, dans chaque quartier, des endroits écartés où tout le voisinage les jette successivement, & où les Tomberaux les enlèvent. Le premier de ces expédiens est le meilleur. Les quartiers qu'habite le petit Peuple, & surtout ceux où demeurent les Juifs, doivent être continuellement visités, & entretenus dans la plus grande propreté.

§. 5.

Si, malgré ces précautions, on ne sçauroit empêcher que les boues ne s'amaillent, la Police a soin de les faire enlever: elle entretient, pour cet effet, un nombre de Tomberaux proportionné à la grandeur de la Ville. Chaque Tomberau est à quatre roues, & trainé par deux Chevaux; la construction en est telle, que le Corps, ou Caïsson, du Tomberau est posé sur deux pivots, ce qui le rend mobile: une seule cheville, donne, ou arrête ce mouvement. Pour charger le Tomberau, on laisse le Caïsson dans son assiette naturelle & horizontale; Veut-on le décharger, on ne fait que tirer la cheville, le Caïsson se jette de lui-même en

arrière, & les bouës tombent à terre ; dès qu'il est vuïdë, un tour de main fuit redresser le Caïsson, la cheville repoussée l'affermir, le Tombereau part, & va chercher une nouvelle charge. Cette opération est fort expéditive ; & un seul homme suffit pour charger les bouës, & conduire les deux Chevaux qui sont quantité de voyages par jour. S'il y a beaucoup de Jardins dans les Fauxbourgs, ou dans la Ville, les propriétaires s'empressent d'acheter ces bouës pour en bonifier leur terroir. Le Verger & le Potager se disputent cet engrais que la Ville rebute. Lorsqu'il y a des bas-fonds à exaucer, des cavités à combler, des Digues à élever, on s'en sert encore avec beaucoup d'utilité. Les changemens, les métamorphoses continuelles, de toutes les choses qui existent, sont que les matières les plus abjectes s'employent avec avantage, & que rien ne se perd dans la Nature.

§. 6.

Voiries.

Le spectacle dégoûtant des Bestiaux morts, & l'infection qu'ils pourroient causer dans les Villes a mis la Police dans la nécessité d'établir des *Voiries* où les Valets des Bourreaux transportent ces Bestiaux & les dépoüillent. On choisit pour ces Voiries des endroits écartés hors de l'enceinte des Villes. Il est des païs où le Païssan ne se fait aucun scrupule de dépoüiller ses Bestiaux morts, pour en conserver la peau ou la toison. Rien ne répugne à cet usage, pourvu qu'il ait soin d'enterrer le cadavre dépoüillé. Mais lorsque la Mortalité règne parmi les Bestiaux, il ne faut permettre, ni à la Ville, ni à la Campagne, ni au Bourreau, ni aux Païssans, de dépoüiller une bête morte de maladie épidémique, parce que celle-ci est trop sujette à se communiquer, & tous les Bestiaux qui périssent par-là doivent être enterrés avec leur peau.

§. 7.

Bestiaux,
qui causent l'in-
fection,
prohibés.

Pour entretenir la netteté d'une Ville & la pureté de l'Air, il faut défendre aux habitans d'élever, dans l'enceinte de la Ville, des Bestiaux qui peuvent causer de l'infection. De ce nombre sont les Vaches, les Boeufs, les Pourceaux, les Oies, les Canes, les Lapins, les Chevres, Brebis &c. On sent bien que nous ne parlons ici que de la quantité de ces Bestiaux ; car qu'un Bourgeois entretienne dans son étable une ou deux Vaches, pour se procurer du bon lait, quelques Oies, ou Canes, dans sa basse-cour, & ainsi du reste, la Police ne doit point lui faire de chicane sur ce petit objet ; mais il s'agit ici des grands troupeaux de Bétail, qu'on ne doit jamais souffrir dans l'enceinte d'une Ville sous quelque prétexte que ce soit. Je sçai qu'il est des Villes de Provinces dont les habitans possèdent beaucoup de Champs & de pacages des environs, que ces Champs demandent à être engraisés, & l'herbe des pâturages consommée ; que par conséquent ils ne sçauroient se pas-

passer de Bestiaux ; mais ont-ils besoin de les avoir dans leurs Maisons, au centre de la Ville ? Non. Pourquoi ne pas obliger chaque habitant à bâtir son étable & sa grange (qui ne doit pas non plus être soufferte dans la Ville à cause des Incendies) dans un Fauxbourg séparé ? Si le Bourgeois croit que son Bétail est mieux soigné sous ses yeux, on en convient ; mais on lui dit qu'il seroit mieux de s'en passer tout à fait, d'abandonner au cultivateur de la Campagne toute l'Oeconomie rurale, & de s'appliquer à une autre profession, s'il veut habiter la Cité. En un mot chaque Ville doit être propre. C'est un abus, une injustice, d'y permettre l'établissement d'une Oeconomie de Campagne qui appartient au Païsan ; & rien n'est si dégoûtant que d'y voir de gros tas de fumier devant les Maisons, & les Bestiaux se promener dans les rues, y attirer les mouches, & mille insectes, qui y causent une vraie infection.

§. 8.

PAR la même raison on doit aussi reléguer aux extrémités des Faux-^{Métiers} bourgs, & quelquefois même tout-à-fait hors de la Ville, des Métiers ^{brutaux} sales, puants, dangereux, & ceux qui font trop de fracas ; les Tanne-^{sales, ont} ries, les Fours pour la fonte & la cuisson de l'huile de Baleine, les Mou-^{dangereux,} lins à Poudre, les Forges, les Briqueries, les Fours à Chaux, les Atte-^{relegués} liers des Chaudronniers &c. Quelque utiles, quelque nécessaires, que ^{hors de la} soient ces Métiers, ils corrompent trop l'Air, ou troublent trop le repos des Citoyens, pour les souffrir au cœur de la Ville : il faut tâcher de les placer, s'il est possible, sur les bords d'une rivière, à quelque distance de la Ville même.

§. 9.

LA Police est aussi chargée de l'inspection des Cimetieres, & elle a soin ^{Cimetieres &c.} que tous les Corps morts soient promptement & bien inhumés. C'est un abus général presque dans l'Europe de faire des Caveaux dans les Eglises, & d'y enterrer les Morts. Il est vrai que les parfums & aromates qu'on brûle continuellement dans les Eglises Catholiques corrigent beaucoup le mauvais Air ; mais il n'en est pas moins certain aussi que ces Tombeaux exhalent des vapeurs fort nuisibles à la santé. On s'en aperçoit, surtout en Été, dans les Temples des Protestants, où les exhalaisons des Morts & des Vivans concourent à empueter l'Air, & à faire respirer toujours une odeur Sépulchrale, renfermée, & très pernicieuse. On devroit corriger cet abus, & placer dans des quartiers éloignés les Cimetieres, que les riches pourroient orner de Mausolées, de Tombeaux, & d'Epitaphes pompeux.

§. 10. LA

§. 10.

Pureté de
l'Eau.

LA pureté de l'Eau contribue aussi beaucoup à la salubrité de l'Air. La Police a soin que les rivières soient toujours nettes, en défendant d'y jeter des ordures, & en entretenant des Inspecteurs pour veiller aux contraventions; elle tâche de découvrir d'excellentes sources, d'y faire construire des réservoirs, de placer, aux endroits convenables, des Fontaines publiques, tant pour la commodité des habitans, que pour l'embellissement de la Ville, de bâtir des Aqueducs, de faire creuser des Puits, & de les tenir couverts. Comme il n'y a, à Malthe, ni rivière, ni source, ni aucune eau douce, la Police des Chevaliers, qui y sont établis, répare par sa sage industrie ce que la Nature refuse à cette île, qui n'est qu'un rocher pelé & stérile. Non seulement elle a fait construire une immense Citerne pour l'usage du public, mais il y a un règlement général qui oblige tous les habitans de l'Isle de Malthe & du Goze, qui veulent bâtir, à tailler dans le roc une Citerne de la même grandeur & profondeur que l'édifice qu'ils élèvent au dessus. Par ce moyen toute la Ville a des souterrains qui sont des réservoirs où se conserve admirablement bien l'eau de pluie. Cette eau est conduite par des tuyaux de plomb qui descendent des plattes-formes, dont les Maisons sont couvertes, jusques dans la Citerne; & les habitans sont intéressés à les entretenir dans la plus grande propreté. Comme le Ciel n'est pas d'airain pour la Religion, mais qu'il y a des saisons qui sont toutes pluvieuses, l'eau n'y manque jamais; & ceux qui ont goûté cette eau de Citerne à Malthe la trouvent si délicieuse, qu'ils ont de la peine à en boire d'autre.

§. 11.

Architectes
grecs par l'Etat.

L'IGNORANCE où sont la plupart des hommes des premiers éléments de l'Architecture, le goût Gothique & barbare, qui a régné si long-temps en Europe, la disette de bons Architectes, & la difficulté de ce métier, a fait que nous voyons tant de vilaines Villes, & tant d'absurdes Maisons. Ce n'est point un préjudice à la Liberté des Citoyens quand la Police, qui va toujours au bien général, ne permet pas à chaque particulier de suivre ses ridicules caprices à cet égard. Nul ne doit bâtir à sa fantaisie; mais c'est procurer un avantage réel aux Sujets quand le Souverain cherche à faire l'acquisition d'un ou de plusieurs excellens Architectes qui guident dans leur entreprise tous ceux qui veulent bâtir. On ne doit permettre à personne d'élever un édifice quelconque dont le plan n'ait été fait, ou du-moins approuvé, par un de ces Architectes, qui à leur tour doivent employer tout leur art à tracer ces plans de manière que le bâtiment convienne à l'état, aux besoins, & aux facultés du bâtisseur. Il faut aussi qu'ils lui indiquent les moyens de bâtir solidement, & avec le moins de dépense possible. On par-

vient

vient beaucoup à ce but en retranchant tous les ornemens inutiles, qui ne conviennent guère aux Maisons des particuliers, en y faisant regner une noble simplicité, & en tournant habilement les parties nécessaires de l'édifice en ornemens. C'est le moyen d'embellir une Ville en rendant service aux Sujets, & d'obvier à l'inconvénient de voir des Maisons bizarres qui souvent défigurent tout un quartier.

§. 12.

RIEN n'est plus capable de donner une idée favorable de la prospérité d'un Etat & de la félicité du Gouvernement, que les Edifices publics qu'on rencontre dans les Villes principales. Ce sont des monumens que le Souverain laisse à la Postérité, pour lui servir de témoins de la grandeur, de la gloire, & de la politesse de son règne. On voit par-là combien il est important de mettre de la solidité, de la Magnificence, & du goût dans ces sortes de bâtimens. La dépense d'ailleurs, bien loin d'être ruineuse pour l'Etat, lui est, au contraire, avantageuse, pourvu qu'on tâche de tirer des pais étrangers le moins de matériaux de construction qu'il est possible. Le grand Colbert, ayant demandé une contribution extraordinaire à la Provence, les Etats lui représenterent l'impossibilité où ils étoient de payer cette somme, vu le peu d'argent qui se trouvoit dans la Province. Cet habile Ministre, bien loin de persister dans sa demande, envoya trois ou quatre millions à Marseille, dont il fit construire le fameux & magnifique Arsenal; & ce bâtiment étant achevé, il se trouva tant d'argent en circulation, que cette Province put payer la contribution & rembourser les fraix de la bâtisse, sans s'enrver. On tâchera de développer les raisons de ce phénomène à l'article des Finances. Il suffit de remarquer encore ici que les Edifices publics, comme les Châteaux des Souverains, les Palais des Princes & des Grands, les Eglises, les Bourfes des Marchands, les Hôtels de Ville &c. doivent être plus décorés d'ornemens, que les Maisons des particuliers. On peut y employer le Marbre & le Bronze, & occuper le ciseau du Statuaire & le pinceau du Peintre. L'Hôtel de Ville & le Bureau Général des Postes veulent être placés au centre de la Ville, pour la commodité de tous les Citoyens; les Eglises, au contraire, doivent être disperfées avec ordre dans tous les quartiers, & les Paroisses bien divisées. Il faut encore observer que les Théâtres soient grands, beaux, & assez isolés pour qu'on puisse y approcher de tous côtés; que les Quais & les Ponts soient larges, bien revêtus, & garnis de balustrades, les Portes de la Ville grandes, & bien décorées, que leur magnificence en impose à l'étranger qui arrive, que les Ports des Villes Maritimes soient spacieux sur & commodes, les Canaux larges & profonds, les Egouts bien voutés, & bien cachés, les Latrines publiques (puis qu'on ne peut s'exempter d'en faire mention) placées sous les Ponts, sur le bord des rivières, & entretenus proprement. Veut-on

Tome I.

Q

ajou-

ajouter à ces divers édifices des embellissemens, comme des Obélisques, des Statues, des Jets d'eau, entourés de grillages de fer au-milieu des Places &c. toutes ces choses tendent à attirer des étrangers, à les retenir, à rendre la Ville riante, & à lui donner un nom dans l'Europe.

§. 13.

Promenades
publiques.

UN ornement, plus essentiel cependant, c'est les *Promenades publiques*, qui contribuent au plaisir & à la santé des Citoyens autant qu'à l'embellissement de la Ville. Ou l'on choisit pour cet effet quelque quartier convenable, que l'on plante d'arbres, soit en Allées, soit en Quinconce, soit en d'autres desseins selon la situation du terrain; ou bien l'on orne les Boulevards de manière qu'ils puissent servir à la promenade. De tous les arbres le Tillicuil est le plus beau, & le plus convenable pour un pareil plantage. On a soin d'y faire placer des bancs & des reposoirs, d'y attirer des Boutiques, ou Tentes de Limonadiers, dans lesquelles on débite toutes sortes de rafraichissemens; & en général ces promenades demandent à être bien aplanies, les Allées bien affermies par du gravier ou quelque chose d'équivalent. C'est un vrai défaut de Police quand une Ville n'a point du-tout de promenades, ou qu'elles sont mal entretenues. En Angleterre on a pratiqué des promenoirs jusques dans les prisons, pour ne pas perdre la santé de ceux qui y sont détenus. Au-reste on peut proposer pour modèle d'une belle & magnifique promenade les Thuileries, le Luxembourg, le Palais-Royal de Paris, le Parc de Londres, Foxhall, Renelas, le Mail d'Utrecht, le Parc de Berlin, &c. Si la Ville est vaste, il faut tâcher d'y établir un Cours, ou promenade en voiture, ce qui forme un beau coup-d'œil pour le spectateur, une ressource pour ceux qui ne marchent point avec facilité, & un agrément pour tout le Public. La Police doit procurer une sûreté inviolable à toutes ces promenades; & les Filoux adroits, les tapageurs, les querelleurs, qu'on y surprend, doivent être punis avec la plus grande rigueur.

§. 14.

Jeux d'exercice
publiques.

COMME les exercices du Corps contribuent encore beaucoup à la santé des Citoyens, la Police a soin d'orner sa Ville de Jeux de Paume, de Mails, de Manèges, de Sales d'armes & de danse &c. Elle se réserve aussi l'inspection de tous ces endroits, & prévient par de bons réglemens toutes les disputes & querelles qui pourroient y arriver. Elle a soin d'établir des Bains & des Baigneurs pour entretenir la propreté. Y-a-t-il près de la Ville une rivière guéable, elle y fait dresser sur quatre poteaux des Marquises de Tentes, où les personnes des deux sexes peuvent aller prendre un Bain salubre, sans blesser la modestie, ou sans courir risque de se noyer. L'invention de tous ces

ar-

arangemens doit être ingénieuse, & le bon ordre doit y regner partout.

§. 15.

DE tous les ornemens que l'on peut donner à une Ville, il n'y en a pas de plus essentiel, & de plus nécessaire, que les *Lanternes* dont on éclaire les rues pendant l'obscurité de la nuit. A Paris, ces *Lanternes* sont suspendues au-milieu de la rue à une corde qui va d'une maison à l'autre; à Londres, on a attaché aux Maisons des bras de fer qui soutiennent des *Lanternes*, en forme de globe, de pur verre, sans lames de plomb; en Hollande & en Allemagne, les rues sont bordées de deux rangées de poteaux au sommet desquels on place de grandes *Lanternes* de forme triangulaire, & surmontées d'un chapeau de fer-blanc. La méthode Angloise est la meilleure si la cherté du verre n'empêche pas de la suivre. La Police paye des gens pour allumer ces *Lanternes*, & les nourrir d'huile: il se trouve même des entrepreneurs qui se chargent de les entretenir par voie de ferme. On a coutume de mettre sur chaque Maison une légère taxe pour l'entretien des *Lanternes* & du Guêt; & le Public paye volontiers un impôt dont l'emploi lui procure une utilité directe, & qui sert à orner la Ville, à procurer de la commodité & de la sûreté aux Citoyens. C'est un expédient fort utile, dans les Villes extrêmement peuplées, & infectées de Voleurs, de défendre aux Citoyens, de quelque rang qu'ils puissent être, d'aller la nuit dans les rues sans flambeaux ou *Lanternes*. L'Ordonnance renouvelée à cet effet à l'entrée de chaque hiver doit fixer l'heure après laquelle il n'est plus permis de se montrer dans les rues à pied sans porter quelque lumière. Par ce moyen il est presque impossible qu'un Filou puisse faire quelque tour de son métier, vu qu'il est éclairé non seulement par tous les passans, mais aussi par lui-même. Le Guêt doit veiller à l'observation de cette Ordonnance, & arrêter tous les contrevenans sans avoir égard à personne.

§. 16.

L'INVENTION des *Fiacres*, des *Chaises à porteurs*, des *Vinaigrettes*, des *Gondoles à Venise* &c. est admirable pour la commodité des habitans d'une Ville spacieuse. Il faut disperser ces Voitures dans tous les quartiers, même les plus éloignés, leur assigner des places où elles doivent se tenir, & où chacun peut les trouver. Il doit en rester quelques uns à tour de rôle dans les rues pendant toute la nuit où elles sont souvent de la plus grande utilité. La Police fixe le prix des courses qu'elles font, détermine la distance des Voyages, entretient un Commissaire, & quelques Inspecteurs des *Fiacres* & autres Voitures publiques, châtie l'insolence trop ordinaire de leurs conducteurs, les fait

Q 2

numé-

Fiacres
Chaises à
porteurs,
Gondoles
&c.

numéroter, pour pouvoir les reconnoître en cas de plainte, & en leur accordant un salaire honnête, les empêche de pouvoir écorcher & oubrusquer impunément les Citoyens qui s'en servent. Les petites Villes, qui n'ont pas besoin de Fiacres, doivent avoir au-moins des Chaîfes à porteurs. Toutes ces Voitures publiques doivent être conditionnées de manière que celui qui en fait usage ne coure pas risque de demeurer dans la rue, ou d'avoir un malheur. La propreté veut encore que, dans les grandes Cités, on trouve, à tous les Carrefours, des poligons qui décroissent les Souliers, & qu'un Citoyen, qui est obligé de marcher à pied, puisse, pour un liard ou deux, se faire mettre en état de pouvoir se présenter devant les honnêtes gens. On peut encore se servir de ces polissons pour éclairer de nuit les passans, en leur permettant de porter un petit flambeau, ou une lanterne, & de gagner ainsi leur vie.

§. 17.

Bon-marché.

VOILÀ à quoi se réduisent les réflexions que nous avons à faire sur l'article de la propreté d'une Ville: Venons au *bon-marché*. Le célèbre Pensionnaire d'Hollande, Jaques Catz, ayant traversé, dans ses Voyages, une Province de la Saxe, s'informa du prix des grains qui y étoit alors très vil & très bas. Sa curiosité ayant été satisfaite: *Dieu veuille*, s'écria cet habile Politique, *préservé ma Patrie, que les denrées y soient jamais à si bon-marché!* Il avoit raison en tout sens. Le mot de bon-marché est une expression toujours relative à l'opulence & au commerce d'un pays. La valeur numéraire de toutes les nécessités de la vie est différente à Londres, en Suisse, à Paris, à Montpellier; cependant il y a un bon-marché à Londres, à Basse, à Paris, & dans les Provinces. La Politique ne demande à la Police que de procurer toutes les Marchandises & denrées qui sont indispensables pour la subsistance des hommes, à un prix proportionné aux moyens que les habitans de chaque Ville ont de gagner. C'est aussi pour la même raison que la fameuse distinction entre *Denrées nécessaires & voluptuaires*, qui est presque frivole en Finances, devient très essentielle en Police. Celle-ci s'embarrasse peu qu'un Seigneur riche achette le litron de petits pois cinquante francs, la bouteille de vin du Cap* un Louis, ou que l'aune de drap d'or se vende vingt Livres dans la Boutique du Marchand; mais il lui importe beaucoup que le Pain, la Boisson ordinaire du Peuple, la Viande de Boucherie &c. soient à un prix auquel tous les Citoyens peuvent atteindre. Voilà aussi pourquoi elle distingue les besoins des hommes en première, seconde, & troisième nécessité. Le bon-marché des objets de première nécessité règle le prix de la main-d'œuvre, & par conséquent la cherté ou le bon-marché de tout ce qui est fait & fabriqué dans une Ville.

§. 18.

Le Pain étant ce qu'il y a de plus nécessaire à la subsistance de l'homme, la Police fait tous ses efforts pour le procurer à bon-marché. L'arrangement général de l'économie rurale, & la culture des Terres, n'est pas à la vérité du ressort de la Police; le soin en est commis au Département des Finances; mais comme tous les Départemens doivent se prêter la main pour concourir à la félicité de l'Etat, le Contrôleur-Général & les Chambres des Finances sont tenus de veiller que les Terres ne restent point incultes, mais qu'elles soient semées de froment, de seigle, d'orge & autres grains propres à faire du Pain, & de rechercher avec la plus grande attention les moyens les plus aisés & les moins dispendieux pour le faire transporter dans les Villes, soit par les rivières, soit par charroi. Dès qu'une Ville manque de bled, la Nouvelle en passe d'abord de bouche en bouche, & se répand dans toute la contrée voisine; le Cultivateur, aiguillonné par le désir naturel de gagner, s'empresse de porter ses grains à l'endroit où il peut les vendre au plus haut prix, & soudain on voit rénaître l'abondance. Pour plus de sûreté, la Police attentive, au premier moment qu'elle s'aperçoit de la diminution de ses provisions, ou que le transport en est arrêté, avertit soudainement les Chambres des Finances de cet inconvénient, & fait publier, dans les Provinces les plus abondantes du voisinage, que telle Ville manque de bled. Il faudroit que le mal fut grand, si elle n'étoit pas promptement secourue.

Le Pain.

§. 19.

MAIS il est des Villes qui sont si excessivement peuplées, qu'elles épuisent d'abord toutes ces contrées voisines, & d'autres qui se trouvent situées dans des pays dont le climat & le sol ne permettent absolument point la culture des grains, lesquelles par conséquent ont besoin de la Navigation-Maritime, & des transports lointains, pour s'approvisionner. Ces transports peuvent être interrompus par des Guerres, des Pirateries, des Tempêtes, des Vents contraires, & les habitans réduits à une nécessité bien cruelle. Nous avons vu des exemples assez fréquens de ces sortes de disettes & de cherté de Pain, à Paris même, en Province, & ailleurs. Dans ces cas, la Police doit redoubler d'attention, pour procurer le Pain au-moins à un prix modique, & empêcher surtout la famine générale. Il y a deux moyens, même assez faciles, pour parvenir à ce but; mais il ne faut pas attendre l'extrémité. Le premier, c'est d'encourager l'importation du bled par toutes les voyes possibles. Accords & contrats faits à téms avec les Négocians en grain, droits d'entrée diminués, prix & primes accordés pour chaque *Left*, privilèges de Mer & de Navigation octroyés; enfin tout doit être mis en œuvre, pour attirer les Vaisseaux chargés de bled dans les Ports qui en

Précautions contre les disettes & les famines.

ont besoin. Depuis l'établissement d'une solide Navigation dans la Mer Baltique, dans les parages de l'Archipel, de l'Egypte & du Levant, ces opérations sont bien plus sûres & plus faciles; & c'est toujours un défaut impardonnable à la Police quand une Ville vient à manquer totalement de Pain. Le second moyen consiste à construire des Magazins & Greniers publics, proportionnés à la capacité de la Ville, à les remplir dans les tems d'abondance & de bon-marché, à faire retourner souvent les grains qu'on y conserve, les préserver de toutes fortes de dégâts, & les ouvrir à tems lorsque la moindre disette commence à se faire sentir. La différence du prix d'achat & de vente paye toujours les intérêts du capital que l'Etat a mis en bled, & les fraix de la régie; & quand elle ne les payeroit pas, ce ne seroit pas une raison pour excuser le Gouvernement de laisser mourir de faim les Citoyens faute de cette précaution. Dans des tems de famine, ou de cherté excessive, la Police a aussi l'autorité de faire ouvrir les greniers des Marchands de grain qui, par l'avidité du gain, voulant profiter de la calamité publique, tiennent leur bled enfermé pour en hausser le prix. Elle les oblige de le vendre, & fixe le prix d'une manière équitable.

§. 20.

Les Mou-
lins

Tous les Moulins d'une Ville doivent être soumis à la Police, qui veille que le Public ne soit pas accablé par un Minage (a) excessif, & que les Meuniers ne commettent pas des fraudes qui deviennent d'autant plus dangereuses, qu'elles sont continuelles, & presque imperceptibles. Si le Souverain, séduit par les conseils de quelque mauvais Financier, veut trop hausser ces droits de Minage, il ne doit point s'offenser que les Magistrats de Police lui fassent des représentations à ce sujet; il faut au contraire qu'il envisage leur silence comme une négligence, ou une coupable timidité. Lorsque le Prince, ou les Seigneurs, ont des Moulins bannaux, ces mêmes Magistrats doivent employer tous leurs soins pour accorder la contrainte de la bannalité avec la liberté du Commerce & la facilité aux Peuples de se procurer un aliment aussi nécessaire à la vie que celui du Pain. Si la moindre disette est occasionnée par cette bannalité, la Police est en droit d'en suspendre, ou même d'en annuler, le Privilège, parce que le salut du Peuple l'emporte sur tous les anciens parchemins. A l'égard de la prévarication que les Meuniers commettent dans leurs Moulins, elle consiste principalement en diverses inventions que la mauvaise foi & la cupidité ont fait trouver pour retenir une partie des grains que chaque particulier fait moudre, ou de la farine qui lui en revient. Pour prévenir un pillage si préjudiciable au public, la Police fait un Règlement qui, laissant aux Meuniers

(a) Droit Seigneurial, que les Souverains & les Seigneurs prennent sur chaque Mine de blé, d'orge, d'avoine, &c.

niers un droit de mouture honête & suffisant, détermine non seulement la bonne & légitime construction des Moulins, mais aussi la conduite que tout Meunier doit observer dans l'exercice de son métier, & elle punit sévèrement les contrevenans.

§. 21.

PAR la même raison il est clair que la Police a l'inspection de toutes les *Boulangeries publiques*. Deux choses sont à observer à cet égard, premièrement, que tout Pain soit bon dans son espèce, & secondement, qu'il ne soit pas trop cher. La bonne qualité du Pain dépend de la bonne & saine farine que les Boulangers doivent employer. Il faut, de plus, qu'il soit sans mixtion pernicieuse, bien paitri, bien élaboré, bien cuit, bien essuyé, bien paré, bien raffiné. Les Inspecteurs des Marchés & Boulangeries doivent être toujours attentifs que les Pains exposés en vente aient toutes ces qualités requises. A l'égard du bon-marché, comme le prix du blé varie continuellement, il est impossible que celui du Pain soit toujours égal. On a douté assez longtems lequel seroit le plus avantageux d'affujettir le poids au prix, ou le prix au poids, c'est-à-dire, lequel des deux, du prix ou du poids, seroit sujet à varier selon que le blé seroit plus ou moins cher: Mais l'expérience a fait connoître qu'il y a beaucoup d'inconvéniens à fixer le poids & à varier le prix. Pour cette raison on suit, presque dans toute l'Europe, la méthode opposée; on oblige les Boulangers d'avoir dans leurs Boutiques des pains d'un certain prix, plus légers ou plus pesants selon la cherté ou le bon-marché des grains. La Police détermine ce poids tous les mois sur un calcul fort aisé. Dès qu'on sçait le prix du blé, des que les fraix de Boulangerie, & le profit du Boulanger, sont une fois fixés, il est facile de déterminer, par une simple opération Arithmétique, ce que chaque pain doit peser. Ce poids du pain est ordinairement rendu public par le prix courant, les billets d'intelligence, ou autres Papiers imprimés. Les mêmes précautions doivent se prendre à l'égard des Pains au lait, du Pain molet, des Pains en gâteaux, Biscuits sucrés, Craquelins, & autres espèces de Pain, que les personnes riches & délicates, ou les convalescens, mangent par friandise, & qu'ils doivent avoir à un prix raisonnable.

§. 22.

LA *Viande de Boucherie* est la nourriture la plus ordinaire après le Pain, & par conséquent la Police doit tâcher de la procurer au Peuple *bonne* & à bon-marché, deux qualités assez difficiles à concilier en toutes choses. Les précautions qu'elle peut prendre pour la bonté des Viandes se réduisent à ces quatre points; que les Bœufx soient sains; qu'ils soient tués, & non pas morts de maladie, ou étouffés; que l'apprêt des Chaires s'en fasse propre.

Boulangeries.

Viandes de Boucherie.

proprement ; qu'elles soient débitées dans des tems convenables, ni trop tôt, ni trop tard, parce qu'elles se corrompent pour être trop long-tems gardées. Nous ne faisons qu'indiquer ces précautions, par ce que nous ne sçaurions entrer dans aucun détail à cet égard. C'est aux Magistrats de Police de chaque Ville à dresser sur ces principes un bon & solide règlement qui prévienne tous les abus que les Bouchers, Chaircutiers, ou autres Marchands de Chair morte, peuvent commettre contre ces points essentiels ; & les Inspecteurs des Marchés, les Controleurs des Boucheries, les vifiteurs de Ladrerie, les Langayeurs &c. doivent être d'une vigilance extrême pour faire observer à la lettre tout ce qu'un pareil règlement contient. Les Tueries, comme nous l'avons déjà remarqué plus haut, doivent être placées hors de la Ville, ou aux extrémités, s'il est possible sur le bord d'une rivière, pour empêcher la mal-propreté & l'infection ; mais il est nécessaire, pour la commodité du Public, de disperser les Etaux des Bouchers dans tous les quartiers. Ces Etaux de différens Bouchers doivent cependant être assemblés en un même lieu du quartier, & former une Boucherie complete où chaque acheteur puisse trouver un choix de Viandes. Jamais il ne faut mettre ces Boucheries dans des rues étroites, mais toujours dans les Places les plus spacieuses, où l'Air puisse emporter la mauvaise odeur inséparable des Viandes.

§. 23.

*Privileges
exclusifs
de vendre
le Bétail
de ses
prouvés.*

Pour procurer le bon-marché des Viandes, le Souverain ne doit jamais accorder ni au Corps des Bouchers, ni à un entrepreneur, ni aux Seigneurs des Terres voisines, ni aux Fermiers des Domaines, ni en un mot à qui que ce soit, un Monopole, ou Privilège *exclusif*, de débiter seul dans une Ville le Bétail à pié fourché. Cette regle est générale, & sans exception ; mais elle ne défend pas aux Magistrats de la Police, dans des tems où le Bétail est rare, de faire un accord avec quelque entrepreneur pour fournir la Ville d'une certaine quantité de Bestiaux, à un prix convenü ; une pareille précaution, au contraire, n'est que louable, pourvu que cet accord n'exclue personne de mener d'autre Bétail dans la même Ville, & de l'y débiter le mieux qu'il peut. Il faut, au contraire, faciliter l'arrivée des Bestiaux étrangers, soit en modérant les Droits de péage, soit en procurant de bons chemins & des paturages où ils peuvent se reposer dans le voyage. Comme il n'est que juste aussi que le Souverain lève quelques droits sur le Bétail qui se tue, & dont la Chair est consommée, il ne faut pas, d'un autre côté, outrer ces droits, pour ne pas trop renchérir une denrée de première nécessité. La Police fixe tous les mois le prix de chaque espèce de Viande par un calcul Arithmétique fondé à peu près sur les principes de l'évaluation du Pain ; & sur l'expérience, & la Taxe en est rendue publique par les billets imprimés, ou par une Table affichée dans les Boucheries.

§. 24. LA

§. 24.

La distinction que nous avons établie (§. 16.) entre les denrées de première, seconde, & troisième nécessité est surtout applicable à la Boisson dont les Citoyens de diverses conditions font usage. Dans les pays Méridionaux de l'Europe, le Peuple boit de l'eau, de la Piquette, du Cidre, du Vin de la contrée; dans les pays Septentrionaux il s'abreuve de petite Biere, de Biere forte, d'Hydromel, & d'Eau de vie. Les Citoyens aisés, les riches, font usage des Vins du meilleur crû, de Vins étrangers, rares & exquis, de liqueurs délicates de toute espèce. La Police ne se mêle que de celles qui sont le breuvage ordinaire du Peuple & des Citoyens du moyen état. Comme la qualité des Vins & des différens crus diffère à l'infini, il est impossible d'en fixer le prix: Chaque acheteur doit goûter & marchander; mais la Police détermine la grandeur de la Mesure, soit des Tonneaux & Barils, soit des Pintes, Chopines, Pots, Bouteilles, ou autres vases dans lesquels il est vendu. Elle fait des visites inopinées, non seulement dans les Caves des Marchands de Vin, mais aussi dans les Tavernes, Cabarets, & autres lieux où se débite le Vin, pour vérifier les Mesures, & voir si chaque vase, ou vaisseau, contient la quantité prescrite. Elle défend aux propriétaires des Vignobles, aux Vignerons, Marchands, Cabaretiers &c. de falsifier, de sophistiquer les Vins, & d'y mêler des ingrédients capables de nuire à la santé, comme de la Litarge, du Bois des Indes &c. Enfin elle a un œil attentif à ce que chaque acheteur obtienne pour son argent, en Mesure & en qualité, ce qu'il croit acheter. Les mêmes précautions doivent aussi se prendre à l'égard du Cidre, du Poiré, de l'Hydromel, de la Piquette & des autres liqueurs.

§. 25.

DEPUIS le tems de Tacite (*) les Germains ont fait de la Biere leur Boisson ordinaire, & cependant il s'en faut de beaucoup que la Police qu'ils ont établie à cet égard soit bien entendue. Il y a peu de Provinces en Allemagne où la Biere soit excellente; & elle n'y est nulle part aussi bonne qu'en Angleterre, en Suède, ou en Hollande. Je n'ignore pas que la bonté de la Biere depend de la bonté des grains, du houblon, & des autres ingrédients qu'on y emploie; je sçais encore que la fermentation, dont la Physique connoit si peu la théorie, contribue beaucoup à sa perfection, que la différence de l'Air, de l'humidité, des exhalaisons imperceptibles fait que cette fermentation n'étant pas la même.

(*) Tacite, dans son *Traité De Moribus Germanorum*, parle de cette Boisson, & la nomme *Cerevisia*, nom qu'elle a garde en Latin.

même partout, on ne sçauroit non plus réussir à brasser partout la même Biere; mais je connois plus d'une Ville en Allemagne où, avec de l'orge & des grains admirables, avec du houblon de Bohême le meilleur de la Terre, avec un air pur & sain, avec de l'eau claire & douce, on ne parvient qu'à faire de la Biere détestable. Je ne prétens pas qu'elle doive avoir partout le même goût, la même qualité; mais j'exige qu'elle soit partout bonne en son espèce, claire, légère, pure, bien cuire, sans aigreur, & sans mélange d'ingrédients nuisibles. Le plus grand obstacle qu'on a mis en Allemagne aux progrès de la Brasserie, & qui empêchera toujours l'art de faire la Biere de se perfectionner, consiste dans les Privilèges exclusifs qui ont été accordés à des Villes entières, à des Maisons Bourgeoises, ou aux Corps des Brasseurs, & dans la rigidité des règles qui leur sont prescrites pour le brassage même. Ces Privilèges ne sont qu'un Monopole tout pur, & il est absurde, en bonne Police, d'en accorder sous quelque prétexte que ce soit sur un objet qui est de première nécessité. Faudra-t-il que tout un public pâtiisse pour que trente ou quarante Brasseurs ignorans s'enrichissent? Le comble du ridicule consiste en ce qu'on oblige les Brasseurs à ne brasser qu'à tour de rôle; Maxime pernicieuse, s'il en fut jamais! L'habile homme n'aura-t-il donc aucun avantage sur le mal-adroit & le négligent? Le Peuple sera-t-il contraint de boire une mauvaise Biere, tandis qu'il en pourroit trouver de la bonne chez un autre? Les règles prescrites pour le tems, la saison, la quantité, & la méthode du Brassage sont également insensées. Est-ce en donnant des entraves à un Art, à un Métier, qu'on espère de le perfectionner? On n'osera donc jamais faire des expériences? La vieille routine subsistera toujours: jamais on n'ira en avant. Qu'on ne m'objecte point que la Brasserie est un trafic Bourgeois dont dépend quelquefois la prospérité d'une Ville & auquel chaque Citoyen doit participer. Ce raisonnement est un tissu de sophismes. La Brasserie est un métier à part, un métier plus difficile qu'on ne croit; il ne doit point être confondu avec d'autres; & si, par une application non interrompue, non distraite des Brasseurs, la Biere se bonifie dans une Ville, le débit n'en augmentera-t-il pas de soi-même? Toute la Ville, tous les Bourgeois, n'en profiteront-ils point directement & indirectement? Il faut avoir peu d'idée de l'enchaînement général du Commerce pour raisonner ainsi. Etablissez un nombre suffisant d'habiles Brasseurs, accordez leur des Privilèges raisonnables, une liberté entière pour faire des essais qui tendent à la perfection de leur métier; faites les travailler à l'envi l'un de l'autre; ne permettez point que chaque Citoyen, qui a un autre métier, ose Brasser pour soi; que l'habile Brasseur s'enrichisse, s'élève; que l'ignorant, le fainéant périclisse, ou qu'il embrasse une autre profession; & j'ose vous répondre, au nom de la raison & de l'expérience, que vous aurez de la bonne Biere partout.

§. 26.

REPONDS encore à une objection. On dit; Mais le Bourgeois de cette Ville, le Païsan de la contrée d'alentour est content de la Biere qu'on y brasse, il y est accoutumé, il s'en est toujours bien trouvé, il en aime le goût, & ainsi du reste. Raisonnement populaire & misérable ! Un Iroquois, un Lappon est content des alimens que son païs produit, & qui l'ont fait vivre lui & ses Ancêtres jusqu'à nos jours. Aura-t-il sujet de se plaindre si, par le moyen d'une sage Police, on lui en procure de meilleurs ? Le Peuple s'accoutumera aisément à boire de la meilleure Biere, si on le met à même d'en avoir. Nos Ancêtres voya-geoient à pié, sur le dos d'une Bourrique, ou de quelque vieille mазette, & se croyoient fort heureux. Nous avons des Coches, des Carrosses, des Chaises de Poste. Si l'on ne rafinoit pas à perfectionner les alimens comme toutes, les autres nécessités de la vie, il faudroit retourner à l'ancienne barbarie. Mais en tâchant de bonifier la qualité de la Biere, la Police doit veiller qu'elle ne renchérisse point, ce qui formeroit une espèce d'impôt sourd sur le Peuple: elle fixe le prix de cette Boisson, & prend garde que les Mesures des Tonneaux, des Pots &c. soient loyales & fidèles.

Réponse à
une objec-
tion.

§. 27.

APRÈS la Biere c'est l'Eau de vie dont le commun peuple fait le plus d'usage, & le plus grand abus. Il faut lui permettre l'un, en s'opposant fortement à l'autre. Par le moyen de la distillation on tire l'Eau de vie non seulement du Vin, mais aussi du Seigle, des baies de Genevre, du Ris &c. Il n'y a pas longtems que les Distillateurs d'Angleterre avoient trouvé le funeste secret de tirer de l'Eau de vie de tout, même des choses les plus mal saines, les plus abjectes & les plus mal-propres. C'étoit un poison lent, qui devenoit d'autant plus dangereux pour toute la Nation, qu'ils pouvoient le vendre à vil prix. Mais la sagesse du Parlement a vigoureusement réprimé cet abus, non seulement en défendant sévèrement tous les excès des liqueurs fortes, mais aussi en prescrivant aux Brandeviniers la manière de les distiller. C'est ce qu'une bonne Police doit imiter dans tous les païs. Parmi les mixtions que l'on ajoute quelquefois à l'Eau de vie pour lui faire prendre un goût agréable, il y en a de très pernicieuses & même de mortelles. La fleur du Laurier-rose, (*) dès qu'elle passe par l'Alambic, devient un poison violent & foudain aussi bien que les feuilles &c. La fleur & les feuilles de Pêcher, les Amandes amères, le Persil, & quelques autres herbes sont presque aussi dangereux. Un Distillateur ne doit jamais dé-

(*) Nerium, ou Laurecerassus.

Vinaigre,
Cidre,

débiter une nouvelle espèce de liqueur; qui est de son invention, sans en avertir la Police qui fait examiner par la Faculté de Médecine si l'usage en peut être nuisible.. Il n'est pas croyable combien les Brandeviniens usent de grains, qui pourroient être consumés par le Peuple d'une manière bien plus convenable à la santé. Pour cette raison, & pour mille autres, il n'est guère prudent de laisser les mains libres à cette profession; mais il faut lui donner le plus d'entraves qu'on peut; l'Eau de vie, si ce n'est pour l'envoi au dehors, ne devant jamais être ni trop chère, ni à trop bon marché, dans une Ville. Cette règle est surtout applicable, dans les tems de disette, ou de cherté de grains. L'Inspection de la Police, s'étend aussi sur les Vinaigriers, sur les Marchands de Cidre, & de toutes les liqueurs dont les hommes font usage; elle se sert de toutes les précautions possibles pour les procurer bonnes, non falsifiées, & à un prix raisonnable.

§. 28.

Le Sel.

Le Sel est encore un objet de première nécessité; mais comme dans bien des pays le débit du Sel fait un droit régal du Souverain qui tient les Salines en propre, & que dans d'autres le Sel est asservi à un impôt considérable qu'on nomme Gabelle, il n'est guère possible que la Police puisse, de sa propre autorité, ou par sa vigilance, le procurer à bon-marché au Peuple. C'est plutôt une affaire de Finance. Tout ce que les Magistrats de Police peuvent faire, c'est de veiller que leur Ville en soit toujours bien pourvue, & de présenter au Souverain leurs très-humbles remontrances si, par les mauvais conseils d'un Financier, les Gabelles sont trop rehaussées, ou que les Fermiers abusent de leurs droits pour accabler le Peuple par une trop grande sévérité à cet égard, ou bien si les Gréniers sont fournis de mauvais Sel, ou si les Mesures ne sont pas fidèles, & les Tonneaux point remplis. Au-reste on sçait que le Sel commun est de trois sortes. Le Sel Marin, qui se fait de l'eau de la Mer, & que l'on croit être le plus parfait, le Sel des Sources, ou Fontaines salées, & le Sel Germé, ou Sel de pierre, qui se tire des Mines, comme à Valiska, en Pologne. La Police adopte le Sel qui est d'usage dans sa Ville, & dont le Souverain a réglé la vente.

§. 29.

Merciers
& Epiciers, Su-
cre, Epice-
ries, Aro-
mates &c.

Les Merciers & les Epiciers sont encore soumis à la Police. Le Sucre, le Poivre, les Epiceries, & les Aromates de toute espèce, étant de seconde & troisième nécessité, il faut bien se garder de les renchérir par des Monopoles ou Privilèges de vente exclusifs, ni de les charger de trop d'impôts. A l'égard du Sucre, il est vrai que les principes de Finance veulent qu'on tâche d'en établir des Raffineries; mais la Police ne trouve pas toujours son compte dans ces établissemens; l'ex-
périen-

périence ayant fait connoître que cette denrée, si nécessaire à la vie, est souvent renchérie dans les Villes où ces Rafineries ont été établies, & où la situation locale & la nature n'ont pas secondé les efforts qu'on a faits pour les faire réussir. Nous ferons voir plus bas que toute Manufacture qui n'a point de succès devient un impôt pour le Peuple, surtout si elle est soutenue par un Monopole. Il est encore prouvé par l'expérience que diverses Rafineries de Sucre entreprises à la fois réussissent mieux qu'une seule. On développera en son lieu les raisons naturelles de ce fait qui peut paroître un paradoxe à bien des gens. Mais ce n'est pas là un objet qui intéresse directement la Police; elle se borne à faire observer la loyauté dans les ventes de détail; & se chargeant de l'inspection sur toutes les Boutiques des Merciers, elle est attentive à y faire trouver de *Pêches, des Olives, Capres, Limons, Grenades, Citrons, Fruits secs &c.* *Fruits, Oranges, Pruneaux secs, Raisins secs,* & plusieurs autres denrées pareilles, que notre façon de vivre & la Cuisine moderne ont rendu nécessaires; le tout à un prix raisonnable.

§. 30.

Les *Harangs secs, les Harangs salés & forêts*, dont le Peuple se régale si fort en Allemagne, & dans les pays du Nord, qu'ils sont devenus de première nécessité, le *Beurre, le Fromage, le Lait, l'Huile de Lampe, les Chanelles*, en un mot tout ce qui est indispensable dans un ménage doit se trouver dans une Ville bien policée. L'appas du gain fait qu'on ne manque jamais de Marchands qui en font leur trafic; & la Police a soin de les faire agir d'une manière honnête & équitable envers le public, & de mettre toute la loyauté & la probité possibles dans leur commerce.

§. 31.

Des principes que nous venons d'établir il s'ensuit aussi que la Police a seule l'intendance des *Marchés publics & des Halles*. Elle doit prendre des arrangements pour y faire trouver, au-moins deux fois par semaine, tous les *Fruits*, toutes les *Fleurs*, tous les *Légumes*, & toutes les *Herbes potagères* que le Climat de chaque pays & la saison peuvent produire. Les Inspecteurs des Marchés, & les Valets de Ville, sont obligés de s'y trouver tant que le Marché dure, & de faire la ronde pour empêcher les querelles, les désordres, & pour veiller qu'il ne s'y commette des vols, des filouteries & des friponneries grossières. Ces mêmes Inspecteurs ont aussi l'autorité de faire jeter dans la rivière les *Légumes suspects, gâtés, & malsains*, les *Fruits* qui ne sont pas murs, de certains *Pruneaux sauvages* qui causent la dysenterie. Ils faussent également la *Viande gâtée, les Poissons morts, & toutes*

les denrées qui sont d'un mauvais accabit, & dont l'usage peut devenir pernicieux à la fanté.

§. 32.

La Poisson-
nerie.

La Poissonnerie est encore un objet qui occupe la Police. Le Poisson est, ou d'eau douce, ou de Mer; il se vend ou frais, comme il sort de l'eau, ou sec, ou foré, ou salé. Les précautions qu'on peut prendre par rapport à la fanté consistent en ces trois points; qu'il ne soit point corrompu quand on le débite frais; qu'il ne l'ait point été avant de sécher, forer, ou saler, & enfin qu'on ne se serve point de trempis falsifiés pour blanchir celui-ci, ou lui donner quelque autre agrément en le dessalant. Comme il est nécessaire dans un Etat que les Tables des riches & des Grands soient pourvues d'une variété de choses rares & délicates, la Police des Villes qui sont éloignées de la Mer, a soin d'établir une Chasse-marée pour faire arriver le Poisson de Mer aussi frais qu'il est possible; & il doit être exposé en vente aussitôt qu'il est arrivé de peur de corruption. Cette dernière maxime a lieu non seulement pour les jours ouvriers, mais aussi pour les Fêtes & les Dimanches. La Poissonnerie doit être ouverte dès que l'Office Divin est fini. En Angleterre, où le Dimanche est célébré avec une dévotion scrupuleuse, & où tout trafic est défendu, on a permis cependant aux Poissonniers de faire crier dans les rues, & vendre le Harang frais lorsqu'il arrive ce jour-là.

§. 33.

La Volaille.

Les Inspecteurs des Marchés doivent visiter, de tems à autre, les Boutiques des Poulailleurs, ou engraisseurs de Volaille, & des Marchands de Gibier & de Venaison. Ils font porter à la Voirie tout ce qu'ils y trouvent de gâté, de corrompû, & ce qui est absolument indigne d'entrer dans le Corps humain. Cette précaution empêche aussi que ces Poulailleurs ne renchérissent trop leur Volaille, ou Gibier, en le gardant long-tems.

§. 34.

Intendant-
ce sur les
Métiers
nécessai-
res.

La Jurisdiction & l'intendance de la Police s'étend aussi sur tous les Métiers utiles & nécessaires à la vie humaine, comme Tailleurs, Cordonniers, Chapeliers, Perruquiers, Baigneurs, Maçons, Charpentiers, Menuisiers, Vitriers, Serruriers, Maréchaux, Charrons, Selliers, Corroyeurs, en un mot sur toutes les professions qui travaillent au vêtement, au logement, & à la commodité des Citoyens. Il semble que l'Ancienneté ait consacré l'usage, ou l'abus, qui régné dans la plupart des

païs de l'Europe d'ériger ces professions en Corps de Métiers, & de leur accorder diverses prérogatives dont quelquesunes consistent dans des usages & des cérémonies frivoles, & d'autres dans des Privilèges exclusifs qui tiennent trop du Monopole. En Allemagne, les abus que les Corps des Métiers firent de ces prérogatives donnèrent lieu à tant de désordres, que la Diète de l'Empire dès l'année 1559. sous le regne de l'Empereur Ferdinand, se vit obligée de faire une réforme de Police à cet égard, de retrancher quelques-uns de ces Privilèges, & de prescrire des bornes à d'autres. Ce seroit peut-être causer une trop grande révolution si l'on vouloit conseiller aux Souverains d'abolir tout d'un coup ces Corps de Métiers, & de les dépouiller de leurs Privilèges. Cependant ils procurent de petits avantages, & causent de grands préjudices aux progrès des Métiers. La contrainte nuit toujours à la perfection d'un Art. Cette matière mériteroit un examen détaillé que les bornes de cet Ouvrage nous défendent de faire ici. Nous nous contenterons de remarquer que, si l'on a des raisons pour ne point casser tout-à-coup ces Corps de Métier, & révoquer leurs Privilèges, il faut du-moins les empêcher d'en abuser, que les bâtarde & les enfans qui ne sont pas nés absolument de parens infâmes doivent y être reçus sans répugnance, que les Maîtres n'osent point rebuter leurs Apprentis & Compagnons par des longueurs & des chicanes inutiles, leur escroquer une partie de leur salaire, mettre des taxes ruineuses sur l'acquisition du droit de Maîtrise, ni introduire dans les Métiers des usages ridicules, trop dispendieux, & qui font un inutile fracas dans la Ville, comme les Processions. S'ils ont rançonné quelque Citoyen dans le prix, ou gâté l'ouvrage, la Police fait examiner par les Jurés du Métier si la plainte qui s'en fait est fondée ou non, & ces Jurés taxent le travail sous son autorité.

§. 35.

LES Manœuvres, les Crocheteurs, les Porte-faix, les Conducteurs, les Charrettes, les Emballeurs, les Porteurs d'eau, les hommes & les femmes qui travaillent à la lessive & à reblanchir le linge, les Laquais de louage, en un mot tous les gens qui sont compris sous le nom d'Ouvriers à la journée doivent être sous l'inspection particulière de la Police. C'est elle qui règle leur salaire, & qui les oblige à servir le public fidèlement & sans impolitesse. Le relâchement de la Police à cet égard se manifeste surtout en Hollande, au grand scandale des Naturels du païs, mais plus encore des Etrangers. Un Voyageur ne sçauroit y traverser une Ville, faire transporter son bagage d'une Barque à l'autre, sans essuyer des chicanes, des exactions, & des brutalités de la part des Crocheteurs qui se tiennent sur le rivage où la Barque aborde, & qui taxent le Voyageur à leur gré. C'est une insolence.

Ouvriers à la journée.

solence que les Magistrats devoient réprimer avec la dernière sévérité. Il en est de même de tous les autres Ouvriers.

§. 36.

Les Fri-
piers.

LES *Friperies publiques*, aussi bien que les Marchands Fripiers qui tiennent boutique fermée dans leurs Maisons, les Priseurs de biens meubles, les Colporteurs, Revendeurs & Revenderesses sont encore soumis à la Police, qui les oblige d'user de la plus grande propreté dont leur trafic est susceptible. On visite, de tems en tems, leurs Magazins; & si l'on y trouve des hardes infectées par la vermine, on en fait la saisie, & ils sont mis à l'amende. Aussitôt que le moindre Mal épidémique, Contagion, ou Peste, se fait sentir dans une Ville, toutes les Friperies sont fermées sur le champ, on inflige des châtimens corporels aux Fripiers qui vendent ou achètent alors de vieux habits, linges, lits, couvertures &c. & l'on brûle les effets qui se trouvent chez eux. La grandeur du péril permet à la Police d'user en pareil cas d'une sévérité qui seroit trop grande en tout autre, les vieux habits & meubles empestés étant capables d'infecter toute une Ville, & de faire périr des milliers d'habitans. Comme c'est la partie du Peuple qui est la moins aisée, & souvent la plus nombreuse, qui s'habille & se meuble de la Friperie, la Police doit veiller qu'il ne soit pas trompé & rançonné outre mesure par les Fripiers. En Allemagne, & dans la plupart des pays du Nord, les Juifs sont en possession de faire ce petit trafic, qui convient si fort à leur aptitude naturelle pour le gain. Ce peuple est né avec un talent singulier pour les petits profits, & c'est une espèce de commodité pour le Public; mais il faut les empêcher d'en faire de grands, & de duper le Peuple. On les châtie rigoureusement à la moindre plainte légitime qui se fait contre eux, ou s'ils sont convaincus d'avoir été les receleurs de choses volées ou détournées illégalement. Les mêmes châtimens, & de plus grands encore, leur sont infligés quand ils commettent des fourberies manifestes, qu'ils poussent l'usure à l'excès, ou qu'ils rognent les espèces.

Les Juifs.

§. 37.

Fourrages.

LES hommes ne pouvant se passer de Chevaux, de Mulets, ou d'autres Bêtes de somme, pour toutes sortes de travaux, il est nécessaire de pourvoir à la subsistance de ces Animaux en procurant une abondance toujours suffisante d'*avoine, de foin & de paille* dans une Ville. Si l'on jouit de la commodité d'une rivière, il est bien plus avantageux de faire arriver ces denrées par eau que par charroi, surtout le foin & la paille qui sont volumineux. On établit des Marchés, où le Public peut acheter, deux fois par semaine, toute sorte de fourrages. Le prix

prix n'en sçauroit être fixé; il dépend de la recolte, bonne ou mauvaise, qui s'en est faite dans les contrées voisines, & de la quantité, plus ou moins grande, que les Fermiers & Païsans d'alentour portent au Marché. Les provisions de foin se font le plus avantageusement en Été après que les Prés ont été fauchés, celles d'Avoine vers Noël, quand elle a pu être battue en grange, & celles de Paille au Printems, le Laboureur ayant achevé de battre tout son Bled.

§. 38.

Le Chauffage étant un objet de première nécessité, il faut que la Police soit attentive à ne jamais laisser manquer une Ville des matières dont on se sert à cet effet. Ces matières ne sont pas les mêmes dans tous les païs. En France, & en Allemagne, on brûle communément du Bois, en Angleterre du Charbon de terre, en Hollande des Tourbes, en Flandres de la Houille, en d'autres contrées du Charbon de bois. Il est même des païs si peu favorisés de la Nature, que les habitans se chauffent avec des arrêtes de gros Poissons qu'ils ont fait sécher au Soleil. Cependant il est certain que, de toutes les matières combustibles, le Bois est le plus propre à faire un bon feu pour toute sorte d'usages, si ce n'est pour les Forges où le Charbon de terre & la Houille sont préférables. Comme les Forêts, les Mines de Charbon, les Bruyères où se creuse la Tourbe, sont sous l'inspection du Département des Finances, la Police ne peut procurer l'abondance & le bon-marché des matières qu'elles produisent que par une grande attention aux besoins de la Ville, en faisant des représentations à ce Département aussi-tôt qu'elle s'aperçoit de la moindre disette de Bois &c. Elle établit de plus des Chantiers, des Magazins, pour le bois, les Charbons, ou les Tourbes, qu'elle place aux portes de la Ville, & si la situation le permet proche d'une rivière; précaution également utile pour le transport facile, & pour prévenir les embrasemens. Il faut aussi défendre aux habitans de la Ville de brûler du chaume, de la paille, des planures, & autres choses qui peuvent mettre le feu à leurs Maisons. Le prix des matières combustibles doit être invariable, autant qu'il est possible, & fixé par la Police.

§. 39.

DANS toutes les Villes policées, on doit trouver un assortiment complet de tous les Matériaux nécessaires à la construction, comme pierres de taille, pierres à chaux pour les fondemens, briques, tuiles, chaux, ciment, bois de construction de toute espèce, planches, fer, cloux, verre à vitre, plomb, couleurs, cordes, en un mot tout ce qui est nécessaire pour élever un bâtiment depuis les fondemens jusqu'au comble. Pour cet effet, on fouille des Carrières, on établit des Bri-

Tome I.

S

queries

Matériaux
de Con-
struction.

quères, des Pours à chaux, on fait flotter des bois des Forêts les plus voisines; on s'en procure des pays lointains, comme de la Mer Baltique; on tâche d'avoir des Moulins à scier, des Forges, des Verrières, & ainsi du reste. Tous ces établissemens font, à la vérité, des objets de Finance, mais la Police en profite pour faire ses arrangements de manière que tout Citoyen, qui veut bâtir, puisse trouver les matériaux nécessaires à un prix raisonnable, & bons dans leur espèce.

§. 40.

Aunage,
Poids, &
Mesure.

LA Police a l'inspection particulière sur tout ce qui s'appelle Aunage, Poids, & Mesure. Elle marque de son empreinte les Aunes qui servent aux Marchands, les Poids, les Boisseaux & toutes les Mesures en général qui déterminent une grandeur, étendue, ou quantité de denrées ou de marchandises quelconques. Il doit être défendu même aux Marchands de se servir d'une Aune, d'un Poids, ou d'une Mesure qui n'est pas timbrée. La Police les vend, & s'en fait un petit revenu. Il faut qu'il s'en trouve toujours une assez grande provision à l'Hôtel de Ville, pour que le Public puisse s'en pourvoir au besoin. Au reste, c'est un très grand inconvénient pour la Société que les Poids & Mesures varient si fort, non seulement chez tous les Peuples du monde, mais aussi dans les différentes Provinces d'un même pays. Cette variété cause non seulement une incommodité, mais aussi un préjudice réel au Commerce général, & particulier, de toutes les Nations; & quoi que leur communication réciproque ait été beaucoup perfectionnée par les progrès de la Navigation, l'établissement des Postes, & l'invention des Papiers publics, on n'a pu trouver jusqu'ici aucun moyen de remédier à cet inconvénient, qui donne lieu à mille petites fraudes, à mille erreurs, & qui assujettit les hommes à un calcul continuel où ils peuvent se tromper à chaque instant. Plusieurs calculateurs politiques ont cherché à y remédier en imaginant une mesure commune, qui put être adoptée par tous les Peuples, & qu'on put leur rendre sensible, toutes les autres mesures de grandeur étant arbitraires, & par conséquent indéterminables. Mais cette opération est plus difficile qu'on ne pense, parce qu'il n'y a rien dans la Nature qui soit uniformément égal en grandeur, poids, ou étendue dans tous les pays du monde. Ce qu'on a pu trouver jusqu'ici de plus égal par toute la Terre ce sont les grains d'Orge, & dans cette supposition on les a pris pour la mesure des longueurs, en appelant *Ligne* la grandeur d'un grain d'Orge, & faisant contenir au Pouce douze Lignes, au Pié douze Ponces &c. Mais cette dimension est peu correcte, vu que les grains d'Orge n'acquièrent pas précisément la même grandeur dans tous les pays, & à chaque récolte. Pour cette raison, d'autres ont pris pour principes de la Mesure générale les cellules que
les

les Abeilles font dans leurs Ruches; d'autres encore en ont donné de fort plausibles par le moyen du Pendule; mais malgré tout cela la réduction de la Mesure universelle est restée en suspens. Cette difficulté, & une autre, tout aussi grande, de réunir les volontés de tant de Souverains & de tant de Peuples, font qu'il faudra abandonner la réussite de ce projet aux utiles, mais impraticables, spéculations de l'Abbe de St. Pierre. Bornons nos recherches à des objets moins chimériques, & plus conformes à la Nature; & disons que, s'il est moralement impossible d'établir la Mesure universelle, il seroit, au contraire, fort aisé qu'un Souverain put introduire dans tous ses Etats l'uniformité des Mesures, Poids, Aunages, Monnoyes &c. Il ne faut qu'en avoir sérieusement la volonté, & ne point se laisser rebuter par les difficultés. La détermination de cette Mesure peut être arbitraire. Un Prince peut prendre sa Canne, la cacheter par les deux bouts, & la faire servir d'étalon; pourvu qu'il y ait une grandeur donnée. Il en est de même des Vaisseaux & des Poids. Mais ces étalons des Mesures ne doivent varier, ou s'abroger, que dans des cas de la plus grande nécessité; & il faut les mettre entre les mains de l'autorité publique comme dans un dépôt sacré.

§. 41.

L'AUTORITÉ de la Police s'étend aussi sur les *Orfèvres, Tireurs & Bat-* Autorité
sur les Or-
fèvres,
Tireurs &
Batteurs
d'or &
d'argent,
&c.
teurs d'or, ou d'argent, & sur tous ceux qui travaillent en Métaux précieux. Elle détermine le titre, l'aloi, ou le fin, & la bonté intérieure de l'or & de l'argent qu'ils employent dans leurs ouvrages, fixe le remède, fait veiller que tous ces ouvriers n'osent altérer la bonté des Métaux en y mêlant plus d'alliage que le règlement ne porte, marque de son empreinte chaque pièce d'Orfèvrerie qui sort de leurs mains, punit sévèrement les plus petites prévarications qui se commettent à cet égard, & fait observer toute la probité & toute la loyauté imaginables dans une affaire où le Public pourroit être trompé si subtilement & si dangereusement. C'est une Ordonnance bien sage en France, que l'or & l'argent, employé par les Orfèvres, Batteurs & Tireurs d'or, doit être à plus haut titre que celui des Monnoyes, afin qu'ils ne puissent fondre les espèces, pour les employer à leurs ouvrages, sans souffrir une perte considérable, à cause qu'ils seroient obligés de les affiner. Nous développerons, à l'article des Monnoyes, les principes du titre des Métaux, & de l'alliage, du remède &c. & nous tâcherons de simplifier les idées sur une matière qui paroît fort obscure & fort compliquée, parce que tant de gens sont intéressés à l'envelopper de nuages. L'Etain étant également susceptible de différens titres, la Police en marque la bonté intérieure, en faisant timbrer tout ce qui sort de l'atelier du Potier-d'Etain. L'Etain.

§. 42.

Arts Libé-
raux &
Manufac-
tures ne
sont pas
du ressort
de la Po-
lice.

MAIS si l'autorité de la Police s'étend sur toutes les professions, Arts & Métiers utiles aux Citoyens, elle ne sçauroit l'exercer sur les *Arts Libéraux* dont le Public peut se passer, qui dépendent du génie de ceux qui les cultivent, qui exigent des talens extraordinaires, & dont les productions ne sçauroient être taxées. Tout ce qui est Fabrique dont le débit s'étend jusques chez l'étranger, comme Draps, Etoffes, Chapeaux, Toiles, Fil, Dentelles, &c. n'est pas non plus du ressort de la Police; elle ne doit s'en mêler ni directement ni indirectement, ces objets étant uniquement réservés à la direction du Département du Commerce, sur les droits duquel aucun autre Magistrat ne doit empiéter, & qu'il ne faut pas troubler dans ses opérations, parce qu'il va à son but par des routes souvent fort détournées, & inconnues aux autres Départemens. Les moindres vexations peuvent nuire, même involontairement, aux progrès d'une Manufacture, ou d'une branche entière de Commerce.

§. 43.

Représen-
tations
permises
aux Magi-
strats de la
Police.

Cependant s'il arrive que le Souverain, séduit par les mauvais conseils de quelque Ministre ignorant, ou infidèle, accable une Ville par des Impôts excessifs, charge les denrées d'énormes droits, accorde des Monopoles pernicieux sur des objets de première & de seconde nécessité, & occasionne, par ces exactions, une cherté ruineuse dans un endroit, les Magistrats de la Police font, non seulement autorisés, mais dans l'obligation de lui faire leurs très humbles Remontrances à ce sujet, & de lui en représenter toutes les mauvaises suites. Tout Prince sage doit commander à ses Conseillers de lui parler librement, & leur prouver qu'ils peuvent le faire sans péril. La timidité, que les esprits foibles ont naturellement devant leur Souverain, ne cause que trop de maux. Qu'en arrivera-t-il si l'exemple d'une hardiesse devenue préjudiciable à un honnête homme empêche les autres de lui présenter la Vérité à découvert ? Mais après qu'un Serviteur fidèle, qu'un intègre Magistrat de Police, a fait au Souverain des représentations infructueuses, il ne peut aller plus loin, il ne sçauroit nager contre le torrent, il doit s'envelopper de sa Vertu, & remettre le reste au Temps & à la Providence.

§. 44.

Les Poi-
sons.

IL est encore une précaution, fort importante, à prendre dans un Etat bien policé, contre les malheurs qui sont occasionnés, ou volontairement,

tairement, ou accidentellement, par les *Poisons*, au nombre desquels on peut reputer non seulement ceux qui causent une mort prompte & violente, mais aussi ceux qui altèrent peu à peu la santé, & donnent des maladies. Pour cet effet, il faut défendre, sous peine de la vie, à tous les Citoyens, même aux Médecins, Chirurgiens, & Apothicaires, d'avoir chez eux des Poisons simples, ou préparés, qui n'entrent dans aucune composition ordinaire, & qui ne peuvent servir qu'à nuire. A l'égard de l'Arsenic, du Régal, de l'Orpiment, du Sublimé, de l'Eau-forte, & d'autres Drogues dangereuses de toute leur substance, comme elles entrent dans plusieurs compositions nécessaires, on ne sauroit les défendre entièrement. M. Colbert a fait une Ordonnance bien sage, à cet égard, & que toutes les Polices devroient suivre. Elle porte en substance „ qu'il ne soit permis qu'aux Marchands qui demeurent dans les Villes d'en vendre, & d'en livrer eux mêmes aux Médecins, Apothicaires, Chirurgiens, Orfèvres, Teinturiers, Maréchaux, & autres personnes publiques, qui par leur profession sont obligées d'en employer, lesquelles néanmoins doivent écrire sur un registre particulier leurs noms & qualités, ensemble la quantité qu'ils en auront prise. Les personnes inconnues, comme les Chirurgiens & Maréchaux des Villages, apporteront des certificats de leurs Juges, ou Curés, & attestés par des Notaires, ou témoins, lesquels certificats & attestations de leur nom & profession demeureront chez les Marchands pour leur décharge. Outre ces personnes bien connus, il est défendu, sous peine de punition corporelle, de vendre & débiter à qui que ce soit aucune Droque ayant qualité de venin.”

§. 45.

Nous aurons occasion, à l'article des Manufactures, de parler de la nécessité des Lombards, Bureaux d'Adresse, & des particuliers qui prêtent sur gage. Nous remarquerons ici que ces ressources, pour les Citoyens qui se trouvent soudainement dans un besoin momentané d'argent, sont très utiles dans une Ville, qu'il faut les établir sous l'autorité de la Police, qui doit régler l'intérêt que le Lombard peut prendre, le terme qu'il faut accorder à l'emprunteur pour dégager les effets qu'il a mis pour caution, la vente publique des effets qui sont demeurés au Bureau, & tout ce qui doit être observé pour prévenir qu'un esprit d'usure ne détruise ce qu'il peut y avoir de commode & d'utile pour le Public dans ces sortes d'établissements.

Lombards
& Bu-
reaux
d'Adresse.

§. 46.

Je ne saurois finir ce Chapitre sans faire encore une remarque que l'humanité me suggère. On trouve, dans toutes les Villes du monde, des Citoyens malheureux qui, malgré leur industrie, leur activité, & leur bon-

Conseil
charita-
ble.

ne conduite, luttent contre la mauvaife fortune, & font obligés, par des maladies, par l'enchaînement des événemens, ou par mille accidens funeftes, de vendre, ou de mettre en gage les instrumens & les outils de leur profession; néceffité urgente, qui appesantit leur misère, puisqu'ils font mis hors d'état d'exercer leur métier, & par là privés de la dernière ressource pour gagner leur vie, & faire subsister leur femme & leurs enfans. Réduits à la mendicité, ils deviennent les vrais objets de la Charité Chrétienne; ce sont les seuls Pauvres honteux dans l'Etat. Ils cachent leur malheur; il n'y a presque que la Police qui peut les connoître dans les visites qu'elle en fait par la vigilance des Commissaires des quartiers. C'est sur ces infortunés que devoient tomber les charités des Princes, des Grands & des riches. Il faudroit établir une Caisse d'aumones volontaires, sous la direction des principaux Magistrats de la Police qui, sur le rapport des Commissaires, & après un examen exact, dégageroient les meubles, instrumens, ou outils, de ces pauvres Artisans, & les remettroient en état de se nourrir eux & leur famille, de servir le Public, & de concourir par leurs travaux aux progrès des Arts utiles, des Manufactures, & du Commerce. Une Charité si bien réfléchie, si bien employée, deviendrait plus utile à la Patrie, seroit plus digne du bon Citoyen, que lors qu'elle est exercée indistinctement envers des mendiens dont le front ne rougit plus quand ils tendent la main, & qui rarement méritent la compassion de leur prochain dès qu'on examine leur conduite.



C H A P I T R E IX.

De la Police à la Campagne.

§ I.

Nécessité
d'une Po-
lice à la
Camp-
gne.

LA plus grande, & peut-être la plus utile partie des Citoyens vit à la Campagne où elle cultive les denrées qui font la base de la prospérité d'un Etat. Il seroit également injuste & imprudent si le Souverain n'étendoit jusques sur d'aussi bons Sujets ses soins paternels, & ne les faisoit jouir du bonheur que peut leur procurer une sage Police. Mais cette Police, quoique fondée sur les mêmes principes de la Police des Villes, embrasse moins d'objets, & par conséquent est beaucoup moins compliquée. Nous allons examiner, aussi brièvement qu'il sera possible, en quoi peut consister la Police de la Campagne, & quelles sont les principales règles qu'il convient d'observer à cet égard.

§ 2. LA

§. 2.

LA Campagne, en général, est partagée entre différens propriétaires, qui tous jouissent de divers privilèges, droits & prérogatives. Le Souverain en possède une partie sous le titre de Domaines. La Noblesse à des Terres Seigneuriales; le Clergé, les Evêchés, les Chapitres, les Couvens même ont des biens de Campagne, le territoire des Villes s'étend quelquefois assez avant dans la contrée d'alentour, & ainsi du reste. Tous ces propriétaires exercent dans leurs Campagnes une Jurisdiction dont les limites sont marquées par leurs Droits & Privilèges; & par conséquent ils peuvent faire, chacun dans son Village, des arrangemens particuliers de Police sans que le Souverain soit fondé à s'y opposer, ou à empiéter sur leurs Droits à cet égard, pourvu que ces arrangemens ne soient pas contraires à la raison naturelle, & aux constitutions fondamentales de l'Etat. Mais comme tous les Citoyens, tous les Vassaux des propriétaires de Terres, soit Serfs, soit Franes, sont Sujets du Souverain avant que de l'être de leur Seigneur, qui est Sujet lui même, il est clair qu'il doit y avoir une Police générale à la Campagne, que le Gouvernement fait observer, & dont il prescrit les règles. Il n'est pas, d'ailleurs, au pouvoir d'un Seigneur, ou d'un autre propriétaire, d'effectuer tout ce qui est nécessaire pour remplir les deux principaux objets de la Police, la sûreté & le bon-marché; la Puissance Souveraine peut seule les procurer. Enfin, comme il seroit injuste & d'une dangereuse conséquence de rogner les privilèges des possesseurs des Terres, il ne le seroit pas moins si on leur accordoit un pouvoir illimité pour régler à leur gré la Police générale dans leurs Campagnes; ce qui formeroit un *Etat dans un autre* (a), & donneroit lieu à une diversité bien bizarre d'usages en un même pais. Or la direction de cette *Police générale* du plat pais ne peut être remise qu'entre les mains du Département des Finances, qui est seul en état de connoître les besoins des habitans de la Campagne, les abus qui s'y introduisent, & d'y porter remède. Il s'ensuit de là que ce Département doit, sur les Loix du pais, dresser le règlement de la Police générale, & l'envoyer aux propriétaires des Campagnes, pour que ceux-ci le fassent exécuter par leur Justiciers, leurs Juges, ou Maires des Villages, & par les autres personnes qu'ils ont établis à cette fin.

Jurisdiction de la Police à la Campagne.

Police générale de la Campagne entre les mains du Département des Finances.

§. 3.

LA *sûreté* de la Campagne est différente de celle des Villes. Outre les objets que la Campagne a de communs avec les Cités pour assurer la vie, l'honneur, & les biens des habitans, il y a encore d'autres périls auxquels

Sûreté de la Campagne.

(a) *Statum in Statu.*

auxquels le plat païs est exposé, & dont les remparts, les murailles, & le grand concours de Citoyens garantissent les Villes. Le premier & le plus grand danger est l'attaque des Brigands & des Voleurs de grands chemins. Dans tous les païs du monde, les exemples ne sont que trop fréquens que des Châteaux, des Villages entiers, des Hameaux, ont été insultés par de pareils scélérats, les maisons pillées, les effets volés, & les habitans assommés, ou assassinés de la manière la plus cruelle. Ces malheurs proviennent toujours d'un très grand vice de Police, qui fait honte au dix huitième Siècle. L'Humanité, la Justice, le bon sens sont révoltés en lisant les papiers publics d'Angleterre, qui annoncent, jour par jour, quelque Vol, quelque insulte faite aux Voyageurs sur les grands chemins. Le danger de ces attaques augmente à mesure qu'on s'approche de Londres, preuve certaine de la négligence & de la dépravation excessive de la Police de ce païs. Se récrier sur l'impossibilité d'extirper la race des Voleurs, dont l'Angleterre est infectée, c'est en vérité tenir un langage bien foible & bien absurde. Avec la sévérité des Loix Angloises, avec les troupes que la Nation entretient, sans presque les occuper, avec les autres secours, & les sages arrangemens qui subsistent dans ce païs, avec la quantité immense d'habitans, la proximité des Villes, Bourgs, & Villages, il faudroit que les Magistrats de Police fussent bien ignorans, bien peu actifs, bien lâches, s'ils ne pouvoient pas parvenir à procurer la sûreté publique, & à anéantir une troupe de Bandits & de libertins qui dans le fonds sont les plus grands poltrons de la Terre. Il faut croire que le Gouvernement d'Angleterre ferme volontairement les yeux sur cet insigne abus, sans qu'on soit à même de démêler la raison d'une semblable conduite. Car croire qu'il puisse y avoir la moindre ombre de Liberté pour des coquins de cette espèce, ce seroit abuser étrangement des mots & de la raison humaine. Nous indiquerons les moyens les plus efficaces qui peuvent se mettre en œuvre pour détruire cette funeste engeance, & pour faire régner la sûreté dans un païs quel qu'il puisse être.

§. 4.

Loix contre les Voleurs, & charimens sévères.

Les Loix contre les Vols, les Assassinsats, les attaques, & autres Crimes contre la sûreté publique, soit qu'ils aient été commis sur les grands chemins, soit dans les Villages, doivent être de la plus grande sévérité, & maintenues à la dernière rigueur, sans acception de personnes. Le premier Gentilhomme d'un païs, & le dernier des manans, doivent être punis également de mort s'ils commettent une action aussi lâche & aussi infame. Ce sont des Membres gangrenés de la Société, qu'il faut couper, dans quelque rang qu'ils aient pu naître. Ils se sont dégradés, ils ne méritent ni pardon, ni miséricorde. Il faut même accompagner l'exécution de leur Sentence de l'appareil le plus imposant & le plus lugubre. On expose les têtes des Voleurs sur des poteaux, & leurs

leurs Corps sur des rouës le long du chemin ; enfin on fait tout ce qui est possible, en châtiânt leur Crime, pour en inspirer une juste horreur, & faire servir le Coupable d'exemple à d'autres. La Cavalerie que l'E-
Patrouil-
les de la
Cavalerie.
 tat entretient, & qui en tems de paix se tient dans une inaction nuisible aux hommes & aux Chevaux, doit être dispersée dans tout le païs. Soit qu'on établisse ses quartiers dans les Villes, soit dans les Villages, il faut assigner à chaque Compagnie, à chaque Escadron, un certain district dans son voisinage, & d'une étendue proportionnée, qu'elle doit purger de tous les Vagabonds, & gens sans aveu, en y faisant des patrouilles. C'est une erreur bien plaisante de croire qu'une pareille occupation soit indigne du Soldat, ou de l'Officier. L'Etat n'a pas de plus grands ennemis que les Voleurs & les Assassins ; & le Militaire n'est établi, n'est payé, que pour procurer la sûreté à la Patrie. Les Officiers qui commandent ces Troupes doivent répondre que ces patrouilles soient faites avec ordre, & sans que les habitans de la Campagne soient troublés par des vexations. Jamais détachement ne doit faire la patrouille sans avoir à sa tête, au-moins un Bas-Officier qui par sa présence empêche la désertion & prévient toutes sortes d'inconvéniens. Tous les Chasseurs, les Maîtres, & Officiers subalternes des Forêts, que le Souverain entretient, doivent sans relâche traquer les Bois, & ne pas permettre que des Mendians & des Vagabonds osent s'y établir sous quelque prétexte que ce soit. Ils les arrêtent sur le champ, & les remettent entre les mains de la Justice du plus prochain endroit, où ils sont examinés.

§. 5.

IL est des païs, comme en France, où l'on a établi des Maréchauf-
Maré-
chauffée.
 fées, qui sont des Sièges de Juges d'épée, qui instruisent les procès des Voleurs & des Vagabonds, & autres cas dont ils sont compétens, & qui, pour veiller à la sûreté publique, surtout de la Campagne, entretiennent des Compagnies de Milices à Cheval, lesquelles sont sans cesse au guet, & font des patrouilles continuelles dans toute la Province. Un pareil établissement est admirable, & prévient beaucoup d'accidens funestes. Ces Escouades de la Maréchauffée deviennent souvent les Anges Gardiens des habitans du plat-païs ; mais il est important de pourvoir ces Troupes de bons Officiers, & de n'y placer que des gens surs & bien connus.

§. 6.

CHACQUE Terre, ou Seigneurie, chaque Banlieuë, chaque Bourg, Village, ou Hameau, doit répondre de tous ses habitans sans exception, les connoître, & ne point donner d'azile à des gens qui sont absolument sans aveu, ou chassés pour Crime d'ailleurs. Cette précaution est

Tome I.

T

de

de la dernière importance; car si les Scélérats ne trouvoient nulle part de retraite, il n'y en auroit plus. Les Cabaretiers de la Campagne ne doivent point loger chez eux des gens suspects, & sur lesquels peuvent tomber des soupçons, ou même des indices, d'appartenir à des bandes de Voleurs. Il faut les y obliger par serment, & les châtier sévèrement en cas de contravention. Si des personnes inconnues viennent se loger dans un Cabaret, & y prétendent faire quelque séjour, le Cabaretier doit aussitôt en avertir la Justice du lieu, qui, à son tour, fait les perquisitions nécessaires pour découvrir toutes les allures de ces inconnus. Les Officiers subalternes de la Justice, la Maréchaussée, les Sergens de la Police, & plusieurs personnes semblables, sont obligés de faire souvent des visites imprévues de tous les Cabarets de la Campagne; & s'il s'y rencontre des Vagabonds, ils les saisissent, & les conduisent vers la plus prochaine Ville, pour les faire punir selon les Loix. Les hôtes & les Cabaretiers sont punis en pareil cas, la première fois par une amende pécuniaire; la seconde par la prison, & la troisième on les chasse du Cabaret, & l'on confisque tous leurs biens, en les condamnant aux travaux publics, ou aux Galères.

§. 7.

Mendicité
vagabonde
réprimée.

Il faut le répéter encore: on ne croiroit jamais combien la tolérance des Mendians devient pernicieuse à la sûreté publique. C'est la source de tous les Vols, & de tous les Crimes qui se commettent à la Campagne. Dans la plupart des Provinces d'Allemagne, tout le plat-pais est infecté par un nombre innombrable de ces Mendians, qui font un métier de cet indigne genre de vie, qui parcourent tous les jours une certaine étendue de pais, demandent impunément l'aumône, de Village en Village, & de porte en porte, & font d'une insolence extrême si on leur refuse la charité, ou s'ils ne se trouvent pas satisfaits assez largement. On ne comprend pas comment les Souverains d'Allemagne, & les Régences de tant de pais, peuvent mollir à ce point sur un objet aussi important, & sur un abus aussi dangereux. Sur mille de ces Mendians il y en a rarement un que la nécessité réduise à ce métier. Les autres sont des gueux robustes, qui se plaisent plus à rôder, qu'à s'occuper d'un travail honnête. Ce penchant à la sainéantise devient la première cause de la décadence des Fabriques. Il est incroyable combien d'argent l'engeance mendiante emporte sourdement par semaine, par mois, & par année, hors de chaque Province, sans compter les distractions qu'elle cause aux Seigneurs des Villages, aux Curés, & aux Païsans, qui ne sont occupés tout le long du jour qu'à fouiller à la poche pour donner l'aumône. Ces gens d'ailleurs n'ayant ni feu ni lieu s'attroupent tous les soirs dans les Bois, dans les Cavernes, dans les Cabarets-borgnes, y font un ménage crapuleux, y commettent des indignités effroyables, & tiennent une vraie Académie de Filoux. C'est de ces Ecoles que sortent les Voleurs, les Assassins, les Incendiaires, les Car-

Cartouchiens, & tous les Coquins qui mettent l'habitant de la Campagne au désespoir. Il ne faut pas croire que ce Tableau soit trop chargé; la triste expérience me le fait tirer d'après nature.

§. 8.

On dit: *mais il y a de bonnes Loix contre la Mendicité vagabonde. Qu'est-il besoin d'en faire de nouvelles?* Réponse. On ne vous demande point de nouvelles Loix; on demande l'exécution des anciennes, de l'activité, en un mot l'expulsion des Mendians. On dit, *Saisissez-les vous-mêmes dans vos Banlieues, & faites les conduire dans les Villes voisines où l'Etat y pourvoira.* Cela ne seroit ni praticable, ni prudent. La haute & basse Justice des Terres Seigneuriales n'est point armée, n'a pas une autorité assez soutenue par la main-forte, comme celle du Souverain; & ces sortes de captures journalières distrairoient & les propriétaires, & les cultivateurs des Terres, de leurs travaux, qui ne doivent pas être interrompus. Les Mendians, d'ailleurs, étant nombreux, & scélérats, ne manqueraient pas de se venger, par toutes sortes de moyens pernicieux, d'un Village, ou d'une Communauté, qui auroit saisi un de leurs confrères. C'est peut-être une des causes de ces fréquents incendies dont le plat-païs, en Allemagne, est affligé depuis quelques années. Il y a plus à dire encore. A-t-on donc pourvu, en effet, dans toutes les Villes, à l'établissement d'une Maison de force pour y enfermer les Mendians, & pour les faire subsister? Sans cette précaution il est inutile, & même dangereux, pour un particulier, de faire arrêter & conduire un Mendiant vers la Ville prochaine; car il arrivera que la Police de cette Ville, ne sachant qu'en faire, se verra obligée de le faire entrer par une porte, & sortir par l'autre; & ce même Mendiant, outré contre le Gentilhomme qui l'a fait saisir, ameutera bientôt une troupe de ses compagnons, qui feront mille impertinences, causeront mille maux à son Village, & se vengeront de lui d'une manière cruelle.

Réponse
à un mau-
vais rai-
sonne-
ment.

§. 9.

Dès qu'on veut purger un païs de cette mauvaise race, il faut com-
mencer par dresser un Edit bien sévère, portant défense à tout Mendiant
étranger d'y entrer, encore moins d'y séjourner. Cet Edit doit être affi-
ché, sur les frontières, à des poteaux élevés dans les grands chemins; il
doit être conçu en peu de mots, écrit en couleur à l'huile sur une Ta-
ble; & pour faire plus d'impression, on fait peindre au dessous, ou au
revers, le chatiment qu'on destine aux Mendians vagabonds. On or-
donne ou à la Maréchaussée, ou à la Cavalerie répandue dans la Pro-
vince, ou aux Houfards, si l'on en a, ou aux Sergents de la Police des
Villes, de faire des patrouilles continuelles, de saisir, & de conduire
ces Mendians vers la Ville prochaine où ils sont examinés & enfermés
la première fois pour quelque tems dans une Maison de travail, dont

Moyens
pour pur-
ger le païs
de Men-
dians.

nous avons déjà donné l'idée (Chap. V. §. 20). Si, après leur élargissement, s'ils sont rattrappés une seconde fois, on les fait fouetter & bannir du pais, en leur faisant prêter serment de n'y plus rentrer, ni de se venger sur le pais de la peine qui leur a été infligée: à la troisième fois on les envoie aux Galères, ou aux travaux publics des Fortereses &c. Il faut bien remarquer que tout ceci doit se faire par l'autorité immédiate du Souverain, & par des gens armés qui portent son uniforme, ou sa livrée, ou du-moins quelque marque qui les fasse reconnoître pour des Employés de l'Etat. Quant aux Mendians regnicoles, qui sont enfans de la Patrie, chaque Ville, Bourg, ou Village, doit nourrir ses pauvres, ce qui est une charge naturelle, moins onéreuse qu'on ne croit; & il faut punir les Magistrats des Villes, ou les Seigneurs & Communautés des Villages, qui contreviennent à cette règle également utile & équitable.

§. 10.

Les Incendies.

Il s'en faut de beaucoup que les réglemens qui ont été faits pour prévenir les Incendies à la Campagne, & en arrêter les progrès, ayent la perfection dont ils sont susceptibles. On n'y a pas assez sévèrement défendu aux Païsans l'abus qui s'est introduit dans la plupart des pais de fumer du Tabac, & de marcher la Pipe allumée dans la bouche par les Villages, par le chemin, par leurs Maisons, dans leurs cours, granges, étables, écuries, & autres bâtimens Oeconomiques; ou du-moins on ne tient pas assez sérieusement la main à l'exécution de ce-te Ordonnance. On devoit défendre au Païsan, sous la même peine, de faire cuire son pot ailleurs que sur son foyer, d'aller dans sa Maison, écurie, ou étable avec une chandelle, ou autre lumière; mais chaque Fermier, Payfan, ou autre Père de famille à la Campagne, doit avoir une Lanterne bien fermée à cet usage. Il ne faut point permettre aux Villageois de couvrir leurs Maisons & bâtimens d'œconomie de paille, de chaume, de roseau, de bardeaux, ou de quelque autre espèce de toit, par lequel le feu se communique trop facilement. Toutes les raisons qu'on peut opposer à cette règle sont frivoles; & l'expérience a fait connoître que dans un pais, d'ailleurs bien policé, la différence du prix entre un toit de chaume, ou de bardeaux, & un toit couvert de Tuiles, est si petite, surtout si l'on considère l'entretien, le renouvellement fréquent, & le danger du chaume, que le Souverain peut & doit ordonner à tous les habitans du plat-pais, à mesure qu'ils bâtissent, de se servir de Tuiles pour la couverture de leurs bâtimens, sans se faire scrupule qu'il leur impose quelque charge onéreuse par là, pourvu qu'on ait soin d'établir, en même tems, le plus de Tuileries qu'on peut, pour mettre chaque Village à portée de s'en procurer à peu de frais. A-reste chaque Paroisse à la Campagne doit avoir sa Seringue, ou Pompe à feu, à quatre roues, & tous les Instrumens nécessaires pour éteindre l'incen-

l'incendie, avec des Ouvriers sous serment pour, les transporter au lieu du danger, & les faire agir. Il faut aussi obliger le Payfan d'avoir constamment chez lui un seau, & une hache, uniquement réservés pour les accidens du feu ; & tous les habitans d'un Village doivent être tenus de venir au secours, & de se charger de l'ouvrage qui leur est indiqué d'avance. Les Caisses de feu, dont nous avons conseillé l'établissement (Chap. VII. §. 17) devroient aussi s'étendre sur la Campagne, où elles sont plus nécessaires encore que dans les Villes, pour assurer les biens des Citoyens.

§. II.

LES Inondations qui défolent la Campagne sont bien plus cruelles encore que celles qui affligent les Villes, parce qu'elles s'étendent plus loin, qu'il y a moins de moyens pour les prévenir, & que les secours ne sont ni si prompts, ni si efficaces. La vie & les biens de plusieurs milliers d'hommes dépendent souvent des précautions qu'on prend contre ces Inondations ; & l'on a vu quelquefois des Provinces entières englouties par les eaux. Soit que ces submersions puissent être causées par une Mer voisine, ou par le flux & reflux qui se communique aux grands Fleuves proche de leur embouchure, ou d'une rivière qui prend sa source dans les Montagnes, où les ondées & les fontes des neiges peuvent occasionner des crûes d'eau excessives, & faire répandre cette rivière en torrens, ou enfin d'une autre manière quelconque, on ne peut en prévenir les funestes effets que par des *Digues*, & des *Chaussees* qui arrêtent la fureur des flots, ou par des *Ecluses* qui les répandent dans des Canaux. Ces Digues se font ou de gros cailloux, ou de pierres de carrières, ou de maçonnerie, ou de charpente, ou de fascina-ge, ou de simple terre, ou enfin d'une autre manière selon la situation & la nature du terrain. Souvent on mêle aussi ces terres de claies, de pieux, & autres choses semblables. On en a vu faire aussi de vieux Vaif-seaux coulés à fond. Lorsqu'en l'année 1731. & 32. les Vers rongeurs attaquèrent les Digues de la Hollande, de la Zelande &c. & que ces Provin-ces se virent dans un danger éminent, on eut recours à différentes sortes d'inventions ; mais après avoir fait beaucoup d'essais fort couteux, on s'en tint aux Digues de pierres, ou de gros cailloux. La dépense en est considérable, mais on travaille pour l'éternité. Les Digues d'Os-frise peuvent aussi servir de modèle. Le Département des Finances doit avoir grand soin d'opposer ces remparts aux Inondations que chaque pais peut avoir à craindre, & entretenir avec la plus grande régularité ceux que la nécessité a fait élever par les Ancêtres.

Des Di-
gues, E-
cluses &c.

§. 12.

Précau-
tions pour
la santé.

Le défaut de secours dans les Maladies emporte beaucoup d'habitans de la Campagne, & il est surprennant que, dans la plupart des païs de l'Europe, on n'ait pas mieux pourvû à un objet si essentiel. Pour y remédier, il faudroit ordonner, dans la principale Ville, je ne dis pas de chaque Province, mais de chaque Cercle, de chaque District, un Médecin Provincial qui fut chargé de la cure des malades de la contrée circonvoisine, qui fut habile homme, & qui seroit obligé par serment non seulement d'écouter chez lui les rapports qu'on lui feroit de l'état des malades de son district, mais aussi de les visiter, de les traiter, & de leur porter toutes fortes de soulagemens. On attacheroit une petite pension à cette charge, pour fournir aux fraix de Voiture, & le reste se payeroit par les malades mêmes. Dans chaque Paroisse, il faudroit encore établir un Chirurgien, qui fut en même tems Barbier, & Apoticaire, qui par conséquent auroit les moyens de gagner sa vie, & qui, dans des cas pressés, pourroit conserver celle de plusieurs bons Citoyens. Le Sénat de Médecine feroit, de tems à autre, la revue de ces Médecins Provinciaux, & des Chirurgiens de Village, tant pour examiner leurs talens, que pour examiner leurs Pharmacies, & juger des remèdes qu'ils emploient. Les Sages-femmes de la Campagne qui sont ordinairement très ignorantes, & qui font périr beaucoup de femmes, subiroient le même examen, & seroient toujours nommées par le Sénat. Les Empiriques ne devroient jamais être tolérés.

§. 13.

Nettoyé.

Quoique l'article de la Netteté à la Campagne s'évanouisse presque entièrement, ou du-moins se raporte à peu d'objets, il est important néanmoins d'accoutumer le Paysan à être très propre, non seulement sur son corps, mais aussi dans sa Maison, & surtout dans sa Laiterie. C'est un spectacle bien agréable, quand au sortir de la Westphalie, (païs qui n'est malheureux que parce que la Police y est très vicieuse, & qu'elle permet aux habitans d'être sales & crapuleux jusqu'au dégoût) C'est, dis-je, un spectacle bien agréable, lorsque, au sortir de la Westphalie, on passe en Hollande, où la propreté éclate de toutes parts, & où la plus petite Maison rustique, la plus chétive Chaumière est blanche, nette, & luisante jusqu'à l'affectation. Cette propreté entretient non seulement la santé des hommes qui vivent dans un pays presque submergé, mais donne aussi à leur Laitage, & à plusieurs autres de leurs alimens, ce degré d'excellence que nul autre pays ne sauroit attraper, même avec de meilleurs paturages. On ne rapporte cet exemple que pour le faire imiter.

§. 14. Nous

§. 14.

Nous avons déjà parlé au §. 38. du V. Chapitre des grands Chemins & de la manière qu'il convient de les entretenir. Mais ce qui dénote une grande barbarie, & une négligence impardonnable, c'est la malpropreté qui régné dans les Villages de bien des pays, où l'on recontre des chemins passables aussi long-tems qu'on est en plein champ, mais qui deviennent horribles des qu'il faut traverser un Bourg, ou Village. Il n'y a point d'excuse à admettre. Chaque Seigneur d'un lieu doit faire réparer les avenues qui conduisent à son Village, & chaque Payfan doit entretenir la Chauffée devant sa Maison. Cette règle est sans exception. Elle contribue non seulement au soulagement des Postes, des rouliers & des voitures publiques, mais elle est aussi d'un avantage infini pour faciliter l'exercice de l'Oeconomie rurale, soit pour le transport de l'engrais, soit pour le voiturage de la recolte. Il faut aussi publier des Ordonnances pour faire entretenir proprement les Eglises, les Cimetières, les Puits, les Fours communs, les basses-cours des Payfans &c.

Propreté
des grands
Chemins
& Villages.

§. 15.

A l'égard du bon-marché, il est à remarquer que l'Oeconomie du Payfan lui fournit les principaux besoins pour sa subsistance; & sa frugalité lui en épargne beaucoup d'autres. Ce ne seroit pas une chose mal imaginée, je pense, pour la cuisson du Pain, de faire bâtir dans chaque Village un Four commun, qui se chaufferoit à moins de fraix que tous les Fours particuliers, & qui prévienendroit bien des accidens de feu. Un Payfan intelligent auroit l'intendance de ce Four, & parviendroit par une habitude journaliere à mieux cuire le Pain, que quand chacun s'en mêle, & la nourriture en seroit plus saine. Dans les païs de Vignobles, le Cultivateur tâche de se préparer soi-même sa boisson, ou l'achette de son voisin au meilleur marché qu'il peut selon l'abondance de la Vendange. Quant à la Biere, soit petite & légère, soit forte, il est injuste & criant de forcer l'habitant de la Campagne de la prendre des Villes lorsqu'il pourroit l'avoir plus commodément, & à un prix plus modique, dans son Village. C'est un abus qui exige absolument une réforme; car il est absurde de faire voiturier les grains dans la Ville, d'y payer plus cher la main-d'œuvre, de faire chercher la Bière en Tonneaux, & de renchérir par là une denrée de première nécessité, pour favoriser quelques Brasseurs dans les Cités. Chaque Paroisse pourroit aussi avoir son Boucher ordinaire soumis aux mêmes regles de Police que ceux des Villes, quelques artisans pour les métiers qui sont absolument nécessaires à la vie humaine; mais au-reste, pour faire subsister les Villes, & ne pas frustrer tout à fait l'Etat du bénéfice qu'il doit tirer de l'Accise, il est bon de mettre l'habitant de la Campagne dans

Le bon-marché.

dans la nécessité de se pourvoir, dans les Cités, de ses habits, meubles, & objets de luxe &c. Mais cette maxime ne doit jamais s'étendre sur les outils & instrumens de l'Agriculture: Au contraire le Cultivateur doit trouver partout, & presque sous sa main, des Forges de Maréchaux, des Charrons, des Tourneurs, & tous les métiers qui concourent à la fabrication de ces instrumens.

§. 16.

Diminution des jours de Fête.

QUOIQ'ON n'aime pas à toucher à ce que l'Eglise a consacré, on ne sauroit cependant s'empêcher de remarquer ici que, dans les pays *Catholiques*, & même dans plusieurs pays *Protestans*, la multiplicité des jours de Fête, & la rigidité avec laquelle on les observe, deviennent une vraie ruine pour les habitans de la Campagne. Si l'on suppose les Dimanches, les grandes & petites Fêtes, les jours de Jeune & de Prières, les Foires de Villages, les jours de Solemnités &c. il est certain qu'il y a plus d'un tiers de l'année de perdu pour la culture des Terres & pour l'économie. Ajoutez à cela les soirées longues de l'Hiver où les travaux finissent de bonne heure, & vous ne serez plus surpris que l'Agriculture reste encore si imparfaite dans les pays où un zèle Religieux, très mal entendu, & très peu politique ne fait pas des retranchemens salutaires à ces excès. Le Pontife qui gouverne aujourd'hui l'Eglise *Catholique* avec tant de gloire, ce grand homme qui réunit sous la Thiare toutes les Vertus Chrétiennes, la prudence politique, la sagesse des Législateurs, tous les talens de l'esprit, toutes les belles qualités du cœur, nous dispense de rechercher d'autres argumens pour prouver cette vérité, que la réforme admirable qu'il a faite, à cet égard, dans le Calendrier (a). Quel dommage que cette réforme n'a pu attaquer que l'écorce du mal sans pénétrer jusqu'à la racine! Je n'ose aller plus avant. Mes réflexions s'arrêtent. . . Je sçai qu'il y a des préjugés respectables.

§. 17.

Abus des Nôces, Batêmes, & Festins, à la Campagne.

MAIS on ne peut se taire sur les abus qui regnent à la Campagne dans les Nôces de Village, dans les Batêmes, & autres solemnités pareilles. On les fait durer plusieurs jours, & on y invite également la plupart des habitans du Village même, & les voisins. Tous ces gens sont non seulement distraits par là de leurs travaux ordinaires, dont le succès dépend toujours du moment de l'apropos, & de la faveur de la saison; mais ces réjouissances les entraînent encore dans un tourbillon d'excès & de désordres dont leur esprit & leur corps se ressentent encore

(a) Lorsque l'Auteur écrivoit ceci, c'étoit alors *Benoît XIV.* qui occupoit le St. Siège.

encore long-tems après. La Police devroit réformer ce qu'il y-a d'abusif dans ces usages, & en permettant une récréation modérée, un divertissement sage, aux Citoyens de la Campagne, leur défendre de pousser leurs Festins champêtres pour un Batême plus loin qu'à un jour, & ceux d'une Nôce à deux où trois. Il en est de même des abus qui se sont introduits dans les Cabarets de Village pour la danse & pour le jeu. Le Païsan est sujet à franchir les bornes de l'honnête & de l'utile dès qu'il ne sent point de frein qui l'arrête; & il est du devoir d'une sage Police de veiller continuellement sur cette nombreuse partie du genre humain dont les travaux sont si essentiellement utiles à l'Etat.

§. 18.

IL est encore d'une bonne Police à la Campagne de prendre des précautions contre la multiplication excessive non seulement des Animaux Carnaciers qui habitent les Forêts, mais aussi des Oiseaux, Quadrupèdes, ou Insectes, qui ruinent les moissons, ou autres récoltes, les Chasses, les basse-cours, & la Pêche. Pour cet effet on ordonne à tous les employés dans la Chasse & la Venerie non seulement d'exterminer autant qu'ils peuvent toutes les Bêtes Voraces, comme les Loups, les Ours, & autres semblables, mais on les oblige aussi à livrer tous les ans une certaine quantité de pattes de ces Animaux destructeurs, pour lesquelles ils reçoivent une gratification déterminée par l'Ordonnance. Les autres habitants de la Campagne obtiennent aussi une gratification proportionnelle pour chaque tête de Moineau, patte de Corbeau, de Marte, de Loutre, de Castor, & d'autres bêtes pernicieuses. On ne permet pas non plus aux Païsans d'entretenir un trop grand nombre de Chevres, dont la dent envenimée dépouille les Arbres de leur écorce & les fait mourir. A l'entrée du Printems, on ordonne à tous les Chefs de famille, sous peine d'une amende considérable, de faire enlever les nids de Chenilles de leurs Arbres, & de les écheniller pendant l'Eté, si malgré ces précautions il en est venu à éclore. Le dégât que ces Insectes peuvent faire est considérable, & la Police peut ou le prévenir ou le diminuer.

§. 19.

IL n'est guère possible dans les Villes, & encore moins à la Campagne, de se passer de Chiens, qui, tout nécessaires qu'ils sont, peuvent occasionner de grands maux lorsqu'ils sont naturellement trop méchans, ou qu'ils prennent la rage. Tout homme donc qui entretient un Chien doit répondre du mal qu'il peut faire; & il faut obliger les Païsans de donner un collier, avec un gourdin, ou bâton ragot, à ceux qu'ils ont. Lorsqu'on en trouve sans cette marque, il faut les tuer, & punir le propriétaire, si on vient à le découvrir. Dans les grandes chaleurs, & surtout pendant la Canicule, les Valets de Bourreau doivent faire la tournée

ournée dans les Villages de leur district, & assommer tous les Chiens errans, & suspects, qu'ils rencontrent dans les chemins.

§. 20.

Conclu-
sion.

TOUT ce que l'on pourroit ajouter encore à ces Maximes pour la Police de la Campagne, ou découle naturellement des Principes que nous venons d'établir pour la Police générale des Villes, ou trouvera sa place plus bas au Chapitre des Finances. Nous sommes pressés de finir une matière qui, bien qu'intéressante par elle même, bien qu'indispensable au Système général de la Politique, n'aura pas laissé que d'ennuyer quelques Lecteurs. Il se peut aussi que plusieurs personnes, qui exercent effectivement des emplois de Police, se trouveront étonnés par la multitude d'objets qu'on vient de leur présenter, & par la diversité des matières qui sont commises à leurs soins. Le Monde est plein de Magistrats, & de gens employés, qui font leurs Charges sans jamais s'en former un Système, qui vivent au jour la journée, & qui ayant agi toute leur vie sans sçavoir comment, sont encore regretés après leur mort sans qu'on sache pourquoi. Mais si quelque homme de tête, quelque esprit curieux, veut s'instruire des détails de la Police, dont nous n'avons pu indiquer que légèrement les Principes, il peut les trouver bien développés dans un Ouvrage qui a pour titre, *Traité de la Police par M. DE LA MARE, Conseiller-Commissaire du Roi au Châtelet de Paris, en IV. Volumes in Folio, Edition d'Amsterdam.*

C H A P I T R E X.

De l'Opulence de l'Etat en général.

§. 1.

Définition
de l'Opu-
leuce.

L faut faire fleurir l'Etat, & le rendre Opulent, c'est le quatrième grand objet de la Politique, comme nous l'avons remarqué (Chap. III. § 35.). Pour persuader le Lecteur de la vérité de nos Principes à cet égard, il est nécessaire de dire que par l'Opulence d'un Etat, nous entendons l'abondance de toutes sortes de biens, & la masse totale des richesses qui se trouvent dans un pays à proportion de sa grandeur respective. Mais avant de procéder au développement des moyens par lesquels on peut pro-
cuer

rer à l'Etat cette abondance, & ces richesses, il est important d'examiner, sur les regles d'une saine Politique, s'il est avantageux en effet, ou préjudiciable, à une Nation, de la rendre Opulente.

§. 2.

Nous avons déjà remarqué au Chapitre I. §. 13. que Lycurgue, en formant la nouvelle Lacédémone, bannit de cette République l'Opulence & les richesses, soit en faisant le partage des Terres en portions égales, soit en décrétant l'Or & l'Argent, & ne se servant que de Monnoyes de Fer, soit en chassant de Sparte tous les Arts qu'il appelloit inutiles & superflus. Il envisageoit ces richesses comme nuisibles à la valeur & aux vertus Civiles des Citoyens. Presque tous les Législateurs anciens, si j'en excepte Solon, sont tombés dans la même erreur. Les Fondateurs des Empires modernes, les Chefs des Nations qui, dans le moyen âge, conquirent une grande partie de l'Europe, nous font croire par leur conduite qu'ils avoient adopté les mêmes faux Principes. Cicéron disoit, *Je n'aime point qu'un Peuple soit en même tems le Dominateur & le Fauteur de l'Univers* (a), c'est-à-dire, qu'il désaprouvoit que le Peuple Romain fit le Commerce pour s'enrichir. Tous les meilleurs Ouvrages, où l'on a fait des recherches sur les causes de la décadence de la Monarchie Romaine, sont pleins de ce préjugé, que les grandes richesses & l'Opulence de cette République ont été la source de sa ruïne. Enfin, l'Illustre Auteur de l'*Esprit des Loix* dit (b), en parlant du Principe de la Démocratie: „ Les Politiques Grecs, qui vivoient dans le Gouvernement „ Populaire, ne reconnoissoient d'autre force, qui put les soutenir, que „ celle de la Vertu. Ceux d'aujourd'hui ne nous parlent que de Ma- „ nufactures, de Commerce, de Finances, de Richesses, & de Luxe „ même; & ce subtil, ce judicieux Politique, qui semble n'oser se déclarer ouvertement contre le Luxe & l'Opulence, ne laisse pas, en plusieurs endroits de son Ouvrage, de lancer des traits qui font voir assez qu'un penchant naturel l'entraîne vers le sentiment des Anciens à cet égard. Tant d'autorités anciennes, & modernes, pourroient faire croire que notre Principe de l'Opulence est généralement faux, ou seulement applicable à quelques Nations, ou qu'il a besoin d'être limité, & qu'un Etat put devenir trop riche. C'est de toutes ces erreurs que nous sommes obligés de défabuser nos Lecteurs, non pour combattre les opinions de personne, & pour disputer (ce qui seroit contre l'esprit de ce Livre) mais pour constater la solidité de ce Principe, & pour faire voir qu'il est universellement applicable à tous les Peuples, & à tous les tems.

§ 3. IL

(a) *Nolo cunctam Populum Imperatorem & Partitorem esse terrarum.* Voyez l'*Esprit des Loix*, Liv. XX. Chap. 4.

(b) De l'*Esprit des Loix*, Liv. III. Chap. 3.

§. 3.

Le bonheur est le but des Sociétés.

La Guerre & les Con-jures ne rendent pas les hommes heureux.

Exemple.

Il a été remarqué au Chap. III. §. 4. que le désir de se rendre heureux a porté les hommes à vivre en Société, & à renoncer à la Liberté naturelle. Ce Principe incontestable, puisé dans la Nature même, est la base de tous les Gouvernemens, & doit servir de fondement à tous les Systèmes de Politique. Or je demande si les hommes sont nés pour vivre continuellement en Guerre, pour s'entre-déchirer, pour se tuer, comme les Lions & les Tigres? Je demande si la Guerre peut rendre des Etres raisonnables, & des Peuples heureux, ou s'il la faut considérer comme un mal quelquefois nécessaire, mais dont il faut avoir le moins qu'on peut, comme de tout autre mal? Je demande, si c'est le moyen de rendre une Nation heureuse, que de la faire vivre sans cesse ou dans les Combats, ou dans des apprêts pour la Guerre, & si elle ne doit goûter jamais la tranquille félicité de la Paix, & les avantages qui résultent du Commerce, de la communication amicale des Peuples, de l'abondance, des Richesses, des Arts, des Sciences, de l'Industrie &c. ? Que font les Conquêtes pour le bonheur réel des Sujets? Et quand un Peuple auroit conquis tout l'Univers, je sçai bien que tous ceux qui y ont été employés auront essuié beaucoup de mal; mais je ne vois pas qu'il en résulte le moindre bien à chaque Citoyen dans son individu. Le Peuple Romain périssoit de misère, étoit accablé de dettes, & par conséquent très malheureux, dans le tems qu'il remportoit les Victoires les plus signalées; & à quoi tout cela a-t-il abouti? A une gloire chimérique dans l'Histoire, à un genre de vie sauvage & infortuné, à une décadence honteuse, & à la ruine totale de l'Etat. Voilà la fin Tragique de tant d'étalage de Valeur & de Vertu.

§. 4.

Exemple des Spartiates.

Les Spartiates étoient-ils bien heureux quand Lycurgue les faisoit manger, comme des Moines, dans un Réfectoire, à une même Table, & ne les nourrissoit que de certains plats qui revenoient toujours, qui étoient ordonnés par la Loi, & qui devoient être abominables, comme nous pouvons le juger par toutes les relations? Est-ce ainsi qu'on rend les hommes heureux, sous prétexte de les endurcir, de les rendre propres aux travaux Militaires pour lesquels la Providence & la Nature ne les ont sûrement point formés? Les Humains peuvent-ils se laisser châtier aussi rigoureusement de leur méchanceté, & de leur penchant à nuire à d'autres hommes? Si nous pouvions faire passer tous les autres établissemens de Lycurgue, on verroit quel homme c'étoit que ce Législateur, quel peuple que les Spartiates, & quel cas on doit faire des Vertus qu'il opéroit par un genre de vie aussi insensé.

§. 5. Ces

§. 5.

Ce n'est pas tout encore. L'Histoire ancienne & moderne fourmille d'exemples que des Peuples pauvres n'ont pas toujours été valeureux, ni les Peuples riches toujours lâches. La prospérité brillante & la décadence des Empires dérivent presque toujours d'autres causes que de celles qu'on trouve dans les Livres, & qui sont le fruit des spéculations des gens de Lettres. Le gain ou la perte des Batailles dépend communément de ces circonstances qu'on ne prévoit pas dans une Bibliothèque. Les Romains n'ont jamais fait de plus grands prodiges de Valeur que dans le tems de leur plus grande Opulence, sous Luculle, César, Pompée, Sylla &c. Lorsqu'après beaucoup de mauvaise fortune les François remportèrent la Victoire signalée d'Almanza, les Courtisans félicitèrent Louis XIV. sur le succès de ses Armes en Espagne. Ce Monarque leur répondit, *Je n'y ai pourtant envoyé qu'un homme de plus*; mais cet homme étoit le Duc de Vendôme. Combien de fois les François, les Allemands, les Anglois n'ont-ils pas triomphé des Nations qui étoient moins riches, moins Opulentes qu'eux! Les Peuples soumis à la Monarchie Prussienne étoient foibles, ignorés, tant qu'ils restèrent dans la pauvreté; ils virent naître dans leur sein la prospérité, l'Opulence; Federic vint, c'étoit ce seul homme de plus, ils se signalèrent par une Valeur incroyable, ils triomphèrent des Puissances les plus formidables. On ne peut se dispenser de le dire, tous les Peuples pauvres & guerriers n'ont été que des Barbares & des Brigands, sans en excepter ces fameux Grecs & Romains. Ils ne sont devenus Nations respectables, que quand ils ont allié l'Opulence avec la Valeur. Tout bien pesé, il n'y a pas un seul exemple du contraire.

L'Opulence & la vraie Valeur ne sont pas incompatibles.

§. 6.

Il ne seroit pas difficile de prouver que la politesse d'une Nation, ses Mœurs, la bonté de ses Loix, la Sagesse de sa Police, ses arrangements intérieurs pour l'entretien du bon ordre & de la Société, ses progrès dans les Arts & les Sciences, les succès de ses Négociations, & surtout sa puissance Terrestre & Navale, sur le pié que sont les choses aujourd'hui, dépendent uniquement de son Opulence, & qu'un Peuple pauvre n'a rien de tout cela, ou l'a fort imparfaitement, que par conséquent il n'est pas aussi heureux qu'il pourroit être. Mais les preuves de cette vérité seroient un Livre entier, & d'ailleurs elle se développera encore dans la suite de cet Ouvrage. Ceux qui peuvent sentir la force de nos argumens les trouveront bien d'eux-mêmes; & pour les autres qui sont prévenus, il est inutile de leur en proposer.

L'Opulence est la source de tous les avantages qui reviennent au Peuple heureux.

§. 7.

Les exem-
ples d'un
Peuple
pauvre &
heureux
ne font
que de
spécula-
tion.

FINISSONS plutôt les Spéculations vagues. Quand même on prouveroit, par quelque raisonnement abstrait, qu'il peut y avoir un Peuple pauvre mais brave, vertueux, & heureux, ce que j'ai peine à croire, cette découverte ne meneroit à aucune utilité de pratique. L'Europe moderne, l'Europe pour laquelle nous écrivons, n'est point partagée en Républiques Platoniciennes, mais en différens Etats qu'il convient de considérer, aussi bien que les Nations qui composent ces Etats, tels qu'ils sont en effet, & non pas tels qu'ils pourroient être si nous nous trouvions dans quelque autre Monde. Les Temps ont même beaucoup fait changer la face des choses. Dans l'ancienne Grèce, & à Rome, tout le Peuple étoit guerrier. Une partie des Citoyens alloit à la Guerre par convocation, & l'autre étoit toujours prête ou de la suivre, ou de défendre la Patrie en cas de surprise. Mais, depuis l'établissement du *Soldat toujours soudoyé* (*), l'idée d'un Etat Militaire, d'un Peuple guerrier, est devenue une Chimère. Car quand même on verroit de nos jours quelque Puissance entretenir, avec de petites ressources, une grande Armée, ce n'est pas-là encore un Etat Militaire. Il arrivera même de deux choses l'une. Ou cette Puissance fera des Conquêtes qui la rendront plus formidable; le Commerce & les autres sources de l'Opulence augmenteront; la Nation devenant plus riche deviendra policée, maniérée, moins féroce malgré elle; ou elle sera obligée de s'attacher à quelque autre Etat non-Militaire mais Opulent, qui pour lors la rendra plus dépendante qu'on ne croit, & achettera le sang de ses Soldats à beaux deniers comptans; car une grande Armée ne s'entretient pas sans argent.

§. 8.

Exemple
des Pui-
ssances
Commer-
çantes.

Les exemples de cette vérité d'expérience sont continuellement devant nos yeux. Les Puissances Maritimes entretiennent peu de Troupes; mais sont Opulentes; leurs Puissances Amies ont beaucoup de Troupes & peu d'argent. Les premières ne manquent jamais d'Armée, soit en payant toujours des subides, soit en achetant, au besoin, des Alliés qui, quoique plus formidables qu'elles par le nombre de leurs Soldats, ne pourroient cependant point agir d'eux-mêmes, & sans les secours pécuniaires des Puissances riches.

§. 9.

Conclu-
sion.

CONCLUONS de tout ceci, & de mille autres raisons qu'on pourroit donner encore, qu'il ne faut point chercher chez une Nation pauvre le

(*) *Perpetuus Miles.*

le modèle des Vertus Civiles & Militaires, & qu'un Etat ne scauroit être ni solidement formidable, ni véritablement heureux, s'il n'est Opulent.

§. 10.

DE la variété des formes de Gouvernement en Europe, & de la diversité des Systèmes sur lesquels chaque Puissance a arrangé ses Finances, il est résulté que l'équilibre entre l'Opulence de l'Etat & l'Opulence des particuliers n'est pas égal dans la plupart des païs, & que la richesse du Trésor public ne se trouve pas dans une juste proportion avec les richesses des Citoyens. On verra à l'article des Finances les causes & les remèdes de cette disproportion, qui est plus nuisible qu'on ne pense. Dans les termes généraux ou nous nous tenons en ce Chapitre, on ne peut qu'indiquer, par des exemples connus, les conséquences que cette inégalité entraîne.

Proportion entre la richesse du Trésor public & celle des Sujets.

§. 11.

TOUT le monde sait qu'en Hollande l'Etat n'est rien moins que riche pendant que les particuliers regorgent de biens. Cette Opulence s'étend sur toutes les classes de Citoyens, qui sont tous riches à proportion de leur état; les intérêts des Capitaux y sont à 2½ ou 3 pour cent, preuve certaine de la richesse générale. D'où peut naître ce paradoxe? Ce n'est pas que le Gouvernement exige trop peu de subsides; au contraire les impôts y sont considérables, & le Citoyen Hollandois paye beaucoup à l'Etat. Si l'on vouloit même hausser ces impôts, les denrées, les Marchandises de toute espèce, & la main-d'œuvre, renchériraient encore plus, le Commerce périliteroit, tout seroit perdu. Trois causes principales, outre plusieurs autres, entretiendront long-tems cette disproportion dans la République. La première est, que l'Etat a des dépenses énormes à faire pour entretenir les Dignes, Ecluses, & autres moïens de se garantir contre les Inondations. La seconde, que la nature de sa constitution la met dans le cas d'avoir besoin d'un nombre innombrable de Magistrats de grandes & petites Villes, & de gens employés au Gouvernement Civil, qui tous étant du premier rang vivent honorablement, & se font dédomager, d'une manière ou d'une autre, par l'Etat, de la distraction que leur Charge porte à leurs affaires domestiques. La troisième, qu'il y a trop de Receveurs, & que les deniers publics passent par trop de mains avant que d'arriver aux coffres de l'Etat & d'en ressortir. La première de ces causes est presque irrémédiable. Les deux dernières sont susceptibles de quelque remède par la diminution des Magistrats, des Employés, & des Receveurs.

Exemple de la Hollande.

§. 12. DANS

§. 12.

La Maïson
d'Autriche.

DANS les Etats de la Maïson d'Autriche, le Peuple est pauvre, le Négociant & le moyen état, en général, est aisé, les Grands, les Seigneurs sont puissamment riches, & le Souverain est presque toujours aux expédiens pour se procurer les fonds nécessaires à l'entretien de l'Etat, même en tems de Paix. Preuve certaine que l'Oeconomie générale & le Système des Finances, n'y sont point encore portés à ce degré de perfection qu'ils peuvent, & qu'ils devroient avoir. Peut-être y regarde-t-on les Grands, qui sont disproportionnellement riches, comme des Eponges à presser au besoin. Mais le fait-on jamais? Il y auroit d'ailleurs des Maximes plus douces, plus équitables, à proposer dans un pareil païs pour y établir un juste équilibre entre l'Opulence des particuliers & les revenus de l'Etat.

§. 13.

Réflexions
générales.

IL y a d'autres païs où l'on voit regner chez les Sujets une grande Médiocrité, & une Opulence extrême chez le Souverain qui entretient non seulement l'Etat admirablement bien, qui vit avec splendeur, & qui amasse encore des Trésors considérables. On diroit que c'est-là un effet de la plus grande perfection dont un Système de Finances peut être susceptible; Mais ces richesses du Souverain ne s'acquièrent qu'aux dépens de la Médiocrité des Sujets. Il ne retombe pas annuellement dans la masse totale de l'Etat ce qui en sort pour l'entretien de l'Etat & du Souverain, ce qui pourtant y devroit rentrer, s'il doit subsister longtemps. Un Souverain sait exploiter des Mines pour en tirer l'Or & l'Argent, & le mettre en circulation. Un autre Souverain prend l'argent qui est en circulation, le fait marquer de son empreinte, & le cache sous la terre. Lequel des deux agit sur les meilleurs Principes de Finance? Il y a dans cette matière des préjugés fondés sur l'œconomie des particuliers, qui sont diamétralement opposés à l'œconomie de l'Etat, & qu'on ne peut pas ôter de la tête des Financiers. Mais combattons les par des notions communes. Tout argent enterré dans un Trésor est un argent mort. Il faut qu'il y ait bien du malheur si un particulier, avec chaque centaine d'écus qu'il possède, ne gagne pas quatre écus par an. Voilà, sur chaque million d'écus qui sont encoffrés, quarante mille écus de perdus pour l'Etat. Si l'on compte l'accumulation annuelle du Trésor, & la progression intérieure des intérêts, cette perte devient excessive pour l'Etat au bout de quelques années; & le Commerce du dehors ne sauroit jamais la réparer quelque avantageuse qu'en soit la balance. Il faut ajouter à ces considérations une autre qui n'est pas moins vraie, c'est que tous les Trésors des Souverains peuvent s'épuiser par mille & mille accidens, mais ces Trésors répandus par-

parmi les Sujets ne s'épuisent jamais. C'est un langage populaire, qui ne doit jamais sortir de la bouche d'un Politique, quand on dit quelque fois en tems de guerre, *la France, ou l'Angleterre, est épuisée*. Il est impossible que cela arrive par la raison qu'il n'y a point de Trésor. La Saxe auroit été deux fois ruinée dans ce Siècle si elle en avoit eu un: le défaut d'un Trésor a été & sera toujours son salut. Convenons cependant d'un fait. Il y a des Etats dont la constitution est telle que toutes les branches de son Système Politique concourent à la nécessité de faire un Trésor, pour pouvoir agir avec force & promptitude dans toutes sortes d'occasions. On seroit un Ministre imprudent, ou infidèle, si l'on conseilloit à ces Souverains d'attaquer leurs Trésors sans nécessité; au contraire ils doivent le regarder comme un Dépôt Sacré; mais l'augmenter outre mesure, ne point mettre de bornes au tems d'accumuler & à la somme que l'on veut amasser, c'est pécher grièvement contre la saine Politique.

§. 14.

PEUT-ETRE y a-t-il encore une grande Nation en Europe, qui occupe un pais immense, qui est admirablement bien située pour combiner le Commerce de l'Europe & de l'Asie, qui fait un Negoce exclusif de plusieurs denrées particulières à son pays, qui vend ces denrées argent comptant aux étrangers, qui attire beaucoup des meilleures espèces réelles de l'Europe par sa Douane qui est toujours payée en ces mêmes espèces, qui a défendu sévèrement la sortie de tout argent monnoyé, qui a introduit le Luxe & la Magnificence, & qui malgré tout cela est pauvre à proportion de ses avantages. Ni le Peuple, ni le Souverain n'y sont Opulents. Il y a, dans le Système des Finances de ce pays, un vice caché qu'on pourra découvrir si l'on confronte les arrangemens qu'on y a faits pour le Commerce, les Manufactures, la Navigation, la perception & l'emploi des deniers publics, avec les Principes qu'on établira ci après. C'est un Miroir que le Financier doit consulter souvent, & faire des comparaisons.

§. 15.

QUAND on a dit (§. 1.) que par l'Opulence on entend une grande masse de richesses qui se trouvent répandues dans l'Etat, on n'a point compris sous ce mot une grande abondance d'Or & d'Argent, soit en barres, soit monnoyé. Il y a beaucoup de ce Métal précieux en Espagne, il y a beaucoup de Ducats en Pologne; il y a peu d'Or & d'Argent en circulation en Angleterre & en France; mais cela ne prouve point que ces premiers pays soient Opulents, ni les derniers pauvres. C'est tout le contraire. Dans les pays riches & commerçants, l'Or & l'Argent est devenu une matière de Commerce qui va, qui vient, qui entre, qui sort, que l'on vend avec profit le plus souvent qu'on peut, &

L'Or & l'Argent ne font pas l'Opulence de l'Etat.

dont on ne garde que ce qu'il faut pour les petits payemens, tandis que les grands se font en papiers qui représentent les valeurs réelles & numéraires. Car si tous les Anglois & tous les François vouloient avoir à la fois leurs richesses (même les fonds de terre exceptés) en argent comptant, il est certain que tout l'Or & l'Argent du Monde ne suffiroient point pour fournir cette somme. Il suffit qu'il y ait dans un pays beaucoup de ces *représentations réelles*, des Métaux précieux, & outre cela une abondance de toutes sortes d'autres biens (§. 1.); un tel pays est riche, & Opulent.

§. 16.

Etat des
Finances
en France
à la Mort
de Louis
XIV.

Ceux qui saisissent bien toute la force de ce raisonnement n'auroient pas de peine à comprendre sur quels Principes le fameux Mr. Laws établit son Système. Il paroît par le Mémoire que M. Desmarets, Contrôleur Général des Finances, présenta en 1717. au Duc-Régent qu'à la mort de Louis XIV. arrivée en 1715. la France devoit 1168. millions 477676. livres, à trente francs le Marc, & que les plus clairs revenus de l'Etat étoient outre cela consommés par avance pour quelques années. Comment payer ces Dettes immenses? Comment entretenir désormais l'Etat? On proposa divers expédiens que M. le Régent rejetta tous, entre autres celui de déclarer l'Etat insolvable & de faire une Banqueroute formelle. C'eût été en effet le plus mauvais parti qu'on pouvoit prendre. Cependant la situation des affaires paroissoit désespérée. Laws parut; il conçut le plus beau plan pour les rétablir qui soit jamais sorti du cerveau d'un habile Financier, plan qui auroit fait l'admiration de l'Europe entière & des Siècles futurs, si la fougue de la Nation Française, qu'il n'étoit pas le maître de retenir, & quelques mauvaises manœuvres du Régent ne l'eussent porté au-delà du but & des bornes naturelles. Avec les ressources qu'à toujours un Royaume aussi grand, aussi bien situé, que la France, avec celles d'un grand génie, il trouvoit moyen d'acquitter ces dettes immenses par une opération douce, qui ne donnoit point de secousse à la Nation, qui ne ruinoit pas le créancier du Roi, au contraire qui devenoit une nouvelle source de prospérité pour l'Etat. Les Principes de ce plan méritent d'être examinés ici.

§. 17.

Opérations
de
Mr. Laws.

SUPPOSANT pour un moment qu'il y a pour la valeur de deux mille millions de richesses dans toute la France, il ne s'agissoit que de trouver un moyen d'augmenter ce fonds général répandu dans toute la Nation d'une valeur quelconque égale à la valeur numéraire, ou à la somme des dettes, & d'acquitter ces dettes avec ce nouveau fonds, qui, quoique idéal d'abord, devenoit ensuite un surplus de richesse réelle pour la Nation; ou, ce qui est la même chose, il falloit inventer un objet

jet de Finance qui put obtenir assez de crédit, assez de confiance de la part du Public, pour que celui-ci voulut convertir en Capitaux la somme qu'il avoit à prétendre, & les placer dans ces nouveaux fonds. Mais afin que ce nouveau fonds ne devint pas un nouveau fardeau pour l'Etat par le paiement des intérêts, il étoit nécessaire que ce nouvel objet de Finance, sur quoi il étoit fondé, portât sur quelque chose qui put rendre au-moins le produit de ces intérêts. Mr. Laws trouva tout cela dans son fameux Système, & le trouva d'une manière qui portoit un triple avantage au Roiaume; premièrement par l'augmentation de la richesse générale répandue dans le Roiaume; secondement par l'augmentation du Commerce de l'Asie, & de l'Afrique; & troisièmement par l'aquit même des dettes, qui assuroit à chaque créancier de l'Etat ce qu'il avoit couru risque de perdre, & ce qui auroit entraîné sa ruine.

§. 18.

Le Commerce de la France pour les trois autres parties du Monde languissoit à la mort de Louis XIV. le Commerce Maritime, en général, n'y étoit pas bien considérable, la Banque ne subsistoit point. C'étoit ainsi que Jean Laws trouva le Roiaume; & la découverte de cette imperfection suffisoit à ce grand Calculateur Politique pour concevoir le projet de l'acquit des Dettes publiques. Il fonda tout son Système sur l'augmentation du Commerce; & c'étoit assurément le meilleur fondement qu'on pouvoit lui donner. Il commença par inspirer aux François le goût pour le Commerce général, & leur en donna l'intelligence, ce qui a été un bienfait inestimable pour cette Nation. Les Compagnies des Indes Orientales & Occidentales furent tirées de leur langueur, & un heureux hazard fit ouvrir dans ce même tems une nouvelle perspective pour l'augmentation du Commerce & de la Navigation. C'étoit le Mississippi, ou la Louisiane, grande & vaste contrée de l'Amérique, qui tire son nom du Fleuve qui l'arrose. En 1717. le Gouvernement établit une Compagnie de Commerce sous le nom de Compagnie d'Occident pour y porter son trafic dont on espéroit un merveilleux succès. Si cette nouvelle branche du Commerce eut été par la suite aussi lucrative qu'on se le promettoit, c'eût été en effet un grand avantage pour la France; mais, pour le projet de M. Laws, il suffisoit que le Public en prit une haute idée. C'est ce qui lui réussit au delà de toute espérance. La Nation mit une si grande confiance dans ces établissemens de Commerce; elle crut si bien que le Mississippi deviendrait un Pécrou inépuisable de richesses, que M. Laws put donner à la Compagnie des Indes une forme convenable, pousser avec vigueur celle d'Occident, créer plusieurs fois de nouvelles Actions pour ce Commerce qui n'étoit encore qu'imaginaire (a), faire prendre à ces Actions une valeur idéale

Rétablissement du Commerce & des Compagnies des Indes en France.

Mississipi.

vint

(a) Il y avoit des Actions Mères, Filles, & petites-Filles &c. Chaque création d'Actions nouvelles produisoit des millions.

vingt fois plus grande que n'avoit été la mise réelle (a), établir une Banque avec un fonds considérable, payer par tous ces moyens 831 millions 317972 de Livres de Dettes effectives, réduire les autres Dettes en fonds avantageux à l'Etat, ne laisser le Roi débiteur que pour le principal de 339 millions qui sont fondus dans le Commerce, dont il paye un intérêt modique à ses Sujets, & qui ne coûtent, au denier cinquante, qu'environ 6 millions & demi par an. Il est vrai que cette opération enrichit quelques particuliers en ruinant quelques autres; mais c'étoit leur propre faute; & d'ailleurs qu'importe à l'Etat que les richesses soient entre les mains de Pierre ou de Jean?

§. 19.

Éloge de
Laws par
Mr. de
Voltaire.

Ces espèces de Miracles, opérés par M. Laws, ont fait dire à un Auteur célèbre (b), en parlant de cet habile Financier: „ On entend mieux le Commerce en France depuis vingt ans, qu'on ne l'a connu depuis Pharamond jusqu'à Louis XIV. C'étoit auparavant un Art caclé, une espèce de Chimie entre les mains de trois ou quatre hommes, qui faisoient en effet de l'Or, & qui ne disoient pas leur secret. „ Le gros de la Nation étoit d'une ignorance si profonde sur ce secret important, qu'il n'y avoit guère de Ministre ni de Juge qui sçut ce que c'étoit que des *Actions*, des *Primes*, le *Change*, un *Dividende*. Il a fallu qu'un Écossais, nommé Jean Laws, soit venu en France, & ait bouleversé toute l'Oeconomie de notre Gouvernemens pour nous instruire. Il osa, dans le plus horrible dérangement de nos Finances, dans la disette la plus générale, établir une Banque, & une Compagnie des Indes. C'étoit l'Emétique à des Malades; Nous en primes trop, & nous eumes des Convulsions; mais enfin, des débris de son Système, il nous resta une Compagnie des Indes avec cinquante millions de fonds. Qu'ést-ce été, si nous n'avions pris de sa drogue que la dose qu'il falloit? Le Corps de l'Etat seroit, je crois, le plus robuste & le plus puissant de l'Univers. Cette remarque judicieuse est un Monument que la reconnaissance consacre au bienfaiteur d'une grande Nation. Nous avons cru devoir la rapporter, pour appuyer notre sentiment que les valeurs idéales deviennent des richesses réelles dans un vaste Etat.

§. 20.

Des Dettes
Natio-
nales.

Ce qui paroitra peut-être plus paradoxe encore, & qui cependant est très vrai, c'est qu'il n'y a que les *pais Opulents qui aient des Dettes Nationales*.

(a) Les Actions, qui dans leur origine avoient coûté 500 livres, montèrent jusqu'à 5000. en l'année 1719.

(b) Mr. de Voltaire.

*tionales. Les Etats pauvres n'ont pas cet avantage là. Bien des gens, & qui plus est bien des habiles gens, croient ce Principe faux, ou du moins n'ont pu développer les raisons qui constatent la vérité de ce Principe Politique. M. Melon (a) rapporte „ qu'en 1731. il parut un „ Mémoire Anglois, pour prouver qu'un Etat devenoit plus florissant „ par ses Dettes; & après avoir fait quelques réflexions assez obscures „ sur les détails de cette pièce, il continue à dire: L'Auteur du Mé- „ moire que nous venons de citer ne peut pas vouloir dire qu'une „ quantité illimitée de Dettes est avantageuse; *L'extravagance seroit ou- „ trée*: mais il n'en assigne point les bornes. Avant que de les cher- „ cher, il faudroit examiner cette espèce de paradoxe; & voici une route „ pour y parvenir. Il s'agit de savoir s'il est avantageux ou non &c. „ Et enfin il finit par dire que cet objet de méditation Politique est ca- „ pable d'éclairer sur les Principes de Crédit, sur la grandeur immense „ d'une Capitale, sur ses richesses aux dépens des Provinces, sur l'o- „ siveté attachée à ce genre de revenu, &c. ". Mr. de Montesquieu „ parle plus clairement. Il dit (b); „ Quelques gens ont cru qu'il étoit bon „ qu'un Etat dut à lui-même: ils ont pensé que cela multiplioit les ri- „ chesses en augmentant la circulation. Je crois qu'on a confondu un „ Papier circulant, qui est le signe des profits qu'une Compagnie a faits „ ou fera sur le Commerce, avec un Papier qui représente une Dette. „ *Les deux premiers sont très avantageux à l'Etat*: le dernier ne peut l'être „; & tout ce qu'on peut en attendre, c'est qu'il soit un bon gage „ pour les particuliers de la Dette de la Nation, c'est-à-dire qu'il „ en prouve le paiement. Mais voici les inconvéniens qui en résul- „ tent. 1°. Si les Etrangers possèdent beaucoup de Papiers qui repre- „ sentent une Dette, ils tirent tous les ans de la Nation une somme „ considérable pour les intérêts. 2°. Dans une Nation ainsi perpétuel- „ lement débitrice le change doit être très bas. 3°. L'Impôt levé pour „ le paiement des intérêts de la Dette fait tort aux Manufactures, en „ rendant la main de l'Ouvrier plus chère. 4°. On ôte les revenus vé- „ ritables de l'Etat à ceux qui ont de l'activité & de l'industrie, pour „ les transporter aux gens oisifs, c'est-à-dire, qu'on donne les com- „ modités pour travailler à ceux qui ne travaillent point, & des diffi- „ cultés pour travailler à ceux qui travaillent. Voilà les inconvéniens; „ je n'en connois point les avantages.*

§. 21.

Pour donner, s'il est possible, à nos Lecteurs les vrais Principes des Finances, il est de la dernière importance que nous combattons le sentiment de ces grands hommes, que nous prouvions que ces quatre

Principes
qui ser-
vent à
constater
l'utilité
des Dettes
Natio-
nales.

(a) *Essai Politique sur le Commerce*, Chap. XVI.

(b) *Esprit des Loix*, Liv. XXII. Chap. XXII. des Dettes Publiques.

inconvéniens n'en font point, & que nous fassions connoître les *avantages* qu'ils disent ignorer. Si le Cultivateur a cent écus, il achette un arpent de Terre, le cultive; & en y ajoutant son industrie, ces cent écus lui rapportent au-moins 20 par cent. S'il ne les a pas, il ne lui reste que deux partis à prendre, ou de se faire Manœuvre, & de louer ses travaux à un autre, ou de quitter sa Patrie, & de chercher fortune ailleurs. Si l'Artisan a cent écus, il prend la Maîtrise, établit son Atelier, attire des Compagnons, élève des Apprentifs, & gagne cent pour cent avec ces 100 Ecus. S'il ne les a pas, il est dans le cas du Cultivateur indigent. Si le Manufacturier a mille écus, il établit une petite Manufacture, gagne 20, 30, 40 pour cent, augmente sa Manufacture à proportion de ses progrès, & s'enrichit. S'il n'a pas les mille écus, il ne fait rien. Si le Marchand, & le Négociant, n'ont pas dix mille, cinquante-mille, cent mille écus, ils ne sçauroient faire le Commerce, ni en grand, ni même en petit. Si les Compagnies exclusives de Commerce n'ont pas plusieurs millions, elles ne sçauroient former la moindre entreprise, ni attendre de grands succès avec de petits fonds. En un mot, depuis le Païsan jusqu'à la Compagnie des Indes, il n'y a point de Métier, point d'Art, point de Fabrique, point de Commerce dans l'Etat, qui puisse aller sans argent; & le défaut d'argent fait manquer tout-à-fait, ou languir, toutes ces choses. Très peu d'Etats ont les fonds suffisans pour pousser l'Agriculture avec vigueur, pour établir tous les Métiers, tous les Arts, toutes les Manufactures, toutes les branches utiles & praticables de Commerce, & enfin *pour occuper tous les Citoyens de la manière la plus profitable*; & l'on voit du premier coup-d'œil que les succès de tous ces objets doivent toujours être proportionnés à la masse totale des richesses répandues dans tout l'Etat, de manière que la Nation qui a le plus d'argent est la plus à même de former des entreprises de Manufactures & de Commerce. Les Nations les plus industrieuses & les plus Politiques ont senti de bonne heure cette nécessité d'argent & la disette qui s'en trouvoit chez elles. C'est ce qui les a engagés à ouvrir des fonds publics, tant pour mettre en plus grande circulation l'argent qui étoit déjà répandu dans le païs, que pour en attirer du dehors, & augmenter ainsi la masse totale.

§. 22.

Deux
sortes de
Dettes
publi-
ques.

Les Dettes publiques de ces Etats ont été de deux natures: les Capitaux en étoient dus ou aux Sujets mêmes, ou aux Etrangers. Les premiers étoient des Dettes de la main gauche à la main droite, & dont les modiques intérêts ne pouvoient nullement affoiblir le corps de l'Etat. A l'égard des Etrangers, ils tiroient 3, 4 ou 5 par cent d'intérêts d'un Capital avec lequel la Nation gagnoit 20, 30, 40 par cent par an, l'ayant mis en Commerce & en circulation. Mais, me dira-t-on, cet argent emprunté par l'Etat comment a-t-il pu être mis dans le Commerce, & réparti entre

entre les particuliers industrieux ? Je réponds : de diverses manières , & la chose n'est pas difficile à concevoir. Premièrement, en tems de Guerre, ces Gouvernemens sages ont emprunté , & par là ils n'avoient pas besoin de demander tant de subides aux Sujets , ils laissoient plus d'argent entre les mains des particuliers ; 2^o. en faisant beaucoup de dépenses utiles & nécessaires , auxquelles les Manufactures & les Fabriques du pays concouroient exclusivement , 3^o. en établissant des deniers publics diverses Fabriques, ou Manufactures , que des particuliers ne pouvoient entreprendre ; 4^o. par les Lombards , 5^o. par le déblayement des Ports & par l'encouragement donné à la Navigation , 6^o. par l'érection des Banques , des Compagnies des Indes , & autres grandes entreprises du Commerce National , 7^o. par la circulation , & enfin par mille & mille autres moyens qu'un habile Financier trouve tous les jours sous sa main.

Moyens
de faire
circuler
les fonds
empruntés.

§. 23.

Ces Principes incontestables une fois adoptés , rien n'est plus facile que de répondre aux *inconvéniens* que Mr. de Montesquieu imagine , & de trouver les limites de la quantité de ces Dettes que Mr. Melon croit si difficiles à déterminer . Car 1^o. les Etrangers tirent 3 , 4 ou 5 par cent d'intérêt d'un Capital avec lequel le gros de la Nation gagne depuis 20 par cent jusqu'à 40. & presque toujours sur des Manufactures que ces mêmes Etrangers lui achettent. 2^o. L'expérience prouve, en Angleterre , & en Hollande , que ces Nations perpétuellement débitrices ont tout l'avantage du Change qui y est au contraire très haut. 3^o. L'Impôt levé pour le payement des intérêts de la Dette (dont plus de la moitié retombe encore dans l'Etat) est dix fois compensé par le produit du profit des Manufactures & du Commerce , qui seroit toujours bien moindre, s'il y avoit moins d'argent ; par conséquent cet impôt ne renchérit point la main de l'Ouvrier ; Et quand il le seroit, en Hollande , en Angleterre , & en France , les Manufactures de ces pays en sont-elles moins recherchées par les Etrangers ? Et pour les Naturels du pays , si la main de l'Ouvrier est plus chère , ne sont-ils pas aussi plus en état de la payer ? 4^o. On n'ôte pas les revenus véritables de l'Etat à ceux qui ont de l'activité & de l'industrie , pour les transporter aux gens oisifs ; car , premièrement , il est très faux que tous les rentiers soient des gens oisifs. Combien de Généraux & d'Officiers d'Armée , combien de Ministres , & de gens employés dans les affaires , ont , indépendamment de leurs appointemens , des Capitaux à intérêt , & placés dans les fonds publics ? Secondement , ce sont précisément ces gens riches , ces gens aisés qui font vivre les autres ; & le rentier est tout aussi utile à l'Etat que le Manufacturier & le Commerçant , car c'est lui qui paye à l'homme industrieux le salaire de son industrie. S'il n'y avoit point de rentier , s'il n'y avoit point d'homme qui eut besoin de Luxe , que deviendroient les Ouvriers du Luxe ? Enfin , il seroit de la dernière impru-

Réponse
aux diffi-
cultés de
M. Melon
& Montef-
queu.

prudence de priver des gens qui ont travaillé toute leur vie pour amasser du bien, des moyens de placer ce même bien pour jouir à leur aise, & presque sans travail, d'un intervalle aisé entre la vie & la mort. Prenez-y bien garde! Si vous ôtez aux hommes laborieux l'espérance de finir la vie commodément, si vous ôtez aux Artisans, aux Marchands, l'espoir de jouir de leur travail, de parvenir eux mêmes, ou leurs enfans, à des Charges, à des Dignités, vous anéantirez toute émulation, toute ardeur pour l'industrie, & vous n'aurez jamais que des Manufactures imparfaites & qu'un Commerce misérable. Les Anglois & les Hollandois entendent mieux cette partie de la Politique.

§. 24.

Les bornes qu'il faut donner aux Dettes Nationales.

Pour ce qui est des bornes qu'il faut assigner aux Dettes de l'Etat, ce prétendu problème se résout de soi-même. Toutes les Dettes que l'Etat contracte, pour épargner au Peuple les subsides extraordinaires en tems de Paix ou de Guerre, toutes les Dettes que l'Etat contracte pour augmenter l'Industrie, les Manufactures & le Commerce, toutes les Dettes que l'Etat contracte pour prévenir sa ruine, sont des Dettes très salutaires. Toutes les Dettes que le Souverain contracte au nom de l'Etat pour assouvir un Luxe mal entendu, pour faire des dépenses inutiles, pour payer mal à propos des subsides à des Puissances étrangères, pour faire venir des étoffes riches de Lion, des Modes de Paris, des Diamans du Mogolistan, sont des Dettes très pernicieuses, parce que le fonds sort absolument de l'Etat pour n'y rentrer jamais. Je connois un très beau pays en Europe, qui, sans être fort vaste, seroit un vrai Pérou pour le Souverain par sa fertilité & l'industrie du Peuple, si cette partie des Finances y étoit réglée sur une proportion judicieuse. Ce pays devoit avoir 20. millions d'écus de Dettes, dont le principal se trouveroit naturellement répandu dans les Manufactures & dans le Commerce. On lui a fait contracter près de quarante millions de Dettes; ce surplus a été employé à une magnificence ridicule, à des dépenses frivoles, dont le Capital s'est envolé vers les pays étrangers. Ce million d'écus d'intérêt payé mal à propos pour le surplus des 20 millions de Dettes qu'il y a de trop, devient un fardeau accablant pour le Peuple, le rend malheureux, & met cet Etat dans une dépendance perpétuelle de ses voisins.

§. 25.

Conclusion.

DE tout ce qui a été dit il résulte que les Principes de l'Oeconomie d'un particulier sont presque toujours diamétralement opposés aux principes de Finance que doit suivre un Etat, que la plupart des Ministres employés sont séduits par ces notions communes d'une Oeconomie d'un particulier, & qu'il arrive par là que, sur cent Financiers fameux, il y

a ra-

a rarement un bon Financier. Cette vérité se manifeste encore plus à ceux qui l'ont ce qui suit.

CHAPITRE XI.

Des Finances.

§. 1.

LE Souverain veut & doit être entretenu d'une manière convenable à son rang. C'est une reconnaissance que ses Peuples lui doivent des soins qu'il prend pour leur prospérité. Il est même de la dignité d'une Nation que son Prince ou les principaux Membres d'un Sénat vivent avec splendeur. Un Peuple qui se refuse à fournir les Subsidés nécessaires pour cela, est un Enfant opiniâtre qui refuse de rendre à son Pere une petite portion des douceurs que celui-ci lui donne tous les jours en abondance. Les Princes de sa Maison ont besoin d'appanages; l'Armée & la Marine coutent des sommes immenses; les Ministres d'Etat, & les Employés dans les affaires Civiles, veulent être payés; les Négociations sont couteuses, la Police coute, les grands chemins, les Ponts & Chaussées, l'entretien des Fortereses, tout en un mot coute pour entretenir l'Etat; & cette dépense, quoique faite avec la plus grande économie, va toujours fort loin. Qui payera toutes ces dépenses nécessaires & inevitables? Le Peuple, peu accoutumé à réfléchir s' imagine qu'un Souverain est comme ces Rois fabuleux, dont les Contes amufans font mention, qui possédoient des Trésors cachés & inépuisables; il croit qu'un grand Prince peut entreprendre & donner tout ce qu'il veut. Il ne conçoit pas que tout ce que le Souverain donne à l'un, il faut qu'il le prenne à d'autres, qu'il n'a point de Mines d'Or, & quand même il en auroit qu'elles ne lui rendent que 10 par cent; que s'il frappe de la Monnoie, il faut qu'il achette l'Or & l'Argent, enfin que, bien loin d'être riche sans bornes, un Roi a besoin d'être entretenu lui-même par ses Sujets.

Des dépenses de l'Etat.

§. 2.

IL s'ensuit donc que, pour l'entretien de l'Etat & de toutes ses parties, il faut des revenus. Ces revenus, qu'on appelle revenus publics, revenus de l'Etat, revenus du Souverain, dans le sens le plus général, proviennent de deux sources, ou des DOMAINES, ou des CONTRI-

Domains & Contributions.

IBUTIONS. Par les *Domaines* on n'entend pas seulement de certaines Terres & Seigneuries avec leur dépendances, qui appartiennent en propre au Souverain, qui sont pour ainsi dire son Patrimoine particulier, & qu'il fait régir, ou affermer, mais on comprend aussi sous ce mot plusieurs autres objets qui produisent des revenus, comme les Mines, certaines Pêches exclusives, certaines Chasses, les Marchandises de la Couronne en Russie, la recolte de l'Ambre en Prusse, les Salines &c. Tous ces produits font la baze des revenus du Souverain; mais comme ils ne suffisent point aux dépenses de l'Etat, tous les Citoyens, chacun à proportion de ses facultés, sont obligés de contribuer à remplir l'excédent de ces dépenses publiques; & les charges que le Souverain impose sur les Peuples, pour recueillir la quote-part de chaque Sujet, sont nommées *Contributions*, *Impôts*, *Taxes*, *Subsides* &c.

§. 3.

Département des
Finances.

PAR toutes les Loix Naturelles & Positives, le Souverain (*) a seul le droit d'imposer ces charges; Mais comme il est physiquement & moralement impossible qu'il puisse connoître par lui-même tous les détails des besoins de l'Etat, qu'il puisse régler & lever les contributions, les employer sur une juste répartition, & en tenir des comptes & des registres exacts, il faut nécessairement qu'il établisse un Département chargé de ce soin; & c'est ce qu'on appelle le *Département des Finances*, comme on nomme du nom général de *Financiers* tous ceux qui y sont employés.

§. 4.

Il doit
être uni-
que & n'a-
voir qu'un
Chef.

QUELQUE vaste que puisse être un Etat, ce Département des Finances doit être unique, sous la direction d'un seul Chef, sans partage d'autorité, sans rivalité, établi dans la Capitale, mais étendant ses soins & son pouvoir jusques aux Provinces les plus éloignées, jusqu'aux derniers confins de la domination. C'est un Arbre planté au centre de l'Etat dont les racines poussent jusqu'aux extrémités. Rien n'est si dangereux pour l'Etat, que diverses autorités égales dans l'administration des Finances. Tout partage de Puissance diminue sa force & son activité: C'est un Axiome incontestable. Si l'on divise entre plusieurs Ministres cette autorité, on élève Autel contre Autel. L'Envie, l'Ambition, & plusieurs autres passions, si naturelles aux gens en place, font détruire par une main ce que l'autre a bâti; le Souverain n'entend plus que des rapports qui se croisent, il court risque à tout moment de prendre de fausses résolutions. Un de ces Chefs aura conçu quelque grand pro-

(* Nous comprenons toujours sous ce nom, dans les Républiques, ce Corps en qui réside la Souveraineté: Puissance.

projet, quelque établissement salutaire, mais qu'il ne sçauroit faire réussir par des moyens secrets, indirects, éloignés: Soit par jalousie, soit par ignorance, un autre Chef fera échouer son dessein, & l'Etat y perdra. En un mot, nommer au commandement d'une Armée deux Généraux, ou placer dans les Finances deux Ministres, avec une autorité égale, c'est commettre la même imprudence. Ce Chef (qui est appelé Contrôleur-Général des Finances, Président de la Chambre, ou Ministre des Finances) doit avoir sous lui plusieurs Conseillers habiles, avec ou sans le titre de Ministres, ou de Conseillers privés, selon l'usage réglé dans chaque pays. Le nom ne fait rien à la chose. Chacun de ces Conseillers, ou Ministres, doit être chargé de la direction d'une ou de plusieurs Provinces, & outre cela de quelque partie des Finances, l'un des Monnoies, l'autre des Fabriques, un autre de la Chambre des Comptes &c. Ils ont sous leurs ordres des Conseillers de la Chambre des Domaines, des Secretaires, des Commis, & tous les Subalternes qu'un Département aussi vaste doit nécessairement avoir.

§ 5.

DANS chaque Province on établit une Chambre des Finances subdélégée, à la tête de laquelle on place un Président ou Intendant, à ses côtés un Directeur, & sous eux des Conseillers, & les autres Employés du Département. Cette Chambre est chargée de la régie particulière, de tout ce qui a du rapport aux Finances de la Province respective. Le Système général pour l'administration des Finances ainsi réglé entretient une harmonie, un ordre, une correspondance admirable dans l'Etat. Les Magistrats des Villes, & tous ceux qui ont quelque charge de régie à la Campagne, rendent compte de tout ce qui arrive à la Chambre Provinciale; la Chambre Provinciale fait ses rapports au Ministre du Département des Finances de la Capitale, qui a la direction de cette Province; celui-ci examine les affaires, & en fait son rapport au Département assemblé en Corps dans les Conférences ordinaires, & ayant le Contrôleur Général à la tête. Toutes les affaires sont débattues & décidées dans ces Conférences; mais celles qui paroissent assez importantes pour mériter l'attention du Souverain sont portées devant lui par le Contrôleur Général, qui reçoit immédiatement ses ordres, & agit en conséquence. C'est ainsi que le Souverain gouverne tout, sans être distrait de ses grands objets par de menus détails; c'est ainsi qu'un habile Chef des Finances peut concevoir de grands desseins, les proposer à son Maître, & les faire exécuter sans être croisé, ou traversé, par les opérations contraires des Financiers subalternes; c'est ainsi que les limites de l'autorité d'un chacun sont exactement marquées, & que tous les rayons du Cercle des Finances se rapportent à un centre commun.

Chambre
des Finances
dans les Pro-
vinces.

Leur liai-
son avec
le Dépar-
tement de
la Capita-
le.

§. 6.

Liberté de
faire des
remon-
trances
accordée
aux subal-
ternes.

Il y a encore un avantage dans cet arrangement. Malgré cette gradation d'autorité & de pouvoir que nous avons établie, il reste toujours à chaque Sujet, à chaque Employé dans les Finances, la liberté de faire des remontrances sur les ordres qu'il reçoit d'une Chambre Provinciale, & même sur ceux qui émanent du Département supérieur. La voie de la représentation, soit au Controleur Général, soit au Souverain même, doit être ouverte à tout le monde. C'est le vrai moyen de sçavoir si personne n'est vexé, si la régie des Finances est exercée dans tout l'Etat avec sagesse & justice, & de recueillir les idées des subalternes quelquefois très habiles & très instruits, sur les changemens que l'on se propose de faire dans les Finances. C'est encore le moyen de s'instruire de la capacité & des talens de tous les Employés, & de faire un bon choix pour remplacer un Supérieur, ou pour faire monter un homme capable à une meilleure Charge, selon son mérite.

§. 7.

Voyages
des Minis-
tres dans
les Pro-
vinces.

Je voudrois encore que les Ministres, ou Conseillers privés, dont il a été parlé (§. 4.) fissent tous les ans un voyage dans la Province qui est soumise à leur direction, & qu'en y faisant une exacte revue, ils se procurassent la connoissance détaillée de tous les besoins de cette Province, & des établissemens avantageux qu'on pourroit y entreprendre. On connoit toujours mal ce qu'on ne voit pas par ses yeux; encore faut-il bien voir pour se mettre au fait de tout. Les hommes sont si sujets à se tromper, & ont souvent tant d'intérêt à præsenter les objets sous des points de vue avantageux, ou defavantageux, qu'on ne peut guère se fier à des relations. Un tel Ministre écouterait tout le monde, examineroit routes choses sur les lieux, & rapporteroit dans la Capitale une connoissance parfaite du sort & du foible de sa Province, & de toutes les particularités qu'il ne doit jamais ignorer s'il veut prendre de justes mesures; & cette connoissance ne sçauroit s'acquérir sur un Sopha placé dans un Cabinet. On a plus d'une raison de présumer que ce Plan, pour la régie générale des Finances, est un des meilleurs qu'on puisse donner; & l'on se dispense d'entrer dans les détails de ces arrangemens, parce qu'on suppose à tout Lecteur judicieux plus de discernement qu'il n'en faut pour les concevoir, & pour les établir sur ces principes généraux, & qu'on ne veut pas être prolix pour instruire ceux qui sont incapables de faire cette combinaison.

§. 8. LORS-

§. 8.

LORSQU'UNE fois le Département des Finances est arrangé sur ce modèle, lorsqu'il est pourvu de bons sujets, d'un Contrôleur & de Conseillers fidèles, intégres, habiles, le Souverain doit lui accorder toute sa confiance. Il agit fort imprudemment s'il écoute en secret les visions & les rêveries de ces Faiseurs de projets, de ces prétendus Adeptes en Finances, dont le monde est rempli. Règle générale: Tout homme qui se vante de posséder quelque secret sur les Finances, sur le Commerce, sur les Monnoies &c. ou se trompe soi-même, ou veut tromper les autres. Il n'y a point de Science Occulte pour les affaires; tout y est fondé sur des Maximes claires, puiscées dans la Nature & dans le sens commun. Ne reviendra-t-on jamais de ces Charlatans & de ces Im-posteurs dont on a été si souvent la dupe? En croira-t-on plutôt des Ban-queroutiers qui, n'ayant pu conduire leur propre Barque, courent le monde pour trouver quelque Prince auquel ils puissent persuader qu'ils savent faire le bonheur des Peuples, que des Ministres sages qui ont fait une longue & profonde étude de leur métier? Ne concevra-t-on jamais que ces opérations de Finances, qu'on fait à l'insçu de ses propres Ministres croissent, traversent, détruisent quelquefois les plus beaux Systèmes que ceux-ci ont projetés?

Confian-
ce que le
Souverain
doit met-
tre en ses
Ministres
des Fi-
nances.

§. 9.

Le point essentiel est d'avoir ces Ministres habiles & appliqués, & surtout de proscrire à jamais ces destructeurs des païs qui ne s'attachent qu'à augmenter les revenus du Souverain sans augmenter l'Opulence générale de l'Etat. Cette manie, qui passe souvent pour un sçavoir-faire méritoire, est également ridicule & funeste. Si l'on ne commence par donner tous les soins à faire panacher la balance du Commerce général, la balance des *Importations* & des *Exportations* (a), à l'avantage de sa Nation, & qu'on s'acharne continuellement à tirer de nouveaux subsides du Peuple, il est clair qu'on énerve la masse totale des richesses répandues dans l'Etat, qu'on affoiblit le fonds destiné pour les Fabriques, les Manufactures, le Commerce, la Navigation, & l'Industrie, qu'on prive tous les jours le Peuple des moyens de payer ces subsides, & qu'on est précisément dans le cas de cet insensé qui tua sa Poule pour avoir tous les Oeufs à la fois. Y-a-t-il d'ailleurs le moindre art, le moindre esprit, la moindre sagacité, à inventer de nouvelles taxes? Ministres ineptes! Dans des tems de Guerre, dans des nécessités pressantes, vous imposez une Capitation sur le Peuple; faites un effort d'imagination, mettez un impôt

Habileté
& défauts
des Mini-
stres des
Finances.

(a) Termes usés dans les Finances.

impôt sur les bras, parce que tout homme en a deux, tandis qu'il n'a qu'une tête, vous ferez un beau Chef-d'œuvre, digne de tous vos autres projets!

§. 10.

Six objets
du Département
des Finances.

DE tout ce qui vient d'être dit il résulte que l'art du Financier, & les objets du Département des Finances consistent dans les points suivans: I. De bien connoître l'Etat & ses besoins. II. De procurer aux Sujets toutes les ressources possibles pour s'enrichir, & pour pouvoir contribuer beaucoup à ces besoins de l'Etat. III. D'imaginer la manière la plus commode & la moins onéreuse de lever les Impôts & de percevoir les revenus. IV. de régir sagement les Domaines. V. De faire un bon emploi, une juste répartition, des Deniers publics qu'on a recueillis. VI. De tenir des registres & des comptes exacts de la recette de la & dépense générale de l'Etat. Chacun de ces objets mérite un examen détaillé.

§. 11.

Connoissance
de l'Etat du
pays.

SANS une parfaite connoissance du pays sur lequel on travaille, le Financier ne sauroit prendre que de fausses mesures; & ce n'est point en tâtonnant qu'on procure la félicité d'une Nation. La situation locale, l'air, le climat, la nature du terroir, le degré de fertilité, les fleuves, les rivières, les productions naturelles, le génie des habitans, les Mers, les Parages, les Ports, les limites, les voisins, les grands intérêts de l'Etat, ses forces, sa foiblesse, son Système Politique; tout cela, & mille autres particularités, doivent être connues à fonds du Chef des Finances. Il doit se faire surtout un plan très exact & très détaillé de tous les besoins de l'Etat, & examiner avec un soin infini non seulement ce que l'entretien de l'Etat Civil & Militaire & tous les établissemens dans chaque branche du Gouvernement requièrent, mais aussi ce qu'il faut pour en faire de nouveaux. C'est commettre une grande faute en Finances que de suspendre, sans une extrême nécessité, & pour le seul défaut d'argent, des établissemens indispensables, utiles & avantageux au pays, ou de les faire manquer tout à fait. Le moment de l'apogée fait tout dans ces établissemens; & tel projet, tel bâtiment, telle fabrique, telle entreprise pour le Commerce, ou la Navigation, auroit été admirable aujourd'hui qui pourra ne pas l'être dans deux ans. L'ignorant Financier, qui n'a que de petites idées, l'aura cependant remise jusques là, parce qu'il croyoit n'avoir point d'argent pour l'entreprendre. Il y a ici une observation très importante à faire.

§. 12. ON

§. 12.

ON confond éternellement les Principes de l'économie d'un particulier avec ceux d'un Royaume. Le particulier règle sa dépense sur ses revenus ; mais le Souverain règle ses revenus sur la dépense nécessaire pour la conservation de l'Etat (a), c'est-à-dire, que le particulier, s'il est sage, commence par calculer sa recette, & arrange sur cette recette la dépense qu'il peut faire, ou les entreprises qu'il peut former. Cette maxime, dont la solidité frappe, éblouit la plupart des Financiers, ils veulent en agir de même à l'égard de l'économie publique, & ils font une énorme bévüe. Ils doivent commencer par calculer toute la dépense nécessaire pour l'entretien de l'Etat & pour les établissemens qui lui sont salutaires, profitables, & régler ensuite les contributions de manière qu'elles puissent fournir amplement à cette dépense. La raison de cette différence est, je pense, bien facile à développer. 1°. L'argent qui sort de la bourse d'un particulier en est sorti pour toujours : l'argent qui sort des coffres de l'Etat rentre tout de suite & presque entièrement dans l'Etat. 2°. Les ressources d'un particulier sont toujours bornées, les ressources d'un grand Etat, bien gouverné, n'ont point de bornes. 3°. La plupart des dépenses d'un particulier tendent à se procurer plus de commodités, ou plus de plaisirs ; toutes les dépenses publiques, au contraire, tendent ou à la conservation immédiate de l'Etat, ou à augmenter sa prospérité, ses forces, son Opulence. Or la raison & la justice s'accordent en ce point, que ce qui est contracté pour le bien d'une Société soit également imposé sur toute la Société.

§. 13.

M. Mélon dit (b) „ Enfin nous donnons à résoudre aux Nations po-
 „ licées de l'Europe le problème suivant. L'Imposition nécessaire au
 „ paiement des charges de l'Etat étant telle que les Contribuables,
 „ malgré les exécutions Militaires, n'ont pas de quoi les payer par la
 „ vente de leurs denrées, que doit faire le Législateur ? „ On auroit
 „ été charmé de voir la solution de ce problème (si c'en est un) par un aussi
 „ grand homme que l'étoit feu M. Mélon ; mais puisqu'il a gardé la des-
 „ sus un profond silence, nous tenterons d'achever ses idées. Cet examen
 „ nous conduira naturellement à développer le second point de l'Art des
 „ Finances (§. 10.) qui est de procurer aux Sujets toutes les ressources possi-
 „ bles pour pouvoir contribuer amplement aux besoins de l'Etat ; c'est-là tout le
 „ secret & la solution du problème.

(a) *Essai sur le Commerce Chap. XIV. des Diminutions.*(b) *Essai sur le Commerce Chap. XXI. Diverses Observations sur les Monnaies.*

§. 14. COM-

§. 14.

Les opérations
des Finances
doivent être
simples.

COMMENÇONS par donner encore une règle générale pour toutes les opérations de Finances & de Commerce, avant que d'en prescrire de particulières. Il en est des Finances comme de la Méchanique, dont la perfection consiste à faire de grands effets avec de petites forces, & avec les machines les moins composées qu'il est possible. Ainsi, dans les affaires de Finances, il faut frapper les plus beaux coups, sçavoir parvenir aux plus grandes fins, par les opérations les plus simples. Quelques exemples mettront cette Maxime dans tout son jour. Lorsque le feu Roi de Prusse voulut établir toutes sortes de Manufacteurs de Laine dans ses Etats, il défendit simplement la sortie des Laines du crû du pays, & leva tous les droits d'entrée qui étoient sur celles d'Espagne. Bientôt il se trouva une grande abondance de Laine dans toutes les Provinces, il falut nécessairement les réduire en étoffes &c. pour les consumer, & les Manufactures s'établirent d'elles mêmes. Quand la France conçut le dessein de faire fleurir son Commerce & sa Navigation, elle ne pouvoit parvenir à ce but sans donner un grand échec à la Navigation des autres Puissances Maritimes, & surtout des Hollandois qu'un long usage avoit rendus les Voituriers de la Mer. L'habile Contrôleur des Finances ne mit point en œuvre des moyens fort composés, il ne fit point de prohibitions odieuses, il ne choqua personne par des Edits fondés sur la puissance Militaire du Roi; mais par une Ordonnance toute simple il établit qu'à l'avenir aucune denrée, aucune Marchandise, ne pourroit être portée en France que par un Vaisseau ou François, ou construit & fretté dans le pays où cette denrée, ou Marchandise, étoit crüe, ou fabriquée, & monté par un Capitaine & un équipage de la même Nation. Il y avoit quelques exceptions pour les Villes qui servent d'entrepôt naturel. Cette seule Ordonnance fit périliter la Navigation Hollandoise, & mit les François dans la nécessité d'aller chercher leurs besoins de l'étranger avec leurs propres Vaisseaux. C'est l'époque d'où il faut dater les progrès du Commerce Maritime de la France. Lorsque le Gouvernement Anglois voulut perfectionner l'Agriculture du pays, il n'eut garde de donner la dessus quelque Ordonnance coactive, gênante, & contraire à la Liberté naturelle des Citoyens; mais il mit une gratification considérable sur chaque Muid, sur chaque Last de Bled qui seroit exporté hors du Royaume. Cette gratification encouragea le Cultivateur, & bientôt plusieurs milliers d'arpens de Terre qui étoient incultes devinrent des Champs abondans en riches moissons. Ce font là d'excellens exemples à imiter.

§. 15.

Solution
du problème
de Mr.
Melou.

REVENONS à la solution du problème. Si c'est un petit pays misérable,

nable, sans industrie, & sans ressources, qui se trouve hors d'état de payer les contributions qu'on lui demande, il faut prendre patience, & tâcher par des opérations douces d'obtenir dans une autre année ce qu'on n'a pu forcer au moment présent sans ruiner de fond en comble les Sujets; car enfin il est impossible de prendre là où il n'y a rien. Si c'est un grand Etat composé de plusieurs Provinces, il faut agir comme M. Colbert en agit à l'égard de la Provence lorsque cette Province se trouva dans l'impuissance de payer la Contribution extraordinaire (voyez Chap. VIII. §. 11.). Bien loin de tirer de l'argent de la Province indigente, il faut y en envoyer. Mais ce qui est bien plus essentiel, & plus digne d'un habile Ministre, c'est de prévenir que le pays puisse jamais se trouver dans un apauvrissement total, dans une décadence, où M. Mélon le suppose ici. Les hommes ne sont pas toujours ni si industrieux, ni si laborieux qu'on le croiroit bien. Le Département des Finances est le Tuteur né des Citoyens; il doit leur apprendre malgré eux à devenir riches, aisés, opulens, capables de payer les charges de l'Etat, & leur en faciliter les moyens. Les Paragraphes suivans prouveront la possibilité de ces Maximes, & formeront, pour ainsi dire, la démonstration de notre solution. En pratiquant ces règles, on parviendra bien plus solidement à son but, qu'en imaginant des augmentations, ou des diminutions de Monnoies, ou en faisant frapper, dans des cas extraordinaires, des Monnoies de papier, de cuir, de fer-blanc &c. ou en inventant toutes sortes de Chimères pareilles, qui, tout bien pesé, tout bien considéré, ne sont au fond que des honnêtes duperies, mais à la fin très funestes à l'Etat. Cependant on ne sçauroit disconvenir qu'il arrive quelquefois des accidens, des calamités, qui mettent en défaut toute la prudence humaine; mais dans ces cas, si le Financier est homme de génie, il sçaura toujours prendre le meilleur parti dans chaque rencontre.

§. 16.

On n'attendra point de nous qu'en traitant cette partie des Finances, nous descendions dans tous les détails de l'Agriculture, de l'exploitation des Mines, des Fabriques, des Manufactures &c. Chacun de ces objets fait un métier à part; & il n'y a pas de métier sur lequel on ne put écrire un volume s'il faloit en épuiser toutes les règles particulières. On a osé se proposer un plus grand plan dans cet Ouvrage; on ne veut que donner des Principes généraux sur chaque objet; & quelque laconique qu'on soit, la diversité immense des matières fait croître sous la plume ce Livre à un point où nous sommes fâchés de le porter. Cependant on ne sçauroit trop recommander aux jeunes-gens qui se destinent aux affaires de Finance de s'appliquer de bonne heure à la connoissance des Principes, & même des détails de l'Agriculture, des Arts utiles, des Manufactures &c. Il est toujours honteux, pour un homme

On se borne à indiquer des Principes généraux.

chargé de la direction de ces choses, d'en ignorer les élémens ; & cette ignorance fait souvent prendre les mesures les plus absurdes & les plus pernicieuses au succès.

§. 17.

L'Aug-
menta-
tion du
nombre
des habi-
tans, pre-
mier objet
des Financ-
iers.

PLUS il y a de Citoyens dans un Etat, plus il y a de Contribuables ; plus il y a de mains pour toutes les entreprises possibles, plus il y a par conséquent de ressources pour augmenter la richesse générale. Dans les pays où le Peuple est le moins chargé d'Impôts, il n'y a pas de Citoyen qui ne contribue directement, ou indirectement, plus d'un Louis d'Or à l'Etat, par an. C'est une vérité d'expérience & de calcul, qui ne surprendra personne si l'on considère que l'Etat prend, au-moins, 25 pour cent sur le Bled avant qu'il soit boulangé & réduit en Pain, soit par les taxes imposées sur les Terres qui portent ce Bled, soit par le droit de Minage, soit par l'Accise &c. Il en est presque de même de la Viande de Boucherie, de la Biere, du Vin, & des autres nécessités de la vie. On peut évaluer la dépense annuelle d'un homme à six vingt Livres, ou trente écus d'Allemagne environ, pour sa simple nourriture, son vêtement, & autres besoins indispensables. Cette seule considération suffit pour prouver qu'on n'exagère point en supposant qu'un Sujet fournit au-moins un Louis aux revenus publics, surtout si l'on ajoute à ces charges imperceptibles les contributions réelles en argent. Ce n'est là encore que l'avantage que l'Etat retire d'un Citoyen en le considérant simplement comme désœuvré. Si on le suppose occupé, & sa main employée à des travaux utiles, le profit devient immense. Il s'ensuit donc que l'augmentation du nombre des habitans est le premier objet du Financier ; & nous avons déjà indiqué (Chap. V. §. 12. & suivans) tous les moyens qu'on peut employer pour la population. On y renvoie le Lecteur, pour ne pas tomber dans les redites.

§. 18.

Augmen-
tation des
Richesses,
2d. Objet
des Financ-
iers.

NOUS avons aussi fait voir (Chap. X. §. 21.) que sans argent l'homme industrieux ne sauroit tirer parti de son industrie, ni le propriétaire se servir avantageusement de tout ce qu'il possède pour acquérir ce qui lui manque. Par conséquent l'augmentation de la masse totale des richesses répandues dans l'Etat, & la circulation de l'argent, ou des papiers qui en sont la représentation, devient le second objet naturel des Finances. Il est démontré qu'une Herbière, ou autre revendeuse, qui a deux écus d'argent comptant, & qui employe ce fond à son petit Trafic, en y ajoutant son industrie, gagne au-moins un écu par semaine, se nourrit, & se procure un revenu annuel de plus de cinquante & deux écus. Si elle n'a pas le fond des deux écus, ou qu'elle les laisse reposer tranquillement, elle est réduite ou à la Mendicité. ou à un travail

vail plus rude, & moins lucratif. En suivant les progressions naturelles de ce Principe, on verra combien d'entreprises profitables les particuliers sont en état de faire dès qu'il y a beaucoup d'argent répandu dans le Public, & combien de ces fortes d'entreprises ils sont obligés de suspendre, ou de manquer, si les fonds leur manquent, ou si l'argent n'est point en circulation : car encore un coup, tout capital qui ne circule point est un capital mort, un capital idéal, dont personne ne profite. Cette remarque fera connoître aux Financiers combien ils agissent imprudemment lorsqu'ils entassent écus sur écus, & combien au contraire l'Angleterre, la France, & quelques autres Puissances suivent une sage Politique, quand ils font rentrer dans le Public le plus qu'ils peuvent des fonds que le Public contribue. Chez les grandes Nations on est charmé quand tout est quitte à quitte au bout de l'année. Les dépenses d'une Cour brillante, les bâtimens publics & particuliers, le Luxe, l'encouragement donné aux Manufactures & au Commerce, les Fortifications, les gratifications accordées à ceux qui excellent dans les Arts & Metiers, voilà les moyens que les grands Financiers doivent mettre en œuvre pour augmenter la masse totale des richesses de l'Etat en la mettant en circulation ; & voilà son second objet ; car il est rare que l'argent passe par une main, sans y laisser quelque profit.

§. 19.

OUTRE tout ce que nous avons déjà dit, & tout ce que l'on ne sauroit assez répéter sur cette matière, ajoutons encore une preuve fondée sur l'expérience. Les Nations les plus riches sont celles qui ont répandu l'argent à pleines mains ; les Nations les moins opulentes ont thésaurisé. Qu'on jette un coup-d'œil sur l'Europe, on se convaincra facilement de cette vérité. Où en seroient l'Angleterre, la France, la Hollande, si leurs Gouvernemens n'avoient su faire un meilleur emploi de l'argent que de l'ensouffir ? Qu'on nous épargne la peine de répondre aux sophismes de certains Politiques qui prétendent qu'il est prudent de réduire les Sujets à un état de médiocrité. Nous avons déjà prouvé plus haut à quel point ce raisonnement est frivole. Tous les faits d'Histoire font foi que des Peuples pauvres, indigens, qui n'ont rien à risquer, & qui ne peuvent que gagner dans des troubles, sont plus enclins aux révoltes, aux rébellions, plus indociles, plus mal aisés à gouverner, que des Peuples Opulens. Un Etat sans ressources pécuniaires ne pourra jamais soutenir une Guerre longue & onéreuse. Enfin peut-on imaginer une plus grande perfection dans un Gouvernement, que quand les Maximes sont telles qu'elles enrichissent le Souverain en rendant les Peuples Opulens & heureux ?

Cette vérité est confirmée par l'expérience.

§. 20.

Encouragement
donné à la
culture
des den-
rées natu-
relles,
troisième
objet des
Finances.

L'ENCOURAGEMENT donné à la culture de toutes les denrées, de toutes les productions naturelles d'un pays, forme le *troisième objet des Finances*, & cet objet est d'une immense étendue. Parmi ces productions naturelles les Bleds sont la baze de tout, ainsi que tous les autres Auteurs qui ont écrit sur cette matière l'ont très bien prouvé, & surtout M. Mélon. Ce Financier véritablement Politique, qu'on ne peut s'empêcher de citer à tout moment, soit pour suivre ses idées, soit pour les réfuter, parce qu'elles en valent la peine, a très solidement prouvé qu'un pays qui auroit un avantage considérable sur tous les autres dans la production des Bleds, ne pourroit manquer d'acquiescer une supériorité de force intrinsèque, de richesse, & de puissance. Jusques là l'on ne sçau-roit être plus vrai, plus juste, ni plus profond, que l'est cet Auteur: Mais les réflexions qu'il ajoute dans le second Chapitre sur les différen-tes Provinces de France se ressentent d'une espèce de partialité natio-nale, & de la gêne où est tout honnête homme qui écrit dans un pays dont il ne veut pas choquer le Gouvernement en lui présentant la Vérité sans voile. Un Cosmopolite, au contraire, peut s'étonner qu'en France, où toutes les Maximes Politiques sont presque autant de modèles, l'Agriculture n'intéresse pas davantage le Gouvernement. Ce Citoyen du Monde voyage en France, il cortoye les bords du Rhône, descend depuis Lion jusqu'au Pont St. Esprit, traverse une vaste étendue de pays dont le terroir est abandonné & en friche. Il arrive au prochain Village où, à son grand étonnement, il trouve tous les habitans rassemblés pour se réjouir. Il croit que c'est une Fête Champêtre, un jour extraor-dinaire, qu'on célèbre. Il s'en informe: *Point du tout*, lui répond un Vieillard qu'il questionne, *Nous vivons ainsi tous les jours*. Eh, dit le Cosmo-polite, au lieu de passer le tems à vous divertir, que ne cultivez-vous ces Ter-res abandonnées qui sont à votre porte, & que vous pourriez rendre fertiles avec tant d'aisance? Hélas, Monsieur, reprique le Villageois suranné! Nous héritons de nos Peres la jolte & la pauvreté; & nous laissons le même héritage à nos enfans. Si nous acquerions beaucoup par nos travaux, nous n'en serions pas plus avancés; nous serions obligés de le donner au Roi; nous gagnons notre vie, nous la passons gayement, & Dieu par dessus tout &c. Que ces mots ren-ferment de leçons pour un Financier! Quoi! En France, dans le XVIII. Siècle, il y a des Terres en friche! Le Laboureur est découragé! Non, on prendra ceci pour une fiction.

§. 21.

Maxime
de l'An-
gletterre
et d'ard.

LE Gouvernement Anglois connoit mieux ses intérêts. Il n'impose point de taxes arbitraires ni sur les Terres, ni sur les hommes, il ne souffre point de Champs incultes, il sçait encourager l'Agriculture. Nous

Nous venons de voir, au §. 14., combien la gratification accordée à l'exportation des grains a été favorable à cet objet. Mais afin que cette prime, en donnant trop d'avantage à l'exportation, ne fassé pas renchérir les Bleds à un point excessif dans le Royaume, on a fixé un certain prix; & si les grains, par une mauvaise récolte, ou par le trop grand débit à l'étranger, montent au delà de ce prix, que par conséquent l'Angleterre ait quelque cherté, quelque disette, à craindre, la gratification est pour celui qui *importe*. Ce sage institut entretient toujours en Angleterre l'abondance & le bon-marché de la première denrée de nécessité, & fait gagner à la Nation plusieurs millions sur la quantité exportée.

§. 22.

Le feu Roi de Prusse, excellent Financier à bien des égards, & qui portoit de grandes idées dans les affaires de détail, raisonna bien juste en posant pour Principe de tout son Système que l'Agriculture étoit le fondement de l'Opulence & de la prospérité de ses Etats. Il l'encouragea fortement, & il fit plusieurs reglemens sur cet objet, dont on n'a reconnu la sagesse que long-têms après. L'attention continuelle qu'il portoit à l'observation de ces reglemens acheva de les rendre salutaires. Ce Monarque sçavoit, & tous les Financiers doivent l'apprendre de lui, que les terrains les plus ingrats & les plus stériles sont fertilisés par le labourage & l'engrais, & que les meilleurs terroirs se bonifient encore par ces moyens. Il força donc les Fermiers de ses domaines & les propriétaires des biens de la Campagne de labourer fréquemment & solidement leurs Terres, & de les fumer de même. Quand le Roi étoit attendu dans une Province, les Gentils-hommes, les Fermiers, les Païsans mêmes, faisoient de grands amas de fumier devant leurs portes, on ne pouvoit mieux lui faire sa cour. Un Courtisan poudré ricanait, n'envisageoit pas cette attention comme trop Royale; mais l'habile Monarque sçavoit que ce fumier transporté sur les Champs feroit croître des Ducats, & au bout de quelques années de regne il eut la satisfaction de voir que les Sables de la Marche, les Bruieres & les Marais de la Prusse, donnoient une abondante moisson des plus beaux grains du monde. Le Roi son fils a achevé de perfectionner ce beau plan, & nous avons vu depuis peu le Sable aride qui s'étendoit jusqu'aux portes de Berlin converti en un sol admirable par une espèce d'enchantement économique.

Maxime
de Prusse
pour l'A-
griculture.

§. 23.

Les Bestiaux sont l'Ame de l'Oeconomie rurale, moins encore par le profit qu'on tire de leur Lait, que parce qu'ils donnent cet engrais qui fertilise nos Champs. Le Département des Finances doit engager par toutes sortes de moyens les habitans de la Campagne à entretenir un grand

Entretien
des Bêtes
à cornes.

grand nombre de Bêtes à corne. Il me semble que, dans la plupart des pays de l'Europe, la juste proportion entre les Terres labourables, & la quantité de Bestiaux qui fournissent l'engrais, n'est pas bien observée. A quoi sert-il d'avoir des Champs d'une immense étendue, sans se procurer assez de fumier pour les engraisser? Ne vaudroit-il pas mieux convertir une partie de ces mêmes Champs en prairies, en paturages, & bonifier d'autant plus le reste? On épargneroit encore bien des fraix de culture. Qu'on ne dise point, cela est impraticable; l'expérience m'a appris que rien n'est plus facile. Depuis que nous connoissons l'usage & les propriétés du Treffle ordinaire, du petit Treffle d'Hollande, du Treffle d'Espagne, du Sainfoin, de l'Espeaute, de la Luzerne, & de plusieurs autres herbes pareilles, il n'y a qu'à choisir la graine la plus convenable au terroir que l'on veut réduire en Prés, bien préparer la Terre, l'y semer, & se tenir assuré qu'elle lèvera, qu'elle produira une très bonne nourriture pour les Bestiaux. D'ailleurs comme les Vesses, les troncs & les feuilles de Choux, les gousses, & divers autres produits de la Terre & de l'économie, servent encore à les nourrir, un bon économe ne doit point manquer à la Campagne de moyens pour entretenir la quantité suffisante de Bestiaux; & si l'on calcule le profit des Veaux, du Lait, du fumier, on trouvera qu'une bonne Vache rapporte à peu près en une année ce qu'elle aura coûté d'achat.

§. 24.

Précautions à prendre pour les Laiteries

Le Financier devant s'appliquer surtout à réduire en objets de Commerce tous les produits de la Campagne, il peut ne pas abandonner à chaque Propriétaire le soin de tirer tout le parti qu'il veut de ses Bestiaux. On doit au-contraire prescrire aux habitants de la Campagne des règles sures, bien réfléchies, bien fondées sur l'expérience, bien convenables au climat & au terrain, sur la manière dont il doit conduire toute son économie. En Hollande, en Irlande, & dans le Holstein, par exemple, le Beurre & le Fromage sont devenus le fond d'une branche de Commerce fort considérable par le soin qu'on a pris de bien faire traiter ce produit des Vaches. Il faut donc obliger le Payfan malgré qu'il en ait de bâtir une bonne & solide étable pour y tenir chaudement le Bétail, de bien soigner ses Bestiaux, de ne pas les élever trop délicatement, de leur donner une bonne & saine nourriture, d'avoir une Laiterie fraîche & bien nette. La bonté du Lait, du Beurre, & du Fromage dépend principalement de la propreté avec laquelle on entretient la Laiterie. Il seroit très à propos de défendre, par une Ordonnance générale, d'y garder, comme on le fait, des vivres nécessaires au ménage, ou d'autres choses qui exhalent des odeurs; & de se servir dans ces Laiteries d'autres ustensiles que de verre, de grès, ou de bois de chêne bien lessivé, n'y en ayant point d'autre qui ne fasse prendre un mauvais goût au Laitage. Tout Campagnard est rempli de super-

superstitions & de préjugés: comme il réfléchit peu, & qu'il est naturellement obstiné, on a peine à lui faire quitter ses anciens usages, ou plutôt ses anciens abus, qu'il suit machinalement, à moins que l'exemple de son voisin, qui agit autrement, ne l'instruise. Si j'avois la direction des Finances d'un pays, je tâcherois, à quelque prix que ce fut, d'attirer des pays où l'on fait le meilleur Beurre & Fromage, comme de la Hollande, ou de la Suisse, quelques familles de bons Villageois, qui pussent enseigner à mes Payfans la méthode usitée à cet égard en leur pays.

§. 25.

On fait encore un autre Commerce très avantageux des Bêtes à corne par la vente des Bœufs; mais ce Commerce suppose que le pays a une grande abondance d'excellens pâturages. Si le Département des Finances juge à propos, après un examen bien réfléchi de la disposition du pays, de tourner ses vues de ce côté-là, il doit avant toute chose prendre des mesures convenables que ce pays soit fourni de Bestiaux d'une bonne race. Tous les autres arrangemens sont inutiles sans cette précaution. Si l'espèce naturelle de la Province n'est pas telle qu'on la désire, il n'est pas difficile de faire venir des Taureaux de Frise, ou d'autres pays renommés pour leur Bétail. On ne croiroit jamais combien l'espèce change & se bonifie par-là au bout de quelques années. Les autres moyens qu'on employe pour élever & engraisser ces Bœufs dépendent de l'Oeconomie générale de la Campagne, dans les détails de laquelle nous ne saurions entrer. Il y a encore des pays, comme la Moscovie & d'Irlande, qui ne pouvant se défaire avantageusement de leurs Bœufs, les tuent, en font saler les chairs, & les vendent aux autres Nations, surtout à celles qui sont Commerçantes, & qui en ont besoin pour approvisionner leurs Vaisseaux & tous leurs Navires Marchands. Cette Viande salée est très bonne, & se conserve admirablement bien, mais il faut de toute nécessité qu'elle soit salée avec du Sel de Mer. Tout autre Sel n'en sauroit prévenir la corruption, ce qui est d'une grande considération dans les Voyages de long cours. On sent bien que cette branche de Commerce mérite toute l'attention du sage Financier, d'autant plus que par une suite naturelle elle en fait naître un autre, qui est celui des Peaux & des Cuirs qui n'est pas moins important.

Commerce de Bestiaux, Peaux, Cuirs, &c.

§. 26.

Les plus utiles productions de la Nature & de l'Art ne sont jamais sans inconvéniens, & c'est un grand malheur pour l'Oeconomie générale de la Campagne que la Mortalité des Bestiaux dont presque toute l'Europe a été affligée depuis quelques années. Le Propriétaire a non seulement perdu par-là la valeur de son Bétail, & l'usufruit qu'il en devoit

Mortalité des Bestiaux.

voit tirer, mais aussi l'engrais de ses Terres; & cette perte a causé un préjudice considérable à l'Agriculture, & un derangement funeste à toute l'Oeconomie rustique. Le Conseil de Santé, ou Sénat de Médecine, dont nous avons proposé l'établissement (*Chap. V. §. 21.*) devoit être chargé du soin de prévenir, ou d'arrêter, autant qu'il est possible, les progrès de cette maladie épidémique, & le Département des Finances doit lui prêter pour cet effet tous les secours qui dépendent de lui. Il n'est pas contre la dignité des plus grands Médecins de réfléchir sur un mal qui intéresse si essentiellement tout l'Etat, & d'imaginer des remèdes pour le guérir. Le Département des Finances devoit même proposer un Prix considérable pour celui qui trouveroit le remède le plus efficace contre cette maladie contagieuse, & inviter par les Gazettes publiques tous les Médecins & Physiciens de l'Europe d'y concourir. Aureste, on doit rendre grâce à la Providence d'avoir épargné au Genre humain les suites déplorables que cette mortalité devoit presque naturellement entraîner, & que contre toute attente elle n'a point eues. Le mal a été moins grand qu'on pouvoit le présumer. Il semble que le venin ait attaqué principalement les vieux Bestiaux, & nous voyons aujourd'hui les étables garnies de jeune Bétail. La nécessité a fait redoubler les soins du Campagnard pour élever ses Veaux & ses Genisses.

§. 27.

Des Bêtes
à Laine.

LE sol de tous les pays n'est pas propre à entretenir de grandes *Bergeries* dont les produits peuvent devenir un objet de Commerce & de Finances. • Tout terroir gras, limoneux, bas, & marécageux est funeste aux Brebis, & dans ces pays on ne doit avoir que la quantité de Bêtes à Laine qui est précisément nécessaire pour les besoins indisponibles de la Province. Mais, dans tous les pays élevés, maigres, sablonneux, secs, où l'herbe est courte & tendre, les Brebis font d'un rapport immense. Les richesses de l'Angleterre, de l'Espagne, du Brandebourg, & de quelques autres contrées, proviennent en grande partie des *Bergeries*; & dans un pareil pays, le Département des Finances ne sauroit apporter assez de soins à leur conservation. Tout est profitable dans une Brebis. Sa Toison est la vraie Toison d'or; son Lait, & les Fromages qu'on en fait, se vendent fort cher; son fumier même est le meilleur engrais qu'on puisse donner aux Champs. Il est cependant des pays où l'on ne trait point les Brebis, tant pour laisser plus de nourriture aux Agneaux, que pour se procurer, comme on le prétend, une plus grande quantité de Laine. Mais s'il est vrai que cette Laine devient par là plus abondante, il s'ensuit qu'elle doit être plus grossière, car ce Lait laissé à la Brebis ne sauroit augmenter le nombre des pores par où la laine pousse, elle ne peut tout au plus que donner plus de fucs, plus de nourriture à chaque poil, le rendre plus gros, & par conséquent moins fin. On dispute aussi s'il faut tondre les Brebis une ou deux fois par an. Je se-
rois

rois porté à croire qu'il vaut mieux les dépouiller une fois de leur Toison, vers la fin du mois de May; mais le Financier doit consulter la dessus l'expérience & les usages de chaque pays, sans cependant se laisser entraîner par de vieux préjugés reçus chez les gens de la Campagne. Au reste la Neige & les frimats étant mortels aux Brebis, il faut obliger les Paysans de donner un bon & solide couvert à leurs Bergeries & de ne point exposer sans nécessité ces Animaux à la rigueur du froid.

§. 28.

La Chevre est un dangereux Animal par le dégât qu'elle fait aux Arbres en les rongean^t. Sa dent est si envenimée, qu'elle fait périr les branches qu'elle entame, ou l'Arbre même, si elle en attaque l'écorce. D'ailleurs le profit qu'on en tire n'approche pas de celui que donnent les Brebis. Il ne faut permettre aux Paysans que d'en entretenir une fort petite quantité. Mais il n'en est pas de même des Cochons. Dans la plupart des Provinces d'Allemagne le rapport d'une mère Truie est évalué à dix écus d'Allemagne, ou 40 Livres par an. Qu'on étende ce rapport à la totalité de tout un païs, qu'on y ajoute le profit des Cochons de Lait, des jeunes Pourceaux, & des Cochons gras qui se vendent en Automne; & l'on verra qu'il n'y a guère d'Animal domestique qui enrichisse plus son Maître que le Porc, d'autant plus qu'on peut presque équiper la valeur du fumier des Cochons à celle de leur nourriture; car la plupart des choses dont on nourrit ces Animaux à la Campagne seroient jettées & perdus, s'il n'y avoit pas de Cochons pour les manger. Cependant il se commet à cet égard bien des abus que le Département des Finances devoit réprimer. Les vilainies, & surtout les gouffes & le marc des grains qui restent dans la Cucurbite après qu'on en a distillé l'Eau de vie, & dont on engraisse les Cochons en Allemagne, sont d'un pernicieux usage, & donnent le plus mauvais lard du Monde. On devoit défendre sévèrement cet usage. La meilleure & la plus saine nourriture des Cochons sont les Chataignes, les Glands, les Pois, les Pommes de terre, les gouffes dont on a tiré la Bière, les relavures &c. Les foies de Cochon, dont on fait les Broses & les Vergettes, ne laissent pas que de faire un objet de Finance; il s'en fait un Commerce, de la Mer Baltique, aux pays Meridionaux de l'Europe, qui est entièrement à l'avantage des pays du Nord, & qui pourroit être encore plus considérable, s'il étoit mieux conduit.

§. 29.

La Volaille de la basse-cour est un grand article pour l'habitant de la Campagne, parce qu'elle garnit délicatement sa Table, & qu'il peut vendre le superflu dans la Ville voisine, ce qui aide beaucoup à

Tome I.

A a

four-

fournir à la menue dépense qui se fait journellement dans une maison ; mais c'est un petit objet pour les Finances, par la raison que le trafic qu'on en peut faire n'est guère important. Cependant il faut engager le Païsan à élever des *Poules & Poulets, des Chapons, des Canes, des Dindons, & des Pigeons*, mais surtout des *Oies*, parce que leurs plumes sont d'un grand rapport, & qu'on en peut faire un Commerce, même chés l'étranger. La Volaille, d'ailleurs, coute peu à nourrir à la Campagne, parce qu'on a toujours quelques grains de rebut qu'on donne à ces Animaux, & qu'ils trouvent le reste sur le fumier. Il faudroit tâcher d'introduire dans un païs l'usage de n'entretenir que de la Volaille d'un plumage blanc, dont la chair est plus délicate, plus appétissante, que de toute autre couleur ; & les plumes blanches se vendent beaucoup plus cher que les autres.

§. 30.

Des Abeilles.

ON peut compter parmi les Animaux domestiques les *Abeilles*, qui apportent beaucoup de profit non seulement à une maison, mais aussi à tout un Etat, parce que l'excédant de la consommation qui se fait dans le païs en Cire, en Miel, en Hydromel &c. peut se mettre en Commerce, & être vendu à l'étranger ; objet que le Financier doit toujours avoir devant les yeux. La Pologne nous en donne un grand exemple : ces denrées forment une des branches les plus lucratives de son Commerce. Il faut considérer cependant que les Mouches à Miel ne se plaisent pas également dans toutes les contrées ; elles réussissent le mieux dans le voisinage des Bruyères qui, dans le tems qu'elles sont en fleur, leur fournissent une nourriture bien délicate. Dans plusieurs pays, on a la méthode de tourner les ruelles au Printems. & de les transporter vers ces Bruyères fleuries pour les y engraisser. L'eau ne doit pas non plus être fort éloignée de l'endroit où on les place.

§. 31.

Des Chevaux.

C'EST sur les *Chevaux* que roule la plus grande partie du travail de l'économie rurale, car ce n'est pour l'ordinaire que dans les pays sablonneux, & d'un mauvais terroir, qu'on laboure avec des Bœufs. Il faut donc tâcher de procurer aux propriétaires des biens de Campagne de bons Chevaux à un prix raisonnable. Quoique tous les pays ne soient pas également favorables à l'établissement des *Harras*, il est certain cependant que les bons Etalons & les bonnes Jumens Poulinières, l'on & l'autre de bonne race, produiront partout de beaux Poulains, qui, étant bien soignés & bien nourris, se conserveront toujours tels, & feront d'excellens Chevaux d'usage. Je ne parle point ici de ces *Harras* où l'on n'entretient que des Chevaux & des Jumens d'un grand prix ; c'est une chose qui n'appartient qu'aux grands Seigneurs ; & tout

bien

bien calculé, un tel Harras, loin de rendre quelque profit, coute beaucoup au propriétaire qui en est curieux. Il n'est question en cet endroit que des Chevaux qui sont propres pour le charroi, & surtout pour la remonte de la Cavalerie. C'est un objet auquel le Financier doit s'attacher d'autant plus, qu'on ne croiroit jamais combien cette remonte coute à un Etat qui est obligé d'entretenir une grande Armée, & que l'argent qui y est employé sort absolument & sans ressource hors du Royaume pour n'y rentrer jamais, si l'on est obligé de faire venir les Chevaux du dehors. Je voudrois donc que, dans toutes les Provinces qui sont traversées par des fleuves, ou rivières, dont les bords sont ordinairement des prairies basses, propres à être fauchées, on établit des Harras, où que toutes les Jumens Poulinières ne sont nourries qu'avec du Foin, sans la moindre Avoine, ni Seigle. Pour peu que le Gouvernement encourage cet établissement, le Païsan s'y prête volontiers, étant porté de soi-même à imiter les arrangemens que le Souverain fait dans ses domaines. Au défaut de Harras, il est nécessaire d'établir dans une Ville de chaque Province des Foires aux Bestiaux, ou l'habitant de la Campagne puisse se pourvoir non seulement de Bêtes à Corne, mais aussi de Chevaux pour son usage. Il faut donner toutes sortes d'encouragemens & de facilités à ces Foires, & ne point éloigner les Marchands par des droits de péage & autres vexations. Les Mulets ne sont d'usage qu'en peu de pays; & c'est un Animal si couteux, qu'il n'y a guère que les Princes, ou les Généraux, qui s'en servent à l'Armée. Mais il est assez surprenant qu'en Allemagne, & dans les pays du Nord, on ne fasse pas plus d'usage des Anes, dont l'entretien coute si peu, & qui sont si propres à la charge. Il y auroit une grande économie à s'en servir pour différens travaux.

§. 32.

Les réflexions que nous avons faites plus haut (§. 20. & suivans) sur le Bled ne regardent pas uniquement le Froment & le Seigle, mais s'étendent à toutes sortes de grains, de semailles & de produits de la Terre. Il faut accoutumer le Laboureur le plus qu'on peut à cultiver tout ce qu'un pays peut produire, comme de l'Orge, de l'Avoine, du Meteil, du Millet, du Lin, du Chanvre, du Chenevis, du Sarrazin, de la graine de Raves, des Pois, des Vesses, du Blé de Turquie &c. L'Économie rustique doit être fournie de tout; mais nous n'avons pas dit sans raison que ceci doit s'entendre de ce qu'un pays peut produire; car il y auroit de l'imprudence de s'obstiner à vouloir faire croître des choses auxquelles la Nature se refuse. La situation locale, le climat, le terroir, & plusieurs autres propriétés d'un pays, varient si fort sa fertilité & ses dispositions favorables, ou défavorables, pour la production de certaines denrées, qu'il est presque impossible que la même contrée puisse fournir tous les fruits de la Terre. Mais lorsqu'on

Des grains
& autres
semail-
les &c.

voit qu'une denrée se cultive avec succès dans une Province, c'est alors que le Financier doit encourager le Paysan & le propriétaire des Terres à s'attacher préférentiellement à la culture de cette même denrée, fut-ce même aux dépens de l'application qu'il donne à d'autres. L'Egypte, par exemple, les Isles de l'Archipel, la Pologne ne doivent jamais négliger leurs grains, la Silésie & la Westphalie leur Lin & leur Chanvre, la France ses Vignobles & ses Oliviers, l'Espagne & l'Angleterre leurs troupeaux, l'Italie ses fruits & ses Vers à soie, le Portugal ses Orangers, & ainsi du reste. Ce n'est pas ici le lieu de prescrire des règles pour la culture de chaque denrée : Nous ne faisons que des réflexions générales de Finances; & ceux qui veulent s'instruire à fonds de l'Oeconomie de la Campagne peuvent consulter l'excellent *Dictionnaire Oeconomique de Chomel, la Maison Rustique du Sr. Liger d'Auxerre*, & plusieurs autres bons Ouvrages que nous avons sur cette matière. Mais ce qui leur en donnera des idées bien plus précises, bien plus claires, & bien plus solides, c'est la pratique, c'est l'expérience. Pour être excellent Financier, il faut avoir vu par ses yeux comment se gouverne l'Oeconomie rurale; & un homme de génie peut faire des progrès rapides dans cette Science; car quelque vaste qu'elle soit, ce n'est pas de la Magie.

§. 33.

Différence
des cli-
mats &
terroirs.

De la différence des Climats & des terroirs, il s'ensuit encore une règle importante de Finances, c'est que, dans un vaste Etat, dont les Provinces sont éloignées les unes des autres, on ne sauroit faire les mêmes réglemens pour la méthode de cultiver la même denrée. Chaque sol demande à être traité différemment. Nous avons vu de nos jours des Cultivateurs (habiles théoriciens) qui ont inventé des Charruës à double Soc pour labourer plus profondément, & des machines fort ingénieuses. Si l'on vouloit appliquer ces Charruës à tous les terrains, en introduire l'usage dans toutes les Provinces, on feroit une grande faute. Il y a, par exemple, des terroirs dont le fond est pierreux, & dont la superficie n'est couverte que d'une croute de bonne terre; or un des Socs de cette Charruë qui trace des sillons profonds ne sauroit manquer d'attaquer le lit de gravier, de le retourner, de le porter au dessus du champ, où il est fort nuisible, & qu'il rend stérile. Le Financier doit connoître à fonds chaque Province, la situation, la nature du sol, le génie des habitans, &c. & sur cette connoissance il doit régler non seulement la méthode de l'Agriculture, de l'Oeconomie rustique, mais aussi le choix de tous les établissemens qu'il veut y faire, & qui ne sauroient être avantageux qu'autant qu'ils sont convenables à la Province.

§. 34.

Plusieurs grands Philosophes & habiles Financiers ont pensé à la multiplication universelle des grains, ils ont écrit des Livres sur cette matière, ils ont fait des essais heureux; on a vu, par leurs soins, qu'un grain de Seigle, ou de Froment, a rapporté le centuple & au delà. Mais il y a diverses considérations à faire la dessus. Premièrement si par toute la Terre il croissoit le triple le quadruple de Blé qu'il en croit maintenant, qu'en feroit-on? Le prix en feroit avili, & il faudroit de toute nécessité qu'il naquit plus d'hommes pour le manger. Laissons à la Providence le soin de nourrir les humains; il y a eu jusqu'à présent du Pain pour tout le monde; & l'expérience de tant de Siècles démontre que chaque recolte produit, non seulement le nécessaire pour l'année, mais qu'il reste toujours une provision suffisante pour les cas fortuits. Nous parlons ici de toute la Terre prise dans son universalité. Secondement, si toute l'espèce humaine augmentoit en nombre, l'abondance des grains augmenteroit naturellement à proportion. Il y auroit plus de Bestiaux, par conséquent plus d'engrais, il y auroit plus de mains d'hommes, par conséquent on pourroit donner plus de labours aux Champs, on pourroit peut-être bêcher la Terre, ou la rigoler, ce qui lui donneroit un degré de fertilité extraordinaire. En troisième lieu, il faut remarquer que les expériences qu'on a faites jusqu'ici sur cette multiplication n'ont été que des objets de curiosité. Quelques grains plantés dans un parterre, ou dans un pot à fleurs, ne décident pas de la possibilité de la pratique. Enfin, pour que les grains produisent si extraordinairement, il faut qu'ils soient plantés à une certaine distance l'un de l'autre; Or les tiges ne devenant point assez grosses, assez fortes, à proportion de la pesanteur des épis, & n'étant pas appuyées l'une contre l'autre, comme dans les Champs où l'on a semé dru, il arrive que le moindre Vent agite ces tiges avec violence; & les fait casser l'une à côté de l'autre. On Sentira bien par ces remarques, & par plusieurs autres que l'expérience fait faire journellement, que cette multiplication des grains est une affaire de spéculation, à laquelle un Financier ne doit point s'attacher, pour ne pas perdre son tems & celui du Colon.

Multiplication universelle des grains.

§. 35.

Il y a un autre objet, dans l'Oeconomie de la Campagne, qui semble mériter plus de réflexions de la part du Financier. Personne n'ignore que les deux plus grands inconvénients attachés à l'Agriculture sont la trop grande *secheresse* & les *pluies excessives*. La première arrive trop fréquemment dans le tems que les grains doivent lever, & les secondes ne sont jamais si préjudiciables que quand elles surviennent dans

Moyens proposés pour prévenir les inconvénients de la trop grande secheresse, & des pluies trop abondantes.

la Moisson. La sécheresse au commencement de l'Été empêche les grains de germer & de pousser avec vigueur, les pluies abondantes du mois d'Août détruisent souvent la plus belle espérance du Laboureur; ses Bleds sont murs, sont coupés; il ne s'auroit les mettre tout mouillés en grange, ils pourrissent sur la tige, ou ils germent sur le guérêt. N'y auroit-il pas un moyen de parer en quelque manière à ce double inconvénient? Voici des idées que l'on abandonne à l'expérience. En Espagne, où le Ciel est brulant, tout propriétaire d'un bien de Campagne fait creuser à l'endroit le plus exaucé de son Jardin un vaste Puits, ou plutôt un petit Etang, ou grand réservoir d'eau; il applique à ce réservoir une machine toute simple, dont il n'est pas malaisé de se procurer le modèle. Cette machine puise l'eau du réservoir par une roue perpendiculaire garni de seaux, qui sont disposés en manière de Chapelet, & ces seaux, qui se renversent d'eux-mêmes à mesure que la roue tourne, jettent l'eau dans une buze, ou conduit, d'où elle se répand de tous côtés, & inonde en peu de tems tout le Jardin. Cette machine est tournée par un Ane, qui se nourrit de chardons & de litière, & l'opération par conséquent n'en est pas dispendieuse. Il s'agiroit d'essayer si la même machine ne pourroit pas servir à arroser les Champs dans les tems d'une Sécheresse excessive. Je n'en garantis pas le succès; mais la belle simplicité de ce Mécanisme, & la réflexion que tous les Champs du Monde ne sont pas d'un parfait niveau, qu'il y a toujours quelque endroit exhaussé, me fait conjecturer qu'il y a une forte apparence de réussite. Nous faisons même en Saxe quelque chose d'approchant avec nos Prés à Foin dans des tems de sécheresse. Pour prévenir les dégats des trop fortes pluies, il seroit, je pense, avantageux que les Seigneurs des Villages & les propriétaires de vastes Champs fissent construire, non loin de leurs granges, des couverts, ou des Cabanes à sécher. Il faudroit que le bâtiment fut spacieux & disposé par étages. Pour épargner, on pourroit le couvrir de chaume. Les Ais & tout le reste ne seroit que de bois de Charpente, sans murs, pour que l'Air y pûssent passer de tous côtés. Les étages ne seroient pas même planchés, mais on y transporteroit les grains encore mouillés, en les plaçant sur des perches, ou échelas, posés d'une poutre à l'autre. Pour peu que le bois de construction ne soit pas rare dans un pays, une pareille maison couteroit peu, & seroit d'un avantage infini dans une recolte pluvieuse. On pourroit s'en servir encore à plusieurs autres usages, pour y sécher le Houblon, le Tabac, pour mettre le bois à couvert en Hyver &c. Je sçai que, pour être approuvés, de pareils projets veulent être exécutés; aussi ne les proposé-je que comme des problèmes. Ce seroit au Souverain à en faire l'essai dans ses Domaines.

§. 36.

Si le terroir est propre à faire croître le *Tabac*, il faut en encourager fortement la culture, cette denrée étant d'un grand profit, & pouvant être mise en objet de Commerce même pour l'étranger. La même réflexion doit se faire aussi pour la *Garence*, & les autres herbes, ou racines, propres à la Teinture, que l'on cultive avec succès en Flandres, en Zélande, & ailleurs. La Culture du *Ris* est défendue dans la plupart des pays policés de l'Europe, parce qu'il ne croit que dans les bas-fonds, dans un terroir fangeux, inondé par une eau toujours croupissante, qui exhale des vapeurs très dangereuses, & même mortelles. Mais il est bon d'accoutumer le Payfan à entretenir non seulement son Verger & son Potager, & d'y cultiver du *Fruit* d'un excellent plan, & des *Légumes* d'un bon acabit, mais s'il est possible il faut l'engager à la culture des *Herbes Médicinales* qui se consomment en abondance dans les Pharmacies. Il y a en Hollande des Villages entiers qui se nourrissent & s'enrichissent par là.

Le Tabac
la Garence
le Ris,
Fruits,
Herbes,
&c.

§. 37.

MAIS ce qui est bien plus essentiel encore, c'est de faire planter & cultiver la Vigne dans les pays où le Ciel & la Terre sont assez propices pour faire meurir le Raisin. Le Vin est devenu un objet de Commerce si considérable, qu'il suffit presque seul pour enrichir une Province; & le Luxe des riches en a fait une denrée qui est pour eux de première nécessité. Les Impôts exorbitans, dont le Gouvernement d'Angleterre a chargé les Vins de France, n'empêchent point qu'il ne s'en fasse une très grande consommation à Londres & dans quelques Provinces. Peut-être ne s'est-il jamais bû plus de Vin de Champagne en Angleterre que pendant la guerre de 1741. où l'on avoit doublé ces énormes droits d'entrée. Il sembloit que la cherté de ces Vins délicats devenoit une amorce pour la friandise. Dans la balance du Commerce, la Valeur des Vins, que l'Angleterre tire de la France, l'emporte de beaucoup sur la valeur du *Tabac* de Virginie, & des autres denrées que la France est obligée de prendre de l'Angleterre. On ne cite cet exemple que pour faire connoître combien la culture de la Vigne doit être d'un immense rapport à la France qui fournit l'Europe entière, & quelques contrées des autres parties du Monde, de ses Vins. Mais il ne faut pas croire que les Vins réussissent dans d'autres pays comme en France. Pour espérer d'avoir un succès égal dans la culture de la Vigne, il faudroit supposer que tous les pays fussent situés au milieu de la Zone Tempérée entre le 42°. & 51°. degré de Latitude & le 15°. jusqu'au 29°. degré de Longitude; car toutes les autres parties de l'Europe qui sont au dessus ou au dessous de ce parallèle sont ou trop chaudes

De la Vigne.

des

des, ou trop froides, les dernières pour faire meurir le Raisin, & les premières pour lui laisser ce degré d'acide qui en fait le piquant, & qui prévient l'affadissement que donne la douceur excessive pour la boisson ordinaire. Il faudroit supposer encore que tous les pays fussent montueux, que le sol fut mêlé de terreau, d'Ardoise, de Craie, de pierres à futil, de cailloux, de sable &c. & cette analyse du terrain faite & éprouvée, il ne seroit pas sur encore que toutes les propriétés que nous ignorons concourussent à produire d'aussi bon Vin. Cependant comme la Grèce, l'Italie, le Portugal, l'Espagne, les bords du Rhin & de la Moselle, & quelques autres contrées de l'Europe, fournissent des Vins qui sont bons dans leur espèce, & qui ont chacun leur mérite, comme aussi leurs partisans, que les Vins d'Hongrie & du Cap de Bonne Espérance sont même réputés les plus délicieux de la Terre, un habile Financier doit examiner soigneusement le pays sur lequel il travaille, & donner de l'encouragement au Vigneron à mesure qu'il trouve des dispositions favorables dans le terroir pour la culture de la Vigne; car les Vins chétifs de Franconie, de Saxe, du Brandebourg, du Neckre &c. ne laissent pas que de trouver encore des amateurs & du débit; en tout cas on en fait du *Verjus*, du *Vinaigre*, ou on le réduit en *Eau de Vie* par la distillation. Mais lorsque le Climat & le sol se refusent absolument à la réussite de la Vigne, il n'en faut point permettre la culture, pour ne pas occuper le terroir & la main du Campagnard tout à fait inutilement.

§. 38.

Des fruits
qui meu-
rissent dif-
ficilement.

CETTE même réflexion doit s'appliquer à tous les fruits de la Terre qui, pour meurir, ont besoin d'un degré de chaleur extraordinaire. Il seroit absurde de s'obstiner à les cultiver dans les climats froids; mais par la même raison les pays Méridionaux doivent profiter de leur situation avantageuse, & en pousser la culture avec vigueur. C'est ainsi que le Portugal, l'Espagne & l'Italie, ne sçauroient apporter assez de soins à leurs plantations d'Orangers, de Citroniers, de Grenadiers, de Figuiers, la République de Genes & la Provence à leurs Oliviers & Capriers, & ainsi du reste. Comme c'est un avantage infini quand un pays possède une denrée quelconque exclusivement, la raison veut qu'on tâche d'encourager la culture de cette denrée par tous les moyens possibles.

§. 39.

Des Meu-
riers &
Vers à
Soie.

DEPUIS quelques années on a commencé, en Allemagne, à s'appliquer fortement à cultiver le *Meurier*; & à élever des *Vers à soie*. Quel que puisse être le succès de cette entreprise, on ne peut assez louer la bonne intention des Princes qui donnent de l'encouragement. Nous

au-

aurons occasion, au Chapitre des Manufactures, d'en faire connoître l'utilité & l'importance; il fuffit ici de faire quelques réflexions fur la culture de l'Arbre. Le Climat & le terrain doivent favoriser l'accroiffement du Meurier, fans quoi tous les efforts font inutiles. C'est une vaine entreprife de vouloir le faire venir dans un pays fort froid, & dans un terroir gras, limoneux, & humide: car quoique le Meurier blanc, qui eft le feul bon pour donner de la Soye fine, foit un Arbre vigoureux, qui réfifte aux frimats, & qui n'a point été gelé à Berlin, dans le grand Hyver de l'année 1740, il eft certain cependant qu'il demande des chaleurs dès le Printems, & un terrain exhaufté, léger, & fablonneux, pour produire une feuille tendre & délicate; car, s'il ne poffe pas de bonne-heure, & que, malgré toutes fortes de précautions, les œufs du Ver à Soye viennent à éclore, on eft très-embarraffé de nourrir le petit Infeête auquel toutes les falades, & autres herbages, qu'on lui préfente abuſivement, font fort nuifibles; & fi, dans un terroir fort gras, la feuille devient trop nourrie, trop vigoureuse, on ne fera jamais qu'une Soye groffière, une eſpèce de Filoſelle. Le Meurier fe plaît dans la Marche de Brandebourg, & les Soyas qu'on y fait font fort belles. Mais il y a une autre confidération à faire. On n'a jamais, que je ſache, calculé affez exactement combien il faut de livres de feuilles pour faire une livre de Soye, combien un Meurier de moyenne taille peut produire de feuilles, combien de terrain eft occupé par une centaine d'Arbres, en leur donnant un juſte eſpace, & combien coute la main-d'œuvre pour entretenir la plantation, cueillir les feuilles, & ſoigner les Vers à Soye. Sans ce calcul préalable, on ſent bien que la culture du Meurier devient une entreprife de fantaiſie; car ſi un Arpent ſemé de Seigle, ou d'autres grains, rapporte plus qu'un Arpent planté de Meuriers, la raifon veut qu'on l'enſemence, & que, du produit du Bled, on achette en Piémont, en Turquie, & ailleurs, la Soye dont on a beſoin. Le pays conſervera toujours le ſurplus du profit, & il gardera une branche de Commerce de plus, ce qui eft d'un grand avantage, quand même elle eft paſſive, comme nous le ferons voir au Chapitre du Commerce.

§. 40.

La différence entre les pays Méridionaux & Septentrionaux eft, à cet égard, très palpable. Nons Champs en Allemagne ont beſoin d'un Soleil ardent depuis le matin juſqu'au ſoir; le moindre petit Arbre planté ſur les bords nuit à nos grains. Les Champs en Piémont, au contraire, ont beſoin d'ombre, & on les environne d'Arbres pour les garantir de la trop grande ardeur du Soleil. Le Cultivateur Piémontois plante tout à l'entour de ſon Champ des Meuriers blancs, & au pié de chaque Meurier deux piés de Vigne. Ces piés de Vigne n'ont point d'échalas, mais après qu'ils ſont montés naturellement contre

Tome I.

Bb

l'Ar-

Différence
de deux
Méridionaux
& Septentrionaux.

l'Arbre, on arrête leurs sarmens; & comme c'est de la Vigne fort haute, on conduit le reste du sarment vers l'Arbre voisin, & à moitié de la distance on le noie avec le sarment qui est conduit depuis l'Arbre voisin. Cet arrangement forme un coup-d'œil charmant. Chaque Champ ressemble à un Jardin entouré de Pyramides & de Guirlandes; les Bleds en reçoivent un salutaire abri contre le Soleil; le propriétaire fait une Vendange aisée & abondante. Sa femme & ses enfans, au contraire, qui sont chargés de faire éclore, & d'élever le Ver à Soye, recueillent, au bout de sept semaines de travaux, une quantité de Soye excellente qui étant venduë chèrement enrichit fort vite une Maison. On voit bien que la différence du Climat rend tous ces arrangemens impraticables chez nous, & d'ailleurs que les femmes de nos Payfans, si occupées de leur économie, de leur basse-cour, de leur jardin, de leur Bétail, y ont à peine le tems de filer le Lin, le Chanvre & la Laine qui croissent sous leur main. Cependant comme il faut tâcher de suppléer, par l'industrie, aux propriétés naturelles d'un pays, le meilleur expédient, en Allemagne, est de faire planter de Meuriers les remparts des Villes, les Cimetieres des Villages, les grands Chemins, & tous les endroits abandonnés, & d'employer la main des Orphelins, & de tous les gens qui ne sont pas utilement occupés, au travail que la Soye exige. Au reste, on fera voir, dans l'article des Manufactures, que, dans nos Climats, la culture du Meurier & des Vers à Soye n'est pas aussi avantageuse qu'on le croiroit bien, quoiqu'on ne veuille pas la rejeter tout à fait.

§. 41.

Du Marronier franc, Pomme sauvage, & autres Arbres domestiques.

Il y a encore plusieurs Arbres qu'on peut appeler domestiques dont il ne faut pas négliger la culture, comme le *Marronier franc*, & le *Chataignier*, dont le fruit est d'un grand rapport, & peut-être mis en Commerce. Nous en voyons l'exemple dans quelques Provinces Méridionales de France, en Espagne, dans le Palatinat, & ailleurs. Les Marrons & Chataignes de rebut servent encore à engraisser les Cochons, & donnent le meilleur lard qui soit au Monde. En Angleterre, en Normandie, en Bretagne, & dans quelques autres Provinces, il croit des Pommes sauvages, qu'on appelle Pommes de *Hurieux*, ou de *Coqueret*, dont on fait un *Cidre* excellent qui, après le Vin, est peut-être la meilleure boisson du Monde. Il s'agiroit d'essayer si cet Arbre ne réussit pas dans d'autres pays; & en ce cas on pourroit le planter le long des grands Chemins ou son fruit ne court point risque d'être volé, étant fort insipide au goût. La même chose pourroit s'observer aussi à l'égard de la petite Poire sauvage dont on fait le *Poiré*. On sent bien que le Climat & la nature du terroir décident à quel point on doit s'appliquer à la culture de tous ces Arbres, & de tous les fruits possibles. Le Financier ne sçauroit jamais faire trop d'essais à cet égard, & l'Expérience

rience doit régler les mesures qu'il lui convient de prendre pour faire des établissemens en grand.

§. 42.

Dans les pays où le bois est rare, il faut obliger le Payfan à planter beaucoup d'Aunes, de Saules, de Peupliers, de Bouleaux, & d'Oziers. Ces Bois sont d'un grand usage dans l'Oeconomie; ils épargnent beaucoup les Forêts; & on peut se servir des buches qu'ils fournissent, pour chauffer les Fourneaux, les Cheminées, & pour entretenir le foier; les fagots servent pour le Four, pour les Bralleries, Brandevineries &c. Ils croissent de bouture, & assez volontiers, dans toutes sortes de terroirs, surtout le long des foissés, des ruisseaux, & dans les endroits humides. Mais il faut défendre aux Payfans de les planter avec un pieu, ou fer pointu, ce qui affermit trop la Terre, & empêche les petites racines d'y pénétrer. Il est nécessaire, au contraire, de rendre la Terre mobile, en la retournant avec la Bêche à l'endroit où l'on veut planter le Saule. Quand il a repris, il faut en émonder les pousles inutiles, & le garnir au pié de quelques branches d'épines, pour empêcher que les Bestiaux ne l'ébranlent & ne l'endomagent.

Des Aunes, Saules, Peupliers, Bouleaux &c.

§. 43.

Nous voici naturellement conduits à parler des Forêts, & de tout ce qui a rapport à la Vénérerie, ces matières étant si étroitement liées, qu'on ne sçauroit les séparer. D'abord il naît cette question : *Est-il avantageux à l'Etat d'avoir de vastes Forêts, ou non ?* On répond : *Il faut une juste proportion en tout.* Il est démontré qu'une certaine étendue de pays, couverte de Bois, ne sçauroit entretenir autant d'habitans que quand elle est ensemencée. Il est démontré aussi qu'un pays ne sçauroit avoir trop d'habitans. De ces deux propositions il s'ensuivroit qu'il est avantageux d'abattre le plus de Forêts qu'on peut, & de les convertir en terres labourables. Cet avantage néanmoins est contrebalancé par d'autres considérations. La plus grande perfection du Système Oeconomi- que d'un Etat consiste en ce que les Citoyens trouvent chez eux les principaux besoins de la vie. Le pays a besoin d'habitans, il est vrai; mais les habitans ont besoin de bois presque autant que de Pain, c'est une chose de première nécessité. On objecte : Mais puisqu'il est constaté qu'un Arpent de Terre ensemencé rapporte incomparablement plus qu'un Arpent couvert de Bois, abattez vos Bois, labourez vos Terres, & du produit des grains achetez le nécessaire de bois chez vos voisins, il en demeurera toujours un résidu de profit à votre pays. Ce raisonnement n'est pas juste ni en Finance, ni en Politique. Il a été remarqué déjà que les denrées de première nécessité ne doivent manquer, dans un pays bien réglé, que le moins qu'il est possible. La

Des Forêts.

Guerre, les Tempêtes, un Hyver rude, ou toutes les rivières sont gelées de bonne heure, & mille accidens parçils peuvent empêcher que la denrée nécessaire n'arrive ni en assez grande quantité, ni au moment de l'apropos; & d'abord votre pais se trouve au dépourvu, & réduit à la misère. Ajoutez à ceci que l'Etat, qui est obligé de prendre chez la Nation voisine telle ou telle denrée indispensable, est toujours dans une espèce de dépendance dangereuse de cette nation, qui n'a qu'à en défendre la sortie pour vous mettre dans un embarras cruel. Il y a plusieurs denrées dont la culture rapporte plus que celle du Scigle, le Lin par exemple; ce seroit néanmoins commettre une grande imprudence si, dans un pais, on ne vouloit semer que du Lin, & se mettre à la merci des autres Nations pour le Pain. Il en est de même du bois.

§. 44.

Proportion du terrain en Forêts & en Champs.

DE ces réflexions il résulte naturellement une seconde question. On demande: *Dans un pays couvert de Forêts, combien doit-on en abattre pour les réduire en Champs, & combien en doit-on laisser?* La situation locale du pais, le nombre de ses habitans actuels, le nombre des Colonies qu'on est à même d'attirer & d'établir, la proximité de la Mer, ou des rivières, toutes ces circonstances décident la question. La règle générale est qu'il faut envisager les Forêts comme un Trésor de l'Etat, auquel on ne doit pas toucher sans nécessité, ou sans se procurer un plus grand bénéfice; que par conséquent il faut détruire le moins de ces Forêts qu'on peut; & tout bien considéré, tout bien pesé, la meilleure proportion est déterminée par les plus habiles Financiers, à ce qu'un pays ne doit jamais avoir moins qu'un cinquième, ni jamais plus qu'un tiers en Forêts. Cette règle une fois adoptée, le Chef des Finances n'a qu'à se procurer une Carte très exacte du pays qu'il dirige, mesurer tout son terrain; & il n'aura pas grande peine à voir ce qu'il doit abattre, ou laisser.

§. 45.

De la Venerie.

C'EST un emploi à part que celui de gouverner les Forêts & les Chasses, un emploi difficile, qui demande beaucoup de connoissances, beaucoup de réflexion, beaucoup de fatigues & d'application. Il faut un Siècle pour faire croître un Chêne, il faut un moment pour le détruire. Un ignorant peut faire des dégats irréparables dans les Forêts en s'imaginant faire des merveilles. Cependant on remarque, presque partout, que le Département des Finances cherche à s'approprier la régie des Forêts. C'est un abus insigne. En général je suis révolté en voyant qu'un homme fasse un métier qu'il n'entend point. Sur cent Financiers, il y en a rarement deux qui aient appris dès leur jeunesse la Vene-

Venerie & l'art de gouverner les Forêts; & s'ils l'avoient appris, il ne leur seroit pas resté assez de tems pour bien apprendre les Finances. Ils ignorent souvent jusqu'aux termes de l'Art, & parlent aux Officiers subalternes des Chasses un langage que ceux-ci ne comprennent point, & qui devient risible. Mais c'est bien pis encore quand ils donnent des ordres, soit pour la conservation, soit pour la coupe des Bois. La ruïne des Forêts, qui n'en résulte que trop souvent, n'est qu'une suite nécessaire de cet abus. Il seroit avantageux, je pense, de combiner l'Intendance des Forêts & des Chasses, d'en faire un Département séparé, de placer à la tête un habile Grand-Veneur, de lui donner pour assistants plusieurs Maîtres des Forêts, des Gardes-Chasses, des Chasseurs, & autres Employés nécessaires à la Venerie. Les mêmes établissemens auroient lieu dans toutes les Provinces; & ces Veneries Provinciales ressortiroient toutes au Département général établi dans la Capitale. Il faudroit cependant que la Venerie fut en quelque manière incorporée au Département général des Finances, & que le Grand-Veneur, aussi bien que les premiers Maîtres des Forêts, y fussent aggrégés comme Membres ayant voix & séance dans toutes les affaires qui sont de leur compétence.

§. 46.

Le devoir des Officiers de la Venerie est de veiller particulièrement à la conservation des Forêts, de recruter les Bois, de semer, de provigner, d'élever des Arbres de toute espèce, de régler le tems des coupes, d'avoir soin que ces coupes se fassent de la manière la moins préjudiciable aux Forêts, & de faire de tels arrangemens, que le Public soit pourvu non seulement de Bois à chauffer, que les Manufactures en soient entretenues, que le Bois de construction, tant pour les Edifices, que pour les Vaisseaux, ne manque point, & que le résidu de ce qui n'est point consommé dans le pays soit mis en Commerce pour le dehors. La Nature a donné à chaque contrée le Bois le plus convenable au sol du pays. Ici l'on voit croître la Haute-Futaye, là le Taillis, ici le Chêne, le Hêtre, l'Orme, le Charme, là le Frêne, l'Erable, le Pin & le Sapin. Chaque espèce de Bois a son utilité, & il n'est pas bien décidé encore si une Forêt de Chênes & de Hêtres, ou de Pins & de Sapins, rapporte le plus grand revenu. La Marche de Brandebourg a des Forêts très belles, la Pologne, & les pays du Nord sont presque couverts de Bois, & il s'en fait un Commerce fort considérable par la Mer Baltique. Il semble néanmoins qu'on pourroit encore en tirer un plus grand parti; car il est certain que, dans toutes ces immenses Forêts, on voit pourrir & se perdre presque autant de Bois qu'il s'en consomme. La cause en est que ces Forêts ne sont point traversées par des rivières, ni coupées par des Canaux, sur lesquels on pourroit faire flotter les Bois

Du parti
qu'on
peut tirer
de toutes
sortes de
Bois.

jusqu'au Fleuve le plus voisin; & c'est à quoi le Département des Finances doit donner la plus grande attention. L'utilité d'un pareil Canal dédomage l'Etat au centuple de tous les fraix qu'il peut coûter; & les ouvriers qui le creusent sont des Sujets qui y gagnent leur vie. C'est un des meilleurs moyens pour répandre de l'argent, & le mettre en circulation; mais il faut que ces Canaux soient faits avec jugement, qu'ils aboutissent aux rivières, qu'un habile Ingénieur, qui sçait niveller exactement la pente des eaux, en trace le cours, & conduise les travaux. Dans tous les endroits convenables, il faut aussi faire construire des Moulins à scier, pour y faire des Planches, & pour ajuster le Bois de construction. Mais si la situation du pays, ou le trop grand éloignement des rivières, rend ces Canaux impossibles, il faut penser à d'autres moyens. On réduit une partie du Bois que l'on ne sçauroit employer d'ailleurs, en Charbon, en Potasse, ou Védasse, on en fait des Bardeaux, des Copeaux minces à mettre sous les intervalles des Tuiles dont on couvre les toits; on tire la Poix-résine du Sapin, pour en faire du Gaudron; on en coupe de la grande & petite Futaille pour toutes sortes de Tonneaux & Barils; on établit des Forges, des Verreries, des Fabriques de Glaces à Miroir, de Fayence, de Porcelaine, & de tout ce qui demande un grand feu. Tout ce que produisent ces Manufactures peut d'ailleurs se voiturier aisément par charroi jusqu'à la rivière prochaine. Sous les Chênes on fait paître les Pourceaux qui s'y engraisent merveilleusement du Gland qui tombe, & qui font d'un grand rapport. Enfin, quelle que soit l'assiette d'une Forêt, pourvu que les choses soient bien réglées, rien ne doit s'y perdre, tout doit être tourné au profit de la Société.

§. 47.

De la
Chasse.

Le Droit de Chasse, ou de la poursuite du Gibier gros & menu, au poil & à la plume, appartient au Souverain, ou aux Seigneurs qui sont propriétaires des biens de Campagne, chacun sur son territoire. C'est un arrangement bien sage que ce Droit n'ait pas été accordé à des personnes de toute condition, vû l'abus qu'ils n'auroient pas manqué d'en faire dans la destruction du Gibier. Les Loix particulières de chaque pays déterminent. 1. quelle partie de la Haute-Chasse est réservée, exclusivement, au Souverain, 2. jusqu'où il peut l'exercer même sur les Terres de ses vassaux, 3. jusqu'où s'étendent les limites & les droits des Parcs, 4. quelle partie de la haute, moyenne, & petite Chasse est accordée à chaque Terre Seigneuriale, 5. quel est le droit du Seigneur de chasser sur les Terres de ses Païsans, & autres Sujets, 6. quelle espèce de Chasse est permise, ou défendue, dans tout le pays, 7. quelle sorte de Gibier il est permis, ou défendu, de prendre dans des pièges, ou des filets, 8. quels sont les châtimens de ceux qui contreviennent à ces réglemens, & qui abattent furtivement le Gibier. La Vénérie doit veiller

ler à l'observation de ces Loix; & les Gardes-Chasses doivent, pour ainsi-dire, habiter les Forêts, pour garder tant le Gibier que le Bois; il faut les obliger à être exacts à leur devoir; car la conservation du Gibier est un objet important. C'est aussi pour la même raison que, dans presque tous les pays policés de l'Europe, la Chasse n'est pas ouverte en toute saison, mais qu'il est défendu, tant aux Chasseurs du Souverain, qu'aux Gentils-hommes, de chasser depuis le premier de Mars jusqu'au premier de Septembre, pour donner au Gibier de toute espèce le tems de faire paisiblement leurs petits, & de les élever pendant les mois d'Été. On a aussi très sagement défendu les Chasses meurtrières, par lesquelles les Seigneurs, pour satisfaire à un plaisir brutal, massacroient le Gibier sans distinction, & en détruisoient l'espèce. D'un autre côté, il n'est pas prudent non plus de laisser les Bêtes-fauves se multiplier au point qu'elles désolent les Champs des habitans de la Campagne, pour trouver leur pâture hors des Bois. Il regne, en bien des pays, de grands abus à cet égard. Les Princes, pour se procurer le frivole & dangereux amusement de la Chasse forcée, font conserver plus de Cerfs, de Biches, de Daims, de Chevreuils, de Sangliers &c. qu'il n'en est besoin. Ces Animaux sortant des Bois ruinent les Moissons; & l'infortuné Paysan n'oseroit les tuer sans encourir les plus terribles châtimens. Que gagnent-on par là? On fait un tort considérable à la récolte générale du pays, on punit, on ruine, un Sujet honnête homme, qui est plus utile à l'Etat que tous les Cerfs, & on veut le forcer à voir d'un œil tranquille le fruit de ses travaux abîmé par les Bêtes sauvages. Une semblable conduite est telle, qu'on n'a qu'à en présenter le tableau pour en faire sentir l'absurdité. On tâche par toutes sortes de moyens de détruire les Ours, les Loups, les Renards, les Martes, les Loutres, les Vipères, & tous les Animaux voraces & dangereux, tandis qu'on peuple les Forêts d'une quantité prodigieuse de Bêtes-fauves qui mettent le Campagnard au désespoir.

§. 48.

APRES avoir parlé de la Chasse, venons à la Pêche. Elle est de différens genres. Pour peu que la disposition d'un pays y soit favorable, c'est un point essentiel de l'économie de la Campagne, & un bénéfice des plus grands pour tout le pays de se procurer le plus qu'on peut d'Etangs, pour y élever des Carpes, des Carassins, des Brochets, des Perches, des Tanches, & autres poissons qui n'ont pas besoin, pour vivre, d'une eau toujours courante. Il est vrai que les poissons prennent un goût plus pur, plus délicat, & s'engraissent plus aisément quand on peut conduire dans ces Etangs quelque ruisseau ou quelque bras de rivière; mais si l'on n'a pas cette commodité, on peut s'en passer, pourvu qu'il y ait quelque source dans l'Etang, & que les eaux des Champs puissent s'y écouler. Pour se procurer ce genre de revenu,

nu, il faut commencer par faire l'aquisition d'excellentes meres Carpes, & les placer dans un petit Etang séparé où elles frayent tranquillement. Tout dépend de l'abondance, & de la bonne qualité du menu poisson dont on remplit les grands Etangs où ce poisson reste deux ou trois ans pour parvenir à la perfection, & pouvoir être vendu avec avantage. Le Holstein, la Prusse, la Saxe se font un revenu considérable de la vente des Carpes. *La Pêche dans les fleuves & rivières* diffère de celle des Etangs & des Viviers. Le Droit en appartient ou au Souverain, comme une Régale, ou aux propriétaires des Terres situées sur les bords de la rivière. Chaque pays, chaque Province, a ses usages, ses Privilèges, & ses droits à cet égard; mais communément le Prince, ou les particuliers, afferment la Pêche à des Poissonniers de profession qui en savent tirer le meilleur parti. Il est important de faire une Ordonnance générale qui règle la manière dont la Pêche doit se faire dans tout le pays, qui interdit l'usage de plusieurs filets & engins à pêcher, que la cupidité a fait imaginer pour prendre le poisson, qui détermine la grandeur des mailles de tous les filets permis, & qui défend, sous peine de punition corporelle, de jeter dans les rivières des Noix-Vomiques, de la Chaux, de la Momie, & d'autres drogues, ou appâts. Sans ces précautions essentielles, l'avarice des Pêcheurs dépeuple bientôt les rivières; tout le jeune frai, tout le menu poisson, est enlevé, & vendu à vil prix. On ne devrait pas non plus permettre de prendre les Ecrevisses dans le tems qu'elles sont chargées d'œufs. La raison en est la même. On détruit l'espèce. Au reste de toutes les Pêches dans les rivières celle du Saumon & de l'Esturgeon sont les plus considérables, & méritent le plus l'attention du Financier. L'Esturgeon salé se débite même à l'étranger; il s'en fait un Commerce intéressant avec l'Angleterre.

§. 49.

De la Pêche en pleine Mer.

La Pêche en pleine Mer est d'une bien plus grande importance que celle des rivières. Les Poissons & les Coquillages de la Mer sont transportés au loin, & vendus chèrement. Toutes les Villes & Villages dispersés le long de la côte se nourrissent ordinairement de cette Pêche, & l'on attire par là beaucoup d'argent de l'étranger. L'Auteur bienfaisant de la Nature a peuplé la Mer d'une infinité de poissons dont les espèces innombrables varient dans tous les parages, & sur presque toutes les côtes. L'Océan, la Mer du Nord, la Méditerranée, la Mer Baltique ont chacune leurs poissons particuliers qui diffèrent encore sur chaque côte de la même Mer. L'habile Financier fait des arrangemens pour mettre les Citoyens en état de tirer tout le parti possible du voisinage de la Mer. Tantôt le poisson est vendu frais, & transporté par des Chasse-marées, tantôt il est foré, comme le Harang, tantôt fumé comme le Saumon, tantôt séché comme la Morue, les Barbues, tantôt

est salé comme le Laberdan des Hollandois, tantôt mariné comme les Sardines, Anchois &c. Toutes ces Pêches demandent une attention continuelle, & un grand encouragement de la part du Département des Finances; car outre qu'elles deviennent autant de branches de Commerce pour l'Etat, elles forment aussi la pépinière des Matelots qui commencent par-là à s'accoutumer à la Mer & à faire l'apprentissage de leur métier, comme nous le verrons encore mieux en traitant de la Navigation Marchande, & de la Marine.

§. 50.

QUOIQUE par le Droit naturel la Mer soit libre, & qu'il soit permis à tout homme d'y naviguer, & d'y pêcher, ainsi que l'a très sçavamment prouvé le célèbre Grotius dans son Traité *De Mare libero*; le Droit particulier des Gens, & les conventions que les grandes Nations ont fait entre-elles, ont donné des bornes à cette liberté générale, & c'est une étude assez vaste que la connoissance de tous les Droits que chaque Peuple s'est réservés à cet égard, ou qu'il a accordés à d'autres. Presque toutes les côtes ont été exceptées de la règle universelle; & il n'est plus permis d'y naviguer, ou d'y pêcher, que du consentement de la Nation qui en a le Domaine. C'est le devoir du Chef des Finances de veiller soigneusement au maintien des Privilèges dont son pays est en possession. Il y a de certaines Pêches si importantes, qu'elles sont devenues Nationales, c'est-à-dire qu'un grand nombre de particuliers d'une Nation s'y intéressent sous l'autorité & sous la protection du Gouvernement. C'est ainsi que, depuis la Paix d'Utrecht, les Anglois ont établi leur *Pêche de la Morue* à Plaisance, & les François au Cap-Breton qu'ils ont nommé Louïsbourg, & Isle-Royale. La Pêche même pour la Morue verte, ou salée, se fait dans la Baye de Canada, sur le grand Banc de Terre-neuve, & sur les battures du Banc: celle de la Morue qu'on fait sécher s'étend sur la côte de Plaisance depuis le Cap de Rose jusqu'à la Baye des Experts. Ces deux Nations rivales, qui ne sont pas bien d'accord entre-elles pour les limites de cette Pêche, se réunissent néanmoins à donner l'exclusion aux autres Peuples pour la faire. Il faudroit d'ailleurs qu'une Nation, qui voudroit l'entreprendre, eut des établissemens & des Ports sur la côte où se trouve ce poisson, pour que les Navires y pussent relâcher, & y faire la salaison, comme aussi une terrein assez vaste pour y sécher la Morue qu'on ne peut saler. Au reste ce Commerce est d'un grand rapport, & bienheureuse seroit la Nation qui pourroit participer aux avantages qu'il produit!

§. 51.

MALGRE les contradictions & les Guerres des Anglois, les Hollandois se sont maintenus dans la possession du droit de faire la *Pêche du Harang*.
Temte I. C c

Pêche de
la Morue
en Améri-
que.

De la Pê-
che du
Harang.

Harang dans la Mer du Nord, entre la pointe d'Ecosse, la Norwége & le Danemarck, comme aussi, par connivence, entre les Îles Orcades. L'Amirauté d'Angleterre envoie tous les ans deux Vaisseaux de Guerre en qualité de Garde-côtes dans les parages où se fait la Pêche du Harang, tant pour la protéger, que pour empêcher que les Hollandois ne s'avancent de trop près du rivage, ou ne se glissent trop avant entre les Orcades. Il est vrai que depuis quelques années on a vu se former à Londres une Compagnie pour la Pêche du Harang, mais qui jusqu'ici n'a point eu de succès éclatant. On doit croire que les Flamands entendent mieux la salaison & le pacquage que toutes les autres Nations, & qu'ils en font un secret. Ces choses demandent une longue expérience, un tour de main, quelques petites précautions qu'on n'attrape, & qu'on ne connoît, qu'à force de pratique. Quoi qu'il en soit, la République de Hollande a fait jusqu'ici un profit de six millions de florins par an sur la Pêche du Harang. Les Villes de Calais, Boulogne, St. Vallery, Dieppe, Honfleur, Tréport &c. envoient aussi quelques bâtimens à cette même Pêche qu'ils font sur les Bancs & dans la Manche; mais il s'en faut de beaucoup qu'ils n'en tirent un parti approchant de celui des Hollandois. Les Norwégiens en prennent une grande quantité sur leurs côtes dès l'entrée du Printems; mais soit qu'ils ne s'entendent pas assez bien à la salaison, soit qu'ils fassent le pacquage dans des futailles de Sapin, leur Harang n'est pas comparable à celui des Flamands. Il en est de même de celui qui se pêche dans la Mer-Baltique sur les côtes de la Poméranie. Les principales précautions qu'on peut prendre à cet égard consistent en ce que 1. les mailles des rets aient un pouce en quarré, 2. que cette Pêche ne se fasse que dans la saison convenable où le Harang est gras, & où les Navires peuvent tenir la Mer, 3. que le Harang soit salé avec du Sel Marin, & avec nul autre, 4. qu'il soit bien varandé, caqué, lité, & pacqué (a), 5. que le pacquage se fasse dans du Bois de Chêne, & jamais dans du Bois de Sapin, & 6. que les Tonneaux soient envoyés d'abord à Terre pour être débités. On peut consulter, pour les précautions de détail, les Reglemens de l'Amirauté de Hollande, qui ont été imités, & augmentés, par les François: Les Anglois, les Hollandois, les Norwégiens, les habitans des bords de la Mer Blanche, & les Holsteinois ont aussi trouvé le moyen de forer ou fumer leurs Harangs, & de s'en procurer encore un débit considérable par cette invention.

§. 52.

De la Pêche de la Baleine, du Cachalot, des Chien-Marins &c.

LA troisième grande Pêche enfin, c'est celle de la Baleine. Ce poisson monstrueux, le plus gros de tous les habitans de la Mer, se prend en

(a) Termes Techniques dont on trouve la signification dans les bons Dictionnaires.

en abondance dans la Mer du Nord, ou l'Océan Septentrional, vers le *Spitsberg*, & le Groenland. Cette Pêche est libre à toutes les Nations; cependant les Hollandois, & ceux de Hambourg & de Brême y envoient le plus de Vaisseaux. Ces Vaisseaux partent au mois d'Avril, pour se trouver au commencement de Juin à la hauteur de leur destination, & pouvoir entreprendre la Pêche à la fonte des glaces. Ils sont pourvus d'hommes & de provisions, de Tonneaux vuides, qu'on nomme Cartaux, pour y empaquer le lard du Poisson, & de tous les instrumens nécessaires pour le harponner & le prendre. Il y a deux espèces de ces énormes Poissons. Les *Baleines* proprement dites, qui ont quelquefois jusqu'à 200. piés de long, & rarement moins de 130. & les *Cachalots* qui sont moins grands, mais qui ont des dents, & dont on tire la cervelle qui est nommée abusivement Sperme, ou Blanc, ou Nature de Baleine. Enfin on trouve sur les côtes de *Spitsberg* & de *Groenland* le *Cheval Marin*, Animal Amphibie, de la grosseur d'un Bœuf, dont on abandonne le lard, & l'on ne conserve que la tête, pour en arracher les dents dont sa gucule est armée, & qui sont grosses comme des dents d'Elephant. Il y en a aussi qui ont une espèce de Corne sur la tête. Il s'ensuit de ceci qu'on tire quatre sortes de Marchandises de cette Pêche, 1^o. l'huile de Baleine, qui se fait par la fonte du lard, 2^o. les Fanons dont on fait les paniers des femmes, leurs Corps de robe, Corsets, Eventails, Parasols &c. 3^o. le Blanc de Baleine, dont on se sert dans les Pharmacies, & qui est fort précieux 4^o. les dents du Cachalot & du Cheval Marin, qui sont employées dans les ouvrages de Tour & de Tabletterie. On envoie aussi des Vaisseaux de moindre capacité au Détroit de Davis, pour y pêcher les Chiens Marins dont la Mer & les Bancs sont comme semés dans ces parages; on les assomme pour en tirer le lard, qui fondu est presque aussi bon que l'huile de Baleine; & leurs peaux sont employées à couvrir des Coffres, & autres ustensiles. Comme ces trois grandes Pêches Nationales sont autant de branches de Commerce, nous aurons encore occasion d'en parler à l'endroit où nous traiterons de cette matière. Il suffit de les avoir indiquées ici.

§. 53.

La Pêche du Corail, celles des Perles, de l'Ambre, des Coquillages rares, est si peu pratiquée & praticable en Europe, qu'on peut se dispenser de faire ici beaucoup de réflexions sur ces objets. Il est tout naturel qu'un habile Financier, qui travaille sur un pays baigné par la Mer, doit s'être examiner soigneusement tout ce que cette Mer produit, tout ce qu'elle jette sur le rivage, tout ce qui croît sur les Bancs voisins, & tâcher d'en tirer tout le parti possible. Si une Nation, au contraire, a le droit & l'occasion d'une pareille Pêche dans ses possessions aux Indes, elle ne regarde plus directement le Département des

Pêche du
Corail,
des Perles,
de l'Ambre,
des
Coquillages
rares, &c.

Torrens
& Rivière
qui
roulent de
l'Or.

Finances du pays, c'est alors une affaire de Commerce dont nous parlerons en son lieu. On trouve aussi dans les sables de quelques Rivières, & de quelques Torrens de l'Or très fin, qu'on appelle *Or en poudre*, *poudre d'Or*, ou *paillettes*. Les coulées des Montagnes du Chili sont les plus riches en cette espèce, mais il y a aussi de la poudre d'Or dans quelques Rivières de la Sibérie, & de la Hongrie, dans le Paëtole, dans le Tage &c. Il est défendu de chercher l'Or dans ce dernier fleuve, on ne sçait pas pourquoi. Les habitants des rives du Paëtole, & des Rivières de la Hongrie, au contraire, vont recueillir ce sable; & après l'avoir purifié & lavé, ils en tirent les petits grains d'Or dont il est empreint. Cette opération est pénible, & de longue haleine; aussi ne fournit-elle qu'un gagne-pain inodique à ceux qui s'y adonnent. On conçoit aisément que le hazard entre pour beaucoup dans le succès de ce travail, & que le laveur ne gagne, ne s'enrichit, qu'à mesure qu'il trouve du sable abondamment chargé de cet Or. Mais, quoi qu'il en puisse être, c'est une branche de Finance qu'il ne faut pas négliger dans les lieux où elle est praticable, parce qu'elle fait vivre plusieurs Citoyens, & augmente la masse totale de ce précieux Métal qui est répandu dans l'Etat.

§. 54.

Des Salines.

L'Eau qui roule l'Or dans son cours, n'est pas aussi précieuse ni aussi utile au Genre humain que l'Eau qui est imprégnée de la substance acide, astringente, & piquante du Sel. Nous avons déjà remarqué (Chap. VIII. §. 28.) que le Sel qu'on peut appeler commun, est de trois sortes, le *Sel Marin*, le *Sel Terrestre*, ou *Fossile*, & le *Sel de Sources*, ou *Fontaines salées*. Le Sel Marin n'est autre chose que l'eau de la Mer épaisie & cristallisée. On en peut distinguer deux espèces; celui qui n'a besoin que des rayons du Soleil pour prendre sa consistance, qu'on nomme *Sel gris*, & celui qui est cuit par l'ardeur du feu, qu'on appelle *Sel blanc*. Si les côtes de la Mer, où l'on veut le fabriquer, sont élevées en Dunes, le Sel se fait avec le feu dans des cuves de cuivre ou de plomb; si les côtes sont basses, surtout si elles ont un fond un peu glaiseux, le Sel se cristallise par le seul secours du Soleil. On prétend que ce Sel est le meilleur de tous; & en effet il n'y en a point avec lequel on puisse faire une salaison plus parfaite, plus incorruptible. Cependant, pour le rendre plus blanc, & plus parfait, à l'usage du ménage & de la Table, on le raffine encore en Hollande. C'est en France que se fait le plus grand Commerce de ce Sel; les pays du Nord en tirent aussi beaucoup de St. Hubert, ou St. Ubes, dans l'Estremadure. Le Sel Terrestre, ou Fossile, qu'on nomme aussi *Sel-Gemme* à cause de sa transparence & de sa lucidité, qui le font ressembler aux Pierres précieuses, se creuse dans les Mines de Wiliska, en Pologne, dans celles de la haute Hongrie, près d'Eperies, & dans les Montagnes en Catalogne, près de Cordonne. Le Sel de Fontaines, quand il vient des bonnes Sources; tel-

telles qu'on en trouve à Halle, en Saxe, & à Lunebourg, est je crois, le meilleur du monde pour l'usage de la Table, & pour l'affaïsonnement des Viandes &c. vû qu'il n'a précisément que le degré de piquant & de causticité qui lui convient, sans aucun mélange de goût de Salpêtre, ou autre Minéral. Il est cuit & cristallisé par l'ardeur du feu dans de grandes Chaudières qui sont entretenues jour & nuit dans les Salines. Aux endroit où les Sources salées ne sont pas assez fortes, ou l'eau n'est pas assez salée, l'Art vient au secours de la Nature. On a imaginé ce qu'on appelle des *Batimens de Gradation*, ou *Graduation*. Ce sont de vastes Ateliers dans lesquels, par le moyen d'un Chapelet Hydraulique l'eau de la Fontaine Salée est élevée à une grande hauteur, d'où elle tombe en cataracte sur des fagots, ou fascines, à travers desquels elle se filtre, & vient ensuite s'écouler dans des réservoirs placés au rez-de-chaussée de l'Atelier, d'où on la tire pour en remplir les Chaudières dans lesquelles on la fait cuire & réduire en Sel. Cette opération fait évaporer les parties stégmatiques de l'eau, & celle qui retombe dans les Cuves est beaucoup plus empreinte de la substance du Sel. On épargne considérablement par-là le bois, ou le Charbon, qu'on brûle dans les Salines, ce qui est un objet très essentiel. C'est un grand bénéfice si dans le voisinage des Salines on trouve des Mines de Charbon de Terre, vû qu'on ménage par-là les Forêts, & économie qu'on ne sauroit trop recommander.

§. 55.

DANS tous les païs de l'Europe les Salines appartiennent, ou en propre au Souverain, ou elles forment un Etablissement public auquel des particuliers peuvent prendre intérêt, moyennant une redevance qu'ils payent à l'Etat, ou le Sel est chargé d'un impôt très considérable quand il vient de l'étranger. Si les Salines font partie des Domaines, le Souverain peut le vendre sans inconvénient à un prix assez haut, établir la Gabelle, faire des Gréniers à Sel, obliger ses Sujets de s'en pourvoir à ces Gréniers, & punir les Faussonniers qui introduisent en fraude du Sel étranger; il n'y a point de Tirannie, ni d'exaction, dans cet usage; mais il faut, en revanche, que le Sel Royal soit bon, sec, bien conditionné, la mesure juste, & les Tonneaux remplis. Si la Gabelle est affermée, le Département des Finances doit veiller soigneusement à la conduite des Fermiers pour l'observation de cette règle, laquelle doit aussi s'appliquer au cas où les Salines sont entre les mains de quelques particuliers privilégiés, comme en Allemagne. Enfin comme le Sel est d'un usage universel, on peut y mettre un impôt raisonnable. C'est une espèce de contribution, un fardeau, que tous les Citoyens portent chacun à proportion de ses forces, & auquel les Peuples sont habitués. Au-reste quand un païs est accoutumé à l'usage d'une de ces trois espèces de Sel, il ne faut pas, sans une nécessité bien grave, en introduire

De l'usage & des propriétés des trois espèces de Sel, & des Gabelles.

une autre; au-moins doit-on faire une juste distinction entre les Provinces, & examiner quel est le Sel qui convient le mieux à chacune pour ses denrées naturelles; car il arrive souvent que la découverte d'une Source salée donne lieu à l'établissement de nouvelles Salines. Aussitôt le Financier est alerte à défendre l'entrée de tout Sel étranger. Il croit avoir fait le Chef d'œuvre de son métier; mais il ne voit pas que telle Province a indispensablement besoin du Sel Marin pour la salaison de son Beurre, Fromage, de sa Viande salée, &c. & que le profit du Souverain sur le nouveau Sel est fort inférieur au profit que l'Etat faisoit auparavant sur le débit de ces denrées. C'est ainsi qu'on voit des païs perdre plusieurs branches de Commerce par des opérations faussées de cette nature, & les voisins plus habiles profiter de ces bévuës. Encore un coup, il est impossible de tout avoir, & de vouloir concilier tous les intérêts. La trop grande rigueur exercée contre les Faussonniers, pour favoriser les Fermiers des Gabelles, n'est pas non plus trop Politique, parce qu'on prive souvent l'Etat par-là de quantité de bons Citoyens qui peut-être ne seroient jamais tombés entre les mains de la Justice pour un autre crime.

§. 56.

Des Eaux
Minérales.

Il n'est guère de païs auquel la Nature n'ait donné quelques eaux Minérales, quelques Sources salutaires, quelques Bains, soit chauds soit froids. Ces eaux doivent être envisagées comme un précieux bienfait que la bonté Divine accorde au Genre humain; & le Conseil de Médecine en doit examiner les propriétés & la vertu, pour les faire servir à la guérison des Citoyens infirmes. Mais le Département des Finances, qui tourne tout au profit de l'Etat, ne demeure point oisif dès qu'il se découvre quelque nouvelle Source d'eaux Minérales. Quand la vertu de ces eaux est une fois bien constatée, il fait bâtir un couvert au-dessus de la Fontaine, & l'environner d'un enclos pour que rien n'en puisse approcher qui soit capable de tarir la Source, ou d'en corrompre les eaux. Il a soin d'attirer en ce lieu des Aubergistes, pour loger & nourrir ceux qui veulent faire usage de ces eaux; il leur fait construire des Maisons; il fait planter des Allées d'Arbres pour servir de promenades; & il n'oublie rien pour rendre cet endroit gay, riant & commode. Si ces eaux, ou ces Bains, acquièrent de la réputation, on voit bientôt un Village, un Bourg, ou une Ville, s'élever près de la Source. Des Cabaretiers, des Marchands de Vin, des Brasseurs, Boulangers, Bouchers, & des Artisans de toute espèce y sont attirés par l'appas du profit qu'ils peuvent faire dans chaque saison par le grand concours de monde qui y aborde de tous côtés. On doit accorder toute la liberté possible à un pareil endroit, pour engager même les étrangers à y dépenser de l'argent, tandis qu'il y recouvrent leur santé. On fait des arrangemens pour y procurer une abondance de toutes sortes de

vi-

vivres ; on y envoie des Médecins, & des Chirurgiens habiles, des Apothicaires bien fournis de toutes sortes de remèdes ; on tâche même d'y faire construire une grande Sale d'assemblée, d'y attirer des Musiciens, en un mot d'y procurer aux personnes des deux sexes toutes les aïssances, tous les secours, toutes les récréations, & toutes les réjouissances possibles. Avec ces précautions on a vu souvent des Hameaux se convertir en Villes opulentes, & l'Etat a profité considérablement de la dépense que des étrangers y ont fait tous les ans.

§. 57.

Le grand Principe de Finance, de tirer tout le parti possible de toutes Des Mi-
les productions de la Nature, fait jouir la Société humaine non seulement tes.
 des fruits qui croissent sur la surface de notre Globe, des Forêts & des Animaux qui y sont leur demeure, des Poissons, & de tout ce qui nage dans l'Eau, des Oiseaux qui peuplent l'Air ; mais il a aussi engagé les hommes à fouiller les entrailles de la Terre pour en tirer les Métaux & les autres Minéraux qui y sont engendrés. Les Souterrains immenses qu'on a creusés pour cet effet dans les endroits où il y avoit des indices de Minéraux cachés sont appelés *Mines*. On en tire des Pierres précieuses de toute espèce, de l'Or, de l'Argent, du Cuivre, du Fer, de l'Etain, du Plomb, du Vif-Arget, de l'Antimoine, du Sel, du Vitriol, toutes sortes de Souffres, des Charbons, toutes les espèces de Fossiles en un mot, que l'on peut rappeler à cinq ordres différens ; sçavoir, les Huiles, les Sels, les Terres, les Pierres & les Métaux (*). L'Art de connoître & de préparer les Mines est très étendu ; il demande une application particulière, beaucoup d'étude, & plus encore de pratique. Plusieurs Auteurs ont traité cette matière ; & le célèbre Alonzo Barba, Auteur Espagnol, en a écrit un Livre fort curieux & fort instructif. On concevra facilement que nous ne sçaurions entrer dans aucun détail à cet égard ; & nous n'oserions même conseiller à tous les Financiers de s'engager dans une étude particulière de cet Art, qui forme une Science, ou profession, à part, laquelle demande une expérience acquise dès la jeunesse & perfectionnée pendant toute la vie d'un homme. C'est aussi pour cette raison que, dans tous les païs où il y a des Mines de quelque importance, on établit sur les lieux même un Sénat, ou Conseil des Mines, à la tête duquel on place un Directeur, ou Président, auquel on accorde, comme à un personnage considérable, beaucoup d'autorité dans son Département. Les autres Conseillers & Membres de ce Sénat doivent être des hommes habiles pour l'intelligence des Mines ; & ils ont sous leurs ordres quantité d'Officiers & d'Em-

(*) Voyez le *Spectacle de la Nature* Tom. III. Entretien VIII. où l'on trouve sur la Rubrique des Fossiles un Inventaire raisonné de toutes les productions des Mines, & qui mérite l'attention d'un Financier curieux.

d'Employés, dont les titres & dénominations varient dans chaque pays. Ce Conseil est chargé de l'inspection générale & particulière de tous les travaux. Aucun des Membres ne doit s'exemter de descendre à tour de rôle dans les Mines mêmes, & d'examiner par ses yeux les opérations des Mineurs. Tout le succès dépend de leur vigilance. Le Conseil des Mines est comptable cependant au Département général des Finances.

§. 58.

Machines
& engins
employés
dans les
Mines.

UN des plus grands obstacles pour l'exploitation des Mines, c'est l'amas des eaux qui se forme au fond des souterrains, & qui interromp tous les travaux des Mineurs. Comme il n'y a point de possibilité pour l'écoulement de ces eaux, qui s'accumulent & deviennent souvent de vrais Torrens, il est nécessaire d'avoir recours à l'Hydraulique qui invente toutes sortes d'engins & de machines pour épuiser ces eaux, pour les porter vers l'embouchure des Mines, & les faire dégorger sur la surface de la Terre qui les couvre. On ne peut que s'étonner des merveilles que la Mécanique a opérées en ce genre de Machines. Nous en voyons des exemples dans les Mines de Hongrie, & dans celles de Charbon, en Ecosse, où par la simple vapeur d'une eau bouillante on fait agir des roues & des leviers d'une grandeur prodigieuse, & on élève des Masses d'eau, ou de Minéral, d'un poids énorme, jusqu'à la superficie de la Mine; car c'est encore un objet difficile que celui de faire sortir le Minéral, les Charbons, ou les Fossiles, des profondeurs où la Nature les a enterrés. Comme la Mécanique se perfectionne tous les jours, il est probable qu'on appliquera aux travaux les Mines une grande partie des progrès qu'elle fait; & l'on ne sauroit trop récompenser ceux qui inventent de nouvelles Machines en ce genre, ou qui ajoutent à la perfection des anciennes.

§. 59.

Mines
dans les
Colonies.

Si une Nation possède des Mines dans quelque autre partie du Monde, leur produit devient plutôt une branche de Commerce, qu'un objet de Finance; cependant il faut les faire régir de la même manière, & suivre les mêmes principes, pour les exploiter, que l'on met en usage à l'égard de celles qui se trouvent dans le pays. Il y a même encore plus de précautions à prendre pour s'assurer de la fidélité & du désintéressement des Gouverneurs, Directeurs, & autres Employés, comme aussi pour envoyer dans ces Mines éloignées des Negres qui y font les travaux. Nous développerons cette matière plus particulièrement au Chapitre du Commerce, surtout en parlant du Traité d'Assiento. Nos réflexions se bornent ici aux Mines qu'un pays possède chez soi. Il est rare que celles-ci appartiennent au Souverain du lieu, qui n'agiroit pas même

même trop politiquement s'il s'approprioit toutes celles qu'on découvre. Il vaut beaucoup mieux en faire un établissement National, conduit sous l'autorité du Gouvernement, mais auquel des particuliers peuvent prendre intérêt. Le Souverain peut se réserver quelque portion de ces Mines, & outre cela il tire le dixième du revenu clair. Comme les Mines d'Or & d'Argent en Europe, ne sont pas fort riches en Métaux, & que les frais d'exploitation vont très loin, il est rare qu'elles rendent plus de 20 pour cent du Capital qu'on y emploie, & le Prince partage ces 20. par cent avec ses Sujets en prenant le dixième. Or, ce Capital étant sujet à changer de valeur par les bons ou mauvais succès de l'exploitation, & pouvant se réduire à rien si les veines de Métal tarissent tout à fait, il est clair qu'on doit envisager comme un fonds mis en rente viagère, celui qu'on place dans les Mines. En Europe, les Mines d'Or & d'Argent ne sont pas aussi toujours les plus lucratives, ni les plus avantageuses pour l'État; car comme elles ne sont pas fort riches, & demandent, au contraire, des frais considérables, il arrive souvent qu'une Mine de Cuivre, de Fer, de Plomb &c. rend plus au propriétaire, par son abondance, que celles des Métaux précieux mais rares. Il est constant d'ailleurs que le Fer, le Cuivre, l'Etain, le Plomb, les Charbons &c. sont d'un usage bien plus utile pour les besoins des hommes, que l'Or & l'Argent, dont on ne sçauroit forger le moindre instrument pour l'Agriculture & pour les Fabriques. Cependant de quelque nature que puissent être les Mines qu'on découvre dans un pays, il faut les envisager comme une autre production du sol, & en encourager l'exploitation par tous les moyens possibles. La même règle est applicable aux carrières de Marbre & de Pierres, qui sont toujours d'un très grand avantage, tant pour la construction des édifices, que pour le revêtement des quays, pour les Meules de Moulins &c.

Le Souverain doit faire un établissement National des Mines qui se découvrent dans le pays.

Carrières.

§. 60.

APRÈS avoir parlé des productions naturelles du pays, & indiqué les mesures que le Département des Finances doit prendre pour les cultiver avec succès, & pour en tirer un parti avantageux en faveur de l'État, il faudroit passer à l'examen de l'emploi qu'on doit faire du travail industriel des Citoyens, qui forme la seconde source des richesses d'un pays. Mais comme nous sommes d'opinion que les Fabriques & Manufactures, le Commerce, & la Navigation Marchande (qui sont les trois branches du travail industriel) ne doivent point être confondues avec les autres opérations des Finances, & demandent même une régie particulière, nous en formerons trois Chapitres séparés. On se contentera de remarquer en cet endroit que, si les arrangements des Finances pour la culture des Terres, & pour tirer tous les avantages possibles des productions naturelles, sont formés sur les principes de détail que nous venons de donner; si les Manufactures, le Commerce &

Travail industriel des habitants renvoyé à un autre examen.

Conclu-
sion.

la Navigation sont encouragés par les moyens que nous allons indiquer ci-après, en ce cas le second point de l'art des Finances, qui consiste à procurer aux Sujets toutes les ressources possibles pour pouvoir contribuer amplement aux besoins de l'Etat (§. 14. de ce Chapitre) sera parfaitement rempli, & que le problème de Mr. Melon (§. 13.) se résoudra de lui-même, en ce que les Contribuables ne feront jamais réduits à une telle impuissance, ou misère, que, malgré les Exécutions Militaires, ils ne puissent par la vente de leurs denrées payer les charges de l'Etat. Nous ajouterons enfin, pour conclusion de tout ce qui a été dit, que le grand Principe de l'Oeconomie d'un particulier, que rien ne doit se perdre, que tout doit être employé, est applicable en tout sens à l'Oeconomie générale d'un Etat, & qu'il est la Clef des Finances-



C H A P I T R E XII.

Continuation des Finances.

§ 1.

Régie des
Domaines
& Objets
des Finan-
ces.

LA Régie générale & particulière des Domaines, qui forme le troisième objet du Département des Finances (Chap. XI. §. 10) étant fondée sur les mêmes Principes économiques que nous venons d'établir dans le Chapitre précédent depuis le Paragraphe 17. jusqu'à 60. nous y renvoyons le Lecteur; mais nous ne saurions nous empêcher d'y joindre encore quelques remarques qui regardent plus immédiatement les Domaines.

§. 2.

Les Do-
maines du
Souverain
doivent é-
tre amo-
diés, & les
Terres des
particu-
liers admi-
nistrées.

ON ne peut regarder les Domaines que comme des Terres Seigneuriales dont le Souverain est propriétaire, & dont il tire les revenus comme un simple Gentilhomme. Il y a deux manières de tirer les revenus d'une Terre, ou en la faisant régir par un Administrateur, ou en la donnant à ferme à un Amodatier. Laquelle de ces deux méthodes doit-on suivre pour les Domaines? Un particulier, qui est à même d'avoir l'œil à son Oeconomie de Campagne fait mieux de faire administrer sa Terre que de l'amodier 1^o. parce qu'en prenant de sages mesures pour conduire son Oeconomie, il gagne au-moins ce que le Fermier auroit gagné sur son Bail, 2^o. parce que le profit du Fermier est absolument perdu pour le propriétaire, 3^o. parce qu'un Seigneur a plus

plus de ressources pour faire les améliorations nécessaires, qu'un amodiateur, 4°. parce que l'expérience confirme qu'une Terre, en sortant des mains d'un Fermier après l'expiration du Bail est épuisée, & souvent ruinée, 5°. parce qu'il y a toujours ou des banqueroutes, ou des procès, à craindre avec les Fermiers, 6°. parce qu'un propriétaire a toujours une prédilection pour sa Terre, qui lui est fort avantageuse, & que quand même il ne seroit pas d'abord au fait de tous les détails de l'économie rustique, il ne peut manquer de l'apprendre par l'expérience. Le Souverain, au contraire, agit sagement quand il afferme ses Domaines; & il ne sauroit presque faire autrement. 1°. parce que ni lui, ni le Département général des Finances, ni les Chambres Provinciales ne sauroient avoir l'œil à tous les détails, 2°. parce qu'il faudroit un Peuple d'Employés pour l'administration particulière de toutes les Terres Domaniales, 3°. parce que le profit du Fermier n'est pas entièrement perdu pour le Souverain, mais qu'il rentre dans l'Etat. C'est un Sujet de plus qui s'enrichit. 4°. parce que les Amodiateurs des Domaines sont des gens aisés, qui peuvent entreprendre des améliorations, 5°. parce qu'un pareil Fermier n'oseroit ruiner son Baillage, par la crainte d'un châtimement inévitable. 6°. parce que les procès entre un Souverain & son Sujet sont bien vite décidés, & que les banqueroutes d'un Fermier Royal sont rares.

§. 3.

Ce Principe une fois posé, il s'ensuit que le Département des Finances doit affermer les Domaines au plus offrant. Mais, quand on dit *au plus offrant*, il ne faut pas croire que notre intention soit qu'il faille accorder cette Ferme des Domaines indistinctement au premier ignorant qui, par caprice, & sans connoissance de cause, s'érige en économiste, & se fait le dernier enchérisseur. C'est le moyen de ruiner les Terres. Il faut toujours donner la préférence aux habiles gens. Il est également imprudent d'énervier les Amodiateurs par des charges nouvelles, par des vexations, par des chicanes, ou en haussant la Ferme à chaque expiration de Bail. On décourage par là le Cultivateur; on le met hors d'état de faire les améliorations nécessaires, & de pousser son industrie aussi loin qu'elle pourroit aller. Au bout du compte quel mal y a-t-il qu'un pareil Fermier s'enrichisse? L'argent reste dans l'Etat. Ce n'est pas un Indien, un Chinois, un Etranger qui gagne; c'est un Sujet, & son exemple donne une émulation très avantageuse à d'autres. Toutes ces hausses de Fermes, toutes ces hausses du prix fixe des grains, ne sont, à bien prendre les choses, que des charges imposées indirectement sur les Peuples. Croit-on que le Fermier perdra ce surplus? Ne vendra-t-il pas ses denrées plus cher? N'a-t-il pas pour se dédommager mille moyens tout prêts, mille inventions nuisibles ou à la Terre même, ou aux autres Citoyens? Qui est-ce donc qui paye au fond cette

Conduite à observer dans le Bail des Fermes.

hausse des Fermes? D'un autre côté, il ne seroit pas juste que l'Etat fut la dupe du Fermier en lui accordant un Bail trop favorable. Il ne faut qu'une prudence ordinaire pour trouver ce juste milieu. On fait faire par un habile Conseiller des Finances l'évaluation exacte & détaillée de chaque Terre Domaniale; & l'on règle aisément le prix de la Ferme sur ce te taxe. Le Département doit avoir des principes régulatifs sur cet objet.

§. 4.

Trois règles à suivre dans les Domaines.

LES Domaines du Souverain doivent servir d'exemple & de modèle à tous les propriétaires des biens de Campagne pour l'arrangement de l'Œconomie. Ce principe incontestable fait naître encore quelques règles. Un mauvais Œconome ne se fait pas mieux connoître que par le dépérissement de ses bâtimens Œconomiques; & ce qu'on répare aujourd'hui avec un écu, en coûte dix au bout de quelques années. Il est donc très important que le Souverain ne laisse point tomber en ruïne les bâtimens de ses Domaines, mais qu'il y fasse à tems toutes les réparations nécessaires. Ces fortes d'édifices n'exigent point de magnificence, elle seroit même déplacée, mais de la solidité. 20. Si le Souverain veut introduire quelque nouvelle méthode pour l'Agriculture, quelque nouveau genre de culture en général, il faut qu'il commence par en faire l'essai dans ses Domaines. Le Peuple rustique est un Peuple Moutonnier, il suit le maître Mouton. Peu capable d'inventer & de réfléchir, il ne raisonne guère; les démonstrations ne le persuadent point, les ordres le révoient; mais l'exemple le frappe, il imite dès qu'il voit par ses yeux. 30. En échange, le Département des Finances ne doit point faire un abus du Pouvoir Souverain, & s'en prévaloir pour accorder aux Terres Domaniales des Privilèges exclusifs, des droits d'exemption, qui font un tort évident aux Gentilshommes & autres propriétaires voisins. L'Équité naturelle ne donne point de prérogative à cet égard au Prince; & la Politique lui défend de faire des établissemens qui pourroient l'enrichir aux dépens de ses Sujets.

§. 5.

S'il est avantageux, ou non, à l'Etat, que le Souverain ait beaucoup de Domaines.

IL se présente ici un problème assez difficile à résoudre. Est-il avantageux pour un Etat que le Souverain possède beaucoup de Terres Domaniales; agit-il politiquement lorsqu'il en achète la propriété de ses Vassaux? Fait-il bien de s'en approprier le plus qu'il peut? Pour répondre à ces questions, il faut distinguer les Classes des Souverains. Il est évident que plus un Souverain possède de Terres en propre, plus il en peut tirer de revenus; mais le profit qu'il fait par là est contrebalancé par d'autres pertes & par des considérations Politiques qui sont d'une grande conséquence. En général, un Prince qui s'approprie toutes les

les Terres de ses Vassaux, soit par voie d'achat, soit par l'extinction des familles Feudataires, soit par d'autres moyens légitimes, se réduit de l'Etat de Souverain à la condition d'un Gentilhomme, ou peu s'en faut. On ne peut guère le considérer que comme un riche particulier, & il regne tout au plus sur des Paysans. En second lieu, si les Familles Nobles, qui ne sçauroient s'adonner à un métier dérogeant, s'éteignent ou s'expatrient, la consommation diminue. Dès lors plus de Commerce intérieur, plus de circulation d'argent. Les Accises perdent, la Batisse perd, les Manufactures perdent; les habitans des Villes perdent, les Corps des différens métiers perdent; il n'y a plus de ressources dans l'Etat que l'Agriculture, l'exportation des denrées, & quelques restes d'un Commerce toujours languissant avec l'étranger. Toutes ces pertes, prises ensemble, sont un tort inexprimable à l'Etat, & par contre-coup au Souverain. Cependant un petit Prince, qui n'a que quelques Troupes d'ostentation à entretenir, fait une moindre faute en joignant les Terres Seigneuriales à son Domaine, qu'un Monarque puissant qui a une Armée formidable sur pied; Car qui commandera cette Armée? C'est le métier naturel du Gentilhomme. Où prendra-t-on la quantité nécessaire d'Officiers, si ce n'est dans le Corps de la Noblesse? Mais si ce Corps est affaibli, diminué, éteint; si le Gentilhomme n'a plus de revenus suffisans pour élever sa famille, que devient alors l'Armée, que devient l'Etat? On peut conclure de là que toutes les règles Politiques pour les Monarchies puissantes ne sont pas toujours applicables aux Etats foibles, qu'un petit Prince peut augmenter ses Domaines sans risque, & qu'en se réduisant même à l'état d'un riche Seigneur, la chute n'est pas bien grande. Mais dès qu'un Souverain est assez puissant pour entretenir sans efforts une Armée de quelque considération, il doit préférer la conservation de ses Vassaux à l'acquisition de leurs Terres. Autre chose est ce que fait un Roi de France, autre chose ce que fait un Prince d'Anhalt-Deffau.

§. 6.

Le quatrième objet du Département des Finances (Chap. XI. §. 10.) est de trouver la manière la plus commode & la moins onéreuse de lever les Impôts, & de percevoir les deniers publics. Il n'y a pas, je crois, deux Gouvernemens en Europe qui suivent exactement la même méthode pour la levée des Contributions; & l'on voit souvent que la manière de percevoir les impositions fait plus de mal aux Peuples que l'imposition même. Tantôt on leur demande des Tailles, tantôt des Taxes sur les Terres, tantôt des Gabelles, tantôt des Aydes, tantôt des Droits d'entrée sur les Marchandises importées, tantôt l'Accise des denrées qu'ils consomment, tantôt des Capitations, tantôt le Vingtième, & cent sortes de Contributions pareilles. Il faut croire que les Financiers, même les plus

Manière
de lever
les Impôts
& Contribu-
tions
4. riber
des Finances.

D d 3

habiles,

habiles, ne sont pas d'accord sur le genre de Subsidés qu'ils doivent exiger des Sujets; au-moins les voit-on agir, en bien des pays, comme si c'étoit la Pierre Philosophale, qu'ils sont encore à chercher. Dans toutes les Nations il s'est trouvé des Auteurs qui ont tâché d'éclaircir cette matière, & qui ont proposé plusieurs espèces de Contributions. Mais les uns, comme M. le Maréchal de Vauban dans sa *Dixme Royale*, M. l'Abbé de St Pierre &c. ont formé des Systèmes de spéculation, bons dans des Livres, mais dont l'introduction est impraticable, & même dangereuse, par le bouleversement qu'ils causeroient dans l'Etat; les autres se sont trop attachés aux anciennes Maximes qu'ils ont trouvées établies dans leurs pays, & n'ont proposé que la réforme de quelques abus, sans aller jusqu'à la source du mal. Un François croit qu'un Gouvernement ne sçauroit subsister sans Tailles, un Anglois sans Taxes sur les Terres, & ainsi du reste. Peu de ces conseils d'Auteurs ont pu être suivis, parce que, dans la pratique, il se trouve toujours des obstacles que la Théorie ne sçauroit prévoir. Notre intention n'est nullement de critiquer les Ouvrages que nous avons sur cette partie des Finances; nous convenons, au contraire, qu'ils sont Systématiques, profonds, justes, & qu'on ne sçauroit trop louer le zèle & les talens de leurs Auteurs; mais nous ne pouvons faire usage de leurs découvertes, qui sont trop abstraites. L'esprit de ce Livre étant d'établir, sur chaque matière, des Maximes presque universellement applicables, & sans beaucoup de difficultés, nous commencerons nos recherches là où ces Auteurs finissent les leurs.

§. 7.

Quel genre d'Impôts est le moins onéreux?

NOUS avons déjà remarqué que le produit des Domaines du Souverain ne suffisant point pour fournir à toutes les dépenses que l'Etat est obligé de faire en tems de Paix & de Guerre, il faut que les Sujets payent des Subsidés pour aquiter le reste. Ces Subsidés sont nommés Contributions, Impôts &c. Il s'ensuit de là que les Contributions des Peuples doivent être proportionnées aux besoins de l'Etat, & que le Chef des Finances doit commencer par faire le calcul de ces besoins, pour déterminer ensuite la somme qu'il faut lever sur le Peuple. Mais cette opération n'est proprement nécessaire que dans les Guerres onéreuses, & dans les cas extraordinaires; car la dépense ordinaire & annuelle de l'Etat doit être connue du Financier, & il la trouve sur les registres. Pour fournir à cette dépense annuelle, on a donc établi divers genres d'Impôts permanens, & il ne s'agit que de voir lequel de ces genres d'Impôts est le moins onéreux aux Citoyens, & par conséquent celui qu'il est à propos d'introduire.

§. 8. LES

§. 8.

LES Contributions doivent avoir trois propriétés. 1. Une égalité proportionnelle, c'est-à-dire, que tous les Citoyens, & s'il est même possible les étrangers qui se trouvent dans l'Etat, concourent, chacun selon ses facultés & ses richesses, à la payer, 2. que le payement cause au Citoyen le moins de distraction qu'il est possible, & qu'on lui évite toutes sortes de vexations à ce sujet, 3. que chaque Contribuable puisse acquitter sa quote part de la manière qui lui est la plus commode, dans le tems qu'il est le mieux en état de payer. Tout est réductible à ces trois Principes.

Trois propriétés des Contributions.

§. 9.

LA difficulté de trouver cette égalité proportionnelle, qui fait que le pauvre & le riche contribuent à l'Etat chacun selon ses facultés, a tellement embarrassé les Financiers, qu'on a vu éclore les projets les plus chimériques sur cette matière. Nous en citerons un seul exemple. On a proposé de mettre sur les grains un Impôt si considérable, qu'il put seul fournir à toutes les dépenses de l'Etat. Ce projet pouvoit séduire au premier abord par une apparence spécieuse; car par ce moyen chaque Citoyen fourniroit un contingent proportionné à sa consommation; le Sujet, le regnicole, l'étranger qui passe, tout contribueroit. Un enfant qui mange moins, contribueroit moins, les riches, par la quantité de leurs Domestiques & des ouvriers de leur luxe, payeroient plus que les pauvres; chacun sçauroit à quoi s'en tenir; on n'auroit aucune augmentation de charges à craindre; la perception de cet Impôt seroit sûre & aisée, on le payeroit successivement à mesure qu'on consomme, & d'une manière presque imperceptible &c. Mais, quelque brillans que paroissent ces avantages, on verra qu'ils sont illusoire, si on veut faire les réflexions suivantes. Cet Impôt général sur les grains ne pourroit être qu'exorbitant vu la somme immense qu'il doit produire pour suffire à tous les besoins de l'Etat. Il est donc clair que la denrée de la première nécessité renchériroit par-là à un point excessif; & comme chaque pauvre, chaque Artisan mange autant & plus de Pain que chaque homme riche, il s'ensuit que tout Ouvrier seroit dans la nécessité absolue d'augmenter de beaucoup le prix de ses travaux pour pouvoir subsister; le renchérissement de la main d'œuvre seroit hausser au double, au triple, le prix de tous les Ouvrages des Artisans, de toutes les Manufactures &c. Cette cherté, à la vérité, ne seroit pas d'une conséquence si fâcheuse pour l'intérieur de l'Etat; car, en défendant l'entrée des Manufactures étrangères qui sont pareilles aux nôtres, on mettroit l'homme riche dans la nécessité de payer la main de l'Artisan à proportion du prix du Pain; mais outre que cette défense générale de toutes les Manufactures étrangères donneroit un fâcheux échec au Commerce, la cherté excessive des Manufactures anéantiroit aussi tout d'un coup le débit au dehors; & ce défaut de débit externe entraineroit la

Difficulté de trouver l'égalité proportionnelle dans les Contributions Exemple.

promte

prompte ruïne des Fabriques du pays , qui , à son tour, seroit suivie de la décadence de l'Etat. Presque tous les autres Systèmes proposés pour la levée des Contributions ont été trouvés aussi défectueux que celui-ci , & toujours impraticables dans l'application. On peut comparer ces Financiers à de jeunes Chirurgiens qui se mettoient en devoir de disséquer le Corps de l'Etat pour faire des expériences & des essais. Ils vouloient apprendre leur métier aux dépens de l'Etat même.

§. IO.

Les Taxes
personnelles
ne procurent
point cette
égalité
proportionnelle.

ON ne trouvera jamais cette égalité proportionnelle si l'on met des taxes sur les hommes, comme des Tailles, des Capitations &c. vù qu'il est impossible de faire une juste répartition. On a beau ranger les Citoyens en différentes Classes, faire des divisions & des subdivisions, tout cela ne signifie rien. Les richesses des particuliers varient à l'infini, & ce sont des nuances de couleurs qui se perdent l'une dans l'autre. Comment est-il possible de savoir au juste ce que chaque Citoyen possède, & dans quelle classe il faut le placer? Un Scrutin trop exact pour s'en procurer la connoissance est même très dangereux, très nuisible au Commerce & à l'Industrie. Mille Négocians, mille Manufacturiers, dont le trafic roule sur le crédit, seroient ruinés, si le Souverain, & après lui le Public, sçavoient le fonds de leurs affaires. Cette considération est si importante, l'objet est si délicat, que, dans les Républiques Commerçantes, comme par exemple à Hambourg, où chaque Bourgeois est obligé de payer un quart pour cent de son Capital, cette Contribution est reçue à une Caisse couverte d'un grand tapis, derrière laquelle sont assis deux Senateurs, auxquels le Contribuable promet, sur son serment de Bourgeoisie, qu'il rendra fidèlement le quart pour cent de tout ce qu'il possède; après quoi on lève un bout du tapis, & le Bourgeois jette dans le Coffre-fort, qui est placé dessous, la somme qu'il a apportée, & qui se confond avec celle des autres Citoyens. Je ne rapporte cet exemple que pour faire connoître la sagesse d'un pareil arrangement.

§. II.

Distinction à
faire entre
Contributions
personnelles &
réelles, &
leur appli-
cation.

Ces considérations, & plusieurs autres encore, doivent engager le Département des Finances à distinguer les *Contributions personnelles* d'avec les *réelles*. Par les premières on entend toutes sortes de taxes que la nécessité fait imposer sur la personne des Citoyens; & sous les secondes on comprend les Droits dont on charge les Terres, les Maisons, les denrées, les Marchandises, & autres effets que les Sujets possèdent. Cette distinction est le fondement d'un Principe que je crois incontestable, & qui est fort fécond en salutaires conséquences, c'est que *dans les tems ordinaires, dans le calme de la Paix, il est avantageux pour l'Etat de n'établir que des Contributions réelles*, 1. parce qu'elles procurent cette

cette égalité proportionnelle au moyen de laquelle chacun porte le fardeau des dépenses publiques à proportion de ses forces, ce qui est la plus grande perfection dans la manière d'imposer les charges. 2°. Parce que les choses étant une fois solidement réglées, ces Contributions causent le moins de distractions qu'il est possible au Peuple, & qu'on n'a jamais besoin de le vexer par des Exécutions Militaires, ou autres violences, 3°. parce que chaque Citoyen les paye lentement, à mesure qu'il consomme, & presque sans s'en apercevoir. Mais dans des tems de calamités, de Guerre, ou d'autres malheurs, on ne peut s'empêcher d'imposer des Taxes personnelles sur les Sujets, parce que l'Etat a besoin alors de secours extraordinaires & prompts, & que les Contributions réelles n'entrent que successivement, & par des opérations lentes dans les Cofres du Souverain.

§. 12.

Il s'ensuit donc que, dans tous les cas extraordinaires, on doit avoir recours aux Contributions personnelles, qui consistent en Capitations, en Tailles, en la levée du Vingtième des revenus, en Impôts sur les gens de livrée, & autres Domestiques &c. Encore faut-il apporter la plus grande attention à ce que, dans le recouvrement de ces Contributions personnelles, nul Sujet ne soit lésé, ou aggravé, au de là de ses facultés. C'est ici que les Classifications font d'un grand secours. Le Département des Finances doit faire la division des Classes, & régler la somme que chaque Classe sera tenue de payer. On envoie ce règlement dans toutes les Provinces, où les Chambres Subdéléguées, les Magistrats des Villes, les Officiers de la Police, & les Commissaires des quartiers se réunissent pour ranger chaque Citoyen dans la Classe où le rang qu'il tient dans la Société, & la situation apparente de ses affaires le placent naturellement. Si quelque contribuable se croit lésé, il lui reste le droit de représentation, on écoute ses plaintes & ses arguments. A mesure que la nécessité est pressante, on procède avec plus ou moins de vigueur & de promptitude au recouvrement de ces sortes d'Impôts.

§. 13.

A l'égard des Contributions réelles, que les Sujets doivent payer annuellement, elles sont de différens genres, & méritent d'être considérées de plus près. La première & la plus naturelle est la Taxe imposée sur les biens de la Campagne. Le Département des Finances détermine, sous le bon plaisir du Souverain, ce que chaque Arpent, ou Acre, peut & doit payer naturellement par an, sans que l'Agriculture soit découragée par cette charge. Si le terroir étoit également bon, également fertile en toutes sortes de denrées dans tout un pays, rien ne seroit plus aisé que de régler cette contribution. Il n'y auroit qu'à

Tome I.

E c

fixer

Contributions réelles 1. Taxes sur les Terres.

fixer le prix de la Taxe, & faire mesurer par un Arpenteur juré. Mais comme les degrés de fertilité varient dans chaque Province, il a fait adopter de certaines règles pour déterminer cette Taxe de manière qu'une Province stérile ne soit pas obérée & surchargée en comparaison d'une Province fertile & abondante. C'est ce qu'on nomme en termes de Finance les *Principes régulateurs*, selon lesquels on examine non seulement la bonté & la nature du sol de chaque Terre, mais aussi la quantité de Prairies, de Pâcages, de Bestiaux, de Bois, de Corvées &c. qui y appartiennent, & qui fournissent au propriétaire les moyens de tirer tout le parti possible de son terrain. La situation de chaque bien de Campagne, la proximité des rivières, des Villes, de la Mer, & toutes les possibilités d'un débit aisé & avantageux des denrées, doivent entrer en considération lorsqu'il s'agit de déterminer la Taxe de telle ou telle Terre. On remet aux Chambres Subdéléguées le soin de faire un examen exact de toutes les Terres contribuables de leur Province, de les partager en différentes Classes selon la bonté du terrain, & en prenant pour règle les principes régulateurs que le Souverain a établis, de fixer la somme que chaque Arpent doit payer sans être obéré.

§. 14.

Avantages
de la Taxe
sur les
Terres.

COMME nous avons déjà remarqué que les Contributions personnelles ne doivent être mises en usage qu'en cas de nécessité, & qu'il est impossible d'introduire à la Campagne l'Accise, ou la Douane, & autres charges réelles, à cause des fraudes perpétuelles qui se commettraient dans les habitations qui n'ont point d'enceinte, je ne crois pas qu'on puisse imaginer une Contribution plus équitable ni plus douce que la Taxe sur les Terres. Car 1. il ne seroit pas juste que les habitants du plat-pays fussent exempts de toute charge publique, & ceux des Villes seuls accablés, 2. les habitants de la Campagne sont, sans contredit, la plus nombreuse partie des Citoyens, 3. ils ne consomment que très peu de ces Marchandises qui ont passé par la Douane, ou qui payent d'autres Droits à l'Etat, 4. cette Taxe est une espèce d'impôt indirect sur les grains que l'acheteur paye dans le fonds, 5. avec les précautions indiquées au §. précédent, l'égalité proportionnelle y peut être exactement observée, & 6. il est aisé de régler les choses de manière que chaque Contribuable puisse payer sans distraction, dans des tems où il a vendu sa récolte & ses denrées, & où par conséquent il est le mieux en état de payer.

§. 15.

Règles
pour la levée
des Contributions
des laboureurs
du plat-pays.

DE ces Principes il résulte encore quelques conséquences, qu'il ne faut pas oublier. Premièrement, ce ne sont pas uniquement les Terres labourables qui doivent entrer dans la Taxe, mais il faut aussi y comprendre les Prés, les Pâcages, les Forêts, les Vergers, les Potagers, les

les Vignobles &c. qu'on évalue de même par Arpent à proportion de leur rapport. 2. Les Rivières sont également mesurées, & ceux qui y ont le droit de Pêche fournissent leur contingent selon l'étendue qui leur appartient; 3. les Payfans, qui ne possèdent point de Terre, mais qui vivent uniquement du travail rustique, & dont le nombre est fort grand, payent une Contribution modique pour leur maison, leurs Bestiaux, Jardins potagers, ou autres possessions. Ceux qui n'ont rien fournissent une fort petite Contribution personnelle proportionnée à leur recette. 4. Les Menuisiers, les Bergers, les Cabaretiers, Forgerons, Charbonniers, Brasseurs, Charrons, Tailleurs, Cordoniers & autres Artisans, nécessaires à la Campagne, qui ne sont point possesseurs, sont taxés selon les moyens qu'ils ont de gagner plus ou moins. 5. Lorsqu'une Province, soit en entier, soit en partie, a été affligée par de grandes calamités, il est naturel qu'il faille lui accorder une remise des Taxes proportionnée aux pertes qu'elle a faites, si l'on ne veut pas ruiner les Sujets, & décourager l'Agriculture. 6. Les Corvées, soit en hommes, soit en Chevaux &c., qu'on exige du Païsan, les pertes de tems, de denrées ou d'argent qu'on lui a fait souffrir par des marches de Troupes, par le logement des gens de Guerre, en un mot tout ce que l'habitant de la Campagne peut avoir fourni à l'Etat *in natura* doit lui être bonifié, & décompté de ses Contributions ordinaires.

§. 16.

Il est établi, dans la plupart des pays de l'Europe, que les Terres appartenantes au Clergé, ou à des Nobles, sont exemptes des Taxes ordinaires. Quoiqu'on n'aime pas à toucher à ce que de certains principes religieux ont consacré, il est sur cependant que l'Etat Ecclésiastique ne paroît avoir aucun fondement pour être dispensé de contribuer à l'entretien de l'Etat qui lui procure tant de biens. Les Souverains, qui ne veulent, ou qui n'osent pas heurter de front des préjuges aussi délicats, savent du-moins se dédommager de cette immunité par des Dons gratuits considérables qu'ils demandent au Clergé, ou par d'autres charges qu'ils lui imposent. On voit aussi par-là quelle est la raison de cette sage Maxime qui défend à tout Evêché, Chapitre, Couvent, ou autre Communauté Religieuse, de faire l'acquisition d'un ponce de Terre plus qu'ils n'en possèdent. Mais à l'égard de l'exemption des Terres Seigneuriales, il faut considérer, 1^o. que c'est un droit acquis depuis plusieurs siècles, que le Souverain ne peut reprendre sans injustice; 2^o. qu'à chaque vente de ces Terres, l'immunité a été comptée dans le prix d'achat; 3^o. que les Terres Nobles payent d'autres charges dont les dénominations varient partout, 4^o. que la Noblesse sert l'Etat d'une manière bien onéreuse, soit à la Guerre, soit à la Cour, soit dans les Ambassades, tous emplois qui, bien loin d'enrichir, énervent le Corps des Nobles; 5^o. que les gens de qualité font une grande consommation de Mar-

E c 2

chan-

Des biens
Ecclesiastiques &
des Terres
Seigneuriales.

chandises qui toutes ont payé des droits au Souverain, ce que le Païsan ne fait point. Enfin, si un Gentilhomme fait l'acquisition d'une portion de Terre Contribuable, & qu'il l'incorpore à son domaine Seigneurial, cette portion garde la qualité roturière, & paye toujours la Taxe sur l'ancien pié; ainsi il n'y a aucune dangereuse conséquence à craindre.

§. 17.

Des
Champs
qui appar-
tiennent
aux Bour-
geois des
Villes.

L'on voit souvent que les Bourgeois des petites & moyennes Villes sont en possession des Champs qui les environnent. C'est un abus qui met de la confusion dans les objets des Finances, & qui confond les travaux des Villes & de la Campagne. Les Artisans qui ont l'Agriculture en tête négligent leurs métiers, & n'y font aucun progrès. Les Cultivateurs, d'un autre côté, perdent le débit qu'ils pourroient faire de leurs denrées dans cette Ville, qui a son tour périclite, parce que le Païsan n'y vient pas chercher ce dont il a besoin. Je ne parle point d'un inconvénient de Police que cette Agriculture occasionne dans les Villes, où les Bourgeois entretiennent force Bétail pour se procurer du fumier; ces Bestiaux rentrent tous les soirs dans la Ville, y portent toutes sortes d'immondices, ce qui ne devroit jamais être souffert. La culture des Terres appartient à la Campagne, & n'est faite en aucun sens pour les Villes. Les habitans des Cités payent d'ailleurs les Accises & toutes les charges des Villes, & leurs Champs sont outre cela Contribuables, comme ceux des Païsans, par conséquent leur condition est en tout inférieure à celle du Colon Villageois. Mais la Politique veut qu'on ne fasse aucune grace à ces Bourgeois pour la Taxe de leurs Champs, & qu'on employe toutes sortes de moyens, qui ne sont pas forcés, pour les dégouter de l'Agriculture. Si après cela ils s'opiniâtrent à conserver leurs Champs, ils n'ont aucun sujet de se plaindre: *Vellent non sit injuria.*

§. 18.

Des Con-
tributions
asymétrai-
res.

La nécessité a fait inventer encore en différens tems différentes autres Contributions, que l'on a appellées, ou le Taillon, ou la Subsidance, ou le Subside, tantôt pour le logement des gens de Guerre, tantôt pour l'entretien de la Cavalerie, tantôt pour la Dot des Princesses, tantôt pour les bâtimens publics, & pour mille autres besoins. Il est vrai que *Nécessité n'a point de Loi*; & quand le besoin est réel, il faut, comme on l'a déjà dit, y pourvoir le mieux qu'on peut. Mais, dans l'imposition de toutes ces charges, un Souverain doit toujours considérer, 1^o. qu'il se trouve partout de ces hommes qui sont les bons Valets aux dépens des honnêtes gens, que mille Financiers cherchent à s'insinuer, à faire leur chemin, à se procurer des honneurs & des richesses.

les en accablant le Public par des inventions de nouvelles charges, & que de pareils Ministres font,

- - - - le présent le plus funeste,
Que puisse faire aux Rois la colère Céléste.

2.^o Qu'il est beaucoup moins onéreux pour les pays de hauffer une Taxe que d'en établir plusieurs nouvelles, parce que ces créations de nouveaux impôts mettent le Cultivateur dans la nécessité d'avoir à tout moment sa main à la poche, & de perdre un tems qui est d'un prix inestimable à la Campagne, 3.^o que le terme de ces fréquens payemens arrive quelquefois dans un tems où le Contribuable est dépourvu d'argent, & par conséquent obligé d'essuyer des vexations, ou d'employer des ressources ruineuses pour s'en délivrer.

§. 19.

VENONS aux Contributions des Villes. C'est une méthode aisée & naturelle de mettre une *Taxe sur chaque Maison* à proportion de sa valeur, ou du prix de son loyer; mais comme le Bourgeois a quantité de charges, directes ou indirectes, à payer, il faut bien prendre garde de n'imposer qu'une Taxe fort modique sur ces Maisons, dont le produit puisse suffire pour acquiter tous les fraix qu'exigent les différentes opérations de la Police, dont nous avons vu le détail au Chapitre VII. & VIII. Il y a ici un objet important à considérer. Lorsqu'une Ville n'a point de Cazernes, ou qu'elles ne sont pas assez spacieuses pour y placer toute la Garnison, on est dans la nécessité de loger le Soldat chez le Bourgeois. Or il n'est que juste que l'Etat paye à ce Bourgeois le Logement, le Chauffage, la Lumière, le Sel, & le Vinaigre qu'il fournit à l'homme de Guerre. La Police prend donc ces remboursemens sur la totalité du produit des Taxes sur les Maisons, & paye chaque hôte en argent comptant. Cette manière est bien préférable à celle d'exempter le Bourgeois qui loge le Soldat, de sa Taxe, ou autres Contributions ordinaires, parce qu'il est impossible d'évaluer exactement le prix de chaque Logement eu égard à la somme que le Bourgeois devoit payer, que cette dernière méthode met beaucoup de difficultés & de confusion dans les comptes, que c'est moins le propriétaire d'une Maison que son locataire qui loge le Soldat, & qu'enfin un Bourgeois, un Artisan, se croit moins gêné, moins chargé, quand il loue, pour ainsi dire, de bon gré un Logement au Soldat, & en reçoit le loier argent comptant. Si le produit des Taxes sur les Maisons ne suffit point pour tous ces différens articles, le meilleur expédient, à mon gré, c'est d'introduire l'usage du *Papier, des Almanacs, & des Cartes Timbrées*, contribution douce & imperceptible, à laquelle tous les Citoyens, & même les Etrangers voyageurs fournissent leur contingent sans

Des Contr-
ibutions
des Villes.

Logement
des gens
de guerre.

s'en apercevoir sensiblement, & qui ne laisse pas d'être d'un grand rapport.

§. 20.

De l'Accise.

L'IMPÔT qu rapporte le plus à l'Etat, & qui fatigue le moins les Sujets, c'est l'*Accise*, espèce de Taxe qu'on leve sur les Grains, les Viandes, la Biere, en un mot sur la plupart des choses qui se consomment, tant pour la nourriture, que pour le logement & le vêtement des Citoyens. Comme tout ce qui respire dans un pays consume, chacun à proportion de ses facultés, successivement, & à mesure qu'il en a les moyens, on voit du premier coup-d'œil que l'Accise a toutes les propriétés d'une bonne Contribution. Mais, de même qu'on peut convertir en poisons les remèdes les plus salutaires, il est certain aussi que cette Accise, si utile à l'Etat, peut être changée en une exaction ruineuse par la faute d'un Souverain, ou d'un Chef des Finances, qui n'entendent pas leurs vrais intérêts, & qui la haussent à un point capable de fouler les Peuples. Car si, d'un côté, par l'introduction de l'Accise, les habitants des Villes sont libérés des autres Contributions personnelles & arbitraires, il se trouvent acablés dès que la Taxe de cette Accise est trop forte. C'est une charge qui porte sur toutes les Classes des habitants, & par conséquent elle produit beaucoup lors même qu'elle n'est que modique. Si d'ailleurs on la porte trop haut, elle entraîne nécessairement la cherté des denrées; celle-ci renchérit la main de l'Ouvrier; du prix de la main-d'œuvre dépend le bon marché des Manufactures; le bon-marché des Manufactures règle leur débit; & ce débit est l'ame du Commerce avec l'étranger. On voit donc qu'aussitôt que l'Accise est poussée au delà de certaines bornes tout périclite, & les sources qui doivent porter les richesses du dehors dans un pays sont bouchées immédiatement. Il est impossible de prescrire ici toutes les précautions de détail qu'un sage Financier doit prendre pour régler la Taxe de l'Accise relativement à chaque denrée. Pour trouver la juste proportion qui fait que le produit total de l'Accise remplisse la Somme dont l'Etat a besoin, sans que les Peuples en soient trop chargés, il faut qu'il connoisse à fonds le fort & le foible de son pays, les Manufactures qu'il entretient, le prix naturel des denrées, le prix de ces mêmes denrées dans les pays voisins, la concurrence des voisins pour le débit des Manufactures pareilles aux nôtres, les charges que les Sujets de ces pays voisins payent à leur Souverain &c. La combinaison de toutes ces circonstances sera bientôt connoître à un Financier habile comment il doit régler le Tarif de l'Accise: l'expérience du passé, & les besoins actuels, déterminent le reste; mais on peut donner pour règle certaine qu'il ne faut jamais hausser l'Accise une fois établie, sans une extrême nécessité.

§. 21. Le

§. 21.

LA Douane est différente de l'Accise. C'est une Taxe, un Droit, que le Souverain leve sur toutes les Marchandises étrangères qui entrent dans l'Etat, & quelquefois aussi sur celles du pays qui sont envoyées au dehors. Cette espèce de Contribution est d'un si grand revenu, surtout dans les pays où le Commerce fleurit, qu'on prétend que dans tout l'Orient il y a des Douanes établies où se lèvent les seuls deniers pour la subsistance de l'Etat. Nous ne considérerons ici la Douane que comme un objet de Finances : les rapports intimes qu'elle a avec le Commerce nous obligent d'en parler encore au Chapitre XIV. Si l'on examine avec quelque attention les Tarifs de la Douane de plusieurs pays de l'Europe, il semble presque qu'un aveugle caprice en ait réglé les taux ; au moins ne paroît-il pas qu'ils aient été faits sur des Principes invariables de l'Oeconomie Politique, ce qui est évident par les changemens qu'on y apporte continuellement. Le Ministre des Finances n'a qu'à prendre un dégoût, ou une prédilection, pour une certaine denrée, ou Marchandise, soudain on en verra hausser, ou baisser, la Douane. Cependant, pour peu qu'on réfléchisse sur les Principes que nous avons établis ci-dessus, on verra que cette Taxe ne sauroit être arbitraire, & la droite raison nous enseigne qu'il faut adopter ici des Principes fondamentaux & immuables. Les anciens Financiers, qui tâtonnoient sur ces Principes, ont déjà fait une distinction entre les denrées, ou Marchandises, *nécessaires* & *Voluptaires*, & ont chargé ces dernières de beaucoup plus gros droits que les premières. Cette distinction est juste, & est utile dans le fonds ; mais l'application qu'on en a fait ne l'étoit pas autant. Car depuis qu'on a reconnu les effets avantageux du Luxe dans le Commerce, dans toutes les entreprises capables d'enrichir un grand Etat, l'idée qu'on attachoit aux Marchandises *Voluptaires* a fort changé ; Cette expression ne porte plus que sur très peu d'objets ; les Vins de Table, les Castors, les Draps fins &c. sont tout aussi nécessaires pour les Citoyens aisés, que la Bière, les Chapeaux de Laine, & la Bure le sont au Paysan. Et qu'importe après-tout sur quelle espèce de Marchandises les Négocians gagnent, pourvu qu'ils gagnent ? L'Etat ne doit point leur donner des entraves qui les gênent à cet égard : au contraire un Poëte judicieux (a) a dit, avec beaucoup de raison :

*Le superflu, chose très nécessaire,
A réuni l'un & l'autre Hémisphère.*

(a) M. de Voltaire.

§. 22.

Principes
pour le
Tarif de la
Douane.

ON ne sçauroit disconvenir cependant qu'il n'y ait des denrées & des Marchandises les unes plus nécessaires que les autres; & c'est pour cette raison qu'en dressant le Tarif de la Douane on doit distinguer entre *Marchandises de première, de seconde, & de troisième nécessité*. Dans la première Classe on range tous les vivres qui nous sont apportés du dehors, lorsque notre país ne les fournit point, & dont tout le Peuple, le pauvre comme le riche, a un besoin indispensable. Ensuite toutes les denrées, & autres produits de la Nature, qui servent de première matière à nos Fabriques, comme les Laines, les Soies, le Cotton, les Drogues de Teinture &c. La seconde Classe comprend les Marchandises dont le Peuple se passe, mais qui sont devenues nécessaires à un certain ordre de Citoyens, ou qui par la réexportation deviennent l'aliment de notre Commerce avec l'étranger, comme, par exemple, les Vins ordinaires, les Raisins, Epicerie, Café, Thé, Sucre, les productions de nos Colonies, & mille choses pareilles. Dans la troisième Classe enfin sont placées toutes les Marchandises de pur Luxe, ou de pure Volupté, comme les Vins rares & exquis, les étoffes riches, les fines Dentelles, les Dorures &c. Comme toutes les Marchandises qui passent à la Douane doivent payer quelque chose à l'Etat, les seuls Livres exceptés, on calcule, en réglant le Tarif, combien chaque denrée de première nécessité auroit payé à l'Etat si elle étoit crüe dans le pays, on en déduit tous les fraix de transport, de Commission &c. & le résidu forme la Taxe que cette denrée peut comporter à la Douane. Pour les Marchandises, ou denrées, de la seconde Classe, on évalue encore les Droits que le Souverain en auroit tirés si elles étoient crües, ou Manufacturées, chez nous, & le produit en est la Taxe naturelle; mais on n'en déduit pas les fraix de transport &c. pour donner quelque avantage, quelque encouragement, à notre propre industrie. Les Marchandises de la troisième Classe sont encore évaluées ainsi que celles des deux premières; & on y ajoute le transport, la Commission &c. & comme ces Marchandises sont de prix, le produit de la Douane en est d'autant plus considérable.

§. 23.

Taux du
Tarif de
la Douane.

APRES avoir posé ces Principes, on réduit à de certains pour cent la Taxe de la Douane pour chaque Classe de Marchandises, & l'on établit pour règle fixe que, par exemple, celles de la première Classe payeront 5 pour cent, celle de la seconde 9, & celles de la troisième 13. pour cent, ce qui est déterminé dans chaque pays par les Principes mêmes établis ci-dessus. Ce taux ne doit point être rehaussé, comme nous venons de le dire, sans une extrême nécessité, parce que toute variation dans

dans la Douane s'éloigne des Principes, & devient préjudiciable au Commerce, sans augmenter les revenus du Souverain autant qu'on le croiroit bien : Car le Financier ignorant, qui ne connoît que le mécanisme de son métier, s'imagine qu'en doublant l'Accise, ou la Douane, d'une Marchandise, il double aussi la somme du produit. Erreur des plus grossières ! L'Expérience a fait connoître que les Droits modiques rapportent plus que les Droits excessifs, parce que la Marchandise chargée d'un impôt si considérable renchérit à tel point que la consommation en diminue d'abord d'un tiers, & souvent de la moitié. D'ailleurs, tant que les Droits d'entrée sur une Marchandise sont modiques, personne ne pense à la faire entrer en fraude ; dès qu'ils sont exorbitans, tout le monde fait la contrebande. Vous me dites, mais cette contrebande peut être prévenue par la vigilance des Douaniers. L'Expérience prouve encore le contraire. Dès que l'appas du profit est assez grand, toute l'activité des Maltotiers ne fait que blanchir contre les ruses & les fineses de Contrebandiers ; & supposons qu'un Négociant, qui veut faire passer des Marchandises en fraude, soit attrapé sur le fait, vous confisquez ses Marchandises, vous le mettez à l'amende, vous le punissez corporellement : Eh bien ? Vous ruinez un Sujet utile, vous privez l'Etat d'un Commerçant ; vous faites un beau Chef-d'œuvre ! Quand les Droits sont modiques, & raisonnables, un Citoyen qui fait la contrebande est punissable en tout sens : il y a de la mauvaise foi, de la fourberie gratuite dans son fait ; Dès que ces Droits sont énormes, il est excusable.

§. 24.

LORSQU'ON a déterminé la quantité du pour cent que chaque Classe de Marchandises doit payer, on dresse le Tarif, c'est-à-dire, on range chaque espèce de denrée, ou de Marchandise, dans la Classe qui lui convient. Pour abrégier le travail des Douaniers, pour ne pas occasionner trop de distractions aux Marchands, & ne pas les mettre dans la nécessité de produire des Factures originales, ce qui est ruineux pour le Commerce des particuliers, & donneroit lieu à mille supercheries, on règle la Douane sur le poids ou la mesure quelconque selon lesquels chaque denrée, ou Marchandise, est achetée & vendue, & l'on fixe, par exemple, le Droit sur le Vin, à tant par Barrique, sur les Grains à tant par Muid, ou par Last, sur les Toiles à tant par pièce, sur les Draps à tant par aune, sur les Métaux à tant par quintal, & ainsi du reste. L'estimation & l'appréciation de toutes ces denrées, ou Marchandises, peut se faire assez aisément. On consulte les feuilles imprimées qui donnent la note des prix courants dans toutes les Villes Commerçantes, on y voit le prix de chaque chose, on suppose ces différens prix des dix dernières années, on les réduit à une année commune, on apprend bientôt la valeur d'une Barrique de Vin, d'un Muid de

Regle-
ment de
Tarif.

Tome I.

Ff

Grains,

Grains, d'une pièce de Toile de telle ou telle espèce, d'un quintal de Cuivre &c. & l'on fixe la Taxe de chaque mesure, ou de chaque poids, sur la quantité du pour cent déterminée préalablement.

§. 25.

Droits de
sortie.

Commis
& autres
Employés
de la
Douane.

Non seulement les Droits d'entrée produisent un revenu considérable à l'Etat, comme nous l'avons déjà remarqué, mais aussi les Droits de sortie. Cependant comme ces Droits de sortie peuvent préjudicier infiniment au Commerce, ou le favoriser, à proportion qu'ils sont bien réglés, nous remettrons au Chapitre XIV. l'examen de cette matière, comme aussi celui des Droits de Transit sur les Marchandises qui ne font que passer par un pays, celui des Péages & des Ports francs, des Droits que le Souverain restitue sur les Marchandises exportées, & que les Anglois nomment *Drawback*, celui des Droits de la Traite Foraine &c. (a), tous ces objets étant étroitement liés avec le Commerce, même. On ne peut s'empêcher de remarquer ici que le Chef du Département des Finances doit avoir une attention particulière que les différens Bureaux de la Douane soient pourvus de Commis & d'autres Officiers intégres, habiles, polis, & raisonnables. Ils doivent faire éclater une grande activité dans l'exercice de leurs charges, expédier promptement les Marchands, ne leur point faire perdre un tems précieux en formalités inutiles, sçavoir observer un juste milieu entre la vigilance, & l'inquisition trop rigide. Il y a mille occasions où le Négociant, reconnu bon Citoyen, doit en être cru à la Douane sur sa Déclaration, & sur sa parole. Toutes les chicanes, toutes les vexations, toutes les distractions inutiles que l'on cause au Marchand sont pernicieuses pour les progrès du Commerce général, qui fait le grand point de vue où tendent tous les efforts de l'habile Financier.

§. 26.

Excep-
tions aux
règles or-
dinaires.

MALGRÉ les Principes que nous venons d'établir, il est des cas où le Législateur est obligé de passer par-dessus les règles ordinaires. Les besoins pressans, les tems de guerre, & d'autres calamités, autorisent le Département des Finances, à faire des exceptions momentanées à la règle générale. On peut alors hausser l'impôt sur de certaines Marchandises, surtout si elles nous viennent d'un pays ennemi. C'est ainsi que le Gouvernement d'Angleterre a doublé pendant la dernière guerre les Droits d'entrée sur les Vins de France, pour en diminuer le débit; mais il faut avoir soin de rétablir les choses sur l'ancien pié quand la paix est conclue, ou que le besoin n'existe plus. L'excès qui se fait
aussi

(a) Voyez Chap. XIV, §. 21 & 22.

aussi quelquefois dans la consommation de certaines denrées, ou Marchandises, peut également donner lieu au Financier attentif d'en hausser les Droits. On ne sauroit prescrire aucune règle à cet égard; tout cela dépend des circonstances, du tems, de l'apropos, & de la prudence, pourvu qu'on ne perde jamais de vue les Principes: Car si l'on examine bien ceux que nous venons d'établir pour l'arrangement & la levée des Contributions en général, on verra qu'ils sont applicables à toutes les charges publiques que les besoins de l'Etat, la nature, & la situation de chaque pays peuvent y rendre nécessaires.

§. 27.

Les différentes dénominations que l'on donne en différens pays aux Charges publiques, & qui souvent éblouissent le Vulgaire, ne doivent point séduire le Financier. Le nom ne fait rien à la chose. Il s'agit de considérer les Contributions dans leur généralité, de voir ^{Combien chaque Sujet doit payer à l'Etat.} combien le Sujet paye à l'Etat dans chaque pays, & comment il paye. C'est de cet examen que résulte la décision si un Peuple est foulé ou non. Et si l'on demande une règle universelle pour déterminer la juste proportion des charges qu'un Souverain peut imposer sur ses Sujets, je crois que la saine Politique les fixeroit à 25 pour cent des revenus d'un chacun. En exiger d'avantage seroit, à mon avis, le moyen d'énervier la Nation; en demander moins seroit se priver des ressources nécessaires pour fournir à toutes les dépenses de l'Etat. Mais il est bon de remarquer que toutes les Classes des Citoyens doivent porter également ce fardeau. Comme c'est une erreur de croire qu'une condition soit plus utile à la Société qu'une autre, mais que tous les états concourent au maintien du Système général, l'équité naturelle veut qu'il n'y ait de préférence pour personne dans le payement des charges. Au reste on a vu, dans tout ce Chapitre, que les Nobles, les riches, les gens employés, les Militaires, &c. sans payer les mêmes charges immédiates que payent les Citoyens d'un ordre inférieur, ne laissent pas que de contribuer tout autant à l'Etat que le Peuple, par la consommation qu'ils font, par les Accises, les Droits d'entrée, & autres impôts.

§. 28.

Mais nous ne saurions quitter cette matière sans résoudre encore deux questions importantes. La première est: *s'il est plus avantageux de mettre les revenus de l'Etat en Ferme, ou en Régie?* Feu Mr. le Cardinal de Fleury, qui étoit sort porté pour la Ferme, parce qu'il croyoit pouvoir faire un fond plus assuré sur la somme du produit de chaque partie, & sur l'exactitude du payement, nommoit les Fermiers Généraux de France, les quarante Colonnes de l'Etat. Mais cet édifice auroit-il besoin d'être appuyé sur ces colonnes d'Or dans lesquelles sont fonduës les richesses

de la France ? Sans vouloir désapprouver des Maximes fondamentales adoptées dans un sage Gouvernement, ou critiquer des usages qu'une longue pratique semble avoir rendu respectables à une Nation, on nous permettra de remarquer quelques inconvéniens attachés à la Ferme, & de laisser au Lecteur le choix de l'alternative. 1^o. Il est indubitable que par une régie fidele l'Etat peut gagner tout ce que gagnent les Fermiers & les Traitans par les profits immenses qu'ils font sur les Baux. 2^o. Quand même les fraix de régie, & les salaires des employés, emporteroient une partie de ce profit, ces fraix & ces salaires ne sont pas entierement perdus pour l'Etat; au-contraire, ils rentrent avec avantage dans la masse générale. Un particulier qui entretient un homme d'affaire, un Commis, perd les appointemens qu'il lui donne; mais un Etat ne perd pas ceux qu'il donne à un Ministre, à un Conseiller, à un Receveur &c. 3^o. Le Peuple, qui voit tous les jours sous ses yeux des Fermiers faire une immense fortune, n'est que trop fondé à croire que c'est de ses dépouilles qu'ils s'enrichissent. Cette idée le révolte, le pique, l'irrite. Il s'imagîne voir une quarantaine de personnages assignés sur les fonds de l'Etat, & ces personnages deviennent des Millionnaires en peu de tems. De là naît chez le Peuple cette aversion pour les Fermiers, cette répugnance à payer les charges, ce penchant à frauder les Douanes & l'Accise, à faire la contrebande, & enfin cette audace à se porter aux extrémités les plus violentes, ainsi que nous en avons vu des exemples très dangereux, en Hollande, sous le dernier Stadhouderat. 4^o. On remet entre les mains des Fermiers une trop grande portion du Pouvoir Souverain pour le recouvrement des Contributions, qui se levont quelquefois par des Exécutions Militaires. Enfin 5^o. Les Peuples sont abandonnés à la dureté assez naturelle des Fermiers, qui les traitent sans miséricorde; au lieu que par la régie le Souverain conserve la faculté d'exercer sa clémence dans l'occasion, de soulager les indigens par une sage condescendance, de mitiger les châtimens, & d'agir en vrai Pere de la Patrie. On verra bien par ces réflexions que je panche beaucoup pour l'administration des revenus; mais en même tems j'exige que le Gouvernement ne donne les emplois de Receveurs, de Collecteurs, & d'autres Officiers des Finances, qu'à des personnes habiles & intégres, qu'il veuille soigneusement à leur conduite, & qu'il punisse à la dernière rigueur toutes les malversations, toutes les infidélités, & toutes les Tyrannies qu'elles peuvent commettre.

§. 29.

Des états
fixes pour
les diffé-
rentes
branches
des reve-
nus pu-
blies.

La seconde question qui nous reste à examiner se réduit à sçavoir, s'il est convenable de dresser un état fixe (a) pour le produit & l'emploi de chaque branche des revenus publics, & de forcer ceux qui sont chargés de la perception

(a) Expression usitée dans la Finance.

ception de ces revenus à remplir tous les ans la somme déterminée dans cet état ; ou s'il vaut mieux laisser aller ces choses au bazar d selon leur cours naturel ? Tâchons d'expliquer cette proposition plus clairement par un exemple. Le Souverain, assisté du Chef des Finances, suppose le produit de toutes les Contributions ordinaires, soit réelles, soit personnelles; il les réduit à une année commune, & trouve que l'Accise de telle Ville, ou de telle Province, rend tant, la Douane tant, les Tailles tant, les Gabelles tant, & ainsi de chaque article: il fixe cette somme comme une règle immuable pour l'avenir, & destine, par exemple, le produit de l'Accise à l'entretien de l'Armée, celui de la Douane pour la Marine, & ainsi du reste. Le Directeur de l'Accise, ou celui de la Douane, est mis dès lors dans l'obligation de remplir annuellement cette somme déterminée, afin que les dépenses assignées sur ce fonds puissent être acquittées sans faillir. S'il est assez adroit pour augmenter la somme, & pour faire un surplus qui puisse tomber dans les Coffres particuliers du Souverain, c'est un homme supérieur qui se rend recommandable, qui mérite d'être avancé. Il est indubitable que cette méthode est très sage en elle-même, qu'elle introduit de l'ordre dans les affaires, qu'elle fournit au Souverain le moyen de former toutes sortes d'entreprises utiles, soit dans la Paix, soit dans la Guerre, & qu'elle le met en repos sur les ressources; mais il est très facile d'en faire un abus, si l'on pousse l'exactitude à l'excès. Car, comme il est impossible que chaque branche des revenus puisse produire tous les ans précisément la même somme, que les Guerres, les calamités publiques, les révolutions du Commerce, les récoltes, plus ou moins bonnes, la mortalité, & mille accidens pareils y causent des altérations considérables, l'expérience prouve que, dans les années de diminution, les Directeurs, & autres employés pour le recouvrement de ces revenus, par la crainte de perdre leur poste, ou de s'attirer une disgrâce, accablent les Peuples par des exactions affreuses & par une dureté qui ruine le Sujet. Les Chefs des Finances mêmes, pour pouvoir présenter au Prince la liste de tous les états remplis, font quelquefois des transports chimériques d'une Caisse à l'autre; & pour fasciner les yeux de leur Maître, mettent une confusion mille fois plus grande dans les comptes que s'ils ne forçoient pas la nature. On ne parle point ici d'une espèce de Financiers qui, par l'indigne motif de se pousser dans la faveur du Souverain, aux dépens de leurs Concitoyens, s'acharnent à lui faire trouver chaque année un surplus sur l'état dont ils ont la régie. On ne peut que détourner les yeux des horreurs qu'ils commettent. Rien n'est sacré pour leur ambition déréglée. Si tous les Souverains vouloient considérer qu'il y a deux sortes de surplus, le réel & le chimérique; que le premier résulte des moyens que nous avons indiqués, & que nous allons développer encore dans les Chapitres suivans, que les surplus chimériques proviennent de la hausse arbitraire des charges publiques, des Baux des Fermes pour les Domaines, en un mot de tout ce qu'on prend

de la bourse des Sujets pour le jeter dans les Coffres du Prince, il est certain que de pareils personnages, toujours demasqués trop tard pour le malheur des Peuples, feroient peu de fortune.

§. 30.

Emploi
des reve-
nus pu-
blics.
5. Objet
des Fi-
nances.

Le cinquième objet du Département des Finances (Chap. XI §. 10.) est de faire une juste répartition, & un bon emploi, des Deniers publics qu'on a recueillis. Pour parvenir à ce but, le Chef des Finances doit se faire un plan bien exact, bien détaillé de tous les besoins de l'Etat, & y observer une gradation de nécessité. Si l'on a donné quelque attention à tout ce qui a été dit dans cet Ouvrage sur les différens objets qui entrent dans le Système d'un Etat, & que l'on veuille consulter de même ceux qui suivront encore, il ne sera pas difficile de dresser ce Plan & de voir d'un coup-d'œil les dépenses qu'on a à faire. Qu'on n'attende pas que nous tombions ici dans la redite à l'égard de tous ces objets. On doit sentir d'ailleurs que ces dépenses ne sçauroient être les memes dans tous les Etats de l'Europe, que la grandeur, les forces, la situation, les ressources, la forme du Gouvernement, & plusieurs autres propriétés d'un pais font varier les choses à l'infini, & qu'après qu'on aura dressé théorétiquement le meilleur plan du monde à ce sujet, il faudra l'appliquer encore au pays que l'on gouverne, & y joindre les connoissances qu'on a acquises par la pratique. On peut néanmoins réduire à douze Chefs principaux la dépense générale qu'un Etat est obligé de faire, lesquels se présentent dans l'ordre suivant.

§. 31.

1. L'En-
retien du
Souverain.

Le premier objet est l'entretien du Souverain, de sa Maison, & de ses plaisirs. S'il est sage, il ne demandera pas à ses Peuples les moyens de vivre dans un faste Oriental, & dans une pompe gênante pour lui & pour ses Courtisans; mais sa Cour doit être bien composée, brillante, & entretenue d'une manière digne du rang qu'il occupe parmi les Souverains de l'Europe; car il est ridicule qu'un Prince médiocre veuille avoir une Maison aussi grandement formée, une Cour aussi magnifique, qu'un puissant Monarque. S'il est sage, il n'exigera pas non plus que ses Sujets s'épuisent pour fournir aux fraix excessifs d'une Chasse par force accompagnée d'un appareil dispendieux, & de la plus parfaite inutilité, ni qu'ils contribuent à satisfaire l'avarice, ou la prodigalité outrée, d'une Maîtresse avide, capricieuse, adonnée à un Luxe excessif. Ce sont-là des dépenses qu'un sage Ministre de Finance doit tâcher de contrequerer le plus qu'il est en son pouvoir; & il se rend responsable envers Dieu, envers son Maître, & envers ses Peuples, s'il les encourage par une coupable complaisance à flater les passions d'un Prince. 2 Les Conseillers, les Employés dans tous les Départemens, & généralement ceux que l'on com-

2 Salaires
des per-
sonnes en
Charge.

comprend sous l'état Civil, & sans lesquels un païs ne sçauroit être gouverné, doivent recevoir ponctuellement le salaire qui leur est assigné.

3. L'Armée & la Marine doivent être payés avec la plus grande exactitude. Il est également injuste & dangereux de retenir au pauvre Soldat sa Solde, & à l'Officier indigent sa paye. 4. Il ne faut pas laisser languir les Ministres qui résident dans les Cours étrangères après leurs appointemens; car comme leur caractère les oblige à une dépense journalière, le retardement des moyens de subsister les jette dans un embarras chagrinant qui les empêche d'agir, leur occupe l'esprit, & les met souvent dans le cas d'avoir recours à des expédiens peu honorables pour le Maître qui les envoie. 5. Les Fortifications & toutes les Places de Guerre doivent être bien & solidement entretenues, & les Arsenaux pourvus de toutes les Munitions de Guerre. 6. Le Clergé, tant qu'il est salarié par le Souverain même, demande à être payé exactement, pour ne point le décourager dans l'exercice de ses fonctions. 7. Il faut destiner un fond suffisant pour l'entretien des Eglises, & de tous les bâtimens publics de quelque nature qu'ils soient, & s'il est possible pour la construction de nouveaux édifices. 8. Un autre fond plus considérable encore doit être destiné pour toutes les dépenses nécessaires au maintien du bon ordre de la Société & de la Police, dont nous avons indiqué les détails au 4, 5, 7, 8 & 9^{me} Chapitre. 9. Les Hôpitaux, & tous les établissemens charitables, exigent un entretien convenable. 10. Comme il est important d'avoir soin de la conservation des bâtimens économiques dans les Domaines, il ne faut pas oublier, dans la répartition générale, d'assigner une certaine somme pour leur entretien. 11. Le Chef des Finances doit former une Caisse séparée, pour en tirer les dédommagemens qu'on est obligé d'accorder aux Fermiers des Domaines qui ont fait des pertes considérables, ce qu'on nomme les *Rémissions ordinaires & extraordinaires*. Cette précaution est une des plus essentielles. Enfin 12. on se réserve un fonds pour les dépenses extraordinaires, pour faire de nouveaux essais, soit dans l'Oeconomie, soit dans les Fabriques, soit dans la Navigation, pour soulager une Province qui a souffert par la Guerre, ou par d'autres malheurs publics &c.

1. Armée & Marine.

4. Négociations.

5. Fortifications.

6. Clergé.

7. Eglises & Bâtimens publics.

8. Police.

9. Hôpitaux.

10. Domaines.

11. Dédommagemens.

12. Dépenses extraordinaires.

§. 32.

Si l'Etat a des dettes, le Ministre des Finances doit avant toutes choses trouver le fond pour l'acquit des intérêts. De la ponctualité de ces payemens dépend le *Crédit public* qu'il est de la dernière importance de conserver. C'est ici un écueil contre lequel les plus sages Gouvernemens de l'Europe ont quelquefois échoué; & nous avons vu en France, en Hollande, & ailleurs, le Crédit de l'Etat, chanceler, tomber, s'écrouler, à tel point, que ces pays formidables auroient été ruinés indubitablement, s'ils n'avoient eu des ressources intrinsèques qui les met-

Crédit public & balance générale

mettoient à couvert d'un épuisement total. Au-reste, quelque vaste que soit un Royaume, lorsqu'une fois l'état des Finances est bien réglé, le Controleur-Général peut & doit faire une *Balance exacte du produit de tous les revenus publics, & de toutes les dépenses que l'Etat est obligé de faire*. La simple inspection de cette Balance peut le guider dans toutes les opérations qu'il entreprend, & le met à même de faire face à tout. Qu'on ne croye pas que cette Balance soit une affaire de spéculation, trop difficile à former dans un grand pays. Malheur aux Financiers qui négligent de la faire, & qui sans cette Bouffole conduisent au hazard la Barque de l'Etat.

§. 33.

Dépenses
publiques
qui restent
dans l'Etat
& celles
qui en
sortent.

DANS l'emploi des revenus publics il y a une distinction tres essentielle à faire entre *les dépenses qui restent dans l'Etat, & celles qui en sortent*. Des Subsidés qu'on paye à une Puissance étrangere, l'argent qu'une Armée dépense dans des contrées lointaines, les objets de Luxe qu'un Souverain fait venir à grands fraix de l'étranger, emportent des sommes considérables qui sortent pour jamais du Royaume; mais la paye des Troupes, tant qu'elles demeurent dans le pays, les édifices qui sont élevés des matériaux qu'on trouve chez soi, les dépenses que fait un Prince en Manufactures de son pays, quelque magnifiques qu'elles soient, ne sortent pas du pays; & bienloin d'être perdues, elles mettent en mouvement la masse des fonds. C'est ainsi, par exemple, que l'armement d'une Flotte Angloise, & son entretien même en Mer, ne coutent presque rien à la Nation prise dans sa totalité: Car si l'on en excepte le Fer, le Chanvre, & quelque peu d'articles encore, tous les matériaux pour la construction des Vaisseaux, & toutes les denrées pour leur approvisionnement, se trouvent en Angleterre; par conséquent tout l'argent qui est déboursé pour la Marine ne fait que passer de la main droite à la gauche. Il s'ensuit de là que le Chef des Finances doit être fort économe pour ces dépenses qui envoient l'argent à l'étranger, & assez libéral pour celles qui se conservent dans l'Etat. La grande règle dans toutes les opérations des Finances est qu'il doit sortir aussi peu d'argent du pays qu'il est possible. C'est le vrai moyen d'augmenter le fond circulant, dont nous avons déjà fait voir la nécessité (Chap. XI. §. 18.). Cependant il ne faut pas pousser cette règle au delà de ses bornes. Les circonstances des tems y font plusieurs exceptions. Des Subsidés payés à propos peuvent sauver l'Etat; il vaut mieux qu'une Armée agisse en pays ennemi, malgré la dépense qu'elle y fait, que sur notre territoire; il est mille occasions où la splendeur d'une Cour exige qu'on fasse venir des meubles, ou des habits riches, de chez l'étranger. Il y a plus encore. Ce seroit commettre une grande absurdité si l'on vouloit défendre l'entrée de quelques Marchandises étrangères qui servent de matiere à notre Commerce, sous prétexte qu'elles nous coutent de

de l'argent, ov si l'on défendoit, par exemple, aux Ouvriers & Manufacturiers de faire usage de certains outils & instrumens de leur métier, qui viennent du dehors : Car comme la perfection de toutes les Fabriques possibles dépend de la perfection des outils, qui est toujours due à la qualité du fer, de l'acier &c. il est visible qu'une pareille défense seroit du dernier ridicule. En général, l'habile Financier ne doit point donner dans des vetilles. Les règles générales, telles que celle-ci, ne sont faites que pour prévenir les grands abus; & la prudence veut qu'on y fasse de fréquentes exceptions.

§ 34.

AU-RESTE, dans tout l'emploi des Deniers publics, le Chef des Finances est obligé de se régler sur la volonté du Souverain qui est le Maître d'en disposer à son gré. Il ne lui reste que la voye de la représentation. Les différentes situations dans lesquelles un Etat peut se trouver ne permettent point d'établir des règles fixes pour chaque cas. La Guerre demande d'autres efforts que la Paix; une Guerre heureuse se fait à moins de frais qu'une Guerre malheureuse. La plus grande habileté d'un Ministre consiste à sçavoir ménager adroitement ses ressources; & le Souverain prudent ne manquera point d'avertir de bonne heure ce Ministre des grandes entreprises qu'il a dessein de former, afin que celui-ci puisse prendre ses précautions de longue main, & que le succès n'en soit point arrêté par le défaut des ressources pécuniaires, ni le Peuple abimé par des Contributions soudaines & exorbitantes.

Précaution du Souverain & du Ministre des Finances.

§ 35.

LE sixième & dernier objet enfin des Finances (Chap. XI. §. 10.) est de tenir des Comptes & des Registres exacts de la recette & dépense générale de l'Etat. La nécessité de cette précaution est si palpable, qu'il seroit superflu de s'étendre en raisonnemens pour la prouver. S'il est vrai qu'un particulier qui néglige de mettre de l'ordre dans ses affaires marche à grands pas vers sa ruine, quel ne doit pas être le malheur d'un Département de Finances dont les Comptes, les Titres & les Archives sont en confusion? Si l'on n'introduit pas la plus grande exactitude, la plus grande netteté, dans la manière de tenir les Comptes des revenus publics, on se jette dans un Labyrinthe où il n'y a plus d'issue à trouver. Dans un vaste Etat les Comptes s'accumulent naturellement à un point extraordinaire, & épuisent l'activité des plus infatigables calculateurs, si l'on ne cherche pas la méthode la plus simple & la plus courte pour les former. Cette considération m'empêche d'approuver l'usage qui s'est introduit dans quelques pays de tenir ces Comptes publics en parties doubles à la manière des Négocians : Car quoique cet-

Comptes & Registres des Deniers publics, 6. objet des Finances.

C H A P I T R E XIII.

Des Manufactures.

§. I.

SI j'étois appelé à donner mon avis touchant le Gouvernement d'un Etat, un de mes premiers soins seroit d'établir un *Conseil supérieur de Commerce*, dont le Sur-intendant, ou premier Ministre des Finances, seroit le Chef. Il auroit sous lui un *Président*, deux *Conseillers Lettrés*, deux *Conseillers Banquiers*, deux *Conseillers Négocians*, deux *Conseillers pris d'entre les principaux Fabriquans*, & quatre *Assesseurs*, sans compter les *Secrétaires & Commis*. J'y aggrégerois encore deux anciens *Capitaines de Navires*, instruits des usages & coutumes de la Mer, ainsi que de tout ce qui a rapport à la Navigation. L'*Amiral* y auroit aussi naturellement entrée. Le Chef, le Président, l'*Amiral*, & les *Conseillers* auroient voix décisive, les *Assesseurs*, *Capitaines de Navires* &c. n'auroient au contraire que voix délibérative. Ce Conseil, ou Sénat de Commerce, sans dépendre immédiatement du Département des Finances, y seroit cependant combiné, parce que le Chef, le Président, & les deux *Conseillers Lettrés* en seroient également Membres perpétuels. Au moyen de cet arrangement, le Département des Finances ne courroit jamais risque de publier des Ordonnances nuisibles au progrès du Commerce, parce que toutes ses mesures seroient guidées à cet égard par les lumières de quatre personnes instruites du Négoce; & d'un autre côté, le Conseil de Commerce étant chargé de la direction particulière de toutes les affaires qui regardent les Manufactures, le Commerce, & la Navigation, il est certain que ces objets seroient traités avec plus d'ordre, & par conséquent plus de succès.

§. 2.

On a vû dans les Chapitres précédens une esquisse des principales occupations du Département des Finances. Que l'on considère quelle vaste étendue de connoissances tous ces détails supposent dans un habile Financier, de quelle activité, de quelle constance, de quel travail il doit être capable. Est-il naturel de croire qu'il y ait dans le Monde beaucoup de personnages qui à tant de lumieres requises pour les Finances puissent joindre encore une profonde connoissance des Manufactures.

res, du Commerce, & de la Navigation, trois objets dont les détails sont infinis? Et supposé même qu'il se trouvat des hommes qui réussissent tant de talens divers, seroient-ils capables de les exercer, sans préjudice d'aucun des objets qui seroient de leur ressort? Pourroient-ils suffire à tant de travaux différens? N'accorderoient-ils pas à quelque branche de leur emploi une prédilection nuisible aux autres? Ces considérations découvrent la cause naturelle de tant d'arrangemens contradictoires, de tant d'Ordonnances qui se croisent, & que nous voyons émaner de plusieurs Départemens des Finances dans des pays où les affaires de Commerce ne sont pas traitées séparément. Tantôt, par exemple, on s'efforce de faire fleurir les Manufactures: on fait plusieurs établissemens sages pour cet effet; mais peu de tems après on renchérit la main de l'Ouvrier en haussant les Fermes, les Impôts, les prix des Grains &c. ou en accordant des Privilèges à quelque Fabrique qui aura une influence sur toutes les autres, comme à celle des outils ou instrumens employés dans les Manufactures, à des Brasseries, Rafineries de Sucre, dont tout le monde a besoin, & ainsi du reste. On conçoit aisément à quel point ces sortes de mesures sont fausses & préjudiciables, vu que tout homme sensé qui veut un but, doit vouloir aussi tous les moyens qui y conduisent. Quand, au contraire, les choses sont arrangées sur le plan que je viens d'indiquer, le Chef des Finances, qui assiste régulièrement aux Conférences du Conseil de Commerce, ne manque pas de profiter des lumières de tous ses subalternes, d'en acquérir insensiblement lui-même; & ayant sans cesse sous ses yeux tout le Système du Commerce, il y applique ces lumières, évite les démarches nuisibles, & procure une prospérité solide à l'Etat dont il dirige l'économie.

§. 3.

Réponse à
de mau-
vais ob-
jections.

Qu'on ne m'oppose point ce raisonnement populaire, dont j'ai déjà fait voir plus d'une fois la frivolité, que les affaires de Commerce ont été si longtems entre les mains des Financiers, qu'elles ne sont pas négligées, & qu'il seroit inutile de faire la dépense d'un Collège séparé pour les conduire avec plus de succès. Oui, mais il y a une grande différence entre ne pas négliger une chose, & la bien diriger. Or il n'est que trop sensible que, dans la plupart des pays de l'Europe, le Commerce n'est pas poussé aussi loin qu'il pourroit l'être: Donc le Gouvernement ne se sert pas de tous les avantages de la Nation; donc il faut une autre régie. Je conviens qu'il est des pays, comme, par exemple, l'Angleterre, où le Commerce est bien conduit par les seules Loix de l'Etat sans qu'il y ait un Département particulier pour les diriger. Mais combien y a-t-il de pays dans le Monde qui offrent des dispositions aussi avantageuses au Négoce que l'Angleterre? Tout y est établi sur un pied admirable depuis plusieurs siècles, la situation locale, les richesses déjà

déjà acquises, les possessions étrangères, l'esprit de la Nation, les productions naturelles & artificielles, les Mers, tout en un mot concourt à faire aller le Commerce presque de soi-même. Et croit-on, au surplus, que le Parlement n'y apporte pas une attention continuelle? N'y a-t-il pas une Amirauté pour les affaires de la Navigation? Peut-on comparer d'autres pays avec celui-là? Quant à la dépense d'un Conseil de Commerce, elle est payée au centuple par l'avantage qu'il procure à l'Etat en général; & il ne faudroit jamais faire d'établissement, si l'on vouloit regretter ce qu'il coûte.

§. 4.

Ce Sénat, ou Conseil, doit nécessairement se trouver établi dans la Capitale, non seulement parce que le Souverain, le Chef, & le Département des Finances y font leur résidence ordinaire, mais aussi parce qu'il faut un centre commun auquel toutes les affaires des Provinces puissent se réunir. Pour ne pas trop multiplier les êtres, & pour régler les choses avec le plus d'économie qu'il est possible, on peut placer dans chaque Chambre Subdéléguée de Province deux ou trois Conseillers uniquement chargés du soin de veiller, de concert avec le Président, aux affaires de Commerce, & d'en rendre compte au Conseil général. La situation d'une Province, plus ou moins Commerçante, plus ou moins voisine de la Mer, ou des grands fleuves, doit régler le nombre des Conseillers de Commerce qu'il faut y nommer. Les rapports qu'ils font au Conseil général doivent être signés par le Président & par eux. Il est bon qu'ils soient faits, pour les affaires ordinaires & courantes, au-moins tous les mois, & qu'ils rendent un compte exact, clair, & fidèle, des progrès des Manufactures, du Commerce & de la Navigation, ou des obstacles qui se rencontrent dans chacun de ces objets. La plus scrupuleuse vérité doit régner dans ces rapports; & l'on doit punir les Auteurs, si pour flatter leurs Supérieurs, ou pour se faire un mérite chimérique, ils font des relations illusoires & avantageuses sur des établissemens qui ne réussissent point. Rien n'est si dangereux: car les relations fausses font prendre de fausses mesures, & tout manque par-là. C'est aussi la raison pour laquelle le Conseil général ne doit pas s'en rapporter uniquement aux relations des Chambres Provinciales, mais envoyer, au-moins tous les ans, une Députation de leurs membres dans chaque Province, pour examiner toutes choses sur les lieux, vérifier les rapports qui en ont été faits, & écouter les plaintes, ou les représentations, des Marchands, & autres personnes intéressées dans le Commerce.

*L'union du
Conseil de
Commer-
ce, et d'un
dans la
Capitale,
avec les
Chambres
des Pro-
vinces.*

§. 5.

Fonctions
du Conseil du
Commerce
ce détail
les dans
la suite.

Nous n'entrerons point ici dans le détail des affaires qui sont du ressort d'un Conseil de Commerce, ni des mesures que celui-ci doit prendre pour les bien conduire. Nous espérons que chaque Paragraphe de ce Chapitre & des deux suivans établira quelque Principe, fournira quelque Maxime, ou réfutera quelque erreur, ou quelque préjugé à cet égard. Le Lecteur qui veut s'instruire, qui lit avec attention, qui étudie véritablement les matières que nous allons traiter, pourra sans difficulté appliquer nos remarques aux fonctions du Conseil de Commerce & en faire son profit. Il y verra surtout quelle intelligence, quelle application, quelle droiture, quelle intégrité le Souverain est en droit d'exiger des personnes qui forment ce Conseil supérieur, & auxquels il confie l'objet important de faire fleurir le Commerce, & d'écarter tous les obstacles qui peuvent s'opposer à son agrandissement.

§. 6.

Définition
des Manu-
factures,
& com-
ment elles
sont dis-
tinguées
des Mé-
tiers.

Les Manufactures formant la première partie de l'Intendance du Conseil de Commerce (§. 1.), il est naturel que nous commençons par elles. L'Auteur d'un Livre très bon & très Philosophique (a), qui a paru depuis peu, comprend par le mot de Manufactures, *l'Art de donner des formes aux productions naturelles*; & en effet on ne sauroit en donner une définition plus juste, & plus succinte; Mais comme elle s'étend, dans son universalité, sur plusieurs Métiers qui dépendent de la Police, ou des Finances, telle que la Brasserie, la Boulangerie, & tous les Métiers établis, soit dans les Villes soit à la Campagne, il est nécessaire que nous entrons dans quelque détail sur les travaux industriels que nous comprenons ici sous le nom de Fabriques, ou de Manufactures, & que nous distinguons très essentiellement des Métiers ordinaires; Car dans un Ouvrage qui est plutôt de pratique que de spéculation, cette distinction devient très importante, parce que c'est sur elle que sont fondées les limites des opérations de la Police, des Finances, & du Conseil du Commerce, qui ne doivent point être confondues, si l'on veut éviter la confusion dans le Gouvernement, & laisser à chaque Employé l'exercice tranquille des fonctions de sa Charge.

§. 7.

Dénom-
brement
des princi-
pales Ma-
nufactu-
res.

Il est presque impossible de faire l'énumération de toutes les Manufactures qui sont déjà établies dans le Monde, ou que l'Industrie humaine pourroit inventer encore par la suite des tems. Comme le travail

(a) *Elémens du Commerce, à Amsterdam, chez François Changuion.*

vail industrieux s'exerce sur tout ce qui a été créé, & que les Naturalistes ont partagé les productions de la Nature en trois Règnes, sçavoir, le *Minéral*, le *Végétal*, & l'*Animal*, nous suivrons cette division dans l'exposé que nous allons faire des principales Fabriques qui sont établies en Europe, & dont l'utilité est reconnue. C'est ainsi que le *Règne Minéral*, qui comprend les Terres, les Métaux, les Pierres, & les Fossiles, produit les Manufactures

1. De Fayence façonnée en Vases de toute espèce.
2. De Potterie de Terre.
3. De Pipes à fumer.
4. De Porcelaine.
5. De Bouteilles.
6. De Verres, de toute espèce, dont la composition est presque entièrement de Sables, Terres & Minéraux.
7. De Cristaux Artificiels.
8. De Glaces de Miroirs.
9. D'Ouvrages émaillés sur Cuivre, Or &c.
10. Des Fourns à Chaux, objet considérable, surtout si cette Chaux est exportée & mise en Commerce;
11. De Stuc & de Plâtre, & des ouvrages qui se font de ces matieres;
12. De Cire à cacheter;
13. De différentes Couleurs, soit pour la Teinture, soit pour la Peinture, tirées de diverses espèces de Terres;
14. De Verd-de-gris, ou Verdet, qui est une espèce de rouille de Cuivre, soit qu'on mouille ce Cuivre avec des Sels corrosifs, soit avec du marc de Raisin, soit avec d'autres acides.
15. Des Forges de Cuivre de Rosette, où ce Métal est fondu & purifié la seconde fois, la première fonte appartenant aux Mines;
16. Des Forges de Laiton, ou Cuivre jaune, qui est mélangé avec la Calamine.
17. De Fer blanc & noir en feuilles.
18. Des Fonderies de Canons, &c.
19. D'Armes à feu, comme Fusils, Pistolets, &c.
20. De Lames d'Epée, & autres Armes offensives;
21. De toutes sortes de Coutellerie;
22. D'Aiguilles, &c.
23. D'Epingles, qui deviennent très importantes par l'immense quantité qui s'en débite;
24. L'Orfèvrerie, ou la Fabrique de toute sorte de Vaisselle d'Or & d'Argent, qui est considérable à Paris, Augsbourg, &c.
25. De Galons d'Or & d'Argent, & d'autres dorures;
26. La Broderie en Or ou en Argent;
27. Des Bijoux & Ouvrages gravés, ciselés, ou tournés en Or & en Argent, comme Tabatieres, Etuis, &c.

I. Du Règne Minéral.

28. La Joaillerie;
29. L'Horlogerie;
30. La Potterie d'Etain, si considérable en Angleterre, & dans quelques endroits de l'Allemagne;
31. La fonte des Balles à fusil, Dragée, & autres ouvrages de plomb;
32. De diverses Couleurs à l'usage des Peintres & des Teinturiers, qui se tirent des Métaux.
33. De Souffre, de Vitriol, de Sel Ammoniac, & de plusieurs autres Drogues qui sortent des Mines, & qui sont purifiées & préparées à divers usages.
34. Du Salpêtre.
35. De la Poudre à canon, & d'une infinité d'autres petites & grandes Manufactures, dont la première matière appartient au Règne Minéral. On peut rapporter également ici sous le titre de Fabrique,
36. L'Imprimerie, avec la fonte des Matrices, Lettres, Caractères &c.

§. 8.

II. Du Règne Végétal.

Le Règne Végétal, qui comprend les Fleurs, les Plantes, les Grains, les Arbres &c. fournit à l'industrie des hommes les matières pour les Manufactures suivantes :

1. Les Toiles fines, médiocres, & grossières, de Lin & de Chanvre, dont l'usage est si universel, si indispensable, & dont les espèces varient si fort, que cette Fabrique seule occupe la main de plusieurs Peuples, & les enrichit.
2. Le Fil de Lin & de Chanvre, soit pour coudre, soit pour Dentelles, &c.
3. Les Dentelles, & Points à l'aiguille;
4. Le Ruban de Fil;
5. Les Corderies;
6. Les Broderies en blanc, soit pour Manchettes d'hommes & de femmes, Mouchoirs, Coiffures, Vestes, Juppes, & autres habillemens, Toilles de Marseille, &c.
7. Les Toilles de Cotton;
8. L'Imprimerie des Toiles de Cotton, Indiennes, &c.
9. La Mouffeline, dont il y a vingt sortes différentes;
10. De Batisse, Cambrai, &c.
11. De Toile d'Ortie, dont l'usage n'est pas encore aussi connu qu'il devoit l'être,
12. De Basins de différentes espèces;
13. De Canevas, Futaines, Coutis, &c.
14. De toutes sortes d'étoffes de Cotton, de Fil, & de Soie, mêlées,
15. De

15. De plusieurs étoffes faites d'écorce d'Arbres, comme Gingsans, &c.

16. De plusieurs étoffes faites d'une Bourre, ou Filasse, qui croit au Printems sur les Saules, comme le Cotton, & dont on peut faire presqu'le même usage. Cette Bourre est aussi propre à la Manufacture des Chapeaux, mais elle ne prend pas bien la Teinture. L'usage en devroit être plus commun dans nos contrées.

17. Les Bas & Bonnets, de Fil, ou de Cotton.

18. Les Papeteries, les Peilles, ou drapeaux, dont on fait le Papier & le Carton, n'étant que des lambeaux de Toile usée.

19. Les Cartes à jouer, & les Cartons à l'usage de la presse des Draps & autres étoffes de Laine.

20. Les Nattes de Jone, ou Roseau, ou d'écorce d'Arbres.

21. Les Cordes d'écorce d'Arbres.

22. Les Rafineries de Sucre, qui est la moëlle, ou le suc de Cannes, ou Roseaux, dont les Plantations sont établies dans les Indes Orientales & Occidentales, mais qui est purifié & affiné en Europe; objet très important.

23. Les Huiles de Graines, de Lin, de Raves, de Faines de Hêtres, & d'autres Végétaux.

24. Potasse, ou Veddasse, qui est la Cendre gravelée du Hêtre.

25. Le Gaudron, & la Poix, qui sont le suc, ou la Gomme, du Sapin & du Pin.

26. Tous les ouvrages en Bois, qui peuvent être envisagés comme une Manufacture.

27. L'Apprêt des Drogues de Teinture qui sortent du Règne Végétal, comme de la Garance, qui est une plante, du Bois de Brezil, &c.

28. L'Apprêt du Tabac, soit à fumer, soit en poudre; Fabrique qui est de la plus grande importance.

29. L'Amidon, ou la pâte de Froment fermenté.

30. La Poudre ordinaire pour les Cheveux.

31. L'Apprêt du Safran, & autres Plantes, dont la consommation est considérable, & qui deviennent des objets de Commerce.

32. Les Bouchons de Bois de Liège.

§. 9.

Le Règne Animal enfin, sous lequel est compris tout ce qui respire sur la Terre, dans l'Air, & dans les Eaux, de même que les Reptiles & les Insectes, fournit la matière aux Fabriques & Manufactures suivantes: III. Du Règne Animal.

1. Les Draps de toute qualité, & de tout prix; la plus considérable de toutes les Manufactures.

Tome I.

Hh

2 Les

2. Les Ratines, Serges, Flanelles, & mille autres étoffes de pure Laine.

3. Les Couvertures de Laine pour Lits, Chevaux, & Mulets.

4. Les Bonnets, Bas, Camifoles, & autres ouvrages de Bonnèterie de Laine, tant au Métier qu'au Tricot.

5. La Pelletterie, ou l'Apprêt de toutes sortes de Toisons & de Peaux de différens Animaux servant pour fourures.

6. La Tannerie, ou la façon que les Corroyeurs donnent à toutes sortes de Cuirs, Maroquins, Buffles, Chamois, &c.

7. L'Apprêt des Semelles de Souliers; objet important, surtout dans un Etat qui entretient une grande Armée.

8. La Filerie & la Teinture des Laines servant à la Broderie, & autres ouvrages de cette espèce.

9. Les Chapeaux de Castor, Demi-Castors, & de Laine.

10. Les Tapiſſeries de Haute & Basse-Lisse, de Bergame, de la Savonnerie, de Tentures de Laine, &c.

11. L'Apprêt du Parchemin, Vêlin, &c.

12. Toutes sortes d'ouvrages qui se font d'Ivoire, d'écaille, de Tortue, de Cornes, de Dents, d'Os, d'Ongles, ou de piés de différens Animaux, & qui deviennent matière de Commerce.

13. Les Gands & les Bas de Peaux.

14. La préparation du Crin de Cheval, poil de Vaches, soies de Cochons &c. pour Bourre, Brosses, & divers autres usages.

15. L'Apprêt des Boyaux pour les cordes des Violons, & autres instrumens.

16. La préparation des Plumes pour mettre sur les Chapeaux, les Lits, & les Dais, &c.

17. Celle des Plumes à écrire.

18. Celle de la Colle de Poisson, qui est faite de la Vessie, & des parties mucilagineuses, d'un gros Poisson que les Moscovites & les habitans du Danube nomment Hausen.

19. La fonte de l'Huile de Baleine.

20. L'Apprêt des Fanons de Baleines, pour les Paniers des Dames, Corps, Corfets, Parafols, &c.

21. Les Camelots fins de Bruxelles, de Leyde, &c.

22. Toutes sortes de poil de Chevres, ou de Chameaux.

23. Les Baracans, Tripes, & Peluches de poil de Chevre.

24. Les Tapis de pied.

25. Les Draps & Tissus d'Or mêlés de Soie.

26. Les Soies.

27. Les riches & belles étoffes de Soie, brochées de Fleurs, telles qu'il s'en fabrique à Lion, en Angleterre, en Hollande & à Berlin; Manufacture très importante.

28. Les Taffetas, Serges de Soie, Damas, Satins, & autres étoffes de Soie.

29. Les

29. Les Velours, Tripes de Velours, Peluches, &c.
30. Les Bas, Gands, & Bonnets de Soie.
31. Les Rubans riches, les Rubans de Soie, & ceux de Laine.
32. Les Galons de Livrée, Cordons, Nœuds, &c.
33. Les Blancheries de Cire, & la Fabrique des Bougies, Flambeaux, &c.
34. Les Perles artificielles dont le fond est de Cire.
35. Les Savons noirs & blancs, tant liquides que secs.

§. 10.

CETTE spécification des Manufactures est, comme nous venons de le dire, fort incomplète, & elle le deviendra plus encore à mesure que l'industrie des hommes ajoutera de nouvelles Fabriques à celles qui sont déjà établies, ou que plusieurs Arts utiles se perfectionneront. Cependant il ne faut pas croire que toutes celles que nous venons d'indiquer soient praticables dans un seul & même pays. C'est une erreur où tombent beaucoup de Financiers, & dont il est très important de se débarrasser. Car quelque favorisé que soit un Climat par la Nature, il est constant néanmoins que toute Terre ne produit pas tout. Or il y a des Manufactures dont les *Matieres premières* sont si chargées de parties brutes que la Fabrique en détache, d'un transport si dispendieux, & qui croissent dans des contrées si éloignées, que nous ne saurions jamais conduire cette Manufacture avec avantage, surtout si notre pays n'est pas situé dans le voisinage de la Mer, ou des Fleuves navigables. Il seroit ridicule, par exemple, si l'on vouloit établir en Autriche, en Bohême, ou en Suisse, des Rafineries de Sucre, de faire arriver par charroi des Moscouades, ou Sucres bruts, & payer chèrement le port des graisses & des impuretés qui s'y trouvent, pour les raffiner & faire ce qu'on peut opérer au bord de la Mer à beaucoup moins de frais; d'autant plus que, dans l'exemple que je donne ici, le profit que fait la Fabrique, en raffinant le Sucre, n'est pas assez considérable pour acquitter les frais du transport de ces impuretés, & qu'une Raffinerie de Sucre, au point que sont les choses aujourd'hui en Europe, ne sauroit se soutenir que par la répétition des consommations, à moins qu'un Souverain ne lui accorde des Privilèges extraordinaires, toujours désavantageux à ses Peuples & à leur Commerce.

Un seul pays n'est pas susceptible de toutes les Manufactures.

Situation Naturelle.

§. 11.

SECONDEMENT, le génie de toutes les Nations n'est pas également propre à toutes sortes de Fabriques. D'où vient que les Manufactures d'Etoffes de Soie à Flurs, établies depuis plus d'un siècle à Amsterdam, à Harlem, ne peuvent atteindre à la perfection de celles de Lion? Elles sont entreprises par de riches particuliers, les Soyes y sont

Génie du Peuple.

H h 2

ap-

apportées de Piémont, de Smirne, & d'autres endroits, par Mer, & de la première main : la sobriété des Hollandois rend la main de l'Ouvrier à bon marché; le débit & le transport des étoffes y est plus favorable encore qu'en France. D'un autre côté, il y a vingt Fabriques qui dépendent de l'assiduité, & d'un Mécanisme plus simple, où les Hollandois réussissent à merveille.

Fabrique
qui ne
réussit
point est
nuisible.

En troisième lieu, il faut bien se mettre dans l'esprit (& c'est ici une remarque fort importante) que *toutes les Manufactures ne sont pas avantageuses à l'Etat*, mais qu'au contraire une Fabrique dont on veut forcer l'établissement en dépit de la Nature & de la Raison, & qui ne réussit point malgré les prérogatives que le Souverain lui accorde, devient très pernicieuse. C'est une véritable charge, un impôt sourd qu'on met sur les Peuples, qui sont obligés de prendre à haut prix une Marchandise de mauvaise qualité. On pourroit donner ici pour règle que, si une Fabrique ne réussit pas au point que ses productions soient exportées à l'étranger, & qu'on se voye obligé de forcer les naturels du pays à en faire seuls la consommation, des-lors elle est plus nuisible qu'utile; bien entendu que ce ne soit pas sur les essais & sur les premiers commencemens, qui sont toujours imparfaits, qu'on juge, mais sur une expérience de quelques années.

Echange
réciproque
interrom-
pu & Com-
merce at-
foibli.

Quatrième, il n'est pas de la Politique du Commerce d'ôter aux Nations étrangères, par l'établissement de toutes les Manufactures possibles, tous les moyens de faire avec nous le moindre échange de Marchandises; & il ne faut pas croire qu'il y ait aujourd'hui en Europe un Peuple assez dupe, qui vienne se pourvoir chez nous de tous ses besoins, si nous lui ravissons tous les moyens de débiter à nos Sujets quelque partie de son superflu. Que devient alors le Commerce, objet bien plus important encore que les Manufactures? Cette considération, & la précédente doivent porter surtout sur les Fabriques qui n'occupent pas beaucoup d'Ouvriers. Pour nous rendre plus intelligibles, continuons ici l'exemple que nous venons de donner de la Raffinerie de Sucre qu'on s'aviserait d'établir en Bohême, ou en Autriche. 1^o Il est de fait que quatre grandes Raffineries fournissent tous les Etats Héréditaires en Allemagne de la quantité suffisante de Sucre; & chacune occupe tout au plus 80. personnes. Voilà donc 320. Sujets qui vivent de cette Fabrique, & quatre Entrepreneurs qui s'enrichissent aux dépens du Public. Mais ces 320. Sujets étoient employés auparavant à d'autres travaux, & le surplus du salaire journalier qu'ils gagnent n'est qu'une bagatelle. Pour enrichir donc les 4. Entrepreneurs Monopolistes, tout le Public est obligé de payer le Sucre 4, 8, 10. pour cent plus cher qu'auparavant; & si la somme du total de la consommation monte à un million, voilà quarante & peut-être cent mille écus de perdus pour l'Etat. Mais c'est encore là la plus petite part; car 2^o. Les Marchands Hollandois, ou Hambourgeois, qui débitoient autrefois leur Sucre en Bohême, en Autriche, & qui tiroient en échange des

Ma-

Manufactures & des denrées de ces pays, ne seront pas assez infensés de continuer à les prendre, de les acheter à deniers comptans; & ils s'en pourvoient ailleurs lorsqu'il n'y aura plus de balance d'échange générale de Commerce à espérer. C'est le vrai moyen de faire périr toutes les autres Fabriques. Et 30. les Marchands, les Epiciers &c. des Peuples voisins, qui étoient ci-devant accoutumés à prendre leur Sucre en Bohême, où en Autriche, trouvant cette denrée renchérie, & ne pouvant être contraints de s'en pourvoir comme les Sujets, vont s'approvisionner ailleurs, même dans des Villes lointaines. De-là naît l'interruption du débit, la décadence du Commerce, des Foires, &c. Car ce Marchand, cet Epicier étranger, qui a besoin de mille autres petites Marchandises, les prend là où il achète son Sucre. Or demandez à tout Financier qui raisonne, si l'avantage d'enrichir quatre Entrepreneurs, & d'occuper 320. personnes peut-être mis en parallèle avec des pertes si énormes? Mais il n'en est pas de même d'une Fabrique qui occupe des milliers d'hommes, suent tout un Peuple, & dont la première matière croît dans le pays, comme les Manufactures de Laine, de Toiles, &c.

§. 12.

A tant de raisons nous en pouvons ajouter encore une, & qui est peut-être la plus importante de toutes. Quelque peuple que soit un Etat, le nombre de ses habitans est néanmoins toujours borné à tel point, qu'il ne sauroit suffire à fournir la Nation entière de toutes les espèces de Manufactures dont elle a besoin, & d'en fabriquer en-sus pour une exportation considérable, d'autant plus que la quantité requise pour le besoin intérieur augmente toujours en raison de la quantité des habitans. Il résulte de là que, si nous voulons employer la main de nos Ouvriers à toutes les Fabriques possibles pour nos propres besoins, Il n'y en aura pas assez pour conduire avec assez de vigueur les Manufactures qui fournissent à l'étranger, que par conséquent notre Commerce deviendra un être de raison, que nous nous concentrerons trop en nous memes, que la Balance du Commerce général ne sera plus à notre avantage, que les canaux qui portent les richesses des autres pays dans le notre seront bouchés, que notre Etat croupera, s'appauvrira, qu'avec de pareils Principes nous serions bien d'environner notre pays d'un Mur Chinois, pour couper toute communication avec nos voisins. Encore un exemple pour éclaircir cette vérité. Supposons qu'il y ait dans l'Etat vingt mille Ouvriers occupés à la Fabrique de Draps & qui réussissent au point que ces Draps soient débités avec profit aux Nations étrangères; que le Financier, peu habile, établis une Manufacture d'étoffes de Soie qui ne réussissant que médiocrement détourne cinq mille de ces Ouvriers de la Fabrique des Draps, & diminue le profit que le gros de la Nation en retiroit, on affoiblit alors une

Manufacture solide, lucrative, pour encourager une Manufacture d'ostentation, & qui dans le fonds est onéreuse aux Sujets. Ne vaudroit-il pas mieux acheter les étoffes de Soie là où elles sont fabriquées avec le plus grand avantage, laisser les cinq mille Ouvriers à la Manufacture de Draps qui réussit, vendre ces Draps aux étrangers, & entretenir par ce moyen encore deux branches de Commerce importantes, avec leur profit de voiturage ou transport ? C'est ainsi qu'on voit souvent un Financier s'applaudir mal-à propos de l'établissement d'une Manufacture ; il se rengorge, il croit avoir fait un Chef-d'œuvre. Il devroit rougir, il a commis une imprudence. Qu'on ne m'objecte point que l'établissement de chaque Manufacture attire aussi les Ouvriers pour y travailler. C'est une erreur que l'expérience dément. On n'attire ordinairement par là qu'un ramas de bouffileurs & de gatemétier, qui, n'ayant pu subsister dans un pays où leur métier fleurit, viennent abuser chez nous des encouragemens & des bienfaits que le Souverain accorde, & disparaissent au bout de quelque tems après avoir trompé le Public & le Monarque.

§. 13.

Choix à
faire dans
l'établisse-
ment des
Manufac-
tures.

DE tout ce que nous venons de dire il s'en suit qu'il y a un choix à faire dans l'établissement des Fabriques. Jamais ce choix n'a été fait plus judicieusement que par feu Mr. Colbert, le plus grand Financier dont l'Histoire fasse mention, & que nous aurons souvent occasion de citer dans ce Chapitre, & dans les deux suivans, pour appuyer les Principes que nous allons établir au sujet des Manufactures, du Commerce & de la Navigation, de l'autorité respectable d'un Ministre aussi éclairé ; d'autant plus que l'expérience la plus heureuse, la félicité de la France, confirme encore tous les jours la solidité de ses Maximes (a). Mais quoique nous croyons avoir prouvé qu'un seul & même pays ne sauroit conduire avec avantage toutes les Fabriques possibles, & que la prudence demande qu'on fasse un choix entre celles qui sont le plus profitables à chaque Etat, il est essentiel cependant de remarquer que plus on peut avoir de ces Fabriques sans forcer la Nature, plus on peut occuper sans effort de mains d'hommes à des travaux industriels ; & plus la Nation doit naturellement s'enrichir, & l'Etat prospérer. Or pour parvenir à ce but, la Politique veut que le Gouvernement adopte & suive avec constance les Maximes suivantes.

(a) Il faut puiser ces Maximes dans les Ordonnances & les réglemens mêmes qui sont émanés en France sous le Ministère de Mr. Colbert, & non pas dans un Livre qui porte le titre de son Testament Politique, Ouvrage supposé, rempli de déclamations & d'injures contre Mr. de Louvois, & de réflexions fort plates sur les affaires.

§. 14. Nous

§. 14.

Nous avons consacré tout le Chapitre IV. de cet Ouvrage à faire voir combien il est important de polir la Nation qu'on gouverne. Remarquons ici qu'il en résulte surtout un avantage infini pour les progrès des Manufactures. Un Peuple barbare, mal-adept, destitué de goût & de politesse, ne sauroit jamais réussir à des travaux industriels qui demandent du génie. Parmi les différentes règles qu'on a données pour atteindre ce but, nous avons proposé au §. 17. l'établissement d'une Académie de Peinture, de Sculpture &c. précaution que nous ne saurions nous dispenser de recommander encore en cet endroit. Le dessin est l'ame de la plupart des Fabriques. Les François ne surpassent les autres Nations dans le goût qu'ils font régner dans tous leurs ouvrages, que parce qu'ils ont d'excellens Dessinateurs; & la Saxe reconnoît l'avantage qu'il y a d'avoir de bons Peintres dans la perfection de sa Porcelaine, la plus belle de l'Univers. Mais ce n'est pas le tout de fonder une Académie de Peinture, il faut encourager les Artistes par des Prix donnés à propos à ceux qui excellent, & par des distinctions accordées aux talens supérieurs. Les Manufactures d'étoffes de Soie à fleurs, de Tapisseries &c. doivent avoir, par exemple, des Dessinateurs particuliers. Les personnes de la première qualité devroient rabattre un peu de leur hauteur farouche, & ne pas fermer l'accès de leurs Palais à ces Dessinateurs habiles, qui des-lors seroient à même de présenter leurs Dessins aux Dames du grand monde, de consulter leur goût, de profiter de leur critique, & de concourir par là à la perfection des Manufactures. Nous voyons, en France, régner un usage approchant de celui que nous désirons ici, & qui contribue infiniment aux succès éclatans des Fabriques de Lion.

Moyens
de les faire
réussir.

Académie
de Peinture.

§. 15.

AVANT toutes choses, le Conseil supérieur de Commerce doit, de concert avec le Département des Finances & celui de la Police, travailler à procurer aux Fabriques le secours d'excellens Ouvriers pour les outils & instrumens que chaque Manufacture emploie. Tous les efforts sont vains, si le Fabriquant n'a en main les outils les plus parfaits qu'il est possible d'avoir en chaque genre. Or, comme la perfection d'un ouvrage quelconque dépend de la perfection des instrumens, on voit combien il est important de procurer aux Artisans les moyens d'avoir le meilleur fer, le meilleur acier, le laiton, bois, ébène, & autres matériaux pareils, ainsi que les ouvriers les plus habiles, les plus adroits, les plus ingénieux, pour les mettre en œuvre. On voit encore combien il seroit ridicule, par exemple, de défendre l'entrée des Limes d'Angleterre, dont la perfection ne sauroit être imitée nulle part, ou.

Ouvriers
pour les
outils &
instru-
mens.

ou du fer de Suede, ou des Cardons de France pour la carde &c sous le prétexte frivole que ces objets sont sortis l'argent hors de l'Etat, & qu'on peut travailler avec des outils moins parfaits. Toute Manufacture qui commence par lésiner sur ses Instrumens, sur ses Métiers, sur ses Ateliers, est une Manufacture perdue, qui ne fera que croupir pendant quelque tems, & finira par une décadence totale.

§. 16.

Préférence accordée aux Fabriques de Laine sur toutes les autres.

De's qu'on a pris des solides mesures sur ces articles, qui ne sont à la vérité que préparatoires, mais qui, vu leur utilité essentielle, & la diversité des Manufactures, exigent beaucoup de soins, on doit penser à l'établissement des Fabriques mêmes. Dans le choix qu'on en fait il faut donner toute la préférence, toute la faveur possible, à celles qui employent les Laines du cru de notre pays pour leur première matière. Pour justifier cette Maxime, considérons simplement à quel point la nourriture des Brebis est utile à l'Agriculture, & combien d'hommes sont occupés aux Manufactures de Laine. Tous ceux qui ont traité de l'Economie rustique conviennent que de tous les Fumiers celui des Bêtes à Laine est le plus propre à fertiliser les Terres, étant plus gras, & ayant plus de Sel qu'aucun autre (a). Quand il n'y auroit que cette raison, pourroit-on faire trop d'efforts pour encourager les propriétaires des biens de Campagne à entretenir une nombreuse Bergerie, en leur procurant un débit aisé & profitable de leurs Laines? C'est une considération bien digne de remarque que toutes les autres Manufactures nuisent à la culture des grains, parce que leurs matières premières croissent sur les Champs, ou occupent un terrain que les Bleds pourroient occuper, qu'ils exigent de l'engrais, & de la main-d'œuvre, qui pourroient être employés pour cette même culture des grains, le premier objet des Finances & du Commerce. Les Fabriques de Laine, au contraire, favorisent infiniment l'Agriculture, parce que la Laine croit sur la Brebis qui étant emparquée fertilise le terroir, ou se trouvant dans l'étable rend au Laboureur le meilleur engrais du monde pour ses Champs. Le tems d'ailleurs que le Cultivateur & sa famille emploient pour le filage de ses Laines n'est pas perdu pour l'Agriculture, cet ouvrage se faisant principalement en Hyver, à la lampe, ou dans un tems où les frimats & l'obscurité suspendent les travaux des Champs. La nourriture des Brebis fait donc vivre le Gentilhomme, & les autres propriétaires des biens de Campagne, le Laboureur, le Berger, le Marchand de Laine, le Boucher, le Tanneur, le Corroyeur, le Laveur, le Batteur, le Peigneur & le Cardeur de Laine, le Teinturier, le Fileur, le Tisseran, le Foulon, l'Enoueur, le Laineur, le Tondeur, le Rameur,

(a) Voyez la Nouvelle Maison rustique par Louis Liger d'Auxerre, première partie page 214.

Rameur, le Catifeur, le Preffeur, & une foule d'autres Ouvriers qui concourent, directement ou indirectement, à la Fabrique des Draps, Etoffes, Bonnets, & autres Marchandises de Laine. Et quand il n'y auroit que le Filage seul qui occupe si utilement tous les payfans, Hommes, Enfans, Domestiques, auquel tout le Peuple participe, pour ainsi dire, ne doit-on pas convenir que la préférence doit être toute entière pour les Manufactures de Laine sur les autres dont les matieres premières exigent une culture particuliere, ou nous sont fournies à moitié préparées par les étrangers? Un Drap ordinaire d'un écu l'aune a rapporté un bien plus grand profit à l'Etat, qu'un Drap d'Or de vingt écus, lors même que l'un & l'autre ont été Manufacturés chez nous.

§. 17.

APRES qu'on aura donc soigneusement examiné la nature & la qualité de la Laine que notre pays produit, il faut établir incontinent toutes les Fabriques possibles auxquelles elle est propre, ou encourager celles qui subsistent déjà. Il n'y a point de tems à perdre; de pareils établissemens veulent être forcés tout d'un coup, coute qui coute. Cette indolence Stoïque, qui marche à pas comptés, qui veut opérer les grandes choses petit à petit, est plus pernicieuse à l'Etat, que la négligence même, parce qu'elle occasionne des dépenses fourdes, & ne produit jamais rien. Mais lorsqu'une fois les Fabriques de nos propres Laines sont en train, qu'on les voit prospérer, on fait très sagement d'y joindre l'établissement des Manufactures qui employent la Laine d'Espagne, comme des Draps fins, Rattines &c. Ces Manufactures ont une grande affinité les unes avec les autres, elles se prêtent la main, l'Ouvrier qui travaille aux Draps grossiers acquiert facilement l'habileté qu'il faut pour la perfection des Draps fins; & l'on fournit ainsi aux Citoyens de chaque état les moyens de s'habiller, selon leurs facultés, des Fabriques du pays; ce qui est d'un avantage infini pour l'Etat, comme nous l'avons vu en traitant des Finances en général, & particulièrement au §. 33. du Chapitre XII.

Fabriques
des Laines
du pays &
des Laines
étrangères.

§. 18.

LES Manufactures de Soye sont également d'un grand avantage pour un pays 10. si l'a des Ouvriers de reste qui ne sont pas occupés à celles de Laine, 20. si la Fabrique est bien conduite, & qu'elle réussisse &c. 30. si l'est possible de faire, dans le pays même, assez de Soye pour approvisionner ces Manufactures de la totalité, ou du-moins de la plus grande partie, de leur consommation. L'envie de cultiver le Meurier, & d'élever le Ver à Soye, est venue, avec plusieurs maladies épidémiques, se répandre d'Orient en Occident. L'Italie & la France y ont réussi, & l'expérience fera connoître dans peu si les Climats Septen-

Des Ma-
nufactures
de Soye.

trionnaux y seront aussi favorables (4). Mais par ce qui vient d'être dit dans les Paragraphes précédens on peut juger aisément que, si la récolte des Soyes devenoit générale & abondante, que leur prix baissât si considérablement que les Fabriques de Soye fissent un tort marqué, ou ruinaissent même celles de Laine, on ne pourroit trop se hâter, en pareil cas, d'arracher tous les Meuriers & d'en défendre la culture: Car il n'y a nulle comparaison à faire entre l'importance d'une Fabrique qui aide si essentiellement aux progrès de l'Agriculture, qui occupe tout un Peuple, & celle d'une Manufacture qui nuit en quelque façon à l'Agriculture, qui ne donne de l'ouvrage qu'à un certain nombre de Sujets, quelque grand que fût d'ailleurs le profit de cette dernière Manufacture. Cependant, comme cet inconvénient n'est pas si tôt à craindre, que l'usage des étoffes de Soye devient tous les jours plus commun en Europe, & que la bonne Politique demande qu'on en fasse venir de l'étranger le moins qu'on peut, il est raisonnable d'encourager aussi l'établissement des Manufactures de Soye, en commençant par celles des étoffes les plus petites & les plus simples, & conduisant les Ouvriers par degrés aux plus riches & aux plus difficiles. Outre cela, il ne faut jamais perdre de vue les conditions que nous venons d'exiger, ni négliger les Maximes que nous allons prescrire dans la suite de ce Chapitre pour le succès de pareilles entreprises.

§. 19.

Fabriques
de Toile
de Lin &
de Chan-
vre.

IL est des pays dont le terroir est si propre à la culture du Lin & du Chanvre, la situation si commode, le génie des habitans naturellement si porté pour les Fabriques de Toiles, qu'elles y naissent presque d'elles même, & y prospèrent sans effort. C'est là la vraye Pierre de Touche des Manufactures profitables. La Silésie, la Lusace, la Westphalie, l'Irlande, quelques Provinces des Pais-Bas &c. jouissent de cet avantage. Si l'on découvre ces propriétés dans le pays & dans la Nation qu'on gouverne, il faut nécessairement les encourager, les exciter par toutes sortes de moyens, & se persuader qu'après les Fabriques de Laine, il n'y en a aucune qui soit aussi profitable à l'Etat, qui emploie autant de mains, & qui fasse plus pancher la balance du Commerce général à notre avantage, que celles de Toiles, de Fil, de Dentelles &c.

§. 20.

Fabriques
de Coton.

J'en ai garde d'en dire autant des Manufactures dont la première matière est de Coton. Cette matière est, si j'ose m'exprimer ainsi, le plus dangereux

(*) Voyez les remarques que nous avons faites au Chap. XI. §. 40. & 41.

gereux poison, pour les Corps Politiques de l'Europe, qui puisse nous être fourni par l'Asie. Que nous allions chercher le Thé, le Caffé, les Epicerics, le Beaume & les Drogues Médicinales sous la Zone Torride, où le Soleil les fait seuls meurir, que nous les y achetions même argent comptant, l'inconvénient n'est pas bien grand; car s'il n'y avoit aucun débouché pour faire sortir de l'Europe une partie de l'Argent qui sort de ses Mines, ou qui y est apporté d'Amérique, que seroit-on à la fin de ce Métal qui ou tomberoit dans un avilissement total de prix & d'estime, ou par son abondance seroit tellement hausser les prix des choses & de la main-d'œuvre, qu'un homme qui en posséderoit cent mille Marses seroit réellement pauvre. La mesure commune seroit simplement aggrandie & plus incommode. D'ailleurs, tout l'Argent du Chili & du Potosi ne scauroit flater notre palais autant qu'un grain de Poivre, ou de Cannelle, ni guérir notre Corps blessé, ou malade, comme le fait une once de Beaume, ou d'autre Drogue. Par conséquent ce seroit priver l'Europe d'un bien réel, pour lui conserver une plus grande portion d'un bien chimérique, si on vouloit abandonner ce Commerce de l'Asie (a). Mais tandis que nous avons des Laines, des Soyes, du Lin & du Chanvre, que nous allions couper la gorge aux Manufactures de ces excellens matériaux, pour prendre à Bengale une aussi chétive matière que le Cotton, ou que nous y fassions emplette d'une quantité énorme de Mouselines, Indiennes, Perfes, Toiles des Indes, pour les vendre toutes Manufacturées à nos Sujets, ou pour les façonner par la simple Imprimerie, c'est ce me semble, une faute capitale de la Politique Européenne. Il en est de même des étoffes de Soye, & des Porcelaines, que nous tirons de la Chine & du Japon, pour satisfaire uniquement un Luxe frivole & capricieux, vu qu'il n'y a aucun de ces articles qui ne soit fabriqué dans un bien plus grande perfection en Europe. Or comme toutes les Manufactures de Bazins, de Canevas, de Coutis, & d'autres étoffes dont le fond est de Cotton, sont un tort immense à la culture de notre Lin, Chanvre, Soye, Laine &c. & nuisent aux Fabriques importantes de ces premières, il est aisé de conclure qu'on ne doit avoir de ces premières que le moins qu'on peut, & qu'on pourroit même les défendre tout à fait. C'est aussi la raison pour laquelle les Nations les plus attentives à ces objets, les François & les Anglois, ont pros crit l'usage des Toiles de Cotton Imprimées, des Indiennes, Perfes &c. & quoi qu'il y ait en Angleterre même des Imprimeries fameuses d'Indiennes, qui réussissent à merveille, leur débit est uniquement limité pour l'étranger, les naturels du pays n'osant en faire le moindre usage. Cette Maxime devroit être adoptée partout.

(a) On verra dans le Chapitre suivant encore plusieurs autres avantages que le Commerce des Indes Orientales & de la Chine procure au Commerce général de l'Europe, à la Navigation, à la construction & à l'approvisionnement des Vaisseaux &c.

§. 21.

Fabrique
de Tabac.

PARMI le grand nombre d'autres Fabriques, celle du Tabac est sans contredit une des plus importantes par la consommation excessive qui s'en fait généralement en Europe, soit en poudre, soit pour fumer. Il semble que cette plante fasse la consolation des Princes aussi bien que du Soldat, de l'Ouvrier, du Paysan, & du moindre des hommes. Si l'on trouve moyen de la cultiver dans le pays, c'est un grand avantage, quand même la feuille n'en seroit pas aussi excellente que celles de la Virginie, de la Havane, du Bresil, & des autres contrées de l'Amérique. C'est toujours une denrée de plus, & le Peuple charmé par l'appas du bon-marché en consume des quantités si prodigieuses, que le grand débit rend cette Manufacture considérable, malgré l'avisilement du prix. L'article du Tabac de Virginie, que la France tire d'Angleterre, balance la valeur des Vins, Huiles, & autres denrées que l'Angleterre, ne sçauroit se passer de tirer de France. La culture & l'apprêt du Tabac, qui se fait en Alsace, dans le Palatinat, dans la Comté de Hanau, & ailleurs, devient, pour ces Provinces, une nouvelle source de richesses. Nous ne parlons pas des Fabriques de Tabac d'Espagne, de celles d'Angleterre, de Hollande, d'Hambourg, Brème &c. Il est constant qu'elles sont d'un grand rapport. Si le pays même produit du Tabac, ou que nos propres Colonies en fournissent, l'avantage en est naturellement plus grand: Mais quand même une Manufacture est obligée de se pourvoir, chez les Nations qui ont des possessions en Amérique, de feuilles de Tabac, & qu'elle ne leur donne que les différens apprêts, soit pour fumer, soit pour les réduire en poudre, il lui en résultera toujours un profit considérable. En un mot, la Manufacture & le Commerce du Tabac sont, malgré la grande concurrence, encore des objets très lucratifs.

§. 22.

Autres
Manufactures

TOUTES les autres Manufactures qui naissent des productions des trois Règnes de la Nature, & dont nous avons fait l'énumération au §. 7. 8. & 9. ont sans doute leur avantage, & concourent à porter les richesses dans un pays, pourvu qu'on fasse, ainsi qu'on vient de le dire, un choix judicieux dans leurs établissemens, qu'on consulte la situation & la nature du pays pour lequel on travaille, sa proximité ou son éloignement de la Mer, & des grandes rivières, les moyens qu'on a de se procurer les matieres premières, ou le débit des ouvrages fabriqués &c. Il y a la dessus vingt considérations à faire, que l'on ne sçauroit ni prévoir ni prescrire, mais que le bon-sens doit discuter en chaque occurrence. S'agit-il, par exemple, d'établir une Manufacture de Glaces de Miroirs, ou une Verrerie &c. on ne doit jamais l'entreprendre si l'on n'est à même de la placer dans une vaste Forêt, ou du-moins fort à portée de lui procurer les matériaux combustibles à vil prix: Car la

Glaces &
Verreries

Fabrique de tout ce qui s'appelle Verre a ceci de particulier qu'elle n'emploie que peu ou point de matieres premieres, mais en revanche qu'elle consume, par ses feux continuels, une grande quantité de Bois, ou de Charbon, dont le bon-marché ou la cherté décide du succès de cette Manufacture. Il y a même des Fabriques dont l'établissement peut devenir tout à fait préjudiciable à l'Etat en général, comme l'imprimerie des Cottons & Indiennes, s'il n'y a point de débit étranger à espérer, & que la consommation interne doive se faire uniquement aux dépens des Manufactures de Laine, de Soye, ou de Fil (§. 20.). Il est encore des Fabriques qui peuvent nuire à une Province, à une Ville, & néanmoins être profitables au reste de l'Etat; d'autres, au contraire, qui sont fort avantageuses à une ou plusieurs Provinces, & qui nuisent à l'Etat en général. Tout cela demande à être examiné, & digéré avec soin; & dans ces derniers cas la raison veut que le général l'emporte toujours sur le particulier, comme en tout autre objet Politique. Enfin l'industrie du Peuple, la cherté des denrées, & plusieurs autres circonstances demandent à être pesées avant que d'entreprendre une Fabrique nouvelle.

§. 23.

Il y a quelques Manufactures, mais le nombre en est petit, qui sont très profitables à l'Etat, quoi que leurs matieres premieres soient produites dans des contrées lointaines. Nous en citerons un seul exemple, mais qui est frappant. Ce sont les Draps fins qui se fabriquent en Angleterre, en France, en Hollande, à Aix-la Chapelle, à Vervier, & ailleurs, de pure Laine d'Espagne & de Portugal. Il est presque incroyable combien d'Ouvriers gagnent leur vie à ces Manufactures, & de quel rapport elles sont pour les pays qui les exercent. Les Manufactures de Soye, de Camelors, de poil de Chevre, de Castors, & quantité d'autres sont dans le même cas. Cette considération, fondée sur une expérience certaine, donne lieu à la règle suivante; sçavoir, qu'indépendamment des soins que les Entrepreneurs de ces sortes de Fabriques se donnent d'eux mêmes pour avoir au meilleur marché qu'il est possible leurs matieres premieres, le Conseil supérieur de Commerce doit leur prêter la main, & leur fournir tous les secours possibles pour les tirer en droiture de la premiere main, en faciliter le transport, & leur procurer des franchises pour l'entrée. On verra, dans les Chapitres suivans, de quelle maniere on peut rendre praticables ces deux premieres conditions par l'encouragement donné au Commerce général, & par les Traités de Commerce conclus avec les principales Puissances de l'Europe, ainsi que par les sages arrangements que l'on prend pour la Navigation; & à l'égard de la dernière, comme le bon-marché de nos Manufactures est une des principales qualités qui les fait préférer dans la concurrence du débit avec d'autres Nations, il seroit ridicule de

Manufactures dont la premiere matiere vient de l'étranger

Secours à fournir aux Manufactures

vouloir les renchérir de propos délibéré par des droits d'entrée sur les premiers matériaux. Je ne me souviens que d'un seul cas où les droits d'entrée sur les Marchandises qui servent à entretenir nos Fabriques pourroient être excusables ; c'est lorsque la même denrée, ou la même production de la Nature, pourroit être recueillie chez nous mêmes, & que le Gouvernement juge à propos d'en encourager la culture par un léger Impôt.

§. 24.

De l'exportation des matières premières non ouvragées.

AVANT de finir nos réflexions sur les matériaux des Fabriques, il sera nécessaire d'examiner encore le Problème suivant; *sçavoir, s'il est avantageux à l'Etat de prohiber l'exportation des matières premières recueillies dans le pays, pour forcer par ce moyen les Sujets à leur donner des formes, & à s'appliquer ainsi aux Manufactures?* L'Angleterre & la Prusse ont fait une expérience trop heureuse de la défense portée contre la sortie de leurs Laines; l'Espagne, l'Italie, & tant d'autres pays ressentent si fort les suites défavorables de la permission illimitée qu'ils accordent pour l'exportation de leurs Laines, Soyes, Lin, Chanvre &c. qu'après les réflexions les plus mures on ne sçauroit s'empêcher de pancher pour l'affirmative. Oui, malgré l'opinion de plusieurs hommes célèbres & habiles, je crois que c'est un moyen sur de faire de son pays le Théâtre de l'Industrie, si on défend la sortie de ces denrées qui peuvent servir d'aliment à nos propres Fabriques, surtout si nous possédons ces matières à l'exclusion de tout autre pays, que nos Laines, nos Soyes, notre Lin soient d'une qualité unique, & que le Cultivateur, par l'avilissement du prix qu'entraîneroit cette défense, ne puisse être dégouté à tel point qu'il abandonne tout à fait la culture de cette production. Je m'explique. Le propriétaire des biens de Campagne entretiendra toujours des Brebis, quand même le prix des Laines baisseroit un peu, parce qu'il a besoin de l'engrais, de la peau, & de la chair de ces Animaux. Mais si le prix du Lin, ou du Chanvre, venoit à tomber beaucoup, le Cultivateur semeroit du Blé, ou d'autres grains, dans les mêmes Champs où il avoit semé ci devant ce Lin ou ce Chanvre. On perdrait sans aucun dédommagement proportionné le fruit de cette branche de Commerce. Au reste il est très nécessaire que les Ouvriers qui travaillent aux grandes Fabriques Nationales trouvent sous leurs mains, & à un prix raisonnable, les matériaux primitifs sur lesquels ils exercent leur industrie.

§. 25.

Établissement d'un Lombard.

CETTE dernière considération est si importante, qu'on voit souvent des Fabriques de Laine languir dans les Provinces, parce que les Fileurs, Tisseurs,

Tisserans &c. ne sont pas en état de pouvoir faire leurs provisions de Laines à tems. Ils s'adressent à des Juifs, ou autres Usuriers, pour emprunter les ressources pécuniaires dont ils ont besoin pour faire leurs emplettes. Ceux-ci les rançonnent, les pressent, & les obligent de payer des intérêts exorbitans qui absorbent tout le fruit de leurs travaux. Je voudrois, pour prévenir ce terrible inconvénient, que le Souverain obligeât les Magistrats de toutes les petites Villes à établir un Lombard prêtant aux Ouvriers, sur des matériaux de leurs Fabriques, les petites sommes dont ils peuvent avoir besoin pour tenir leurs ouvrages en train. Il faudroit que ces Lombards pussent fournir même des Laines aux Fabriquans dans un besoin, contre un payement comptant. Le Lombard & les Manufactures y trouveroient également leur avantage. On pourroit faire là-dessus des arrangements bien salutaires ; & il est à remarquer en général que c'est un bénéfice considérable pour les Manufactures lorsque les intérêts des Capitaux sont bas dans un pays.

§. 26.

APRÈS qu'on aura pourvû solidement à l'article des matériaux qui servent de baze & de ressources aux Manufactures, soit en encourageant la culture de ceux qui sont produits dans le pays, soit en se procurant, au meilleur marché possible, ceux qui viennent de l'étranger, la première attention du Conseil de Commerce doit être de se pourvoir d'*habiles Ouvriers*, pour mettre ces matériaux en œuvre. L'Entrepreneur, ou le Directeur, d'une Fabrique est, sans contredit, la personne la plus considérable, & dont dépend la réussite de l'entreprise. Il est donc indispensable de se donner toutes les peines possibles pour faire l'acquisition de bons Sujets, de personnes intelligentes, intégres, appliquées, & d'une probité reconnue pour l'établissement de chaque Manufacture. On fait communément, à cet égard, ce que l'on ne devoit jamais faire. Le Monde est plein d'une espèce d'aventuriers qui se disent Fabriquans, qui rodent de Ville en Ville, & de Cour en Cour, pour proposer l'établissement de nouvelles Manufactures, jusqu'à ce qu'ils rencontrent quelque Prince crédule qui leur accorde des Privilèges & leur fait des avances. Ce sont presque toujours des bouffilleurs ignorants, paresseux, & d'une conduite irrégulière, qui n'ayant pu conduire leur Fabrique dans un endroit où elle étoit déjà établie, où d'autres la faisoient avec succès, où ils trouvoient les moyens tout préparés, les Ouvriers tout stiles, prétendent faire des merveilles dans un autre pays où ils sont obligés de luter contre tous les obstacles attachés aux nouveaux établissemens. Aussi les voit-on au bout de quelque tems disparaître, abandonner leur entreprise, & tromper le Public aussi bien que le Souverain qui les avoit accueillis. On ne sçauroit donc être trop en garde contre de pareils aventuriers ; & lorsqu'on a conçu & digéré le projet d'une nouvelle Manufacture, *il faut employer tous les soins, toutes les peines,*

nes imaginables, pour attirer l'Entrepreneur d'un endroit où une pareille Manufacture est déjà solidement établie, & s'il est possible n'engager qu'un Sujet qui y tient lui-même une Fabrique bien accréditée.

§. 27.

Encouragemens pour les artiers.

Je conçois qu'il est difficile de persuader à un Manufacturier bien établi de quitter son établissement, pour s'exposer ailleurs au hazard d'un succès incertain; Mais une liberté honnête, une vie douce, des Privilèges raisonnables, une maison spacieuse, des bâtimens commodes pour la Fabrique, donnés *gratis*, des fraix de voïages payés, des franchises pour l'entrée des effets octroyés, des avances considérables faites en argent comptant, des titres & des distinctions accordées; tous ces motifs, & beaucoup d'autres, agissent trop puissamment sur les hommes pour ne pas rencontrer quelque bon sujet qui les veuille accepter; & ce sont les seuls moyens que le Souverain doit employer pour attirer d'habiles gens dans tous les genres de Fabriques; Car on ne sçauroit regarder qu'avec horreur ces Monopoles que des Entrepreneurs malicieus sçavent extorquer des Princes sous prétexte que c'est une amorce capable de les fixer, & que cet odieux moyen contribue à la réussite d'une Manufacture.

§. 28.

Des Monopoles.

ON entend ici sous le mot de *Monopole*, un *Privilege exclusif accordé par le Souverain à une ou plusieurs personnes, de fabriquer, & de vendre seul, une sorte de Marchandise dans toute l'étendue de l'Etat, ou dans quelqu'une de ses Provinces*. Les Peuples les plus policés, dans tous les âges, ont eu une si grande aversion pour cette espèce de Tirannie, que le seul nom en est devenu odieux au point que l'Empereur Tibere, voulant s'en servir, demanda au Sénat la permission de le faire, comme le rapporte Suetone. La voix du Peuple Romain est bien ici la voix de Dieu & la voix de la Raison. Tâchons de prouver par les simples lumières du bon-sens que tout Monopole, en général, est préjudiciable au bien commun de la Société, & nuisible au succès de la Manufacture même en faveur de laquelle il est accordé. Tout Privilege exclusif tombe ou sur une Fabrique qui a déjà été exercée dans l'Etat, ou sur une Fabrique que l'on veut nouvellement établir. Dans le premier cas, il est dur d'enlever à un grand nombre de Citoyens les moyens de subsister pour enrichir un seul; il est plus cruel encore de mettre tout un Peuple à la discrétion d'un Monopoliste qui a mille moyens en main de duper le Public, soit dans la qualité, soit dans le prix de la Marchandise dont il est obligé de se pourvoir chez lui bon-gré malgré qu'il en ait: Car qu'une pareille Manufacture réussisse; ou ne réussisse pas, le Public est toujours obligé de la prendre, & de la payer selon le caprice, ou la cupidité,

pidité de l'Entrepreneur. Or il faut peu connoître les hommes pour croire qu'un tel Entrepreneur ne fasse jamais d'abus de son Privilège, & ne cherche pas à tirer tout le profit possible de la situation où il se trouve. Si c'est une Manufacture nouvelle que l'on veut établir à la faveur d'un pareil Monopole, les Sujets n'en souffrent pas moins: Car si l'Entrepreneur, auquel le Souverain accorde les avantages que nous venons d'indiquer (§. 25.), ne peut faire réussir sa Manufacture au point qu'il n'a aucune concurrence étrangère à craindre, surtout si le Gouvernement lui accorde encore le bénéfice d'un léger impôt sur les Marchandises de la même qualité que les siennes, qui viennent du dehors, on peut hardiment conclure que cette Fabrique est mal conduite, qu'elle a une vice intérieur qui la rend très pernicieuse à l'Etat; premierement, parce qu'on détourne la main des Ouvriers qui travailloient à une Fabrique profitable pour les employer à une autre qui va mal; & secondement, parce qu'on oblige le Public à acheter fort chèrement une mauvaise Marchandise, ce qui est l'impôt le plus acablant & le plus dangereux qu'on puisse mettre sur le Peuple, & tout cela pour favoriser un misérable Monopoliste.

§. 29.

QUANT AU succès d'une Manufacture, il est certain que le Monopole lui est également préjudiciable. On peut démontrer que rien ne contribue plus à la perfection des Fabriques que la liberté d'une concurrence générale. Plus cette concurrence est grande, plus la Manufacture s'éleve, plus elle atteint rapidement son point de perfection; au lieu qu'un Privilège exclusif éteint, anéantit d'abord toute émulation dans les Entrepreneurs; les Dessinateurs, les Artistes, les Ouvriers habiles s'éloignent, fuient, évitent un endroit où ils ne peuvent travailler que pour une seule Manufacture, où ils n'ont point de choix à faire, où ils dépendent du caprice, des chicanes, & de l'esprit lézineux d'un seul homme. Dès ce moment la Manufacture, surtout si elle dépend du Dessin & de la Mode, commence à languir; les voisins plus habiles avancent vers le succès, nous enlèvent le débit étranger; ce débit devient une nouvelle source de perfection pour leurs Manufactures rivales des nôtres; nous ne vendons plus qu'à nos propres Sujets; & le Monopoliste enfin, après avoir mis pendant quelques années les Citoyens au désespoir, périt avec sa Fabrique & son Privilège. Je sçai bien que les partisans des Monopoles opposent plusieurs argumens spécieux à ces Principes certains & invariables; mais j'ose assurer qu'ils n'en sçauroient avancer aucun qui ne soit détruit par la droite raison & par l'expérience. Je n'ai garde de vouloir les rapporter & les combattre ici; Je dois donner des préceptes, & non pas m'engager dans des disputes. Peut-être n'en ai-je déjà que trop dit sur cette matière.

Autres
raisons
contre les
Monopoles.

§. 30.

Deux exceptions à la règle générale.

Il y a cependant quelques cas où il est permis de s'écarter pour un moment de la règle générale; mais ces cas sont rares. En voici deux pour exemple. Si un homme industrieux invente quelque Art nouveau, quelque Fabrique utile, & qu'il refuse de découvrir son secret, ou d'établir cette Fabrique, à moins d'en obtenir le Privilege exclusif, on peut le lui accorder *pour un certain tems limité, pourvu que ce ne soit pas un objet de premiere nécessité*, pour lequel aucun Souverain ne doit jamais accorder de Monopole; car en ce cas il faut acheter le Secret à quelque prix que ce soit, pour le communiquer à différens Sujets; & lors même que la Manufacture ne produit que des ouvrages de Luxe, elle doit rentrer dans les mains du Public dès que le terme du Monopole est expiré. Ceci est plutôt un tribut accordé au mérite de l'invention, qu'un Monopole perpétuel. Le second cas est, lorsque la Fabrique est de telle nature que son entreprise demande des fonds si considérables, qu'il n'y a que le Souverain même, ou bien une Association de riches Sujets, qui puisse les fournir. En ce cas, il est permis au Souverain de s'en charger lui même, ou de donner quelques Privileges exclusifs à la Compagnie qui l'entreprend, sans souffrir que des particuliers se ruinent eux & la Fabrique Privilegiée qu'ils veulent imiter. C'est sur ces Principes qu'ont été établies les Manufactures de Haute-Lisse aux Gobelins, celle de la Porcelaine de Meissen, en Saxe, & diverses autres. Il ne faut pas non plus confondre avec les Monopoles ces Privileges accordés aux Compagnies exclusives de Commerce auxquelles tous les Sujets peuvent participer, & dont nous parlerons dans le Chapitre suivant.

§. 31.

De l'Entrepreneur & des Manœuvres.

Abus de la Livrée trop nombreuse.

LE nouvel Entrepreneur étant une fois trouvé, il est probable qu'il amenera avec lui quelques Ouvriers habiles pour travailler à la Fabrique, ou qu'il connoitra les endroits d'où il peut les attirer. Aussi-tôt qu'on a fait l'aquisition de quelques bons sujets, de quelques Manœuvres intelligens, les plus grandes difficultés sont surmontées, vu que ceux-ci ne manquent pas de former insensiblement, & dans un court espace de tems, d'autres Ouvriers naturels du pays qui parviennent peu à peu au même degré d'habileté que leurs premiers Maîtres. Il n'est pas nécessaire, je pense, de remarquer qu'il faut pourvoir de bonne heure à un Logement commode pour ces nouveaux Ouvriers, & leur accorder tous les petits bénéfices qui peuvent les engager à se domicilier dans notre pais. On ne peut s'empêcher d'observer ici que l'usage, qui s'est introduit chez les Grands de plusieurs pais de l'Europe, d'entretenir un trop grand

grand nombre de gens de Livrée nuit beaucoup aux progrès du Commerce & des Manufactures. Le Luxe mal entendu enlève par cet abus des milliers de mains à l'Industrie, & cette manie forme une ressource pour une infinité de fainéans qui, trop paresseux pour s'appliquer de bonne heure à un Métier honnête, se jettent dans la Livrée, & servent la vanité ridicule, au lieu de servir l'État en se dévouant à des travaux utiles. A la place de tant de Loix Somptuaires mal entendues, les Législateurs devroient remédier à cet abus, en bornant le nombre de Valets que chaque Citoyen, selon son état, peut & doit avoir.

§. 32.

A l'égard de l'emplacement des Manufactures, il y a une règle sûre & invariable à observer. *Toutes les Fabriques dont les premières matières ne sont pas fort précieuses, qui occupent beaucoup d'Ouvriers, & qui ne dépendent pas absolument du goût, comme celle des Draps, des Etoffes de Laine, des Toiles &c. doivent être placées dans des Villes de Provinces, où les vivres sont abondans, où la main de l'Ouvrier est par conséquent à bon-marché, & où il n'a pas beaucoup de distractions. Les Manufactures, au contraire, dont les premiers matériaux sont précieux, qui dépendent des variations de la Mode & du goût, & qui emploient beaucoup moins d'Ouvriers, comme celles de Galons, de Dorures, d'Etoffes riches de Soye &c. peuvent se placer dans la Capitale.* Les raisons de cette Maxime sont si claires, si palpables, que je crois pouvoir me dispenser de les rapporter. L'agrandissement excessif d'une Capitale, qui se fait aux dépens des Villes de Province, n'est pas d'ailleurs une marque de la prospérité d'un Etat, qui présente alors l'image d'un Monstre dont la tête est d'une grosseur énorme, & le corps petit & décharné tandis que tous les Membres languissent. Rien, au contraire, ne marque plus la bonté du Gouvernement, que lorsqu'on rencontre des Villes florissantes dans toutes les Provinces, même les plus éloignées.

Emplacement des Manufactures.

§. 33.

S'IL y a dans le pays des Villes assises sur le rivage de la Mer, ou sur le bord d'une Rivière navigable, c'est une situation fort heureuse pour les progrès des Manufactures, il faut les y placer par préférence. Il est incroyable combien on épargne, par les voitures d'eau, en frais de transport, soit des matériaux qui arrivent du dehors pour les Fabriques, soit des Marchandises qui en partent, soit des vivres pour la consommation des Ouvriers, sans compter la commodité de ce transport, & l'avantage qui peut en résulter pour la perfection de la Manufacture même lorsqu'elle est à portée d'une eau courante. Or le bon-

Voisinage de la Mer & des Rivières.

marché des Marchandises, & la facilité de leur transport, sont les meilleures amorces pour le débit.

§. 34.

Observation sur les bâtimens.

Soit que le Souverain fasse bâtir les édifices nécessaires pour une Manufacture, soit que l'Entrepreneur les fasse construire à ses dépens, il faut qu'ils soient vastes, solides, commodes, & ajustés à tous les besoins de cette Manufacture; mais on ne doit pas permettre que les Architectes y employent une grande Magnificence & des Ornaments inutiles. Ces bâtimens ne sont pas faits pour l'ostentation; une belle simplicité leur est plus convenable que toutes les Décorations, qui les rendraient sans nécessité. Les étages d'ailleurs où l'on place des Fileurs, des Tisserans, ou d'autres Ouvriers, ne doivent pas être fort exhaussés, afin que le chauffage en Hyver ne devienne pas trop couteux.

§. 35.

Inspection des Manufactures.

Si le Souverain, par des avances considérables, met l'Entrepreneur en état de se procurer les matériaux, les Ouvriers, les Machines & les outils dont il a besoin, & d'entreprendre quelque chose de réel, il est juste que le Conseil de Commerce veille, ou fasse veiller, à l'emploi de ces avances. Mais on doit encore distinguer ici soigneusement entre la négligence, & l'inquisition. On peut porter un œil attentif à ce que les deniers du Prince ne soient pas dissipés en dépenses frivoles; mais il faut bien se garder aussi de distraire, d'inquiéter, & de dégoûter l'Entrepreneur par une inspection trop scrupuleuse & trop fréquente de sa Fabrique & de ses Livres. Il y a mille choses qu'un Manufacturier ne peut & ne doit pas dévoiler aux yeux des Inspecteurs mêmes. De ces secrets dépend souvent tout le succès d'une Fabrique; & ce seroit plutôt détruire qu'encourager son ouvrage, si le Conseil de Commerce, ou les Subdélégués dans les Provinces, vouloient forcer ce Manufacturier à leur faire voir tout le dessous des cartes, ou le harceler à tous momens par des recherches trop rigoureuses sur la manière dont il conduit son entreprise.

§. 36.

Le Souverain ne doit point s'emparer des Fabriques.

ON voit quelquefois des Financiers malicieux, ou stupides, conseiller à leur Souverain de s'emparer d'une Manufacture lucrative lorsque le Privilège qui avoit été accordé au premier Entrepreneur est expiré. C'est un abus insigne. Le Prince alors devient Monopoliste lui-même, & de tous les Monopolistes le plus dangereux. Tous les inconvéniens des Privilèges exclusifs sont redoublés dans une Manufacture

re

re Royale; toute concurrence, toute émulation cesse absolument; les fraix de Régie, qui deviennent immenses, renchérissent la Marchandise à un point exorbitant, & le débit étranger n'est plus qu'un Etre de raison. Une pareille démarche, d'ailleurs, devient d'un dangereux exemple. Quel est l'insensé qui voudra désormais entreprendre un Etablissement, s'il court risque de perdre, au bout de quelques années de succès, le fruit de toutes les peines qu'il s'étoit données, & de tous les hazards qu'il a courus?

§. 37.

Lors qu'une Manufacture se fait en concurrence, c'est-à-dire, qu'elle est exercée par différens particuliers domiciliés dans une même Ville, comme les Fabriques de Draps en Angleterre, en Hollande, dans les Bas-Bas, celles d'Etoffes de Soie à Lion, Nîmes, Tours &c. il est fort avantageux d'établir des *Halles publiques*, où les Ouvriers sont obligés de porter chaque pièce de Marchandise qu'ils ont achevée, pour y être examinée par des anciens Maîtres Jurés du Métier, lesquels y attachent des plombs, ou autres marques, qui déterminent le degré de perfection auquel cette pièce a été estimée; & si l'on trouve qu'elle est totalement estropiée, frauduleusement travaillée, & capable de décréditer la Fabrique, on la confisque au profit de quelque Maison de charité; car la bonne foi d'une Nation est évidemment intéressée à ce que l'acheteur soit à l'abri des surprises que l'œil ne peut découvrir. C'est pourquoi l'on ne sçauroit veiller avec trop de rigueur à ce que les plombs & les marques ne désignent rien que ce qui existe réellement. A l'égard des défauts visibles, ils ne peuvent jamais être taxés de surprises: l'acheteur doit s'y connoître, & le Législateur auroit trop d'affaires, s'il étoit obligé de conduire chacun par la main dans ses emplettes. On a des exemples marqués combien cette bonne foi gardée contribue à l'augmentation du débit des Manufactures. Avant M. Colbert on se plaignoit généralement de la Teinture des Draps & Etoffes de France, tant de Soie que de Laine. Les couleurs en étoient fausses, changeoient, & se ternissoient au bout de quelque tems. Cet habile Ministre fit pour les Teinturiers des réglemens qui font des Chefs-d'œuvre, & qui prescrivent la qualité aussi bien que la quantité de toutes les Drogues de Teinture, qui doivent entrer dans la composition de chaque Couleur, la Cuiïon &c. Il a fait des réglemens pareils pour les Tisserans, pour la Filerie, les apprêts, en un mot pour la plupart des opérations de toutes les Fabriques; & l'on ne sçauroit assez admirer les connoissances de détail, la sagacité, la bonne foi, la prévoyance, & l'habileté que ce grand homme fait éclater dans toutes ces Ordonnances.

§. 38.

Des
Corps de
Méniers.

PAR ce qui vient d'être dit, on voit assez que nous approuvons, comme utile, l'usage d'ériger en Corps de Métiers les différentes professions qui s'occupent au travail des Manufactures, aussi bien que des Arts utiles. C'est un encouragement, une émulation tacite, une distinction que l'on donne à chaque genre de travail, & qui flate plus les hommes qu'on ne pense, pourvu qu'on sépare de ces choses les abus, les usages ridicules, barbares, & souvent même cruels, comme les cérémonies & coutumes de la Hanse Teutonique, & qu'on ne laisse à ces Communautés que des Privilèges raisonnables qui tendent au bien du Métier: Car s'il est raisonnable, par exemple, de n'accorder la Maîtrise qu'à un Artisan capable de faire un Chef-d'œuvre assez parfait pour soutenir l'examen des experts, il est absurde de faire consister ce Chef-d'œuvre en une pièce inutile, dont l'usage a vieilli, dont on ne sauroit se défaire, & de constituer le jeune Maître dans des dépenses dont il a de la peine à se relever de long tems. Il n'est pas moins absurde de permettre que les Statuts de ces Communautés bornent la concurrence des Ouvriers en limitant le nombre des Maîtres, ou celui des Apprentis qui chacun d'eux peut faire.

§. 39.

Des Ap-
prentissages.

LES *Apprentissages*, bien loin d'être onéreux, sont très favorables aux progrès des Arts & des Manufactures. Il est intéressant pour l'Etat que ses Artistes soient habiles, & qu'ils apprennent par degrés leur Métier. L'abus ne peut consister ici que dans l'excès de la durée de cet Apprentissage, & dans la manière dont il est rempli. La difficulté de chaque Métier doit déterminer le nombre des années qu'un pareil Apprentis est obligé de servir. Dans les Arts compliqués, sept années ne paroissent pas trop rigoureuses, surtout si l'on considère qu'il n'est que juste qu'un jeune-homme qui s'est mis de bonne heure en Apprentissage travaille quelque tems pour le profit du Maître qui l'a élevé & nourri, qu'il le dédomage du tems perdu à le former, & du dégât que sa mal-adresse, ou son ignorance, aura causé dans l'emploi des matières.

§. 40.

De la
Concurrence &
de ses ob-
stacles.

On aura déjà remarqué, sans doute, que la concurrence non seulement des Entrepreneurs, mais aussi des Ouvriers, contribue infiniment aux progrès & à la perfection des Manufactures. C'est un Axiome qui n'a pas besoin de preuves. Il s'ensuit de là qu'un Souverain habile doit encourager cette concurrence par tous les moyens raisonnables, & écar-
ter

ter de même tous les obstacles qui peuvent nuire à ce but. Parmi le grand nombre de ces obstacles, dont il est impossible de récapituler tous les détails, qui varient dans chaque pays, & que tout Homme d'Etat peut aisément connoître par les simples lumières du bon-sens, il y en a deux qui sont si considérables, qu'on ne sçauroit les passer sous silence. Le premier consiste dans les *Enrôlemens forcés des gens de guerre*. Rien au monde n'est si préjudiciable, si ruineux pour les Fabriques, que cette pernicieuse Maxime. Pour en être convaincu, il ne faut que consulter la droite raison. On enlève les bons Ouvriers, l'on décourage ceux qui échappent aux poursuites insensées des Enrôleurs, on fait fuir des Sujets que l'on devroit fixer à prix d'Or, on éloigne tous ceux qu'on pourroit attirer du dehors, & l'on met tous les Manufacturiers hors d'Etat de réussir dans leurs entreprises. C'est une des plus grandes fautes qu'on puisse faire en Politique. Un Citoyen, à la vérité, doit servir à la défense de sa Patrie, lorsqu'elle est menacée de quelque danger éminent; mais Annibal n'est pas toujours aux portes. Il se trouve dans chaque Etat, proportionnellement à sa grandeur, à sa population, & par conséquent à son Armée, un nombre de Sujets, ou déseuillés, ou occupés à des travaux que tout homme peut faire. Ce sont là les vraies recrues. Mais le Souverain doit punir rigoureusement un Officier indifcret qui enlève à la République un Membre capable de lui être cent fois plus utile en travaillant à une Manufacture, ou en exerçant quelque Art compliqué, qu'en portant le Mousquet; d'autant plus que tout homme sain & robuste est assez bon pour servir comme simple Soldat. Mais il est imprudent de ne pas épargner les gens à talens qui sont si précieux à la Société. La nécessité ne sçauroit jamais être assez grande pour violer cette règle; & en tout cas, dans le Système actuel de l'Europe, toute la Terre est ouverte aux Enrôlemens; un Prince qui entend ses véritables intérêts peut faire des recrues dans les pays étrangers.

Des Enrôlemens forcés.

§. 41.

Le second obstacle dont je veux parler, c'est l'*Intolérance*. La Maxime de ne permettre que l'exercice d'une seule Religion dans un Etat, est plutôt un aveuglement, un zèle stupide, qu'une erreur Politique. On ne comprend pas comment un Homme d'Etat peut se laisser séduire à une pareille manie par des préjugés fanatiques. Y-a-t-il dans le Christianisme une Secte qui n'enseigne à être bon Citoyen, & Sujet fidèle? Les mêmes Principes de Morale ne sont-ils pas adoptés par tous les Chrétiens? Tous les habitans d'un pays ne sont-ils pas soumis aux Loix fondamentales d'un Etat & à son Gouvernement? Une bonne & sage Police ne peut-elle pas prévenir tous les prétendus inconvéniens qui pourroient naître de la diversité des Religions? Ne voit-on pas même souvent qu'au bout de quelques générations les descendans des Sectaires

De l'Intolérance.

em-

embrassent la Religion dominante? Quel risque peut-on donc courir en donnant un azile à des familles, à des Colonies entières de gens industrieux qui sont persécutés dans leur Patrie parce qu'ils suivent un chemin différent de celui que leur Prince croit être le véritable pour conduire au Ciel, & qui, étant expulsés pour cette raison de leurs habitations paternelles, viennent nous offrir leurs talens, leurs travaux, les débris de leur fortune, leurs enfans &c? Lorsque la France chassa ses Sujets de la Religion Réformée, l'Angleterre, la Hollande, & le grand Electeur Frederic Guillaume de Brandebourg, les accueillirent. L'Histoire, & l'expérience que nous en faisons encore tous les jours, font connoître, plus que tous les raisonnemens, quelle énorme faute en Politique Louis XIV. commit en cette occasion, & combien ces autres Puissances agirent prudemment lorsqu'elles en profitèrent. Les pertes réelles que la France a souffertes par ces émigrations des Manufacturiers sont très mal réparées par les Titres pompeux de *Vainqueur de l'Hérésie* que des Abbés, des Petits-Maitres, des Dames de la Cour, & des faiseurs d'Inscriptions, décernoient à ce Monarque pour ce beau Chef-d'œuvre.

§. 42.

Paradoxe
apparent
au sujet
des Manu-
factures.

Plusieurs
Raffineries
de Sucre
réussiront,
mieux
qu'une
seule.

Il est des Manufactures qui languissent, & tombent enfin en décadence, si l'on en établit une seule, mais qui prospèrent, qui réussissent, lorsqu'on en entreprend plusieurs à la fois. Cette remarque peut paroître paradoxale, mais elle est vérifiée par l'expérience. Quoi, dira-t-on, est-ce le moyen de faire fleurir une Fabrique en lui donnant une rivale? Est-il raisonnable d'élever Autel contre Autel? Un seul Entrepreneur ne gagnera-t-il pas plus en fournissant tout un pays de sa Marchandise, que lors qu'il a plusieurs concurrens? Un exemple servira à résoudre ce problème & à lever toutes les difficultés. Si dans une Ville il y a une seule Raffinerie de Sucre, elle sera obligée de faire venir de France, d'Angleterre, ou de Portugal, ses Moscouades, ou Sucres bruts, en donnant commission à un ou à divers Comptoirs d'en faire l'emplette pour son compte. Elle est obligée alors de payer 2 pour cent de provision, le Courtage, le Frêt, l'Assurance, & mille petits frais dont le Commissionnaire charge sa facture, & qui renchérissent extrêmement la Marchandise, sans compter que ce Commissionnaire, d'abord après l'envoi du Connoissement, tire sur le Commettant, & que celui-ci perd les intérêts de son capital jusqu'au tems où il a raffiné ses Moscouades, & vendu son Sucre en pain. L'Entrepreneur unique est même obligé de faire des emplettes considérables de diverses espèces de Sucre brut, pour pouvoir faire aller constamment sa Fabrique. Comme il est impossible de prévoir exactement la quantité qu'on emploiera de chaque espèce, il arrive souvent que quelque partie de la provision qu'on a faite reste long-tems dans le Magasin, coule, & se gâte, ou qu'on man-

quo

que d'une autre espèce dont on ne pouvoit prévoir le besoin. Tous ces inconvéniens, toutes ces pertes de détail, sont plus considérables qu'on ne pense. Qu'arrive-t-il, au contraire, lorsqu'il y a plusieurs Raffineries établies dans un même endroit? Le Négociant Anglois, François, Portugais, qui ne dépend plus d'un seul Raffineur, qui peut vendre à diverses personnes sur un prix courant, envoie pour-lors de fortes cargaisons de Sucres bruts en commission pour son compte, & bien-loin de recevoir les 2 pour cent de provision, il les paye à son Commissioinaire, avec tous les fraix de transport, d'Assurance &c. On ne scauroit croire combien, dans la pratique, cette différence de position influé sur le prix d'achat de la matiere première d'une Raffinerie. Ajoutons à tout ceci que les Raffineurs peuvent, dans le dernier cas, acheter les Moscouades à leur porte, & à mesure qu'ils les employent, sans être obligés de se charger d'une provision aussi forte & aussi onéreuse, qu'ils ont toujours un choix à faire, qu'ils épargnent les fraix & les distractions de la Correspondance, en un mot qu'ils ont mille petits avantages dont dépend tout le succès d'une Fabrique qui n'est pas aussi lucrative que bien des gens se l'imaginent. Une seule Raffinerie est, outre cela, sujette à tous les inconvéniens qui naissent du défaut de la concurrence, que nous avons détaillés au §. 27. Les bornes de cet Ouvrage nous défendent d'entrer dans une démonstration plus détaillée. Ceux qui ont la moindre teinture de ces matières, & qui savent réfléchir, sentiront d'eux-mêmes toutes les conséquences de ces Principes.

§. 43.

Il est presque impossible qu'une Raffinerie, une Fabrique de Draps, une Manufacture de Toiles, une Imprimerie de Cotton, &c. si elle est seule & unique dans une Ville, puisse faire d'assez solides progrès, pour acquérir un débit au dehors. Elle s'entretiendra, tout au plus, par une consommation intérieure, mais n'ira guère plus loin. Cette différence, à la vérité, n'est rien pour l'Entrepreneur, qui se contente de vendre, n'importe à qui, pourvu qu'il gagne; mais elle est de la plus grande importance pour l'Etat, qui ne profite jamais plus que lorsque ses Manufactures se tournent en Commerce. C'est à quoi tendent les efforts de toutes les Nations Commerçantes, & qui ont des Fabriques.

Continuation des preuves.

§. 44.

Pour cette raison, le Conseil de Commerce doit veiller fort attentivement à ce que les productions de toutes les Manufactures du pays aient les propriétés suivantes 1.) la *Bonté*, 2.) la *Variété*, 3.) le *Bon-marché*. La *Bonté* est une qualité de la Marchandise toujours relative à son prix; un Drap d'un écu l'aune peut être aussi parfait, en son espèce, qu'un

Trois qualités essentielles de toutes les Manufactures. Bonté.

Tom. I.

Ll

qu'un

Variété.

qu'un Drap de quatre écus, si tous deux valent leur prix. Ainsi le Législateur ne sauroit prescrire un degré de bonté absolu & déterminé à chaque genre de Manufacture. Tout ce que le Conseil de Commerce peut & doit faire à cet égard, c'est de veiller à la bonne foi des Fabricans, & de prévenir que les acheteurs, tant regnicoles qu'étrangers, ne puissent être trompés par des Marchandises frauduleusement travaillées, & qui ont des défauts que l'œil ne sauroit découvrir; qu'un Drap, par exemple, ne soit pas fait de Laine d'Agneaux, ou de Laine de Portugal, quand il devroit l'être de Laine de Brebis d'Espagne &c ainsi que nous l'avons déjà remarqué au §. 35. La Variété consiste ou dans les assortimens complets des Marchandises pour les différentes Classes du Peuple, selon ses facultés & ses besoins, ou dans le choix & dans la qualité des Manufactures qui sont envoyées au dehors, selon le climat, l'économie, & le goût des habitans de chaque pays, ou dans la diversité des Modes qui se succèdent. Cette triple variété dans les Manufactures est fort capable d'en multiplier les consommations, vu que par là on contente, ou l'on séduit mieux, toutes sortes de consommateurs. Il est incroyable, par exemple, combien les changemens perpétuels des Modes en France contribuent au débit des Manufactures & à leurs progrès. Un Moraliste ignorant veut nous faire envisager cette succession continuelle & rapide des Modes comme un défaut, comme un effet de légèreté dans la Nation Française; un Homme d'État qui réfléchit en juge bien autrement. Il voit que cette prétendue inconstance n'est que l'art de séduire agréablement, l'effet de l'habileté des Destinateurs & des Artistes, & la Science de mettre deux fois par an toute l'Europe policée dans le besoin de se pourvoir de nouvelles Marchandises de France. Pourquoi une autre Nation n'en sauroit-elle faire autant? Pourquoi ne possédons nous pas l'art d'imposer des Contributions aussi adroites à d'autres Peuples?

§. 45.

Bon-marché,
& les
sources.

LE Bon-marché enfin est la troisième &, sans doute, la principale qualité des Manufactures capable d'en faciliter les consommations. Tout le monde est séduit par l'appas du bon-marché. Les deux premières qualités des Fabriques dont nous venons de parler dépendent presque uniquement du Manufacturier; cette dernière, au contraire, ne peut être obtenue que par les sages arrangemens du Conseil de Commerce, assisté de la Police & du Département des Finances. Car on a vu, dans tout ce Chapitre, que ce bon-marché résulte (a) du prix d'achat des premières matières, (b) de la concurrence des Ouvriers, (c) du bon-marché de la main-d'œuvre, (d) de la modicité des frais de transport. Nous avons indiqué les moyens qui peuvent remplir les trois premiers objets; & l'on trouvera, au Chapitre quinziesme, les Maximes que nous croyons les plus efficaces pour obtenir le quatrième. Mais on peut ajouter

ter

ter à ces quatre sources du bon-marché encore deux autres qui sont très essentielles.

§. 46.

La première consiste dans les inventions propres à faciliter, ou à abrégier, le travail des Ouvriers, que l'on ne sauroit assez encourager ni assez récompenser. C'est le dernier période de la perfection des Manufactures dans un Etat. Le métier de Bas, des Gands, & des Bonnets, le métier du Rubannier, l'Our-lissoir de M. van Molm à Utrecht, imité dans d'autres Fabriques, sont des inventions qui méritoient des Statues à leurs auteurs. La Méchanique peut faire tous les jours de nouvelles découvertes en ce genre; & le Législateur ne doit jamais craindre que la multiplicité de ces sortes d'inventions diminuera les occupations des hommes. Il reste toujours mille objets auxquels on peut employer leurs travaux & leur industrie.

Inven-
tions de la
Méchan-
ique.

§. 47.

La seconde source dont je veux parler c'est l'exemption de tous droits de sortie sur les Marchandises fabriquées dans le pais. Comme ces Droits forment une nouvelle valeur ajoutée à la valeur intrinsèque des Manufactures, il est manifeste qu'ils ne peuvent que renchérir ces dernières quelque modiques qu'ils soient. Aussi voyons-nous que tous les Gouvernemens qui entendent bien leurs véritables intérêts, bien-loin de charger les Manufactures par quelques Droits à la sortie, leur accordent plutôt des bénéfices que l'on peut envisager comme des gratifications, & des encouragemens. En Angleterre, par exemple, les poils de Chevres qui arrivent du Levant payent des Droits d'entrée. Les Camelots, & toutes les autres étoffes qui en sont fabriquées retirent à la Douane, lorsqu'elles sont exportées, les Droits que leurs matières premières avoient payés, ce qu'on appelle *Drawback*. On devroit pousser encore plus loin cet encouragement si utile aux progrès des Manufactures & du Commerce.

Exem-
ption des
Droits de
sortie, &
gratifica-
tions.

§. 48.

Beaucoup d'Etats en Europe, pour donner plus de faveur au débit intrinsèque de leurs Manufactures, & pour faire le moins qu'il est possible de consommation du travail industrieux des autres Peuples, ont prohibé tout à fait certaines Manufactures étrangères, ou les ont chargées de Droits d'entrée excessifs. Cette Maxime ne blesse en rien la Loi Naturelle & le Droit public absolu des Nations, mais je ne la crois pas fondée en bonne Politique. Voici mes raisons. 1°. Si l'on pousse trop loin l'usage de se passer des Manufactures étrangères, on donne lieu

Les défen-
ses abso-
lues des
Manufac-
tures é-
trangères
pareilles
aux nocives
ne servent
pas tou-
jours à fai-
re réussir
les Na-
tionnales.

L I 2

aux

aux autres Nations, qui ont évidemment le Droit de réciprocité, de se passer de notes; & les vengeances Nationales sont si naturelles & si communes à cet égard, que le Gouvernement qui établit de pareils Droits, ou prohibitions, devroit y penser plus d'une fois, & ne pas ouvrir, sans une grande nécessité, les yeux aux autres Peuples, & réveiller leur attention. 2°. C'est une erreur de croire que la défense totale d'une Marchandise étrangère contribue à la perfection d'une nouvelle Manufacture que nous venons d'en établir chez nous. Au-contraire, c'est le moyen d'étouffer toute émulation dans le Manufacturier qui n'est plus obligé de bien faire pour vendre. 3°. Un Impôt léger sur les Marchandises étrangères qui sont de même nature que celles qu'on fabrique chez nous peut suffire pour donner aux nôtres toute la faveur dont elles ont besoin. Posons qu'il soit de 8 à 10 par cent, les frais de transport de Commission, &c. iront encore à 6. ou 8 par cent. Si 18 par cent ne suffisent pas au Manufacturier du pays pour détruire toute concurrence étrangère, le meilleur conseil que je puis lui donner, c'est de fermer sa Manufacture, & de l'abandonner, comme très pernicieuse à l'Etat qui est obligé de payer ses productions 18 par cent trop cher, & qui voit ses Sujets détournés du travail d'une autre Fabrique utile, pour être employés à celle-ci qui lui est onéreuse. 4°. Ces sortes de prohibitions abîment le Commerce général & particulier. La Navigation en souffre, les Voituriers y perdent, le Commerce d'entrepôt, & intermédiaire, en est ruiné. Répandons quelque jour sur cette remarque par un exemple. Supposons qu'on établisse en Saxe une Fabrique de Draps fins à l'imitation de ceux de France, ou d'Angleterre; & que, sous prétexte de l'encourager, on défende l'entrée de tous les Draps Anglois & François. Qu'arrivera-t-il? Le Marchand de Bohême, celui d'Autriche, de Pologne, de Russie, & d'autres lieux, qui étoit accoutumé de se pourvoir de Draps d'Angleterre, ou de France, chez un Négociant Saxon, sera venir désormais sa provision ou de Hambourg, Lubeck, Francfort, ou en droiture. Voilà le Marchand Saxon les bras croisés, & ruiné. Un étranger passe. Il voudroit se faire habiller à Leipzig, mais il voit qu'il n'y sçauroit trouver que du Drap du pays; il n'en veut point, & attend qu'il soit arrivé dans une Ville prochaine; sans compter que cette Fabrique Saxonne pourroit faire passer beaucoup de pièces de sa façon, qui ont bien réussi, pour des Draps de France, ou d'Angleterre, ce qui devient impossible dès qu'on sçait qu'ils y sont prohibés. Eh, qui peut vaincre les préjugés, fondés ou non, des acheteurs indépendans de toute l'Europe? On doit conclure de tout ceci, & de plusieurs autres raisons trop longues à rapporter ici, qu'il est prudent, pour donner une juste préférence, un encouragement raisonnable à nos propres Manufactures, de mettre quelques Droits d'entrée sur les productions de l'industrie des autres Peuples; mais il ne faut pas que ces Droits soient exorbitans, encore moins des prohibitions totales, qui ne font que donner lieu à la Contrebande. Les Maximes usitées à cet égard

égar pen Hollande me paroissent bien plus sages, & beaucoup moins violentes que celles d'Angleterre.

§. 49.

Si à l'observation de toutes les règles que nous venons de donner le Souverain veut bien ajouter les effets de ses grâces, & accorder des récompenses éclatantes, ou des distinctions raisonnables, aux Entrepreneurs dont les travaux industrieux sont couronnés par un succès heureux & brillant, il est à croire que les Manufactures de son pais prospéreront, & que ses Sujets, chacun à mesure de ses talens & de ses facultés, s'y nourrissent honnêtement du travail de leurs mains.

C H A P I T R E X I V.

Du Commerce.

§. 1.

UN jeune-homme destiné à l'état de Négociant est placé dans un Comptoir, pour apprendre le Commerce, il y acquiert l'intelligence des Marchandises dont il veut faire l'objet de son Négociant. Du savoir d'un Négociant. Il s'instruit des endroits d'où on les tire avec le plus grand avantage & des débouchés où elles peuvent se débiter avec le plus de profit, des règles de la Navigation Marchande, des Assurances &c. Il apprend les termes de l'Art, la manière de dresser les Comptes & de tenir les Livres, l'Arbitrage, le Calcul, & les règles du Change; il se met au fait de la façon d'établir la Correspondance Marchande, & de l'entretenir, des Loix & des coutumes usitées entre les Négociants, & de mille autres détails qui lui sont nécessaires à sçavoir pour conduire avec succès son Négociant particulier. La réunion de toutes ces connoissances fait ce qu'on appelle l'Art du Négociant. On concevra sans peine que ce n'est pas sur cet Art-là qu'on peut attendre des instructions dans notre Ouvrage.

§. 2.

LES principes du Commerce général de tout un Peuple, la manière de tirer tout le parti possible de la situation locale du pais, de ses forces naturelles & relatives, des productions de son terroir, de l'industrie De la Science d'un Homme d'Etat qui

doit diriger le Commerce National.

des Sujets, la connoissance des Droits, des Privilèges & des Concessions de chaque Nation relativement à son Commerce, & surtout de celle qu'on gouverne, l'adresse de conclure avec d'autres Puissances des Traités de Commerce avantageux au notre ; tous ces objets, & beaucoup d'autres, forment une Science qui est du ressort de l'Homme d'Etat, qui fait partie de l'Oeconomie Politique, & qui est presque toujours ignorée du Négociant ordinaire. L'habile Financier, qui préside aux affaires de Commerce, devroit sçavoir l'Art du Négociant, tel que nous l'avons ébauché au §. 1. il doit posséder de plus toutes les connoissances du Commerce que nous venons d'exiger dans l'Homme d'Etat ; mais on peut être habile Négociant sans connoître ces grands intérêts Nationaux, pourvu qu'on soit bien au fait de la manière de gouverner son Commerce particulier. Cette réflexion prouve combien se trompent les Souverains, qui s'imaginent avoir fait un grand coup de Politique en plaçant à la tête des affaires de Commerce un simple Négociant qui a conduit son propre Négoce avec succès. L'expérience auroit du faire revenir depuis longtems les grands Princes d'une erreur que la raison combat. Pourquoi faut-il qu'on soit réduit à prouver l'inconvénient d'une pareille Maxime par la démonstration ?

§. 3.

Pourquoi le simple Négociant n'est pas propre à diriger le Commerce général.

ON sçait combien les opérations de détail, qui ont occupé le Négociant pendant toute sa vie, retrécissent un génie qui désormais ne doit être occupé que de grands objets, & qui ne doit envisager les choses que d'un coup-d'œil général. Il est presque impossible que les grands coups puissent être frappés par les mêmes hommes qui régulent les minuties ; & suppose que la Nature produise quelquefois de ces phénomènes, de ces génies universels, qui sçavent concilier le détail avec le général, est-il probable qu'on soit assez heureux pour faire précisément l'acquisition d'un pareil Sujet ? C'est un Officier subalterne, accoutumé à tenir sa Compagnie en règle, auquel on veut confier le commandement d'une Armée. Tout Négociant, d'ailleurs, ne sçait qu'une partie du Commerce général ; & s'il n'ignore pas tout à fait les autres, il n'en a du-moins qu'une connoissance superficielle ; & lorsqu'il est appelé à la Direction des affaires générales, il a toujours contracté une prédilection pour la branche qu'il avoit cultivée, & il la favorise en négligeant les autres, ce qui est de la plus dangereuse conséquence. Troisièmement, il est rare de trouver un Négociant qui sache assez bien lire & écrire pour diriger de grandes affaires. Cette remarque peut paroître paradoxale, mais elle est vraie. Il y a un Art, une habitude à lire des rapports, des Actes, des Mémoires, à saisir d'un coup-d'œil tout ce qu'ils renferment d'essentiel & à s'en former une idée abrégée ; mais il est plus difficile encore de s'exprimer d'une façon correcte, claire, sans équivoques. Le style Mercantile gâte la plume des Négociants ; & lorsqu'ils sont

sont obligés d'écrire sur les affaires, on a beaucoup de peine à les comprendre; leurs phrases sont entortillées, ils font des fautes d'Orthographe & de Grammaire qui les rendent presque intelligibles. Enfin l'étude vaste & compliquée des Principes du Commerce général, des Finances, des intérêts Nationaux, des Droits & des Privilèges de chaque Peuple, n'est pas l'affaire d'un Marchand, d'autant plus que ces principes sont très souvent diamétralement opposés à ceux du Négociant particulier. Le Négociant, par exemple, ne cherche qu'à faire prospérer son Commerce, même aux dépens de ses Concitoyens; il voudroit ne le voir qu'entre les mains d'un petit nombre de Maisons Commerçantes; moins il a de concurrents, plus il gagne: Le Législateur, au contraire, cherche à augmenter la concurrence dans chaque branche du Commerce; il sait que plus le Commerce général fleurit, moins on voit éclore parmi les Négociants de ces fortunes immenses, qu'ils ne doivent qu'à quelque Trafic exclusif. Je passe sous silence une infinité d'autres raisons, pour ne pas être trop prolix.

§. 4.

MAIS si le hazard fait trouver parmi les Commerçants quelque génie extraordinaire, qui possède tous les talens, toutes les connoissances, que nous venons de requérir pour la direction, ce n'est plus alors un simple Négociant, c'est un Homme d'Etat, un Sujet rare, dont on doit s'efforcer de faire l'acquisition. On m'objectera, sans doute, qu'un homme Lettré, instruit des Principes du Commerce général, & initié dans l'Art des Négociants, est un phénomène bien plus rare encore. J'en conviens, & c'est la raison pour laquelle j'ai proposé (Chap. XIII. §. 1.) l'établissement d'un Conseil de Commerce qui, étant composé de Membres pris dans divers états, réunit toutes les lumières qui émanent de la Politique, des Finances, des Arts, du Commerce & de la Navigation, & peut par conséquent prendre en chaque rencontre des mesures justes sages & utiles. Cependant, comme il est essentiel que chaque Membre d'un pareil Conseil n'agisse pas au hazard, qu'il connoisse les Principes sur lesquels il doit travailler, & qu'il applique à ces Principes les connoissances & les lumières d'expérience qu'il peut avoir, la Politique doit le guider dans sa carrière, & lui enseigner les Maximes fondamentales qu'il est obligé de suivre constamment. C'est à cette instruction que nous consacrons le Chapitre présent.

Du peu d'intelligence que les gens de Lettres ont ordinairement du Commerce.

§. 5.

NOTRE Siècle a des avantages infinis pour l'intelligence du Commerce. Il est enrichi par l'expérience de tous ceux qui l'ont précédé. Des hommes infatigables, des génies brillans & profonds, ont employé leurs veilles pour instruire tous les Peuples de leurs vrais intérêts.

Des Livres qui traitent du Commerce.

Nous

Nous avons l'excellent *Dictionnaire Universel de Commerce* par *Jacques Savary*, l'*Essai Politique sur le Commerce* par feu *M. Melon*, les *Réflexions Politiques sur les Finances & sur le Commerce* par *M. du Tot*, les *Considérations sur le Commerce de la France & de l'Angleterre* dont l'Auteur s'est caché sous le nom du Chevalier *Nickols*, les *Elémens du Commerce* par un Anonyme, & plusieurs autres Ouvrages Anglois, François, & Hollandois, qui semblent ne plus rien laisser à désirer sur cette matière. Nous conseillons à tous ceux qui veulent se mettre au fait de cette partie de la Politique de faire une lecture bien sérieuse, bien réfléchie, de tous ces Livres où ils peuvent puiser les vrais Principes du Commerce général, & de consulter le *Dictionnaire* de *Savary* pour tous les détails. Je renverrois simplement mes Lecteurs à l'étude des Ouvrages que je viens de leur indiquer, & ne grossoirs pas le mien par la répétition de plusieurs règles qui ont été données par ces mêmes Auteurs, si diverses raisons ne m'obligent à les récapituler ici. Premièrement, mon Système de Politique demeureroit incomplet, si je manquois d'y traiter une branche aussi importante que celle du Commerce; secondement, les Livres que je viens de citer sont si profonds, si fort écrits en grand, qu'il faut presque un génie aussi transcendant, aussi maître de la matière que *M. Melon* pour les comprendre, & les savoir appliquer; enfin il y a bien des articles sur lesquels j'ose être d'un sentiment différent de celui de ces grands hommes; & j'ai crû que le Lecteur ne seroit pas fâché de voir leurs idées & les miennes rendus d'une manière simple, claire, & qui réponde à l'esprit d'un Livre plus dogmatique, que spéculatif.

§. 6.

Définition
du Com-
merce.

QU'EST-CE que le Commerce? Selon *M. Melon* (a), & la raison, c'est l'*Echange du superflu pour le nécessaire*. Cet échange est fondé sur les Loix de la Nature même, & sur le sage arrangement que l'Etre Suprême a établi dans le Monde, dont chaque région, chaque partie, fournit une si grande variété de productions, soit pour les besoins indispensables, soit pour les agrémens des hommes, qu'ils ne sçauroient se passer les uns des autres, mais que leur utilité particulière les oblige à une communication réciproque & à former des liaisons d'amitié entre eux, tandis que leurs passions les porteroient sans cet à se haïr, & à s'entre-détruire: Car il est malheureusement trop certain que, si chaque pays produisoit tout ce qui est nécessaire pour satisfaire aux besoins de ses habitans, & pour contenter leurs desirs, on verroit des Guerres perpétuelles entre les Peuples de la Terre. Le désir de dominer, si naturel aux hommes, ne seroit alors plus contrebalancé par le sentiment de l'intérêt qu'une Nation trouve aujourd'hui dans la conservation d'une autre Nation avec laquelle elle est en Commerce, & par ces liens d'a-

mitié

(a) *Essai Politique sur le Commerce*, Chap. I. pag. 9.

mitié que les Peuples qui sont en relation les uns avec les autres contractent insensiblement & presque sans s'en apercevoir. Plus on y réfléchit, plus on voit que le Commerce général adoucit la férocité naturelle des humains, & tempère l'ardeur des Peuples à étendre les bornes de leurs dominations, & à faire des Conquêtes. Quel bonheur pour le genre humain si cette façon de penser faisoit des progrès!

§. 7.

COMME il est donc démontré que *nulle contrée ne produit tout* (Chap. XIII. §. 10.), les hommes, à mesure qu'ils ont appris à connoître les productions des autres pays, à mesure qu'on a plus découvert de ces pays, ont établi entre eux des échanges. Chaque Peuple a troqué le superflu de ses denrées naturelles, & des productions de son industrie, contre des denrées, des Marchandises, & des Manufactures qui lui manquoient, & qui abondoient, jusqu'au superflu, chez d'autres Peuples. Ces échanges, ces trocs, ne se sont faits d'abord que de proche en proche. A mesure que la Terre est devenue plus praticable, que les facilités de voyager se sont augmentées, que le monde s'est policé, que la Navigation a été perfectionnée, les hommes ont découvert plus d'objets de desirs; ils ont étendu leurs communications & leurs échanges; le Commerce s'est étendu en même tems; il est devenu enfin universel.

La même
contrée ne
produit
jamais
tout.

§. 8.

Le désir, si naturel aux hommes, de rendre leur condition meilleure, de recevoir plus qu'ils ne donnent, de s'enrichir en un mot, a introduit dans le Commerce l'idée du *Gain*; & comme l'objet primitif de ces échanges étoit de remplir réciproquement ses besoins, soit de nécessité, soit d'opinion, le second objet de gagner à cet échange, & de troquer chaque Marchandise avec profit, s'est joint au premier, & est presque devenu l'objet principal. Une certaine Classe de Citoyens s'est appliquée particulièrement à faire circuler les productions de leur Patrie dans toutes les contrées du Monde, à connoître les productions des autres pays, la manière de faire les échanges avec profit; & ces Citoyens, si utiles, ont été nommés Marchands & Négocians. C'est entre leurs mains qu'est déposé le Trésor précieux du Commerce. Mais l'objet de gagner dans le Commerce, qui anime chaque Négociant en particulier, est bientôt devenu un objet National qui intéresse tout le Corps des Citoyens, & qui doit faire le point de vûe des opérations du Gouvernement.

Da gain,
ou profit.

§. 9.

De la nécessité des mesures communes en métaux précieux, ou papiers, qu'ils représentent.

DES le moment que le Commerce devint général, & l'idée du Gain la baze de ses opérations, il falut de toute nécessité que les richesses de convention, c'est-à-dire, les Métaux précieux, & les valeurs en papier qui en sont les représentations, s'établissent dans le Monde : Car premierement, il falloit, pour la commodité, inventer une mesure commune selon laquelle toutes les Marchandises exportées & importées pussent être évaluées; & en second lieu, le profit que chaque Négociant faisoit sur ses échanges ne pouvoit être réduit qu'en une matiere inaltérable & incorruptible, sans quoi ce profit au bout de quelque-tems se seroit réduit à rien. Que des Négocians Anglois, par exemple, envoient une quantité déterminée de Grains en Espagne pour les y troquer contre des Vins; qu'ils gagnent considérablement à cet échange, c'est-à-dire, qu'ils reçoivent une plus grande quantité de Vins que leurs Grains ne valaient, qu'avec ces Vins ils fournissent à la consommation de tous les habitans de leur Isle, qu'ils envoient le surplus en Allemagne, qu'ils en retirent la valeur en autres denrées, enfin que par des opérations de Commerce, ils retournent mille & mille fois le premier fonds en échanges, & toujours avec avantage, le profit total & final ne pourra jamais consister qu'en denrées sujettes à se gâter, ou à rester sans valcur : Car supposé même que, par une dernière opération, ces Négocians voulussent troquer les Marchandises, qui forment la masse de leur profit, en fonds de Terre, il est clair que les Terres (1.) monteroient à tel excès de valeur que le profit des Négocians en seroit bientôt absorbé; (2.) que si cela n'arrivoit point, les Négocians seroient bientôt en possession de tous les biens fonds, (3.) que les anciens possesseurs des Terres, les ayant converties en Marchandises, seroient obligés de se faire Négocians à la place des premiers pour se défaire de ces mêmes Marchandises, & qu'il n'y auroit tout au plus qu'une révolution entre les Classes des Citoyens, sans effet pour la difficulté dont il s'agit.

§. 10.

Le Commerce ne se fait plus par des trocs dans un sens absolu.

APRES que la nécessité d'une mesure commune, & d'un gage certain pour tous les échanges, eut été reconnue, & que la plupart les Nations eurent adopté l'Or & l'Argent comme la matiere la plus propre à former cette mesure & ce gage, le Commerce fit des progrès surprenans; il devint de jour en jour plus général, & la forme de ses opérations changea entierement. Les échanges immédiats cessèrent tout à fait. Ceux qui connoissent les Principes du Commerce actuel de l'Europe ne peuvent s'empêcher de rire lorsqu'ils entendent bien des Ministres, des gens de Lettres, des Militaires, des Courtisans, & d'autres personnes, d'ailleurs fort instruites, faire des raisonnemens sur cette matiere. A les entendre parler, on diroit que le Commerce se fait encore

encore par des trocs en nature. Ils s'imaginent qu'un Négociant de Suède envoie en France tout un Vaisseau chargé de Fer, de Cuivre &c. qu'il y trouve des Troqueurs tout prêts qui changent ce Cuivre & ce Fer contre des Vins, des Huiles, & d'autres denrées, que le même Vaisseau rapporte à son propriétaire, lequel s'enrichit à chaque voyage par ce Négoce. Il est surprenant que les plus simples opérations du Commerce, qui intéresse presque tous les hommes, soient ignorées à ce point de tant d'honnêtes gens: Car cette manière de Commercer peut avoir été en usage du tems que le Roi Salomon envoyoit ses Vaisseaux à Ophir, où lorsque les Phéniciens, les Tyriens, les Carthaginois étoient les maîtres du Commerce Maritime; Mais depuis que l'Europe entière est devenue Commercante, il n'est plus question de ces échanges absolus, ou du-moins très rarement. On trouve aujourd'hui dans tous les Ports de Mer, dans toutes les Villes Commerçantes, des Factories, ou des Comptoirs de Négocians établis. Ces Négocians s'envoient réciproquement leurs Marchandises, les font vendre contre une valeur déterminée en Monnoie du pays; & le produit de ces ventes est employé ou en emplettes de Marchandises qu'on appelle *Retours*; ou remis en Argent comptant au Correspondant, ou par *Lettres de Change*.

§. II.

CAR il est à remarquer que le Commerce ayant fait des progrès de tous côtés à mesure que l'Europe s'est policée, ni les retours en Marchandises, ni les envois d'Or & d'Argent ne furent plus des moyens assez prompts, assez commodes, assez peu dispendieux pour les payemens que les Négocians avoient à faire de tous côtés à d'autres Négocians. Quelle gêne, quelle perte de tems, de facilités & de fraix ne seroit-ce pas pour le Commerce si aujourd'hui tous les payemens, du Levant au Couchant, du Midi au Nord de l'Europe, devoient se faire en voiturant l'Or & l'Argent? La nécessité, la Mere de l'Industrie, obligea donc ces Négocians à chercher des moyens moins embarrassans, & moins coûteux, pour faire leurs aquits mutuels, & la barbarie de quelques Princes qui régnèrent dans le 12^e & 13^e. Siècles donna lieu à l'invention des Lettres de Change. Les Juifs persécutés de la manière la plus cruelle par les Rois d'Angleterre, *Jean sans Terre* & *Henry III.* & chassés de France sous *Philippe Auguste* & sous *Philippe le Long*, se retirèrent, les premiers en Allemagne, & les seconds en Normandie. Là ils donnèrent aux Négocians étrangers, & aux Voyageurs, des Lettres secretes sur ceux à qui ils avoient confiés leurs effets en Angleterre, & en France; & ces Lettres furent acquittées (a). Cette méthode des Juifs

Des Lettres de Change, & Bilets de Banque &c.

(a) Voyez l'*Espirit des Loix*, Liv. XXI. Chap. 16.

Juifs de mettre leurs biens à l'abri des vexations de quelques Souverains avares trouva des imitateurs parmi les Négocians; on la tourna à l'avantage du Commerce; & les bons Princes en facilitèrent l'usage par l'établissement des Postes réglées, & par les Loix qu'ils donnèrent en faveur des Lettres de Change, qui les rendent Sacrées, & qui prévenaient tous les abus qu'on en pourroit faire: De manière qu'aujourd'hui toute l'Europe Commercante peut acquitter ses dettes, & recevoir ses payemens deux fois par semaine par le moyen d'un petit morceau de papier, de trois doigts de largeur, enveloppé dans une Lettre. Les Billets de Banque d'Angleterre, qui sont payables aux porteurs, sont encore des espèces de Lettres de Change, & servent, comme elles, à faciliter les payemens.

§. 12.

De la Navigation & des Assurances.

L'ACROISSEMENT & la perfection de la Navigation étoit une suite nécessaire & immanquable de l'augmentation du Commerce. Elle en est même devenue une nouvelle branche. Le danger des Voyages par Mer a donné lieu aux Assurances. On entend par là un Contrat qu'un Négociant, ou particulier bien accrédité, ou même une Compagnie entière, fait avec un Négociant, ou un autre particulier, en vertu duquel le premier prend sur soi, & se charge du risque que l'autre contractant courroit en faisant passer la Mer à ses effets, moyennant une certaine redevance que celui-ci lui paye. L'Acte de ce Contrat Mercantil est appelé Police, & le prix du risque porte le nom de Prime. Ces Assurances forment actuellement une Branche nécessaire, essentielle, & importante, du Commerce, & entrent par conséquent dans le Système qu'on doit s'en former.

§. 13.

Les huit parties du Commerce.

PAR ces réflexions préliminaires, que nous avons abrégées autant qu'il a été possible, on voit que les ressorts qui font mouvoir le Commerce, & dont l'assemblage en forme l'essence, consistent 1°. dans l'exportation des denrées, ou productions naturelles de notre pays, 2°. dans l'importation des denrées que notre terroir ne produit point, soit pour les besoins absolus de nos Sujets mêmes, soit pour les revendre à d'autres Peuples ou plus indolens que nous, ou hors de portée de se les procurer en droiture, 3°. dans l'exportation des productions de notre industrie, ou de nos Manufactures, 4°. dans l'importation des Manufactures étrangères qui nous manquent absolument, soit pour la consommation intérieure du pays, soit pour les fournir à d'autres Peuples, 5°. dans la circulation des Métaux précieux, de l'Or & de l'Argent, 6°. dans le Virement des Lettres de Change, & autres papiers représentans, dont le Cours doit nous être favorable, 7°. dans la Navigation & ses produits, &c. 8°. dans les Assurances.

§. 14. LA

§. 14.

Le but du Négociant qui entreprend une de ces branches de Commerce est de gagner (§. 8 & 9.); Le but du Souverain, dans les soins qu'il porte sur toutes les branches du Commerce réunies, est de procurer à tous ses Négocians, & à tous ses Sujets, les moyens de faire le Commerce à leur propre avantage, & à celui de la Nation en général. On parvient à ce double but en prenant, sur chaque objet, de si bonnes mesures, que *la Balance générale du Commerce National* penche en notre faveur. Les efforts de tous les Etats Commerçans tendent à ce but; mais ils n'y parviennent qu'à proportion de leur industrie, de leur situation avantageuse, & de l'application qu'ils se donnent. La Nation la plus habile est celle qui profite le plus. On entend par *la Balance générale*, la différence du montant des achats que fait une Nation au montant de ses ventes au dehors (a). Or il se présente d'abord ici une grande difficulté dans la manière de connoître cette Balance, & de savoir si elle est à notre avantage, ou à notre désavantage. Les habiles gens, tels que feu M. Melon, tels que l'Auteur des *Elémens du Commerce*, ont reconnu cette difficulté; mais j'ai entendu plus d'une fois des Ministres, & d'autres Financiers, assurer, avec un front d'airain, à leur Maître, & à quiconque vouloit les entendre, que cette Balance étoit en effet non seulement favorable à leur pays, mais qu'ils pouvoient déterminer positivement la somme de l'avantage excédant, tandis qu'il étoit démontré que non seulement ils n'avoient jamais fait aucune opération solide pour s'en instruire, mais qu'ils ignoroient jusqu'aux premiers principes qui peuvent conduire à cette connoissance, & sur lesquels la Balance générale doit être faite. Comment est-il possible que de pareils Charlatans vivent & meurent sans être démasqués?

§. 15.

QUELQUE difficile néanmoins qu'une pareille Balance soit à faire, le Conseil de Commerce doit se la procurer, & la renouveler de tems à autre. Sans ce guide il marcheroit toujours à tâtons dans ses entreprises. Les deux Auteurs que je viens de citer sont d'avis qu'on ne sauroit y parvenir par la connoissance des Marchandises d'entrée & de sortie, & croient (surtout M. Melon) que pour juger de l'avantage ou du désavantage de cette Balance il n'y a pas de voie plus sûre, que de combiner le Cours qu'ont eu tous les Changes. Cette méthode nous paroît être infiniment vague & incertaine, vu que le Cours du Change n'est pas toujours fondé sur la marche du Commerce d'importation ou d'exportation; il dépend très souvent de plusieurs causes étrangères. Le

De la Balance générale du Commerce.

Confidérations sur les manières de faire cette Balance générale.

(a) Voyez les *Elémens du Commerce*, Chap. XII.

Le payement des Subsidés, l'aquit de quelques vieilles Dettes Nationales, les changemens que les Princes font dans la valeur intrinsèque de leur Monnoye courante, une Guerre, des calamités publiques, les variations soudaines du prix des Actions, les achats considérables que les Négocians étrangers font quelquefois à une vente publique des Compagnies des Indes, l'Arbitrage enfin par lequel les Banquiers font circuler leurs Lettres de Change dans des endroits où ils n'ont point d'autres relations de Commerce, & sur de simples spéculations; toutes ces circonstances, & mille autres peuvent faire hausser, ou baisser, le Cours du Change, sans que l'on en puisse conclure la moindre chose pour le Commerce. Et que diroit-on, si, comme il arrive souvent, ce Cours est bas pendant la moitié d'une année, & haut pendant l'autre? On a beau dire; je crois qu'il en faudra toujours revenir à la méthode simple de faire un dépouillement exact des Registres des Douanes, & de comparer les Marchandises d'entrée avec celles de sortie. Les difficultés que M. Melon trouve dans cette manière de juger ne m'en paroissent point (a): Car 1. on ne demande pas, dans cette opération, une exactitude Mathématique; ce n'est point la Quadrature du Cercle qu'on cherche; tous les calculs de l'Arithmétique Politique, comme le dénombrement des Citoyens &c. ne sont pas susceptibles d'une pareille précision. On ne veut s'instruire de la chose qu'en gros. Dans cette supposition, on peut balancer hardiment les importations frauduleuses contre les exportations frauduleuses; la valeur en fera toujours à peu près égale; & d'ailleurs si les Douaniers font leur devoir, si les Droits d'entrée & de sortie sont aussi modiques que nous les supposons dans un Système raisonnable, personne n'aura assez d'intérêt à faire la contrebande, & elle se réduira à peu de chose. Secondement, on n'a pas besoin d'exiger du Négociant une déclaration précise du prix de ses Marchandises, ce qui seroit une inquisition bien dangereuse pour le Commerce; il faut l'obliger simplement à annoncer aux Douanes la quantité des Marchandises qu'il exporte, ou qu'il importe, ce qui ne gêne en rien son Négoce, & est d'usage partout, même dans les pays les plus libres. Chaque Douane du pays peut, au bout de l'année, faire une supputation très-aisée de toutes les espèces de Marchandises qui ont été envoyées au dehors & de celles qui sont entrées dans le Royaume. Nous avons aujourd'hui la commodité des Prix courants (b), qui s'impriment toutes les semaines dans chaque Ville Marchande, & qui marquent le prix actuel & journalier de tout ce qui fait objet de Commerce. A l'aide de ces Prix courants il est très facile d'appliquer le prix, ou la valeur, des Marchandises d'entrée & de sortie, à la quantité qui s'en trouve marquée sur les Registres; & si l'on veut fai-

(a) *Liste de Chap. XXIII. de son Essai sur le Commerce, & le Chap. XII. des Elémens du Commerce.*

(b) *Terme de Commerce.*

re la Balance plus exacte encore, il faut observer, dans les évaluations, de ne porter les Marchandises exportées par des Vaisseaux étrangers, que sur le pied de la valeur première avec les frais de transport jusqu'à la Mer; & au contraire il faut y ajouter la valeur du fret, si elles sont embarquées sur des Navires Nationaux. Il convient également d'évaluer les importations faites par des Vaisseaux étrangers sur le pied de la valeur des denrées, au lieu de la décharge; & seulement sur le pied de la valeur première, lorsque l'importation a occupé des Navires Nationaux. Pour abrégier le travail du Conseil de Commerce, on peut obliger le Directeur de chaque Douane à faire sa Balance particulière sur les Principes qu'on vient d'établir, qui doivent être uniformes dans tout le pays, & poser pour terme général le 31. de Décembre. C'est une opération qui lui coutera huit jours de travail. Le Président du Conseil de Commerce n'a besoin alors que de rassembler toutes les Balances particulières des Douanes dont le résumé forme une Balance générale assez exacte, assez parfaite, pour servir de guide à toutes les mesures que le Gouvernement peut prendre à cet égard. Ces sortes de connoissances ne sont pas Théoretiques & spéculatives, mais pratiques. Une plus grande exactitude y est aussi impossible qu'inutile.

§. 16.

MAIS ce n'est pas le tout de connoître cette Balance, il faut se la rendre avantageuse (§. 14). Les grandes Puissances de l'Europe, les Nations Commerçantes, en ont si bien senti la conséquence & la nécessité, qu'après avoir épuisé, l'une à l'envi de l'autre, tous les ressorts de l'Industrie, elles sont devenues à tel point rivales, & jalouses de leurs succès mutuels, que la force des armes a décidé souvent l'avantage que l'habileté & la sagesse du Gouvernement ne pouvoient plus opérer. Pour peu qu'on veuille approfondir cette matière, on verra que la Guerre, qui éclata en 1740. après la mort de l'Empereur Charles VI. la Paix d'Aix-la-Chapelle, qui suivit en 1746. ainsi que la Guerre survenue en 1755 & 56. n'ont été faites, dans le fonds, que pour le Commerce, quoique les occasions qu'on prit, les prétextes qu'on alléguait, & les efforts qu'on fit, sembloient annoncer des motifs de Conquêtes. Les Héros ne combattoient dans le fonds que pour les Négocians; & le feu de la Guerre, qui semble vouloir embraser de nouveau toute l'Europe, n'est allumé que pour eux, & par des vues d'intérêts de Commerce. Mais ces moyens violens sont réservés pour la Politique des Cabinets. Nos Maximes ne peuvent se puiser que dans des sources paisibles, & nous retournons à l'examen des huit branches de Commerce indiquées au §. 13. de ce Chapitre.

Guerres pour le Commerce, & les efforts des Peuples Commerçants.

§. 17.

De l'Exportation
des denrées du
cru du
Pays.

La premiere consiste dans l'Exportation des denrées produites dans le pays. Tout le Chapitre XI. a été employé à faire voir comment, par un sage arrangement de Finances & de l'économie de la Campagne, on peut multiplier ces denrées au point que non seulement elles fournissent aux besoins des habitans, mais que leur superflu puisse être envoyé au dehors & servir de matiere au Commerce. Le grand objet du Souverain, & de ses Financiers, c'est d'encourager par des récompenses, des facilités, des gratifications &c. la culture de ces productions naturelles du terroir, surtout si elles sont uniques, ou du-moins d'une qualité supérieure à celles des autres contrées, comme les Vins de France & d'Italie, les fruits d'Espagne & de Portugal, le Lin & le Chanvre de Livonie &c. Si au contraire elles ne sont pas uniques, mais que d'autres Peuples les cultivent avec le même succès, & peuvent les vendre au même prix que nous, ou peut être encore à meilleur compte, il faut les affranchir de tout droit de sortie, pour obtenir un avantage dans la concurrence du débit. Ce n'est pas ici le lieu d'examiner si l'établissement de la Traite Foraine, ou de la Traite Domaniale, qui sont des Droits que le Roi de France leve sur les denrées & Marchandises qui entrent dans le Royaume, comme le Blé, le Vin, la Toile, le Pastel &c. est compatible avec cette Maxime puisée dans la Nature. Nous ne blâmons point des usages reçus, & souvent utiles pour des causes étrangères, nous ne donnons que des Régles générales. Quoiqu'il en soit, il est certain que cette exportation est le premier canal par où les richesses étrangères entrent dans notre Etat; & les denrées naturelles ont cette différence avec les productions de l'Industrie, que celles-ci peuvent être imitées ailleurs, que par conséquent le débit en peut diminuer, ou cesser tout à fait, au lieu que la Nature ne produit pas les mêmes choses dans toutes sortes de climats, comme il a été dit plus d'une fois.

§. 18.

De l'importation
des denrées étrangères.

L'IMPORTATION des denrées que notre terroir ne produit point, soit pour les besoins des habitans, soit pour les revendre à d'autres Peuples, forme la seconde branche du Commerce général (§. 13.). Il seroit doublement ridicule de vouloir donner, sans de fortes raisons, des entraves à cette importation; premièrement parce qu'il est tout à fait déraisonnable d'obliger les Sujets à se priver de mille choses utiles, commodes, agréables, comme de certains Vins, de Fruits, Poissons étrangers, Epiceries, Thé, Café &c. sous prétexte de les rendre heureux en empêchant que l'Argent ne sorte hors du pays pour ces objets de Luxe. Secondement, que deviendroient les Marchands & leur Négoce, si on vou-

loit

loit tout réduire à la consommation des denrées naturelles du pays, & en exclure les étrangères? Que deviendrait le Commerce intérieur du pays, la baze de tous les autres? Que deviendrait la circulation de l'Argent, la Navigation, & ainsi du reste? C'est le moyen le plus sur de tout perdre quand on veut tout avoir. Une pareille Maxime est, d'ailleurs, diamétralement opposée à la liberté du Commerce que nous allons expliquer tout à l'heure. Il y a plus. Ce seroit se priver de tous les avantages de la réexportation & du Commerce d'entrepôt, si lucratif, si profitable à la plupart des Peuples qui le font avec une certaine intelligence. La Hollande, par exemple, n'a que peu ou point de denrées naturelles à exporter (j'en excepte les épiceries & autres productions de l'Asie), & cependant elle fait le plus grand Commerce du monde, en envoyant chercher toutes les denrées possibles à leur source, & les débitant, soit dans son pays, soit aux Nations étrangères qui en manquent. On peut voir par-là, en passant, combien est grossière l'erreur de ceux qui soutiennent que tel ou tel pays n'est fait pour aucun genre de Commerce. Je ne connois sur toute la Carte de l'Europe aucune contrée qui soit si mal située qu'elle ne confine à aucune Mer, qu'elle ne soit traversée par aucun Fleuve, séparée de ses voisins par des chemins impraticables, ou des Montagnes inaccessibles, au point qu'elle ne peut avoir quelque Commerce; car dès qu'il y a dans un pays des rivières navigables, des grands chemins, des hommes, du terrain, il ne faut plus qu'un Gouvernement sage, une bonne Police, pour y établir le Commerce. Nous avons déjà expliqué en plus d'un endroit les mesures qu'il convient de prendre pour empêcher que l'importation des denrées étrangères ne nuise à celles dont la culture est praticable & aisée dans notre pays. Le simple bon-sens peut appliquer ces Principes à tous les cas particuliers. Il n'y a rien de plus à faire.

§. 19.

La troisième branche du Commerce général est l'Exportation des Manufactures du pays. On a vu dans tout le Chapitre précédent combien les fruits de l'Industrie servent à enrichir un Etat, surtout lorsqu'ils acquièrent ce degré de perfection qui les fait rechercher par les Nations étrangères. Quelles facilités, quels encouragemens, le Souverain ne doit-il pas donner aux Négocians qui les envoient au dehors! Le Manufacturier, tout occupé du soin de sa Fabrique, connoit rarement tous les endroits où il pourroit en débiter les productions avec le plus grand avantage. Mais le Commerçant, qui s'applique à connoître tous les débouchés pour l'exportation des Manufactures, les assortimens qui conviennent à chaque pays, les Comptoirs les plus surs & les plus accrédités de chaque Ville Commercante, la voie la plus courte, & la moins dispendieuse pour les envois, la manière la plus profitable d'en recouvrer

De l'ex-
portation
des Manu-
factures
du Pays,

les payemens &c. ce Commerçant, dis-je, qui concourt si efficacement aux progrès des Manufactures, & à l'augmentation des richesses d'Etat, mérite pour le moins autant de récompense, de faveurs, de distinctions, que le Manufacturier même. Il n'y a pas long-tems qu'on a aboli, en Angleterre, un réglemeut de la Douane, reste de l'ancienne ignorance & barbarie, en vertu duquel certaines Marchandises fabriquées dans le païs payoient encore des Droits à la sortie. Il est surprenant qu'une Nation si éclairée sur ses vrais intérêts ait reconnu si tard cette faute grossière, & que toutes les autres ne l'imitent point s'il se trouve chez elles de pareils abus à corriger. Nous allons voir bientôt les moyens qu'il convient d'employer pour faciliter les exportations, en encourageant la Navigation.

§. 20.

De l'im-
portation
des Manu-
factures
étrangé-
res.

L'IMPORTATION des Manufactures étrangères qui nous manquent forme la quatrième branche du Commerce. Il y a ici quelques règles à observer. Une liberté illimitée de faire entrer dans le païs toutes sortes de Manufactures étrangères sans aucune restriction, & sans payer aucun Droit, réduiroit les revenus de la Douane à rien, & seroit un tort considérable aux Fabriques Nationales. Mais, d'un autre côté, l'on a pu voir par le §. 48 du Chapitre précédent une partie des inconvéniens qui naissent d'une rigidité trop grande, & trop peu réfléchie, dans les prohibitions de ces Manufactures étrangères, ou dans l'imposition des Droits d'entrée excessifs. Il faut le répéter ici : C'est une excellente Maxime d'encourager les Manufactures du païs; mais il ne faut pas l'outrer au point de détruire le Commerce. Un habile homme sait concilier ce double intérêt. Nous avons exposé dans le Chapitre XII. §. 22. les Principes qui doivent régler le Tarif des Droits d'entrée de toutes les Marchandises importées, & nous ne saurions nous engager ici dans de plus grands détails. L'application de ces Principes dépend toujours de l'esprit & du jugement des hommes auxquels le Souverain confie la direction de ses affaires; & il est impossible de conduire chaque Employé par la main pour tous les cas particuliers qui se présentent journellement dans l'exercice de sa fonction. Mais un objet que le Conseil de Commerce doit toujours avoir en vûe, c'est d'encourager, & même d'obliger, les Négocians à tirer de la première main, & en droiture, les denrées aussi-bien que les Manufactures étrangères des lieux qui les produisent. Le fameux Acte de Navigation des Anglois, qui mérite d'être lu & étudié, a été dicté principalement dans cette vûe. On peut faire des ouvertures aux Négocians, les guider par des conseils, leur faciliter les moyens, établir des correspondances & des relations de Commerce par l'envoi ou la nomination des Consuls, par des Traités de Commerce avantageux, & par des prérogatives accordées à la Navigation. L'Etat gagne tout ce qui est épargné sur les fraix d'achat :

chat: il gagne encore plus si l'importation se fait par des Navires Nationaux.

§. 21.

A L'EGARD des Marchandises qui entrent dans le païs pour en être réexportées, il y a encore plus de précautions à prendre, parce que le Commerce de *revente* se fait toujours en concurrence avec d'autres Nations, & qu'il n'y a que l'appas du meilleur marché qui peut donner la préférence au notre. Les Puissances de l'Europe ont suivi différentes Maximes pour se rendre maitresses de ce Commerce, ou du-moins pour s'en approprier une partie. Les uns ont choisi dans leurs Etats quelques Ports favorablement situés, & les ont déclarés Ports-francs. On entend par là un Port où il est libre à tous, Marchands de quelque nation qu'ils soient, de décharger leurs Marchandises, & de les en retirer lorsqu'ils ne les ont pu vendre, sans payer aucun droit d'entrée ni de sortie. Cette invention est utile lorsqu'un païs est absolument sans Commerce, & qu'on a besoin de donner de grands encouragemens pour l'y établir. Tel fut le motif du Czaar, qui accorda aux Négocians Anglois, après qu'ils eurent découvert le Port d'Archangel sur la Mer Blanche, une exemption générale de tous Droits; ou bien si l'on craint la rivalité d'une Ville, ou d'un pays voisin, qui par son assiette favorable, ou par la franchise qu'il accorde, peut nous enlever le Commerce déjà établi chez nous. C'est par une raison à peu près semblable que la Ville d'Ancone, sur la Mer Adriatique, a été érigée en Port-franc par le Pape Clément XII. en 1732. ou lorsqu'une Ville, une République, qui ne possède qu'un petit territoire, qui est, pour ainsi dire, renfermée dans ses Murailles, n'a d'autre moyen de rendre son Etat florissant que par le Commerce, & par le profit que font ses Citoyens sur les Navires qui abordent dans son Port, ainsi que sur leurs cargaisons, indépendamment des Droits que l'Etat en pourroit retirer. Voilà le motif qui a engagé les Républiques de Genes, de Hambourg &c. à faire jouir les Marchands de cette franchise dans leurs Ports.

Du Commerce de Revende.

Des Ports-Francs.

§. 22.

Les grandes Nations Commerçantes, qui ont beaucoup de Ports, & qui ne pouvoient ni les déclarer tous francs, ni accorder ce Privilège à un de ces Ports, aux dépens des autres, ont adopté des Maximes différentes. En France l'Entrepôt est établi. Ce sont des Magazins où les Négocians déposent les Marchandises qui arrivent pour n'être point consommées dans le lieu, & pour être renvoyées à l'étranger, lesquelles alors ne payent point de Droits. Cette pratique est très sage & très avantageuse au Commerce & à la Navigation. Plusieurs autres Gouvernemens l'ont adoptée avec quelques changemens de formalités sous

De l'Entrepôt.

le titre de *Transit*. Ce mot signifie, en stile de Commerce, une permission accordée par le Souverain aux Négocians de faire passer des Marchandises par le Royaume sans qu'elles soient visitées aux Bureaux des Douanes, & sans y payer des Droits. Pour empêcher les fraudes, on oblige le propriétaire de ces Marchandises de donner caution pour leur sortie, lesquelles ne lui sont rendues qu'après qu'il a produit un Certificat du dernier Bureau, par lequel il apert qu'elles ont été exportées & trouvées en nombre, poids, & quantité, conformes à l'Aquit, & les Balles avec les cordes & les plombs sains & entiers. En Angleterre, toutes les Marchandises importées payent les Droits d'entrée stipulés par les Loix; mais à leur sortie elles retirent ces Droits, ce qu'on appelle dans la langue du pais le *Dawback*; & le sage scrupule y est poussé si loin à cet égard, que la Douane restitue, par exemple, sur une pièce de Camelot fabriquée en Angleterre, les Droits d'entrée que le poil de Chevre d'Angora, dont elle est faite, a payés en entrant. La même Maxime est suivie en Prusse. Le Roi rend, sur chaque Barrique de Vin, à la sortie, l'Accise qu'il avoit reçu à son entrée. En Hollande, au contraire, il n'y a point d'entrepôt. Ce qui entre paye les mêmes Droits, quoique sa destination soit pour être porté à l'étranger. On diroit que ce seul vice de régie suffiroit pour ruiner de fond en comble le Commerce des Hollandois; mais le peu de frais de leur Navigation, la grande économie qu'ils introduisent dans tout leur Négoce, les mettent encore au-dessus de leurs concurrens. On conçoit aisément qu'il est impossible de prescrire ici laquelle de ces différentes Maximes le Conseil de Commerce doit suivre. Le choix en dépend de la situation locale de chaque pais, de sa grandeur, de ses productions, de l'état de ses voisins, de sa rivalité avec d'autres Nations, de la concurrence, & de mille circonstances particulières qu'un habile Ministre doit peser, & les appliquer aux Principes qu'on vient d'indiquer, pour faire des réglemens judicieux & convenables aux intérêts du Commerce de sa Patrie.

§. 23.

De la Circulation de l'Or & de l'Argent &c.

La Circulation des Métaux précieux, c'est-à-dire, de l'Or, de l'Argent, & même du Cuivre, réduits en Monnoie, forme la cinquième branche du Commerce. On a tâché de démontrer dans les Chapitres X. §. 21. & Chapitre XI. §. 18. combien ces richesses de convention sont nécessaires dans un Etat pour le succès de toutes les opérations des Finances, des Manufactures &c. Cette nécessité se manifeste encore plus dans le Commerce. Sans Argent le Négociant & le Marchand ne peuvent rien entreprendre; & comme il est rare qu'ils possèdent assez de richesses pour conduire le Négoce de leurs propres fonds, il faut qu'il y ait assez d'Argent circulant dans un Etat, pour qu'ils en puissent trouver à un bas intérêt, ce qui dérive toujours de l'abondance générale. Le but des Nations Commerçantes est de se procurer cette abondance par l'avantage de

de la Balance générale dont la différence doit être nécessairement payée en Argent, comme le seul équivalent qui puisse suppléer au défaut des échanges en nature. Si l'on considère l'immense quantité d'Or & d'Argent qui se tire des Mines d'Europe, & qui y est apportée tous les ans des autres parties du Monde, on est surpris que la notre ne regorge pas de Louis, de Ducats, & d'Argent monnoyé, & que les Métaux rares ne tombent pas dans l'avilissement par leur extrême abondance. C'est aussi ce qui ne manqueroit pas d'arriver, s'il n'y avoit pas des canaux par lesquels l'Europe perd une partie de l'Or & de l'Argent qu'elle reçoit annuellement. Ces canaux sont 1^o. Le Commerce de la Chine, & de quelques autres contrées de l'Asie qui ne se fait qu'en Argent comptant, 2^o. Les Banques d'Amsterdam, de Londres, Venise, Genes, Hambourg &c. qui toutes ont des fonds considérables, & qui les accumulent, 3^o. Les Trésors de quelques Monarques, Princes, & Républiques, parmi lesquels il y en a de considérables, & qui s'accroissent tous les ans, de même que les fonds d'Argent comptant qui sont ensevelis dans les caves des Ordres Religieux, & les meubles, ou ornemens, des Eglises, Monastères &c. 4^o. Les Vaiselles, l'Argenterie, les Nippes, Bijoux, Galons, Dorures, &c. dont l'usage devient fort commun, & qui emportent beaucoup de ces Métaux; A quoi il faut ajouter 5^o. l'usage continuel qui les diminue plus qu'on ne pense, quelque solide, quelque compacte, que puisse en être la matière; vû qu'il y a toujours du déchet, soit dans les refontes, soit dans les Monnoies qui passent par les mains. Mais ces canaux, qui absorbent le superflu de l'Or & de l'Argent en Europe, ne sont pas aussi pernicieux que le vulgaire, & avec lui bien des Financiers, le pensent. On a pu voir par tout ce qui a été dit sur cette matière au Chapitre X & XI. & surtout au §. 15 du X. Chapitre, que, dans les pays les plus riches, il n'y a pas toujours une quantité si prodigieuse de Monnoye en circulation, que les Nations Commerçantes savent mettre l'Or & l'Argent en Commerce, qu'elles y suppléent par des représentations en papier, & qu'une trop grande abondance réelle de ces Métaux ne seroit qu'à grandir la mesure commune du prix de toutes choses. Lors donc que nous exigeons, pour le bien du Commerce, qu'il y ait beaucoup d'Argent en circulation, il faut entendre que cette abondance doit être proportionnée à la Masse générale des richesses répandus dans toute l'Europe; c'est-à-dire, qu'il y ait toujours beaucoup d'Argent, ou de papier représentant l'Argent, dans un Etat, en raison de ce qu'en possèdent les autres Nations Commerçantes.

§. 24.

L'Or & l'Argent ayant été reçus d'un consentement unanime comme la mesure & le gage de toutes choses, on a divisé ces Métaux en petites portions, ou morceaux de différentes grandeurs, formes, & valeurs,

N n 3

Des Monnoies.

leurs, pour la commodité du Commerce; & ces portions, ou morceaux, ont été nommés *Monnoye*. Le Droit de fabriquer cette Monnoye n'a été, & ne pouvoit être, accordé qu'aux Souverains, parce qu'étant les Chefs des Nations, & les Peres de la Patrie, on suppose avec raison qu'ils ont le plus d'intérêt, & le plus de bonne volonté, à observer une exacte probité dans le Monnoyage, & à veiller que l'empreinte de chaque pièce d'Or ou d'Argent ne désigne d'autre valeur que celle qui y existe réellement, d'autant plus que ce s'iroit se tromper soi-même si l'on vouloit tromper ses Sujets à cet égard. Voilà donc la raison pour laquelle toutes les Monnoyes, soit grandes soit petites, doivent être frappées au coin & aux Armes du Souverain, qui par là marque sa juste valeur, & lui donne cours & autorité, pour servir de prix fixe aux choses d'inégale valeur. Pour peu que l'on réfléchisse à ces Principes incontestables, on verra aisément quelle fut ou la stupidité, ou la noirceur, du premier Financier qui osa conseiller à son Prince de falsifier les Monnoyes, de les marquer d'une empreinte qui désigne plus qu'elles ne renferment de valeur réelle, de duper son Peuple & les autres, & de sacrifier sa bonne foi, objet si délicat dans un Souverain, pour faire du Monnoyage un objet de Finance, & un moyen d'acquérir: Car par cette déloyauté la mesure commune, le prix de tout, a été rendu incertain; la Nation, ou plutôt le Prince, qui a frappé cette Monnoye falsifiée, a payé au double ce qu'il avoit gagné par cette petite fraude, dès que les autres Peuples s'en sont aperçus; & dans le fonds, raccourcir l'Aune, diminuer les Mesures, fausser les Poids, ou altérer les Monnoyes, c'est la même manœuvre.

§. 25.

Trois manières d'altérer les Monnoyes.

Il y a trois manières différentes d'altérer les Monnoyes aux dépens du Public, & de rendre incertaine cette mesure commune que la bonne Politique voudroit fixer & rendre invariable à jamais. La première est lorsque le Souverain retranche quelque partie du poids qu'une Monnoye devoit avoir. Cet expédient est si grossier, que les Sujets aussi-bien que les Nations étrangères, s'en aperçoivent d'abord, & n'en sont jamais la dupe. La seconde manière consiste dans l'altération du Titre, lorsqu'on diminue la valeur intrinsèque, & qu'on retranche du poids de l'Or, ou de l'Argent fin, qui devoit se trouver dans une pièce de Monnoye, quelque partie pour la remplacer par l'alliage qu'on y mêle. Cette espèce de fraude est plus compliquée, plus difficile à découvrir; mais elle est si commune, qu'elle n'échappe plus à la clairvoyance des Nations policées. La troisième façon, c'est lorsqu'en un besoin pressant, ou pour quelque cause étrangère, on hausse tout à coup la valeur numéraire d'une Monnoye, & que par un Acte d'autorité le Souverain fait passer, par exemple, dans le cours du Commerce, pour six francs une pièce qui ne vaut que quatre Livres, & qui n'avoit été

frappée que pour cette valeur : invention des plus chimériques, enfantée par l'ignorance !

§. 26.

TOUTES ces trois méthodes sont pernicieuses pour l'Etat qui les met en usage. Il est démontré par des Principes incontestables, & par un Calcul clair & simple (a), que la Nation qui veut donner aux Métaux une valeur plus grande qu'elle n'en a dans le reste de l'Europe, & qui, sur ce faux Principe, fait battre de mauvais aloi, est réellement, & relativement, appauvrie par l'échange qu'elle en fait avec ses voisins, soit contre des Marchandises dont elle a besoin, soit contre d'autres Monnoyes étrangères, soit contre des Papiers circulans, ou Lettres de Change. Cette matière est si vaste, si compliquée, qu'il nous faudroit écrire une Dissertation, ou plutôt un Livre entier, si nous voulions remonter à la source de toutes les preuves qui entrent dans la démonstration du Principe que nous venons d'établir ici. Cet Ouvrage ne comporte point de semblables détails ; mais nous tâcherons de faire comprendre à nos Lecteurs, par un exemple simulé, tous les inconvéniens qui naissent de la diminution du titre des Monnoyes, tant pour le Prince, que pour ses Sujets ; & nous espérons que cette manière de prouver les convaincra autant qu'une démonstration purement spéculative.

Toutes
ces trois
manières
sont per-
nicieuses.

§. 27.

SUPPOSONS, pour un moment, que la Saxe voulut faire une refonte générale de ses Monnoyes, & faire battre des espèces nouvelles d'Or & d'Argent, grandes, petites, & Billon, & qu'elle s'avisa de diminuer la valeur intrinsèque de toutes ces différentes Monnoyes, en y mêlant une trop forte dose d'alliage, qu'arriveroit-il ? Par une opération forcée, par des Edits coactifs, le Souverain obligerait ses Sujets à prendre cette Monnoye, à s'en servir dans le Commerce, & à lui donner cours sur le pied de la valeur numéraire dont elle est marquée par le coin. La consommation pourroit même en devenir fort grande, & le Souverain gagneroit d'abord considérablement sur le Droit de Seigneurage, sur la Fabrication, sur la différence de la valeur réelle à la valeur numéraire &c. Mais ce profit momentanément disparaîtroit bientôt, & se convertiroit en une perte véritable, & toujours renouvellée. Car 1. le Prince ne feroit ce profit que sur ses propres Sujets qu'il appauvrirait en raison de ce qu'il gagne, comme nous le prouverons tout à l'heure ; manière pitoyable de s'enrichir ! 2. Le Souverain ne pouvant se dis-
pen-

Preuves
tirées d'un
exemple
supposé.

(a) Voyez, entre autre sur cette Matière les *Éléments du Commerce*, Chap. IX. de la *Circulation de l'Argent*, où l'on trouve ces principes développés & sous réplique de ce que nous avançons ici. Cet ouvrage exige une méditation de la part du Lecteur.

penfer de prendre dans les Caiffes l'Or & l'Argent, qu'il a lui-même monnoyé, diminue la totalité de fes revenus d'autant de *pour cent* qu'il y a de différence entre la valeur réelle & la valeur numéraire de fon Argent; ce qui eft un objet très confidérable dans la révolution d'une année, & dans un pays où les revenus publics font importans; Car mettons que cette différence dans le Billon foit de 8 pour cent, & que le Sujet puiſſe payer les charges en Billon, le Souverain perd 80 mille Ecus fur chaque million d'Ecus de fes revenus. 3. Cette perte dure à perpétuité, tandis que le profit fur le Monnoyage n'a été fait qu'une fois pour tout, parce que le Public étant fuſſamment pourvu de cette Monnoye, on n'en peut plus frapper que pour l'uſage courant, ce qui ne fait pas un grand objet, & l'on ne ſçauroit avoir ſouvent recours à ces ſtratagèmes d'une reſonte générale. 4. Si le Souverain fait, en revanche, tous ſes payemens dans la même Monnoye qu'il reçoit à ſes Caiffes, comme on peut me l'objeéter, il s'enſuit (a) qu'il paye toutes ſes emplettes plus cher, en raifon de la mauvaife qualité de ſa Monnoye, & (b) qu'il retranche de toutes les penſions qu'il donne, & de tous les appointemens qu'il paye, une portion confidérable, qui eſt d'autant plus ruineuſe à ſes Serviteurs & à ſes Employez, que les denrées & tous les beſoins de la vie renchériſſent par cette même fabrication des Monnoyes dont le titre n'eſt pas fidèle. Si le Souverain eſt dans un ſi preſſant beſoin d'Argent, il vaut mille fois mieux diminuer toutes les penſions, ou mettre une taxe générale ſur le Peuple, que d'avoir recours au pernicieux expédient d'altérer les Monnoyes. 5. La contrefaçon de ces mauvaifes Monnoyes dans les pays étrangers eſt fort à craindre. Le monde eſt plein de Juifs & de Chrétiens fourbes adroits, qui ſça- vent imiter parfaitement l'empreinte d'une Monnoye, qui ſe retirent dans les lieux écartés, ou à bord de quelque Vaifſeau, qui y fabriquent des Monnoyes exactement égales aux nôtres, tant pour le coin que pour la valeur intrinſèque, qui ſont entrer dans notre pays cet argent que nous ne ſçauroions ni rejeter, ni diſtinguer d'avec le notre, & qui par cet artifice facile gagnent ſur nos Sujets tout ce que le Souverain a crû gagner ſeul.

§. 28.

Conti-
nuation
et ſupplé-
ment.

MAIS il y a plus encore. Dès que la Saxe frappe de l'Argent d'un titre inférieur à ſon ancienne Monnoye, le Cours général de ſon Change hauſſe à ſon deſavantage. Les autres Peuples Commerçans de l'Europe ne ſont pas aſſez imbéciles pour prendre de l'alliage de Cuivre pour de l'Argent. Il ſont examiner d'abord par leurs Eſſayeurs jurés l'alloy de chaque Monnoye, & le Change ſe règle immédiatement ſur l'expérience qui en a été faite. Mettons, par exemple, que le pair de Change entre Leipzic & Hambourg ait été à 133. du tems de l'ancienne bonne Monnoye; c'eſt-à-dire, que Leipzic a pû payer la valeur de

cent

cent Ecus de Banque d'Hambourg avec 133. Ecus Argent de Saxe. Aufsitôt que le titre de l'Argent Saxon sera altéré, le Cours du Change montera à 135 & même à 140. comme il l'est à peu près aujourd'hui. Voilà 7. 8. 9. pour cent de perdus pour l'Etat; & cette perte réitérée dans toutes les allées & venues du Change devient une vraie ruine pour les Citoyens. Il en est de même du Cours sur toutes les autres Places Marchandes. De là naît la cherté de toutes les denrées, Manufactures, & autres Marchandises qui viennent du dehors, de là la cherté de la vie & de la main-d'œuvre, de là la décadence de l'Agriculture, des Fabriques, du Commerce du pays &c. Et tout cela pour un objet de cupidité, pour gagner sur les gages sacrés de tous les échanges. On ne peut que détourner les yeux de pareilles Maximes. Elles blessent les yeux de l'Homme d'Etat, & encore un coup le Monnoyage ne doit jamais faire un objet de Finances, ou une source de revenus.

§. 29.

Mais, dit-on, il y a tant de grands & de petits Souverains dans l'Europe qui ont abusé de leur Droit de Monnoyerie, qui inondent la Terre de mauvaise Monnoye, qui attirent notre bonne Monnoye par les échanges continuels, & qui gagnent prodigieusement sur nous dans la totalité. Comment parer cet inconvénient? Que faut-il faire? Réponse. Il faut faire ce qu'on fait en France, en Angleterre, & même dans des pays moins arrondis, ou tout argent étranger peut s'introduire plus facilement. *Il faut en un mot battre de la bonne Monnoye*, dont la valeur intrinsèque soit si exactement calculée, que l'Or ou l'Argent qu'elle renferme, avec l'alliage & les fraix de la fabrication, y compris un très petit Droit de Seigneurie, fassent précisément, & exactement, la valeur numéraire dont elle est marquée par l'empreinte, & pour laquelle on la donne au Public. C'est le moyen d'empêcher que des gens avides ne la mettent au Creuset, parce qu'il n'y a rien à gagner, mais qu'ils perdent encore par la fonte sur chaque Marc fin l'alliage & les fraix. C'est aussi le moyen de prévenir les pertes de l'Etat: Car à cette première règle il en faut ajouter une seconde, c'est d'avoir des *Esfayeurs habiles*, qui examinent toutes les Monnoyes étrangères dès qu'elles paroissent dans le monde, & qui en marquent au juste le titre & la valeur. Le résultat de cet examen, ou l'évaluation de chaque espèce de Monnoye contre la notre, doit être affiché & rendu public par tous les moyens usités à cet effet, afin que chaque Citoyen en sache la vraie valeur, & ne puisse être surpris dans ses échanges. Cette précaution est très nécessaire pour éviter un prétendu inconvénient dont on ne peut s'empêcher de parler. Si le Souverain frappe de bon Argent, dit-on, il est bientôt attiré par ses voisins, il disparoit, il sort hors du pays, au grand dommage de l'Etat. Ce raisonnement populaire est

Avantage
de battre
de la bon-
ne Mon-
noye.

Réponse à
un raison-
nement
populaire,

dans la bouche de tous les Financiers; & il semble quelquefois qu'il soit confirmé par l'expérience. Cependant rien n'est plus absurde dans le fonds. Dites moi, de grace, comment ce bon Argent fort-il du pays? A quelles conditions, à quel prix? Y a-t-il un de vos Citoyens assez inepte pour changer but à but un Ecu, ou mille Ecus de bon Argent, contre du mauvais, si, par une exacte évaluation de toutes les Monnoyes, publiée à tems, vous l'avez mis à même de n'être pas trompé dans son trafic? Soyez persuadé que, pour chaque centaine d'Ecus de bon Argent qui est sorti de votre pays, il en est rentré l'exacte valeur intrinsèque, ou en Argent de moindre alloi, ou en Marchandises, ou en Lettres de Change. Il seroit même très aisé à démontrer que celui qui est obligé de troquer la mauvaise Monnoye contre la bonne perd toujours au Change. Eh-bien, voilà donc votre bonne Monnoye hors du pays! Quel mal y a-t-il? Vous en avez la valeur en mauvaise. Faites refondre celle-ci. Battez toujours. Vous deviendrez insensiblement les Monnoyeurs de toutes les Nations. Vos Sujets y gagneront les fraix de la fabrication, & le Souverain son droit de Seigneurie avec le profit qu'il fait sur l'alliage. Vous voilà bien à plaindre! Je voudrois pour beaucoup que des hommes qui raisonnent ainsi me démontrassent une fois comment le bon Argent peut sortir d'un Royaume, sans que l'équivalent de sa valeur intrinsèque y rentre. Il faudroit supposer que tous les Sujets, tous les Commerçants, fussent de vrais imbéciles. Je connois quelques Villes où tout l'Argent de l'Europe a cours selon la juste valeur. C'est Francfort sur le Main, Hambourg, &c. Elles s'enrichissent des fautes que font les Puissances qui battent de la mauvaise Monnoye; mais elles ne gagnent assurément rien avec les Nations qui n'en font frapper que de bonne.

§. 30.

Abus de
trop alté-
rer la va-
leur in-
trinsèque
du Billon.

Propor-
tion entre
l'Or &
l'Argent.

Des Principes qu'on vient d'établir il s'ensuit encore que c'est un grand abus de mettre une différence entre le titre de la grosse & de la petite Monnoye, & qu'un Citoyen, ou, ce qui est bien plus dangereux encore, qu'un Etranger puisse payer la même valeur numéraire avec une plus petite portion de valeur intrinsèque en payant en petite Monnoye. C'est-là la vraie source de l'Usure, de l'Agiotage, & des pertes réelles de l'Etat. Au-reste, le grand point dans tout le Monnoyage consiste à établir une exacte proportion entre l'Or & l'Argent pour la valeur qu'on accorde à chacun de ces Métaux; car si cette proportion n'est pas calculée, & toujours soutenuë avec la dernière exactitude, les Nations étrangères nous enlèvent tantôt tout notre Or, & tantôt tout notre Argent, & toujours à notre désavantage, selon que nous aurons prisé l'un de ces Métaux trop bas, ou trop haut.

§. 31. II.

§. 31.

Il ne sera pas nécessaire, je pense, de remarquer ici, que comme l'Or & l'Argent en barres doivent être considérés comme une Marchandise, il faut tâcher de se procurer ces Métaux de la première main, & au plus bas prix qu'il est possible; que la Fabrique des Monnoyes doit se faire avec le plus d'économie & le plus d'Art qu'on peut y employer; qu'il faut se procurer de bons Médailleurs qui sachent donner un beau Coin pour nos Monnoyes, tant pour séduire par l'appas d'un dehors agréable, que pour laisser à la Postérité un monument de l'habileté & de la politesse du Siècle. Si le Législateur observe toutes les règles qu'on vient de donner jusqu'ici, il peut abandonner la circulation de sa Monnoye aux soins du Public. Dans les pays où plusieurs espèces de Monnoyes ont cours, il y aura toujours une variation dans le Cours de ces mêmes Monnoyes, qui, suivant la nature de tout ce qui est mis en Commerce, montent de prix lorsqu'elles sont rares & recherchées, & baissent lorsqu'il y en a beaucoup, & qu'on ne les demande point. Il faut bien se garder de vouloir forcer, par des réglemens coactifs cette allure naturelle de la circulation des espèces, qui n'est autre chose que l'échange réciproque des denrées contre l'Argent, & de l'Argent contre les denrées, & que les Négocians font avec beaucoup plus de succès lorsqu'on leur accorde une sage liberté à cet égard, que quand le Gouvernement s'en mêle & les gêne par toutes sortes d'entraves.

Autres précautions à prendre pour le Monnoyage.

§. 32.

Pour la Direction des Monnoyes, il faut faire choix d'un Sujet non seulement très habile, mais encore fort intègre. On est obligé de remettre une partie du salut de l'Etat & de la fortune des Citoyens entre ses mains. Quoique les Principes du Monnoyage soient en eux-mêmes clairs & simples, les combinaisons & les Calculs ne laissent pas que d'être fort vastes, fort subtils, & profonds. Le Système du Gouvernement de l'Empire a rendu la matière des Monnoyes si compliquée en Allemagne, qu'il faut un esprit bien juste, bien transcendant, pour la débrouiller. Les Maîtres des Monnoyes en ont fait un Grimoire non seulement pour le Public, mais même pour les Cabinets; & l'on ne sauroit lire sans dégoût tous les Mémoires ténébreux qui furent présentés sur cette matière à la Diète de l'Empire lors qu'on y proposa, au commencement de ce Siècle, une réforme dans les Monnoyes; Mémoires qui ont été rendus publics ensuite (a). Au reste, je serois fort porté à remettre au Conseil supérieur de Commerce la Surintendance

Du Directeur de la Monnoye.

(a) On les trouve dans un Recueil Allemand des Actes publics de l'Empire, qui porte pour titre : La Chancellerie d'Etat, par Faber.

des Monnoyes, cet objet étant intimement lié avec le Change, le Cré-
dit Public, les Banques &c. dont nous allons traiter.

§. 33.

Th Chan-
ge.

LE Virement continuel des Lettres de Change, & autres papiers représen-
tans l'Or ou l'Argent, forme la sixième branche du Commerce. Nous de-
vons (comme on l'a dit plus haut §. 11.) l'invention de cette espèce
de Négoces aux Juifs, qui essuyants des vexations cruelles en France,
imaginèrent cette manière imperceptible de faire passer leurs biens en
Normandie & ailleurs. A mesure que les liaisons du Commerce gé-
néral se sont augmentées en Europe, les Négocians ont adopté cette mê-
me façon de faire leurs payemens réciproques; & ce n'est que sur ces
mêmes liaisons, facilitées par l'invention des Postes, que le Change est
fondé. On le voit au Commerce que les Nations Européennes font en-
core aujourd'hui dans les autres parties du Monde dont ils tirent les
payemens par ce qu'on appelle les *retours*. Il n'est pas nécessaire
de dire que le Souverain doit avoir pour objet de rendre, autant qu'il
est possible, ce Change avantageux à ses Sujets. C'est un Axiome, re-
connu par tous ceux qui ont écrit sur le Commerce (a), que le Chan-
ge

(a) L'Auteur des *Elémens du Commerce* a donné une définition si juste du Change; il en a si
bien développés les Principes, & les a expliqués avec tant de force & de clarté, que nous croyons, pour
l'utilité de nos Lecteurs, devoir rapporter ici ses propres paroles. On trouve le développement
des Principes dans tout le VIII. Chapitre de son excellent Ouvrage. On ne sauroit dire rien de
mieux, rien de plus vrai; & il seroit inutile de se donner beaucoup de peine pour exprimer en
d'autres mots une chose qui a été si bien dite. Or selon lui

Le Change, dont il s'agit ici, est une Négociation par laquelle un Négociant transporte à un
autre les fonds qu'il a dans un pays étranger à un Prix dont ils conviennent.

Il faut distinguer deux objets dans cette Négociation: le transport, & le Prix de ce transport.

Le transport se fait par un Contrat Mercantile appelé *Lettre de Change*, qui représente les
fonds dont on fait la cession.

Le Prix de ce transport est une compensation de valeur d'un pays à un autre; on l'appelle *Prix
du Change*. Il se divise en deux parties; l'une est son *Pair*, l'autre son *Cours*. L'exacte égalité
de la Monnoye d'un pays à celle d'un autre pays, est le *Pair* du Prix du Change.

Lorsque les circonstances du Commerce éloignent cette compensation de son *Pair*, les varia-
tions qui en résultent sont le *Cours* du Prix du Change.

Le Prix du Change peut être défini, en général, une compensation momentanée des Monnoyes
de deux pays en raison des dettes réciproques.

L'objet du Change est d'épargner le risque & les frais du transport de l'Or ou de l'Argent pour
l'acquisition de ces dettes réciproques.

Son effet est que les Contrats qu'il emploie, ou les Lettres de Change, représentent tellement
les Métaux, qu'il n'y a aucune différence quant à l'effet. Un exemple mettra ces propositions

dans un plus grand jour.

Supposons Pierre de Londres débiteur de Paul de Paris pour des Marchandises qu'il lui a de-
mandées, & qu'en même tems Antoine de Paris en a acheté de Jacques de Londres, pour une

somme pareille. Si les deux créanciers, Paul de Paris & Jacques de Londres, échangent leurs Dé-
biteurs, tout transport de Métaux est superflu. Pierre de Londres comptera à Jacques de la même

Valeur la somme qu'il doit à Paul de Paris, & pour cette somme Jacques lui transportera, par un
ordre écrit, celle qu'il a à Pair entre les mains d'Antoine. Pierre, propriétaire de cet ordre, le

transportera à Paul, son créancier à Paris, & Paul, en le représentant à Antoine, en recevra le
paiement &c. Voilà en peu de mots l'explication du principe, de l'objet, & de l'effet du Change.

Le Change par arbitrage consiste, selon M. Melon, à remettre dans un pays en faisant passer la
remise par des intermédiaires, comme de remettre en Hollande, par Cadix, Londres, Ham-
bourg &c.

ge général est toujours à l'avantage de la Nation qui fournit plus de denrées, & de Manufactures, aux Nations étrangères, qu'elle n'en reçoit de dehors; par conséquent le Cours du Change est une suite nécessaire de la Balance générale du Commerce d'un pays; il est favorable ou défavorable comme elle. Il s'ensuit tout naturellement de là que, si le Souverain observe les règles qu'on a prescrites pour les Finances, les Manufactures, le Commerce & la Navigation, que les exportations excéderont dans son pays les importations, que par conséquent la Balance générale lui sera avantageuse, & qu'ainsi le Change tournera toujours au profit de ses Peuples, sans qu'il ait besoin de faire les moindres efforts pour cela. Aussi toutes les opérations forcées, & ce qu'on appelle les Manœuvres de la Place, sont-elles toujours défavorables au général de la Nation qui les met en usage. Ces Manœuvres consistent dans l'offre que l'on fait faire de Lettres avantageuses aux demandeurs. On regarde cet expédient, auquel on emploie quelquefois des Banquiers bien accrédités, comme la seule manière de soutenir le Change; mais loin que cela aille à l'avantage de la Nation, elle en devient, au contraire, débitrice du superflu, du *Pair* de la Lettre, & il faut toujours revenir à la solde. Ces Manœuvres sont plus l'ouvrage de l'Agiotier qui en espère du profit que d'un Ministre qui connoît nettement le Principe, qui sçait que le Cours peut être défavorable pour un tems par des causes accidentelles, mais qu'en peu il retournera à l'avantage de la Nation qui est créditrice des autres.

§. 34.

Le Législateur n'a donc que deux précautions à prendre relativement au Change & à son Cours. La première, c'est de faire de bonnes, de solides, & de judicieuses Loix pour le Change en général & pour tous les cas douteux, embarrassans, & litigieux, qui peuvent y survenir. Ces Loix doivent être claires, exprimées en peu de mots, toujours dirigées au maintien du Crédit, & à favoriser la circulation du Change. L'exécution en devroit être commise à un Tribunal particulier qui pourroit être composé de quelques Membres du Conseil de Commerce sçavans dans cette matière. Le Change, rapide dans ses opérations, ne se soumet point aux lenteurs & aux formalités ordinaires des autres Cours de Justice. Les Sentences sur des cas pareils doivent être rendues sans délai, & suivies d'une prompte exécution. En général il seroit très avantageux au bien du Commerce que le Conseil supérieur fut érigé en Tribunal, & revêtu d'une autorité suffisante pour valider & décider tous les différens & toutes les demandes des Négocians sur

Précautions à prendre pour le Change & son Cours.

bourg &c. C'est toujours sur les mêmes principes, & pour le même objet de gagner par cette circulation. Nous n'en saurions rapporter davantage sur la nature du Change, Le reste est d'un Métier qu'il faut apprendre.

sur le fait de la Marchandise, du Négocio, des Lettres & Billets de Change, Assurances, & autres matieres concernant le Commerce. Ce Tribunal devoit prononcer sur un Code Marchand dressé particulièrement à cet effet, & il faudroit que ses procédures fussent courtes, & presque gratuites. Cet arrangement reviendrait en quelque maniere à la *Jurisdiction Consulaire* établie en France, dont on trouve les détails dans le Dictionnaire de *Savari* à l'article *Consuls*. Outre ces précautions, il est nécessaire encore de faire imprimer, dans toutes les Principales Villes de Commerce, à chaque jour de Poste, une Liste, ou Table, du *Cours*, ou *Prix*, du Change tel qu'il a été sur les plus grandes Villes Commerçantes de l'Europe. Cette Liste doit être dressée par les principaux Courtiers, ou Agens de Change, de chaque Place, & rendue publique sous l'autorité du Souverain.

§. 35.

Maintien
du Crédit.

LA seconde précaution que le Législateur peut prendre pour l'avantage du Commerce en général, & du Change en particulier, c'est de veiller constamment au *maintien du Crédit*. Tout le Négocio du Change est fondé sur la confiance que le *Remettant*, qui achette argent comptant une Lettre de Change payable dans une autre Ville, où à *Vue*, ou à *Usance* (a), met dans la bonne foi du *Tireur*, pour l'exact & prompt acquit de cette Lettre de Change. Le Crédit est l'ame du Change, comme il l'est du Commerce en général. On a déjà insinué (Chap. VI. §. 8.) que toutes les Loix doivent tendre à favoriser le Crédit entre les particuliers d'un Etat, surtout si cet Etat vise à être Commerçant. On ne peut s'empêcher de le répéter ici. Toutes les Ordonnances, toutes les Réglemens qui gênent le Crédit, sont autant de bévuës, quand même il y auroit quelque aspect sous lequel ils pourroient paroître favorables. Le Crédit met tout en circulation. Il double, il triple les fonds qui roulent dans le Commerce, & le fait mouvoir. Outre cette confiance générale, que le Souverain doit tâcher de maintenir entre les particuliers, il est encore une autre espèce de Crédit qu'on appelle le *Crédit Public*, parce qu'il porte sur les fonds *Publics*, dont tout l'Etat est garant, & qui demande la plus scrupuleuse attention de la part du Gouvernement. Ce Crédit public, relativement au Commerce (car nous ne parlons point-ici des emprunts que fait un Etat sur son Crédit pour de certains besoins extraordinaires, ce qui est un objet purement de Finances) ce Crédit public, dis-je, roule sur deux établissemens qu'un Etat peut faire, ou de certaines *Compagnies générales de Commerce*, ou d'une *Banque*. Nous parlerons bientôt de cette premiere branche du Crédit public en traitant des Compagnies exclusives & de leurs Actions; mais il ne
sera

(a) *Usance*, en Italien *Uso*, terme de Commerce, qui signifie le tems fixé pour le paiement des Lettres de Change suivant l'usage des lieux sur lesquels elles sont tirées.

sera pas hors de propos de dire ici quelques mots sur les Banques , matière fort étroitement liée avec celle du Change.

§. 36.

UNE ^{Des Ban-} Banque est une Caisse générale, établie sur le Crédit public de toute une Nation sous l'autorité du Souverain représentant tout l'Etat, & sous la garantie de tous les Citoyens réunis (a). Ce dépôt ouvert à toutes les valeurs réelles & inaltérables porte avec foi un triple objet. 1o. La solidité & l'accroissement de la chose même. Il n'est personne qui ne sente qu'un pareil établissement est d'un avantage infini pour le Corps de la Nation, & qu'étant bien administré il devient un Trésor précieux, une ressource presque inépuisable pour l'Etat: Car comme les bonnes Banques ne payent point d'intérêts des Capitaux qui y sont déposés, les propriétaires pouvant en disposer à toute heure, les Directeurs ont soin, à mesure qu'il se présente des gages solides, de prêter une partie du fonds général sur ces gages à un intérêt de 5. pour cent. Mais ces mêmes gages doivent être d'une qualité qui n'est point sujette au déperissement, comme l'Or, l'Argent & les autres Métaux. Leur valeur intrinsèque doit aussi excéder la somme de l'emprunt, afin que la Banque soit à l'abri de toute perte. Ces 5. pour cent d'intérêt, & le profit que la Banque fait quelquefois sur la vente des gages qui n'ont pas été retirés à tems, sont plus que suffisans, (vu la grandeur de la masse générale) pour payer tous les fraix de la régie, & pour former encore un accroissement du fonds, dont la propriété appartient toujours au Corps de l'Etat, & jamais au Souverain. Le second objet de ce Dépôt est de doubler, dans le Commerce, la valeur de tous les gages qui y sont déposés: Car cet argent prêté sur ces gages rentre dans le Négoce, & y circule, en même tems que tout le fonds de la Banque réduit en Papiers représentans, y circule aussi, & n'est diminué en rien par ce prêt. On a pu voir par tout le Chapitre X. & surtout au § 21. combien il est essentiel à la prospérité générale d'un pays, de ses Manufactures, & de son Commerce, que la masse circulante des valeurs effectives & numéraires y soit augmentée; ainsi on ne doutera point de l'utilité d'un établissement qui forme un fonds pour l'Etat, une Caisse sure pour chaque Négociant, qui multiplie les richesses circulantes d'un pays, qui dans un besoin peut tout d'un coup ranimer l'Industrie & le Commerce, & qui a une influence directe dans toutes les opérations, que l'on peut faire pour augmenter l'Opulence d'un Etat. Le troisième objet enfin, est la Commodité des Négocians. Si dans des Villes d'un Commerce important, telles que Londres, Amsterdam, Venise, Hambourg &c. tous les payemens des Marchandises, & ce qui plus est, des

Let-

(a) On parle ici des Banques solides, telles qu'un Législateur sensé les doit établir, & non des abus que des Financiers fourbes, ou mal-adroits, en ont faits.

Lettres de Change qui y sont négociées doivent se faire en Argent comptant, on n'auroit jamais fini; les distractions causées par le Commerce seroient très considérables, & fort nuisibles à ses progrès, outre les pertes qui proviennent des mécomptes, des erreurs de calcul, de la fausse Monnoye qui peut se glisser parmi la bonne, de l'Agio: sur les différentes espèces, & de mille autres inconvéniens pareils.

§. 37.

Des plans
ou modèles
pour
les Ban-
ques.

POURvu que, dans l'établissement d'une Banque, on ne perde pas de vuë la définition qu'on vient d'en donner, & les trois objets mentionnés qu'elle doit embrasser, on peut suivre divers plans pour l'arrangement des détails. On n'attendra pas de nous des instructions particulières pour tous ces détails. Le Dictionnaire de Commerce de M. Savary donne à l'article BANQUE (a), une relation fort ample & fort détaillée des Banques de Venise, d'Amsterdam, de Hambourg, de France & d'Angleterre, qui ont servi de modèles à toutes les autres. On y voit les Réglemens que ces sages Gouvernemens, instruits par les Principes & par l'Expérience, ont faits, pour donner à leurs Banques une consistance solide & des effets avantageux. Ceux qui ont de nouveaux projets à faire pour de semblables établissemens doivent consulter les plans de celles dont la bonté est avérée par de longs & brillans succès: mais il ne faut pas croire que tous ces excellens modèles soient applicables à chaque Etat. Il est indispensable d'étudier les Principes mêmes de l'établissement qu'on veut faire, le but qu'on se propose, le pays pour lequel on travaille, sa situation, la nature de son Commerce, sa Navigation, ses ressources, son Crédit intérieur & extérieur, son Change, ses fonds pécuniaires &c. Après qu'on aura acquis des connoissances exactes sur tous ces objets, un bon esprit peut, à l'aide des autres modèles, faire un plan ingénieux, bien digéré, & bien solide, d'une Banque de Commerce.

§. 38.

Précau-
tions à
prendre à
l'égard des
Banques.

Il paroît par la définition même d'une Banque (§. 36.) 1°. que le Souverain doit regarder cet établissement comme un Trésor Sacré & inviolable, qu'il n'en doit jamais détourner les fonds, ni même y toucher pour quelque besoin que ce puisse être, à moins qu'il ne s'agisse de prévenir le bouleversement & la ruïne totale de l'Etat, nécessité à laquelle tout doit céder. 2°. Que, pour bien faire, il en doit commettre la régie à douze, tant Négocians que Banquiers, des plus accrédités, & en éloigner tous ses Ministres, ou Conseillers. 3°. Qu'il ne doit jamais troubler ces Directeurs dans leur administration par des ordres supérieurs,

(a) Depuis la page 300. jusqu'à 334.

rieurs, ou par des actes d'Autorité, à moins qu'il ne s'aperçoive d'une malversation ouverte. 4°. Qu'il faut punir avec la dernière sévérité toutes les malversations, fourberies, intrigues, & autres attentats soit des Directeurs, soit de quelque autre particulier, commis contre les intérêts de la Banque. Ces précautions sont surtout indispensables lors qu'on veut établir une Banque dans un Etat Monarchique. La confiance du Public est si difficile à obtenir, & à conserver, pour un établissement dont un Monarque est toujours le maître, qu'il faut employer une sagesse presque plus qu'humaine dans la première fondation, & dans la régie, d'une pareille Banque, pour entretenir son crédit. Enfin 5°. comme il y a deux méthodes par lesquelles une Banque peut substituer la circulation des Papiers à celle des Métaux, ou par des *Transports d'un Compte à un autre*, comme on fait à Hambourg, ou par des *Billets de Banque payables au porteur*, manière usitée en France & en Angleterre, il est de la dernière importance que, dans le premier cas, ces Transports se fassent avec autant de fidélité que d'exactitude, & dans le second que le Gouvernement agisse avec la plus grande rigueur contre les scélérats dont la coupable main pourroit fabriquer des faux Billets, ou altérer les Billets authentiques.

§. 39.

Je ne puis quitter cette matière sans parler encore d'un avantage infigne que procure à l'Etat la fondation d'une Banque, en ce qu'elle établit une Monnoye fixe dont le poids, le titre, & la valeur numéraire sont inaltérables, & dans laquelle elle fait tous les payemens. Cette détermination invariable de l'Argent de Banque, & de sa valeur, remplit à la fois deux objets de la plus grande importance. Premièrement, la Monnoye de Banque sert de pied à toutes les autres Monnoyes possibles qui peuvent s'introduire dans un pays, & que l'on a soin d'évaluer sur cette mesure d'une manière si précise, que personne n'y sauroit être trompé. Secondement, elle sert à mesurer toutes les Monnoyes étrangères, soit réelles, soit idéales, & par-là l'Etat qui a une Banque peut compter & solder avec toutes les autres Nations. C'est ce qui y attire toutes les Lettres de Change, & finalement l'Argent des Provinces & des pays qui n'ont point d'établissement pareil. Tous les grands payemens, par exemple, que font les Négocians d'Allemagne en France, en Espagne &c. & ceux qu'ils en reçoivent passent par Amsterdam, ou Hambourg. Comme l'avantage qui naît de là est immense, on voit encore quelle doit être l'attention d'un Souverain pour un objet si délicat, & que toucher à une pareille Monnoye, pour en diminuer le titre, ou la valeur, c'est commettre la plus haute imprudence, & se priver, pour une misère, d'un avantage immense. Une Branche de Commerce, un Crédit, une fois perdus, le sont pour toujours. Au reste, quand un Prince veut fonder une Banque, il ne doit point consulter le Corps des Marchands

Avantage
d'une
Banque en
ce qu'elle
fixe la va-
leur de la
Monnoye.

sur son projet. Il y a mille contre un à parier qu'ils le rejeteront comme impraticable ou pernicieux. Lorsqu'on propose un grand établissement de Commerce, de quelque nature qu'il puisse être, le premier mouvement du Négociant est toujours de s'y opposer. Nous en avons déjà indiqué les motifs. Mais si le Législateur, par une fermeté réfléchie, persiste dans sa résolution, & poursuit l'entreprise, le Marchand, invité par l'appas du profit, concourt, presque malgré lui, à la faire réussir.

§. 40.

Navigation & Assurances.

La Navigation & ses produits forment la septième Branche du Commerce, & les Assurances en font la huitième. (§. 13.) Ces deux articles étant non seulement d'une vaste étendue, mais aussi fort intimement liés entre eux, nous les traiterons séparément dans le Chapitre suivant auquel nous renvoyons le Lecteur.

§. 41.

Des Loix & de la liberté du Commerce.

Le Conseil de Commerce ayant pris de solides mesures, & fait de sages réglemens sur ces huit objets, ou branches, du Commerce, il doit veiller constamment à leur maintien. C'est en quoi consistent ses principales fonctions. Mais cette vigilance toujours active ne doit point aller jusqu'à une odieuse inquisition. Il faut bien se garder de brider le Commerce par des Loix trop rigides & accumulées à tout moment, ni de gêner le Négociant par des perquisitions fréquentes & rigoureuses sur la manière dont il conduit son Négoce. Une liberté sage est l'ame du Commerce. Cette liberté, à la vérité, ne sçauroit être sans bornes; mais ces bornes doivent être le moins reserrées qu'il est possible. (a) La contrainte n'est point Tirannique lorsqu'elle a pour objet l'utilité bien entendue de la plus grande partie des Membres d'une Société. Cette utilité commune a obligé les Législateurs de faire des Loix & des Réglemens de Commerce fondés sur la nature & la situation de chaque pays. Les Etats qui possèdent un immense terroir propre à la culture des fruits, de la Terre, sont obligés de faire des Loix de Commerce toutes dirigées à favoriser l'Agriculture & l'exportation des grains, comme les pays situés sur la Mer Baltique &c. Ceux qui ont en partage un terroir médiocrement étendu, & une grande quantité d'habitans, doivent avoir pour objet l'encouragement des Manufactures, & toute leur Législation doit tendre à ce but. C'est le cas où se trouve l'Angleterre. Ceux enfin qui n'ont qu'un petit terroir semé de Villes & situé

au

(a) On peut voir par le §. 1. Chap. VI. de cet Ouvrage, & par tout le Chap. XX. de l'*Essai Politique sur le Commerce* de M. Melon, ce qu'on doit entendre par le mot de *Liberté en général*; & quelle étendue on peut donner à cette expression relativement au Commerce.

au Centre de l'Europe, dans le voisinage de la Mer, qui par conséquent ne scauroient avoir ni beaucoup d'Agriculture, ni un grand nombre de Fabriques, doivent nécessairement tourner toutes leurs vues du côté du Commerce, & faire leurs efforts pour le rendre florissant, fut-ce même aux dépens de l'Agriculture, & des Fabriques. Toutes leurs Loix doivent viser à ce but. La Hollande, par exemple, ne peut que suivre cette Maxime. Or ces Loix, dictées par des Principes si différens, supposent nécessairement que la liberté du Commerce ne scauroit être tout à fait illimitée, mais que dans chaque pays elle a des bornes plus ou moins étroites selon la nature de sa situation, & le but naturel du Législateur. Mais ces bornes sont des entraves; Ces entraves sont un inconvénient, & de chaque inconvénient il ne faut en prendre que le moins qu'il est possible. Par conséquent un Souverain sage ne doit pas, sans la plus grande nécessité, faire des nouveaux Réglements qui puissent gêner le Commerce, & il doit mitiger, le plus qu'il est possible, ceux qu'il peut s'empêcher de faire.

§. 42.

Le Commerce intérieur, qui se fait d'une Province, d'une Ville, d'un Négociant du pays à l'autre, & qui est la base de celui qui s'étend au dehors, doit jouir surtout d'une liberté plénière. Il ne faut point lier les mains aux Marchands à cet égard. Comme tous les Citoyens réunis forment une Nation, & toutes les Provinces un Etat, il est égal au Chef lesquels de ses Sujets prospèrent le plus, pourvu que l'Argent reste dans le Royaume, & qu'il y soit constamment en circulation. Il en est précisément du Corps Politique comme du Corps humain. Les valeurs réelles, numéraires & mercantiles, sont à l'égard du premier ce que le Sang est au second. Si les Veines, même les plus petites, par lesquelles ce Sang coule, sont bouchées, le Corps est soudain en désordre; & si les canaux par où la masse générale des richesses d'un pays doit circuler se trouvent fermés, l'Etat languit d'abord. Ce sont de vraies obstructions.

§. 43.

Pour donner plus d'activité au Commerce intérieur, plusieurs Financiers ont imaginé l'établissement des Foires. On entend par là un concours de Marchands, de Manufacturiers, d'Artisans, d'Ouvriers, & de plusieurs autres personnes de tout état, & de toute profession, régionales, ou étrangers, qui s'assemblent à de certains jours de l'année dans une Ville à laquelle le Souverain en a accordé le Privilège, les uns pour y vendre & débiter leurs Marchandises, & les autres pour les y acheter, ou même seulement par curiosité, pour y prendre part aux divertissemens qui accompagnent ordinairement ces sortes d'As-

semblées (a). C'est une liberté de plus donnée au Commerce. Mais il faut distinguer ici entre les grandes & les petites Foires. Ces dernières n'attirent ordinairement que des Marchands agricoles, elles facilitent la circulation des espèces, favorisent le Commerce intérieur; & l'Argent ne faisant que passer d'un Sujet à l'autre, elles n'entraînent aucun inconvénient. Mais dans les grandes Foires, comme celles de Leipzig, Francfort &c. où abordent en foule des Négocians étrangers, même des pays lointains, il faut se proposer pour but de procurer par là un débit considérable & soudain des denrées & des Manufactures du pays, sans quoi elles sont plus nuisibles qu'avantageuses: Car le petit profit que l'Etat fait sur les Droits modiques que les Marchandises payent à la Douane, sur le transport, & sur la consommation des étrangers qui se rendent à ces Foires, & sur leurs dépenses, ce profit, dis-je, est absorbé par les achats que les ~~Naturels~~ du pays y font des Marchandises étrangères, & qui emportent des sommes considérables hors du pays. D'ailleurs qu'à la Foire de Leipzig, Pierre de Transilvanie achette de Paul de Hambourg beaucoup de Marchandises, peu importe à la Saxe: l'avantage qu'elle en retire n'est d'aucune considération. Mais lorsque ce Marchand Transilvain & ce Négociant Hambourgeois trouvent à Leipzig un assortiment complet de toutes les Marchandises dont il a besoin, parmi lesquelles il y en a beaucoup ou du crû, ou du produit de l'Industrie du pays, en un mot s'ils font de grandes emplettes de denrées & de Manufactures Saxonnes, c'est alors que la Saxe profite, & que la Foire est bonne. Un pareil avantage peut balancer la perte du Commerce qu'une Ville semblable fait toujours hors des tems de Foire. Il n'y a qu'à voir la langueur qui règne dans le Négoce de ces Villes, après que les Foires y sont finies, pour se convaincre que l'avantage n'en est pas aussi considérable que le pensent bien des gens, qui sont éblouis par le tumulte de quinze jours. Il s'ensuit de ces réflexions qu'on ne doit établir des grandes Foires que dans les endroits où les Manufacturiers du pays & les propriétaires des Terres peuvent apporter commodément les productions de leur Industrie, & celles de leur terroir.

§. 44.

Un Commerce passif peut être profitable.

Il paroît par ce qui a été dit plus haut (surtout au §. 18. & au Chap. XI. des Finances §. 40.) que pour rendre la Balance générale du Commerce avantageuse pour nous, on peut faire avec quelques Nations un Commerce passif qui nous est très favorable. Il est moralement & physiquement impossible que les Balances particulières avec chaque pays, chaque Ville, puissent toutes pancher en notre faveur. Le Négociant fait

(a) Voyez le Dictionnaire de Commerce, Article FOIRE.

fait quelquefois une branche de Commerce désavantageuse, pour faire aller une autre infiniment profitable avec d'autant plus de succès. Que de Marchandises n'est-on pas obligé d'acheter chez de certains Peuples à beaux deniers comptans, pour les revendre avec profit à d'autres! Il est impossible de folder en denrées avec toutes les Nations. Si le Législateur gêne à cet égard les Négocians, s'il s'avise de défendre ces branches passives du Commerce, il agit directement contre la liberté du Commerce, & fait un tort irréparable à ses affaires. Les autres Peuples Commerçans sont trop attentifs à profiter de pareilles fautes. Encore un coup, il faut laisser au Négoce le cours le plus libre qu'on peut. Un Commerce bridé & un Commerce florissant sont des contradictions.

§. 45.

La Politique n'envisage pas le Luxe sous le même aspect que la Théologie, & les habiles gens qui dans ce Siècle ont écrit sur le Commerce nous ont fait connoître l'utilité qu'il y porte. On n'a qu'à consulter sur cette matière l'ingénieur Mr. Melon (a) pour se convaincre combien sont frivoles les Déclamations qui ont été faites contre le Luxe, même par des Hommes d'Etat. Nous l'avons déjà indiqué au Chap. IV. §. 20. comme un des moyens les plus efficaces à polir une Nation, & nous le ferons connoître ici comme une source de la prospérité du Commerce. Agriculture, Manufactures, Arts, Métiers, Négoce, tout languit sans le Luxe. Qui payera les travaux de l'Industrie, si les riches s'abstiennent de vivre somptueusement? Mais ce Luxe néanmoins ne doit pas être sans bornes. Un grand Etat, qui renferme dans son sein tous les Ouvriers du Luxe, peut & doit même introduire une grande magnificence, une somptuosité extraordinaire parmi ses Citoyens, parce que les dépenses qu'on y fait encouragent, animent, vivifient tout, & l'argent reste dans le pays. Mais lorsqu'un petit Etat, qui vit, pour ainsi dire, de ses rentes, qui n'a que peu de terroir & peu d'Industrie, veut suivre les mêmes Maximes, imiter la Grenouille de la Fable, & se laisser aller à la manie de contrefaire le faste des grandes Nations, il sera bientôt aux abois, parce que ses fonds passeront en peu aux Etrangers dont il tire tous les besoins de son Luxe. Cette réflexion donne lieu à la Règle, qu'un Souverain doit toujours proportionner le Luxe de son pays aux moyens qu'il a de le satisfaire par l'Industrie de ses propres Sujets. Cette Règle n'est pas d'une exécution difficile. Y a-t-il trop de Luxe dans un pays? On en arrête les progrès par des Loix Somptuaires. Y en a-t-il trop peu? L'exemple du Prince & des Grands le fera bientôt augmenter. Il y a mille moyens pour cela; mais il faut un œil attentif de la part

(a) *Essai Politique, Chap. IX. du Luxe.*

du Législateur pour guider le Peuple dans cette carrière, & pour prévenir les excès.

§. 46.

Des Com-
pagnies
exclusives
Conces-
sions, Pri-
vilèges &c.

LES Concessions & les Privilèges, que les Souverains des principales Nations de l'Europe accordent à des Compagnies exclusives, ne doivent point être envisagés comme des Monopoles, ou comme une infraction faite à la liberté du Commerce. Ce sont, au contraire, de nouvelles branches de Commerce qu'on ouvre au Public, chaque particulier pouvant, à proportion de l'intérêt qu'il y prend, participer au profit général de l'association. Les objets que ces Compagnies embrassent sont, d'ailleurs, si grands, si vastes, si dispendieux, qu'un simple Citoyen, quelque opulent qu'il soit, ne sauroit y atteindre. Il est vrai que ces Oâtrois privent ce même Commerce de la concurrence, ce qui est une perte immense, comme nous l'avons déjà remarqué. Mais y a-t-il dans le monde un établissement qui ne porte avec soi quelque inconvénient? C'est dans le choix des moindres que consiste la prudence politique. Sur ces considérations cependant sont fondées deux Maximes fondamentales que le Gouvernement doit observer à l'égard de ces Compagnies exclusives: *La première est de n'en donner l'Oâtroi que pour des objets qui sont par eux mêmes si grands & si difficiles à remplir, que le Commerce des Négocians particuliers n'y sauroit atteindre.* S'agit-il, par exemple, de faire le Commerce du Levant; d'entreprendre la pêche du Harang, ou de la Baleine &c.? On en peut hardiment accorder le Privilège à quelque Société. Mais si l'on propoisoit de faire le Négoce de Vins, de Bléd, de Toiles, de Draps, avec d'autres pays Commerçants de l'Europe, par le moyen d'une Compagnie exclusive, une semblable proposition non seulement doit être rejetée soudain, mais même son auteur mériteroit un châtement. *La seconde Règle est, qu'il ne faut pas accorder ces sortes d'Oâtrois à perpétuité, mais seulement pour un certain nombre d'années, au bout desquelles le Souverain est toujours le maître ou de renouveler les Privilèges, ou de les révoquer, pour faire retomber cette branche du Commerce dans le Public, lorsque chaque particulier aura appris de la Compagnie même à le faire, & se trouvera en état de l'entreprendre.*

§. 47.

Du Com-
merce des
Indes.

Il y a cependant de certaines branches de Commerce qui ne peuvent jamais se faire avec un grand succès qu'à forces réunies, & que l'on comprend sous le nom collectif de *Commerce des Indes*, quoi qu'il se fasse dans les trois autres parties du Monde. Ce Commerce exige des fonds si considérables, une protection si puissante, des possessions si difficiles à acquérir, & à conserver, qu'il a bien valu en faire une entreprise Nationale, & qui vraisemblablement demeurera telle à perpétuité. Les

Européens, gens avides d'intérêt & de gloire, entreprenans & industriels, n'ont pû se contenir dans les limites de cette partie du Globe; ils ont franchi les Mers, & à mesure que la Navigation s'est perfectionnée ils ont porté leur nom & leur trafic jusqu'au bout de la Terre connue. Ce Commerce, paisible dans son origine, a fait naître aux principales Puissances de l'Europe l'idée d'un établissement & de Conquêtes dans ces contrées lointaines; leurs Vaisseaux y ont porté, au lieu de Marchandises, des Soldats & des instrumens de Guerre. On a attaqué tous les Peuples Asiatiques, Africains, & Américains qu'on a pu atteindre & subjuger. Ces Conquêtes & ces possessions dans les Indes ont donné lieu à des Guerres & à des Traités entre les Nations de l'Europe. Les Cabinets & les Congrès ont partagé non seulement le territoire des autres parties du Monde, mais ils ont aussi déterminé les limites par Mer & par Terre, dans lesquelles chaque Nation Européenne doit renfermer son Commerce & sa Navigation, surtout par delà l'Equateur. On trouve dans le *grand Corps Diplomatique*, dans les *Memoires de Lambert*, dans le *Recueil de Roussé*, & dans les autres compilations des Actes publics, tous les Traités que les Puissances Commerçantes ont fait entre elles pour fixer les bornes de leurs *Concessions* respectives. Le quatrième & dernier Volume du *Dictionnaire universel de Commerce*, par M. Savary, renferme l'Histoire & l'état actuel de tous le différens Commerces du Monde, & l'on y trouve sur cette matiere des instructions détaillées qui ne sçauroient entrer dans le plan d'un Ouvrage tel que celui-ci. Si une Nation veut participer à ce Commerce, il faut qu'elle commence par connoître ses droits. Les Livres que nous venons de citer, & plus encore les Archives de l'Etat, lui fourniront la-dessus toutes les lumières nécessaires. Le détail en est immense.

§. 48.

FONDÉS sur ce Partage, & sur ces Traités, les Puissances de l'Europe ont établi des Compagnies pour le Commerce des Indes, & leur ont cédé, par des Oëtrois, Lettres Patentes, Edits, Déclarations, ou autres Chartes, la propriété des pays, terres, côtes, parages, droits &c. qu'ils avoient acquis dans ces Contrées, exclusivement & privativement; de maniere qu'il n'est permis ni aux autres Peuples, ni aux particuliers de la même Nation, d'y envoyer des Vaisseaux pour trafiquer, d'y défricher des terres, ou faire des établissemens de quelque nature qu'ils soient. Ces Donations & ces Privilèges sont appelés *Concessions*, & elles forment la baze de tout le Commerce qui se fait par delà l'Equateur.

Des Con-
cessions.

§. 49. MAIS

§. 49.

Du Com-
merce li-
bre en
Asie.

MAIS il y a eu, en Asie, des Nations ou trop formidables par elles-mêmes pour être subjuguées, ou que la jalousie mutuelle des Puissances Européennes a laissées en paix, ou qu'on n'a pas crû valoir la peine d'être attaquées. Le Commerce avec ces Peuples & la Navigation sur leurs Côtes sont demeurés libres à toutes les Nations Européennes; & c'est aujourd'hui une violence, une injustice affreuse, lorsqu'une Puissance, qui domine sur la Mer par ses forces Navales, veut troubler les autres dans cette Navigation. C'est ainsi qu'il est permis à tout le monde de trafiquer aux Ports de la Mer Noire, en Perse, sur les côtes du Mogolistan, à Bengale, à la Chine, au Japon &c. Cette liberté naturelle a donné lieu à l'établissement de quelques Compagnies & Octrois pour le Commerce de la Chine, de Bengale &c. Il est à croire que ces Compagnies se multiplieront à mesure que l'Europe sentira la nécessité de devenir plus Commerçante.

§. 50.

Plans &
Octrois
pour les
Compagnies
des
Indes.

UN Etat qui vise au grand ne doit pas négliger de se prévaloir des prérogatives qu'il a obtenues à cet égard par des Traités, ou de celles que lui donne la Liberté naturelle, le Droit Universel des Gens, & la situation favorable de son pays. Le Commerce des Indes ne peut se faire avec succès que par une Compagnie, ou association Nationale (§. 47.) Elle doit être ouverte à tous ceux qui veulent s'y intéresser; & la meilleure méthode qu'on a pu trouver jusqu'ici, c'est de déterminer un certain fonds suffisant pour remplir tous les objets, & pour fournir à tous les fraix du Commerce qu'on veut entreprendre. Ce fonds doit être complété par ceux qui, dans l'espoir du gain, prennent intérêt à cette entreprise. On divise la somme générale en portions égales qu'on nomme *Actions*. Ces Actions ne doivent pas être trop fortes, afin que des particuliers d'une fortune médiocre puissent en faire l'emplette. Supposons que le fonds soit d'un ou de deux millions d'Ecus: on fera ou deux ou quatre mille Actions à 500. Ecus chacune. Ces Actions achetées Argent comptant produiront le Capital nécessaire pour commencer l'entreprise; les Vaisseaux seront construits, équipés, frettés & mis en Mer. A leur retour, après que les Marchandises rapportées auront été vendues, les Directeurs feront les Comptes généraux du Voyage, ils conserveront une partie du profit pour l'augmentation du fonds, & pour donner plus de vigueur à la continuation de l'entreprise; & le reste sera distribué aux Intéressés, ou propriétaires des Actions, comme un intérêt que leur capital a produit. Ce lucre distribué s'appelle *Dividende*. A mesure que les affaires d'une pareille Com-

Compagnie prospèrent, & que les Dividendes deviennent plus considérables, il est naturel que la valeur de ces Actions doit hausser aussi. Or, comme chacune des Actions est une espèce d'Obligation payable au porteur, & qui se transporte sans formalités d'un propriétaire à l'autre, ces papiers deviennent circulants, comme l'Argent, ou les représentations, & donnent à l'Etat l'immense avantage d'augmenter la masse totale des valeurs qui y sont répandues. Cette invention ingénieuse de réduire le fonds d'une Compagnie en Actions qui le représentent, & qui accroissent en raison des accroissemens du Commerce, répare amplement toute la perte que l'Europe, en général, pourroit faire sur l'envoi de l'Argent comptant que ces Compagnies font à la Chine, & dans plusieurs autres contrées de l'Asie, où elles ne peuvent débiter ni denrées, ni Manufactures d'Europe, mais sont obligées de faire toutes leurs emplettes pour de l'Argent, soit en barre, soit monnoyé.

§. 51.

C'est donc le Souverain qui doit donner à une pareille Compagnie son Oâtroi & ses Concessions (§. 47 & 48). Il doit aussi lui accorder son Pavillon, & le lui garantir. En reconnaissance de ces avantages, il peut exiger de cette Compagnie une Redevance de 6, 8, ou 10. pour cent de la vente de ses retours. Les Directeurs de ces Compagnies doivent être choisis parmi les plus riches, les plus intégres, & les plus habiles Négocians. C'est de leur prudence & de leur droiture que dépend tout le succès d'une pareille entreprise. Les Employés subalternes, comme les Commis, Teneurs de livres, Caissiers &c. doivent également posséder ces qualités, ainsi que les Capitaines des Vaisseaux, les *Super-Cargés*, & toutes les autres personnes que la Compagnie emploie, soit à la Marine & pour conduire les Vaisseaux, soit pour faire les emplettes, & pour diriger le Commerce aux Indes même. Il faudroit écrire plus d'un Volume si l'on vouloit indiquer toutes les précautions que le Gouvernement doit prendre pour se procurer des Etablissements, ou des Factories, dans les lieux où il veut faire le Siège de son Commerce, des possessions sur la route où les Vaisseaux, qui font le voyage de long cours, puissent relâcher pour faire aiguade, & de quelle manière chaque partie de ce Commerce doit être dirigée. La raison & l'expérience doivent dicter ces règles de détail, qui sont cependant toujours fondées sur les Principes généraux qu'on vient d'établir. Lorsque les Vaisseaux sont de retour, il convient de publier, par les Gazettes, l'état de leur charge, & d'indiquer le tems où les Marchandises seront vendues dans une Auction publique. Les grands établissemens Nationaux ne s'accroissent pas des ventes de détail, qui d'ailleurs nuiroient au Commerce des particuliers. Après que cette vente est finie, & les capitaux rentrés, on dresse le Bilan, on distribue le Divi-

Direction
de ces
Compagnies, Pavillon, Indult, Dividende &c.

Tome I.

Qq

dende,

dende, on folde les Livres, on termine le Voyage, & l'on pense à une nouvelle expédition.

§. 52.

Des Con-
suls.

IL nous reste encore à parler de quelques mesures qu'un Gouverne-
ment peut prendre pour favoriser le Commerce, dont voici les princi-
pales. Lorsqu'un Etat est situé de manière que ses Sujets peuvent faire
le Négoce par leur propre Navigation, *il est très nécessaire d'entretenir des
Consuls dans les grandes Villes Maritimes de l'Europe.* Un pareil Agent, qui
doit être considéré comme un Ministre public, & jouir de divers Pri-
vilèges du Droit des Gens, trouve tous les jours occasion de protéger
& de favoriser le Commerce de sa Nation. Tous les Vaisseaux & au-
tres Navires Marchands, portant le Pavillon de son Souverain, qui ar-
rivent dans le Port où il réside, sont sous sa protection; il doit assister
les Capitaines, ou Maîtres des Navires, de ses conseils, & de tous les
secours dont ils ont besoin. S'il leur survient quelque procès, quelque
accident litigieux, il doit plaider leur cause, ou parler en leur faveur.
Lorsque les Négocians domiciliés dans le pays de son Maître ont quel-
que affaire d'intérêt à discuter avec d'autres Marchands de la Ville où
il réside, ces premiers peuvent s'adresser au Consul de leur Nation, qui
est obligé de s'intéresser en leur faveur, & d'accommoder le différent
du mieux qu'il peut, à l'avantage de ceux qui lui en ont donné commis-
sion. Enfin il y a mille & mille occasions où un tel Consul peut ren-
dre les services les plus essentiels; & au lieu d'appointemens on peut
lui assigner une légère rétribution, ou Droit de Consulat, que chaque
Vaisseau National est obligé de lui payer avant de quitter le Port. Les
grandes Nations Commerçantes entretiennent aussi dans les Principales
Cours de l'Europe, outre leurs Ministres ordinaires, *des Agens de Com-
merce*, qui ont les mêmes devoirs à remplir que les Consuls.

§. 53.

Attention
aux pro-
grès du
Commer-
ce des voi-
sins.

LE Conseil supérieur de Commerce doit aussi avoir constamment l'œil au Com-
merce des Nations voisines, & à ses progrès, non pas pour le détruire,
mais pour prévenir par des mesures douces & sages qu'il ne détruise
le nôtre. Ce seroit commettre une grande absurdité de vouloir ruiner
le Négoce de tous ses voisins quand même on le pourroit. Eh! que de-
viendrait notre propre Commerce si nous n'étions environnés que de
Nations pauvres, indigentes, & par conséquent à moitié barbares? Une
pareille Politique seroit très fautive. Mais lorsque nous faisons une bran-
che de Commerce avec avantage, & qu'un peuple voisin cherche à s'en
emparer, ou par quelque Traité conclû avec une autre Puissance à no-
tre préjudice, ou par d'autres arrangemens qui manifestent une rivalité

non

non équivoque, il est très naturel que nous employons tous les moyens que l'équité, le Droit des Nations, & le devoir de veiller à sa propre conservation nous mettent en main, pour parer un semblable coup, & pour ne pas perdre une source abondante de notre Commerce & de la prospérité de nos Citoyens.

§. 54.

Un Souverain peut encore procurer un bénéfice extraordinaire au Commerce de son pays par des *Traité*s particuliers qu'il conclut sur cet objet avec d'autres Puissances. Presque tous les Souverains de l'Europe ont fait entre eux de pareils *Traité*s de Commerce, dans lesquels chaque Nation semble avoir épuisé tout son art & toute son habileté, pour mettre de son côté les avantages des conditions. Le Conseil de Commerce peut & doit connoître parfaitement l'intérêt général & réciproque de son pays & de sa partie contractante. Il doit être, de plus, au fait de l'intérêt de tous les autres Peuples qui sont en concurrence, des opérations particulières des Négocians dans chaque branche, & prévoir l'usage que ces Négocians pourront faire de chaque clause. Comme ces Principes exigent des connoissances particulières, & une profonde combinaison, c'est au Conseil de Commerce à dresser les instructions pour le Ministre que le Souverain charge d'une pareille Négociation, à lui fournir un projet du *Traité* qu'il doit conclure, & à le mettre solidement & clairement au fait de tous les objets sur lesquels la Négociation doit rouler. Le moindre petit avantage qu'on peut se procurer par un semblable *Traité* devient important au bout de quelques années par la fréquente répétition, comme le préjudice qui paroît souvent léger devient funeste par la même raison.

Des Trai-
rés du
Commer-
ce.

§. 55.

Si l'on peut attirer dans un *Etat* des Négocians étrangers, & les persuader d'y fixer leur domicile, on a sujet de se féliciter d'une pareille acquisition, surtout si ce sont des gens honnêtes, bien accrédités, & qui ont fait une bonne maison dans l'endroit de leur ancienne demeure. Ils apportent avec eux les fonds nécessaires pour leur nouvel établissement, ce qui accumule la masse des richesses répandues dans l'*Etat*, leur famille & leurs domestiques qui augmentent le nombre des habitans, & l'intelligence du Commerce qui est d'un prix inestimable. Pour attirer des Négocians pareils, il faut pouvoir leur ouvrir les canaux d'un Commerce lucratif, leur procurer une vie douce, libre & aisée, leur accorder des franchises pour l'entrée de leurs meubles & effets, les exempter même pendant quelques années des taxes ordinaires, leur donner gratuitement le Droit de Bourgeoisie, leur permettre un libre exercice de leur Religion, & leur tenir scrupuleusement tout ce qu'on leur a

Soins à
prendre
pour atti-
rer des
Négocians
étrangers.

promis: Car à quoi sert-il de tromper une fois en sa vie? Mais de pareils avantages ne sont pas faits pour des Banqueroutiers, des Transfuges, des Vagabonds & des Aventuriers, qui viennent s'offrir partout, qui, n'ayant pu se soutenir chez eux, échouent ordinairement dans leurs nouvelles entreprises, contractent des dettes, & décampent, ou deviennent à charge au Public. L'acquisition de pareils sujets est très pernicieuse, & fait un tort infini au Commerce des honnêtes gens. Il arrive quelquefois, mais les exemples en sont rares, que des Corps entiers de Marchands, viennent s'offrir d'établir leur demeure dans un Etat, moyennant qu'on leur accorde de certains Privilèges. C'est ainsi que la Colonie Angloise a été reçue à Hambourg, les Suisses à Lion &c. Ces sortes d'acquisitions sont très avantageuses; mais les prérogatives qu'on leur accorde, & qu'on doit leur tenir sans chicane, ne doivent point porter sur la généralité du Commerce, en sorte qu'ils puissent trafiquer au préjudice visible des Nationnaux du pays, lorsque par des franchises étendus trop loin on les met à même de pouvoir débiter leurs Marchandises à beaucoup meilleur compte que les autres Négocians qu'ils ruineroient par là.

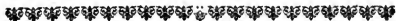
§. 56.

Des Bour-
ses, ou
Places
Marchan-
des.

ENFIN dans toutes les grandes Villes de Commerce, il faut bâtir des Places Marchandes, qu'on appelle aussi Bourses, où les Négocians peuvent s'assembler à certaine heure du jour, surtout les jours de Poste. On ne croiroit jamais quel bénéfice on procure par là au Commerce en donnant aux Courtiers la facilité d'ajuster promptement les parties, & de conclure des marchés considérables. Dans le Commerce, tout dépend souvent d'un moment. Le Négociant du Change s'y traite surtout avec beaucoup plus de rapidité & de succès, que lorsque les Agens, ou Courtiers du Change, sont obligés de parcourir les Maisons de Banquiers & des Commerçants pour négocier les Lettres. Tout ce qui peut distraire le Négociant, ou arrêter la promptitude de ses opérations, est nuisible au Commerce général; tout ce qui facilite, ou accélère ces opérations, est très avantageux. Les Courtiers, Agens, Cargadeurs, & autres personnes semblables, qui sont les entremetteurs entre les Négocians, & qui ajustent les parties, doivent être des hommes intègres & habiles. Il faut qu'ils prêtent serment par devant les Magistrats, ou les Chefs du Commerce: Car, en même tems qu'ils se mêlent de faire vendre, acheter, ou troquer des Marchandises, ou des Lettres de Change, de faire charger les Navires, il faut les considérer aussi comme des espèces d'Officiers dont le témoignage doit être valide dans tous les cas litigieux où il est requis, & qui sont de leur compétence.

Des Courtiers.

C H A.



C H A P I T R E X V .

De la Navigation.

§. 1.

LA Politique distingue trois objets différens dans la Navigation. Trois objets Politi-
ques dans
la Naviga-
tion.
1°. L'occupation qu'elle donne aux gens de Mer, qui en font métier; 2°. La construction des Navires, qu'il faut considérer comme une Fabrique, & 3°. L'utilité qu'elle procure au Commerce par le transport des denrées & des Manufactures, transport qui, outre la commodité qu'il donne, devient encore lucratif au Peuple qui le fait. Ces trois objets méritent d'être développés plus clairement.

§. 2.

Un pays bien peuplé, dont les Provinces sont situées de long de la Mer, qui a des côtes d'une grande étendue, où les habitans naissent avec une inclination décidée pour la vie Maritime; un tel pays peut occuper à la Navigation un fort grand nombre d'hommes qui tous gagnent beaucoup plus à ce métier qu'ils n'auroient fait en travaillant à la journée sur Terre, ou en s'appliquant à quelque profession commune. Or, comme les gens de Mer vivent presque toujours à bord de leurs Vaisseaux, où ils ne sçauroient faire de grandes dépenses, ils rapportent dans leur Patrie, au sein de leur famille, l'épargne qu'ils ont pu faire sur leurs gages, ou le profit d'un petit trafic. Tout cet Argent est gagné par l'Etat & augmente la masse de ses richesses.

§. 3.

Ceux qui ont vu construire & équiper des Vaisseaux sçavent combien d'Ouvriers de différens métiers y sont employés. Charpentiers, Calfa-teurs, Voiliers, Cordiers, Tisserans, Forgerons, Menuisiers, Armu-riers, Peintres, Tourneurs, Vitriers, Sculpteurs, & une infinité d'Artisans concourent à mettre un seul Navire en état de flotter sur l'eau. Plusieurs productions d'un pays, comme le Fer, le Chanvre, les Bois, le Gaudron, le Brai &c. entrent dans la batisse d'un Vaisseau, ce qui aug-mente les consommations d'une maniere fort avantageuse à l'Etat. Sous

De la con-
struction
& de l'é-
quipement
des Vais-
seaux.

cet aspect la Navigation peut être envisagée comme une immense Manufacture ; & elle mérite les mêmes encouragemens. (a) Mais quand il s'agit de mettre un Navire en Mer , de l'équiper , & de l'approvisionner pour le voyage , c'est alors que les consommations redoublent par l'emplette des provisions de bouche & de toutes les nécessités imaginables que les propriétaires des Navires sont obligés de faire pour un pareil voyage. On sent bien que plus la Navigation est considérable , plus ces approvisionnemens doivent augmenter & favoriser le Commerce. Il résulte encore de là un autre avantage important pour l'Etat , en ce que toutes ces provisions ayant été faites dans le Port d'où le Vaisseau est parti , le país ne souffre aucune diminution de consommation par l'absence des gens de Mer , le Capitaine , les Officiers & les Matelots qui forment l'équipage étant , à bord , comme à Terre , nourris , vêtus , & entretenus des productions & Manufactures de leur país.

§. 4.

Du transport des Marchandises.

L'UTILITÉ que la Navigation porte au Commerce par le transport des Marchandises n'est pas moins palpable. Lorsqu'un Etat n'a pas sa propre Navigation , les Négocians sont dans la nécessité d'attendre sans cesse l'arrivée des Navires étrangers , desquels on n'est jamais le maître. Les Marchandises qu'on veut envoyer au dehors , & celles qu'on fait venir de l'étranger , restent souvent fort long tems dans le Magasin , s'y gâtent , ou y reçoivent du dommage , consomment des intérêts ; & l'occasion , le moment de l'apropos pour le débit , se perd quelquefois sans ressource. Mais ce n'est pas tout encore. La commodité d'une propre Navigation est aussi une commodité lucrative. Car les fraix de transport faisant toujours partie de la valeur d'une Marchandise , il est clair que les consommateurs étrangers de toutes les Marchandises exportées sont obligés de payer tous les fraix de la Navigation que nos Sujets ont gagnés. D'un autre côté , la valeur des Marchandises importées par nos propres Vaisseaux diminue , dans la Balance générale du Commerce , de tout ce qu'a coûté leur fret , qui a été gagné par nos Citoyens. (b) Dans un país qui fait un grand Commerce ce double avantage est immense.

§. 5.

Maxime générale pour la Navigation.

Sur ces Principes incontestables est fondée la Maxime Politique que tout Etat qui est à portée d'avoir une Navigation doit y encourager ses Sujets par tous les moyens possibles , parce qu'un Peuple , qui laisse faire par d'autres une Navigation qu'il pourroit entreprendre lui-même , diminue

(a) Voyez les Elémens du Commerce.

(b) Voyez le Chap. XIV. §. 15.

minue d'autant ses forces réelles & relatives en faveur de ses Nations rivales. Mais avant que d'entrer plus avant dans le détail de la Navigation Maritime, disons quelques mots de celle qui se fait sur les Fleuves.

§. 6.

LA Navigation sur les Fleuves & Rivières embrasse les mêmes objets De la Navigation sur les Fleuves & Rivières. que la Navigation Maritime (§. 1.) & est tout aussi utile au Commerce. Les Nations qui entendent bien leurs intérêts cherchent à encourager cette Navigation sur les Rivières qui traversent leur pays par toutes sortes de facilités, & par une liberté raisonnable; celles qui les entendent mal croient parvenir au même but par la gêne & par de petites chicanes. Je m'explique. Il est assez rare, dans notre Continent, que les deux bords d'un Fleuve, depuis sa source jusqu'à son embouchure, appartiennent au même Etat; au contraire, les plus grands de ces Fleuves, comme le Rhin, l'Elbe, &c. coulent à travers plusieurs pays, & dans différentes dominations, avant de porter leurs eaux à la Mer. C'est ce qui a donné lieu à beaucoup de contestations entre les Puissances pour les limites du Domaine & de la propriété de ces Fleuves, que chacune a tâché d'étendre à son avantage. Le Droit universel des Gens, fondé sur les Principes les plus clairs du Droit Naturel, a décidé (a) 1^o qu'une Rivière, en tant que Rivière, appartient au Peuple dans les Terres de qui elle coule, 2^o que cette propriété s'étend aussi loin que les limites de chaque Souverain dont elle traverse le pays, & 3^o que si les deux rives opposées ne sont pas sous la même Domination le milieu du lit de la Rivière servira de limite, en sorte que le Domaine de chaque moitié appartiendra au Souverain qui est le maître du bord.

§. 7.

Cz réglemant équitable du Droit des Gens, auquel tous les Souverains ont acquiescé, a donné lieu aux Financiers de faire plusieurs sages établissemens, & plusieurs bévues. Chaque Prince, chaque République, a tâché de rendre ses Rivières navigables aussi loin qu'elles parcourent ses Etats. On a fait de beaux efforts pour les débayer, pour enlever les Bâtes de fable; on a marqué les écueils, dressé des Faneaux, & encouragé la construction des Navires, Bateaux &c. Mais on a cherché en même tems à rendre cette Navigation profitable aux Caisses des Souverains, qui se sont accordés à établir sur les bords des Fleuves plusieurs *Piages* où les Bateliers qui y passent, sont obligés

(a) Voyez Grotius, Droit de la Guerre & de la Paix, Liv. II. Chap. II. §. 12. & suivants, Puffendorf, Droit de la Nature & des Gens, Liv. IV. Chap. 5. §. 3. Le Droit Romain & tous les autres Codes sont d'accord avec ces Auteurs.

gés de payer de certains Droits tant pour leurs Batimens que pour les Marchandises qu'ils transportent. Il y a plusieurs observations à faire sur cet usage. Premièrement, on ne sçauroit condamner en général l'invention de ces Péages. C'est une espèce de Douane, ou de Taxe réelle, que l'on impose sur les *Marchandises d'entrée*, Taxe dont nous avons déjà fait connoître l'utilité, au Chap. XII. (a); qui diminue non seulement les autres charges qu'on seroit obligé de mettre sur le Peuple sans ce secours, mais qui porte aussi sur les *Marchandises de Transit*, lesquelles ne font que passer simplement par notre païs, où elles ne sont ni achetées ni vendues; & par conséquent c'est une Contribution que les étrangers nous payent qui diminue les charges de nos Sujets en même tems qu'elle augmente de nos richesses. Mais on peut faire un abus de cette invention pour peu qu'on hausse trop le Tarif de ces Péages, ou qu'on les multiplie. Car, si ces Droits sont portés trop loin, ils renchérissent les Marchandises d'entrée, & par conséquent les nécessités pour la vie des Citoyens, la main de l'Ouvrier, & nuisent au bon-marché de nos Manufactures. Ils préjudicient encore au Commerce de réexportation, parce que d'autres Peuples ne tirent plus de nous des Marchandises que nous avons si fort renchéries. Enfin, ils font un tort irréparable au Commerce d'entrepôt & de Transit; parce que les Négocians étrangers, qui asservissent tout au calcul, cherchent, & trouvent bientôt, d'autres routes pour l'envoi de leurs Marchandises dès que nous rendons la notre trop dispendieuse. On pourroit donner des exemples bien frappans de cette assertion, & faire voir que l'ignorance de quelques Financiers sur cet objet a causé plus d'une fois la perte du profit que les Navigateurs de leur païs auroient pû faire sur le transport des Marchandises étrangères, & d'une branche fort lucrative de Commerce. Il faut bien se garder de hausser les Péages sur les Rivières au point que le Négociant étranger puisse faire voiturier au même prix, ou envoyer par Mer, même en faisant un grand détour.

§. 8.

Multipli-
cation des
Péages com-
merciale &
inutile.

SECONDEMENT, si nous sommes tout à fait & absolument les maîtres d'une Rivière depuis sa source jusqu'à l'embouchure, je ne vois pas la nécessité de multiplier les Péages, & d'en établir de distance en distance. Rien ne cause plus de distractions inutiles à la Navigation, rien n'arrête si mal-à-propos le transport des Marchandises qui doit être très prompt, rien ne met les Bateliers si fort au désespoir, que lorsqu'ils sont obligés à chaque moment d'interrompre leur course pour compter avec des Douaniers, pour mettre la main à la poche, & pour faire visiter leur Navire. Pourquoi ne fait-on pas payer au premier Péage,

(a) Voyez §. II. & §. 21, & suivans.

à un Péage unique, à l'entrée du pays, tous les Droits dont on veut charger la Navigation? Pourquoi faut-il revenir tant de fois à la charge? Pourquoi les denrées & Marchandises qui sont consumées par nos Sujets domiciliés proche de l'embouchure d'une Rivière doivent-elles payer moins de Droits, que celles qui sont consumées par nos Sujets qui demeurent près de la source, ou dans la Capitale? On ne voit pas le fin d'un pareil arrangement. Il faut que dix Péages rendent annuellement la même somme que deux Péages pourroient rendre; & tout cela en causant des retardemens infiniment pernicieux au Commerce.

§. 9.

TROISIEMEMENT, s'il y a plusieurs Souverains dont les Etats consistent à un même Fleuve, & qui ont des Péages sur ses bords, il est encore plus dangereux, plus préjudiciable de hauffer le Tarif de nos Droits, parce que les autres Souverains, qui en sont soudainement informés, haussent d'abord les leurs dans la même proportion. L'Equité naturelle nous ferme même la bouche pour toute plainte à cet égard, nous ruinons notre Navigation, nous renchérissions toutes les Marchandises qui circulent dans notre pays, nous affoiblissions notre Commerce, & notre Etat perd précisément ce que nos Princes voisins gagnent. Concluons donc que l'établissement des Péages est avantageux, mais que le moindre abus qu'on en fait devient fort préjudiciable.

Considération, si plusieurs Souverains ont des Péages sur le même Fleuve.

§. 10.

Les Canaux qui joignent des Mers, tels que le fameux Canal du Languedoc, que Louis XIV. fit construire pour établir une communication entre la Méditerranée & l'Océan, par la Garonne, ou ceux qui servent à combiner la Navigation de deux Rivières, comme le Canal que l'Electeur Frederic Guillaume de Brandebourg a fait creuser pour joindre l'Oder à la Sprée, ou ceux enfin qui réunissent des Lacs avec des Fleuves, tel que le Canal de Ladoga, qui conduit les eaux & la Navigation du Lac de ce nom vers la Ville de Petersbourg, tous ces Canaux, dis-je, & quantité d'autres, moins célèbres, sont des monuments éternels de la grandeur, & de la magnificence des Monarques qui les ont fait construire. Le Voyageur étonné en admire l'art, la structure, la dépense, & la difficulté de l'entreprise, l'Homme d'Etat admire la grandeur du projet, la sagesse, la profonde Politique, la bienfaisance des Princes qui en ont conçu l'idée & qui l'ont fait exécuter, & la Postérité doit une éternelle reconnaissance à des Rois dont les travaux achevent l'ouvrage de la Nature en faveur du Genre humain. Ce sont là de beaux exemples à suivre pour les Souverains. Chacun devroit les imiter à proportion de ses forces & de l'avantage qu'une pareille entreprise peut procurer à ses Sujets. Il n'y a pas de pays en

Des Canaux.

Tome I.

Rr

Eu-

Abus
qu'on peut
faire à cet
égard.

Europe où nos Ancêtres n'en ayent encore laissé de pareils à faire; & plus les Nations se poliront, plus elles tâcheront de faciliter, à l'exemple de la Hollande, les communications entre leurs Villes & Villages par le moyen des Canaux. Mais il faut avertir ici les Ministres de ne pas gêner, par une économie mal entendue, tout ce qu'il y a de beau & de grand dans une pareille entreprise de la part de leurs Maîtres, en établissant sur de pareils Canaux des Péages excessifs qui absorbent tout le profit que le Public & le Commerce pourroient en retirer. C'est convertir des remèdes salutaires en poisons. Il semble alors qu'un Prince n'ait fait que par avarice ce qu'il auroit du faire par grandeur d'ame. C'est un revenu de plus qu'il se procure aux dépens des Voituriers qui charioient ci-devant les Marchandises, & qui perdent par-là leur subsistance sans que les autres Citoyens en profitent.

§. II.

Du débâ-
lement
des Riviè-
res, & des
Balises.

Il n'est guère de Port, ou de Ville Maritime, qui soit situé précisément sur le rivage de la Mer. La plupart sont assises sur les bords d'un Fleuve à quelque distance de son embouchure; & il est rare qu'une Rivière ne soit embarrassée par des Bancs & des sables vers les lieux où elle termine son cours, ce qui est très incommode pour la Navigation, & est cause que de gros Navires, bien chargés, & qui tirent beaucoup d'eau, ne peuvent approcher du Port que difficilement, ou par le moyen des Alèges. Mais comme tous ces moyens sont lents, embarrassans, & dispendieux, & qu'il y a même des Villes Maritimes où les Vaisseaux ne peuvent pas aborder du-tout par cet inconvénient, mais qui ont été obligées d'établir leur Port souvent à quelques lieues, au-dessous de la Ville, on a eu recours à toutes sortes d'expédiens pour enlever ces Bancs, ou du-moins pour prévenir leurs progrès. Une des machines les plus ingénieuses inventées à cet usage se trouve à Breme sur la Rivière de Weser. Le courant de l'eau, le Vent, & les Chevaux attelés à un Cabestan concourent également à la mouture; & ces forces réunies font de si prodigieux efforts, que 50 ou 60 pieds cubiques de sable sont enlevés, par chaque minute, du lit de la Rivière, & jetés dans un Batteau plat, lequel étant rempli se détache de la machine pour être poussé vers le rivage où on le décharge, & fait place à un autre. Il est incroyable quelle prodigieuse quantité de ce sable on peut retirer par ce moyen des Bancs au bout d'une année. Toutes les Puissances qui ont intérêt de faire nettoyer des Rivières devroient prendre modèle de cette machine, & encourager par des récompenses les Mécaniciens qui trouveroient encore à ajouter quelque chose à sa perfection. Mais si, dans un grand Fleuve, embarrassé par des Bancs immenses, le débâlement exigeoit des efforts plus qu'humains, & une dépense plus que Royale, il faut au-moins indiquer les endroits

dangereux par des *Balises*, ou Tonneaux attachés par une chaîne de fer à de grosses pierres qu'on jette au fond. Ces Tonneaux nagent sur l'eau, & marquent au Navigateur la route qu'il doit tenir pour éviter les Bancs & les écueils. C'est une précaution très essentielle pour assurer la Navigation; & il est nécessaire d'établir un Inspecteur des Balises, comme aussi de punir severement des scélérats qui déplacent ces Balises, ou qui les enlèvent

§. 12.

Un Vaisseau qui a passé heureusement la Mer ne court jamais tant de risque que lors qu'il approche des côtes, ou qu'il cherche à entrer dans la Rivière qui doit le conduire au Port. Ces côtes & ces embouchures de Rivières sont ordinairement comme semées d'Écueils, à fleur d'eau, de Bancs de sables, ou de bas-fonds très dangereux. Il est également de l'humanité & de l'intérêt de toutes les Nations que chacune marque tous les endroits périlleux qui se trouvent sur ses côtes par des signaux, des grandes perches, ou des mats, au haut desquels on attache une Girouette, ou autre enseigne propre à être vue de loin. On fait aussi construire sur des éminences proche du rivage, ou à l'entrée des Rivières & des Ports, des Tours, ou autres bâtimens exhaussés, au haut desquels on allume des feux pour servir de guide aux Navigateurs, & les avertir de ne pas approcher de Terre sans précautions. Ces sortes d'Edifices, ou de Tours, sont appelés *Fanaux*, ou *Phares*, & assurent merveilleusement la Navigation. Mais ce n'est pas le tout encore: il faut établir, sur toutes les côtes les & rades dangereuses, des Communautes de *Lamaneurs*, ou *Locmans*, qui sont des Pilotes jurés pour conduire les Vaisseaux à l'entrée la & sortie des Ports & des Rivières navigables. Ils ne doivent être reçus qu'à l'âge de 25 ans, & après avoir passé par un examen très severe sur la Marine en général, ainsi que sur les Marées, Bancs, Courants, Ecueils, Ports & Havres de leurs établissemens. Ils sont obligés de tenir toujours leurs Chaloupes garnies d'Ancre & d'Avirons, pour être en état d'aller au secours des Navires, au premier signal. On trouve toutes les autres règles & statuts pour la Police de *Lamaneurs* & *Locmans* dans l'Ordonnance générale de la Marine de France, du mois d'Août 1681 & dans l'Ordonnance particulière de Marine des Côtes de Bretagne du mois de Janvier 1685. Il y a aussi des réglemens admirables sur cet objet à *Helgeland*, petite Ile située, dans la Mer du Nord, sur un rocher, vis-à-vis des embouchures de l'Elbe & du Weser, & appartenant au Roi de Danemarck. Toute cette Ile est environnée d'Écueils, à fleur d'eau, & de Bancs très dangereux, qui rendroient l'entrée de l'Elbe presque impraticable, surtout dans les gros tems, ou dans des brouillards, si les Pilotes n'y étoient pas aussi excellens qu'ils le sont, & que leur Police ne fut pas aussi sévère qu'elle l'est.

Des Fanaux, ou Phares, des Lamaneurs, Pilotes &c.

solide. On trouve quelquefois des Entrepreneurs avec lesquels on peut faire des accords profitables; & les fraix d'une pareille opération ne sont jamais perdus pour l'Etat, 1°. parce que nos propres Sujets les gagnent, 2°. parce que l'accroissement du Commerce & de la Navigation les rembourse au centuple, &c. 3°. parce qu'on peut imposer un léger Droit sur tous les Navires qui entrent ou qui sortent. Mais outre la qualité que les Ports doivent avoir d'être d'un abord sûr & commode, il faut encore qu'ils soient par eux mêmes bien situés, spacieux, à l'abri des Vents, à couvert des entreprises des Flottes ennemies, & assez profonds pour contenir des Vaisseaux qui tirent beaucoup d'eau. Il semble que la Providence, pour faciliter la communication réciproque des Peuples, ait employé les mains de la Nature à former, dans les enfoncemens des Terres, dans des Anses, ou de petits Golfes, des Ports naturels, que l'industrie des hommes a perfectionnés. Ces sortes de Ports naturels sont certainement les meilleurs. Mais à leur défaut, on peut y suppléer par l'Art, & à force de travaux faire creuser des Bassins, élever des Moles, faire des Jettées, qui imitent la nature, & favorisent infiniment le Commerce & la Navigation. Cependant il faut bien examiner la nature du terrain & les facilités que le nouveau Port peut procurer à la circulation du Commerce, avant de s'engager dans une entreprise aussi dispendieuse. Il n'est pas nécessaire non plus de multiplier à l'infini le nombre de ces Havres, & de mettre toute la côte en Ports de Mer. L'Angleterre, que l'on peut envisager comme le centre du Commerce, n'en a que peu. Le tout dépend de la situation, du cours des Rivières, des Provinces qu'elles traversent &c. & toutes ces circonstances demandent à être soigneusement examinées avant que de procéder à la construction d'un Port artificiel. Au reste, il est nécessaire que toutes les passes & les entrées d'un Port soient étroites & faciles à défendre par des batteries, ou autres Ouvrages de Fortifications, & que ces Ports soient bordés par de larges Quais où les Vaisseaux peuvent s'amarrer commodément, & y faire décharger leurs Marchandises. Nous sommes fâchés de ne pouvoir entrer dans aucun détail sur la Police des Ports; mais nous renvoyons le Lecteur à ces Ordonnances sages que les Nations Commerçantes, comme les Anglois, François & Hollandois, ont fait sur cette matière après une expérience réfléchie de plusieurs Siècles.

§. 15.

Il ne serviroit presque de rien d'avoir des Rivières navigables & de bons Ports, si l'on étoit dépourvu de Matelots & de gens de Mer. On ne parle pas ici de ceux dont l'Etat a besoin pour ses forces Navales, dont on traitera à l'article de la Marine (*), mais de la Navigation

Des Matelots & autres gens de Mer.

(*) Chap. XVI.

gation marchande, pour laquelle on ne peut ni ne doit rien forcer. Les Marins ne sont pas également bons dans tous les pays, même dans ceux qui sont situés sur la Mer. On estime les Norwégiens comme les meilleurs de la Terre, & après eux les Anglois, François, Hollandois &c. C'est un métier que d'être Marin, & un métier pénible, difficile à apprendre, & qui demande de la jeunesse: aussi est-il plaisant de prétendre faire des recrues de Matelots dans des Provinces où les habitants n'ont jamais vu, ni senti l'eau de la Mer, que dans des Huîtres à l'écaille. Mais, dans les Provinces Maritimes qui ont des côtes d'une vaste étendue, le Peuple naît avec une inclination naturelle pour la Mer, il se familiarise dès son enfance avec ce terrible élément. Un fils commence par suivre son père à la pêche le long de la côte, il surmonte la maladie de la Mer; il apprend, presque en jouant, la manœuvre, il prélude à des voyages de long cours, il devient habile Marin sans efforts. Aussi le Conseil de Commerce doit-il encourager cette Pêche par tous les moyens possibles, parce qu'outre le profit que l'Etat en retire, il faut encore la considérer comme la première pépinière des Matelots. Je voudrais encore que, dans toutes les Villes, Bourgs & Villages situés le long de la Mer, on introduisît l'usage de faire enseigner aux jeunes garçons dans les Ecoles les premiers éléments de l'Astronomie & de l'Art Nautique. Cela suffiroit pour les simples Matelots, la pratique leur apprendroit le reste; mais pour ceux qui peuvent viser à quelque chose de plus, & qui sont destinés à être un jour premiers Pilotes, Maîtres de Navire, Capitaines, Amiraux, on devroit établir des Collèges de Marine, où d'habiles Professeurs pussent donner des leçons solides & plus savantes sur tous les objets qui entrent dans la théorie de l'Art de la Navigation. On formeroit par ce moyen d'excellens sujets; & pour en multiplier le nombre, ce ne seroit pas mal fait, je pense, de choisir dans les maisons des Orphelins, des Enfants-Trouvez &c. une certaine quantité de jeunes garçons pour les envoyer de bonne heure à ces Ecoles, & ensuite à ces Collèges, & leur faire apprendre à fonds un métier qui a tant d'influence sur la prospérité d'un Etat

§. 16.

Pépinière
de Marine-
lors de Pé-
che &c.

La plupart des Puissances Maritimes ont des Pêches Nationales, ou de certaines branches exclusives de Commerce, qu'elles font servir d'Ecoles & de pépinière pour la Marine. Telles sont la pêche du Harang proche des Iles-Orcades, celle de la Morue de Terre Neuve, du grand Banc &c., celle du Merlus, des Merluches & Barbuës sur les côtes de Norwège, celle de la Baleine en Groenland, ou des Chiens-marins dans le Détroit de Davis, & ainsi du reste. Le transport des Charbons des Mines d'Ecosse en Angleterre, & ailleurs, le Cabotage, ou la petite Navigation le long des côtes; toutes ces différentes Navigations sont très propres à former des gens de Mer, & les

Na-

Nations qui en sont en possession reconnoissent parfaitement bien le prix de cet avantage. Ils ont fait plus d'une fois la guerre pour se les conserver, & n'ont pas eu tort.

§. 17.

Lors qu'un pays à une Académie des Sciences (& tous les grands Etats en doivent avoir, comme il a été remarqué Chap IV. §. 16.) cette Académie doit être chargée du soin de faire dresser d'excellentes *Cartes Marines* à l'usage des Navigateurs. Les Cartes de nos propres côtes & parages doivent être faites par des Membres de l'Académie même, & celles des Mers, & côtes lointaines peuvent y être examinées. Il faut que l'Académie indique au Public quelles sont les meilleures, & donne le plan d'un Atlas complet de *Cartes Marines*. La même Académie devoit aussi avoir l'inspection sur les Ateliers où sont faits les Boussoles, les Compas de route, les Compas de variation, les Compas Equinoxiaux, les Astrolabes, Arbalètes, Quarts de Cercle, en un mot tous les instrumens de Mathématique & d'Astronomie à l'usage de la Navigation. Ce seroit le moyen de les avoir parfaits, & l'on conçoit aisément de quelle conséquence la perfection peut être dans la Marine. Aussi ne doit-on regretter aucune dépense pour se procurer des Ouvriers habiles pour ces sortes d'instrumens. Les Académiciens Astronomes doivent encore enrichir le Public de toutes les découvertes nouvelles qu'ils font au Ciel, sur la Terre, & sur Mer, qui peuvent servir à perfectionner l'Art de la Navigation. Quoique l'avantage d'une pareille découverte ne soit pas toujours prochain, ou actuel, on peut cependant assurer hardiment qu'il n'y en a aucune de parfaitement inutile, & qu'une nouvelle Constellation, trouvée par des observations pénibles, peut conduire mille Vaisseaux à bon Port. Ce seroit en même tems le moyen de rendre ces Académies d'une utilité plus directe, & elles cesseroient d'être purement spéculatives.

*Cartes
Marines,
Instru-
mens
Nautiques
& Obser-
vations
Astrono-
miques.*

§. 18.

AU-RESTE, la Navigation n'est pas également importante sur toutes les Mers; elle ne sçauroit être aussi considérable dans la Mer Baltique, dans l'Archipel, dans la Méditerranée, que dans l'Océan & dans la Mer du Nord. Toutes les Mers qui ne sont que des espèces de Golles, d'un accès difficile, fermées par des Détroits, qui ne confinent qu'à quelques Provinces, ou qui ne sont pas navigables dans toutes les saisons, mais que les Vents & les glaces rendent impraticables en certains tems de l'année, ne sont pas susceptibles d'une Navigation, ni d'un Commerce aussi vaste, que les Mers qui s'étendent d'un Pole à l'autre, & qui touchent aux principaux Royaumes & Etats du Continent. Cependant, comme il n'y a point de Mer, quelque petite qu'elle soit, où

*Différence
des Mers
pour la
Navi-
gation.*

la

la Navigation ne porte quelque avantage aux Provinces qui la bordent il faut toujours tâcher de l'établir & de l'encourager, d'autant plus que ces Golfs aboutissent enfin à l'Océan, & qu'en prenant toutes les mesures convenables, on peut communiquer par là jusqu'aux confins de la Terre. Mais comme les Mers les plus referrees sont les plus dangereuses, & les plus difficiles à parcourir par la quantité d'Ecueils & de Bancs qui s'y rencontrent; ainsi que par les Vagues courtes qui tourmentent excessivement les Vaisseaux dans les gros tems, il faut redoubler d'attention pour y avoir des Capitaines, Pilotes, & Marins habiles, & qui connoissent parfaitement la Carte de ces parages.

§. 19.

Encouragemens à donner à la Navigation Marchande.

Lorsqu'un pays n'a point encore de Marine formée, ou qu'elle est pour ainsi dire encore au berceau, il faut encourager les principaux Négocians par des Franchises, des Gratifications, & des Privilèges, à mettre des Vaisseaux en Mer; mais ces Privilèges ne doivent jamais être exclusifs pour d'autres Citoyens: Car la concurrence est ici tout aussi nécessaire que dans d'autres branches du Commerce, & l'on n'encourage jamais bien une entreprise lorsque le Public en général est privé de la liberté d'y participer. Le Souverain même ne doit point s'en mêler directement. Il me semble que le Czar Pierre I. n'a pas assez observé cette règle, lorsqu'il conçut l'idée de procurer à la Monarchie Russe une Marine sur la Mer Baltique. Il fit tout pour ses forces Navales, & rien en faveur de sa Navigation Marchande. S'il avoit employé le quart de la dépense énorme qu'il fit pour se procurer des Galères, presque inutiles, & une Flotte médiocre, à encourager la Navigation des Négocians dans les Ports de Petersbourg, de Riga, de Revel &c. le Commerce de la Russie, tant pour l'importation que pour l'exportation, ne se feroit pas, comme aujourd'hui, par des Navires étrangers: Car on ne remarque point que les Pavillons Russes se déploient fréquemment dans les Mers & dans les autres Ports de l'Europe; mais on voit, par cet exemple, que les louanges des Historiens & des Panégyristes ne portent pas toujours sur des actions que la bonne Politique a dictées.

§. 20.

Des Chantiers &c. de la construction des Vaisseaux en général.

Un des encouragemens les plus efficaces que l'on puisse donner à la Navigation, c'est d'assigner de bons Chantiers pour la construction des Vaisseaux, & où ils puissent être commodément lancés à l'eau. Ces Chantiers doivent être séparés de ceux où l'Amirauté fait bâtir ses Vaisseaux de guerre, & autres bâtimens qui composent les Flottes. Le Conseil de Commerce doit aussi tâcher d'attirer des constructeurs de Navire habiles, de bons Charpentiers, Calfateurs, & autres Ouvriers qui

qui travaillent à la batisse des Vaisseaux. Cet art est plus difficile qu'on ne pense, & les principes n'en sont pas les mêmes chez toutes les Nations Commerçantes. La coupe, la forme, le gabarit des Vaisseaux Anglois, François, Hollandois &c. diffèrent beaucoup; & chacune de ces Nations a par-devers elle des raisons qui lui font préférer le modèle qu'elle adopte. Les Navires longs, étroits, dont la Poupe est pointue, sont les meilleurs Voiliers, & se prêtent facilement à la manœuvre; ceux qui sont larges, & arrondis vers la Poupe, contiennent plus de charge, & se tiennent plus fermes sur l'eau; ce sont de vrais Châteaux flottans. Mais, tout bien considéré, si l'on avoit le choix d'un constructeur, je crois qu'il faudroit prendre un Anglois; cette Nation excelle dans la plupart des choses qui ont rapport à la Navigation, elle a quelques Siècles d'expérience par dessus les autres; & le grand exercice rend ses Ouvriers habiles. Il semble au-moins que l'œil soit plus satisfait d'un Vaisseau Anglois que de tout autre; il y a quelque chose de si élégant, de si dégage, dans le bâtiment & dans les agrez, qu'on le voit avec un plaisir secret sur l'eau; Mais cette légèreté dans la coupe contribue encore beaucoup à rendre un pareil Navire bon Voilier; il fend les Vagues avec une rapidité surprenante; & comme les Anglois sont, avec cela, les plus hardis Marins du Monde, il n'est pas étonnant qu'ils gagnent de vitesse sur toutes les autres Nations dans leurs Voyages.

§. 21.

APRES avoir solidement pourvu à l'article des Ouvriers nécessaires à la construction des Vaisseaux, il faudroit penser aux *Matériaux pour la batisse & l'équipement*, comme Bois, Fer, Gaudron, Bray, Chanvre, Lin, Cordages, Toiles, &c. Mais comme c'est aux Négocians à s'en pourvoir eux-mêmes, & qu'ils connoissent mieux que tout autre les endroits d'où ils peuvent les tirer à leur plus grand avantage, tant à l'égard de la qualité, que par rapport au prix, le Souverain doit leur laisser les mains libres à cet égard, & lorsqu'ils ont besoin de sa protection, soit pour l'emplette soit pour le transport de ces matériaux, ils peuvent s'adresser au Conseil supérieur de Commerce, qui ne doit pas manquer de leur prêter toutes sortes de bons offices.

§. 22.

La plupart des Puissances Maritimes ont établi, dans leurs Etats, des *Amirautés*, espèces de Con'cils où préside l'Amiral, lesquels sont composés de plusieurs Conseillers, Officiers de Marine &c. & qui ont la direction des affaires Maritimes. Cet établissement est admirable en soi-même, & même indispensable; mais si l'on adopte l'arrangement que nous avons proposé (Chap. XIII. §. 1. & suivans), si l'on crée un

Tome I.

S s

Con-

Matériaux pour la batisse & l'équipement des Vaisseaux.

Des Amiraux.

Conseil supérieur de Commerce dont l'Amiral est membre, si l'on érige des Chambres subdéléguées dans les Provinces, il n'est pas nécessaire, je pense, de multiplier les êtres, & de donner lieu à un conflit de Jurisdiction en établissant une Amirauté. Chaque païs doit consulter la dessus sa situation, la nature & l'étendue de sa Navigation & de son Commerce, & voir ensuite lequel de ces arrangements lui est le plus convenable. On sent bien que nous ne parlons ici que de la Direction de la Navigation Marchande; car pour ce qui regarde l'Intendance des Flottes, & Armées Navales, cette matiere sera traitée dans le Chapitre suivant.

§. 23.

Tout Sou-
verain
doit faire
respecter
son Pavil-
lon.

Il est de la dernière importance, pour la *Navigation*, que le Souverain fasse respecter le Pavillon National dans toutes les Mers du Monde. Ce respect est fondé sur le Droit universel des Gens, & plus encore sur la figure qu'une Puissance fait en Europe. Si une Nation entretient des Flottes formidables, tant mieux; elle en protégera plus efficacement son Commerce, surtout en tems de Guerre; mais quand même elle n'en auroit point, pourvu qu'elle ait des Armées nombreuses, & bien aguerries dans le Continent, son Pavillon sera furement à l'abri de toute insulte. Les liaisons entre tous les Peuples de l'Europe sont telles aujourd'hui, qu'ils peuvent s'atteindre par Terre, & s'y venger de toutes les injures qu'ils ont souffert par Mer. Les Pirateries, les Brigandages des Armateurs sont des violences si odieuses & des injustices si atroces, si nuisibles aux interêts de toutes les Nations Européennes, que tout est permis pour les réprimer. Il seroit très aisé de prouver, par des Principes incontestables du Droit de la Nature & des Gens, qu'une Nation dont les Navires Marchands ont été attaqués en pleine Mer, & pris par des Armateurs, que cette Nation, dis-je, est pleinement en droit de s'en venger sur toutes les possessions que la Puissance qui a fait agir ces Armateurs peut avoir dans le Continent, de quelque nature qu'elles puissent être, & à quel-que titre qu'elle puisse les tenir. La Providence n'a accordé, que je sache, à aucun Peuple un empire exclusif sur la Mer. Y vouloir faire les Maîtres, prescrire des Loix à des autres Nations libres & neutres, c'est outrager toute l'Europe; & c'est la venger lorsqu'un Prince peut mettre un pareil Peuple à la raison par des Conquêtes sur Terre.

Des Ar-
mateurs.

§. 24.

Des Pri-
res de la
Côte de
Barbarie.

QUANT AUX Pirates d'Alger, de Tunis, de Salé, de Tripoli, & des autres endroits de la Côte de Barbarie, qui infestent les Mers de l'Europe, mais surtout la Méditerranée, les principales Puissances Maritimes ont fait des Traités de Paix avec ces Corsaires. Il eut été très facile

facile à l'Europe Commercante de détruire depuis long-tems ces Républicains de Brigands; mais il semble que les grandes Nations Navigatrices se contentent de conclure avec eux des Traités qui mettent leur Navigation en sureté, & qui entretiennent le danger pour celle des petites Puissances. Cette Politique n'est pas trop conforme à la Morale; mais les choses étant telles, il n'y a que deux partis à prendre, ou de tâcher de faire comme les autres, & de conclure aussi des Traités avec ces Pirates, ou d'obtenir d'eux un Passeport pour tous les Navires Marchands qu'on envoie vers la Mer Méditerranée. Cette Négociation est assez facile; on s'adresse pour cet effet aux Consuls des Puissances amies qui résident à Alger &c. & moyennant une redevance d'une couple de centaines de Ducats on achète du Dey un pareil Passeport, qui est respecté par ses Sujets.

§. 25.

LORSQUE les Vaisseaux Marchands veulent mettre en Mer, les Capitaines, ou Maîtres, doivent prendre de l'Amirauté, ou du Conseil de Commerce, ou des Magistrats du lieu, des *Passeports, Congés, ou Lettres de Mer*, qui sont des Patentes par lesquelles ils obtiennent la permission de naviguer sous le Pavillon du Souverain au nom duquel elles sont expédiées. Ces Congés, ou Lettres de Mer, contiennent le nom du Capitaine, & celui du Vaisseau, sa capacité sa destination, quel en est ou quels en sont les propriétaires &c. Si un Maître de Navire étoit trouvé sans un pareil Passeport, il seroit regardé comme Forban, ou Ecumeur de Mer, & permis à tout le monde de courre sur lui: Car en effet le simple Pavillon qu'un Vaisseau arbore ne prouve rien, puisque les Pirates mêmes en arborent de différentes Nations, pour approcher des Navires Marchands & les surprendre. Ces Congés doivent être dressés avec beaucoup de précaution; il faut que toutes les Clauses usitées dans les coutumes de la Mer y soient exprimées, vu que la moindre omission, comme, par exemple, celle de *reposer la force par la force* &c. fait perdre à un Capitaine toute la faculté de naviguer sans être troublé dans sa course par les autres Nations. On peut s'en procurer facilement de bons modèles.

Des Passeports, Congés, & Lettres de Mer.

§. 26.

LES risques naturels & accidentels, qui accompagnent toujours la Navigation, ont donné lieu aux *Assurances*. On entend par là un *Contrat Mercantile* par lequel un particulier, ou une Compagnie, se charge des risques d'un Voyage, ou transport Maritime, en s'obligeant aux pertes & dommages qui peuvent arriver sur Mer à un Vaisseau, ou aux Marchandises de sa charge, moyennant une certaine somme dont les contractans conviennent selon le risque qu'il y a à courir. L'instrument qui contient les conditions de ce

Des Assurances &c. de la Police.

Contrat, qui est signé par l'*Assureur*, & contre-signé par le Courtier, ou Agent qui l'a conclu, s'appelle *Police*. Il doit être imprimé, & timbré de l'empreinte du Souverain. On en a des modèles excellens dans la plupart des grandes Villes Commerçantes, comme à Londres, Amsterdam, Hambourg &c. & l'on ne doit pas reconnoître une *Police* pour valide si elle est écrite: Car comme celles qui sont imprimées ont été dressées par des habiles Jurisconsultes & par les Négocians les plus expérimentés, tous les risques de la Mer y sont soigneusement exprimés; & les Juges des affaires de Commerce ne doivent faire aucune attention aux rêveries de quelques esprits bisares qui forgent des *Polices* d'une invention nouvelle, & les farcissent de clauses extraordinaires qui ne sont fondées, ni en raison, ni sur l'usage, qui causent des distractions aux Courtiers & aux Tribunaux, & qui donnent lieu à mille chicanes & à mille procès. Si des circonstances non prévues obligent à des clauses extraordinaires, il faut que le Courtier les exprime à la marge, ou au bas de la *Police*.

§. 27.

De la Prime d'Assurance.

Le prix que l'*Assureur* obtient de l'*Assuré*, pour le risque dont il se charge, est nommé *Prime d'Assurance*, & doit se payer d'abord à la signature de la *Police*. Il est remarquable que l'esprit de Commerce ait scû tourner les dangers du Négoce même en Commerce (a), & en faire un objet lucratif. L'Auteur des *Elémens du Commerce*, assure que par un dépouillement des *Registres de la Marine de France*, on a évalué, pendant dix huit années de Paix, la perte par an à un Vaisseau sur cent quatre-vingt. On peut évaluer les *Avaries* (b) à deux pertes sur ce nombre, & le risque général de la Navigation à 1 pour cent en tems de Paix. Si ce calcul est exact, comme on n'en sçauroit douter, il n'est pas surprenant que les *Assureurs* s'enrichissent, eux qui touchent rarement la plume pour signer une *Police* à moins de 2 pour cent de prime. & qui en prennent souvent 8, 10, 20. & quelquefois jusqu'à 50. selon que le risque paroît grand.

§. 28.

Des Compagnies d'Assurance.

Lorsqu'il y a, dans un Etat, des Chambres, des Associations, ou Compagnies d'Assurance, c'est un bénéfice pour le Commerce. Le Marchand, qui n'est pas assez riche pour courir lui-même tous les hazards de la Navigation, trouve plus aisément, & à meilleur marché, l'Assurance pour ses effets. Mais l'expérience a fait connoître que ces Com-

(a) Chap. VII. des Assurances.

(b) Nous en parlerons tout à l'heure.

Compagnies sont souvent chicanières, & se cabrent le plus qu'elles peuvent lorsqu'il s'agit de payer un dommage avéré. Les Directeurs sont quelquefois pour le Corps de la Société des difficultés qu'ils auroient honte de faire pour leur intérêt particulier. Ces sortes de chicanes ne doivent point être tolérées par le Conseil de Commerce, qui doit condamner l'Assureur au paiement dès que la perte est prouvée. Au reste, il est d'usage, presque dans toute l'Europe, que l'Assureur ne rembourse que 98. pour cent de la valeur assurée, laquelle doit être exprimée numériquement dans la Police.

§. 29.

Comme les Assureurs se chargent de tout le dommage que peuvent recevoir les Marchandises Assurées, il arrive souvent qu'elles viennent à bon port, mais si endommagées que le propriétaire y fait une perte notable. Quelquefois aussi le Maître du Navire est obligé de payer des sommes considérables où à des *Lamaneurs*, ou pour se procurer d'autres secours en Mer, lorsqu'il est atteint par une Tempête, ou qu'il lui survient quelque accident fâcheux. Comme ces fraix n'ont été employés que pour sauver le Vaisseau, l'équipage, & la cargaison, il est naturel que tous les effets qui forment cette cargaison doivent porter au *pro rata* cette dépense. C'est ce qu'on appelle les *Avaries*, qui se multiplient, dans certaines saisons, au point qu'elles sont plus à charge aux Assureurs que les pertes totales. Le règlement de ces Avaries est un objet fort épineux dans les Assurances & dans le Commerce. Pour éviter toutes les disputes & tous les procès, qui ne manqueraient pas de survenir tous les jours si chacun pouvoit taxer sa perte comme il le voudroit, toutes les grandes Villes Maritimes ont établi, pour cette partie de la Police Maritime, un Officier, que l'on choisit ordinairement entre les Courtiers, ou Cargadeurs des Vaisseaux. Cet Officier doit être un homme intègre & habile, auquel on fait prêter un serment particulier de fidélité, qui taxe le dommage général, & qui en fait la repartition sur toutes les Marchandises faisant partie de la charge. Ce personnage est appelée *Dispatcheur*, ou *Dépêcheur* (a), apparemment parce qu'il doit expédier promptement les affaires des Négocians qu'il a entre les mains & régler les différens.

Des Avaries.

§. 30.

On peut faire Assurer non seulement les Marchandises qui sont la charge d'un Navire, mais aussi le Vaisseau même en déterminant sa

De l'Assurance du Corps du Vaisseau, & de la liberté de l'équipage.

(a) Terme peu connu : cette dénomination varie même dans la plupart des Villes.

valeur dans la Police; & qui plus est on fait encore assurer la liberté du Capitaine & des Mariniers de l'équipage. Rien n'est plus juste, ni plus naturel: Car comme il arrive, malheureusement trop souvent, qu'un Navire Marchand est pris par des Armateurs, ou des Pirates, qui ne rendent les prisonniers que contre une forte rançon, on fixe dans la Police une certaine somme, que l'Assureur est obligé de payer en cas de malheur, & qui sert à délivrer ce Capitaine, ou les Matelots, de la Captivité où ils sont retenus. C'est une invention bien charitable, & qui contribue infiniment à encourager la Navigation. Nous ne parlons pas ici des Assurances qui peuvent se faire sur d'autres objets qui courent quelque risque, comme des Maisons, Magazins &c. Ce sont des espèces de jeux de hazard, qui n'entrent point dans le système de la Navigation.

§. 31.

Code &
Ordonnan-
ces de la
Marine.

TELS sont, en général, les Principes de la Navigation Marchande; & c'est sur ces Principes, sur les Observations de l'expérience journalière, & sur les meilleurs modèles pris chez d'autres Nations Commerçantes, que le Souverain doit faire dresser un bon Code, & des Ordonnances de Marine, qui régulent tous les détails de cette Navigation. Les bornes de cet Ouvrage ne nous permettent point de nous étendre davantage sur cette matière.





C H A P I T R E XVI.

Des Forces de l'Etat.

I. De l'Armée, II. de la Marine.

§. I.

C OMMENÇONS ce Chapitre par quelques réflexions qui peuvent nous mettre à couvert d'un reproche qu'on pourroit nous faire, ou plutôt d'un ridicule qu'on pourroit nous donner: *c'est d'écrire sur une matière à laquelle nous sommes sensés ne rien entendre, & qui ne fut jamais de notre compétence.* Ce reproche seroit fondé si nous entreprenions de traiter ici de *l'Art de conduire la Guerre*, où en effet nous courrions risque de donner dans des raisonnemens qui pourroient paroître étranges aux gens du métier. C'est aux Polybes, aux Polards, aux Feuquières, aux Puysegurs, aux Quincys, aux Vaubans, aux Maurices, aux Césars, aux Frédéricis, à instruire des Généraux dans la théorie de leur métier. Nous n'avons point de Héros à former; nous ne cherchons qu'à initier un jeune élève, destiné aux affaires d'Etat, dans les Principes de la Politique. Nous lui offrons les fruits de quelques années d'expérience pour abrégér ses peines, pour le mettre en état de commencer ses études là où nous les avons finies, & pour perfectionner, par ses propres travaux, une Science dont nous ne donnons que la première ébauche. Nous lui dirons ce que tout homme de Cabinet ne doit pas ignorer, surtout lorsqu'étant parvenu au Ministère, il concourt au Gouvernement d'un Etat. La Politique est même la source des Principes qui régrent l'état Militaire; & tout Ministre en doit savoir assez pour ne pas s'exposer à une aventure aussi mortifiante que celle du Cardinal de *** , qui, se trouvant à une Conférence tenue devant le Roi son Maître, pour régler le Plan des Opérations de la Campagne prochaine, voulut montrer sur la Carte, au Maréchal, la marche qu'il devoit prendre avec l'Armée. Comme son raisonnement étoit mauvais, & ses idées impraticables, le vieux Guerrier, consummé dans l'Art de la Guerre, lui donna sur le doit en disant, *Monseigneur, votre doit n'est pas un Pont.*

On prévient un reproche ou plutôt, un ridicule.

§. 2. ON

§. 2.

Il faut
rendre
l'Etat for-
midable
1. grand
objet de la
Politique.

ON a vu dans le Chapitre III. §. 30. que le cinquième objet de la Politique est de rendre l'Etat formidable en lui-même, & respectable à ses voisins. Un Royaume, d'une étendue même médiocre, mais gouverné sur le plan qu'on vient de tracer, ne manqueroit pas d'acquies en peu des forces intrinsèques. En policant la Nation, on formeroit des Sujets capables de servir leur Patrie avec succès en tems de Paix & de Guerre. L'établissement du bon ordre, l'entretien de la Société, l'observation des Loix contribueroient à peupler l'Etat de Citoyens nés dans son sein & d'étrangers que la félicité d'un tel règne y attireroit en foule. Une sage Police y entretiendroit la sûreté & l'abondance; l'ingénieuse administration des Finances, l'encouragement donné aux Manufactures, au Commerce & à la Navigation y seroient monter, comme par flots, les richesses, & fourniroient par conséquent des ressources pour la Guerre, comme pour les besoins dans les tems paisibles. L'accord de toutes ces parties rendroit un Etat très opulent en lui même; mais il ne seroit pas encore redoutable à d'autres Puissances, si le Souverain ne sçavoit mettre ces ressources en œuvre, & les faire servir à procurer aux Sujets une entière sûreté contre toutes les attaques des autres Peuples. Plus un pareil Etat seroit riche & heureux, plus il deviendroit même un objet de convoitise pour des Conquérans. Carthage fourmilloit d'habitants, & regorgeoit de richesses; Rome, qui n'étoit que médiocrement opulente avant les Guerres Puniques, la subjugua. Le relâchement dans la discipline Militaire des Carthaginois, le peu d'attention qu'ils avoient donné jusqu'alors à leurs Armées, quelques vices dans la constitution du Gouvernement, causèrent la chute de cette République. Tout Etat qui suivra l'exemple de Carthage, qui ne pensera qu'à accumuler ses Trésors, en négligeant ses Troupes, ses Fortereses, & sa Marine, ne manquera pas de subir tôt ou tard le même sort. Ce n'est pas d'ailleurs une des moindres félicités d'une Nation de se trouver en situation de pouvoir repousser, par la force de ses propres armes, les attentats que d'autres Peuples font contre elle, de défendre ses foyers, & d'être à même de se faire justice sur toutes les prétentions qu'elle peut avoir à la charge de ses voisins.

§. 3.

Six objets
de l'Etat
Militaire.

POUR parvenir à un but aussi équitable, aussi naturel, aussi glorieux, il faut que l'Etat Militaire, & tout ce qui en dépend, soit établi & entretenu sur un pied solide. Dévelopons ce Principe, qui a six objets principaux. 1^o. La formation d'une Armée, 2^o. le logement, la nourriture, le vêtement & les Armes du Soldat, 3^o. la Discipline Militaire, 4^o. l'Exercice des Troupes & 5^o. la manière de faire agir l'Armée, ou les Opérations Militaires;

4

à quoi l'on peut ajouter 60. l'entretien des Places fortes, des Arsenaux, & de tout l'attirail de la Guerre.

§. 4.

L'INTRODUCTION du *Perpetuus Miles*, ou des Armées constamment soudoyées, a changé totalement la méthode de la levée des Soldats. Ce ne sont plus des Peuples entiers qui s'assemblent dans les Champs de Mars, & qui se mettent tout à coup sous les armes, pour défendre leur Patrie, ou pour attaquer d'autres Nations, & qui retournent à leurs travaux ordinaires dès que la Paix est faite. Aujourd'hui la Guerre est un métier qu'un grand nombre de Citoyens exercent toute leur vie. Comme ces Citoyens sont pris sur la masse totale du Peuple, & enlevés à l'Agriculture, & à l'Industrie, on sent bien qu'il faut maintenant un autre combinaison de Maximes Politiques pour les enrôlemens des Troupes, qu'autrefois. M. de Montesquieu, dans ses *Considérations sur les Causes de la grandeur des Romains & de leur décadence* (a) dit „ Une expédition continuelle a pu faire connoître en Europe qu'un Prince qui a „ un million de Sujets, ne peut, sans se détruire lui-même, entrete- „ nir plus de dix mille hommes de Troupes; il n'y a donc que les gran- „ des Nations qui aient des Armées &c.” Une assertion si positive d'un aussi grand homme mérite quelques réflexions. Cette proportion, qui est comme d'un à cent, est-elle juste en elle-même, est-elle générale à tous les peuples? Sur le nombre de ces . . . 100 Sujets il faut déduire d'abord . . . 50 Femmes

1. La formation de l'Armée de la Levée des Troupes.

	reste	50
De plus les Vieillards au dessus de 50 à 56 ans		12
	reste	38 Hommes
Plus les jeunes Garçons depuis le berceau jusqu'à 16 ou 18 ans		16
	reste	22 Hommes
Les hommes employés à l'état Ecclésiastique, au Gouvernement, & aux affaires Civiles, les infirmes, les estropiés, en un mot tous ceux qui ne sont pas propres à porter les armes		7

reste . 15 Hommes.
Or, si quinze Citoyens doivent fournir constamment un Soldat à la République, il est certain que l'Agriculture, les Arts, les Sciences, les Fabriques, les Métiers, la Navigation, le Commerce, en un mot toutes

(a) Chap. III. Comment les Romains purent s'agrandir.
Tome I.

tes les professions de l'Etat, prises ensemble, ne pourroient pas souffrir cette diminution d'un quinzième de concurrence. Il faudroit plus de 200. Sujets contre un Militaire. Mais il ne faut pas croire que le Soldat, en tems de Paix, soit désœuvré, ou uniquement occupé de son Métier. Hors les tems d'exercices, beaucoup de Soldats obtiennent des Licences de leurs Capitaines, pour aller travailler chez eux; & ceux même qui restent aux Drapeaux ne montent pas toujours la garde, mais s'appliquent à des professions utiles dans les jours d'intervalle, & l'on a même remarqué que ces hommes aguerris par l'exercice des Armes sont plus forts, & plus propres que d'autres à toutes sortes de travaux.

§. 5.

Confid-
ration im-
portante
sur ce su-
jet.

Le Livre qui a pour titre *Réveries, ou Mémoires sur l'Art de la Guerre, par M. le Comte Maurice de Saxe, Maréchal-Général de S. M. T. C. &c. &c.* s'est acquis une si grande célébrité dans l'Europe, & a trop d'analogie avec la matiere que nous traitons, pour que je puisse me dispenser de faire l'examen de ces parties de son Système qui ont un rapport intime avec la Politique. Il est certain que cet Ouvrage porte avec soi le caractère du grand homme qui en est l'Auteur, & qu'il ne peut que plaire à ceux qui aiment les idées neuves, grandes, & brillantes; mais voyons si toutes ces idées sont également justes & praticables. A l'égard de la maniere de lever des Troupes il dit „ Ne vaudroit-il pas mieux „ établir par une Loi, que tout homme, de quelque condition qu'il „ fut, seroit obligé de servir son Prince & sa Patrie pendant cinq ans? „ En les choisissant entre vingt & trente ans, il ne résulteroit aucun „ inconvénient. ” &c. „ Il me semble, au contraire, entrevoir dans cette proposition divers inconvéniens, tant pour l'état Civil que pour l'état Militaire même; j'en indiquerai les principaux. En pourroit-on imaginer un plus grand que celui d'enlever à toutes les Sciences, à tous les Arts, à tous les Métiers, en un mot à toutes les professions nécessaires à l'Etat, tous leurs Ouvriers sans exception, & cela pendant l'espace de cinq ans, précisément entre vingt & trente, qui est l'âge où chaque homme ayant appris la théorie & les principes de son Métier, doit passer rapidement à la pratique, & ne s'en laisser distraire par rien, s'il veut y faire des progrès capables de le conduire à la perfection. Nul talent ne s'acquiert que par l'application constante au même objet, surtout à l'âge de 20 ou 30 ans; & que dirons-nous de ces Arts utiles, de ces Manufactures, qui demandent absolement l'adresse de la main? L'Expérience fait connoître que l'exercice Militaire & le maniement des Armes engourdissent le poignet & les doigts, & rendent l'homme impropre aux ouvrages subtils & délicats. Il y a plus encore. Ne nous fascinions pas les yeux sur une considération importante. La vie de simple Soldat donneroit aux Citoyens une certaine dureté de caractère qui influeroit sur les mœurs

de la nation en général. En un mot, je repons à Mr. le Maréchal qu'une Loi qui établiroit son Système seroit infiniment préjudiciable à la perfection des Manufactures, & de l'Industrie en général, & formeroit une nation insupportable. Mais qu'y gagneroit encore l'état Militaire? On seroit obligé de congédier le meilleur Soldat au bout de cinq ans; & l'Armée seroit composée singulièrement, ayant tous les ans un cinquième de recrues nouvelles, & une diminution d'un cinquième des meilleurs Soldats à peine formés. Quiconque a servi dans les Troupes reconnoitra de quelle utilité inexprimable sont les vieux Soldats aguerris en toute rencontre, combien on peut s'y confier dans les expéditions difficiles, & combien on doit les ménager. Au bout de six ou sept ans de Paix, il n'y auroit plus, selon ce plan, dans l'Armée un Soldat qui auroit vu le feu. Si j'avois une Dissertation à faire sur cette matiere, j'appuyerois mon idée encore par cinquante argumens; mais ne pouvant qu'effleurer les objets, ceux-ci suffiront.

§. 6.

Si toutes les Puissances de l'Europe pouvoient & vouloient s'accorder à faire une réduction proportionnelle de leurs Troupes, & ne garder chacune, par exemple, que la moitié du nombre qu'elles ont, ce seroit en effet un grand bien pour le Genre humain, & la proportion de leur puissance respective subsisteroit toujours sur le même pied. Mais depuis que Louis XIV. a mis les grandes Armées à la mode, la plupart des Princes ont senti qu'ils affoiblissoient trop par là leur état Civil, & ont employé diverses Maximes Politiques pour remedier à cet inconvénient. Les uns ont pris à leur solde des Régimens entiers de Troupes étrangères, comme des Suisses, des Allemands, des Suedois, des Irlandois &c. d'autres n'ont laissé subsister, en tems de Paix, que le pied de leurs Régimens, & ont fait des réductions considérables dans les Compagnies à la fin de chaque Guerre; d'autres encore recrutent constamment leur Armée par des enrôlemens qu'ils font dans les pays étrangers partout où ils peuvent en obtenir la liberté. Cette dernière methode est préférable à toutes les autres; Car, premièrement, on augmente par ce moyen le nombre des Sujets, ce qui n'est pas un petit avantage; secondement, on épargne les Naturels du pays pour l'Agriculture & l'Industrie; troisièmement, l'Armée reste toujours dans un état d'activité qui fait qu'on peut la faire agir à chaque instant, sans être obligé de faire de nouvelles levées; quatrièmement, la discipline, la paye, l'exercice, tout est uniforme dans l'Armée, & le même esprit anime toutes les Troupes; ce qui ne sçauroit être lorsqu'elles sont mêlées de Régimens étrangers. On croit communément que ces enrôlemens dans le pays étrangers emportent beaucoup d'argent hors de l'Etat, mais on se trompe. Chaque Soldat nouvellement engagé rapporte toujours avec soi la somme modique qui lui a été donnée pour son engagement; & s'il possède

Continuation de
cette matière.

encore quelque chose de plus, il le fait suivre. Tout cela rentre dans la masse de l'Etat. Il n'y a que la dépense faite hors du pays pour la remonte de la Cavalerie, qui est perdue à jamais.

§. 7.

Des Troupes qu'entretiennent les petits Princes.

Ces réflexions néanmoins ne doivent pas séduire un Prince, ni le porter à vouloir entretenir des Armées excessives. Les Troupes, indépendamment de leur levée, demandent de la paye & de l'entretien; & si les revenus naturels du pays ne suffisent pas, il faut fouler les Sujets pour y subvenir: Or plus un Prince accable ses Peuples, plus il se coupe toutes les ressources pour l'avenir. C'est le moyen de tout détruire en peu tems. Un Souverain qui met une trop grande Armée sur pied est comme un particulier qui entretient trop de Valets; il a les mains liées pour toute autre dépense, quelque avantageuse qu'elle puisse lui être. C'est une faute où tombent souvent de petits Princes qui veulent imiter les grands Monarques. Ils ont des Armées trop fortes pour le badinage & trop foibles pour le sérieux. Ils sont obligés à la fin d'en faire un trafic. Malheur surtout à leur pays, s'ils s'avisent d'avoir des Fortereses! Si la Guerre s'allume dans leur voisinage, aucune des Puissances belligerantes, fussent-elles leurs meilleurs amis, ne peut les laisser tranquilles. La première Armée qui passe est obligée, malgré elle, de s'emparer de ces Fortereses, de peur que l'ennemi qui fuit ne s'en saisisse, n'en fasse une Place d'arme, & ne la coupe par ce moyen. C'est s'attirer gratuitement la Guerre dans le pays; au-lieu que tout Prince qui n'a point de Villes fortifiées peut toujours garder la Neutralité. Il est sans conséquence, il demeure Spectateur bienévolé, & ses Sujets profitent de la vente de leurs denrées.

§. 8.

Principes sur lesquels on peut déterminer le nombre des Troupes.

L'ENTRETIEN même des Troupes ne seroit pas à charge à l'Etat, si la Paix duroit toujours. Il n'y auroit qu'à faire de tels arrangements que tous les besoins de l'Armée fussent pris dans le pays, toute la dépense retomberoit dans l'Etat, & ce seroit une nouvelle circulation d'argent: Car que cet argent soit dépensé par un homme de Guerre portant un habit blanc, rouge, ou bleu, ou par un homme de Cour bien poudré & bien chamarré, l'effet en est égal pour l'Etat. L'Expérience confirme ce raisonnement; & nous voyons bien des Villes de Province qui languissent dès qu'elles n'ont point de Garnison. Mais l'inconvénient se manifeste lorsque la Guerre éclate. Tous les congédiés sont rappelés soudain à leurs Drapeaux, l'Armée se met en marche, & va non seulement porter dans des contrées étrangères tout l'argent que coûte son entretien, mais prive aussi l'Agriculture & l'Industrie de leurs Ouvriers, ce qui est une double perte, d'autant plus sensible, qu'elle arri-

ve.

ve précisément dans un tems où la Nation est obligée de faire les plus grands efforts pour subvenir aux fraix de cette Guerre; & lorsque le pays même devient le Théâtre de la Guerre, le mal est encore plus grand par les dégats qui s'y font, & par l'interruption de tous les travaux. Concluons de tout ce qui vient d'être dit, que c'est moins le nombre des habitans qui doit déterminer la quantité de Troupes qu'un Etat peut entretenir, que la considération des revenus plus ou moins grands. La situation d'un pays arrondi ou non, défendu par la Mer, par des Montagnes, ou par une chaîne de Forteresses, ou bien ouvert, d'un pays peuplé ou non peuplé, d'un pays riche ou pauvre, d'un pays qui a des voisins formidables ou foibles; toutes ces considérations doivent, ce me semble, régler la grandeur de l'Armée. Je ne crois pas qu'il y ait d'autre règle sûre & invariable à donner.

§. 9.

TANT que la Politique marche à tâtons, & qu'on adopte des Maximes dont l'expérience n'a point confirmé la solidité, on est sujet à faire des arrangemens qui éblouissent le Vulgaire, qu'il envisage comme utiles, & qui dans le fond sont préjudiciables à l'Etat. On peut regarder comme tels les Bans & les Arrières-Bans, les Compagnies Bourgeoises, les Mineurs, les Chasseurs enrégimentés, l'établissement d'une Cavalerie Milicienne qu'on a si souvent proposé, & qu'on prétendoit former des Cochers Domestiques, Voituriers, Payfans, &c. qui devoient être fournis d'armes & d'uniformes pour se mettre chacun sur son Cheval & s'assembler au rendez-vous à l'approche de quelque danger. Toutes ces sortes d'inventions sont chimériques. De pareilles Milices feront toujours une pitoyable contenance vis à vis d'un ennemi bien aguerri comme le sont de nos jours les Troupes réglées des principales Puissances de l'Europe; & le mal est qu'on fait ordinairement dans le Cabinet quelque fond sur un pareil arrangement. L'ennemi paroît, les Bannerets & leurs Vassaux, les Bourgeois armés &c. vont à sa rencontre, sont taillés en pièces; & l'Etat fait une perte d'excellens Sujets le plus inutilement du monde. Il y a cependant quelques Nations en Europe qui entretiennent des *Milices*, & qui les ont mises sur un si bon pied, qu'elles retirent une grande utilité de cet établissement. En France, on les regarde comme la pépinière de l'Armée; ce sont des recrues toutes prêtes, & presque toutes dressées, qui prennent soudain l'esprit du Corps dans lesquels on les fait entrer; & en cas de besoin, on les met en garnison dans les Places fortes, où on les a vues souvent soutenir un Siège avec beaucoup de valeur; mais il ne faut pas les mener à l'ennemi en rase campagne; on risque trop avec elles dans une Bataille rangée. En Suisse, tous les Citoyens sont Miliciens pour la défense de la Patrie; & dans un pays tel que celui-là, où tout est Montagne & défilé, on ne pouvoit imaginer un arrangement plus sage. Armer tout un Peuple, l'exercer presque dès le berceau, l'employer à

Des Milices, des Bans, & Arrières-Bans, Compagnies Bourgeoises &c.

garder des passages que la Nature a rendus inaccessibles, & où il combat pour ses propres foyers, épargner par ce moyen toute la dépense d'une Armée, c'est en effet une invention digne de la plus profonde Politique. Le Milicien pris d'entre les habitans du plat-pays doit rester en tems de Paix chez soi, & vaquer à ses travaux. On en forme des Régimens, commandés par de vieux Officiers, qui font faire, une fois par semaine, l'exercice à une partie de leur troupe. Leur uniforme est simple, & n'a pas besoin d'être renouvelé souvent, parce qu'ils ne le mettent que lorsque le Régiment est assemblé. Leur paye est petite, & leur entretien coute peu à l'Etat.

§. 10.

De l'Infanterie & de la Cavalerie.

DEPUIS qu'on connoit des Armées, on sçait qu'elles ont été composées de Cavalerie & d'Infanterie ; & cet usage subsistera vraisemblablement jusqu'à la fin des siècles : car nous ne parlons pas des Elephans, des Tours mobiles, des Chariots à faux, & d'autres usages des anciens qui, malgré les exagérations des Historiens, n'ont peut-être jamais fait un grand effet, & que l'invention de la Poudre à canon a rendus tout à fait inutiles. On ne peut encore donner ici de règle fixe sur la proportion qu'il doit y avoir entre le nombre de la Cavalerie & de l'Infanterie dans une Armée ; elle est toujours déterminée par la situation d'un pays, de ses ressources, des Chevaux qu'il fournit, des ennemis qu'il a probablement à combattre & par plusieurs autres considérations Politiques. La Remonte, & l'entretien des Chevaux forment des objets si dispendieux, que les Régimens de Cavalerie sont partout beaucoup moins nombreux que ceux d'Infanterie. Par une combinaison de l'Etat Militaire des principales Puissances de l'Europe on trouve que leurs Armées ne contiennent *jamais au-dessus d'un tiers, & jamais au-dessous d'un cinquième* de Cavalerie, y compris les Troupes légères (a). Cette proportion paroît suffire à toutes sortes de besoins dans les

(a) L'Etat complet de l'Armée de S. M. l'Impératrice Reine de Hongrie & de Bohême est réglé de la manière suivante

45. Régimens d'Infanterie à 3 Bataillons & 2 Compagnies de Grenadiers, faisant en tout 2300 Hommes par Régiment	somme 103500 Hommes.
9. Régimens d'Infanterie Hongroise à 3000 Hommes	27000
6. Régimens Vallons & Italiens à 3000	18000
5. Régimens Grecs & Esclavons à 3000	15000
2. Régimens Suisses à 3000	6000
67. Régimens	169900 Hommes.
18. Régimens de Cuirassiers à 6 Escadrons & 1 Compagnie de Carabiniers faisant en tout 10744 maîtres par Régiment	19692 Hommes.
14. Régimens de Dragons à 6 Escadrons & 1 Compagnie de Grenadiers en tout 1094 hommes	15316
12. Régimens de Housards à 6 Escadrons faisant 1300 hommes.	14300
45. Régimens	49303 Hommes.
110. Régimens, somme totale de l'Armée	211808 Hommes.

Scelon le dénombrement qui fut rendu public en l'année 1755.

les Opérations Militaires. La Cavalerie est composée de *Cuirassiers*, de de *Dragons*, de *Houffarts*, de *Houlans*, ou d'autres Troupes-légères dont les dénominations ne sont pas les mêmes partout. Dans l'Infanterie sont compris les *Grenadiers*, les *Fantassins*, les *Fusiliers*, les *Canoniers*, *Pionniers*, *Mineurs*, *Bombardiers*, *Ingénieurs* &c.

§. II.

Les *Cuirassiers* & les *Carabiniers* doivent avoir les plus grands Chevaux qu'on peut trouver. L'effort du choc dans les attaques devient plus grand. Leur arme principale, sur laquelle ils peuvent faire le plus de fond, c'est le Sabre, qui doit être fait dans la plus grande perfection. Il est rare qu'ils se servent de leurs Carabines, & encore moins de leurs Pistolets. Leur Cuirasse doit être légère, c'est la seule arme défensive dont l'usage soit resté dans nos Armées modernes; encore les jettent-ils souvent avant que la Bataille commence, pour être moins gênés. Les *Dragons* mettent pied à terre dans l'occasion; on s'en sert beaucoup plus souvent en Campagne que des *Cuirassiers*, qui ne semblent être réservés que pour les grands Combats, tandis que les *Dragons* sont employés également aux Détachemens, à escorter des vivres, du bagage &c. On leur donne des Chevaux d'une taille médiocre, plus propres à soutenir les fatigues, & plus faciles à recruter. Les *Houffarts* sont les vrais souffre-douleurs de l'Armée; ils voltigent sans cesse, soit pour reconnoître l'ennemi, soit pour le harceler, soit pour enlever ses Convois, soit pour escorter ceux de l'Armée, soit pour faire du butin; enfin il n'est sorte d'expédition à laquelle ils ne concourent. On les monte pour cet effet fort légèrement sur de petits Chevaux propres à la course, qui content moins à remplacer, & qu'on dresse à souffrir toutes les fatigues possibles. Leurs Cavaliers étant, tantôt en embuscade, tantôt à pied, tantôt à la course, ils se servent de toutes sortes d'armes; Sabre, Pistolets, Carabine tout y va. Au reste, il n'est pas nécessaire que tous ces Cavaliers, sur-tout les *Dragons* & *Houffarts*, soient d'une taille Colossale; au contraire, un fort grand Corps fatigue & accable le Cheval.

Des Cuirassiers, Carabiniers, Dragons, Houffarts &c.

§. 12.

Pour *Grenadiers* il faut prendre l'élite de l'Infanterie, non pas à l'égard de la hauteur de la taille, mais pour la carrure, & pour l'air du visage; car comme on se sert d'eux aux expéditions les plus difficiles, & qu'on les place aux endroits les plus périlleux, il convient de choisir les hommes les plus robustes, les plus adroits, les plus braves, & les plus surs. Ils ont tiré leur nom des Grenades qu'on leur faisoit jeter anciennement, surtout lorsqu'ils se trouvoient placés aux angles des Bataillons quarrés: mais cette manœuvre de guerre étant presque entièrement abolie de nos jours, le seul nom leur en est resté, & ce ne sont dans

Des Grenadiers & Fantassins.

le fonds que des Fantassins de confiance. M. le Maréchal de Saxe dit (a) *qu'il n'est point pour les Grenadiers*, mais les raisons qu'il allégué pour justifier ce sentiment me paroissent plus porter sur l'abus que sur l'usage qu'on peut faire de ces braves gens. Il est vrai qu'on pourroit s'en passer si l'on vouloit adopter tout son Système en entier, établir sa Légion, sa manière de former les divers Corps de Troupes, de les habiller, de les armer, de les faire combattre &c. (ce que je n'oserois cependant conseiller qu'à une Puissance ennemie); car il substitue les Vétérans aux Grenadiers, ce qui me semble prouver même la nécessité indispensable de ces derniers lorsqu'on suit l'ancien Système Militaire; mais l'expérience la prouve bien plus encore; j'en appelle au témoignage des Officiers. C'est un abus que d'exposer les Grenadiers en chaque rencontre; il faut sçavoir employer, pour les expéditions dont parle M. le Maréchal, les Troupes *irrégulières*, les Compagnies ou Bataillons francs &c. Mais, encore, d'où prendra-t-on ces Vétérans si chaque Soldat doit être congédié au bout de cinq ans? Les Fantassins forment l'Infanterie, ils ne marchent & ne combattent qu'à pied. Il faut choisir pour cette classe de Troupes les hommes de la plus haute taille qu'on peut trouver. L'Expérience a fait connoître, malgré ce qu'en disent bien des gens, même du métier, qu'un grand homme manie ses armes, & combat mieux, qu'un petit: il a plus de force, il soutient mieux les assauts de la Cavalerie; de sa Bayonnette plantée au bout du fusil, il est capable de désarçonner un Cavalier, ce que ne fera point un homme de taille ordinaire. La Maxime, d'ailleurs, de n'avoir que des Soldats de haute taille, surtout pour l'Infanterie, est fort avantageuse au pais. On voit souvent que les Officiers vont à leur but sans trop réfléchir à l'utilité publique, ils ne mettent pas dans leurs enrôlemens toute la discrétion qu'il faudroit. S'ils peuvent employer dans leurs Troupes des gens médiocrement grands, ils font main basse sur tout, & privent l'Agriculture & l'Industrie de bien des Ouvriers. S'ils n'osent ranger dans leurs Compagnies que des hommes d'une certaine hauteur, ils ont les mains liées pour nuire, car il ne naît dans un Village, Ville, ou Canton, que très peu de gens qui viennent à une taille extraordinaire. La multitude est toujours de moyenne grandeur.

§. 13.

Des Fusiliers & autres gens de Guerre qui combattent à pied.

Les Fusiliers, ou Fuzeliers, ne diffèrent presque des Fantassins que de nom. Les uns & les autres ont des Armes égales, marchent & combattent de même. La seule différence qu'il pourroit y avoir entre eux, c'est que les hommes qu'on place dans les Régimens de Fusiliers ne sont communément pas si hauts que les Fantassins, qu'on les habille plus simplement, & qu'on leur fait porter des espèces de Bonnets de Grénadiers.

(a) *Mémoires Militaires*, Camp. II.

diers au lieu de Chapeaux. *Les Canoniers, Pionniers, Mineurs, Ingénieurs &c.* sont aussi partie de l'Infanterie, & doivent être enrégimentés, mais il est rare de les voir rangés en Bataille. On les fait servir à ces parties de la Guerre auxquelles ils sont destinés, & que leur nom indique. Dans ces Corps il ne doit pas être question de taille; il n'y faut faire entrer que des gens adroits, intelligens & qui sachent leur métier. Au-reste, c'est une chose si connue, qu'on n'ose presque la remarquer, que toute l'Armée, tant Infanterie que Cavalerie, doit être partagée en différens Corps, ou Régimens, distingués par leurs Uniformes. Ces Régimens sont, pour l'ordinaire, divisés en deux Bataillons, & les Bataillons en plusieurs Compagnies. Celles-ci ont un Chef à leur tête qu'on appelle *Capitaine*, qui a sous lui des *Lieutenans*, des *Enseignes*, ou *Porte-Étendarts* dans la Cavalerie; des *Bas-Officiers* &c. Il doit y avoir, en outre, dans chaque Régiment, des Officiers de l'Etat Major, qui sont le *Général*, ou *Colonel Commandant*, le *Lieutenant Colonel*, & les *Majors*; De plus, un *Aumônier*, pour les exercices de piété, un *Régiment quartier Maître*, pour les affaires économiques, & un *Auditeur*, pour l'examen des affaires de Justice, soit Civiles, soit Criminelles, qui sont ensuite jugées par un Conseil de Guerre, enfin un *Chirurgien Major*, & quelques *Fraters*, & un *Prevôt*.

§. 14.

Ces différens Corps de Troupes étant ainsi commandés par des Officiers de divers grades, l'on fait bien de prendre ceux-ci, le plus qu'on peut, parmi les Nobles du pays. La Guerre est le métier naturel des gens de qualité. Soit raison, soit préjugé, l'Europe a adopté une fois le Principe que le Gentilhomme déroge en s'appliquant à de certains Arts & à de certains travaux mécaniques. Le nombre en est cependant grand, & il ne leur reste que peu de métiers à faire. Sans celui des Armes que deviendrait toute cette jeune Noblesse? Elle seroit à charge à l'Etat; & se multipliant sans cesse, après avoir fait la Guerre aux Bêtes dans les Bois, elle la déclareroit enfin aux passans & aux Voyageurs. On n'en a vu que trop d'exemples en Allemagne dans le X, XI, XII. Siècles & dans quelques uns des suivans. Les Nobles y faisoient un métier qui ne l'étoit guère; ils tenoient des Châteaux fortifiés, qui servoient de repaire au butin qu'ils attrapotent en faisant des sorties sur les Voyageurs, qu'ils dévalisoient (*). L'entretien d'une Armée permanente prévient une semblable barbarie. Les Nobles y trouvent un emploi lucratif, honorable, & même glorieux; mais il est bon de les

Des Officiers, qu'il faut préférer la Noblesse.

ac-

(*) On lit, dans les Chroniques & Mémoires de ces tems là, que les Voyageurs, dans leurs Litanies & Prières matinales, invoquoient Dieu de les préserver des attaques des Gentil-hommes, dont les noms étoient exprimés dans leurs Bréviaires. Les Descendans de ces nobles Brigands subsistent encore, & effacent, par des services signalés qu'ils rendent à la Patrie, les Crimes de leurs Ancêtres.

accoutumer de bonne heure à un métier qui demande beaucoup d'exactitude, d'application, & de grandes connoissances, surtout pour ceux qui veulent s'y élever au-dessus du vulgaire. C'est dans cette vue que les jeunes Gentilshommes sont placés, comme Pages, chez les Rois, Princes, & Généraux; d'autres sont faits Cadets, & élevés dans des Séminaires Militaires; d'autres sont envoyés à des Académies de Nobles; d'autres enfin ont le bonheur d'entrer dans une Ecole Militaire telle qu'un des plus grands & des meilleurs Rois de la Terre vient de fonder au centre de ses vastes Etats (a). De ce premier apprentissage ils sortent pour être placés dans l'Armée où ils passent par tous les grades Militaires, & parviennent enfin à commander à des Compagnies, à des Régimens, & à des Armées.

§. 15.

Il ne faut pas exclure les Rois & les Princes.

Qu'on ne s'imagine pas cependant que nous voulions exclure, par ce qui vient d'être dit, du métier d'Officier tous ceux que le hazard n'a pas fait naître Gentilshommes. L'Habileté, la Valeur ne sont pas des qualités uniquement adhérentes à des *quartiers*; & il n'y a que des esprits foibles qui croient que l'homme de qualité est paillard d'un lion non différent de celui des autres. Les simples Soldats, partie essentielle d'une Armée, prouvent bien le contraire; & l'Histoire ancienne & moderne fourmille de noms de Généraux & d'Officiers qui, sans naissance illustre, ont fait les actions les plus brillantes, & rendu les services les plus éclatans à l'Etat. La Règle est qu'il faut préférer, en général, la Noblesse pour les emplois Militaires; mais cette règle doit souffrir à tout moment des exceptions en faveur de tous les bons sujets qui se présentent.

§. 16.

Des Capitulations.

La plupart des Soldats s'enrôlent sur des *Capitulations*, ou Engagemens de servir un certain nombre d'années. Malgré tout ce qu'on en peut dire, je crois qu'il seroit d'une bonne Politique de tenir exactement ces Capitulations *en tems de Paix*, c'est-à-dire, de licentier le Soldat au bout du terme stipulé, ou de le prolonger à son choix. La réputation glorieuse que cette Maxime donneroit au Prince lui vaudroit des milliers de recrues, & l'on verroit combien il est rare qu'un homme qui a servi six ans sous les armes veuille quitter son métier qui lui est devenu presque naturel. Sous quelle ombre de Justice peut-on punir de mort un déserteur auquel on ne tient pas ce qu'on lui a promis? L'Humanité se révolte à ces idées. Mais lorsqu'on remplit envers le Sol-

Sol-

(a) L'Ecole Militaire, fondée par Louis XV. à Vincennes; établissement digne d'un Monarque qui mérite tant de porter le nom de *Bien-aimé*.

Soldat les conditions auxquelles on l'a engagé, on peut & l'on doit même être très sévère pour les *désertions*, surtout pendant la Guerre, vu que l'Etat se trouveroit sans défense, & qu'un Général ne pourroit compter sur rien, si les Soldats n'étoient pas retenus à leurs Drapeaux par la crainte de la Potence, qui est le châtimement usité en Europe pour le crime de désertion.

§. 17.

DANS les pays bien peuplés, & où il y a une Noblesse nombreuse, les Officiers peuvent renvoyer leurs Commissions lorsqu'ils ne veulent plus servir. Mais cette méthode n'est pas praticable partout. Cependant il semble qu'il n'est ni équitable ni politique de retenir un Officier au service malgré lui, que la vraie valeur s'unit rarement à l'esclavage, & qu'il n'est pas si difficile de remplacer des Officiers. Un Prince en trouvera à son choix dans toute l'Europe, lorsqu'il leur accorde un congé quand ils le demandent, & qu'on ne les contraint point à faire, pour ainsi dire, avec lui un Pacte pour l'éternité. Au reste, c'est une excellente Maxime de placer (comme on fait en France) un grand nombre d'Officiers dans tous les Régimens; mais il faut se garder de pousser cette Maxime à l'excès, parce que la paye & l'entretien de ces Officiers augmentent infiniment la dépense de l'Armée, & que la prodigieuse quantité de bagage, qui en est une suite naturelle, cause un très grand embarras dans les marches, fait souvent échouer des opérations, & ruine les pays que l'Armée traverse.

Des Com-
missions.

§. 18.

APRÈS qu'un Souverain a formé son Armée sur ces Principes, il faut qu'il pense 2°. au logement, à la nourriture, au vêtement, & aux armes des Troupes. Quant au logement, nous en avons déjà parlé en traitant de la Police (Chap. VII. §. 9.), & nous ajouterons seulement ici que nous croyons les Troupes, même la Cavalerie, mieux placées dans les Villes qu'à la Campagne, (1.) parce que la désertion y peut mieux être prévenue, (2.) que l'Officier est à même d'y avoir plus l'œil sur le Soldat & de le tenir en règle, (3) parce que le Soldat ne sauroit tant chicaner son hôte Bourgeois, que son hôte Païsan, (4) parce qu'une Garnison sert toujours à défendre une Ville contre une attaque soudaine, (5) parce qu'il y a une raison de Finances à faire dépenser la paie de l'Armée dans des Villes où demeurent des Artisans, & où l'Accise est introduite. Au reste, les Soldats sont logés, ou dans des Casernes, ou chez le petit Bourgeois. C'est au Souverain à faire construire de bonnes écuries dans toutes les Villes où l'on place de la Cavalerie. Mais si j'étois Souverain, je voudrois, en tems de Paix, faire changer souvent cette Cavalerie de quartiers, parce qu'un Cheval qui est accoutumé

De l'En-
retien des
Troupes.

tumé à ne boire que de la même eau, à ne respirer que le même air, à ne manger que de l'avoine, du foin & de la paille crûs dans le même terroir, est fort sujet à crever dans une marche où, indépendamment des fatigues, il change à tout moment de nourriture.

§. 19.

De la paye
du Soldat.

LE *Prêt du Soldat*, qui, à la vérité, ne sçauroit être fort considérable vu la multitude, doit cependant aider à sa subsistance. Une trop petite paye lui abat le courage, & le met dans la nécessité d'avoir recours pour vivre à toutes sortes d'expédiens, parmi lesquels il y en a souvent de fort sinistres. Mais, d'un autre côté, c'est une erreur de croire que le Souverain doive donner au simple Soldat plus que sa subsistance absolue qu'il trouve dans son *Prée*, dans son logement, & son vêtement aux dépens de l'Etat. Tout ce qui peut être compris en quelque manière sous le nom de *Luxe*, il le gagne par d'autres travaux entrepris aux jours qu'il n'est point occupé aux fonctions Militaires. Dans des tems de cherté, ou dans des Provinces peu abondantes, le Souverain doit ouvrir ses greniers, & convertir une partie du *Prêt* en Pain de munition, ce qui soulage infiniment le pauvre Soldat. Il y a même des Armées où cet usage se pratique constamment. Au reste, le Soldat ne vit, & ne sçauroit vivre uniquement de sa paye; il faut que chacun ait encore un métier à part, ou qu'il cherche à gagner sa vie d'une autre manière honête lorsqu'il ne monte point de gardes. Il y a quelques Armées où l'on permet au Soldat de faire des gardes doubles, dont l'une lui est payée par son camarade qui travaille pendant ce tems à quelque autre chose.

§. 20.

De l'habillement
des gens
de Guerre.

L'*HABILLEMENT* des gens de Guerre doit être solide, & convenable à leurs fonctions. J'appelle solide, point mesquin, pas de Bure, point de Sareaux, point déguenillé, pas de toutes pièces. Peu importe quelle coupe, quelle mode, on veuille suivre, pourvu que les habits soient assez amples pour que le Soldat puisse s'y remuer, & qu'en agissant il ne s'y trouve pas tellement resserré que le sang soit pressé vers les poulmons, abus qui a fait, & qui fait encore périr beaucoup de braves gens. Je voudrois encore que l'habit du Soldat, surtout du Fantassin, fut court, pour être moins embarrassant dans une marche. On ne croiroit jamais combien l'Infanterie, qui marche dans des tems pluvieux & par des chemins crottés, se trouve fatiguée lorsque les Juste-au-corps sont trop longs. Toute l'humidité descend & s'amasse dans les pans & dans les plis de l'habit, le rend pesant, & met le Fantassin d'autant plus au désespoir, qu'il n'a pour se couvrir la nuit dans sa Tente que ce même Juste-au Corps qui est mouillé d'outre en outre. La plupart des mala-

diés dans une Armée ne proviennent que delà. Mais lors qu'on adopte l'usage des habits courts, il faut imiter aussi ce qui se pratique si sagement, & avec tant d'humanité, dans l'Armée Prussienne où chaque Soldat trouve, le soir, dans sa Tente, une bonne & grosse couverture sèche. Au reste, il n'est pas nécessaire de dire que toute l'Armée doit être vêtue d'Uniformes; mais chaque Corps, chaque Régiment, distingué par des paremens, Vestes, ou autres parties de l'habillement, de diverses couleurs. Cette marque des différens Régimens est d'une grande utilité à la Guerre, parce qu'il importe, dans l'occasion, de connoître chaque homme, & de sçavoir à quel Corps il appartient. C'est aussi la raison pour la quelle chaque Souverain fait porter à ses Officiers des Echarpes & des Dragonnes, & aux Bas-Officiers & Soldats d'autres marques de distinction, soit à l'Epée, soit au Chapeau, pour empêcher que l'ami & l'ennemi ne soient confondus dans la mêlée.

§. 21.

Les réflexions que fait M. le Maréchal de Saxe, dans ses *Mémoires Militaires* (Chap. I. Article 2.) sur le vêtement des Troupes me paroissent très justes. On pourroit les appliquer, en général, à l'habillement François usité chez la plupart des Nations Européennes. Il semble qu'il n'y ait ni rime ni raison dans notre façon de nous mettre, & qu'on pourroit inventer d'autres habits plus avantageux, plus commodes, plus élégans, & peut-être moins couteux. Cependant je n'approuve pas tout à fait la manière d'habiller le Soldat, qu'il propose pour la substituer à l'ancienne; & voici mes raisons. La Perruque de peau d'Agneau seroit trop chaude lorsque le Soldat marche, ou agit; & en faisant trop transpirer sa tête, elle lui seroit tomber tellement les cheveux qu'il seroit chauve en peu de tems. La pluie, d'ailleurs, ayant imbibé toute la toison perceroit jusqu'au cuir, la tête du Soldat n'en seroit que plus mouillée, & ce cuir en se sechant se racorniroit; infailliblement. J'aurois encore mieux des Perruques telles qu'on en fait de laine, qui imitent fort bien la tête naissante, & qui se sechent facilement. Mais le Soldat gardera-t-il ses cheveux sous cette Perruque, ou les couperat-il? Dans ce dernier cas que fera-t-il au retour du Printems & à l'approche des chaleurs? Les Casques à la Romaine sont très incommodes, parce qu'ils ne peuvent être que fort pesants; & comme ils n'ont ni rebord, ni ombrelle, pour couvrir l'œil, le Soldat se trouvera fort mal à son aise lorsque, dans les jours d'Été, il sera obligé ou de marcher, ou de s'avancer sur l'ennemi, & que les rayons d'un Soleil brulant lui tomberont, soit à plomb, soit obliquement sur le visage. Il en sera tellement ébloui, qu'à un jour d'Action il perdra le point de mire, & n'ajustera jamais bien son coup. C'est un défaut qu'ont les Bonnets de Fusiliers & ceux des Grenadiers. Le Manteau à la Turque est, je crois, d'un excellent usage, pourvu qu'il puisse s'attacher le long de la Giberne sur le dos, & qu'a-

lors il n'incommode pas le Soldat, qui n'a déjà que trop à porter. Ce que Mr. le Maréchal dit au sujet de la chaussure ordinaire, & surtout des jarretières, est exactement vrai; mais les changemens qu'il propose sont trop composés & susceptibles de beaucoup de raffinemens.

§. 22.

Des Armes.

COMME, dans la Cavalerie, l'Arme principale est le Sabre (§. 10.), l'Infanterie ne fait guère usage que du Fusil & de la Bayonnette. Le grand effet des Armes à feu a rendu les Epées des Fantassins inutiles, ce n'est plus qu'une Arme d'ostentation. Il n'y a plus de mêlée telle que chez les anciens; & quand il y en auroit, la Bayonnette, plantée au bout du Fusil, est d'un bien meilleur-usage, soit pour attaquer, soit pour se défendre, que l'Epée. Un ancien respect pour le nom fait encore conserver la chose. Car du reste pourvu qu'un Fantassin ait un excellent Fusil, une bonne Bayonnette, une ample Gibecière à Cartouches, je crois que l'Arme blanche lui est un fardeau assez embarrassant & assez inutile. C'est à des Généraux d'Armée à décider la question, & à donner les meilleurs modèles tant des Sabres pour la Cavalerie, que des Pistolets, Carabines, Fusils, Bayonnettes, Epées, & autres Armes pour l'Infanterie. Il est incroyable quelle confiance le Soldat met en ses Armes; son courage naturel s'accroît infiniment lorsqu'il est persuadé qu'il a une bonne pièce de défense, & surtout un bon Fusil en main. La Politique demande donc que toutes ces Armes soient parfaites dans leur espèce, & fabriquées s'il se peut dans le pays. C'est un article très essentiel, auquel il faut penser bien sérieusement; car, quand on peut se pourvoir chez soi d'Armes & de tout l'attirail de Guerre, il est certain que l'entretien d'une Armée coûte beaucoup moins à l'Etat, que lorsqu'on est réduit à prendre tout chez l'étranger. C'est, au contraire, un moi en de plus pour faire circuler l'Argent dans le Royaume. L'Angleterre, par exemple, ne regarde pas comme une dépense perduë ce qu'elle débourse pour l'équipement de ses Flottes, parce que c'est un Argent répandu dans le sein de l'Etat. Ces Manufactures d'Armes procurent encore l'avantage qu'on les a fidèlement faites, qu'on peut être assuré de leur bonne trempe & qualité, qu'elles peuvent être prêtes au tems précis, & qu'on épargne les frais de transport &c.

Des Fabricques d'Armes.

§. 23.

De la Discipline Militaire.

LA discipline Militaire est le 3me. objet qui occupe le Département de la Guerre. On entend par là une *soumission des gens de Guerre à vivre selon les Loix de leur profession, & à obéir aux ordres de leurs Supérieurs*. Cette définition suppose que tout Souverain doit faire des Loix qui régulent les devoirs de chaque Militaire; & en effet nous avons les *Règlemens*

§

& les *Articles de la Guerre*, imprimés, de la plupart des Puissances de l'Europe (a). Ils sont remis entre les mains de chaque Officier, qui y peut lire tous ses devoirs, & qui doit se les rendre familiers. Quant à ceux du simple Soldat, ils se trouvent exprimés dans le serment qu'on lui fait prêter lors de son engagement; & le reste dépend des ordres de ses Officiers auxquels il doit obéir sans murmure, & sans la moindre marque de répugnance; obéissance que chaque Officier doit, à son tour, à tous ceux qui sont dans un grade supérieur, & en droit de leur commander. Cette subordination exacte est l'ame du Service Militaire. La discipline peut suppléer, en quelque manière, à la valeur des Troupes. Les Romains n'ont soumis tous les Peuples de la Terre que par la sévérité qu'ils y ont observée; & les Conquêtes les plus brillantes des Peuples anciens & modernes ne sont duës qu'à cette belle discipline établie dans leurs Armées. Aussi doit-elle être uniforme & constante. Il y a des Nations où elle est fort rigoureuse en tems de Guerre, mais très relâchée en tems de Paix; Maxime tout à fait fautive. Il faut accoutumer le Soldat à remplir ses devoirs lorsqu'il est tranquille, afin qu'il ne lui en coûte point quand il doit agir, outre qu'il n'y auroit ni repos, ni sûreté, soit pour le Public, soit pour les Officiers mêmes, si le Soldat n'étoit contenu fort exactement dans son devoir. On auroit, en tems de Paix, le plus dangereux ennemi dans le sein de l'Etat; & comment une poignée d'Officiers pourroit-elle se faire obéir d'une multitude si grande d'hommes armés, si la plus légère faute, mais surtout la désobéissance, n'étoit punie très sévèrement?

§. 24.

Le quatrième objet du Département de la Guerre, c'est l'*Exercice* De l'Exercice des Troupes.
des Troupes (§. 3.). Il a deux parties; la première consiste à rendre chaque Soldat adroit au maniement des Armes; la seconde à accoutumer tous les Soldats à agir en Corps, tant pour ce même maniement de leurs Armes, que pour les mouvemens & évolutions Militaires &c. La nécessité d'un pareil exercice a été reconnu de tous les Peuples anciens & modernes; mais tous n'y ont pas réussi également. Les Grecs & les Romains y excelloient dans les tems que leurs Républiques étoient les plus florissantes. Sans avoir recours à ces autorités, nous remarquerons simplement que, comme la valeur est le sentiment de nos forces, rien n'inspire plus de courage aux Troupes que la persuasion qu'on leur donne d'être plus habiles & plus adroits que l'ennemi. La raison nous dicte, d'ailleurs, que celui là couche le plus d'ennemis à terre qui tire le plus vite, & qui ajuste le mieux son coup. Ce sont aussi les deux principaux objets que l'on doit avoir en vue dans l'exercice du Fusil;
en

(a) Le Règlement Militaire d'Espagne est très fameux.

en un mot une Armée mal exercée, mal aguerrie, n'est pas une Armée; on ne peut faire nul fond sur elle. Peu avant la Guerre qui éclata en 1740. à la mort de l'Empereur Charles VI. la République d'Hollande entretenoit environ vingt-mille hommes de bonnes & braves Troupes. Le Gouvernement résolut trois augmentations qui portèrent cette Armée jusqu'à 80 mille hommes. Mais il s'en falloit de beaucoup que ces 60. mille hommes d'augmentation fussent des Soldats aguerries & disciplinés. Cependant on se confia dans le nombre, la République fut enveloppée dans la Guerre, & au bout de quelques Campagnes 50. mille Hollandois se trouvèrent captifs en France. Les Officiers devoient donc faire comprendre aux Soldats que ce n'est pas parce que tel est le bon plaisir du Souverain, ou le caprice du Général, qu'on les fatigue par des exercices continuels, mais pour leur propre sûreté, & leur propre bien. Il y a plus, si l'Officier n'occupe pas le Soldat, soit en l'exerçant, soit en l'obligeant à entretenir ses Armes, & son Uniforme, dans la plus grande propreté, le Soldat occupera sûrement l'Officier par les désordres que son loisir lui fera commettre.

§. 25.

Continu-
tion.

L'ESSENTIEL dans l'exercice du Fantassin c'est de bien tirer & de bien marcher; dans la Cavalerie, c'est de savoir faire une attaque vigoureuse, & se servir du Sabre. On a proscrit bien des pédanteries de l'ancien Manuel, & plusieurs évolutions inutiles. Comme les Combats de la Cavalerie sont des affaires que la plus grande vigueur décide, il ne faut pas qu'elle attende l'ennemi de pied ferme; mais elle doit aller sur lui de toutes ses forces, & en choquant, chaque Cavalier doit allonger des grands coups de Sabre. C'est-là à peu près tout le secret de l'exercice de la Cavalerie, & la raison en est fondée dans la Nature même. C'est un Principe de Mécanique bien simple que le poids, multiplié par la vitesse, donne la force dans tout choc quelconque. Au reste, le soin que chaque Cavalier, soit Cuirassier, Dragon, ou Housard, s'est obligé de prendre pour dresser, nourrir, & pancer son Cheval, fait une partie essentielle de son exercice. Un Souverain verroit sa Cavalerie bientôt ruinée, s'il permettoit la moindre négligence ou le plus petit relâchement d'exactitude à cet égard. C'est aussi une raison pour laquelle on recrute volontiers la Cavalerie par des Paysans, accoutumés à monter un Cheval, & à le soigner.

§. 26.

Des Ma-
nœuvres.

AUTRE ces exercices particuliers, il y a encore ceux où les Troupes agissent en Corps, & apprennent à faire toutes sortes de mouvemens & de manœuvres de Guerre. On assemble, pour cet effet, ou de petites Troupes, ou des Compagnies, ou des Bataillons, ou des Régimens,

mens, ou même des Armées. L'habileté de l'Officier Général, ou du Maréchal, qui commande à un pareil exercice, décide de l'utilité qu'il procure dans l'Armée. Au-reste, chaque Souverain doit faire successivement la revue de tous les Régimens qui composent ou Armée. S'il y manque, il ne remplit pas tous les devoirs de sa charge, & il est très dangereux de s'en rapporter à cet égard à des Inspecteurs. L'Oeil du Maître est tout autre chose que l'œil d'un Officier. Rien ne donne, d'ailleurs, plus d'émulation aux différens Corps de Troupes, que la présence même d'un Monarque qui tantôt condamne les arrangements des Chefs & des Officiers d'un Régiment, qui tour à tour les blâme, ou les comble d'éloges, qui les punit, ou les récompense, selon qu'ils le méritent. C'est le vrai & le seul moyen d'avoir toujours une excellente Armée sur pied.

§. 27.

MAIS le 5^e. & le grand objet, c'est de faire agir l'Armée vis à vis de l'ennemi, ou les opérations de Guerre (§. 3.). C'est un Art d'un détail infini, que la Politique abandonne toujours aux Héros qui commandent des Armées. Aussi n'ai-je garde de m'émanciper à parler ici de la Tactique, ou de l'Art de ranger une Armée en Bataille, de la manière de conduire les Troupes à l'ennemi, des avantages qu'un Général peut tirer de chaque terrain, & de mille objets pareils qui forment la Science Militaire. Mais on me permettra de remarquer simplement que je crois la manière de former les Troupes pour le Combat (proposée par Mr. le Maréchal de Saxe, Livre I. Art. 6.) trop composée & trop capable de causer, en formant l'Armée, une confusion qui doit nécessairement entraîner la perte d'une Bataille. Si tous les terrains étoient unis comme un Billard, si l'on pouvoit toujours ranger son Armée tranquillement comme un jeu d'Échecs, peut-être cette méthode seroit-elle bonne; Mais si, à un jour d'action, le Général Commandant entreprenoit de faire de pareils mouvemens, & de semblables manœuvres, en présence d'un ennemi actif, adroit, audacieux, il paroît indubitable qu'il ne parviendrait jamais à ranger son Armée, vu que, pendant cette opération même, l'ennemi envelopperoit fondre sur lui sa Cavalerie légère, ses Grenadiers, ses Dragons, &c. & ne lui donneroit jamais le tems de former toutes ses Troupes en Bataille. Il seroit battu avant que d'en pouvoir venir aux mains: Au-reste, du fonds d'un Cabinet on ne peut que prescrire quelques Maximes générales, que tout Souverain doit observer dans son Armée, qui même sont assez connues, & dont voici les principales; 1^o. Tout le succès d'une expédition Militaire dépend de l'habileté du Général qui commande. Soit donc que le Souverain ne veuille pas se mettre lui-même à la tête de ses Troupes, soit qu'il ne donne pas une trop grande confiance à ses propres talens, soit qu'il croye ne pas pouvoir faire tout lui seul, il est toujours certain qu'on doit faire choix de Généraux pleins de valeur, d'expérience, & qui soient surtout hommes

Des opérations de la Guerre.

de tête. On ne peut guère se fier à l'habileté des Officiers Généraux qui ont acquis ce grade en vieillissant dans une Garnison. La Guerre est un métier où l'expérience est trop essentielle. 2°. Lorsqu'un pareil Général est trouvé, le Cabinet doit lui faire une entière ouverture de ses desseins; les petites réserves, en pareil cas, sont ordinairement fort nuisibles aux succès d'une Campagne. 3°. Le Plan des opérations, qui doit toujours être concerté avec le Cabinet, ne doit pas tellement lier les mains au Général, qu'il soit obligé d'envoyer des Couriers, & attendre de nouveaux ordres pour chaque opération qu'il veut entreprendre. A la Guerre, tout dépend souvent d'un moment; & il est impossible que le Cabinet, ou le Conseil de Guerre, établi dans la Capitale auprès du Souverain, puisse prendre un parti aussi juste, aussi convenable, sur des objets qu'il voit de si loin, que le Général qui y est présent.

§. 28.

Précautions principales pour conduire la Guerre avec succès.

4°. COMME dans le Militaire, ainsi que dans toute autre métier, les peines préviennent les mauvaises actions, & les récompenses font éclore les bonnes, on doit punir sévèrement tous ceux qui manquent à leur devoir, soit Généraux, soit Officiers, soit Soldats, & récompenser, en échange, avec éclat ceux qui se signalent par des actions brillantes. J'entens par là un coup de tête, une action où le génie a plus de part que la simple bravoure; car tout honnête homme est sensé avoir du cœur, mais tout homme de Guerre n'a pas de l'esprit. 5°. Il faut que le Général en Chef puisse non seulement faire un bon plan pour ses opérations, qu'il ait de beaux desseins en tête, mais qu'il sache aussi découvrir ceux de l'ennemi, & il ne doit rien négliger de tout ce qui peut le mener à cette connoissance. C'est au si pourquoi, 6°. tout Général Commandant doit se procurer de bons Espions, & les payer largement. Les grands Capitaines (surtout le Prince Eugène), leur ont toujours répandu l'Or à pleines mains, & s'en sont bien trouvés; ceux, au contraire, qui ont lésiné avec eux, ont eu sujet de s'en repentir. Règle sûre: un Espion qui vient offrir ses services pour une petite gratification est ou un fou fielle, qui s'expose à la corde pour une bagatelle, qui voit tout mal, & sur le rapport duquel on ne peut faire aucun fond; ou c'est un fripon lâché par le Général ennemi, auquel il est très dangereux de se fier. Depuis l'introduction des Honfards, qui battent sans cesse l'estrade, ceux-ci tiennent souvent lieu d'Espions par les rapports qu'ils font toujours au Général des découvertes qu'ils viennent de faire; mais comme ils ne font que voltiger autour de l'Armée ennemie, & qu'on est souvent intéressé à savoir ce qui se passe au Quartier Général, & dans l'intérieur du Camp, on ne doit point s'en contenter, mais y joindre les connoissances fournies par d'autres Espions. 7°. Le Cabinet & le Général doivent concourir à se procurer une connoissance parfaite de la Carte du pays où l'on veut transporter le Théâtre de la Guerre.

Guerre. Il ne suffit pas d'en sçavoir la situation en gros; il faut connoître toutes les situations de détail, fleuves, rivières, ruisseaux, grands chemins, sentiers, lacs, montagnes, défilés, places tenables, débouchés, &c. Cette connoissance est indispensable pour faire les plans d'opérations, pour diriger les marches de l'Armée, & surtout pour établir les Camps, ce qui est une des plus difficiles choses de la Guerre, & dont dépend presque toujours le bon ou le mauvais succès d'une Campagne: Car qu'un Général sache prendre un Camp avantageux en Flandre, ou en Italie, il n'y a rien de surprenant. La Guerre a été faite depuis tant de Siècles dans ces pays là par les plus habiles Capitaines; on connoit par leurs Mémoires, & par l'Histoire, si précisément tous les endroits qu'ils ont choisis pour y asseoir leurs Camps, qu'on n'a qu'à suivre leurs traces. Mais la difficulté est de s'établir commodément, & sûrement, dans un pays peu connu, montueux, difficile, d'y choisir des situations avantageuses pour le transport des vivres, de conserver toutes ses communications libres, d'être à portée de l'eau, & à couvert de toutes sortes d'attaques. Les Cartes Géographiques, où se trouvent marquées toutes ces situations particulières, sont fort rares; on ne doit rien épargner pour s'en procurer une ample Collection, surtout de ces Cartes manuscrites que des habiles Ingénieurs levent quelquefois, à l'usage de leurs Généraux, ou des grands Princes. C'est un vrai Trésor au besoin. Lors qu'au commencement de ce Siècle, l'Armée Russe pénétra dans le pays de Holstein, le Czaar dirigea sa marche, & prit tous ses Camps sur une vieille Topographie de ce pays qui lui étoit tombée par hazard entre les mains, & qui se trouva si bonne & si exacte, qu'on prit ce Monarque presque pour un Sorcier.

§. 29.

8°. LA Subsistance d'une Armée fait non seulement un objet très essentiel des soins d'un Général, mais doit aussi attirer toute l'attention du Cabinet. Je crois qu'il ne seroit pas impossible à un Conquérant de porter la Victoire jusqu'aux confins de la Terre, si la nécessité de faire vivre son Armée ne l'arrêtoit à chaque pas. Il y a plusieurs méthodes de pourvoir à l'article des vivres, lesquelles se mettent diversément en usage selon les pays où l'on porte ses Armes, & les circonstances de la Guerre qu'on mène. Tantôt le Souverain fait lui-même les provisions qui doivent suivre l'Armée, tantôt on les achète dans le pays où l'on entre, tantôt on nomme des Commissaires pour les vivres, tantôt on fait des accords avec des Entrepreneurs &c. On ne sçauroit déterminer laquelle de ces méthodes est préférable, vu que les circonstances changent les mesures; mais quelque parti qu'on prenne il ne faut point porter un esprit d'économie dans l'arrangement des Subsistances; la Guerre coute; & quiconque veut léser doit rester en Paix; il est cruel de faire manquer les Troupes de Pain par sa faute, ou de se voir arrêté

rété dans une expédition faute de vivres. Il faut prendre ses précautions de bonne heure, établir des Magazins, qui font la Navette pour se fournir l'un l'autre de provisions, choisir les Places les plus sûres, & les plus commodas, pour cet établissement, rechercher la voie la plus aisée & la moins dispendieuse pour le transport, prendre des informations sûres des denrées que produit le pays où l'on veut marcher, & de la quantité qui s'y trouve amassée, & ainsi du reste. Tous ceux qui ont suivi l'Armée de S. M. le Roi de Sardaigne dans ses opérations assurent que les arrangemens pour la Subsistance y sont admirables, qu'il faut en avoir été témoin oculaire pour s'en former une véritable idée, que, malgré les montagnes, les défilés, & toutes les difficultés des chemins, les vivres abondent toujours dans cette Armée, & que c'est un problème, pour les gens du métier même, par quelle espèce d'enchantement ce Miracle s'opère. Un si bel exemple mérite d'être connu, approfondi, & imité.

§. 30.

De l'entretien des Fortereses, des Arsenaux, & de l'attirail de Guerre.

SOIT qu'on attaque un pays ennemi, soit qu'on soit réduit à protéger le sien, il y a toujours, dans le cours d'une Guerre, des Places fortes à assiéger, ou à défendre: Ainsi le sixième objet Militaire (§. 3.) est l'entretien des Fortereses, des Arsenaux, & de tout l'attirail de la Guerre, trois articles qui ont une connexion intime entre eux. Il seroit aussi risible de mettre toute les Frontières en Fortereses, que de réduire toute la Côte en Ports de Mer: il suffit qu'on en ait assez pour couvrir un pays contre toute invasion ennemie, & à l'aide de l'Armée (a). Les plus grands Capitaines, les Maîtres de l'Art, ont établi pour Maxime, qu'on ne doit jamais aller en avant dans un pays où l'on fait la Guerre, en laissant derrière soi des Fortereses importantes entre les mains de l'ennemi. Le Prince Eugène, tout habile qu'il étoit, n'a pas laissé d'éprouver, avant & après la Bataille de Denin, combien il est dangereux

(a) Mr. le Maréchal de Saxe, dans le second Livre, Chap. I. de ses Mémoires Militaires, dit en termes formels: *Je n'ai vu jamais comment on ne venait pas de l'abus de fortifier les Places.* L'abus que ce sentiment, avancé par un si grand homme, m'en impose, mais qu'il surpasse mes lumières. J'ai cru jusqu'ici que les Places fortes servoient ou à arrêter les progrès rapides d'une Armée qui cherche à pénétrer dans un pays, ou à garantir une Armée battue de sa ruine totale, & à lui donner les moyens de se refaire, ou à préserver les Provinces des incursions des Troupes légères, des contributions &c. Personne, je pense, n'a prétendu atteindre un autre but, ni cherché à constituer des Fortereses impenetrables. Si ce Système de Mr. le Maréchal pouvoit être suivi, nous verrions bientôt renaître en Europe la manière de faire la Guerre des Anciens, ou des Peuples Orientaux: Les Armées marcheroient l'une contre l'autre, & la première ou la seconde Bataille décideroit du sort des Peuples. Les vaincus ne trouveroient point de retraite assurée & ne pourroient plus se rétablir. Les Troupes légères, d'ailleurs, mettroient bientôt les habitans du plat-pays & des petites Villes ouvertes au désespoir. On a pu s'en convaincre dans les deux dernières Guerres. Ces mêmes Houlards qui ont désolé l'Allemagne, la Bohême, la Silésie &c. sont devenus des fardeaux inutiles que qu'on a voulu les faire agir sur les bords du Rhin, en Italie, & dans d'autres pays défendus par des Places fortes. Ils ont été absorbés par les Français du territoire d'Genes. La manière de garantir les pays par un grand nombre de Places fortes est une suite de ce que l'Europe a souffert d'incertitude, & qu'on a voulu y prévenir des Guerres à la Tartare; mais je conviens avec Mr. le Maréchal qu'il ne faut les affecter que dans des lieux convenables, & ne pas choisir des situations où la Nature s'appuie à la perfection de l'Art.

de s'écarter de ce Principe. C'est ce qui rend l'attaque & la défense des Places si nécessaire dans la conduite de la Guerre. La prise d'une Ville considérable décide souvent du succès d'une Campagne autant que le gain d'une Bataille. Il y a donc deux objets à considérer dans une Forteresse: 1^o. qu'elle soit avantageusement située, point placée au hasard, sur un terrain détaché ou elle ne couvre point le pays qu'elle doit couvrir, où l'ennemi peut la bloquer, la doubler, où elle est commandée par les hauteurs voisines, ou la Nature s'oppose à l'Art pour la solidité des Ouvrages, & où elle porte par conséquent plus de préjudice que d'utilité. Ainsi le choix de l'emplacement mérite la première attention du Prince qui veut faire bâtir une Forteresse. 2^o. qu'elle soit construite sur un excellent Plan, & bien convenable au terrain. Le Peuple ébloui crie au Miracle quand il voit des Ouvrages qui avancent dans la Campagne à porte de vuë, ou qui s'élèvent dans les nuës, des Fossés d'une profondeur énorme: Les connoisseurs prétendent que ces Ouvrages immenses, entassés les uns sur les autres sans discernement, ne signifient rien, qu'on ne sauroit jamais les bien garnir de Troupes, à moins que d'avoir une Armée pour garnison, auquel cas un habile Général, qui commande à de braves gens, n'attendra point l'ennemi derrière des Murailles, mais se mettra en Campagne, & lui présentera la Bataille. Mais, en revanche, on ne doit compter presque pour rien ces petits Bicoques dont les Fortifications ne sont élevées que de simple terre. Il me semble qu'on ne peut appeller Forteresse qu'une Place dont les Ouvrages sont solidement revêtus de Maçonnerie, qui a de bonnes Cazemattes à l'épreuve de la Bombe, qui est bien Minée, qui a de bons Logemens pour les gens de Guerre, des Puits abondans, & tout ce qu'il faut pour y mettre une Garnison raisonnable.

S. 31.

AU-RESTE, en fortifiant une Ville, on peut suivre différens systèmes. Des diffé-
 Cohorn, Vauban, Rimpler, & plusieurs autres habiles Ingénieurs ont reus Syst-
 inventé diverses méthodes de fortifier, que l'on connoit par leurs Livres, & par les Plans de leurs Ouvrages. Il seroit à souhaiter que ces Fortifica-
 l'Architecture Militaire fut fondée sur des Principes aussi surs, aussi tions.
 uniformes, aussi invariables, que l'Architecture Civile & plusieurs autres Arts. Mais les règles pour tous les Ouvrages de détail ne sont pas ici des vérités incontestables. Chaque Système de Fortification a ses avantages, mais qui sont toujours contrebalancés par de grands inconvéniens. La perfection ne consiste encore que dans le choix des moindres. Les personnes du métier comprendront aisément ce que je veux dire, & les bornes de cet Ouvrage ne me permettent point de prouver cette Thèse aux autres. Tant de raisons doivent engager un Souverain à se procurer les Généraux, & autres Officiers, les plus ha-

biles qu'il est possible de trouver dans l'Art du Génie; & comme cet Art ne devoit être ignoré d'aucun Officier, il seroit très avantageux qu'il y eut, dans un Etat bien réglé, des Ecoles, ou Académies, ou tous ceux qui se dévouent au métier de la Guerre fussent instruits par des habiles gens non seulement dans l'Architecture Militaire, mais aussi dans la Science de l'Attaque & de la Défense des Places. Il est mille & mille occasions, à la Guerre, où un Officier peut tirer le plus grand parti des connoissances qu'il a acquises à cet égard. Je ne parlerai point de la faute énorme que font ces Puissances qui laissent tomber leurs Fortifications en ruine. Le simple bon-sens fait voir qu'il est absurde de détruire par sa négligence, ou par une économie mal entendue, ces remparts de la sûreté d'une Nation, & qui ont tant coûté à construire.

§. 32.

De l'Artillerie.

SANS Artillerie, il est impossible de faire la Guerre, d'attaquer ou de défendre les Places. Il faut donc établir non seulement des *Fonderies de Canons*, mais aussi des *Arsenaux*, où se gardent tous les instrumens de Guerre. On ne s'attend, vraisemblablement, point à trouver ici une énumération de tous les Canons, Mortiers, Affûts, Fusils, Bayonnettes, Carabines, Pistolets, Sabres, Epées, Bombes, Carcasses, Boulets de Canons, Balles de Fusil, Plomb, Fer, & autres attirails de Guerre dont un Arsenal doit être garni. C'est aux Généraux, aux Officiers de l'Artillerie, & aux Ingénieurs, à proposer tout ce qui est nécessaire à cet effet, & au Souverain à destiner une somme raisonnable pour se procurer tous ces besoins réels, & les entretenir sur un pied solide. Nous comprenons aussi sous cet article les bâtimens où se gardent les Tentés, les Chariots de Bagage & de Munitions avec leurs Harnois, les Pontons, les Chariots à poudre, les Forges, en un mot tout l'attirail d'une Armée, dont le détail est immense. Nous entendons, de même, que tous les remparts & autres Ouvrages des Fortereses doivent être constamment garnis de Canons, & que les Affûts n'en soient point pourris, ou autrement endommagés au point qu'on ne puisse s'en servir. Il est bon d'établir des *Arsenaux* dans toutes les Villes de Guerre, & de dispenser l'Artillerie de manière qu'elle ne puisse être prise à la fois, en cas de malheur. Quant à la *Poudre à Canon*, il faut en avoir toujours une ample provision que l'on peut faire garder dans des Magazins pratiqués dans les Ouvrages les plus avancés de chaque Forteresse. On a aujourd'hui des inventions admirables pour la construction de ces Magazins. Les murs & les voutes sont épais du côté de la Ville, & foibles vers les glacis, de manière que la poudre venant par malheur à s'allumer, elle fait tout son effort du côté extérieur où elle trouve le moins de résistance, & n'endommage point les Villes en sautant en l'air.

§. 33. LE

§. 33.

LE Bien de l'Etat & l'Humanité s'interressent également à la conser-
 vation de ces braves Citoyens qui, en défendant la Patrie, ou en com-
 battant pour les droits des Nations, tombent dans des maladies, ou re-
 çoivent des blessures. Cette considération, si équitable, a donné lieu
 à l'établissement des *Hôpitaux Militaires*, qui suivent l'Armée en Cam-
 pagne. On charge de l'Intendance générale de ces Hôpitaux un ha-
 bile Médecin, & un Chirurgien en Chef, qui sont assistés de plusieurs au-
 tres Chirurgiens gagés, ou volontaires. Tous les Chirurgiens Majors
 des Régimens, & leurs aides, de même que tous les Chirurgiens des
 Compagnies, desservent également l'Hôpital général, s'il en est besoin,
 & s'ils en sont à portée. On joint à cet arrangement la *Pharmacie*, ou
Apothécairie générale de l'Armée, qui est conduite par des Apothicai-
 res, & bien pourvue d'excellens onguents, baumes, herbes, drogues
 & remèdes, surtout d'eau d'Arquebuse. On fait aussi provision d'In-
 strumens, d'emplâtres, de vieux linges, de charpies, & de tout ce
 dont on peut avoir besoin pour les appareils des blessures & les opéra-
 tions de Chirurgie. Il faut encore ajouter à tout cela des Cuisiniers
 pour préparer les Bouillons aux Malades, des femmes pour en-
 tenir la propreté, des gardes pour les soigner, des matelats pour les
 coucher &c. On commande aussi, tous les jours, un certain nombre
 d'Officiers, pour faire la visite des Hôpitaux, pour examiner si les
 Malades y sont bien traités, & s'ils ne manquent de rien, ce dont ils
 font leur rapport au Général qui commande.

Des Hôpi-
taux
Militaires.

§. 34.

LES Soldats rendent trop de services à l'Etat, & ils en sont trop
 mal payés, pour qu'on ne doive pas au-moins tâcher de leur procurer
 une vieillesse heureuse. Il seroit cruel de voir un vieux guerrier cou-
 vert de blessures & de gloire, chargé d'années, d'infirmités, & de mi-
 sère tout ensemble. Ce seroit une espèce d'ingratitude Nationale dont
 la simple idée revolte. La bonne Politique veut, d'ailleurs, qu'on
 donne aux Militaires un encouragement en leur procurant un azile con-
 tre les maux de la vieillesse & de la pauvreté après avoir fourni une
 carrière honorable. C'est l'objet glorieux de la fondation des *Hôtels*
des Invalides. Plusieurs Monarques, mais surtout les Rois d'Angleterre
 Charles II. & Guillaume III. par les Hôpitaux de Greenwich & de
 Chelsea, Louis XIV. par le superbe Hôtel des Invalides à Paris, Fré-
 déric II. Roi de Prusse par celui qu'il a fait bâtir aux portes de Berlin,
 ont donné cette récompense à la vertu Militaire, & cet encouragement
 à la Valeur. Ce sont les plus beaux monumens qu'ils pouvoient laisser
 à la Postérité de leur grandeur. Toutes les Nations policées devroient
 les

Des Hô-
tels pour
les Invali-
des.

les imiter; mais on leur demande moins une magnificence extraordinaire dans l'édifice, qu'une grande solidité dans l'établissement. Il n'est pas nécessaire qu'un Hôpital ressemble à un Palais de Roi, & les ornemens ne rendent point les Invalides heureux. Il me semble qu'une belle simplicité convient le mieux à une pareille Maison, qui, au reste, doit être bien dotée, bien entretenue, bien pourvue, où l'on place des Soldats qui ne sont plus en état de servir, & auxquels on laisse l'image de la Guerre en leur faisant monter la garde chez eux, & en leur donnant quelques Officiers surannés qui entretiennent le bon ordre dans la maison, & dont on peut encore attendre quelques services dans une occasion extraordinaire.

§. 35.

Du Département de la Guerre.

Les affaires de la Guerre étant intimement liées à l'Etat Civil, tant pour la paye, la nourriture, & l'entretien des Troupes, que pour la marche de l'Armée, & pour toutes les opérations Militaires, il faut établir nécessairement un *Département de la Guerre*, qui règle toutes ces choses, & qui veille à tout ce qui peut tendre au bien & à la conservation de l'Armée. On conçoit aisément que, dans un grand Royaume, ces détails sont immenses, & occupent non seulement le Ministre qui est à la tête d'un pareil Département, mais aussi tous les autres Employés dont il est composé. Au reste, le Souverain & le Ministre de la Guerre doivent se procurer tous les mois des *Listes exactes de l'état de tous les Régimens* qui composent l'Armée, & de leurs Officiers. Les Officiers, depuis l'Enseigne jusqu'au Capitaine inclusivement, sont avancés à chaque vacance, selon le rang qu'ils tiennent dans leur Régiment. Les Officiers de l'Etat Major, au contraire, depuis le Major jusqu'au Maréchal, ont leur rang dans l'Armée, & sont avancés selon leur ancienneté, chacun à son tour. Tout Officier est sensé être un homme d'honneur, qui remplit ses devoirs, & qui par conséquent ne sauroit souffrir de passe-droits sans une cruelle mortification. Un Souverain qui feroit des promotions Militaires en consultant uniquement son caprice décourageroit tous les Officiers; & le service en iroit fort mal. Cependant il doit y avoir toujours quelques exceptions à cette règle en faveur des actions brillantes & de ceux qui se signalent d'une manière extraordinaire; mais ces cas sont rares, & demandent à être bien constatés. Vendre les Régimens au plus offrant, rendre les Charges Militaires vénales, c'est pécher, ce me semble, contre la justice qu'on doit à d'autres honnêtes gens qui ne sont pas avantagés de la fortune, & contre tous les Principes de la saine Politique.

§. 36. Les

§. 36.

LES Puissances Maritimes, qui ont des Ports, une Navigation Marchande, & des Possessions par-delà la Mer à protéger, doivent, indépendamment des Forces de Terre, entretenir aussi une bonne & solide Marine. Nous comprenons sous ce mot tout ce qui a du rapport à l'Armée Navale; ainsi nous avons quatre objets principaux à considérer sous cet article. 10. *Les Flottes mêmes*, 20. *la Construction des Bâtimens qui les composent*, 30. *l'Equipage & les Troupes qui les montent*, 40. *les Arsenaux de Marine où se gardent toutes les nécessités à l'usage des Flottes, & de leur équipement*: Car l'usage qu'on fait des forces Navales, la maniere de les conduire, & de faire la Guerre par Mer, est une Science très compliquée, qui appartient aux Amiraux, aux Officiers de la Marine, & qui demande une théorie profonde jointe à une grande expérience.

De la Marine en général.

§. 37.

LES Flottes sont composées de *Vaisseaux de Guerre*, ou de *Vaisseaux de Ligne*, c'est-à-dire, de Vaisseaux assez grands pour le Combat, & pour avoir place & rang dans une Armée Navale: Car, dans un jour de Combat, l'Avant garde, le Corps de Bataille, & l'Arrière-garde se mettent, autant qu'elles le peuvent, sur une même ligne, tant pour conserver l'avantage du Vent, & afin que tous les Vaisseaux courent un même bord, que pour ne pas rester par files les uns derrière les autres, ce qui empêcheroit ceux qui ne se trouveroient point au premier rang de tirer leurs bordées sur les Vaisseaux ennemis, parce qu'ils rencontreroient les Vaisseaux de leur parti. Or, pour pouvoir être rangé sur cette ligne, il faut qu'un Vaisseau soit d'une certaine grandeur & capacité. On compte sous cette Classe tous ceux qui peuvent porter depuis 40. jusqu'à 100 Canons. Tout ce qui est plus grand est plus pour l'ostentation que pour l'utilité. Ce sont des Châteaux flottans, des Machines lourdes, qui se remuent difficilement, & qui embarrassent beaucoup l'Amiral qui les monte. Les autres Navires qui renforcent ces Flottes sont des *Frégates*, des *Vaisseaux de transport* pour les Troupes, des *Vaisseaux de provision*, des *Gallions à Bombes*, des *Brulots*, des *Yachts* pour les Courriers, & plusieurs autres Bâtimens dont on peut apprendre les noms & l'usage dans les Ecoles & les Livres de Marine. Quant aux Galères, il semble qu'il n'y ait que le préjugé de l'Antiquité qui en fasse conserver l'usage. Il y a bien des Siècles qu'on les a vûs tranquillement amarrées dans les Ports, & servir tout au plus de prison aux Forçats. Peut-être la Religion de Malthe peut-elle s'en servir avantageusement dans la Mer Méditerranée contre les Pirates de Barbarie, ou les Russes dans divers parages de la Mer Baltique, ces Mers n'étant que des espèces de Golfs où l'on peut raser les côtes, incommoder l'ennemi, & faire à tout moment

Des Vaisseaux de ligne.

Des Frégates, Vaisseaux de transport, de provision, Gallions à Bombes, Brulots, Yachts, Galères &c.

Tome I.

Yy

quel-

quelque descende. Mais, tout bien considéré, une Flotte composée de bons Vaisseaux ne coute pas plus d'entretien, & est d'un usage bien plus universel.

§. 38.

De la
construc-
tion des
Vaisseaux
de Guerre,
& des
Chantiers.

QUANT à la construction de ces différens Bâtimens, il est bon de suivre, en général, les Maximes que nous avons prescrites dans le Chapitre précédent pour la bâtisse des Navires Marchands. Nous y renvoyons le Lecteur, pour ne pas tomber dans des répétitions inutiles. Ajoutons seulement que l'Amirauté de l'Etat doit avoir ses Chantiers à part, où elle fait construire tous les Vaisseaux & autres bâtimens pour l'Armée Navale. Si le pais ne produit point de Bois de construction, point de Fer, Gaudron, Bray, Chanvre, Lin, &c. il faut tâcher de faire venir ces matériaux en droiture des endroits où ils sont à meilleur marché. On peut faire des Contrats avantageux avec les Négocians de Suède pour le Fer, avec ceux de Riga pour les Mats, avec ceux de Königsberg, de Stettin &c. pour le Bois de construction & pour les Planches, avec ceux de Livonie pour le Lin & le Chanvre. Les Constructeurs, Charpentiers, & autres Ouvriers, qui travaillent à la bâtisse des Vaisseaux, doivent être les plus habiles gens qu'on peut trouver à prix d'Argent, ou chez soi, ou chez d'autres Nations.

§. 39.

De l'Ami-
ral-Géné-
ral.

L'AMIRAL Général, est le Chef des Flottes, des Armées, & de la Police Navale d'un Etat. Il doit présider à toutes les délibérations qui regardent la Marine. En tems de Paix, il prescrit, sous l'autorité du Souverain, des Loix à toute l'Armée Navale en général, il les donne par écrit, & fait prêter serment de les observer. Quand on est en Mer, il doit si bien donner ses ordres, que le plus mauvais Voilier de ses Vaisseaux puisse suivre l'Armée, & y demeurer joint. Il établit des récompenses pour ceux qui le méritent, & fait punir ceux qui commettent des fautes. Ses ordres se communiquent à toute l'Armée par des Signaux tels qu'il les a réglés auparavant. L'Amiral ne fait le signal de mettre à la Voile que lorsque la première Ancre de son Vaisseau est levée, & que le Cable de la seconde est déjà au Cabestan, à moins qu'il n'y ait quelque nécessité d'en user autrement. Lorsqu'il survient des choses extraordinaires, dont les avis ne peuvent être donnés par des Signaux, il fait porter ses ordres par de petits bâtimens, ou bien il fait le signal à tous les Vaisseaux de venir passer à son arrière, où il leur explique lui-même ses intentions. Il prend bien garde qu'on ne laisse passer aucun bâtiment sans l'avoir Hélé, pour sçavoir où il va. L'adresse d'un Amiral & son expérience se font connoître lorsqu'il gagne le Vent aux ennemis, soit en montant au Vent, soit en pergant au tra-
vers

vers de leurs Escadres. Il importe extrêmement à une Armée Navale que son Amiral ne soit point mis hors d'état de combattre, & de la commander; c'est pourquoi il ne doit point s'engager légèrement dans le fort de la Bataille, mais donner partout ses ordres, prévenir la confusion, mener à l'ennemi les Vaisseaux qui restent en arrière, & avoir l'œil partout. Aussi quand l'Armée est en marche pour aller à l'ennemi, l'Escadre de l'Amiral se tient au milieu & fait le Corps de Bataille, soit qu'on marche en lignes, en files, ou en croissant. Cette dernière forme de marche est la plus avantageuse, parce qu'elle donne lieu à tous les Vaisseaux d'entrer en action. Tous les Vaisseaux de l'Armée doivent courir au secours de leur Amiral, mais surtout ses Matelots ne doivent jamais s'éloigner de lui. L'Amiral ne manque point de faire, tous les jours, prendre hauteur tant qu'il est en Mer. Il fait faire continuellement des exercices aux Equipages & aux Soldats pour les tenir en haleine, & il a le pouvoir de prendre les voles qu'il juge les plus convenables pour tenir tous les gens qui sont à bord dans l'obéissance, & pour faire exécuter ses ordres.

§. 40.

Les autres Officiers de la Marine sont le Lieutenant-Amiral Général, le Vice-Amiral, le Contre-Amiral, les Capitaines des Vaisseaux de ligne, les Capitaines des Frégates & autres Bâtimens, les Lieutenants, & divers Officiers subalternes, dont les titres, les dénominations, & les emplois, varient dans chaque pays. L'Equipage est composé de Matelots pour la Manœuvre, de Canoniers pour desservir l'Artillerie, & de Troupes de Marine pour combattre. Ces Troupes ont, à la vérité, leurs Officiers particuliers, mais tout doit être subordonné à l'Amiral tant qu'on est en Mer. Un Etat qui entretient des Flottes, & dont par conséquent la Marine fait un objet important, doit, en tems de Paix, comme pendant la Guerre, remplir tous les emplois de la Marine par de bons & braves Officiers, qui s'appliquent constamment à la théorie de leur Science, laquelle se divise en trois parties générales, savoir l'Architecture Navale, qui apprend à construire toutes sortes de Bâtimens de Mer; le Pilotage, qui est l'Art de conduire un Vaisseau en Mer; & l'Art des évolutions, qui enseigne comment il faut conduire des Flottes ou Armées Navales. Lorsqu'il se présente des occasions de faire quelque Campagne, ces Officiers doivent servir en qualité de Volontaires, même sur les Flottes étrangères, pour se perfectionner dans leur métier par l'expérience, & pour voir ce qui se pratique chez les autres Nations. Les grandes Puissances Commerçantes entretiennent aussi des Régimens de Marine, destinés à servir sur les Flottes; mais cet usage n'est pas d'une nécessité absolue, vu que toutes les Troupes peuvent, dans le besoin, être embarquées, & combattre sur les Vaisseaux de Guerre, comme à terre. Quant aux Matelots, il n'est pas prudent de

Des Offi-
ciers de la
Marine,

lés enlever en tems de Paix à la Navigation Marchande, outre que leur entretien constant coûteroit un Argent immense à l'Etat, & que restant dans l'oisiveté ils oublieroient l'exercice de leur métier. Il suffit donc qu'on sache que le païs puisse fournir, au besoin, un nombre suffisant de Matelots, dont on peut faire le dénombrement, & les réduire en Classes durant la Paix, pour les réclamer & en faire la levée à l'approche de la Guerre, ou dans quelques autres cas de nécessité.

§. 41.

Des Arse-
naux de
Marine.

LES Arsenaux de Marine doivent être amplement pourvus non seulement de Canons & d'autres Armes à l'usage des Flottes, mais aussi de tous les Agrès nécessaires pour l'équipement des Vaisseaux. Le détail de toutes ces choses est immense. Il faut voir avec attention un Arsenal pour s'en former une idée. Depuis les plus gros Canons jusqu'à une Mèche, les plus grosses Ancres jusqu'à la plus petite Lanterne, tout doit se trouver dans un pareil Magazin, & il faut établir des Commissaires également intelligens & fidèles pour en avoir l'inspection. On n'a pas besoin de dire que ces Arsenaux doivent être établis dans des Ports où le Souverain entretient ses Officiers de Marine & ses Vaisseaux.

§. 42.

Précau-
non essen-
tielle à
prendre
pour les
Vaisseaux
de Guerre.

MAIS ce n'est pas le tout d'établir une bonne Marine, il faut encore porter une attention extrême à sa conservation. Les Vaisseaux qui restent plusieurs années amarés dans les Ports sont sujets à se couvrir de mousse, & à pourir au point qu'ils ne peuvent plus servir en Mer. Il y a bien des exemples que de pareils Vaisseaux, ayant été employés dans la suite à quelque expédition, & étant sortis à peine du Havre, sont coulés à fond & périés avec tout l'équipage. C'est une négligence impardonnable à l'Amirauté. Il faut, de toute nécessité, tant pour la conservation des Batimens même, que pour l'entretien de l'Art de la Marine, & pour exercer les Officiers & les Matelots, que les Flottes sortent tous les ans de leurs Ports & qu'elles restent quelque tems en Mer. C'est le seul moyen d'entretenir tous ceux qui sont employés à la Marine dans la pratique de leur métier, & dans la discipline Navale. D'ailleurs, l'eau de la Mer, qui est imprégnée d'un Sel corrosif, ronge cette mousse pernicieuse qui s'attache aux Vaisseaux, & préserve le bois de la pourriture autrement inévitable. Le manque de cette précaution a été une des principales causes de la décadence de la Marine Hollandoise, & des fraix énormes que cette République est obligée d'employer pour la rétablir. Il est indispensable que chaque Vaisseau soit mis en Mer au moins une fois tous les trois ans; & si l'on craint la dépense de ces sortes de

de Campagnes d'exercice, l'Amirauté peut, en tout cas, prêter ses Vaisseaux à la Compagnie des Indes, lorsque l'Etat en a de formée.

§. 43.

LES affaires de la Marine sont si importantes, & sujettes à tant de ^{Du Dé-}détails, que la plupart des Puissances Maritimes ont formé des Départemens séparés auxquels elles en ont confié la régie, & qui ont à leur tête ^{l'arrêté-ment de la Ma-}un Ministre, ou autre personne considérable de l'Etat. Et en effet, l'objet en vaut bien la peine. Les Flottes protègent le Commerce, la Navigation Marchande, les Côtes, les Ports, les possessions étrangères, & rendent une Nation plus ou moins Maitresse de la Mer. Cependant l'expérience de bien des Siècles prouve que les intérêts des Peuples ne se reglent guère que par le sort des Armes sur Terre; & comme dit une Dame illustre de la Cour de Louis XIV. depuis la Bataille d'*Abium* aucun Combat Naval n'a été décisif.





CONCLUSION

DE LA

PREMIERE PARTIE.

Conclu-
sion.

Nous avons, pour ainsi dire, décomposé jusqu'ici tous les ressorts intérieurs qui font mouvoir le Corps de l'Etat, qui entretiennent son activité, qui augmentent sa vigueur, & qui le rendent formidable. Cet examen nous a conduits, nous & nos Lecteurs, dans des détails dont l'ennui est inséparable, mais qui semble être racheté par l'utilité qu'une pareille étude procure à ceux qui se destinent aux Affaires publiques. C'est uniquement pour eux que ce Traité est écrit. La sécheresse est l'apanage ordinaire des Ouvrages dogmatiques. On peut orner de fleurs des sentiers qui servent de promenades; mais les chemins qui doivent conduire le Voyageur à un bus qu'il se propose sont ordinairement arides. Tout ce qu'on peut faire, c'est de marquer exactement la route qu'il doit tenir, de guider sa marche, & de ne le point arrêter par des amusemens recherchés. Mais peut-être, après avoir exercé la patience du Lecteur dans cette Première Partie, trouverons-nous occasion de l'en dédomager dans la seconde, où nous lui présenterons l'Etat tout formé, gouverné par son Souverain, agissant sur les Principes établis, se trouvant en diverses liaisons avec les autres Nations, & tenant au Système général de l'Europe. On conçoit aisément que ce point de vue nous mettra sous les yeux des objets plus grands, plus variés, & plus intéressans. Nous y consacrons nos veilles; & nous espérons pouvoir offrir incessamment ce second Volume au Public, s'il daigne goûter la première partie de nos travaux, & si la Providence nous accorde la loisir & la santé nécessaires pour conduire notre Ouvrage à sa fin.

F I N de la Première Partie.

TA.



T A B L E

D E S

M A T I E R E S.

Contenues dans le Tome I.

<p style="text-align: center;">A.</p> <p><i>A</i>NE, utilité de cet Animal, trop négligé. Pag. 187.</p> <p><i>Animaux</i> Carnassiers doivent être détruits. 153.</p> <p><i>Argent & Or</i>, sa circulation 284. Proportion qu'il doit y avoir entre l'un & l'autre. 290.</p> <p><i>Armée</i>, proportion qu'on doit garder dans la levée des Soldats pour la composer 329. Principes sur lesquels on en peut déterminer le nombre 332. Troupes différentes dont elle est composée. 334.</p> <p><i>Artisans</i>, conseil charitable à leur sujet. 141.</p> <p style="text-align: right;"><i>Astro-</i></p>	<p><i>Astrologues</i>, <i>Magiciens</i>, <i>Sorciers</i>, de quel œil la Politique regarde ces imposteurs, & comment la Police doit les traiter. 111.</p> <p><i>Assurances</i> (les) & tout ce qui les concerne. 323. & suiv.</p> <p style="text-align: center;">B.</p> <p><i>B</i>anque ce que c'est: Plan & modèle (de) 295. Précautions qu'on y doit prendre 296. Son avantage. 297.</p> <p><i>Benoît XIV.</i> Eloge non suspect, & bien mérité, de ce grand Pape. 152.</p> <p><i>Bestiaux</i> prohibés dans les Villes, 118.</p>
--	--

- 118.** Trésor dans les Campagnes. 181.
Diere, Pourquoi elle est si mauvaise en Allemagne **129.** Abus à ce sujet. 151.
Bois profit qu'on peut tirer de toute forte. (de) **197.**
- C.
- Campagne* Nécessité d'une Police à (la) **142.** Ses fonctions; comment, & par qui, elle doit administrée. **143.** *Et suiv.*
Chasse & Pêche en eau douce, Loix à ce sujet. **198.**
Caisse de l'eu, ce que c'est, utilité de cet établissement. **108.**
Canaux, leur grande utilité & commodité pour le Commerce. **313.**
Capitulation doit être inviolable & Sacrée. **338.**
Cavalerie doit changer souvent de quartiers, Pourquoi? **339.**
Chancelier (Grand) quel est son office. **96.**
Change ce que c'est **292.** précautions à prendre pour (le) **293.** Le Crédit en est l'ame. **294.**
Chemins grands & beaux, combien ils sont utiles dans un pais. **77.**
Cheute Animal pernicieux dans les Campagnes. **185.**
Chiens fages précautions à prendre avec ces Animaux. **153.**
Clergé doit être respecté, mais il doit être subordonné au Gouvernement. **92.** Ses grands biens doivent être assujettis aux Impôts comme ceux de tous les autres Sujets d'un Etat quel qu'il soit. **219.**
Ci-
- Cisternes* fameuses à *Malte* pour l'excellence de leur eau. **120.**
Colbert juste éloge de ce grand Ministre de France. **261.**
Colonies attirées dans un Etat, ou envoyées au dehors, comment on doit en agir avec elles. 61.
Commerce, Conseil Supérieur (du) sa nécessité, & comment il doit être composé. **235.** Définition du Commerce. **272.** Il ne se fait plus aujourd'hui par des trocs, dans un sens absolu **274.** Ses huit parties **276.** Sa Balance générale, & considérations sur la maniere de le faire. **277.** Guerres pour le Commerce entre les Nations Commerçantes. **279.** Le Crédit en est l'ame. **294.** Ses Loix & sa liberté. **298.** Commerce intérieur. **299.** Compagnies de Commerce. **302.**
Compagnies exclusives de Commerce. **302.**
Concurrence utile, & même nécessaire à la perfection des Manufactures. **262.**
Conditions, leur différence. **53.** Elle ne doit point préjudicier au mérite. **54.** Elles se rapprochent quelquefois en France. **55.**
Conquêtes elle n'ont jamais rendu les Peuples plus heureux. **156.**
Corfaires comment on peut se mettre à couvert de ceux de Barbarie. **322.**
Cour son exemple influe considérablement sur toute une Nation. **47.** Etat (d'une), son Etiquette, sa Magnificence. **48.** *Et suiv.*
Couvents comment on pourroit les rendre infiniment plus utiles qu'ils ne le sont. 66.
Crs-

DES MATIERES.

Credit est l'ame du Commerce. 294.

D.

*D*ebauche générale, conduite que le Gouvernement doit tenir à cet égard. 60.

Dettes Nationales preuve de l'Opulence d'un païs. 164. Bornes qu'il faut leur donner. 168.

Diligences, ou Chariots de Poste, abominables en Allemagne. 77.

Discipline combien elle est essentielle dans les Troupes. 342.

Divorces en quels cas ils doivent avoir lieu. 60.

Domaines du Souverain doivent être amodiées. 210. à quelles conditions. 211. S'il est avantageux pour un Etat que son Souverain ait beaucoup de Domaines. 212.

Douanes, Principes pour le Tarif (des). 224.

Duels fureur des François pour (les) : combien elle est préjudiciable à ce Royaume. 62. Moïens sur y remédier. 63.

E.

*E*aux Minérales, parti qu'en tire le Département des Finances. 206.

Enrôlemens forcés, funestes à l'Industrie & au Commerce. 263.

Eslavage contraire à la Nature & à l'Humanité. 55. dangereux même par les suites qu'il peut avoir. 56.

Espagne pourquoi elle est si dépeuplée. 62.

Tome I.

Etat, Homme (d') quels doivent être ses talens, son génie, ses études, ses connoissances. 10. & suiv.

Etat (l') combien chaque Sujet peut lui paier. 227.

F.

*F*amine, & disette, précautions à prendre pour les prévenir. 125.

Fêtes trop multipliées, & ruineuses pour les habitans de la Campagne. 132.

Finances, Département (des) comment il doit être administré. 169. Habileté & défauts des Ministres des Finances. 173. Objets de ce Département. 174. encouragement donné à l'Agriculture une des grandes ressources pour les Finances. 180.

Foires, comment elles sont utiles au Commerce. 300.

Forêts & Venerie, attention & soins que demande l'un & l'autre. 191.

Fripes attention que la Police doit y apporter, surtout dans le tems des Maladies Contagieuses. 136.

G.

*G*ouvernemens trois sortes (de) 22. Laquelle est à préférer. 25. Plus il est parfait, plus il est durable. 26. Ses branches différentes. 78. & suiv.

Guerre Département de la Guerre, & tout ce qui la concerne. 327. & suiv.

Zz

H. Hf.

H

Histoire sa connoissance est absolument nécessaire à un Homme d'Etat, Méthode pour l'étudier. 16.
Hôpitaux, leur nécessité, & ce qu'on y doit éviter. 65.

L

Jeunesse, la première attention du Gouvernement est de veiller à son éducation. 37. Comment on y doit procéder *suiv.* Modèle parfait. 43.
Jeux de hazard deffendus dans tout Etat bien policé. 109.
Impôts & Contributions, manière de les lever 213. Quelle est la moins onéreuse? 214. Régles pour leur levée dans le plat-païs. 218. Les biens Ecclésiastiques y doivent être assujettis. 219. Attention que doivent avoir les Souverains dans l'imposition des nouveaux. 22. Lequel est le plus avantageux d'en affermer, ou d'en faire régir, la recette. 227. Emploi qu'on en doit faire. 230.
Incidens moyens de les prévenir, ou d'en arrêter le progrès. 106.
Inondations remèdes qu'on y peut apporter. 149.
Inquisition ses funestes effets dans les païs où elle est établie. 30.
Intolérance, combien elle est préjudiciable à un Etat. 71. est une vraie stupidité dans un Ministre. 263.
In-

Invalides, Hôtels pour leur subsistance & leur entretien; justice & sagesse dans cet établissement. 351.

Jurispudence sa nécessité. 89.
Justice ordre dans son administration. 91. Elle doit être rendue publiquement. 95.

Laine, Bêtes (à) Tresor pour la Campagne & pour le Commerce. 184.

Lamaneurs, Locmans, ou Pilotes Côtiers, leur nécessité. 315.

Louis exposition & éloge du Système de ce fameux Financier, pour rétablir les Finances en France, à la mort de Louis XIV. 162.

Législateurs anciens, insuffisance, indécence, & impertinence de la plûpart de leurs Loix. 6. & *suiv.*

Lettres de Change, par qui & quand inventées. 275. Leur grande utilité pour le Commerce. 276.

Liberté en quoi elle consiste par rapport au Gouvernement. 88.

Liqueurs fortes, leur abus condamné. 51.

Livree (la), dans un païs bien Policé, ne doit porter ni armes ni bâtons. 113. Grand abus dans sa multitude. 258.

Louis XV. Eloge de ce Monarque. 338.

Luxe son utilité pour le bien & la prospérité d'un Etat. 47. 301.

M. Ma-

M.

Magistrats quelles doivent être leurs qualités. 96.

Manufactures, définition, & dénombrement des principales. 238.

Un seul país n'est pas susceptible de toutes. 243. Celles qui ne réussissent point sont nuisibles. 244.

Choix à faire dans celles qu'on veut établir. 246. Moins pour les faire réussir. 247.

Préférence qu'on doit donner à celles de Laine. 258. Celles de Cotton très nuisibles en Europe. 259.

A qui l'on en doit confier la conduite. 255. On doit les encourager. *ibid.* Leur emplacement. 259.

Le Souverain ne doit jamais s'en emparer. 260. Trois qualités essentielles dans les Manufactures. 265.

Deffendre les étrangères, mauvaise Politique, Pourquoi? 267.

Marine Département de la Marine & tout ce qui concerne cette partie du Gouvernement. 309.

Matelots, quels sont les meilleurs? Comment ils se forment? 317.

Médecine Sénat (de) combien nécessaire dans un Etat. 67.

Mendians Vagabonds, combien ils sont préjudiciables à un Etat. 66.

Moins de les réprimer & de les faire disparaître. *ibid.* & 146.

Mers toutes ne sont pas également avantageuses pour la Navigation. 319.

Métiers Corps (de) approuvés, à quelles conditions. 262.

Meuriers blancs, Observations à faire sur la culture de cet Arbre & sur les Vers à Soie. 193.

Milices peu de fonds qu'il y a à faire sur elles en général. 333.

Militaire Objets qui concernent cet état. 328. & *suiv.*

Mines le Souverain doit faire un établissement National de celles qui se trouvent dans son país. 209.

Mœurs (bonnes) essentielles pour la tranquillité & la prospérité d'un Etat. 73.

Vice dans le Gouvernement Anglois à cet égard. *ibid.*

Monnaie trois manieres de l'altérer. 285. Toutes les trois pernicieuses. 287.

Avantage qu'il y a à en battre de la bonne. 289.

Monopoles combien ils sont préjudiciables à la Nation & à l'Etat. 256.

N.

Nature préjugé sur l'état (de) 35.

Navigation, Voyez ci-dessus *Marine*. La Navigation Marchande doit être encouragée; faute que fit à ce sujet le Czar, *Pierre I.* 320.

Noblesse quelle étoit autrefois sa belle occupation. 337.

Son métier naturel est celui de la Guerre; elle y doit être préférée dans les emplois. 338.

Noces & Batêmes, abus à réformer sur ce sujet. 152.

Zz 2

O. Opu-

O.

O *Opulence* fausse idée qu'en avoient les anciens Législateurs, ainsi que du Luxe. 155. L'un & l'autre ne sont pas incompatibles avec la Valeur. 157. Ils sont la source de tous les avantages qui rendent un Peuple heureux. *ibid.* Le prétendu bonheur d'une Nation dans la Pauvreté n'est qu'une ridicule chimère; Preuves de cette vérité. 158. Réflexions à ce sujet. 160. L'Or & l'Argent ne font pas l'Opulence d'un Etat. 161. *Orphelin* & Pauvres; l'Etat doit en prendre soin. 63. & *suiv.*

P.

P *Pavillon* chaque Souverain doit faire respecter le sien. 322. *Péages* ils ne doivent point être multipliés. 312. *Pêche* en pleine Mer, objet très considérable pour les Finances, le Commerce & la Navigation. 200. *Peuple* sa manie à Politiquer. 5. Il est très avantageux qu'il soit instruit. 36. *Poisons* sage Ordonnance du grand Ministre *Colbers* à ce sujet. 140. *Police* sa définition, son étendue, & détail de ses fonctions. 99. & *suiv.* *Poligamie* erreur grossière de *Mahomet* & de beaucoup d'autres sur ce sujet. 59. *Pa-*

Politique nécessité d'un Système dans les Principes de la Politique. 1. Auteurs qui ont traité de cette Science. 2. Leur insuffisance. *ibid.* Raison de cette insuffisance. 3. but qu'on se propose dans ces INSTITUTIONS. *ibid.* Utilité d'un Système. 4. Combien l'étude de la Politique est nécessaire aux Princes, & à leurs Ministres. 5. Préjugés communs sur la Politique. 6. Déclaration & protestation de l'Auteur de ces INSTITUTIONS 9. Quels doivent être le génie, les talents, & les connoissances d'un Homme d'Etat. 11. FausSES idées attachées au mot de *Politique*. 19. Sa définition. 20. 21. La justice & l'utilité doivent régler ses démarches. 33. Les cinq grands objets qu'elle doit se proposer. 34. Elle doit polir les Nations. 35. Entretenir le bon ordre dans la Société par l'observation des Loix. 52. Etablir dans l'Etat une bonne & exacte Police. 99. Veiller à la Population & à la conservation des Sujets d'un Etat. 68. 130. S'appliquer à le faire fleurir, à le rendre Opulent. 154. & redoutable à ses ennemis. 318. *Population*, plus un pays est peuplé, plus l'Abondance y regne. 68. *Ports* doivent être déblayés de tems en tems. 316. *Postes* quand établies sur le pied où elles sont. 75. Grand abus dans celles de France. 76. *Procès* règles qu'on y doit suivre, bornes qu'on y doit mettre. 88. *Propreté*, ravissante dans la Hollande.

lande, contribue beaucoup à la
santé de ses habitants, & à l'ex-
cellence de son Beurre & de ses
Fromages. 150.

Q.

Question, usage & abus de (la)
95.

R.

Rang ce que c'est, & en quoi il
consiste. 58.

Religion combien elle est essentielle
pour le maintien du bon ordre
dans la Société. 69. Conduite d'un
sage Politique à cet égard. 70. In-
convéniens de la *Catholique-Ro-*
maine. 72. 79.

Rivage Droit (de) ce que c'est :
belle Ordonnance de la Marine
de France sur ce sujet. 316.

Rivieres moins de les débiter ;
précautions à prendre à l'égard
des Bancs de Sable qui se trou-
vent souvent à leur embouchu-
re. 314.

S.

Santé précautions pour la conser-
vation de celle des gens de la
Campagne. 150.

Saxe (le Maréchal de) remarques
Critiques sur quelques endroits
de ses *Réveries*, ou *Mémoires sur*
la Guerre. 330. 340. 345. 348.
Sé.

Sécheresse, & trop grandes pluies,
moins proposés pour en préve-
nir les inconvéniens. 189.

Séditions & émeutes Populaires, ce
qu'on doit faire pour les préve-
nir, ou les arrêter. 115.

Sépulture des Morts dans les Eglis-
es, & même dans les Villes,
contraire à la salubrité de l'Air.
119.

Servitude, & *Serfs*, ce que c'est en
Pologne. 56.

Sociétés leur origine, leur Principe
& leur but. 20.

Spéctacles servent beaucoup à polir
une Nation. 50.

Status in statu ce que c'est, & com-
bien il est pernicieux dans un
Etat. 29.

Souveraineté en qui proprement el-
le réside. 26. Manieres diffé-
rentes dont on y parvient. 27. Sa
définition & ses caractères. 29.
Ses Droits. 30. Frein contre l'a-
bus de la Souveraineté. 33.

Souverains (Voiez *Souveraineté*)
sont faits pour leurs Sujets, &
non leurs Sujets pour eux. 58.
Leurs devoirs. *ibid.* & 60. Pré-
cautions qu'ils doivent prendre
en faisant des Loix. 86. En quel
sens ils sont Juges Souverains de
leurs Peuples. 90. Attention
qu'ils leur doivent, sur quoi fon-
dée. 105. Dans l'imposition &
la levée des Contributions & des
Subsidés. 220. Ne doivent point
permettre les Monopoles. 256.
ni s'emparer des Manufactures.
260.

T. 2.

TAB E D E S M A T I E R E S.

T.

V.

T *Abac* éloge , & utilité de la culture de cette plante par l'étonnante consommation qui s'en fait. 252.

Torrents & *Rivieres* qui roulent l'Or. 204.

V *Alseaux* les meilleurs, pour la construction & la légèreté, sont ceux des Anglois. 320. Précaution essentielle que l'on doit prendre pour les Vaisseaux de Guerre. 356.

Polages leur utilité pour tous les hommes , & surtout pour la Jeunesse. 46.

Voieurs Loix contre eux, moyens pour en purger un país. 144.

Fin de la Table des Matieres du Tome L.

641756







